

2

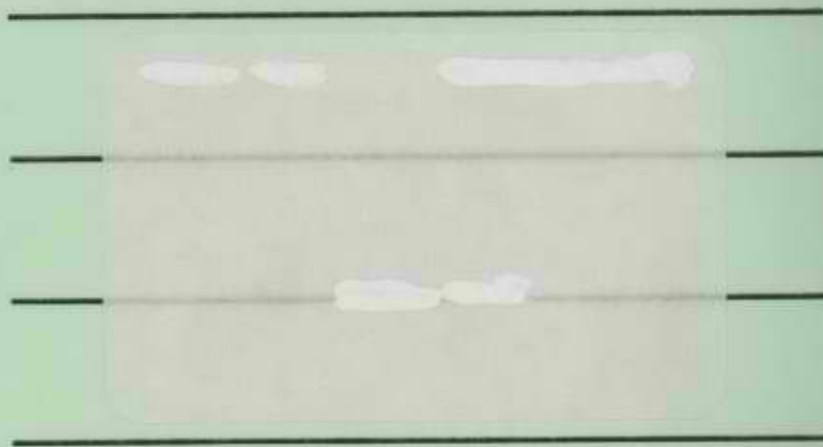
מדינת ישראל

משרדי הנומסלה

משרד

א' כ' פ' ה'

88-90



תיק מס'

שם תיק: אירופה. כרך ב'
 מזהה פנימי: **א-2/5033**
 מזהה פריט: R0002s4
 כתובת: 2-111-2-5-8
 תאריך הדפסה: 04/11/2020

מחלקה

5,26032:זס

אל:המשרד

י'עדים:רהמש/1378,מצב/3077,אביב/499,מנמת/1615,ליסבון/419
 מ-:בו יסל,נר:298,תא:280590,זח:2000,דח:ר,סג:בל
 תח:8:גס:כלכלית
 8:נו

בלמס רגיל

אל: כלכלית ב

דע: אירופה 1,
 שגרירות איטליה (נר 119)
 ספרד (נר 75)
 צרפת (נר 532)
 פורטוגל

מאת: ס/ראש המשלחת

להלן לידיעתכם מ'יורופ' מה-18 במאי 1990

'EUROPE' . VENDREDC 18 MAI 1990 NO 5257 (NOUVELLE
 SE'RIE)

(EU) MEDITERRANEE OCCIDENTALE : PROJET DE REUNION
 MINISTERIELLE ENTER
 LES
 QUATRE PAYS MEDITERRANEENS DE LA CEE ET LES PAYS
 DE L'UNION DE MAGHREB

BRUXELLES, JEUDI 17 MAI 1990 - UNE RENCONTER MINISTE-

RIELLE ENTRE LES QUATRE PAYS DE
 LA CEE RIVERSINS DE LA MEDITERRANEE ITALIE ,

משרד החוץ-מחלקת הקשר

FRANCE, ESPAGNE , ET PORTUGAL) ET LES PAYS

MEMBRES DE L'UMA (UNION DU MAGHRB: ALGERIE , MAROC
 , TUNISIE , LIBYE ET MAURITANIE (POURRAIT AVOIR
 LIEU EN NOVEMBRE OU DECEMBRE PROCHAINS : L'INITIATIVE
 REVIENT A L'ESPAGNE ET C'EST I'ITALIE , EN RAISON
 DE SON ACCESSION A LA PRESIDENCE EN EXERCICE
 DE LA CEE , QUI S'OCCUPERA DE LA CONVOCATION AFIN
 D'AMORCER UN 'DIALOGUE POLITIQUE SUR LA SECURITE
 ' DANS CANS CETTE ZONE.

LA COMMISSION EUROPEENNE N'EST PAS DIRECTEMENT IMPLIQUEE
 : ELLE SE BORNE A

'SUIVRE ATTENTIVEMENT ET AVEC INTERET CES DEVELOPPEMEN
 TS' D'AVANT PLUS QU'ELLE S'APPRETE A ANNONCER
 SON PROGRAMME DE RELANCE DE LA POLITIQUE MEDITERRANEENN
 E DE LA CEE (EUROPE DU 12 MAI , P.7). ON INDIQUE
 QUE L'ITALIE, SOUTENUE PAR LA FRANCE ET L'ESPAGNE
 A L'INTENTION DE DYNAMISER LA COOPERTION AVEC
 CETTE REGION ET D'AGIR AU SEIN DE LA COMMUNAUTE
 PENDANT SA PRESIDENCE, POUR QUE L'ATTENTION NE
 SOIT PAS EXCLUSIVAEEMENT BRAQUEE SUR LES DEVELOPPEMENTS
 A L'EST. LES PREMIERS POURPARLERS ENTRE LES NEUF
 PAYS CITES ONT EU LIEU LE 22 MARS DERNIER A ROME
 (VOIR EUROPE DU 29 MARS), LE 10 MAC DERNIER , EGALEMENT
 A ROME , LES QUATRE PAYS COMMUNAUTAIRES CONCERNES
 SE SONT RENCONTRES AU NIVEAU DIPLOMATIQUE, POUR
 DEBATTRE NOTAMMENT DE LA SECURITE GLOBALE EN MEDITERRAN
 EE. L'IDEE D'UN 'HELSINKI-BIS' POUR LA MEDITERRANEE
 (C'EST A DIRE UNE CSCM , CONFERENCE SUR LA SECURITE
 ET LA COOPERATION EN MEDITERRANEE) PARAIT FAIRE
 SON CHEMIN. ELLE RESSORT D'UN PROJET ESPAGNOL DISCUTE
 A CETTE OCCASION QUI A EGALEMENT PERMIS D'ABORDER
 LA QUESTION DE LA PARTICIPATION D'AUTRES PARTIES
 CONCERNEES PAR LE MAINTIEN DE LA STABILITE DANS
 LA REGION, ESSENTIELLEMENT LES ETAT UNIS ET L'URSS
 ET AUSSI LA CEE EN TANT QUE TELLE. LA PROPOSITION
 FORMELLE EN SERA FAITE AUX PAYS CONCERNES LORSQU
 ILS PARTICIPERONT TOUS A LA CONFERENCE SUR 'LA
 PROTECTION DE L'ECOSYSTEME EN MEDITERRANEE' ORGANISEE
 DANS LE CADRE DE LA CSCE A PALMA DE MAJORQUE (ESPAGNE)
 LE 24 SEPTEMBRE PROCHAIN.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

PROJET D'UNE INSTITUTION FINANCIERE POUR LA MEDITERRANEE
 LE DIALOGUE ENCORE INFORMEL ENGAGE ENTRE LES ETATS
 DE LA MEDITERRANEE OCCIDENTALE VISE A CONFIRMER
 'L'IMPORTANCE PRIMORDIALE' DE CETTE ZONE DONT
 L'INTERET N'EST 'PAS INFERIEUR A CELUI

SOULEVE

PAR L'EVOLUTION RECENTE EN EUROPE DE L'EST, ONT
 AFFIRME CES PAYS DANS UN COMMUNIQUE PUBLIE A
 L'ISSUE DE LEUR RENCONTRE DE ROME. ILS AVAIENT

ALORS

INDIQUE QUE LA CREATION D'UNE 'BANQUE DE DEVELOPPEMENT
 POUR LA MEDITERRANEE. SUR L'EXEMPLE DE LA BANQUE
 EUROPEENNE POUR L'EUROPE DE L'EST', EST 'EN COURS
 DE PREPARATION'. LE CHEF DE LA DIPLOMATIE ITALIENNE
 , M. DE MICHELIS , AURAIT DEJA ENTREPRIS DES CONTACTS
 AVEC LES PAYS INTERESSES, PRECISE T ON DE SOURCE
 DIPLOMATIQUE ITALIENNE A BRUXELLES. LES SERVICES
 DE LA COMMISSION EXAMINENT AUSSI LES DIVERSES PROPOSITI
 ONS VISANT UNE INSTITUTION FINANCIERE SPECIALEMENT
 CONSACREE A LA MEDITERRANEE, LE COMMISSAIRE RIPA
 DI MEANA A DEJA PRIS POSITION EN FAVEUR DE CETTE
 INITIATIVE. PARALLELEMENT A CES ACTIVITES AU NIVEAU
 GOUVERNEMENTAL , DES PARLEMENTAIRES DE CES MEMES
 PAYS, NOTAMMENT DES MEMBRES DU PARLEMENT EUROPEEN
 , SE RETROUVERONT A PARIS AU DEBUT DE L'ETE POUR
 DEBATTRE DE QUESTIONS DE SECURITE DANS LA REGION
 (VOIR EUROPE DU 18 AVRIL).

ג'

0121 0021

2,28032:0111
T0803:01
49971'21,3077122,181521212,181521212,181521212,181521212
2000:01,28032:01,28032:01,28032:01,28032:01,28032:01
18.02.90 : 17.000

18.02.90 : 17.000
T0803:01
49971'21,3077122,181521212,181521212,181521212,181521212
2000:01,28032:01,28032:01,28032:01,28032:01,28032:01
18.02.90 : 17.000

18.02.90 : 17.000 : 18.02.90 : 17.000 (NOUVELLE
SEULE)

18.02.90 : 17.000 : 18.02.90 : 17.000 (NOUVELLE
SEULE)
18.02.90 : 17.000 : 18.02.90 : 17.000 (NOUVELLE
SEULE)
18.02.90 : 17.000 : 18.02.90 : 17.000 (NOUVELLE
SEULE)

FRANCE, ESPAGNE, ET PORTUGAL) ET LES PAYS
MEMBRES DE L'UMA (UNION DU MAGHREB: ALGERIE, MAROC,
LIBYE ET MAURITANIE) POURRAIT AVOIR
LIEU EN NOVEMBRE OU DECEMBRE PROCHAINS: L'INITIATIVE
REVIENT A L'ESPAGNE ET C'EST L'ITALIE, EN RAISON
DE SON ACCESSION A LA PRESIDENCE EN EXERCICE
DE LA CEE, QUI S'OCCUPERA DE LA CONVOCATION AFIN
D'ABORDER UN DIALOGUE POLITIQUE SUR LA SECURITE
DANS CETTE ZONE.

LA COMMISSION EUROPEENNE N'EST PAS DIRECTEMENT IMPLIQUEE
ET ELLE SE BORNE A
SUIVRE ATTENTIVEMENT ET AVEC INTERET CES DEVELOPPEMENTS
ET, D'AUTANT PLUS QU'ELLE S'ARRÊTE A ANNONCER
SON PROGRAMME DE RELANCE DE LA POLITIQUE MEDITERRANEE
E DE LA CEE (EUROPE DU 11 MAI, P.7). ON INDIQUE
QUE L'ITALIE, SOUTENUE PAR LA FRANCE ET L'ESPAGNE
A L'INTENTION DE DYNAMISER LA COOPERATION AVEC
CETTE REGION ET D'ABRIER AU SEIN DE LA COMMUNAUTE
PENDANT SA PRESIDENCE, POUR QUE L'ATTENTION NE
SOIT PAS EXCLUSIVEMENT BRASSEE SUR LES DEVELOPPEMENTS
A L'EST. LES PREMIERS POURPARLERS ENTRE LES NEUF
PAYS CITES ONT EU LIEU LE 22 MARS DERNIER A ROME
(VOIR EUROPE DU 29 MARS), LE 10 MAI DERNIER, EGALEMENT
A ROME, LES QUATRE PAYS COMMUNAUTAIRES CONCERNES
SE SONT RENCONTRES AU NIVEAU DIPLOMATIQUE, POUR
DEBATTRE NOTAMMENT DE LA SECURITE GLOBALE EN MEDITERRANEE
ET L'IDEE D'UN 'HELSINKI-BIS' POUR LA MEDITERRANEE
A EGALMENT PERMIS D'ABORDER
LA QUESTION DE LA PARTICIPATION D'AUTRES PARTIES
CONCERNES PAR LE MAINTIEN DE LA STABILITE DANS
LA REGION, ESSENTIELLEMENT LES ETATS UNIS ET L'URSS
ET AUSTRIE EN TANT QUE TELLE. LA PROPOSITION
FORMULEE EN SERA FAITE AUX PAYS CONCERNES LORSQU'
ILS PARTICIPERONT TOUTS A LA CONFERENCE SUR 'LA
PROTECTION DE L'ECOSYSTEME EN MEDITERRANEE' ORGANISEE
DANS LE CADRE DE LA CSCE A PALMA DE MAJORQUE (ESPAGNE)
LE 24 SEPTEMBRE PROCHAIN.

PROJET D'UNE INSTITUTION FINANCIERE POUR LA MEDITERRANEE
LE DIALOGUE ENCORE INFORMEL ENTRAINE ENTRE LES ETATS
DE LA MEDITERRANEE OCCIDENTALE VISE A CONFIRMER
L'IMPORTEANCE PRIMORDIALE DE CETTE ZONE DONT
L'INTERET N'EST PAS INFERIEUR A CELUI

BOULEVE
PAR L'EVOLUTION RECENTE EN EUROPE DE L'EST, ONT
APPRES CES PAYS DANS UN COMMUNIQUE PUBLIE A
L'ISSUE DE LEUR RENCONTRE DE ROME. ILS AVAIENT

INDIQUE QUE LA CREATION D'UNE 'BANQUE DE DEVELOPPEMENT
POUR LA MEDITERRANEE. SUR L'EXEMPLE DE LA BANQUE
EUROPEENNE POUR L'EUROPE DE L'EST', EST 'EN COURS
DE PREPARATION'. LE CHEF DE LA DIPLOMATIE ITALIENNE
, M. DE MICHELIS, AURAIT DEJA ENTREPRIIS DES CONTACTS
AVEC LES PAYS INTERESSES, PRECISE T ON DE SOURCE
DIPLOMATIQUE ITALIENNE A BRUXELLES. LES SERVICES
DE LA COMMISSION EXAMINENT AUSSI LES DIVERSES PROPOSITIONS
DANS LE CADRE D'UNE INSTITUTION FINANCIERE SPECIALEMENT
CONCERNEE A LA MEDITERRANEE. LE COMMISSAIRE RIJA
DI MEANA A DEJA PRIS POSITION EN FAVEUR DE CETTE
INITIATIVE. PARALLELEMENT A CES ACTIVITES AU NIVEAU
GOUVERNEMENTAL, DES PARLEMENTAIRES DE CES MEMES
PAYS, NOTAMMENT DES MEMBRES DU PARLEMENT EUROPEEN
, SE RETROUVERONT A PARIS AU DEBUT DE L'ETE POUR
DEBATTRE DE QUESTIONS DE SECURITE DANS LA REGION
L'EUROPE DU 18 AVRIL).

18.02.90 : 17.000 : 18.02.90 : 17.000 (NOUVELLE
SEULE)
18.02.90 : 17.000 : 18.02.90 : 17.000 (NOUVELLE
SEULE)
18.02.90 : 17.000 : 18.02.90 : 17.000 (NOUVELLE
SEULE)

נכנס

בלמס

5,26033:020

אל:המשרד

ינדי:0:רהמש/1376, מצב/3065, אביב/494, מנמת/1611
מ-:0:ריסל, נר:297, תא:280590, זח:2000, דר:0, ג:16
תח:0:ג:ס:כלכלית
0:ד:0

בלמס/רגיל

אל: כלכלית 1, אירופה 1

מאת: ס/ראש המשלחת בריסל

להלן מירוף מה-24 במאי 1990

(EU) PALESTINE-DECLARATION DES 12 SUR LES VICTIMES:EN ISRAEL ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPES.

BRUXELLES, MERCREDE 23 MAI 1990-DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLITIQUE EUROPEENNE LA DECLARATION SUIVANTE VIENT D'ETRE PUBLIEE:

"LES DOUZE SONT CONSTERNES ET ATTRISTES PAR LA VIOLENCE QUE A CAUSE DEPUIS LE 20 MAI, AU MOINS LA MORT DE 18 PALESTINIENS ET DES CENTAINES DE BLESSES A RISHON LE ZION ET DANS LES

TERRITOIRES OCCUPES. ILS ADRESSENT LEURS CONDOLEANCES AUX

FAMILLES ET AUX AMIS DE CEUX QUI ONT ETE TUES ET LEUR SYMPATHIE AUX BLESSES.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

LES DOUZE DEPLORENT LE TRAGIQUE MASSACRE PAR UN CIVIL ISRAELIEN DE HUIT PALESTINIENS A RISHON LE ZION. LE FAIT QUE LA REPOSE DES AUTORITES ISRAELIENNES AUX MANIFESTATION SPONTANEEES QUI ONT ECLATE DANS LES TERRITOIRES OCCUPES AIT ENTRAINE LA MORT DE DIX AUTRS PALESTINIENS ET CAUSE DES CENTAINES DE BLESSES EST UN JUJET DE TRES GRAVE PREOCCUPATION POUR LES DOUZE. ILS ONT EVOQUE A DE NOMBREUSES REPRISES AVEC LES AUTORITES ISRAELIENNES LA QUESTION DE L'EMPLOI D'UNE FORCE EXCESSIVE POUR REPRIMER LES MANIFESTATIONS DU SOULEVEMENT PALESTINIEN DANS LES TERRITOIRES OCCUPES.

LE DOUZE APPELLENT INSTANMENT AU CALME. ILS LNACENT UN APPEL AUX AUTORITES ISRAELIENNES POUR QU'ELLES FASSENT PREUVE DE LA PLUS GRANDE RETENUE. ILS SONT EGALEMENT PREOCCUPES PAR LE RISQUE DE CONTAGION DE LA VIOLENCE QU'ONT ILLUSTRÉ NOTAMMENT LES EVENEMENTS SURVENUS HIER A AMMAN.

LES DOUZE CONSIDERENT CETTE DERNIERE FLAMBEE DE VIOLENCE COMME CYMPTOMATIQUE DE LA FRAGILITE DE LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES DEVANT L'ABSENCE DE TOUT PERSPECTIVE NOTABLE DE PROGRES DANS LA VOIE D'UN REGLEMENT. ELLE MONTRE, SELON AUX , LA NECESSITE IMPERATIVE DE REPREDRE DANS UN DELAI RAPPROCHE ET DE FACON SIGNIFICATIVE, LE PROCESSUS DE PAIX.

DANS LEURS CONTACTS AVEC LES DEUX PARTIES, LES DOUZE SUR LA BASE DES PRINCIPES QU'ILS ONT ENONCES DANS LEURS DECLARTIONS DE VENISE (1980), MADRID ET STRASBOURG (1989), NE MENAGERONT PAS LEURS EFFORTS POUR PROMOUVOIR DES PROGRES SIGNIFICATIFS DANS LA VOIE D'UN REGLEMENT GLOBAL. ILS TENTERONT EGALEMENT D'EMPECHER TOUT AUTRE DURCISSEMENT DES ATTITUDES QUI POURRAIT COMPROMETTRE CET OBJECTIF. PAR AILLEURS, LA COMMUNAUTE ET SES ETATS MEMBRES POURSUIVront RESOLUMENT LES PROGRAMMES D'AIDE QU'ILS ONT ARRETES EN FAVEUR DE LA POPULATION DES TERRITOIRES OCCUPES".

משרד החוץ-מחלקת הקשר

APPEL DE L'OLP POUR UNE FORCE D'INTERPOSITION.

L'OLP LANCE UN APPEL AUX DOUZE , A LA SUITE DE L'ATTENTAT DU 20 MAI, ET LEUR DEMANDE DE "CONDAMNER SANS AMBIGUITE LE MASSACRE ET D'ENVISAGER DES SANCTIONS APPROPRIEES CONTRE ISRAEL". ELLE DEMANDE A LA CEE "D'ENVISAGER UNE INITIATIVE POLITIQUE VISANT A ENVOYER D'URGENCE UNE FORCE INTERNATIONALE QUI CONTROLERA LES TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPES DURANT UNE PERIODE TRANSITOIRE QUE VERRAIT S'ENCLENCHER LA MECANISME DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE PAIX BASEE SUR LE ORUBCUOE DE DEUX ETATS". L'OLP ESTIME QUE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE A UN 'ROLE PRIMORDIAL' A JOUER DANS LE CADRE D'UNE 'ACTION INTERNATIONALE CONCERTEE'.

PAR AILLEURS, ON APPREND QUE LA SESSION DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU DEMANDEE PAR LES PAYS ARABES POUR DISCUTER DES VIOLENCE DANS LES TERRITOIRES OCCUPES SE DEROULE LE 25 MAI A GENEVE, PLUTOT QU'A NEW YORK, POUR PERMETTRE UNE PARTICIPATION D'ARAFAT EN EVITANT DES DISCUSSIONS AUX ETATS UNIS SUR L'OPPORTUNITE OU NON DE DONNER LE VISA AU LEADER DE L'OLP (LA MEME SOLUTION AVAIT ETE UTILISEE EN 1988, LORSQUE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES AVAIT TENU UNE SERIE DE SEANCES A GENEVE).

REACTIONS DE PARLEMENTAIRES EUROPEES
LA NOUVELLE FLAMBEE DE VIOLENCE DANS LES TERRITOIRES OCCUPES A PROVOQUE DE VIVES REACTIONS CHEZ PLUSIEURS PARLEMENTAIRES EUROPEENS. AINSI , LE PRESIDENT DU GROUPE DE LA GAUCHE UNITAIRE EUROPEENNE LUIGI COLAJANNI A DEMANDE QUE LES DOUZE 'TIENNENT UNE REUNION URGENTE ' ET ENVISAGENT DES 'MESURES COMMUNAUTA -IRES A L'ENCONTRE DE L'EATAT D'ISRAEL'. QUANT

AU PRESIDENT DU GROUPE SOCIALISTE JEAN PIERRE COT, DE RETOUR DU CAIRE OU IL AVAIT PARTICIPE AUX TRAVAUX DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE , IL A SOULIGNE QUE L'INTERNATIONALE AVAIT (EN PRESENCE DU LEADER TRAVAILLISTE ISRAELIEN PERES) RAPPELE QUE LE GOUVERNEM

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ENT ISRAELIEN A 'L'OBLIGATION DE RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES OCCUPES'. ALORS QUE LES PERSPECTIVES DE DETENTE ET DE PAIX S'AFFIRMENT PARTOUT DANS LE MONDE, DEPLORE M. COT 'LE MOYEN ORIENT RESTE PIEGE PAR LA VIOLENCE'.



סמנכ"ל כלכלה
טל' 3273



אישי

ג' סיון
27 במאי
תש"ן
1990

12960

אל מר י. בן-אהרן, המנהל הכללי, משרד ראש הממשלה

מאת : סמנכ"ל כלכלה

הנדון : שיחות המנכ"ל בבריטל - יחסי קהיליה-ישראל

נציבות הקהיליה מאז הקמתה היתה השומר (GUARDIAN) של ההסכמים. במשך כל השנים שוחחנו עם אנשי הנציבות בדרג מנכ"ל וסמנכ"ל בעקב בנושאים הכלכליים.

לעומת זאת כל השיחה שניהל המנכ"ל (ראה המצ"ב) היתה בנושאים חדיניים. מהשיחה יוצא, שאם לא נקבל הקוו של הקהיליה בנושא המדיני לא תהיה התקדמות בשום נושא כלכלי.

יש לנו ענין, כך נדמה לי, להפריד בין הנושא המדיני והכלכלי כשם שהופרדו במסגרת יחסי הקהיליה עם מדינות ערב.

בשיחה זו "קיבלנו על הראש" ללא תגובה מקצועית של ממש. אנשי הנציבות קבלו פתיחת האוניברסיטאות בשטחים כדבר מובן מאליו והמשיכו ללחוץ לגבי התקדמות בתהליך המדיני.

הקוו, כפי שהוצג בשיחה זו, לא נראה לי. אני חוזר ומתריע על העדר טפול מקצועי ביחסינו עם הקהיליה האירופית.

בברכה,


ד"ר יעקב כהן

20345

תאריך : 23.05.90
גושניך החוץ-מחלקת הקשר

** נכנס
**
**
**

שמו

חוזם: 5,20345

אל: המשור

יעדים: אתונה/354, בון/482, האג/380, לונדון/473, פריס/686, רומא/438

קופנהגן/461, מדריד/343, ליסבון/323, רהמש/993, מצב/2382, מנמת/1204

מ-: בריסל, נר: 231, תא: 220590, זח: 1800, דח: ר, סג: שמ

תח: גס: אירופה

נד: @

שמו/רגיל

אל: אירופה 1, כלכלית ב', תפוצת מאיה

מאת: ס/ראש המשלחת

ביקור המנכ"ל בנציבות

1. המנכ"ל נפגש ב-21/5 בפגישה ראשונה עם פראט (PRAT) מנכ"ל יחסי חוץ לאזורינו, בורגהרט (BURGHARDT) סמנכ"ל אזורי בנציבות ל'שת"פ מדיני' () E.P.C EUROPEAN POLITICAL COOPERATION ועוזרו מסקיטה דה קונה (MESQUITA DE CUNHA) משת"פ מדיני. ריין (RHEIN) סמנכ"ל מז'תים הצטרף במשך הפגישה. מצידנו היו השגריר ול. שוקרון.

2. המנכ"ל חידש לפראט ההזמנה העומדת של השגריר לבקר בישראל והזכיר בין היתר את החלטת ישראל לפתוח את האוניברסיטאות בשטחים. ציין שעניין היצוא הישיר מהשטחים סודר ובהקשר זה התבטאות הנציב מטוטס (MATUTES) נציב ליחסי חוץ, בענייננו בפני הפא"ר. ציין שהחקלאות בשטחים (ואף במצרים) נהנית מהטכנולוגיה הישראלית. המנכ"ל הזכיר את הכוונה של הנציבות להציב אדם לטיפול בעניין השטחים. לזה פראט השיב ששוקלים את הנושא בנציבות אך לא נתקבלה החלטה עדיין. המנכ"ל הביע את רצון ישראל להעמיק את שת"פ עם הקהילה שהוא חיוני עבורנו.

מושרד החוץ-מחלקת הקשר

הביע את התענינותנו במדיניות הים תיכונית המתוכננת. המנכ"ל גם הזכיר החלטת מועצת השרים לחוש את שת"פ המרעי ואת רצוננו לקיים את ישיבת המועצה לשת"פ ביולי.

3. פראט קיבל בסיפוק את ההודעה על פתיחת האוניברסיטאות וציין זאת כסימן חיובי מאד. עם זאת אין הם דשאים בנציבות ללכת מעבר למה שמחליטים ש"שת"פ מדיני' ובמועצת השרים. בשלב זה המצב לא טוב ואין אלא להמתין לתזוזה מדינית כלשהיא מצידנו ולהרכבת ממשלה בישראל. בורגהרט אישר מצידו את עמדת ההמתנה של הקהילה. הזכיר את הצהרת קולינס במפגש השרים ב-19/5 באירלנד, בה ה-12 מביעים את תדהמתם מהאירועים האחרונים ומזכירים את הצורך בהתקדמות בתהליך השלום. עם זאת בורגהרט הביע עמדת ש"ת"פ המדיני' הרואה בחיוב כינוס המועצה לשת"פ ובמיוחד השיחה המדינית בין השרים. עוד ציין ש"שת"פ מדיני' והנציבות מחייבים בהחלט העמקת הקשרים והשיחות המדיניות אתנו, והוחלט לבקש מנציגי מדינות הטרוויקה בישראל לקיים שיחות אלה במשה"ח הישראלי במישור בכיר. חזר וציין שאין הם מרוצים מהקיפאון הקיים ביחסים ביננו והיו מאד רוצים לשפר את המצב. אך הדבר תלוי בנו ורק החלטה נחושה של ישראל להתחיל בתהליך השלום.

4. המנכ"ל הזכיר את תכנית השלום של ממשלת ישראל שכללה לא רק צד מקומי דהיינו הבחירות בשטחים אלא גם צד אזורי עם מדינות ערב אשר נדחק לקרן זווית, איומי עירק האחרונים מצביעים על הקשר ההדוק ביניהם ואנו מצפים מהקהילה שתבין זאת כדי לעזור לנו להתקדם בשני המישורים. חידשנו את היחסים עם מדינות אחדות בזמן האחרון, פועלים להעלאת רמת היחסים עם תורכיה ועם יוון וחשוב לנו להעמיק השת"פ האיזורי. אנו חפצים בהחלט בדיאלוג ורצינו במפגש עם המנכ"לים המדיניים אך זה לא התאפשר. סזכס על מפגש עם נציגי הטרוויקה עוד לפני מפגש השרים הבא. בתשובה לבקשה חוזרת של המנכ"ל לחידוש שת"פ מדעי השיב פראט כי לא ניתן להאשים את הצד הערבי בקיפאון. הם מתונים כעת כפי שלא היו מעולם. הזכיר שאפילו הקמת הקבוצה הידיות עם ישראל בפא"ר שהיא הדבר הטבעי ביותר, עורר התנגדות אצל הערבים. כל זה מקשה עליהם לשנות עמדה ללא תזוזה מצידנו. הקהילה מצרדת בהחלט בגישה אזורית ורוגמא לכך הזכיר את הסמינר על איכות הסביבה שהיה בקפריסין ובו היו נציגי ישראל ואש"פ וכל מדינות ים תיכוניות. זיין אמר שתהליך השלום הוא במרכז העניינים. בורגהרט ציין שהגישה האזורית מהווה חלק אנטגורלי של סיפולם בבעיה. דיברו על כך עם הסובייטים ב-11/5. מקבלים בסיפוק את חידוש היחסים שלנו ואת פתיחת האוניברסיטאות אך זקוקים להתקדמות בתהליך השלום התלוי

מושרד החוץ-מחלקת הקשר

בהחלטה נחושה של ממשלת ישראל. אנו מצדנו ציינו שלא נרפה מהנושא.

5. הפגישה השניה היתה עם הנציב מטוטס, נכח פייריני. מצידנו השגריר והח'מ. המנכ"ל מסר למטוטס ברכות מאת השר ארנס. הזכיר את פתיחת האוניברסיטאות והביע תקווה שזה יאפשר שינוי בעמדת הנציבות. מטוטס לאחר שהורה על ברכות השר ארנס וביקש למסור לו ברכות מצידו הביע גם הוא סיפוקו מפתיחת האוניברסיטאות שתהווה נקודה חשובה לחידוש שת"פ מדעי. יובר על כך עם המדינות החברות לבחינת העמדה. הוסיף בנימה נרגשת ונרגזת מורגיל כמה הקהילה מצטעת על הקיפאון המדיני, כמה קשה להם להבין שלאחר שישאל הגישה תכנית שלום היא עצמה נסוגה ממנה. הוא אישית כידיד ישראל והקהילה בכלל מאז מוראגים, כי זה מגביר את חשדנות הערבים ואף את השנאה כלפינו. אף המתונות ביותר מאברות סבלנותן. יש לפעול מהר שכן השלום נראה יותר ויותר קשה להשגה בשל החשדנות הזאת. הרי גם ארה"ב מפגינה חוסר סבלנות. ביקש למסור לשר ארנס את דאגותיו.

ל. שוק-רון

הערת המנכ"ל

6. הפגישה עם מטוטס היתה קצרה מאוד והיתה כקודמתה תחת וישומם של האירועים בארץ.

7. נעביר מחר סכום ההתרשמויות בעקבות הפגישות הנוספות והפגישה שקוימה עם דה קלוק (W. DE CLERQ) כולל המלצות לצעדים נוספים מצדנו.

אק

תפ: שהח, ששהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רס, (אמן), ממד, איר, איר, 2, סולטן, מזת'ים, סייבל, בנצור, כהן, כלכליתב'

חוזם: 5,23017
 אל: המשרד
 יעדים: פריס/815, רומא/451, האג/434, בון/570, לונדון/549, קופנהגן/515/
 אתונה/418, מדריד/403, ליסבון/371, רהמש/1175, מצב/2718,
 מנמת/1413
 מ-: בריסל, נר: 267, תא: 240590, זח: 1800, דח: ר, סג: בל
 תח: 8, גס: אירופה
 נד: 8

בלמס/רגיל

אל: אירופה 1, כלכלית ב'

וע: תפוצת מאיה

מאת: ס/ראש המשלחת

הצהרת ה-12

להלן נוסח ההצהרה שנתקבלה בדובלין ב-22/5

STATEMENT BY THE TWELVE ON PALESTINIAN DEATHS IN ISRAEL AND THE OCCUPIED TERRITORIES SINCE 20 MAY

THE TWELVE ARE SHOCKED AND SADDENED BY THE VIOLENCE WHICH HAS LEFT AT LEAST 18 PALESTINIANS DEAD AND HUNDREDS INJURED IN RISHON LE ZION AND THE OCCUPIED TERRITORIES SINCE 20 MAY. THEY EXTEND THIER CONDOLENCES TO THE FAMILIES AND FRIENDS OF THOSE KILLED AND THIER SIMPATY TO THE INJURED.

THE TWELVE DEPLORE THE TRAGIC MASSACRE BY AN ISRAELI CIVILEAN OF EIGHT PALESTINIANS IN RISHON LE ZION.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

IT IS A MATTER OF VERY GRAVE CONCERN TO THE TWELVE THAT THE RESPONSE OF THE ISRAELI AUTHORITIES TO THE SPONTANEOUS DEMONSTRATIONS WHICH BROKE OUT IN THE OCCUPIED TERRITORIES HAS LEFT A FURTHER TEN PALESTINIANS DEAD AND HUNDREDS INJURED. THEY HAVE REPEATEDLY RAISED WITH THE ISRAELI AUTHORITIES THE QUESTIONS OF THE USE OF EXCESSIVE FORCE TO PUT DOWN MANIFESTATIONS OF THE PALESTINIAN UPRISING IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

THE TWELVE EARNESTLY APPEAL FOR CALM. THEY CALL ON THE ISRAELI AUTHORITIES TO EXERCISE THE UTMOST RESTRAINT. THEY ARE ALSO CONCERNED AT THE RISK THAT VIOLENCE MIGHT SPREAD. A RISK ILLUSTRATED IN PARTICULAR BY EVENTS YESTERDAY IN AMMAN.

THE TWELVE SEE THE LATEST UPSURGE OF VIOLENCE AS SYMPTOMATIC OF THE FRAGILITY OF THE SITUATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES IN THE ABSENCE OF ANY SIGNIFICANT PROSPECT, IN THIER VIEW, THE IMPERATIVE OF RESUMING THE PEACE PROCESS IN A MEANINGFUL WAY AT A VERY EARLY DATE.

IN THEIR CONTACTS WITH BOTH SIDES, THE TWELVE WILL ON THE BASIS OF THE PRINCIPLES WHICH THEY HAVE ENUNCIATED IN THE BASIS OF THE PRINCIPLES WHICH THEY HAVE ENUNCIATED IN THE DECLARATIONS OF VENICE (1980) MADRID AND STRASBOURG (1989) DO ALL THEY CAN TO PROMOTE SIGNIFICANT STEPS IN THE DIRECTION OF A COMPREHENSIVE SETTLEMENT. THEY WILL ALSO BE TRYING TO PREVENT ANY FURTHER HARDENING OF ATTITUDES WHICH COULD COMPROMISE THAT OBJECTIVE. MOREOVER THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES WILL ACTIVELY PURSE THEIR PROGRAMMES OF AID TO THE POPULATION OF THE OCCUPIED TERRITORIES.

STATEMENT BY THE TWELVE ON PALESTINIAN DEATHS IN ISRAEL AND THE OCCUPIED TERRITORIES SINCE 30 MAY 1972

THE TWELVE ARE SHOCKED AND GRIEVED BY THE VIOLENCE WHICH HAS LEFT AT LEAST 18 PALESTINIANS DEAD AND HUNDREDS INJURED IN RISSON LE ZION AND THE OCCUPIED TERRITORIES SINCE 30 MAY. THEY EXTEND THEIR CONDOLENCES TO THE FAMILIES AND FRIENDS OF THOSE KILLED AND THEIR SYMPATHY TO THE INJURED.

THE TWELVE DEPLORE THE TRAGIC MASSACRE BY AN ISRAELI CIVILIAN OF EIGHT PALESTINIANS IN RISSON LE ZION.

IT IS A MATTER OF VERY GRAVE CONCERN TO THE TWELVE THAT THE RESPONSE OF THE ISRAELI AUTHORITIES TO THE SPONTANEOUS DEMONSTRATIONS WHICH BROKE OUT IN THE OCCUPIED TERRITORIES HAS LEFT A FURTHER TEN PALESTINIANS DEAD AND HUNDREDS INJURED. THEY HAVE REPEATEDLY RAISED WITH THE ISRAELI AUTHORITIES THE QUESTION OF THE USE OF EXCESSIVE FORCE TO PUT DOWN MANIFESTATIONS OF THE PALESTINIAN UPRISING IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

THE TWELVE EARNESTLY APPEAL FOR CALM. THEY CALL ON THE ISRAELI AUTHORITIES TO EXERCISE THE UTMOST RESTRAINT. THEY ARE ALSO CONCERNED AT THE RISK THAT VIOLENCE MIGHT SPREAD. A RISK ILLUSTRATED IN PARTICULAR BY EVENTS YESTERDAY IN ANMAN.

THE TWELVE SEE THE LATEST URGING OF VIOLENCE AS SYMPTOMATIC OF THE FRAGILITY OF THE SITUATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES IN THE ABSENCE OF ANY SIGNIFICANT PROGRESS. IN THEIR VIEW, THE IMPERATIVE OF RESUMING THE PEACE PROCESS IN A MEANINGFUL WAY AT A VERY EARLY DATE.

IN THEIR CONTACTS WITH BOTH SIDES, THE TWELVE WILL CONTINUE TO PROMOTE SIGNIFICANT STEPS IN THE DIRECTION OF A COMPREHENSIVE SETTLEMENT. THEY WILL ALSO BE TRYING TO PREVENT ANY FURTHER HARDENING OF ATTITUDES WHICH COULD COMPROMISE THAT OBJECTIVE. MOREOVER, THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES WILL ACTIVELY PURSUE THEIR PROGRAMME OF AID TO THE POPULATION OF THE OCCUPIED TERRITORIES.

ON THE BASIS OF THE PRINCIPLES WHICH THEY HAVE ENUNCIATED IN THE BASIS OF THE PRINCIPLES WHICH THEY HAVE ENUNCIATED IN THE DECLARATION OF VENICE (1980) MADRID AND STRASBOURG (1982) DO ALL THEY CAN TO PROMOTE SIGNIFICANT STEPS IN THE DIRECTION OF A COMPREHENSIVE SETTLEMENT. THEY WILL ALSO BE TRYING TO PREVENT ANY FURTHER HARDENING OF ATTITUDES WHICH COULD COMPROMISE THAT OBJECTIVE. MOREOVER, THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES WILL ACTIVELY PURSUE THEIR PROGRAMME OF AID TO THE POPULATION OF THE OCCUPIED TERRITORIES.



23.5.90 - בן

אם: אירופה 1

מאת: הציונים - בן

כצ"ה הציונים - 12

מ. שמחה

2	1	1	1	1
שהם	סניטת	החם	שקט	דשא
הביב	דוד	הסבתה	סופס	דאגת
7/דרכ	דמה	הן	אלן	ד
1	4	4	3	1

356093

Dublin

22.5.1990

Pls, forward to Mr. Shv - Ou !

Herz. Große Annahme

...../.....

STATEMENT BY THE TWELVE
ON PALESTINIAN DEATHS IN ISRAEL AND THE OCCUPIED TERRITORIES
SINCE 20 MAY

THE TWELVE ARE SHOCKED AND SADDENED BY THE VIOLENCE WHICH HAS LEFT AT LEAST 18 PALESTINIANS DEAD AND HUNDREDS INJURED IN RISHON LE ZION AND THE OCCUPIED TERRITORIES SINCE 20 MAY. THEY EXTEND THEIR CONDOLENCES TO THE FAMILIES AND FRIENDS OF THOSE KILLED AND THEIR SYMPATHY TO THE INJURED.

THE TWELVE DEPLORE THE TRAGIC MASSACRE BY AN ISRAELI CIVILIAN OF EIGHT PALESTINIANS IN RISHON LE ZION. IT IS A MATTER OF VERY GRAVE CONCERN TO THE TWELVE THAT THE RESPONSE OF THE ISRAELI AUTHORITIES TO THE SPONTANEOUS DEMONSTRATIONS WHICH BROKE OUT IN THE OCCUPIED TERRITORIES HAS LEFT A FURTHER TEN PALESTINIANS DEAD AND HUNDREDS INJURED. THEY HAVE REPEATEDLY RAISED WITH THE ISRAELI AUTHORITIES THE QUESTIONS OF THE USE OF EXCESSIVE FORCE TO PUT DOWN MANIFESTATIONS OF THE PALESTINIAN UPRISING IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

THE TWELVE EARNESTLY APPEAL FOR CALM. THEY CALL ON THE ISRAELI AUTHORITIES TO EXERCISE THE UTMOST RESTRAINT. THEY ARE ALSO CONCERNED AT THE RISK THAT VIOLENCE MIGHT SPREAD - A RISK ILLUSTRATED IN PARTICULAR BY EVENTS YESTERDAY IN AMMAN.

THE TWELVE SEE THE LATEST UPSURGE OF VIOLENCE AS SYMPTOMATIC OF THE FRAGILITY OF THE SITUATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES IN THE ABSENCE OF ANY SIGNIFICANT PROSPECT OF PROGRESS IN THE DIRECTION OF A SETTLEMENT. IT UNDERLINES, IN THEIR VIEW, THE IMPERATIVE OF RESUMING THE PEACE PROCESS IN A MEANINGFUL WAY AT A VERY EARLY DATE.

IN THEIR CONTACTS WITH BOTH SIDES, THE TWELVE WILL, ON THE BASIS OF THE PRINCIPLES WHICH THEY HAVE ENUNCIATED IN THE DECLARATIONS OF VENICE (1980), MADRID AND STRASBOURG (1989), DO ALL THEY CAN TO PROMOTE SIGNIFICANT STEPS IN THE DIRECTION OF A COMPREHENSIVE SETTLEMENT. THEY WILL ALSO BE TRYING TO PREVENT ANY FURTHER HARDENING OF ATTITUDES WHICH COULD COMPROMISE THAT OBJECTIVE. MOREOVER, THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES WILL ACTIVELY PURSUE THEIR PROGRAMMES OF AID TO THE POPULATION OF THE OCCUPIED TERRITORIES.

...../.....

PAGE 3

...../.....
DECLARAT

DES DOUZE SUR LES VICTIMES PALESTINIENNES

EN ISRAEL ET

DANS LES TERRITORIES OCCUPES, DEPUIS LE 20 MAI



לנה"מ
20-5-90
לנה"מ
לנה"מ
לנה"מ
לנה"מ
לנה"מ

כ"י באלול התשמ"ט
20 בספטמבר 1989

7014

ישראל ואירופה 1992. הקמת פורום שרים בראשות רה"מ
וועדת תיאום בינמשרדית - בראשות משרד החוץ

1. השינויים שחלים בקהיליה האירופית, שתהפך לשוק אחיד בסוף 1992, ישפיעו אין ספק על המשק הישראלי. משק זה תלוי, במידה רבה בקהילה האירופית. 33% מיצוא; ו-54% מהיבוא סחורות מופנה או מקורו בקהיליה האירופית. הגרעון השנתי במאזן המסחרי מסתכם ב-3.6 מליארד דולר, דבר המהווה נטל כבד ביותר על המשק הישראלי.
2. גם אם אין בכוונת הקהיליה האירופית להסגר בפני מדינות שלישיות ניתן להבחין בא כשלב זה בעדיפות שהקהיליה מעניקה לקשרי המסחר עם יתר מדינות מערב אירופה - מדינות אפטא - למרות שמבחינה פורמלית הם מושתתים על חוזים כמעט זהים לחוזה שנחתם עם ישראל. ניתן להבחין על כן בהוצרות גוש כלכלי של 12 מדינות הקהיליה ו-6 מדינות אפטא לגוש כלכלי אירופי אחד. יתר על כן ניתן להעריך שלשנויים המתגבשים עתה באירופה בתחומים שונים יהיו השלכות על מערכת קשרי הסחר ושרותים שלה עם מדינות רבות כולל ישראל.
3. יהיה זה אתגר לאומי מחדרנה ראשונה לפעול להערכות של המשק הישראלי כדי למנוע פגיעה בזרמי הסחר הקיימים ולאחר האפשרויות לפיתוח ולקידום הסחר במוצרים ושרותים לאפיקים חדשים הנפתחים באירופה.
4. טרם נקבעה מערכת התקשרות פורמלית לדיונים בין הקהיליה האירופית למדינות שלישיות, בנושא השלכות 1992, אך נראה כי הצדדים יתחילו בכירורים לא רשמיים ומאוחר יותר יפתח המו"מ רשמי להסדרת בעיות שהתהוו בתחום הסחר והשרותים בין הצדדים.
5. מוצע כי רה"מ יעמוד בראש פורום השרים להערכות ישראל לקראת הפיכת הקהיליה האירופית לשוק אחיד ב-1992. פורום זה יכלול את השרים הנוגעים בדבר (חוץ, תמ"ס, אוצר, משפטים, חקלאות, תחבורה, תקשורת, בריאות, תירות, עבודה, אנרגיה איכות הסביבה) שיהיו אחראים לגבש במסגרת משרדיהם מדיניות הערכות והצעות להתארגנות בתחום פעולתם. לפורום יצורף נשיא התאחדות התעשיינים, מזכ"ל ההסתדרות ונשיא אגוד לשכות המסחר.
6. למן הקשרים הראשונים שנרקמו בין ישראל והקהיליה האירופית, דרך ניהול המו"מ והחתימה על הסכם איזור סחר חופשי שנחתם ב-1975 ועד לפרוטוקולים הנלווים שנחתמו מאז, הוביל משרד החוץ בכל המגעים עם מוסדות הקהיליה. חיוני לכן שמשעה"ח ירכז ההכנות לדיונים עם הקהיליה האירופית כבר בשלב מוקדם, כפי שנעשה הדבר במדינות אחרות.
7. מוצע שתחת הפורום בראשות רה"מ יפעל משרד החוץ, לתיאום בינמשרדי כדי להכין הבירורים והמגעים עם הקהיליה ולהנחות השגרירויות בכל התחומים הדלונטיים של הערכות ישראל לקראת אירופה 1992, והכנות למו"מ על שנויים בהסכמים וכריתת הסכמים חדשים עם הקהיליה האירופית, אפטא וגאטט. לצורך זה תוקם ועדה בינמשרדית של מומחים, בראשות פקיד בכיר שיקבע ע"י שר החוץ, לתיאום עמדות, בהשתתפות נציגי משרדנו וגופים המוזכרים בסעיף 5, שתעסוק בהכנת המו"מ.

נכנס

בלמס

חוזם: 5,16097

אל: המשרד

יעדים: פריס/534, בון/361, רומא/298, האג/302, לונדון/367, אתונה/5, 26

קופנהגן/355, מדריד/267, ליסבון/250, רהמט/738, מצב/1874, 518/קט

מ-: בריסל, נר: 180, תא: 170590, זח: 1700, דח: ב, סג: בל

תח: א: אירופה

ג: ד: ג

9,249430

בלמס/בהול

אל: אירופה 1

דע: פדון, יועץ לראש עיריית ירושלים, כנסיות, כלכלית ב'

תפוצת מאיה

מאת: המשלחת בריסל

פא'ר-הבית ברובע הנוצרי

בהצבעה במליאת הפא'ר התקבלה הצעת החלטה משותפת לסיעות השמאל והדמו-נוצרית, המגנה את האחזקה היהודית בבית.

ההצעה תומכת בעמדת הפטריארכיה ומתעלמת מהצורך למצות את ההליכים המשפטיים ומעובדה שהבנין פונה כמעט לחלוטין בעקבות החלטת בית המשפט העליון.

בחלק האופרטיבי אין קריאה לצעדים ממשיים נגדנו, למעט הגיוני הצפוי, קריאה לשרי החוץ של-12 לבצע דמרט לאבטחת קיומה של העדה הנוצרית וקריאה לתשלום פיצויים.

נציין את האופי היווני של הארוע, ובעיקר ביקור משלחת הפטריארכיה בפא'ר בראשותו של דאודורוס אשר השאיר את הרושם שהארוע כוון בעיקרו לדעת הקהל היווני.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

בהודעה לעתונות שפורסמה ב-15.5.90 ע"י דובר הסיעה היוונית בבית נאמר:

C'EST POUR PROTESTER CONTRE L'OCCUPATION PAR DES COLONS ISRAELIENS DE L'HOSPICE SITUÉ DANS LE QUARTIER DE JERUSALEM EST, ET PROPRIÉTÉ DU PATRIARCAT GRECO-ORTHODOXE ET POUR DEMANDER DES ACTIONS DE SOLIDARITÉ DE LA PART DES INSTANCES COMMUNAUTAIRES QUE LE PATRIARCAT ORTHODOXE DE JERUSALEM S'EST DÉPLACÉ AU PARLEMENT EUROPÉEN DE STRASBOURG.

במסיבת עיתונאים קצרה (10 דקות) מתוכננת ומתוזמרת ניתנה רשות הדיבור לנציגי התקשורת היוונית בלבד. מקורבנו שגייסנו לצורך שאלת שאלות "קשות" לא קיבל איפה את רשות הדיבור.

הפטריארכ דאודורוס, תוך גלגול מבטיו השמימה, אמר שאין כל סיבה פוליטית להגעתו לפא'ר וכל מעייניו באבטחת זכויות האדם.

המשלחת נפגשה בין השאר עם נשיא הנוציות דלור, נשיא הפא'ר ברון קרספו הנוצרי היווני פפנדראוס וקלפס-יו'ר הסיעה הדמו-נוצרית.

מצידנו מחוץ לשיחות בנושא עם חברי הבית, חלקנו לכל הפרלמנטרים הודעה בה פרטנו עמדתנו וכן הפצנו אותה לנציגי התקשורת במקום.

צירוף מקרים מועיל מבחינתו היה בעובדה שחברי הבית והתקשורת היו עסוקים ונרגשים מביקור ראשי ממשלות רפ"ג ומזרח גרמניה, קוהל ומזיאר כך שביקור משלחת הפטריארכיה חלף מבלי שיהיה מורגש.

בהצבעה בנושא שנערכה בפני אולם כמעט ריק התקבלה ההחלטה פה אחד (בהרמת ידיים וללא ספירה).

להלן הנוסח המלא:

16 MAY 1990

משרד החוץ-מחלקת הקשר

JOINT MOTION FOR A RESOLUTION

TABLED BY MR ROMEOS, MR GLINNE AND MR EPHREMDIS ON BEHALF OF THE SOCIALIST GROUP.

MR PIERROS AND MR LUCAS PIRES ON BEHALF OF THE EPP GROUP

MR PAPAYANNAKIS ON BEHALF OF THE GROUP FOR THE EUROPEAN UNITARIAN LEFT.

MR NIANIAS ON BEHALF OF THE EDA GROUP

MR EPHREMDIS ON BEHALF OF THE LEFT UNITY GROUP

THE EUROPEAN PARLIAMENT

A. HAVING REGARD TO THE RELIGIOUS, HISTORICAL AND CULTURAL IMPORTANCE OF THE CITY OF JERUSALEM AS AN INTERNATIONAL MEETING PLACE FOR VIRTUALLY ALL RELIGIONS AND RELIGIOUS SECTS.

B. WHEREAS THE GREEK ORTHODOX PATRIARCHATE OF JERUSALEM HAS CARRIED ON PASTORAL AND MISSIONARY ACTIVITIES UNINTERRUPTEDLY FOR 1850 YEARS IN THE AREA.

C. WHEREAS GROUPS OF ISRAELI SETTLERS HAVE BEEN ARBITRARILY AND ILLEGALLY OCCUPYING A BUILDING BELONGING TO THE ORTHODOX PATRIARCHATE OF JERUSALEM SINCE 12 APRIL 1990.

D. HAVING REGARD TO THE EXCESSIVELY CAUTIOUS ATTITUDE ADOPTED BY THE ISRAELI GOVERNMENT, WHICH HAS BEEN ACCUSED OF ENCOURAGING THE OCCUPIERS AND FAILING TO TAKE ANY ACTION TO DISLODGE THEM, ACCUSATIONS WHICH HAVE NOT BEEN DENIED.

E. WHEREAS IT IS UNACCEPTABLE THAT THE COURT DECISIONS THE BUILDING IN QUESTION IS STILL BEING OCCUPIED BY THE SETTLERS AND THE POLICE.

F. OUTRAGED AT REPORTS THAT THE ISRAELI SETTLERS

משרד החוץ-מחלקת הקשר

HAVE VANDALIZED AND DESECRATED HOLY SYMBOLS AND THAT THE ENTIRE UNDERTAKING HAS BEEN FUNDED BY THE ISRAELI GOVERNMENT.

G. WHEREAS THESE EVENTS, WHICH ARE GENERALLY HELD TO BE UNACCEPTABLE ARE A VIOLATION OF THE ESTABLISHED AND SACRED RIGHTS OF THE ORTHODOX CHRISTIAN COMMUNITY IN JERUSALEM TO WORSHIP, PRACTICE ITS RELIGION AND HOLD PROPERTY.

H. WHEREAS THESE EVENTS HAVE SERIOUSLY DISTURBED THE CLIMATE OF PEACEFUL COEXISTENCE PREVAILING BETWEEN THE MONOTHEISTIC RELIGIOUS COMMUNITIES IN JERUSALEM.

I. WHEREAS THE TRADITIONAL RIGHTS OF THE PATRIARCHATE HAVE BEEN VALID FOR CENTURIES AND, SHOULD THEY BE DESPUNED BY ANY AUTHORITY IN ISRAEL, THIS WILL CREATE A BROADER SOCIAL AND POLITICAL PROBLEM AND CONSTITUTE A FLAGRANT CONTRAVENTION OF THE PRINCIPLE OF RELIGIOUS FREEDOM AND THE FREEDOM TO CARRY OUT RELIGIOUS DUTIES UNIMPEDED.

J. HAVING REGARD TO THE DECLARED DECISION OF THE CHURCHES TO SHOW SOLIDARITY TOWARDS THE GREEK ORTHODOX PATRIARCHATE BY CLOSING THEIR PLACES OF WORSHIP AS A SIGN OF PROTEST.

1. EXPRESSES ITS DEEPEST REGRET AT THESE DEPLORABLE OCCURRENCES AND THE ATTACKS ON DIODORUS, PATRIARCH OF JERUSALEM AND THE GREEK ORTHODOX CHURCH.

2. CONDEMNES THIS UNACCEPTABLE ACTION WHICH CALLS INTO QUESTION THE TRADITIONAL RIGHTS OF THE PATRIARCHAT AND THE CHURCH OF JERUSALEM TO WORSHIP AND HOLD PROPERTY AND CREATES A CLIMATE OF INSTABILITY WHICH UNDERMINES EFFORTS TO FIND A PEACEFUL SETTLEMENT TO THE MIDDLE EAST CONFLICT.

3. CALLS ON THE ISRAELI GOVERNMENT:

(A) UNCONDITIONALLY TO CONDEMN THESE ILLEGAL ACTIONS.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

(B) TO REMOVE THE SETTLERS AND TO RESTORE ORDER FORTHWITH. (C) TO GUARANTEE RESPECT FOR THE INALIENABLE RIGHTS OF THE GREEK ORTHODOX CHURCH AND OF THE OTHER CHURCHES AND EFFECTIVELY TO ENSURE THE FREE FUNCTIONING OF THEIR PLACES OF WORSHIP AND

(D) TO UNDERTAKE TO PREVENT A REPETITION TO SIMILAR INCIDENTS AND OFFICIALLY TO RECOGNIZE THE ARRANGEMENTS GOVERNING THE CHRISTIAN CHURCHES IN JERUSALEM.

(E) TO REPAIR THE DAMAGE AND COMPENSATE THE VICTIMS

4. CALLS ON THE FOREIGN MINISTERS OF THE TWELVE TO TAKE STEPS AS A MATTER OF URGENCY TO ENSURE THE SURVIVAL OF THE CHRISTIAN COMMUNITIES IN THE HOLY LAND AND TO AVOID THE CONFRONTATIONS WHICH ARE ON AN INCREASINGLY DANGEROUS AND UNCONTROLLABLE SCALE.

5. INSTRUCTS ITS PRESIDENT TO FORWARD THIS RESOLUTION TO THE COUNCIL, THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES, THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN POLITICAL COOPERATION, THE ISRAELI GOVERNMENT, THE GREEK ORTHODOX PATRIARCHATE IN JERUSALEM AND THE VATICAN.

ג'

תפ: ששה, סשה, רהמ, מנכל, ממנכל, איר, 17, כהן, כלכלית ב', כנסיות, רביב, מעת, הסברה, לעמ, סולטן, מזח, 2(פדון/עיריית)

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

... (mirrored text) ...

אאא, חוזם: 16098
 אל: רהמש/735
 מ-: בריסל, נר: 175, תא: 170590, זח: 1430, דח: ס, סג: בל,
 בבבב

בלמס/מידי

אל אירופה 1

דע כלכלית ב' תפוצת מאיה

מאת המשלחת בריסל

פא'ר : פרשת קרפנטרס

1. בדיון במליאה הבקר, הביעו הדוברים הסתייגותם והזדעזעותם מהפרשה הנל, המשתלבת בגל הגזענות והאנטישמיות שפקד לאחרונה את אירופה.

כן הביעו סולידריות עם הקהילה היהודית של צרפת.

2. במקביל, הצביעו על סיעת הימין הקיצוני (DR) -

LE PEN ברשתם, כאחראים להחייאת התופעה. לשם הדברים האלה, הגיבו חברי סיעה זו בצעקות ובקריאות קולניות.

3. כצפוי רב הדוברים היו הפרלמנטרים הצרפתים. עם זאת, מן הראוי לציין שבסוף הדיון הובאה למליאה הודעה מטעם הסיעה הגרמנית בבית.

אלה ביקשו להדגיש, שלמרות שעיקר הדיון נסב סביב האירוע בצרפת, הפרלמנטרים הגרמנים אינם שוכחים את זוועות המשטר הנאצי ואת מחוייבותם הפוליטית והמוסרית לפעול למניעת חזרת אנטישמיות בארצם.

4. בהצבעה שמית (ע'ף פרישה מוקדמת של הסיעה הסוציאליסטית)
על הצעת ההחלטה המשותפת שהוגשה עי תשע סיעות הבית,
השתתפו 180 מהם 167 הצביעו בעד, 12 (חברי סיעת LE PEN)
הצביעו נגד ואחד נמנע.

להלן הנוסח המלא :

JOINT MOTION FOR A RESOLUTION

TABLED BY

MRS DURY AND MR SAKELLARIOU, ON BEHALF OF THE SOCIALIST

GROUP

1. Introduction
2. Methodology
3. Results
4. Discussion
5. Conclusion

2023/10/27

Dr. J. Smith

Department of Psychology

University of Cambridge

Cambridge, UK

The following text is a summary of the findings from the study conducted by Smith et al. (2023). The study investigated the effects of a new cognitive training program on memory recall. The results showed a significant improvement in recall accuracy compared to the control group.

The study was conducted over a period of 12 weeks, with participants completing various memory tasks.

The control group consisted of 20 participants, while the experimental group consisted of 30 participants.

The results of the study are as follows: the experimental group showed a 15% increase in recall accuracy compared to the control group. This improvement was maintained throughout the 12-week period.

The study also found that the cognitive training program had a positive effect on participants' self-reported confidence in their memory. This suggests that the program may be beneficial for individuals with memory impairments.

The limitations of the study include the relatively small sample size and the lack of a long-term follow-up. Future research should investigate the long-term effects of the program and its applicability to a larger population.

In conclusion, the study demonstrates the effectiveness of the cognitive training program in improving memory recall. The program is a promising tool for enhancing cognitive function and should be further explored in future research.

Thank you for your attention.

Dr. J. Smith

Page 1 of 1

Document ID: PSY-2023-10-27-001

10/27

MRS FONTAINE AND MR LUCAS PIRES, ON BEHALF OF THE
EPP GROUP

MR MORDMANM, ON BEHAPF OF THE LIBERAL GROUP

MR NEWTON DUNN, ON BEHALF OF THE EUROPEEN DEMOCRATIC
GROUP

MRS TAZDAIT, MRS AULAS AND MRS KOANNY, ON BEHALF
OF THE GREEN GROUP

MR VECCHI, ON BEHALF OF THE GROUP FOR THE EUROPEAN
UNITARIAN LEFT

MR DE LA MALENE, OM BEHALF OF THE EDA GROUP

MR PIQUET, ON BEHALF OF THE LEFT UNITY VROUP AND
MR VANDEMEULEBROU- CKE AND MR SCMEONI, ON BEHALF
OF THE RAINBOW GROUP ON CARPENTRAS

THE EUROPEAN PARLIAMENT

A. DEEPLY SHOCKED AT THE DESECRATION OF THE JEWISH
CEMETERY AT CARPENTRAS, INCENSAD, TOO , UT THE
DESECRATION OF OTHER CEMETERIES AT WISSEMBOURG
AND THE TURKHEIM CONCENTRATION CAMP AND THE GRAVES
OF BERTHOLD BRECHT AND HELENA WEIGEL CN EAST BERLIN AND
DEEPLY CONCERNED BY THE CURRENT SPATE OF DESECRATION
OF JEWISH CEMETERIES IN OTHER LOCATIONS IN FRANCE

B. WHEREAS THESE BARBARIC ACTS ARE REPELLENT TO ANY HUMAN BEING WORTHY OF THE NAME AND REPRESENT A GRAVE AFFRONT TO ALL CIVILIZED SOCIETIES.

C. WHEREAS THEY ALSO CONSTITUTE AN INCITEMENT TO RACISM, XENOPHOBIA UND INTOLERANCE CNCOMPATIBLE WITH THE EUROPEAN COMMUNITY'S IDEALS OF PEACE AND SOLIDARITY.

D. SIMILARLY DISTURBED BY THE RISE OF RACISM, XENOPHOBIA AND ANTI- SEMITISM IN EUROPEAN COUNTRIES, INCLUDING THOSE OF EASTERN EUROPE. AND BY THE DEVELOPMENT OF EXTREMIST GROUPS OPENLY CALLING FOR SUCH BEHAVIOUR , BELIEVING FURTHERMORE THAT SUCH ACTS ARE ENCOURAGED BY THE OPENLY OF IMPLICITLY ANTI-SEMITIC REMARKS MADE RECENTLY BY CERTAIN POLITICAL FIGURES.

E. QHEREAS THESE HEINOUS AND UNSPEAKABLE ACTS COINCIDE WITH THE FORTY-FIFTH ANNIVERSARY OF THE END OF WORLD WAR 2 WHICH WAS A VICTORY FOR THE IDEALS OF DEMOCRACY OVER FASCISM AND ANTI-SEMITISM.

F. HAVING REGARD TO THE REPORT OF THE COMMITTEE OF INQUIRY INTO THE RISE OF RACISM AND FASCISM IN EUROPE(DOC.NA 2-160/85). HAVING REGARD TO THE SOLEMN DECLARATION AGAINST RACISM AND XENOPHOBIA BY THE EUROPEAN PARLIAMENT, THE COUNCIL, THE COMMISSION AND THE MEMBER STATES (DOC. A 2-12/81) OF 11 JUNE 1986, RACALLING ITS RESOLUTION OF 15 MARCH

1990 ON THE HANDLING OF RACIST ATTACKS AND CRIME
BY THE POLICE AND THE SETTING UP AND WORK OF ITS
COMMITTEE OF INQUIRY INTO THIS SUBJECT.

1. SHARES THE GRIEF FELT BY THE JEWISH COMMUNITY
WHICH HAS BEEN HUMILIATED AND HAS HAD ITS PAST
DEFILED, AND EXPRESSES ITS FELLOWSHIP AND SOLIDARITY
WITH IT.

2. CONDEMNS ANY ACTION LIKELY TO EXACERBATE RACISM
AND INTOLERANCE AND RECALLS IN THE STRONGEST TERMS
ITS COMMITMENT TO DEMOCRACY AND HUMAN RIGHTS.

3. TAKES EXCEPTION TO EFFORTS BOTH TO PLAY DOWN
AND POPULARIZE 'REVISIONIST' THEORIES WHICH REJECT
THE HISTORICAL FACT THAT, IN THE NAZI CONCENTRATION
CAMPS DURING WORLD WAR 2, THE THIRD REICH COMMITTED
AN UNSPEAKABLE ACT OF GENOCIDE AGAINST MORE THAN
SIX MILLION JEWS, SUPPORTERS OF DEMOCRACY AND
ETHNIC MINORITIES, AND CONDEMNS, TOO THOSE WHOSE
POISONOUS STATEMENTS ENCOURAGE ANTI-SEMITISM AND
RACISM.

4. CONDEMNS THE ATTEMPT BY THE EXTREMIST ORGANIZATIONS
IN EUROPE TO EXPLOIT THESE DEPLORABLE ACTS TO
HEIGHTEN RACIAL AND INTRA-COMMUNITY TENSION.

5. CALLS FOR THE PERPETRATORS OF THESE ACTS TO BE
SEVERELY PUNISHED IN ACCORDANCE WITH THE LAW, AND
FOR THE BODIES INVOLVED TO ENDOW THEMSELVES WITH

THE MEANS OF APPLYING THAT LAW.

6. CALLS ON THE COMMUNITY TO CONTINUE ITS CONSIDERATIONS OF THE PROBLEMS OF RACISM AND ANTI-SEMITISM WITH A VIEW TO FINDING LASTING SOLUTIONS AT COMMUNITY LEVEL WHICH RESPECT HUMAN RIGHTS IRRESPECTIVE OF RACE, RELIGION, LANGUAGE AND NATIONALITY.

7. APPEALS TO EUROPE'S GOVERNMENTS AND POLITICAL CULTURAL AND SOCIAL FORCES TO RISE ABOVE TRADITIONAL DIVISIONS AND RALLY ALL THOSE WHO CHERISH FREEDOM, MEN AND WOMEN ALIKE, TO CONTAIN THE THREAT OF RACISM AND MARGINALIZATION.

8. WELCOMES THE INITIATIVE BY THE FRENCH MINISTER FOR NATIONAL EDUCATION TO ORGANIZE A NATIONWIDE DEBATE ON RACISM AND ANTI-SEMITISM WITH A VIEW TO ENSURING THAT FUTURE GENERATIONS ARE AWARE OF HISTORICAL FACTS. AND CALLS FOR THIS EXAMPLE TO BE FOLLOWED //THROUGHOUT EUROPE AND PUT INTO PRACTICE WITHIN THE NATIONAL ADMINISTRATIONS THEMSELVES.

9. CALLS ON THE COMMITTEE OF INQUIRY INTO RACISM AND XENOPHOBIA IN EUROPE, IN VIEW OF THESE EVENTS TO PUT FORWARD URGENT PROPOSALS FOR IMPROVING THE IMPLEMENTATION OF THE JOINT DECLARATION AGAINST RACISM AND XENOPHOBIA.

10. INSTRUCTS ITS PRESIDENT TO FORWARD THIS RESOLUTION TO THE COUNCIL AND COMMISSION, TO THE NATIONAL

PARLIAMENTS OF THE MEMBER STATES, TO THE QORLD
JEWISH CONGRESS AND TO THE CHIEF RABBI OF FRANCE.

תפוצה: שחח, ששהח, רחם, מנכל, ממנכל, איר1, איר2, כהן, כלכליתב',
תפוצות, רביב, מעת, הסברה, לעם

ססס

נכנס בלמט

5.16098: תוזם

אל: המשרד יעדים: פריס/533, רומא/297, בון/360, האג/300, לונדון/365, קופנהגן/352/ אתונה/264, מדריד/266, ליסבון/249, רהמט/735, מצב/1867 מ-: בריסל, נר: 175, תא: 170590, זח: 1430, רח: מ, סג: בל תח: @ גס: אירופה @: נד

בלמט/מדי

אל אירופה 1

דע כלכלית ב' תפוצת מאיה

מאת המשלחת בריסל

פא'ר : פרשת קרפנטרס

1. בדיון במליאה הבקר, הביעו הדוברים הסתייגותם והזדעזעו מהפרשה הנל, המשתלבת בגל הגזענות והאנטישמיות שפקד לאחרונה את אירופה.

כנ הביעו סולידריות עם הקהילה היהודית של צרפת.

2. במקביל, הצביעו על סיעת הימין הצינוני (DR) ו- LE PEN כמאחרים להחייאת התופעה. לשם הדברים האלה, הגיבו חברי סיעה זו בצעקות ובקריאות קולניות.

3. כצפוי רב הדוברים היו הפרלמנטרים הצרפתים. עם זאת, מן הראוי לציין שבסוף הדיון הובאה למליאה הודעה מטעם הסיעה הגרמנית בבית.

אלה ביקשו להדגיש, שלמרות שעיקר הדיון נסב סביב האירוע בצרפת, הפרלמנטרים הגרמנים אינם שוכחים את זוועות המשטר

משרד החוץ-מחלקת הקשר

הנאצי זאת מחוייבותם הפוליטית והמוסרית לפעול למניעת חזרת אנטישמיות בארצם.

4. בהצבעה שמית (ע'פ פרישה מוקדמת של הסיעה הסוציאליסטית) על הצעת ההחלטה המשותפת שהוגשה ע'י תשע סיעות הבית, השתתפו 180 מהם 167 הצביעו בעד, 12 (חברי סיעת LE PEN) הצביעו נגד ואחד נמנע.

להלו הנוסח המלא :

JOINT MOTION FOR A RESOLUTION

TABLED BY

MRS DURY AND MR SAKELLARIOU, ON BEHALF OF THE SOCIALIST GROUP

MRS FONTAINE AND MR LUCAS PIRES, ON BEHALF OF THE EPP GROUP

MR MORDMANM, ON BEHAPF OF THE LIBERAL GROUP

MR NEWTON DUNN, ON BEHALF OF THE EUROPEEN DEMOCRATIC GROUP

MRS TAZDAIT, MRS AULAS AND MRS KOANNY, ON BEHALF OF THE GREEN GROUP

MR VECCHI, ON BEHALF OF THE GROUP FOR THE EUROPEAN UNITARIAN LEFT

MR DE LA MALENE, OM BEHALF OF THE EDA GROUP

MR PIQUET, ON BEHALF OF THE LEFT UNITY VROUP AND MR VANDEMEULEBROU- CKE AND MR SCMEONI, ON BEHALF OF THE RAINBOW GROUP ON CARPENTRAS

THE EUROPEAN PARLIAMENT

A. DEEPLY SHOCKED AT THE DESECRATION OF THE JEWISH CEMETERY AT CARPENTRAS, INCENSAD, TOO, UT THE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

DESECRATION OF OTHER CEMETERIES AT WISSEMBOURG AND BERTHOLD BRECHT AND HELENA WEIGEL ON EAST BERLIN AND DEEPLY CONCERNED BY THE CURRENT SPATE OF DESECRATION OF JEWISH CEMETERIES IN OTHER LOCATIONS IN FRANCE

B. WHEREAS THESE BARBARIC ACTS ARE REPELLENT TO ANY HUMAN BEING WORTHY OF THE NAME AND REPRESENT A GRAVE AFFRONT TO ALL CIVILIZED SOCIETIES.

C. WHEREAS THEY ALSO CONSTITUTE AN INCITEMENT TO RACISM, XENOPHOBIA UND INTOLERANCE CNCOMPATIBLE WITH THE EUROPEAN COMMUNITY'S IDEALS OF PEACE AND SOLIDARITY.

D. SIMILARLY DISTURBED BY THE RISE OF RACISM, XENOPHOBIA AND ANTI- SEMITISM IN EUROPEAN COUNTRIES, INCLUDING THOSE OF EASTERN EUROPE, AND BY THE DEVELOPMENT OF EXTREMIST GROUPS OPENLY CALLING FOR SUCH BEHAVIOUR, BELIEVING FURTHERMORE THAT SUCH ACTS ARE ENCOURAGED BY THE OPENLY OF IMPLICITLY ANTI-SEMITIC REMARKS MADE RECENTLY BY CERTAIN POLITICAL FIGURES.

E. QHEREAS THESE HEINOUS AND UNSPEAKABLE ACTS COINCIDE WITH THE FORTY-FIFTH ANNIVERSARY OF THE END OF WORLD WAR 2 WHICH WAS A VICTORY FOR THE IDEALS OF DEMOCRACY OVER FASCISM AND ANTI-SEMITISM.

F. HAVING REGARD TO THE REPORT OF THE COMMITTEE OF INQUIRY INTO THE RISE OF RACISM AND FASCISM IN EUROPE(DOC.NA 2-160/85), HAVING REGARD TO THE SOLEMN DECLARATION AGAINST RACISM AND XENOPHOBIA BY THE EUROPEAN PARLIAMENT, THE COUNCIL, THE COMMISSION AND THE MEMBER STATES (DOC. A 2-12/81) OF 11 JUNE 1986, RACALLING ITS RESOLUTION OF 15 MARCH 1990 ON THE HANDLING OF RACIST ATTACKS AND CRIMEU BY THE POLICE AND THE SETTING UP AND WORK OF ITS COMMITTEE OFNINQUIRY INTO THIS SUBJECT.

1. SHARES THE GRIEF FELT BY THE JEWISH COMMUNCTY WHICH HAS BEEN HUMILIATED AND HAS HAD ITS PAST DEFILED, AND EXPRESSES ITS FELLOWSHIP AND SOLIDARITY

משרד החוץ-מחלקת הקשר

WITH IT.

2. CONDEMNS ANY ACTION LIBELY TO EXACERBATE RACISM AND INTOLERNANCE AND RECALLS IN THE STRONGEST TERMS ITS COMMITMENT TO DEMOCRACY AND HUMAN RIGHTS.

3. TAKES EXCEPTION TO EFFORTS BOTH TO PLAY DOWN AND POPULARIZE 'REVISIONIST' THEORIES QHICH REJECT THE HISTORICAL FACT THAT, IN THE NAZI CONCENTRATION CAMPS DURING WORLD WAR 2, THE THIRD REICH COMMITTED AN UNSPEAKABLE ACT OF GENOCIDE AGAINST MORE THAN SIX MILLION JEWSM, SUPPORTERS OF DEMOCRACY AND ETHNIC MINORITIES, AND CONDEMNS, TOO THOSE WHOSE POISONOUS STATEMENTS ENCOURAGE ANTI-SEMITISM AND RACISM.

4. CONDEMNS THE ATTEMPT BY THE EXTREMIST ORGANIZATIONS IN EUROPE TO EXPLOIT THESE DEPLORABLE ACTS TO HEIGHTEN RACIAL AND INTRA-COMMUNITY TENSION.

5. CALLS FOR THE PERPETRATORS OF THESE ACTS TO BE SEVERELY PUNISHED IN ACCORDANCE WITH THE LAW, AND FOR THE BODIES CNVLOVED TO ENDOW THEMSELVES WITH THE MEANS OF APPLYING THAT LAW.

6. CALLS ON THE COMMUNCTY TO CONTINUE ITS CONSCDERUTIONS OF THE PROBLEMS OF RACISM AND ANTI-SEMITISM WITH A VIEW TO FINDCNG LASTING SOLUTIONS AT COMMUNITY LEVEL WHICH RESPECT HUMAN RIGHTS IRRESPECTIVE OF RACE, RELIGION, LANGUAGE AND NATIONALITY.

7. APPEALS TO EUROPE'S GOVERNMENTS AND POLITICAL CULTURAL AND SOCIAL FORCES TO RISE ABOVE TRADITIONAL DCVISIONS AND RALLY ALL THOSE WHO CHERISH FREEDOM, MEN AND WOMEN ALIDKE, TO CONTAIN THE THREAT OF RACISM AND MARGINALIZATION.

8. WELCOMES THE INITIATIVE BY THE FRENCH MINISTER FOR NATIONAL EDUCATION TO ORGANIZE A NATIONWIDE DEBATE ON RACISM AND ANTI- SEMITISM WITH A VIEW TO ENSURING THAT FUTURE GENERATIONS ARE AWARE OF HISTORICAL FACTS, AND CALLS FOR THIS EXAMPLE TO

משרד החוץ-מחלקת הקשר

BE FOLLOWE //THROUGHOUT EUROPE AND PUT CNTO PRACTICE WITHIN THE NATIONAL ADMINISTRATIONS THEMSELVES.

OM CALLS ON THE COMMITTEE OF INQUIRY INTO RACISM AND XENOPHOBIA IN EUROPE, IN VIEW OF THESE EVENTS TO PUT FORWARD URGENT PROPOSALS FOR IMPROVING THE IMPLEMENTATION OF THE JOINT DECLARATION AGAINST RACISM AND XENOPHOBIA.

10. INSTRUCTS ITS PRESIDENT TO FORWARD THIS RESOLUTION TO THE COUNCIL AND COMMISSION, TO THE NATIONAL PARLIAMENTS OF THE MEMBER STATES, TO THE WORLD JEWISH CONGRESS AND TO THE CHIEF RABBI OF FRANCE.

תפ: שהח, טשהח, רהמ, מנכל, ממנכל, איר, 11, איר, 27, כהו, כלכליתב', תפוצות, רבי, מעת, הסברה, לעמ

** יוצא

שומר

**

**

**

חוזם: 5,1284

אל: 33/בון, 33/בריטל, 43/לונדון, 40/פריס, 52/מדריד, 29/רומא, 26/קופנהגן/36, ליסבון/29, אתונה/27, האג/37, פקס/39, רהמס/41, מנמת/42

מ-: המשרד, תא: 020590, זח: 1338, דח: מ, סג: שמ
תח: גס: אירופה
נד: @

9,249430

72321

שמור/מידי

913.23 - 1 - 1 - 1

אל: בון, בריטל, לונדון, פריס, מדריד, רומא, קופנהגן, ליסבון, אתונה, האג

דע: פדון / עיריה

הנדון: דמרש של הקהילה

1. שגרירי איטליה, צרפת, הולנד ונציג הקהילה נתקבלו ב-1.5 אצל המשנה למנכ"ל לפי בקשתם להגיש DEMARCHE CONFIDENTIELLE בנוגע לבית ברובע הנוצרי, להתנחלויות החדשות ולגבי האירועים האחרונים בישראל ובמיוחד במחנה ג'בליה.
לנוחיותכם נוסח הדמרש, אם כי לא הוגש כל נייר:

THE TWELVE MEMBERS OF THE EUROPEAN COMMUNITY HAVE NOTED WITH GRAVE CONCERN THE OCCUPATION BY JEWISH SETTLERS OF ST. JOHN'S HOSPICE IN EAST JERUSALEM. THE ACKNOWLEDGEMENT THAT THIS ACTION, WHICH COULD ONLY PROVOKE TENSION BETWEEN RELIGIOUS COMMUNITIES IN EAST JERUSALEM, WAS SUBREPTITIIOUSLY FINANCED BY THE ISRAELI

משרד החוץ-מחלקת הקשר

GOVERNMENT HEIGHTENS THEIR CONCERN. THE TWELVE DEPLORE THIS ACTION. THEY CALL ON THE ISRAELI AUTHORITIES:

- TO DESIST FROM FUNDING SUCH PROVOCATIVE AND ILLEGAL SETTLEMENTS
- TO SEE TO IT THAT THE SETTLERS EVACUATE THE HOSPICE WITHOUT DELAY AND
- TO ENSURE THAT NONE OF THE EVICTED SETTLERS OCCUPY THE HOSPICE IN THE GUISE OF GUARDIANS.

THE TWELVE REITERATE ONCE AGAIN THAT JEWISH SETTLEMENTS IN THE TERRITORIES OCCUPIED BY ISRAEL SINCE 1967, INCLUDING EAST JERUSALEM, ARE ILLEGAL UNDER INTERNATIONAL LAW. HAVING REGARD TO SECURITY COUNCIL RESOLUTION 465 (1980), THEY CALL ON ISRAEL TO CEASE ITS ATTEMPTS TO CHANGE THE PHYSICAL CHARACTER, DEMOGRAPHIC COMPOSITION, INSTITUTIONAL STRUCTURE OR STATUS OF THE OCCUPIED TERRITORIES. THEY REJECT UNILATERAL ACTIONS FROM WHATEVER SIDE WHICH ARE DESIGNED TO ALTER THE STATUS OF JERUSALEM.

THE TWELVE CONSIDER THAT ISRAEL'S STATEMENTS AND ACTIONS IN RECENT MONTHS IN PURSUIT OF ITS SETTLEMENT POLICY IN THE OCCUPIED TERRITORIES PRESENT A GROWING OBSTACLE TO PEACE IN THE REGION, THEY ARE PARTICULARLY CONCERNED ABOUT THE GOVERNMENT'S PROGRAMME OF NEW SETTLEMENTS. THEY THEREFORE URGENTLY RENEW THEIR APPEAL TO THE ISRAELI AUTHORITIES NEITHER TO ALLOW NOR ENCOURAGE SETTLEMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

2. בתשובתו הזכיר המשנה למנכ"ל שלגבי הבית ברובע הנוצרי, הנושא הינו SUB JUDICE אך התעכב באריכות על שלבי הדיון בערכאות השונות. לגבי ההתנחלויות חזר המשנה למנכ"ל והסביר את מדיניות הממשלה אשרלא השתנתה מאז 1967 והקובעת שמותר ליהודים להתיישב באזורי ישראל ושמעמדם הסופי יקבע במהלך מו"מ מדיני.

3. לגבי האירועים בג'בליה הביע המשנה למנכ"ל צערנו על אבדן חיי אדם ופצועים עקב מצב חמור שאילץ הצבא להגיב.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ביקש להבהיר שההנחיות החמורות המנחות חיילי צה"ל לגבי ירי הינן בתוקף, אך במקרה ספציפי זה נוצר מצב של סכנה חמורה לחיי החיילים. המשנה למנכ"ל ציין עוד שכל יום שקט בישראל משרת אותנו ואת סיכויי השלום, וכל יום מתוח משרת גורמים אחרים.

4. לאחר שהשגריר האיטלקי הקריא את הנוסח דלעיל, הדגישו השגרירים האחרים את אי-חוקיות ההתנחלויות. השגריר ההולנדי היה חריף ביותר כאשר ביקש להדגיש שביקורם מהווה PROTEST ושבפעם הבא לא יסתפקו בפניה CONFIDENTIAL.

חמש. המשנה למנכ"ל הבטיח לטרוייה שפניתם תועבר לשה"ח.

אירופה 1

פא

תפ: שהח, סשהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, @ (אמן), ממד, איר, 1, איר, 2, כנסיות, רביב, מעת, הסברה, סולטן, מזתים, סייבל, משפט



2'5
Z

12480
שמור/רגיל
צ.ס.

אל: תפוצת מאיה

השגריר.

הפרדת הנושא המדיני מהכלכלי במסגרת הדיאלוג האירו-ערבי.

1. בדיווח מהנציגות בכריסל נמסר שסוכם לכנס ביוני השנה "הועדה הכלכלית" של הדיאלוג האירו-ערבי שניתן לראות בכנוס ועדה זו בטוי להסכמת שני הצדדים להפריד בין האספקטים המדיניים והכלכליים שבקשרים בין מדינות הקהילה האירופית לבין המדינות החברות בליגה הערבית. לפי הדיווח בכוונת הקהילה לנתק כאמור את הדיון בנושא המדיני מהדיון בנושאים הכלכליים.

2. להתפתחות זו גם השלכות לגבינו. כזכור בקשרים שבין ישראל לבין הקהילה היו תמיד עליות וירידות וגם בעבר לא היו חסרים חלוקי דעות מדיניים, אך המדינות החברות והנציבות השתדלו בעבר להקפיד על הפרדה בין עניינים מדיניים וכלכליים.

3. כהוכחה יכול לשמש ההסכם הבסיסי ליצירת אזור הסחר החופשי בינינו לבין הקהילה. המו"מ לקראת חתימתו התנהל בתקופת משבר האנרגיה הראשון והוא נחתם עוד ב-1975, דהיינו לפני הסכם קמפ-דוד, בתקופת הנשיאות הצרפתית שבאותה תקופה גלתה הסתיגות מדינית מרובה.

4. המצב השתנה בלי הכיר כתוצאה מבחירות הישירות לפרלמנט האירופי. הפא"ר ניצל את שאלת היצוא הישיר של התוצרת החקלאית מהשטחים על מנת לעכב אישור פרוטוקול הרחבה והנציבות ממשיכה לעת עתה בקו של הקפאת שתוף הפעולה המדעי.

5. החלטת ה-12 כנאמר בסעיף 1 נותנת בידינו ההזדמנות להצביע בפני כל הנוגעים בדבר על השוני בגישה כלפינו לעומת העמדה שנקבעה במסגרת הדיאלוג האירו-ערבי הגורסת הפרדה בין השאלות המדיניות לבין הטיפול בעניינים הכלכליים.

6. נפח הסחר (יבוא ויצוא) סחורות בין ישראל לבין הקהילה הסתכם ב-1989 בכמעט 10 מיליארד דולר. מדובר בסדר גודל בעל חשיבות גם לפי קנה מידה קהילתי, במיוחד לאור העודף האדיר לטובתם במאזן המסחרי. לעומת 10 מיליארד דולר של היקף הסחר הישיר בינינו לבין הקהילה, הרי היקף היצוא מיש"ע לכל העולם (מלבד הגשרים הפתוחים) הגיעו ב-1989 3.7 מליון דולר בלבד.

7. האינטרס שלנו הנו להצביע על הריווח לקהילה מהסחר אתנו ולנצל העובדה שהקהילה החליטה על הפרדת הנושאים במסגרת הדיאלוג האירו-ערבי לדרוש אותו היחס גם כלפינו.

סמנכ"ל כלכלה - אירופה 1
2 במאי 1990
(תואם)



12471

שמור/מידי
צ.ס.

אל: תפוצת מאיה

השגריר.

הקהיליה - אש"ף - סנקציות

1. המאמר שהופיע באקונומיסט מיום 14.4.90 "TRADE WARS THE MIDDLE EASTERN WAY" הוא אות וסימן לחידוש ולהמשך של פעולות אש"ף להביא לסנקציות כלכליות נגד ישראל בטענות שונים ובין היתר שאנו פוגעים ביצוא החקלאי מהשטחים.
2. פעולות אלה החלו, כזכור, עוד לפני שנתיים כאשר מתנגדנו בפרלמנט האירופי הצליחו לעקב אישור פרוטוקול ההרחבה (ספרד ופורטוגל) עד אשר סיכמנו עם מוסדות הקהיליה סידרי היצוא החקלאי הישיר מהשטחים לאירופה לעונת היצוא 1988/89.
3. מערכה זו חודשה בעונה האחרונה (1989/90) כאשר הפא"ר, בעקבות האירועים סביב ההפגנה בירושלים ובהתבסס על הטעון של המשך סגירת האוניברסיטאות המליצה על השעיית שתוף הפעולה המדעי בינינו לבין הקהיליה האירופית.
4. יש להדגיש שבניגוד לנאמר ב"אקונומיסט" לא מדובר כעת ב"דו"ח חדש של הפא"ר" אלא בציטוט מהחלטה עוינת שנתקבלה ע"י הפרלמנט על אף דבריו של חבר הנציגות מטוטס אשר קבע, שהיצוא מהשטחים השתפר לעומת העונה הקודמת וציין שישראל מכבדת התחייבויותיה כלפי הנציבות בנדון.
5. בהקשר זה נודע לנו לאחרונה שהנציבות מתכוונת להציב איש מיוחד בנציגותה בתל-אביב שתפקידו יהיה לטפל בכל הנושאים הקשורים בשטחים ובמיוחד בענין קידום (ופיקוח על) היצוא מהשטחים לאירופה.
6. מטרת הערבים היא כפולה: מצד אחד - לגרום להפעלת סנקציות נגד ישראל ע"י המדינות החברות או חלק מהם וכן על ידי מוסדות הקהיליה ברמה קהילתית בטענה שישראל מערימה קשיים בפני היצוא מהשטחים, מונעת פתוח כלכלי וכו'; ומצד שני - להביא לניתוקם ולעצמאותם הכלכלית של השטחים בכל התחומים, כגון הנחות מכס, סדרי יבוא נפרדים, סיוע חוץ ובמיוחד שיווק נפרד ועצמאי של תוצרת השטחים באירופה, דהיינו: הקמת NATIONAL ECONOMY כפי שכבר צויין בהחלטת עצרת האו"ם.
7. בביקורים בבירות המערב אירופאיות מכוונים נציגי אש"ף את מאמצייהם הן למחסד הפוליטי, הן לחברי הפרלמנט האירופי והלאומי והן לאמצעי התקשורת וברור שפעולות הנגד שלנו חייבות להתרכז כלפי אותם צבורי יעד.
8. יש להדגיש במיוחד ששלטונות ישראל ובמיוחד המינהל האזרחי בשטחים עושה כל אשר ביכולתו כדי לעזור לחקלאים הערבים לבצע יצוא בתנאים סדירים.



נביא לידיעתכם לקראת העונה 1990/91 פרטים על האמצעים שינקטו לצורך זה. בינתיים ניתן לציין שבפגישה של מתאם הפעולות בשטחים עם 38 יצואנים ערבים מהשטחים, כולל ראשי הקואופרטיבים ובנוכחות נציג נציבות הקהילה בישראל, לא נשמעו תלונות או מענות כלשהן.

9. בקרוב נקיים דיון לתיאום האספקטים השונים של הפעולה הנדרשת, ונודיעכם.

יעקב כהן
1 במאי 1990

אאא, חוזם: 19310
אל: רהמש/782
מ-בריטל, נר: 212, תא: 270490, זח: 1945, דח: ר, סג: סב, בבב

סודי ביותר/רגיל

אל: אירופה 1

דע: ממ'ד - כלכלית ב' מז'ת 2 - ארב'ל

מאת: בריטל

קהיליה - מומחי מז'ת (24/4)

להלן מגי פינק - לוכסמבורג

1. הסכסוך.

א. תהליך השלום.

צוין שאחרי חודשים של אי ודאות ודריכה במקום, נתן להגדיר את המצב כעת כעצירה מוחלטת של התהליך. כל הצדדים אשר בסכסוך ממתנים באי סבלנות לפתרון למשבר הפוליטי הפוקד את ישראל ואשר בו תלוי המשך תהליך השלום. הנשיאות הודיעה שנקבע לשה"ח אירלנד קולינס מפגש עם ערפאת בטוניס בסוף חודש מאי.

ב. באשר לבית המריבה ברובע הנוצרי ולידיעות שנתקבלו על העברת מתישבים חדשים לשטחים הסכימו כולם בצורך בפרסום הצהרה משותפת. הנשיאות מכינה הצעה. כמה נציגים (יוון, רפ'ג, דנמרק, וצרפת) המליצו לנהוג בנדון בזהירות ובקשו להמתין להחלטת בג'ץ לפני שמפרסמים הצהרה קהילתית. ההצהרה תתרכז במעורבות של ממשלת ישראל בפלישה לבית ותחזור לעמדת ה-12 בנושא ההתישבות כולל מזרח ירושלים.

ציונות-גזענות

צוין שכנראה ארה"ב תהיה מוכנה ליזום בטול ההחלטה. היות ואין בנושא דחיפות סוכס על פי הצעת רפ'ג ואירלנד לגשש בנדון כל אחד במגיעיהם הביטורליים.

2. המצב בשטחים.

א. הנשיאות סקרה את המצב אשר הוגדר כמעצב וזאת על בסיס שלושה דוחות אשר הוצגו לנוכחים מהקוננכל'ים בירושלים (ראו נא דווח בנפרד) על נושאי חינוך בריאות וסיוע כלכלי.

ב. הבריטים הציעו להקים מסגרת של מפגשים קבועים ובתמי פורמלים ביננו לנשיאות הקהיליה כדי לדון במיוחד בנושא המצב בשטחים. ההצעה נדונה בהרחבה כאשר מספר נציגים הביעו חשש שמיסוד וקביעות המפגשים יהיה על חשבון בני שיח אחרים אשר באזור. סוכס ע"י הנשיאות שהנושא יועלה להחלטה בישיבה הקרובה של COOPERATION POLITIQUE בחודש מאי. המלצתם היא שיש לעודד שגרירי הקהיליה בארץ כדי שיהדקו במסגרת הטרויקה את קשריהם עם אנשים בכירים במשה"ח שלנו וזאת תוך תאום בין הבירות ועם הקוננכל'ים בי-ם. פעילות זו לא תבוא על חשבון "הדמרשימ" אשר ימשיכו להשתמש בהן כאשר יהיה צורך בכך.

- 2 -

3. פעילות הקהיליה בשטחים.

נציג הנציבות דווח על מספר נושאים:

א. ביצוע מספר פרויקטים בנושאי הבריאות שהוצעו ע"י אב'ע.

ב. נוכחות הנציבות בשטחים (ראו נא דו'ח הקוננכלים בנפרד).

ג. על בקשת אש'ף לייצוא ישיר של הקהיליה לשטחים. הנציבות מסרה שלעת עתה היא מתנגדת לכך.

ד. ' ' FACILITY

שייסון: ממתנים בשלב זה להצעה קונקרטיית

מחצד הפלסטינאי.

סוכס שבישיבה הקרובה של

COOPERATION POLITIQUE בחודש מאי

ייתקיים דיון על ההשלכות הפוליטיות של התוכניות הנ"ל.

המלצתם היא להדגיש החשיבות ביישומן.

כמו כן הוחלט לותר בנושא פניית מזכ"ל האו"ם שנציגו

BLANCHARD יבדוק את נושא הפיתוח הכלכלי של השטחים וזאת לאור התנגדותנו להעניק לו ויזת כניסה להנ"ל (צוין שטענתנו הינה שהעיתוי אינו מתאים לסוג זה של ביקור).

4) לבנון: נסקרו ההתפתחויות האחרונות.

5) אירן.

הטרויקה תפגש (ברמה של מנכלים מדיניים) עם הנציגים האירנים ב-16/5 בדבלין. עפ"י דעת רוב הנציגים עליהם להסתפק בשמיעה בלבד. הומלץ להודיע לאירנים שסדר היום יכלול את הנושאים הדלהלן:

-מצב זכויות האדם (דוח GALINDO POHL)

- בני הערובה המערביים.

-פרשת רשדי-ביטול הפטואה והבטחת בטחוננו של הסופר.

-סכסוך אירן-עיראק

-המצב במז'ת.

-המצב בלבנון (השפעת טהרן על חזבולה).

הטרויקה התבקשה לחזור על הצהרת מדריד והצהרת הנשיאות של העצרת האו"ם ולשמוע את הערות האירנים. הטרויקה תציין גם לאירנים שהיא שמה לב לצעדים חיוביים מצד אירן אך עליה להתמיד ולהמשיך בכך.

6. איראן-עירק.

התקיימו חלופי הערכות על מאמצי מזכ"ל האו"ם לשנות את המצב הקיים.

7. מגרב.

א) סהרה המערבית-הערכה הכללית הלא אופטימי לקראת העתיד.

- 3 -

ב) זכויות האדם במרוקו:

בהמשך לדוח של אמנסטי אשר נמסר למשרד החוץ האירי ציינה הנחיצות שהנושא יועלה לדיון בעת פגישתם במאי.

ג) אלגיריה.

נדון באופן כללי המצב הפנימי באלגיריה וסוכס שהנושא יועלה לדיון מפורט באחד מהפגישות הקרובות. עיקר הדיון יתרכז בעליית כוחות הפונדמנטליסטים האיסלמיים וזאת במגמה לא להתפס בהפתעה למה שהוגדר "כאפשרות של מצב טרגי".

8. סנקציות כנגד סוריה ולוב.

עמדות הצדדים באשר לביטול הדרגתי של הסנקציות לא השתנתה. מדינות "הצפון" מתנגדות באשר "הדרום" בעד. הנושא יועלה לדיון בפגישתם הקרובה.

9. שמירה על סודיות הדיונים וההתברקות.

צווינה דאגה כללית של המשתתפים שעיראק ידעה בפרטי פרטים דברי המדינות החברות מתוך ההתברקות הפנימית האירופית וזאת בעת הכנת הצעת ההחלטה הקהילתית בנושא נשק כימי.

10 לקראת ועידת אב'ע.

הנשיאות סקרה את הדיונים שהתקיימו עד כה וציינה שהיא תדווח ברשת הפנימית האירופית על התפתחויות.

ברק-

תפוצה: שהח, סשה, רהם, שהבט, מנכל, ממנכל, איר, 1, איר, 2, כהן, כלכליתב', סולטן, מזתים, ברנע, ארב, 1, ארב, 2, ר/מרכז, ממד/בינל, רם, תאמנ)

ססס

מוסד החוץ-מחלקת הקשר

* 19310 תאריך : 28.04.90 *
* דף 1 מתוך 4 *
* עותק 5 מתוך 34 *
* ** נכנס *
* ** סודי ביותר *
* ** *
* ** *
* ** *
* ** *
* ** *
* חוזם: 4,19310 *
* אל: המשרד *
* יעדים: מצב/2098, מנמת/1107, דהמש/782 *
* מ-: בריסל, נר: 212, תא: 270490, זח: 1945, רח: ר, ס: 10 *
* תח: & גס: אירופה *
* נד: & *
* * * * *
* סודי ביותר/רגיל *
* אל: אירופה 1 *
* דע: ממ'ד - כלכלית ב' מז'ת 2 - ארב'ל *
* מאת: בריסל *
* קהילה - מומחי מז'ת (4/24) *
* להלן מגי פינק - לוכסמבורג *
* 1. הסכסוך. *
* א. תהליך השלום. *
* צוין שאחרי חודשים של אי ודאות ודריכה במקום, נתן להגדיר *
* את המצב כעת כעצירה מוחלטת של התהליך. כל הצדדים אשר בסכסוך *
* ממתנים באי סבלנות לפתרון למשבר הפוליטי הפוקד את ישראל *
* ואשר בו תלוי המשך תהליך השלום. הנשיאות הודיעה שנקבע *
* לשה'ח אירלנד קולינס מפגש עם ערפאת בטוניס בסוף חודש מאי. *
* ב. באשר לבית המריבה ברובע הנוצרי ולידיעות שנתקבלו על *
* העברת מתישבים חדשים לשטחים הסכימו כולם בצורך בפרסום הצהרה *
* משותפת. הנשיאות מכינה הצעה. כמה נציגים (יוון, רפ'ג, *
* דנמרק, וצרפת) המליצו לנהוג בנדון בזהירות ובקשו להמתין *
* להחלטת בג'צ לפני שמפרסמים הצהרה קהילתית. ההצהרה תרכז *
* במעורבות של ממשלת ישראל בפלישה לבית ותחזור לעמדת ה-12 בנושא

**מאמצים יזומים
לשקט ורגיל**

מוסד החוץ-מחלקת הקשר

* * * * *
* דף 2 מתוך 4 *
* עותק 5 מתוך 34 *
* ההתיישבות כולל מזרח ירושלים. *
* ציונות-גזענות *
* צוין שכנראה ארה'ב תהיה מוכנה ליזום בטול ההחלטה. היות *
* ואין בנושא התיפות סוכס על פי הצעת רפ'ג ואירלנד לגשש בנדון *
* כל אחד במגעים הבילטרליים. *
* 2. המצב בשטחים. *
* א. הנשיאות סקרה את המצב אשר הוגדר כמעצב וזאת על בסיס *
* שלושה זוחות אשר הוצגו לנוכחים מהקונכל'ים בירושלים (ראו *
* נא דוח בנפרד) על נושאי חינוך בריאות וסיוע כלכלי. *
* ב. הבריטים הציעו להקים מסגרת של מפגשים קבועים ובלתי *
* פורמליים ביננו לנשיאות הקהילה כדי לדון במיוחד בנושא המצב *
* בשטחים. הצעה נדונה בהרחבה כאשר מספר נציגים הביעו חשש *
* במיסוד וקביעות המפגשים יהיה על חשבון בני שיח אחרים אשר *
* באזור. סוכס ע'י הנפגשים שהנושא יועלה להחלטה בישיבה הקרובה *
* של COOPERATION POLITIQUE בחורש מאי. המלצתם היא שיש לעודד *
* שגוריי הקהילה בארץ כדי שיהדקו במסגרת הטרויקה את קשריהם *
* עם אנשים בכירים במשה'ח שלנו וזאת תוך תאום בין הבירות ועם *
* הקונכל'ים ב-ע. פעילות זו לא תבוא על חשבון 'הדמרשים' *
* אשר ימשיכו להשתמש בהן כאשר יהיה צורך בכך. *
* 3. פעילות הקהילה בשטחים. *
* נציג הנציבות דוח על מספר נושאים: *
* א. ביצוע מספר פרויקטים בנושאי הבריאות שהוצעו ע'י אב'ע. *
* ב. נוכחות הנציבות בשטחים (ראו נא דו"ח הקונכלים בנפרד). *
* ג. על בקשת אש'פ לייצוא ישיר של הקהילה לשטחים. הנציבות *
* מסרה שלעת עתה היא מתנגדת לכך. *
* ד. 'FACILITY' שייסון: ממתנים בשלב זה להצעה קונקרטיית *
* מהצד הפלסטינאי. *
* סוכס שבישיבה הקרובה של COOPERATION POLITIQUE בחודש מאי *
* ייתקיים דיון על ההשלכות הפוליטיות של התוכניות ה'ל.

מוסד החוץ-מחלקת הקשר

* * * * *
* דף 3 מתוך 4 *
* עותק 5 מתוך 34 *
* המלצתם היא להדגיש החשיבות ביישומן. *
* כמו כן הוחלט לותר בנושא פניית מזכ'ל האו'מ שנוציגו *
* BLANCHARD יבדוק את נושא הפיתוח הכלכלי של השטחים וזאת לאור *
* התנגדותנו להעניק לו ויזת כניסה להנ'ל (צוין שטענתנו הינה *
* שהעיתוי אינו מתאים לסוג זה של ביקור). *
* 4) לבנון: נסקרו ההתפתחויות האחרונות. *
* 5) אירן. *
* הטרויקה תפגש (ברמה של מנכלים מדיניים) עם הנציגים האירנים *
* ב-16/5 בדבלין. עפ'י דעת רוב הנציגים עליהם להסתפק בשמיעה *
* בלבד. הומלץ להודיע לאירנים שסדר היום יכלול את הנושאים *
* הדלהלן: *
* -מצב זכויות האדם (זוח GALINDO POHL) *
* -בני הערובה המערביים. *
* -פרשת רשדי-ביטול הפטואה והבטחת בטחוננו של הסופר. *
* -סכסוך אירן-עיראק *
* -המצב במזת'. *
* -המצב בלבנון (השפעת טהרן על חזבולה). *
* הטרויקה התבקשה לחזור על הצהרת מרריד והצהרת הנשיאות של *
* העצרת האו'מ' ולשמוע את הערות האירנים. הטרויקה תציין גם *
* לאירנים שהיא שמה לב לצעדים חיוביים מצד אירן אך עליה *
* להתמיד ולהמשיך בכך. *
* 6. איראן-עירק. *
* התקיימו חלופי הערכות על מאמצי מזכ'ל האו'מ' לשנות את המצב *
* הקיים. *
* 7. מגרב. *
* א) סהרה המערבית-הערכה הכללית הלא אופטימי לקראת העתיד.

מוסד החוץ-מחלקת הקשר

* * * * *
* דף 4 מתוך 4 *
* עותק 5 מתוך 34 *
* זכויות האדם במרוקו: *
* בהמשך לדוח של אמנסטי אשר נמסר למשרד החוץ האירי ציינה *
* הנחיצות שהנושא יועלה לדיון בעת פגישתם במאי. *
* ג) אלג'יריה. *
* נדון באופן כללי המצב הפנימי באלג'יריה וסוכס שהנושא יועלה *
* לדיון מפורט באחד מהפגישות הקרובות. עיקר הדיון יתרכז *
* בעליית כוחות הפונדמנטליסטים האיסלמיים וזאת במגמה לא להתפס *
* בהפתעה למה שהוגדר 'כאפשרות של מצב טרגי'. *
* 8. סנקציות כנגד סוריה ולוב. *
* עמדות הצדדים באשר לביטול הדרגתי של הסנקציות לא השתנתה. *
* מדינות 'הצפון' מתנגדות באשר 'הדרום' בעד. הנושא יועלה *
* לדיון בפגישתם הקרובה. *
* 9. שמירה על סודיות הדיונים וההתברקות. *
* צוינה רמקה כללית של המשתתפים שעיראק ידעה בפרטי פרטים *
* דברי המדינות החברות מתוך ההתברקות הפנימית האירופית וזאת *
* בעת הכנת הצעת ההחלטה הקהילתית בנושא נשק כימי. *
* 10. לקראת ועידת אב'ע. *
* הנשיאות סקרה את הדיונים שהתקיימו עד כה וציינה שהיא תדון *
* ברשת הפנימית האירופית על התפתחויות. *
* בוק= *
* לב *
* * * * *
* תפ: שהח, טשהח, רמ, שהבס, מנכל, ממנכל, איר, איר, כהן, כלכליתב', *
* סולטן, מזתי, ברנע, ארב'ל, ארב'ל, ר/מרס, ממד/בינ'ל, רס, &(אמן)

1950-1951
1952-1953
1954-1955
1956-1957
1958-1959
1960-1961
1962-1963
1964-1965
1966-1967
1968-1969
1970-1971
1972-1973
1974-1975
1976-1977
1978-1979
1980-1981
1982-1983
1984-1985
1986-1987
1988-1989
1990-1991
1992-1993
1994-1995
1996-1997
1998-1999
2000-2001
2002-2003
2004-2005
2006-2007
2008-2009
2010-2011
2012-2013
2014-2015
2016-2017
2018-2019
2020-2021
2022-2023
2024-2025

1950-1951
1952-1953
1954-1955
1956-1957
1958-1959
1960-1961
1962-1963
1964-1965
1966-1967
1968-1969
1970-1971
1972-1973
1974-1975
1976-1977
1978-1979
1980-1981
1982-1983
1984-1985
1986-1987
1988-1989
1990-1991
1992-1993
1994-1995
1996-1997
1998-1999
2000-2001
2002-2003
2004-2005
2006-2007
2008-2009
2010-2011
2012-2013
2014-2015
2016-2017
2018-2019
2020-2021
2022-2023
2024-2025

1950-1951
1952-1953
1954-1955
1956-1957
1958-1959
1960-1961
1962-1963
1964-1965
1966-1967
1968-1969
1970-1971
1972-1973
1974-1975
1976-1977
1978-1979
1980-1981
1982-1983
1984-1985
1986-1987
1988-1989
1990-1991
1992-1993
1994-1995
1996-1997
1998-1999
2000-2001
2002-2003
2004-2005
2006-2007
2008-2009
2010-2011
2012-2013
2014-2015
2016-2017
2018-2019
2020-2021
2022-2023
2024-2025

1950-1951
1952-1953
1954-1955
1956-1957
1958-1959
1960-1961
1962-1963
1964-1965
1966-1967
1968-1969
1970-1971
1972-1973
1974-1975
1976-1977
1978-1979
1980-1981
1982-1983
1984-1985
1986-1987
1988-1989
1990-1991
1992-1993
1994-1995
1996-1997
1998-1999
2000-2001
2002-2003
2004-2005
2006-2007
2008-2009
2010-2011
2012-2013
2014-2015
2016-2017
2018-2019
2020-2021
2022-2023
2024-2025

משרד החוץ-מחלקת הקשר

7071

תאריך : 08.04.90

נכנס

בלמט

חוזם: 4,7071

למשרד

יעדים: 77:נר, 280:מצב, 809:מנמת/444

מ-: 77:נר, 77:נר, 080490:תא, 1400:חז, 1400:חז, 1400:חז, 1400:חז, 1400:חז

תח: 8:גט:אירופה

נד: 8:

בלמט/בהול 170וקר.

אל: מ'מ סמוכ'ל מערב אירופה

מאת: המשלחת בריסל / גלילי

.107.15.7

החלטת הפא"ר בעניין עיראק (שלך נר 134 מהיום)

עפי בקשתך, להלן הנוסח המלא:

EUROPEAN PARLIAMENT

4 APRIL 1990

B 3-732/RCI

B 3-741/REV./RCI

JOINT MOTION FOR A RESOLUTION

TABLED BY MRS DURY, ON BEHALF OF THE SOCIALIST GROUP

MR PENDERS, ON BEHALF OF THE EPP GROUP

MR VECCHI, ON BEHALF OF THE GROUP FOR THE EUROPEAN

UNITARIAN LEFT AND MR SIMEONI, ON BEHALF OF THE

RAINBOW GROUP AND SEEKING TO REPLACE THE MOTIONS

FOR RESOLUTIONS TABLED BY:

MR SIMEONI AND OTHERS, ON BEHALF OF THE RAINBOW

GROUP (B 3-732/90) MR CECI AND OTHERS, ON BEHAL

משרד החוץ-מחלקת הקשר

OF THE GROUP FOR THE EUROPEAN UNITARIAN LEFT (B 3-741/90/REV)

ON IRAQ

THE EUROPEAN PARLIAMENT

A. HAVING REGARD TO THE GENOCIDE POLICY RUTHLESSLY AND CONSISTENTLY APPLIED BY THE IRAQI REGIME AGAINST THE KURDISH PEOPLE AND RECALLING THE CHEMICAL BOMB ATTACKS CARRIED OUT BY THE IRAQI AIR FORCE ON THE CIVILIAN POPULATION OF HALABJA ON 17 MARCH 1988 CAUSING 5000 DEATHS.

B. HAVING REGARD TO THE RESPONSIBILITY THAT LIES WITH THE FOREIGN STATES WHICH HAVE EQUIPPED AND ARE STILL EQUIPPING THE IRAQI ARMY WITH DEADLY OFFENSIVE WEAPONS FOR ITS GENOCIDE POLICY AGAINST THE KURDISH PEOPLE.

C. DEEPLY SHOCKED AT THE BARBAROUS DECREE ISSUED BY THE IRAQI REVOLUTIONARY COMMAND COUNCIL ON 28 FEBRUARY 1990, ABOLISHING ALL FORMS OF PUNISHMENT FOR MEN WHO KILL FEMALE MEMBERS OF THEIR FAMILY MOTHERS, DAUGHTERS, SISTERS, AUNTS, NIECES OR COUSINS WHO HAVE COMMITTED ADULTERY.

D. RECALLING THE EXECUTION ON 15 MARCH 1990 OF MR FAZZAD BAZOFT, A BRITISH JOURNALIST, ON THE ORDERS OF SADDAM HUSSEIN AND ON A FALSE CONVICTION OF ESPIONAGE.

E. TAKING A SERIOUS VIEW OF THE IRAQI ATTEMPT TO IMPORT NUCLEAR WEAPON COMPONENTS, AS REPORTED IN LONDON ON 28 MARCH 1990, WHICH CONFIRMS THE IRAQI REGIME'S INTENTION OF EQUIPPING ITSELF WITH NUCLEAR WEAPONS, DESPITE HAVING SIGNED THE INTERNATIONAL NUCLEAR NON-PROLIFERATION TREATY.

F. DENOUNCING THE STATEMENT ON 2 APRIL 1990 IN WHICH SADDAM HUSSEIN PUT INTO WORDS THE THREAT

משרד החוץ-מחלקת הקשר

TO DEPLOY CHEMICAL WEAPONS AGAINST THE POPULATION OF THE STATE OF ISRAEL.

G. RECALLING ITS MANY PREVIOUS RESOLUTIONS ON HUMAN RIGHTS VIOLATIONS IN IRAQ.

1. CONDEMNS SADDAM HUSSEIN'S REGIME FOR ITS AGGRESSIVE ATTITUDE TO FOREIGN COUNTRIES AND THE IRAQI POPULATION AND IN PARTICULAR FOR THE MASSACRES PREPETRATED AGAINST THE KURDISH PEOPLE.

2. INSISTS THAT IT IS IMPERATIVE THAT MEMBER STATES, THROUGH THE MINISTERS MEETING IN POLITICAL COOPERATION, CONSIDER WAYS OF PREVENTING IRAQ FROM ACQUIRING NUCLEAR WEAPONS IN DEFIANCE OF ITS OBLIGATIONS UNDER THE NUCLEAR NON-PROLIFERATION TREATY, WHICH SHOULD BE PRESENTED AT THE REVIEW OF THE WORKING OF THE TREATY IN AUGUST 1990.

3. CALLS ON ALL MEMBER STATES IMMEDIATELY TO IMPOSE A BAN ON THE EXPORT TO IRAQ OF ALL MATERIAL ESSENTIAL FOR THE PRODUCTION OF WEAPONS OF MASS DESTRUCTION AND FOR THEIR DELIVERY.

4. CALLS ON THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS TO MAKE THE NECESSARY ARRANGEMENTS FOR THE CONVENING OF THE UN SECURITY COUNCIL AS SOON AS POSSIBLE SO THAT CONSIDERATION MAY BE GIVEN TO AN APPROPRIATE RESPONSE BY THE INTERNATIONAL COMMUNITY TO THE THREATS POSED BY THE IRAQI REGIME TO WORLD SECURITY.

5. URGES IN THIS CONTEXT THE MEMBER STATES TO PROMOTE COOPERATION WITH OTHER STATES, ESPECIALLY WITH PERMANENT MEMBERS OF THE SECURITY COUNCIL, WILLING TO CONSIDER JOINT MEASURES TO PREVENT IRAQ FROM ACQUIRING MORE WEAPONS OF MASS DESTRUCTION.

6. CALLS ON THE COUNCIL AND THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN POLITICAL COOPERATION TO TAKE THE APPROPRIATE MEASURES VIS-A-VIS IRAQ.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

7. INSTRUCTS ITS PRESIDENT TO FORWARD THIS RESOLUTION TO THE COMMISSION, THE COUNCIL, THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN POLITICAL COOPERATION, THE SECRETARY GENERAL OF THE UNITED NATIONS AND THE IRAQI GOVERNMENT

חוזם: 4,5229

אל: המשדר

יעדים: אתונה/106, בון/123, האג/94, לונדון/144, פריס/205, רומא/38, 1, מדריד/116, קופנהגן/121, ליסבון/100, ני/303, רהמש/170, מצב/507, מנמת/294
 מ:- בריסל, נר: 53, תא: 050490, ז: 1800, דח: מ, סג: בל
 תח: & ג: ס: אירופה
 & ד: ג

בלמס/מידי

אל: אירופה 1

דע: מזת, נאום, תפוצת מאיה

מאת המשלחת בריסל

פאר: החלטת גינוי לעיראק.

1. הפרלמנט האירופי, קבל היום (5/4/90) החלטת גינוי חריפה לעיראק שהוגשה במשותף עי סיעות המייצגות את מרבית חברי הבית, דהיינו הסיעה הסוציאליסטית, הדמו-נוצרית, איחוד השמאל והירוקים (ARC).

2. בהצבעה השתתפו 74 ח'פ 69 הצביעו בעד, 5 נמנעו, כאשר איש לא הצביע נגד.

3. בחלק ההצהרתי של ההחלטה נאמר כי הפאר:

א. מזכיר הפעלת רצח עם שיטתי נגד הכורדים, ע'י המשטר העיראקי באמצעות שימוש בנשק כימי.

ב. מטיל אחריות משותפת על המדינות הזרות (ללא ציון שמן) שציידו את העיראקים בנשק התקפתי למטרות רצח עם.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ג. מביע הזדעזעותו מחקיקת חוק "ברברי" המבטל לחלוטין עונשים על גברים הרוצחים בנות משפחתם באשמת ניאוף.

ד. מציין הוצאתו להורג של העתונאי הבריטי BAZOFT ע'י הוראה של סאדאם חוסיין שתורצה באשמת שוא בריגול.

ה. רואה בחומרה את הנסיון העיראקי להבריח מרכיבים של נשק גרעיני, דבר המוכיח את כוונתו של המשטר העיראקי להצטייד בנשק זה, למרות שהוא חתום על האמנה לאי הפצתו.

ו. מגנה את הצהרת סאדאם חוסיין מה-2/4/90, בה הוא מאיים להשתמש בנשק כימי כנגד אוכלוסית ישראל

DENOUNCING THE STATEMENT ON 2 APRIL 1990 IN WHICH SADDAM HUSSEIN PUT INTO WORDS THE THREAT TO DEPLOY CHEMICAL WEAPONS AGAINST THE POPULATION OF THE STATE OF ISRAEL.

ז. מזכיר את ההחלטות הקודמות של הפאר בנושא הפרת זכויות האדם בעיראק חוזר בעיראק.

4. החלק המעשי של ההחלטה כולל:

א. גינוי משטרו של סאדאם חוסיין, בגין תוקפנות כנגד מדינות זרות, נגד אוכלוסית עיראק ובמיוחד הטבח החוזר והנשנה נגד הכורדים.

ב. הדגשת חובתן של מדינות הקהילה לבחון דרכים למנוע מעיראק מהלצטייד בנשק גרעיני ולהגיש הצעות מעשיות.

ג. קריאה לכל מדינות הקהילה להטיל חרם מידי על כל יצוא לעיראק של ציוד חיוני ליצור נשק בעל כח הרס רחב WEAPON OF MASS DESTRUCTION.

ד. קריאה למזכל האום לזמן בדחיפות את מועצת הבטחון כדי לבחון תשובה הולמת של הקהילה הבינלאומית כנגד האיום שמטיל המשטר העיראקי על בטחון העולם.

ה. קריאה לכל מדינות הקהילה האירופיות לשתף פעולה במיוחד עם החברות הקבועות במועצת הבטחון, כדי לבדוק צעדים משותפים

משרד החוץ-מחלקת הקשר

למנוע מעיראק רכישת נשק נוסף מהסוג הנ"ל.

ו. קריאה למועצה ולשרי החוץ של הקהילה לנקוט בפגישתן הבאה בצעדים מתאימים נגד עיראק.

ז. הנחיה לנשיא הפאר למסור נוסח ההחלטה לנציבות, למועצה לשרי החוץ למזכל האום ולממשלת עיראק.

גלילי

מג

תפ: שהח, סשהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, איר, איר, ברנע, ארבל, 2, בנצור, פרנ, רביב, מעת, הסברה, לעמ, סולטן, מזתים, ר/מרכז, ממד, רם, & (אמן)

DECLASSIFICATION AUTHORITY: This document contains information that has been determined to be exempt from automatic declassification under 25 CFR 16.106. The exemption is based on the fact that the information is of a type that is not likely to be disseminated to the public and the disclosure of the information is not in the national interest.

DECLASSIFICATION AUTHORITY: This document contains information that has been determined to be exempt from automatic declassification under 25 CFR 16.106. The exemption is based on the fact that the information is of a type that is not likely to be disseminated to the public and the disclosure of the information is not in the national interest.

DECLASSIFICATION AUTHORITY: This document contains information that has been determined to be exempt from automatic declassification under 25 CFR 16.106. The exemption is based on the fact that the information is of a type that is not likely to be disseminated to the public and the disclosure of the information is not in the national interest.

DECLASSIFICATION AUTHORITY: This document contains information that has been determined to be exempt from automatic declassification under 25 CFR 16.106. The exemption is based on the fact that the information is of a type that is not likely to be disseminated to the public and the disclosure of the information is not in the national interest.

DECLASSIFICATION AUTHORITY: This document contains information that has been determined to be exempt from automatic declassification under 25 CFR 16.106. The exemption is based on the fact that the information is of a type that is not likely to be disseminated to the public and the disclosure of the information is not in the national interest.

DECLASSIFICATION AUTHORITY: This document contains information that has been determined to be exempt from automatic declassification under 25 CFR 16.106. The exemption is based on the fact that the information is of a type that is not likely to be disseminated to the public and the disclosure of the information is not in the national interest.

DECLASSIFICATION AUTHORITY: This document contains information that has been determined to be exempt from automatic declassification under 25 CFR 16.106. The exemption is based on the fact that the information is of a type that is not likely to be disseminated to the public and the disclosure of the information is not in the national interest.

נכנס

בלמס

3,26842:000

אל:המשרד

יעדים:אחונה/401,בון/627,האג/460,לונדון/627,פריס/932,רומא/4

מדריד/488,ליסבון/413,קופנהגן/566,מצב/3505,מנמת/1409

מ-:בריטל,נר:291,תא:290390,זח:1800,דח:מ,סג:בל

חח:גס:אירופה

נד:0

בלמס/מיד.

אל: אירופה 1, כלכלית ב, מזת, ממד, תפוצת מאיה

מאת: סגן ראש המשלחת בריטל

514.3.10

קהיליה - משפ'מ.

1. רצ'ב החלק המדיני של ההודעה המשותפת.

THE MINISTERS OF THE COMMUNITY AND OF THE GCC COUNTRIES ALSO DISCUSSED REGIONAL AND INTERNATIONAL ISSUES OF COMMON INTEREST.

4.1. THE EC AND GCC MINISTERS EMPHASIAED THAT THE NEED TO ACHIEVE A COMPREHENSIVE,JUST AND LASTING SETTLEMENT TO BRING TO AN END THE ARAB-ISRAELI CONFLICT IS GREATER NOW THAN EVER BEFORE.RECALLING RESPECTIVELY THE MADRID AND STRASBOURG DECLARATIONS ISSUED BY THE EUROPEAN COUNCIL AND THE STATEMENT OF THE EXTRAORDINARY SUMMIT MEETING OF THE ARAB LEAGUE AT CASABLANCA,THEY REAFFIRMED THEIR SUPPORT FOR THE ACHIEVEMENT OF SUCH A SETTLEMENT BY PEACEFUL

משדד החוץ-מחלקת הקשר

MEANS,THE MNISTERS EXPRESSED THEIR SUPPORT FOR CURRENT AFFORTS TO INITIATE AN ISRAELI- PALESTINIAN DIALOGUE AS A FIRST STEP TOWARDS A COMPREHENSIVE SETTLEMENT.IN THEIR VIEW,THIS CAN BEST BE ATTAINED IN THE FRAMEWORK OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE ,UNDER THE AUSPICES OF THE UNITED NATIONS,WITCE WOULD BE THE PAAROPRIATE FORUM FOR DIRECT NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIAES CONCERNED, INCLUDING THE PLO.

4.2. THE EC AND GCC MINISTERS DEPLORED THE ISRAELI SETTLEMENT POLICY IN THE OCCUPIED TERRITORIES,INCLUDING EAST JERUSALEM, AND STRESSED THAT THEY REGARD ALL SETTLEMENTS,WHETHER OF ISRAELI IMMIGRANTS OR RESIDENTS,AS ILLEGAL UNDER INTERNATIONAL LAW,THEY CONSIDER THAT RECENT ISRAELI STATEMENTS ON THE SETTELEME NT OF JEWISH IMMIGRANTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES HINDER THE PEACE PROCESS.ISRAEL SHOULD NOT JEOPARDISE THIS PROCESS BY AITHER ALLOWING OR ENCOURAGING FURTHER SETTLEMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

4.3. THE EC AND GCC MINISTRs REMAIN SERIOUSLY CONCERNED AT THE DETERIORATION OF CONDITIONS IN THE OCCUPIED TERRITORIES AND AT THE CONSTANT INCREASE IN THE NUMBER OF DEAD AND WOUNDED AND THE SUFFERING OF THE POPULATION.THEY RECALL THE AID THEY GIVE TO THE PALESTINIANS OF THE OCCUPIED TERRITORIES AND STRESS THE NEED TO INCREASE THIS ASSISTANCE.THEY DEPLORE THE REPRESSIVE MEASURES USED TO PUT DOWN DEMONSTRATIONS AND OTHER MANIFESTATIONS OF THE INTIFADE.THEEY ALSO RECALL THE NEED FOR THE OCCUPYING POWER TO CONFORM TO ITS OBLIGATIONS UNDER THE GENEVA CONVENTIONS.IN PARTICULAR ISRAEL SHOULD REOPEN IMMEDIATELY ALL EDUCATIONAL INSTITUTIONS AND ENSURE THAT THEY STAY OPEN.

4.4. THE EC AND GCC MINISTERS ARE DISMAYED AT THE CONTINUATION OF THE TRAGIC SITUATION IN LEBANON.THEY WELCOME THE EFFORTS OF THE ARAB LEAGUE TRIPARTITE COMMITTEE TO ACHIEVE A PEACEFUL SETTLEMENT ON THE BASIS OF THE TA'IF AGREEMENT AND CONSIDER THAT THERE IS NO ALTERNATIVE TO THE NATIONAL RECONCILIATION

משדד החוץ-מחלקת הקשר

WHICH IT ENVISAGES.THEY REPEATED THEIR USPPORT FOR THE LEGITIMATE ORDER IN LEBANON EMBODIED IN PRESIDENT HRAWI AND THE GOVERNMENT APPOINTED BY HIM.THEY RECALL THE NEED FOR ALL PARTIES TO RALLY AROUND THE LEGAL AUTHORITY AND TO WORK FOR NATIONAL RECONCILIATION AND THE FULL RESTORATION FO THE SOVEREIGNTY,INDEPANDANCE ,UNITY AND TERRITORIAL INTEGRITY OF LEBANON.THEY ALSO REAFFIRMED THEIR READINESS TO PROVIDE REHABILITATION ASSISTANCE TO LEBANON,THEY URGE THE INTERNATIONAL COMMUNITY TO JOIN THEM IN THESE EFFORTS.

4.5 CONCERNING THE STALEMATE BETWEEN IRAN AND IRAQ THE EC AND GCC MINISTERS REPEATED THEIR WHOLE-HEARTED SUPPORT FOR THE IMPLEMENTANTION IN FULL OF UN SECURITY COUNCIL RESOIUTION 598. IN THIS CONNECTION,THEY SUPPORT THE LATEST EFFORTS OF THE UN SECRETARY GENERAL TO HOLD APPROPRIATELY STRUCTURED DIRECT TALKS UNDER HIS AUSPICES BETWEEN THE PARTIES WITH THE AIM OF MAKING PROGRESS TOWARDS A LASTING SETTLEMENT .THE EC AND GCC MINISTERS CALL UPON BOTH PARTIES TO CO-OPERATE FULLY WITH THE SECRETARY-GENERAL IN A SPIRIT OF COMPROMISE IN ORDER TO OVERCOME THE PRESENT DEADLOCK IN THE IMPLEMENTATION PROCESS.

4.6. THE EC AND ITS MEMBER STATES RECOGNIZE THE POSITIVE ROLE OF THE GCC FOR THE PRESERVATION OF GREATER SECURITY AND STABILITY OF THE GULF REGION.THE GCC AND ITS MEMBER STATES RECOGNIZE THE POSITIVE ROLE OF THE EC FOR THE PRESERVATION OF PEACE,SECURITY AND STABILITY IN EUROPE.BOTH SIDES ARE DETERMINED TO DEVELOP FURTHER CO-OPERATION,PARTICULARLY IN THE FRAMEWORK OF THE CO- OPERATION AGREEMENT.IN SO DOING BOTH SIDES WILL BE CONTRIBUTING TO INTERNATIO NAL PEACE AND STABILITY,IN THIS CONTEXT THEY EMPHASIZE D THE IMPORTANCE OF THEIR ECONOMIC AND POLITICAL DIALOGUE AND AGREED TO HOLD FUTURE REGULER MINISTERIAL MEETINGS OF THEIR TWO GROUPS.

5. REAFFIRMING THAT CO-OPERATION BETWEEN THE ECC AND THE GCC CONTRIES IS COMPLEMENTARY TO THE EURO ARAB DIALOGUE AND NOT A SUBSTITUTE FOR IT,THEY

משדד החוץ-מחלקת הקשר

EXPRESSED THEIR SATISFACTION ON ITS RESUMING AT THE PARIS MINISTERIAL MEETING AND THEIR DETERMINATION TO SUPPORT ACTIVILY ITS OBJECTIVES AND CONTRIBUTE POSITIVELY TOWARDS ITS SUCCESS.

2. אומנם הקהיליה חוזרת על הצהרותיה במדריד ובשטרסבורג אך יחד עם אלה מוזכרות גם הצהרות פסגת הליגה הערבית בקזבלנקה. כמו כן שרי הקהיליה ושרי המשפ'מ מצהירים מחדש הן בתמיכתם במאמצים הנוכחיים להביא לדו-שיח ישראלי-פלסטיני כשלב ראשון לפתרון כולל והן את דעתם שועידה בינל בחסות האום ובהשתתפות אשפ(חזרה על הצהרת מדריד) היא הפורום המתאים ביותר לכך.

3. השרים מביעים צער על מדיניות ישראל בישוב עולים בשטחים לרבות מזרח ירושלים ורואים בכך מכשול לשלום.

4. השרים מודאגים מהתדרדרות המצב בשטחים ומצטערים על הדיווי הישראלי. מציינים את הצורך לתגבר את סיועם.חוזרים מ על הצורך לכבד את אמנת גנבה ולפתוח את מוסדות החינוך.

5. השרים התיחסו גם אל נושא לבנון ויישום החלטת האום בענין עיראק- אירן ולרצון לחזק את קשריהם בנושאים הכלכליים והמדיניים.

7. שוק-רון

פא

תפ: שהח, סשהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, (אמן), ממד, איר, איר, 2, כהן, כלכליתב, סולטן, מזתים

THE MINISTERS OF THE COMMUNITY AND OF THE GULF COUNTRIES

ALSO DISCUSSED REGIONAL AND INTERNATIONAL ISSUES OF COMMON INTEREST.

4.1. THE EC AND GULF COUNTRIES EMPHASIZED THAT THE NEED TO ACHIEVE A COMPREHENSIVE, JUST AND LASTING SETTLEMENT TO BRING TO AN END THE ARAB-ISRAELI CONFLICT IS GREATER THAN EVER BEFORE. RECALLING RESPECTIVELY THE MADRID AND STRASBOURG DECLARATIONS ISSUED BY THE EUROPEAN COUNCIL AND THE STATEMENT OF THE EXTRAORDINARY SUMMIT MEETING OF THE ARAB LEAGUE AT CASABLANCA, THEY REAFFIRMED THEIR SUPPORT FOR THE ACHIEVEMENT OF SUCH A SETTLEMENT BY PEACEFUL MEANS.

4.2. THE EC AND GULF COUNTRIES DEPLORED THE ISRAELI SETTLEMENT POLICY IN THE OCCUPIED TERRITORIES, INCLUDING EAST JERUSALEM, AND STRESSED THAT THEY REGARD ALL SETTLEMENTS, WHETHER OF ISRAELI IMMIGRANTS OR RESIDENTS, AS ILLEGAL UNDER INTERNATIONAL LAW. THEY CONSIDER THAT RECENT ISRAELI STATEMENTS ON THE SETTLEMENTS OF JEWISH IMMIGRANTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES UNDER THE PRESENT PROCESS, WHICH SHOULD NOT JEOPARDISE THIS PROCESS BY EITHER ALLOWING OR ENCOURAGING FURTHER SETTLEMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

4.3. THE EC AND GULF COUNTRIES REMAIN SERIOUSLY CONCERNED AT THE DETERIORATION OF CONDITIONS IN THE OCCUPIED TERRITORIES AND AT THE CONSTANT INCREASE IN THE NUMBER OF DEATHS AND WOUNDS AND THE SUFFERING OF THE POPULATION. THEY RECALL THE AID THEY GIVE TO THE PALESTINIAN PEOPLE IN THE OCCUPIED TERRITORIES AND STRESS THE NEED TO INCREASE THIS ASSISTANCE. THEY DEPLORE THE REpressive MEASURES USED TO PUT DOWN DEMONSTRATIONS AND OTHER MANIFESTATIONS OF THE PEOPLE. THEY ALSO RECALL THE NEED FOR THE OCCUPYING POWER TO COMPLY WITH ITS OBLIGATIONS UNDER THE INTERNATIONAL CONVENTIONS. IN PARTICULAR ISRAEL SHOULD PROMOTE IMMEDIATELY ALL EDUCATIONAL INSTITUTIONS AND ENSURE THAT THEY STAY OPEN.

4.4. THE EC AND GULF COUNTRIES ARE DISMAINED AT THE SITUATION OF THE TRAGIC SITUATION IN LEBANON. THEY WELCOME THE EFFORTS OF THE ARAB LEAGUE TRIPARTITE COMMITTEE TO ACHIEVE A PEACEFUL SETTLEMENT ON THE BASIS OF THE FREE AGREEMENT AND CONSIDER THAT THIS IS AN IMPORTANT AND POSITIVE CONTRIBUTION TO THE NATIONAL RECONSTRUCTION WHICH IS ENVISAGED. THEY REPEATED THEIR SUPPORT FOR THE LEGITIMATE ORDER IN LEBANON EMBODIED IN PRESIDENT HAWI AND THE GOVERNMENT APPOINTED BY HIM. THEY RECALL THE NEED FOR ALL PARTIES TO RALLY AROUND THE LEGAL AUTHORITY AND TO WORK FOR NATIONAL RECONCILIATION AND THE FULL RESTORATION OF THE SOVEREIGNTY, INDEPENDENCE, UNITY AND TERRITORIAL INTEGRITY OF LEBANON. THEY ALSO REAFFIRMED THEIR READINESS TO PROVIDE REHABILITATION ASSISTANCE TO LEBANON. THEY URGED THE INTERNATIONAL COMMUNITY TO JOIN THEM IN THESE EFFORTS.

4.5. CONCERNING THE STALEMATE BETWEEN IRAN AND IRAQ THE EC AND GULF COUNTRIES REPEATED THEIR WHOLE-HEARTED SUPPORT FOR THE IMPLEMENTATION IN FULL OF UN SECURITY COUNCIL RESOLUTION 598. IN THIS CONNECTION, THEY SUPPORT THE LATEST EFFORTS OF THE UN SECRETARY GENERAL TO HOLD APPROPRIATELY STRUCTURED DIRECT TALKS UNDER HIS AUSPICES BETWEEN THE PARTIES WITH THE AIM OF MAKING PROGRESS TOWARDS A LASTING SETTLEMENT. THE EC AND GULF COUNTRIES CALL UPON BOTH PARTIES TO CO-OPERATE FULLY WITH THE SECRETARY-GENERAL IN A SPIRIT OF COMPROMISE IN ORDER TO OVERCOME THE PRESENT DEADLOCK IN THE IMPLEMENTATION PROCESS.

4.6. THE EC AND ITS MEMBER STATES RECOGNIZE THE POSITIVE ROLE OF THE GULF FOR THE PRESERVATION OF GREATER SECURITY AND STABILITY OF THE GULF REGION. THE EC AND ITS MEMBER STATES RECOGNIZE THE POSITIVE ROLE OF THE EC FOR THE PRESERVATION OF PEACE, SECURITY AND STABILITY IN EUROPE. BOTH SIDES ARE DETERMINED TO DEVELOP FURTHER CO-OPERATION, PARTICULARLY IN THE FRAMEWORK OF THE CO-OPERATION AGREEMENT. IN SO DOING BOTH SIDES WILL BE CONTRIBUTING TO INTERNATIONAL PEACE AND STABILITY. IN THIS CONTEXT THEY EMPHASIZE THE IMPORTANCE OF THEIR ECONOMIC AND POLITICAL DIALOGUE AND AGREED TO HOLD FUTURE REGULAR MINISTERIAL MEETINGS OF THEIR TWO GROUPS.

5. REAFFIRMING THAT CO-OPERATION BETWEEN THE EC AND THE GULF COUNTRIES IS COMPLEMENTARY TO THE EUROPEAN DIALOGUE AND NOT A SUBSTITUTE FOR IT, THEY EXPRESSED THEIR SATISFACTION ON THE REOPENING OF THE PARL. MINISTERIAL MEETING AND THEIR DETERMINATION TO SUPPORT ACTIVELY ITS OBJECTIVES AND CONTRIBUTE POSITELY TOWARDS ITS SUCCESS.

THE EC AND GULF COUNTRIES WILL CONTINUE TO WORK FOR THE ACHIEVEMENT OF A JUST AND LASTING SETTLEMENT TO BRING TO AN END THE ARAB-ISRAELI CONFLICT.

THE EC AND GULF COUNTRIES WILL CONTINUE TO WORK FOR THE ACHIEVEMENT OF A JUST AND LASTING SETTLEMENT TO BRING TO AN END THE ARAB-ISRAELI CONFLICT.

THE EC AND GULF COUNTRIES WILL CONTINUE TO WORK FOR THE ACHIEVEMENT OF A JUST AND LASTING SETTLEMENT TO BRING TO AN END THE ARAB-ISRAELI CONFLICT.

THE EC AND GULF COUNTRIES WILL CONTINUE TO WORK FOR THE ACHIEVEMENT OF A JUST AND LASTING SETTLEMENT TO BRING TO AN END THE ARAB-ISRAELI CONFLICT.

** יוצא **
 **
 **

שמור

חוזם: 3,26357
 אל: בריסל/538, האג/445, בון/608, רומא/566, פריס/911, לונדון/608,
 קופנהגן/543, מדריד/476, ליסבון/402, אתונה/390, מצב/3448,
 מנמח/1385
 מ-ה: המשרד, תא: 290390, זח: 1520, דח: מ, סג: שמ
 תח: פ, גס: אירופה
 נד: פ

64135
 שמור/מידי
 107.46 אמע

אל: בריסל + מאיה

שגריר איטליה בא אלי הבוקר בתפקידו כממ' נשיא תורן ומסר
 הדמרה הבא בשם הנשיאות האירית:

- (1) נתבקש להזכיר העניין הרב שיש לקהיליה בתחום החינוך .
- (2) הקהיליה רשמה לפנייה בסיפוק ההחלטה של שלטונותינו לאפשר פתיחת המכללות המקצועיות.
- (3) הקהיליה מביעה המשאלה שהחלטה זו תבוצע במהירות ושבתיה'ס ישארו פתוחים.
- (4) הקהיליה מבקשת להזכיר שלצה'ל האחרייות שלא לפעול בדרך שעלולה להביא לאינצידנטים עם הסטודנטים.
- (5) הקהיליה חוזרת ומבקשת מיידית פתיחת הנשיאות. עד כאן .

עניתי כמקובל והוספתי שהנושא לא יורד מסדר היום אצלנו כאשר המטרה הנה לחזור לנורמליות, אך התנאים לכך הנם בראש וראשונה בידי הסטודנטים וראשי האוניברסיטאות.

בבלי

משרד החוץ-מחלקת הקשר

יג

תפ: שהח, סשהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, פ(אמן), ממד,
 איר, איר, כהן, כלכליתב', סולטן, מזתים, מתאסשטחים

מספר: 2585, 2

מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,

2585

מספר: 2585, 2585

מספר: 2585 + 2585

מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,

- 1) מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
- 2) מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
- 3) מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
- 4) מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
- 5) מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,

מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,

2585

2585

מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,
מספר: 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585, 2585,

משדד ראש הממשלה
ירושלים

חמנהל הכללי

כח' באדר תש"ן
25 במרץ 1990
סימוכין: 2-558-6

105/

אל : שר החוץ

הנדון: שתוף פעולה עם הקהילה האירופית

שר האנרגיה והתשתית לשעבר, מר מ. שחל שלח את המכתב הרצ"ב
לראש הממשלה בנושא הנ"ל.

אני מציע שמשדד החוץ יקבל נושא זה לידי ולהמשך הטפול.

ב ב ר כ ה,

י.ח. בן-אהרון

שר האנוגיה והתשתית

Handwritten signature and initials.

כ"ו בשבט התש"ן
21 בפברואר 1990

משרד	נושלה
ט	
1-03-1990	
התפקיד	

לכבוד
מר יצחק שמיר
ראש הממשלה
ירושלים

מכובדי,

הנדון: שיתוף פעולה עם הקהילה האירופית

הנני מצרף לך בזאת לעיונד, את מכתבו של ראש ממשלת איטליה, מר גו'ליו אנדריאוטי, בנושא שיתוף הפעולה הכלכלי, מדעי וטכנולוגי עם הקהילה האירופאית.

המכתב נשלח בעקבות שיחתי עם מר אנדראוטי, בבקורי באיטליה, והבעת רצונו שאיטליה תיזום נושאים לשתוף פעולה אזורי של מדינות הים התיכון.

בתחום משרדי מצויים נושאים לפרויקטים מסוג זה ובדעתי להציע אותם, בתאום עם המשרדים הרלבנטיים.

בכבוד רב,

Handwritten signature of Moshe Shaleh.

משה שחל



*Al Presidente
del Consiglio dei Ministri*

Roma, 2 febbraio 1990

Caro Ministro,

rispondo alla Sua lettera del 31 dicembre scorso, con cui Ella ha voluto cortesemente fornirmi ulteriori elementi sui contatti da Lei avuti in occasione della Sua recente visita in Italia.

Sono stato informato che gli enti italiani impegnati nella ricerca scientifica e tecnologica mantengono un vivo interesse per lo sviluppo di attività comuni con quelli israeliani. Non mancheremo quindi di sottoporre le ipotesi da Lei citate ad una approfondita valutazione.

Abbiamo anche valutato con interesse la richiesta israeliana di partecipare ai progetti "Eureka", anche perchè sono sicuro che Israele è in grado di fornire un attivo contributo allo sviluppo delle attività di ricerca che stiamo conducendo in ambito europeo.

Come più volte ho avuto occasione di ribadire, l'Italia intende attivarsi affinché il mercato unico europeo del 1993 non attenui ma anzi rafforzi i legami con i Paesi vicini. Siamo impegnati a perseguire, anche attraverso le opportune azioni di stimolo in ambito europeo, un rapporto più intenso e approfondito con tutti i nostri vicini del Mediterraneo.

./.

S.E. Moshe SHACHAL
Ministro dell'Energia di Israele
TEL AVIV



*Il Presidente
del Consiglio dei Ministri*

2.

Israele ha un posto importante in questa prospettiva politica, che potrà peraltro acquistare una sua specifica concretezza con i progressi che saranno realizzati sulla strada di una giusta e durevole soluzione dei conflitti regionali ancora aperti. Di concerto con i partners della CEE, stiamo attivamente lavorando a questo obiettivo che ci auguriamo possa registrare, con la disponibilità di Israele, sostanziali passi avanti in tempi non lunghi.

Con i miei migliori saluti,

Indro Montanelli



AMBASCIATA D'ITALIA

UNOFFICIAL TRANSLATION

""

I am replying to your letter dated 31st December by which you kindly provided me with further elements about contacts you had during your recent visit to Italy.

I have been informed that the Italian Agencies operating in the Scientific and Technological Research keep a keen interest for developing joint activities with the Israeli counterparts. We shall consequently submit the suggestions you mentioned to a thorough assessment.

We have also examined with interest the Israeli request to participate to "EUREKA" projects, also because I am sure Israel can give a dynamic contribution to the development of research activities we are conducting in Europe.

As I have stressed on several occasions, Italy intends to take action so that the European Single Market of 1993 does not weaken but, on the contrary, strengthens its links with neighbouring Countries. We are committed to pursue, also through appropriate stimulating initiatives in the European arena, a more intense and deep relationship with all our Mediterranean neighbours.

Israel has an important place in this political perspective, which nevertheless could get its specific concreteness in parallel with progresses achieved on the way to a just and lasting solution of still open regional conflicts. In accordance with our EEC Partners, we are working actively toward such a goal for which we wish to move, with Israel's good will, some substantial steps forward in not a distant future"".

נכנס

בלמס

חוזם: 3,13866

אל: המשורר

יעדים: מצב/1921

מ:- בריסל, נר: 169, תא: 160390, זח: 1345, רח: מ, סג: בל

תח: & גס: אירופה

נר: &

בלמס/מיד

אל: אירופה נלכלית

מאת: השגריר, בריסל

INTERGROUPE ISRAEL-EUROPE

1. LE BUT DE CET INTERGROUPE EST DE REUNIR DES PARLEMENTAIRES EUROPEENS DE TOUS LES GROUPES POLITIQUES QUI S'INTERESSENT A ISRAEL ET SOUHAITENT RENFORCER LES RELATIONS ENTRE NOTRE PARLEMENT ET ISRAEL.

2. CET INTERGROUPE SE DOIT, A MON AVIS, DANS SA COMPOSITION ET DANS SON ACTION, DE RESPECTER LE PLURALISME POLITIQUE DE NOTRE PARLEMENT ET DE TENIR COMPTE DES DIFFERENCES IDEOLOGIQUES QUI NOUS ANIMENT.

3. L'INTERGROUPE SERA UN LIEU DE RENCONTRE POUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS EN CE QUI CONCERNE ISRAEL ET L'ETUDE ET L'EXAMEN DE QUESTIONS IMPORTANTES POUR NOS RELATIONS.

4. L'INTERGROUPE SERVIRA EGALEMENT DE LIEU DE CONFRONTATION, S'IL LE FAUT, POUR CONVAINCRE OU PRENDRE DES INITIATIVES EN COMMUN, SUR LES SUJETS A L'ORDRE

מושרד החוץ-מחלקת הקשר

DU JOUR AU PARLEMENT, J'ENTENDS LES SUJETS QUI POURRAIENT AVOIR UNE INFLUENCE DIRECTE OU INDIRECTE SUR ISRAEL.

5. AFIN DE REALISER CES OBJECTIFS, L'INTERGROUPE POURRA NOTAMMENT AVOIR LES ACTIVITES SUIVANTES :

A) RECEVOIR DES INFORMATIONS SUR LES SUJETS SPECIFIQUES ET SUR LES POINTS D'ACTUALITE DANS LES DOMAINES POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIAL, CULTUREL, ETC...

B) RENCONTRES DES MEMBRES DE L'INTERGROUPE AUSSI FREQUENTES QUE POSSIBLE A STRASBOURG OU A BRUXELLES.

C) RENCONTRES DES MEMBRES DE L'INTERGROUPE AVEC DES PERSONNALITES ISRAELIENNES DE PASSAGE CHEZ NOUS.

D) COORDINATION ET ORGANISATION DE RENCONTRES DE TRAVAIL COLLECTIVES OU INDIVIDUELLES DE MEMBRES DE L'INTERGROUPE EN ISRAEL.

CETTE LISTE N'EST EVIDEMMENT PAS LIMITATIVE ET JE SUIS PRET A RECUEILLIR VOS AVIS ET SUGGESTIONS.

WILLY DE CLERCQ
LE 14 MARS 1990

INTERGROUPE ISRAEL- EUROPE

DEJUEUNER DU 14 MARS 1990 A STRASBOURG

- M. W. DE C'ERCQ נשיא ליברלים - בלגי - LDR
- M. F. X. DE DONNEA ליברלים - בלגי - LDR
- MME C. DIEZ DE RIVERA סוציאליסטית - ספרדיה - S
- MME N. FONTAINE מפלגות המרכז - צרפתיה - PPE
- M. D. PRAG שמרנים - בריטי - ED
- MME S. VEIL ליברלים - צרפתיה - LDR
- M.C. CHEYSSON סוציאליסטים - צרפתי - S

מושרד החוץ-מחלקת הקשר

קלוד שייסון נאלץ ברגע האחרון להעדר. הודיע על היותו חבד בארגון ובצוות המקיים וכן שישמח להיות ממיינ'ר.

עד כאן
פרימור

יג

תפ: שהח, סשהח, מנכל, ממנכל, איר, איר, 2, כהן, כלכליתב, רביב, הסברה, מקצב, עמ'קם/כנסת

2,13888:0110
17h18:0110
1991:0110
17:10, 8:07, 13:25:01, 16:03:00:01, 16:12:01, 17:12:01
1991:0110 8:07
8:11

17h18:0110
17h18:0110
17h18:0110

INTERGROUPE ISRAEL-EUROPE

1. LE BUT DE CET INTERGROUPE EST DE REUNIR DES PARLEMENTAIRES EUROPEENS DE TOUTS LES GROUPE POLITIQUES QUI S'INTERESSENT A ISRAEL ET SOUHAITENT RENFORCER LES RELATIONS ENTRE NOTRE PARLEMENT ET ISRAEL.

2. CET INTERGROUPE SE DOIT, A MON AVIS, DANS SA COMPOSITION ET DANS SON ACTION, DE RESPECTER LE PRINCIPLE POLITIQUE DE NOTRE PARLEMENT ET DE TENIR COMPTE DES DIFFERENCES IDEOLO-GIQUES QUI NOUS SEPARENT.

3. L'INTERGROUPE SERA UN LIEU DE RENCONTRE POUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS EN CE QUI CONCERNE ISRAEL ET L'ETUDE ET L'EXAMEN DE QUESTIONS IMPORTANTES POUR NOS RELATIONS.

4. L'INTERGROUPE SERVIRA EGALEMENT DE LIEU DE COORDINATION, S'IL LE FAUT, POUR CONVAINCRE OU PRENDRE DES INITIATIVES EN COMMUN, SUR LES SUJETS A L'ORDRE

DU JOUR AU PARLEMENT, J'ENTENDS LES SUJETS QUI POURRAIENT AVOIR UNE INFLUENCE DIRECTE OU INDIRECTE SUR ISRAEL.

5. AFIN DE REALISER CES OBJECTIFS, L'INTERGROUPE POURRA NOTAMMENT AVOIR LES ACTIVITES SUIVANTES :

A) RECEVOIR DES INFORMATIONS SUR LES SUJETS SPECIFIQUES ET SUR LES POINTS D'ACTUALITE DANS LES DOMAINES POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIAL, CULTUREL, ETC...

B) RENCONTRES DES MEMBRES DE L'INTERGROUPE AUSSI PRESENTES QUE POSSIBLE A STRASBOURG OU A BRUXELLES.

C) RENCONTRES DES MEMBRES DE L'INTERGROUPE AVEC DES PERSONNALITES ISRAELIENNES DE PASSAGE CHEZ NOUS.

D) COORDINATION ET ORGANISATION DE RENCONTRES DE TRAVAIL COLLECTIVES OU INDIVIDUELLES DE MEMBRES DE L'INTERGROUPE EN ISRAEL.

CETTE LISTE N'EST EVIDEMMENT PAS LIMITATIVE ET JE SOUS PRÊT A RECUEILLIR VOS AVIS ET SUGGESTIONS.

WILLY DE CIERCO
LE 14 MARS 1990

INTERGROUPE ISRAEL - EUROPE

DEJOURNER DU 14 MARS 1990 A STRASBOURG

M. W. DE CIERCO (M) 07117 - 1312 - LDR
M. F. X. DE DONNEA 07117 - 1311 - LDR
MME C. DIEZ DE RIVIERA 07117 - 1310 - S
MME N. FOUNTAINE (C) 07117 - 1312 - PPE

M. D. BRAG 07117 - 1312 - ED
MME S. VEIL 07117 - 1312 - LDR
M. C. CHESSON 07117 - 1312 - S

17h18:0110
17h18:0110

17h18:0110

17h18:0110
17h18:0110

שמו

יוצא **

**
**
**

חוזם: 3,13073

אל:

אתונה/184, בון/292, בריטל/282, האג/217, לונדון/279, פריס/451, רומא/269, קופנהגן/261, ליסבון/179, מדריד/228, מצב/1804, מנמת/761

מ-: המשרד, תא: 150390, ח: 1719, דח: מ, סג: שמ

תח: @ גס: כלכלית

נד: @

11497

שומר/מדי

אל: בריטל/שוק-רון

דע: תפוצת מאיה

מתוך פגישה עם NIELSEN שהתקיימה על פי בקשתו

פתח באומרו שהוא אישית מאוכזב מאד מתוצאות דיוני הועדה לש"פ למרות הפרסום החיובי במקצת בכלי התקשורת כי צפה להחלטות קונקרטיות מצד הנציבות ולא חוזר לא להצהרות בלבד. שאל מה תחושתו?

הבעתי בפניו אכזבתנו העמוקה בשל העובדה שונציבות לא ראתה לנכון לבטל צעדיה נגדנו למרות ההזדמנות שנוצרו לעשות כן במסגרת כנוס הועדה לש"פ. חזרתי על עמדתנו החו משמעית נגד הפעלת לחצים כלכליים על רקע אטפקטים מדיניים ושיש להפריד בין שני התחומים. מה גם שיחסינו הכלכליים עם הקהילה הינם גלתי מאוזנים לטובתם וחובה על הנציבות לעשות כל אשר ביכולתה כדי לגרום לאזונם. הזכרתי לו תשובתם השלילית בכלי מקור, דחיית ועדת ההיגוי לש"פ מדעי, דחיית המפגש להרחבת ש"פ תעשיית-טכנולוגי, דחיית פרויקט התקינה ובטול הסמינר ודריכה במקום בתחום ש"פ אנרגיה ואיכות הסביבה.

הסכים לתמונת המצב שנוצרה עקב נקיטת צעדים נגדנו ושלמעשה זוהי הקפאה כמעט בכל תחומי שתוף הפעולה, דבר שאיננו משרת

משרד החוץ-מחלקת הקשר

היוזמים הגלובליים ביננו והביע תקווה שתמצא דרך להסרת מכשולים אלה לקראת כנוס המועצה לש"פ.

והדגשתי שאכן אנו מצפים שלקראת כנוס המועצה תבטל הנציבות כל הצעדים נגדנו כי אחרת נאלץ להעלות הנושא בעת דיוני המועצה ורצוי לשני הצדדים להופיע למפגש זה כשהשולחן נקי מסוג בעיות כאלה.

מנהל כלכלית 2

אק

תפ: שהח, סשהח, רהמ, שהבט, מנל, ממנכל, ר/מוכז, רם, @ (אמן), ממד, איר1, איר2, כהן, כלכליתב', סולטן, מזתים

Итого: 370000,0

Итого:

Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0.

Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0.

Итого: 370000,0

Итого:

Итого:

Итого:

Итого: 370000,0

Итого: 370000,0

Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0.

Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0.

Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0.

Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0.

Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0.

Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0.

Итого: 370000,0

Итого:

Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0. Итого: 370000,0.



סמוכ"ל כלכלה
טל' 3273

י"ד סיון 7
תש"ן 1990

13277

אל : השגריר, האג

מאת : סמוכ"ל כלכלה

הנדון : BERD

שוחחתי בפאריס עם M. CEES MAAS מנכ"ל משרד האוצר ההולנדי המוכר לי שחתם בשם ממשלת הולנד ב-29/5 על מסמך אודות הקמתו של הבנק. הפניתי תשומת לבו לעובדה, שישראל הצביעה בעד אמסטרדם כמקום מושבו של הבנק. הוא אמר ששמו לב ובמיוחד לעובדה שישראל היתה בין הבודדות שתמכה בהם פרוצדורלית. הוסיף שההתמודדות הפרוצדורלית היתה חשובה וקשה ביותר והם נכחו לדעת מי הם הידידים האמיתיים של הולנד ובהקשר זה שישראל היא ידידת אמת...

הנני מדווח לך על כך בפעם ווספת כדי להדגיש, שלמרות תמיכתנו באטאלי המשלחת ההולנדית לשיחות יצאה בהרגשה שמשלחת ישראל עשתה הכל כדי לסייע להולנד.

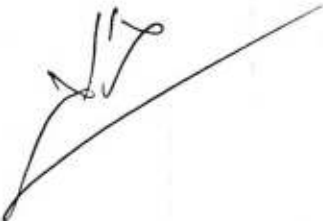
ספרתי על שיחה זו ועל תמיכתנו באמסטרדם לשגריר ההולנדי בארץ בעת ארוחת הצהרים של השגריר האירי לכבוד שר החוץ משה ארנס ב-6/6. הוא חזר על כך, שהיו רוצים שנתמוך ברודינג. לכך עניתי שיש לנו הערכה רבה מאוד לרודינג אבל, והשגריר המשיך מעצמו "שלא היה לו שום סכוי להבחר"...

בכך הצלחנו כך אני מקווה לעבור את המכשלה הזו, מבלי לפגוע ברקמת היחסים הכוללת עם הולנד, לא מעט בזכות אזרותיך החוזרות.

בברכה,

ד"ר יעקב כהן

העתיק: השר/לשכת השר
המנכ"ל
מ"מ סמוכ"ל אירופה



Jérusalem, le 31 mai 1990

Monsieur le Président,

Je vous remercie de votre message du 18 mai dernier concernant l'établissement des statuts de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, et je me réjouis avec vous et avec tous les pays fondateurs de la mobilisation de tous pour la mise en marche de cette importante Institution.

Nous avons déjà transmis aux autorités compétentes à Paris les noms des membres de notre délégation qui sera dirigée par le Professeur Bruno, Gouverneur de la Banque d'Israël.

C'est un grand évènement qui va se dérouler en France ce 29 mai et il est pour beaucoup le résultat de vos efforts et de votre détermination.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.

Yitzhak Shamir

Monsieur François Mitterand
Président de la République française
Palais de l'Elysée
Paris

Jérusalem, le 23 mai 1990

Monsieur François Mitterand,
Président de la République française
Palais de l'Elysée,
Paris

Monsieur le Président,

Je vous remercie de votre message du 18 mai dernier concernant l'établissement des statuts de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, et je me réjouis avec vous et avec tous les pays fondateurs de la mobilisation de tous pour la mise en marche de cette importante Institution.

Nous avons déjà transmis aux autorités compétentes à Paris les noms des membres de notre délégation qui sera dirigée par le Professeur Michaël Bruno, Gouverneur de la Banque d'Israël.

C'est un grand événement qui va se dérouler en France ce 29 mai et il est pour beaucoup le résultat de vos efforts et de votre détermination.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.

Yitzhak Shamir

Message de Monsieur le Président de la République
à Monsieur le Premier Ministre israélien

17/5

Monsieur le Premier Ministre,

Les statuts de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement ont pu être établis avec une rapidité sans précédent dans l'histoire des institutions financières internationales, grâce à l'exceptionnelle mobilisation des pays fondateurs, dont le votre.

Afin de permettre la ratification par les différents parlements et l'entrée en fonction de cette institution, je vous serais reconnaissant de bien vouloir désigner les autorités qui représenteront votre pays, le 29 mai, à la signature de l'Acte constitutif, qui aura lieu au Palais de l'Elysée à Paris.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Signé : François MITTERRAND

אאא, חוזם: 12752

אל: רהמש/563

מ-: המשרד, תא: 150590, זח: 1250, דח: ס, סג: שס, בבב

12703

שמור/מיידי-טפל

אל: פאריס, האג

השגריר.

בחירת נשיא ל- BERD

א. רוה'ס קבל פניה מרוה'ס צרפת בבקשה לתמוך במועמדות אמאלי ושל רוה'ס הולנד בבקשה לתמוך במועמדות רוזינג. המהלך התחיל כזכור בפניית רוה'ס שמיר למיטראן בבקשה לסייע לנו בצרופנו למיסדות הבנק.

ב. כזכור הוחלט לתמוך באמאלי בגלל המחויבות שלנו כלפי האיש, הערכת אפשרות ש'ף עמו בעתיד בנסיוננו להגיע לפתוח קשרים כלכליים ענפים עם מדינות מזא'ר.

ג. השגריר בפאריס מתבקש למסור בע'ף תשובה חיובית של רוה'ס לפניתו של רוה'ס צרפת.

ד. השגריר בהאג: שקול נא אם ברצונך להודיע לראש לשכת רוה'ס הולנד בע'ף תשובתנו תוך השמעת כל ההסברים ובמיוחד שללא אמאלי ישראל לא היתה נכללת בין המיסדות. קח נא בחשבון שההכרעה בנדון תפול בישיבתה ב-19/5 בפאריס. ההצבעה תהיה כנראה חשאית אלא אם כן, העניין יוכרע קודם לכן בקונסנסוס. הברק נא אם תעדיף שאנחנו נמסור תשובתנו לשג' הולנד כאן.

יעקב כהן

תפוצה: שהח, סשהח, רהס, מנכל, ממנכל, איר1, כהן, כלכליתב', אכב, נגיז/בנק ישראל

ססס

1977.01.10.0301
№: ППД\0301
г. Москва, ул. Мясницкая, д. 10, стр. 10,
100000

0301

ПД\0301-0301

№: 0301, 0301

0301

СПИСОК ИМЕН - 0301

1. Список имен, подлежащих учету, составлен на основании данных, полученных из органов государственной власти, органов государственного управления, органов государственной безопасности, органов государственной охраны, органов государственной защиты, органов государственной безопасности, органов государственной охраны, органов государственной защиты.

2. Список имен, подлежащих учету, составлен на основании данных, полученных из органов государственной власти, органов государственного управления, органов государственной безопасности, органов государственной охраны, органов государственной защиты, органов государственной безопасности, органов государственной охраны, органов государственной защиты.

3. Список имен, подлежащих учету, составлен на основании данных, полученных из органов государственной власти, органов государственного управления, органов государственной безопасности, органов государственной охраны, органов государственной защиты, органов государственной безопасности, органов государственной охраны, органов государственной защиты.

4. Список имен, подлежащих учету, составлен на основании данных, полученных из органов государственной власти, органов государственного управления, органов государственной безопасности, органов государственной охраны, органов государственной защиты, органов государственной безопасности, органов государственной охраны, органов государственной защиты.

0301

№: 0301, 0301, 0301, 0301, 0301, 0301, 0301, 0301,
0301, 0301, 0301, 0301

000

משרד החוץ-מחלקת הקשר

13393

תאריך 15.03.90

שמור

נכנס **

**

**

**



חוזם: 3,13393

אל: המשרד

יעדים: מצב/1859

מ-: בריסל, נר: 164, תא: 150390, חז: 1800, דח: ר, סג: שמ

תח: גס: כלכלית

נד: ג

שמור/רגיל

אל: כלכלית ב'

דע: ד. נווה משרד האוצר
א. מרינוב-איכות הסביבה

מאת: ס/ראש המשלחת בריסל

514.1.10

הבנק הארופאי לפיתוח

1. דומנגז התקשר אלי ודווח לי על תוצאות ביקור משלחת הבנק בישראל כלהלן:

2. מתוך 40 מיליון דולר אשראי שנותר לרשותו הוצע להקציב 34 מיליון דולר לבנק הישראלי לפיתוח לפי החלוקה הבאה:

20 מיליון דולר לפרוייקטים תעשייתיים.

14 מיליון דולר לפרוייקטים בנושא איכות הסביבה: טהור מים, פסולת, הצד הסביבתי של פרוייקט תעשייתי, דיבר הרבה על רמת חובב.

משלחת הבנק תחזור בסוף מאי להשלים את הטיפול בנושא הם מקווים לקבל את אישור המועצה לפרוייקטים הנל באוקטובר הבא ואם כן להריץ את הדברים בסוף ש.ז.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

בשנת 1991 ניתן יהיה לשחרר את 6 מיליון דולר הנותרים עבור משרפה (INCINERATOR) ברמת חובב.

3. במסגרת MEDAP - קרן משותפת לבנק העולמי ולבנק הארופאי, המקציבה כ-2 מיליון דולר לשנה לפרוייקטים ים תיכוניים, שוקלים אפשרות לתמוך בשני פרוייקטים ישראליים אחד מהם בסך של כ-100.000 דולר עבור סקר (FEASIBILITY STUDY) לאותה משרפה ברמת חובב.

יג

תפ: שהח, טשהח, מנכל, ממנכל, איר1, איר2, כהן, כלכליתב', אוצר, איכותהסביבה

נושרד-החוץ-נוחלקת הקשר

תאריך : 13.03.90

9924

** נכנס
**
**
**

שמור

חוזם: 3,9924

אל: משרד

יעדים: וושינגטון/167, בריסל/208, מצב/1417, מנמח/597

מ-פריס, נר: 162, תא: 120390, זח: 1700, דח: מ, סג: שמ

תח: אוצר, בינל גס: משרדיט

נד: 8

שמור / מידי

אל : אגף בינ'ל - האוצר

מנהל כלכלית ב', אירופה א', אכ'ב, לשכת נגיד בנק ישראל

וע : שוקרון - בריסל, מיקי עירן דרך שג וואשינגטון

מאת : ציר - יועץ לענייני כלכלה

הנדון : -- BERD

הישיבה השנייה של המדינות המייסדות נסתיימה אתמול בערב, אך הפעם עם השתתפות ישראלית.

אחדות מן המשלחות, ביניהם מדינות מזרח אירופה, ברכו הצטרפותינו, במיוחד עשו כן הונגריה ובריהמ'. כאשר דובר בהרכבת קבוצת הייצוג, נוצר קשר עם משלחות מרוקו ומצרים, אשר הודיעו לנו על נכונותם להישאר באותה הקבוצה ואף לשתף פעולה לשם כך.

בועידה הגיעו המשלחות להסכמה על ווב סעיפי המתקון, ביניהם סוגיות קשות.

הישיבה הבאה של הנציגים נקבעה ל-9/4 (ערב פסח) וישיבת קבוצת העבודה ב-8/4 חתימה סופית צפויה ב-11/5.

דיווח ענייני בנפרד.

נושרד-החוץ-נוחלקת הקשר

יצויין, כי בשולי הועידה הוזמן הנגיד ע"י עמידו הצרפתי לארוחת צהריים וכן עי נשיא הוועידה המכילה, JAGES ATTALI, לארוחת בוקר.

מר ליפשיץ מנכל האוצר, נפגש ארוכות עם מנכל האוצר הצרפתי, ויחד עם דר' כהן קיימו ישיבת עבודה במשרד החוץ עם עמיתו בה השתתפו מר DE COISSIEU וגב' BOURGOIS מנהל אכ'ב הצרפתי.

גבאי

וש

תפ: שהח, סשהח, מנכל, ממנכל, כהן, כלכליתב', איר1, איר2, אכב, אוצר, בנק ישראל, ר/מרכז, ממו, רס, (אמן)

משרד החוץ-מחלקת הקשר

9923

תאריך : 13.03.90

** נכנס
**
**
**

שמו

חוזם: 3,9923

אל: המשרד

יעדים: מצב/1416, מנמת/596

מ: פרסיס, נר: 161, תא: 120390, זח: 1700, דח: מ, סג: שמ

תח: גסט: מזתים

נד: 8

שמו / מיד

אל : מזתים , כלכלית א' , כלכלית ב' , לשכת המנכ"ל

מאת : ציר - יועץ לענייני כלכלה

הנדון : בשולי כנס ה- BERD

בשולי כנס ה- BERD נפגשתי עם נציגי המשלם המרוקאי שאמורים היו להיות חברים בקבוצת הייצוג שלנו במועצת המנהלים של הבנק (יחד עם מצרים) . משיחה לשיחה קשר טוב עמם ובמיוחד עם שוקרי דאירי , שהוא מנכ"ל משרד האוצר , תוך כדי שיחה ציינו כי באופן עקרוני מוכנים לשת"פ מקצועי במסגרת מולטיילטרלית , כדוגמת: יהיו מוכנים באופן עקרוני להזמין ישראלים לאירועים בינ"ל המתקיימים אצלם , כמו כן , יהיו מוכנים ליטול חלק באירועים המתקיימים אצלנו ...

העליתי כראיון בלתי מחייב לחלוטין אפשרות של קיום סמינרים בילטרליים בתחומי הטכנולוגיה והחקלאות השונים או קורסים בתחום הכשרת מדריכים חקלאיים , השיב מנכ"ל האוצר , כי מצידו אין לו הסתייגות , אך בקרוב ימונה סגן שר החוץ לענייני שת"פ בינ"ל והוא מוכן להמליץ בפניו על כך . הגבתי , כי הצעתי זו הועלתה באופן אישי ותחת השראת הרגע וכי אני מעדיף לפחות בשלב זה להתעלם ממנה.

כאשר סיפרתי לו שנשיא הקהילה עומד להסדיר לי אישור כניסה לביקור פרטי במרוקו , הגיבו כי אין צורך בהתערבותו וכי כל אימת שארצה בכך, אוכל לפנות ישירות ליועץ הכלכלי של

נושד-החוק-מחלקת הקשר

השגדירות . הוסיף , כי בהיותי ממוצא מרוקאי , מוכנים הם להסדיר לי תעודת מסע קבועה .. וכמובן שאוכל להיות אורחו (של דאירי) אם וכאשר אגיע (נתן לי את כרטיס הביקור שלו) , כך אמר ..

כל הנל במרוצת שיחות נפרדות וארוחת צהריים בצוותא עם כל המשלחת המרוקאית .

יצויין כי כאשר העליתי את נושא ההשתייכות לאותה קבוצת ייצוג , מסרו לי בני שיחי כי לא רק שאינם יוזמים , , פרידה' מאיתנו , אלא מוכנים להיאבק נגד ההצעה האוסטרלית החותרת להפריד בין מדינות הקבוצה (אגב , המצרים , עימם שוחחתי באותו הנושא , הגיבו בצורה דומה) .

כמובן שחברי המשלחת שלנו היו מודעים , מדווחים (ועדים) למגעים אלה .

עד כאן .

גבאי

רש

תפ: שהח, סשהח, מנכל, ממנכל, סולטן, מזתים, כהן, כלכליתא, כלכליתב, אכב, ר/מרכז, ממד, רם, (אמן)

2006

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך : 03.04.90

** יוצא **

שמור

**

**

**

חוזם: 4,2006

אל: פריס/71, דהמש/32

מ:- המשרד, תא: 030490, זח: 1148, דח: מ, סג: שמ

תח: גס: כלכלית

נד: @

11970

שמור/מיד

אל: פריס - גבאי

דע: נגיד בנק ישראל

האוצר

משרד רוה'מ

הנדון: .BERD

להלן נוסח מכתב התשובה של שה'ח ארנס לשה'ח צ'כיה המבטיח תמיכתנו בפראג כמקום מושב הבנק האירופאי :

DEAR MR. MINISTER,

IN REPLY TO YOUR LETTER OF 8TH MARCH 1990, I HAVE INSTRUCTED OUR DELEGATION IN PARIS TO THE NEGOTIATIONS FOR THE ESTABLISHMENT OF THE BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT TO GIVE FAVOURABLE CONSIDERATION TO YOUR PROPOSAL THAT THE HAEDQUARTERS OF THE EUROPAEN BANK BE ESTABLISHED IN PRAGUE.

I WILL REMEMBER YOUR GENEROUS HOSPITALITY DURING MY RECENT VISIT IN PRAGUE AND HOPE TO HAVE THE PLEASURE OF RECIPROCATING YOUR HOSPITALITY WHEN YOU VISIT ISRAEL.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

PLEASE ACCEPT, MR. MINISTER, THE ASSURANCES OF MY HIGHEST CONSIDERATION.

SINCERELY,

MOSHE ARENS

עד כאן.

לידיעתכם.

מנהל אכ'ב

פא

תפ: שהח, סשהח, רהמ, מנכל, ממנכל, כהן, אכב, כלכליתא, כלכליתב, איר, איר, 2, גוברין, מזאר, בנק ישראל, אוצר

1194

1194

**
**

א, 2008:019
הכרזה, 110:019
א-1:019, 030490:019, 1148:019, 1148:019, 1148:019
019:019
019:019

019:019
019:019

019:019 - 019:019

019:019 019:019
019:019
019:019 019:019

019:019 019:019

019:019 019:019 019:019 019:019 019:019 019:019 019:019 019:019 019:019 019:019

DEAR MR. MINISTER,

IN REPLY TO YOUR LETTER OF 8TH MARCH 1990, I HAVE INSTRUCTED OUR DELEGATION IN PARIS TO THE NEGOTIATIONS FOR THE ESTABLISHMENT OF THE BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT TO GIVE FAVOURABLE CONSIDERATION TO YOUR PROPOSAL THAT THE HEADQUARTERS OF THE EUROPEAN BANK BE ESTABLISHED IN PRAGUE.

I WELL REMEMBER YOUR GENEROUS HOSPITALITY DURING MY RECENT VISIT IN PRAGUE AND HOPE TO HAVE THE PLEASURE OF RECIPROCATING YOUR HOSPITALITY WHEN YOU VISIT ISRAEL.

PLEASE ACCEPT, MR. MINISTER, THE ASSURANCES OF MY HIGHEST CONSIDERATION.

SINCERELY,

MOSHE ARENS

019:019

019:019

019:019

019

019:019 019:019 019:019 019:019 019:019 019:019 019:019 019:019 019:019 019:019

משרד החוץ-מחלקת הקשר

9700

תאריך : 12.03.90

** נכנס

שמור

**

**

**

חוזם: 3,9700

אל: המשרד

יעדים: מצב/1373

מ-קהיר, נר: 98, תא: 120390, זח: 1700, דח: מ, סג: שמ

תח: גס: אירופה

נד: ג

שמור/מיד

אל: שה'ח

מאת: קהיר/הציר

ישראל- צכוסלובקיה.

מס' 2 בשגרירות צכוסלובקיה בקהיר הביא לי מכתב באנגלית ובצכית משה'ח הצכי לשה'ח ארנס, ושנשלח היום מפראג. במכתב כלולה בקשה לתמוך בפראג כמקום מושבו של 'הבנק האירופי לבנייה ופיתוח'.

להלן הנוסח המלא :-

PRAGUE, 8 MARCH 1990

DEAR MR. MINISTER,

WE NOTE WITH SATISFACTION THAT THE NEGOTIATIONS ON ESTABLISHMENT OF A EUROPEAN BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT WERE CONCLUDED SUCCESSFULLY.

WE EXPECT THE BANK TO BECOME AN EFFECTIVE INSTRUMENT TO ENCOURAGE THE TRANSITION OF THOSE COUNTRIES OF CENTRAL AND EASTERN EUROPE TOWARDS MARKET-BASED ECONOMIES AND TO ACCELERATE THEIR ORGANIC INVOLVEMENT

משרד החוץ-מחלקת הקשר

IN THE INTERNATIONAL ECONOMIC COOPERATION.

THE QUESTION OF MAKING AN OPTIMAL CHOICE OF THE LOCATION OF THIS IMPORTANT FINANCIAL INSTITUTION IS NOW GETTING ON THE ORDER OF THE DAY . CZECHOSLOVAKIA, WHICH INTENDS TO TAKE AN ACTIVE PART IN ITS WORK, WOULD WELCOME IT IF, IN THE SENSE OF THE PROPOSAL BY THE HEAD OF THE CZECHOSLOVAK DELEGATION TO THE INTERNATIONAL CONFERENCE IN PARIS ON 15-16 JANUARY 1990, PRAGUE BECAME THE SEAT OF THE BANK. THE GEOGRAPHICAL LOCATION OF THE CAPITAL OF CZECHOSLOVAKIA IN THE VERY HEART OF THE CONTINENT OUR CIVILIZATIONAL, ECONOMIC AS WELL AS FINANCIAL TRADITIONS, THE POSSIBILITY OF GOOD CONNECTIONS TO THE INTERNATIONAL TELECOMMUNICATIONS AND TRANSPORT NET WORKS SPEAK UNEQUIVOCALLY IN FAVOUR OF THIS PROPOSAL AND CONSTITUTE PREREQUISITES FOR THE SUCCESSFUL OPERATION OF THIS REPRESENTATIVE FINANCIAL INSTITUTION.

THE CZECHOSLOVAK GOVERNMENT IS PREPARED TO PROVIDE WITHIN A SHORT PERIOD OF TIME, A BUILDING FOR THE BANK AND TO SECURE ALL THE NECESSARY INFRASTRUCTURE NEEDED FOR ITS FUNCTIONING.

THE LOCATION OF SUCH AN IMPORTANT INTERNATIONAL FINANCIAL CENTER IN PRAGUE, WHICH AS YET DOES NOT HOST ANY EUROPEAN INSTITUTION, WOULD BE OF AN EXTRAORDINARY POLITICAL SIGNIFICANCE TO US, IT WOULD BE ONE OF THE CRUCIAL STEPS ON OUR WAY BACK TO THE COMPANY OF FREE EUROPEAN NATIONS AND WOULD SIGNIFICANTLY CONTRIBUTE TOWARDS OVERCOMING THE DIVISION OF OUR CONTINENT.

I WOULD BE MOST OBLIGED TO YOU, DEAR MR. MINISTER IF YOU PERSONALLY AS WELL AS YOUR GOVERNMENT GAVE CONSIDERATION TO THE ABOVE FACTS AND LENT YOUR SUPPORT TO THE CANDIDATURE OF PRAGUE AS THE HEADQUARTERS OF THE EUROPEAN BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT.

PLEASE ACCEPT, MR. MINISTER, THE ASSURANCE OF MY HIGHEST CONSIDERATION.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

HIS EXCELLENCY

MOSHE ARENS

MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS

SZRAEL

JERUSALEM.

מג

תפ: שהח, טשהח, מנכל, ממנכל, גוברין, מזאר, כהן, כלכליתא, כלכליתב, איר, איר, 27, ר/מרכז, ממד

שמו

נכנס

**
**
**
**

חוזט: 3,5019

אל: המשרד

יעדיט: מצב/681

מ-פריס, נר: 76, תא: 060390, זח: 1900, דח: מ, סג: שמ

תח: גס: אירופה

נד: ג

שמו / מדי

אל : המנכ"ל, לשכ' שה'ח, נגיד בנק ישראל, לשכת וה'מ, לשכ' שר האוצר

מאת : השגריר פריס

שמו

הנדון : - חברות ישראל ב BERD

שמח להודיעכם כי ישראל התקבלה כחברה מלאה בקבוצת המדינות המייסדות של הבנק האירופאי לשיקום ולפיתוח (BERD).

בפורום זה חברות נל מדינות אירופה (המערבית והמזרחית) ויתר המדינות המתועשות של OECD מצרים, מרוקו, דרום קוראה ומכסיקו נתקבלו יחד עמנו.

אגרת רשמית על כך תגיע לרוה'מ (מטעם הנשיא) באמצעות השגריר PIERRET מטרת ייסוד הבנק לסייע למדינות מזא'ר בזירוז תהליכי הדמוקרטיה והקמת משק כלכלי חופשי.

לאור הרכב הבנק, מטרותיו וחידוש פעילותו במזא'ר חברות זו הינה חשובה בתחום הכלכלי והפוליטי גם יחד.

צרפת נטלה תפקיד מכריע בתהליך להתקבלותנו.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

סופר . =

נא

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, מנכל, ממנכל, איר1, איר2, כהן, אכב, נלכל יתב, בנק ישראל, אוצר

01:00:00,0
01:00:00,0
01:00:00,0
01:00:00,0
01:00:00,0
01:00:00,0
01:00:00,0

01:00:00,0

01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0

01:00:00,0

01:00:00,0

01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0

01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0

01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0

01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0

01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0

01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0

01:00:00,0

01:00:00,0

01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0 : 01:00:00,0

משרד החוץ-מחלקת הקשר

21320

תאריך : 28.01.90

** יוצא
**
**
**

שומר

חוזם: 1,21320

אל: פריס/738

מ-: המשרד, תא: 280190, זח: 1545, דח: מ, סג: שמ

תח: @ גס: כלכלית

נד: @

10094

שומר/מיד

אל: פריס/השגריר, גבאי

דע: מזכיר רה"מ, בנק ישראל, האוצר

BRED

בישיבת הממשלה היום הוחלט לשגר מכתב מטעם ראש הממשלה לנשיא
מיטראן בדבר רצוננו להצטרף לקבוצת המדינות המייסדות של
הבנק האירופי לשקום ופיתוח.

במקביל נגיד בנק ישראל יידע JEAN CLAUDE TRICHET -
DIRECTEUR DU TRESORE במשרד הכלכלה, הפיננסי והתקציב.
זאת על פי הצעתו של אטאלי.

מנהל כלכלית 2

אק

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, מנכל, ממנכל, איר1, כהן, כלכליתב',
פמזכיררהמ, פבנקישראל, אוצר

WZTG

NYH

**
**
**
**

NYH:05315,1
NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1

NYH:05315,1
NYH:05315,1

NYH:05315,1 NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1

BRED

NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1

NYH:05315,1

NYH

NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1
NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1 NYH:05315,1

ירושלים, כ"ח בטבת תש"ן
25 בינואר 1990

נניד בנק ישראל

לכבוד
מר יצחק שמיר
ראש הממשלה
משרד ראש הממשלה
ירושלים

כבוד ראש הממשלה,

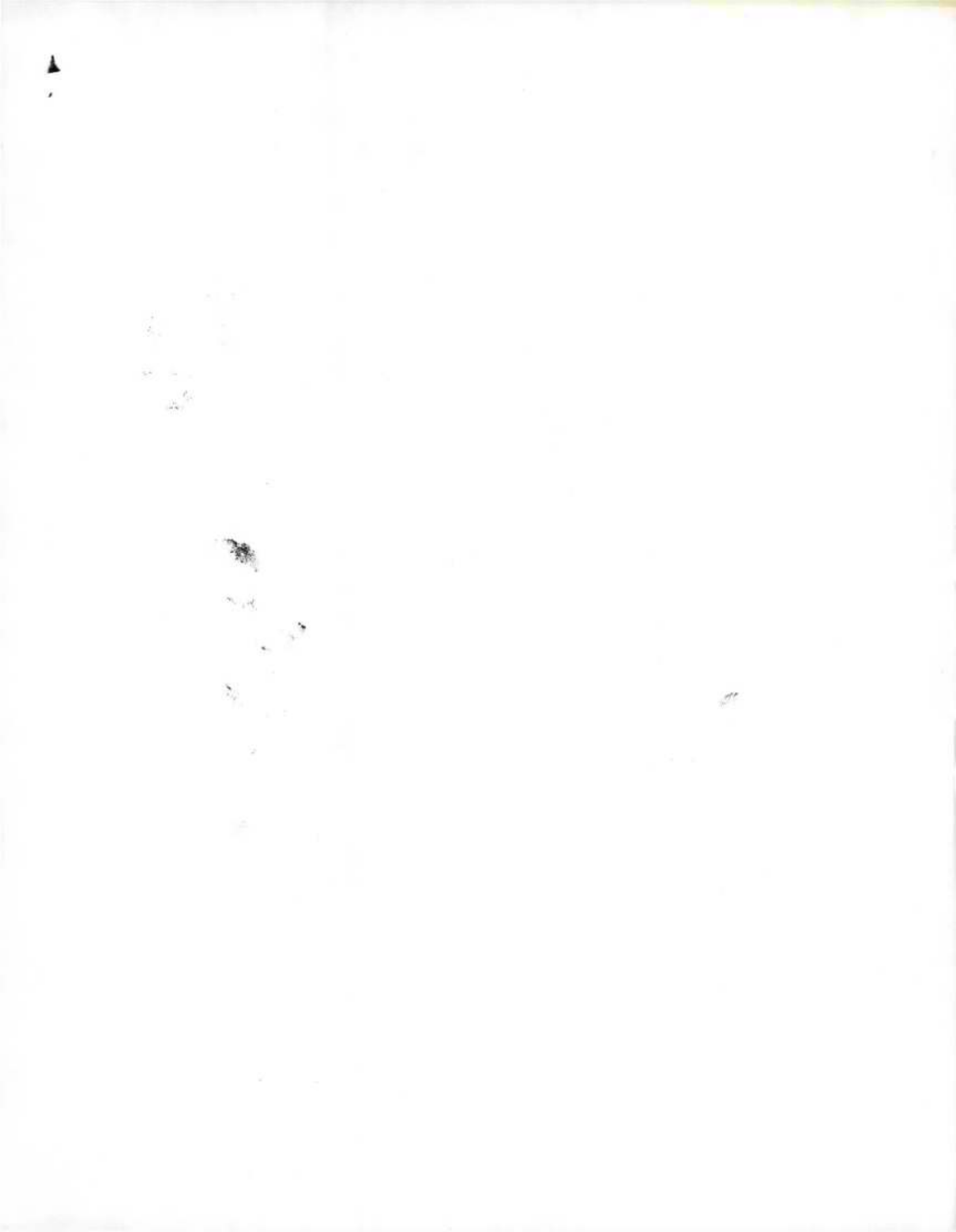
הנדון: הצטרפות ישראל לבנק הבינלאומי לסיוע כלכלי לארצות מזרח אירופה

1. חברות הקהיליה האירופית, ובעיקר צרפת, יוזמות הקמת בנק בינלאומי לשם סיוע כלכלי לארצות מזרח אירופה. המוסד החדש ייקרא "הבנק האירופי לשיקום ופיתוח".
2. הבנק האירופי לשיקום ופיתוח אמור למלא תפקיד מרכזי בעידוד ותאום של מאמצי הסיוע של הקהיליה הבינלאומית למען אותן ארצות מרכז ומזרח אירופה אשר מוכנות להנהיג רפורמות בכלכלתן, כדי להופכן לכלכלות שוק. מעבר לחשיבות המדינית, התועלת הישירה למדינת ישראל שתצמח מהצטרפות לבנק נובעת מהאפשרות שתיפתח בפנינו להשתתף בפרוייקטים שהבנק יממן בארצות האמורות.
3. המימון להצטרפות, כמקובל לגבי מוסדות בינלאומיים כאלה, ייעשה על-ידי בנק ישראל עבור המדינה. עלות ההצטרפות נאמדת ב-2 עד 7 מיליון דולר, כשמחצית מסכום זה היא התחייבות הנקובה בש"ח.
4. הצורך בפעילות מזורזת נובע מכך שהמידע על הקמת הבנק התקבל באיחור. מהמגעים שנעשו עד כה, ובפרט משיחת טלפון שניהלתי עם יועצו של נשיא צרפת, Jacques Attali, האחראי להקמת הבנק, עולה שפניה ישירה מצדך לנשיא צרפת תבטיח את הצטרפותה של ישראל כחברה-מייסדת. לעומת זאת, הצטרפות בשלב מאוחר יותר תהיה טעונה אישור על-ידי רוב מיוחד, דבר שאינו מובטח כלל ועיקר.
5. לפיכך, אני מציע שתשלח לנשיא צרפת את נוסח המכתב המצורף בזה.

בכבוד רב,

מיכאל ברונא

העתק: מר שמעון פרס, מ"מ ראש הממשלה ושר האוצר



S.E. M. François Mitterrand
Président de la République

Monsieur le Président de la République,

Le Gouvernement de l'Etat d'Israël attache une importance majeure à la poursuite du processus de démocratisation en cours dans les pays d'Europe centrale et orientale et à l'évolution de leurs économies vers des économies de marché; aussi est-ce avec un vif intérêt et une attention toute particulière qu'il accueille votre bienheureuse initiative visant à la création de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (B.E.R.D.).

Monsieur le Président,

Conscient du rôle que pourrait jouer cette Banque dans la réalisation de ces objectifs et animé du désir d'y contribuer activement, mon Gouvernement - conformément à l'invitation évoquée dans votre discours inaugural de la première Réunion Constitutive de la B.E.R.D. - a l'honneur de faire, par la présente, acte de candidature au groupe des pays fondateurs de cette Institution.

Dans l'espoir que cette requête rencontrera votre approbation, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma plus haute considération.

Yitzchak Shamir

** נכנס
**
**
**

שמור

חוזם: 3,7842
אל: המשרד
יעדים: מצב/1068
מ-: בריסל, נר: 92, תא: 090390, זח: 0930, דח: מ, ג: שמ
תח: 8: גס: כלכלית
נד: 8

שמור/מידי

תל 77 נר 415 (בנופרד)

אל : כלכלית ב' אירופה 1

וע : מע'ת, ז.פרי/תמ'ס, א.זייף/משחקלאות ד. נווה האוצר

מאת: בריסל/לידיה שוקרון

שמור 514.2.4

הנדון : הועדה לשת'פ.

1. בכינוס הועדה לשת'פ שהתקיים ב-8/3 התאפיין ברצון מהצד הארופי להרגיע בקשר ל'סנקציות'. מבלי להבטיח דבר פורמלית, כיוון שאין להם סמכות לכך, ניתן היה להבין כי אין הם מעוניינים בהמשך הסנקציות וינצלו כל צעד 'חיובי' במישור המדיני כדי להחזיר את הדברים לקדמותם.

בשיחות פרטיות עם נציגי המדינות, הובהר כי ההחלטה היא בידי שנקט בסנקציות, והיינו בידי הנציבות.

2. נציג הנציבות בוועדה, ריין, הדגיש כי הם, במישור הפקידותי לא רצו בסנקציות וההחלטה נתקבלה במישור המדיני של הנציבות. בשיחה פרטית עם י. כהן ועמי, ריין הבהיר שפרט לדחיית ישיבת ועדת ההיגוי של שת'פ מדעי, מבחינת הנציבות המצב הוא : BUSINESS AS USUAL

משרד החוץ-מחלקת הקשר

חלקנו אמנם על כך וביקשנו שייפרש את הביטוי AS USUAL כהתקדמות מתמדת ולא חוזר לא כעמידה במקום ואף כנסיגה כפי שהיה בשבועות האחרונים לפי הרגשתנו.

3. היו'ר האירי קידם את משלחת ישראל בברכה וציין את סיפוקו על כך שהועדה מתכנסת גם הפעם לפי התדירות שלה. כזכור היו ארופאים אחדים שהביעו תמיהה על היענות הנשיאות האירית לכינוס המועצה לש'פ עמנו בעוד שהנציבות מטילה סנקציות והפא'ר 'כועס' עלינו. נראה כמו כן שהגיעו לאזניו שמועה לפיה ישראל לא רצתה לכנס את המועצה לשת'פ בתקופת נשיאות האירית. נראה כי יש להבין את דבריו על רקע שני הדברים הנל.

4. משלחת ישראל, בראשות השגריר פרימור התבטאה בנושא הסנקציות ובכל הנושאים שעמדו על סדר היום כפי שנקבע במברק כלכלית ב'.

התבטאו : י. נהן, ג. כהן, א. גובר ו-א. נווה. נאום השגריר נשלח בפקס. נאומי שאר חברי המשלחת יישלחו בשלב מאוחר יותר לאחר הדפסה. נאום א. גובר נשלח גם בפקס. כל בקשותינו (פירוט בנופרד) נענו בעצם במילה אחת : 'סבלנות' (מפיו של ריין במיוחד). השגריר ו-י. כהן השיבו על כך תוך ציון, בין היתר, שקשרינו עם הקהילה החלו כבר ב-1959, עת קשרנו איתה יחסים דיפלומטיים.

5. ברצוני להודות לחברי המשלחת שהגיעו לכינוס הועדה לחברים נארץ שטרחו להכנת כינוס הועדה ולצוות המשלחת והשגרירות בבריסל שעזרו בכך.

לידיה שוקרון.

פא

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממזמה, מנכל, ממנכל, אירו, איר2, כהן, כלכליתב', רביב, מעת, הסברה, ר/מרכז, ממד, תמס, אוצר

שנת

1010 **

**

**

**

תלמידי: 2487, 5
 חש: תלמידי
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5

שנת

תלמידי: 2487, 5

חש: 2487, 5

חש: 2487, 5

חש: 2487, 5

חש: 2487, 5

חש: 2487, 5

1. חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5

חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5

2. חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5

חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5

3. חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5

4. חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5

חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5

חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5

חש: 2487, 5

חש

חש: 2487, 5
 חש: 2487, 5

385491

ספק

EMBASSY OF ISRAEL HELSINKI

שגרירות ישראל הלסינקי

TEL NO. 358-0-175177

FACSIMILE

פקס ישראלי

תא: 7/3/90
גודל: 48
מקום: קיסריה

1

TO:

SENDER: השולח: קיסריה - תל אביב

NUMBER OF PAGES INCLUDING COVER

4

מספר עמודים כולל העליון

NOTES

הערות: נא לשלוח הפדל ארוך יותר
ב 48 גודל - 7/3/90

IF PAGES ARE NOT WELL RECEIVED, PLEASE CALL:

אם לא נתקבלו כל הדפים

ב צורה תקינה, נא להתקשר:
מס' טלפון: 04-6222222

UM

P R E S S

LEHDISTÖ
TIEDOTE

P R E S S
MEDDELANDE

P R E S S
RELEASE

The Meeting of Nordic Foreign Ministers in Turku March 6-7 1990

(unofficial translation)

7.3.1990

NO. 49

THE MIDDLE EAST

The Ministers discussed the situation in the Middle East.

Possibilities had been created for progress in the peace process which should be pursued with determination and courage. All parties should exercise flexibility. Progress in the peace process would have a positive impact on the positions of the parties involved.

The time had now come to concentrate on practical steps and avoid actions and positions which might block progress. Confidence-building measures were called for. Such measures would not only contribute to dispel the mutual mistrust which seemed to constitute the main obstacle to peace in the Middle East. They could also serve important humanitarian and political purposes. In the opinion of the Ministers direct contacts between Israel and the PLO could also remove the mutual mistrust between the parties.

The Ministers strongly condemned the terrorist attack on an Israeli bus in Egypt on February 4. They noted with satisfaction that all concerned parties had repudiated the attack and that none of the parties had allowed itself to be provoked to reduce the efforts to achieve final peace in the region.

The Ministers welcomed the efforts to bring together the directly involved parties. The initiatives that are now taking place to bring the parties to the negotiating table are fully supported by the Ministers and they urge the parties to show flexibility with the purpose of getting the negotiations started. Such negotiations could not replace an international peace-conference under the auspices of the United Nations with the direct participation of the five permanent members of the Security Council and all the directly concerned parties including the PLO. Direct negotiations, where the directly concerned parties including the PLO represented by negotiators enjoying the full

3

confidence of the parties were however an essential precondition for a peace-conference.

The Ministers found the deadlocked situation in the occupied territories deeply disturbing. Any occupation sooner or later gives rise to opposition and repression. The Ministers urged all parties to exercise restraint and take measures so that violence could be replaced by negotiations in the tense situation. In the Ministers' opinion, democratic elections in the occupied territories could be a step aimed at bringing the parties together, in conditions acceptable to the Palestinians, and with a clear connection to the continuing peace-process.

The Ministers were deeply concerned over the repressive measures of the Israeli authorities and will work with the aim to stop the increasing use of violence in the occupied territories. They urged Israel to respect the regulations of the Geneva-convention concerning the protection of civilians during war and to comply with the Security Council's resolutions 206, 237, 242 and 252.

The Ministers found the situation in the occupied territories deeply disturbing. Any occupation sooner or later gives rise to opposition and repression. The Ministers urged all parties to exercise restraint and take measures so that violence could be replaced by negotiations in the tense situations.

The Ministers expressed concern about the possibility that immigrants to Israel would be resettled in the occupied territories. The Israeli settlements in the occupied territories violated international law and any increase in the population of the settlement could jeopardize the prospect of achieving peace. The Ministers, therefore, urged the Israeli authorities not to allow immigrants to settle in the occupied territories.

The Ministers expressed concern over the censorship applied concerning the immigration of Jews from the Soviet Union.

The economic and social situation in the occupied territories also gave rise to deep concern. This applied not least to the field of education. The Ministers took note of the advance information that some schools may be opened, but urged Israel to reopen all educational institutions and ensure that they remain open. The Ministers reaffirmed their strong support for UNRWA's activities and found it disturbing that the occupation authorities interfered with the work of the Organization. They furthermore expressed their appreciation of other aid efforts for the benefit of the population in the occupied territories and for Palestinian refugees elsewhere in the region.

In Lebanon the Taif agreement had created the basis for a sound and necessary political reform process aimed at securing the independence, sovereignty, unity and territorial integrity of Lebanon. The Ministers expressed their full support for President Hrawi and deplored the continued resistance against the lawful government.

They welcomed the intensive mediation by The Arab League and they invited all parties to endeavour to solve the problems of Lebanon by peaceful negotiations. The presence of UNIFIL in Southern Lebanon was still needed. All parties in the area should cooperate with the UN forces and ensure that UNIFIL's mandate could be implemented without obstacles. The Ministers deplored that hostages are still being held and called for immediate and unconditional liberation of all hostages.

A handwritten number '4' enclosed within a hand-drawn circle, located on the right side of the page.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
JERUSALEM



נושרד החוץ
ירושלים

להלן הגרסה האנגלית של הפרק העוסק במזה"ת בהודעת שרי החוץ
הנורדיים בעקבות מפגשם באיסלנד ב-14-16.8.89.
הכנס הבא יתקיים בפינלנד ב-6-7.3.90.

Peacekeeping Operations

The Ministers reaffirmed the Nordic governments' firm and active support for the UN peacekeeping operations. The Nordic countries are and will continue to be prepared to make forces available for the UN's peacekeeping and peacemaking activities.

It is the desire of the Nordic countries to contribute towards rendering the UN peacekeeping operations an increasingly more effective and flexible tool for the UN. The Ministers emphasized the connection between peacekeeping operations on the one hand and efforts aimed at peacemaking through mediation and the process of diplomatic negotiation on the other. Peacekeeping operations thus remain a provisional measure and are no substitute for a peaceful solution.

The Ministers condemned the killing of the UNTSO observer, Lieut. Col. Higgins, who was kidnapped while in service in South Lebanon in February 1988. The abduction and killing constitute a direct and criminal attack against the UN and its peacekeeping operations. The matter emphasizes the need for all involved parties to take steps to prevent attacks against the lives of UN personnel and property and assist the UN operation in carrying out its mandate.

The Ministers noted with regret that there are still serious problems with the financing of certain peacekeeping activities, in particular the UN forces in Cyprus and Lebanon. They therefore found it imperative that the UN member states live up to their collective responsibility to finance these activities so that both present and future peacekeeping forces are guaranteed a sound and strong financial basis. The Ministers agreed to establish a working group that could work out proposals to meet new requirements for UN peacekeeping forces.

With regard to the increased demands placed on the UN to participate in the solution of international conflicts, the Ministers felt it was necessary for the organization to have an improved basis for the speedy and effective execution of its peacekeeping and peacemaking activities.

The Middle East

The Ministers deplored the lack of progress towards a solution of the Arab-Israeli conflict. They considered it necessary that the parties directly concerned should take confidence building measures and that direct contact between Israel and the PLO could contribute to dispel mutual mistrust.

The Ministers continued to regard an international peace conference under the auspices of the UN with the participation of the five permanent members of the Security Council and all the parties directly concerned, including the PLO, as the best way of bringing the parties together in binding negotiations.

It was the Ministers' opinion that democratic elections in the occupied territories could be a step towards bringing the parties together, provided they take place under conditions acceptable to the Palestinians. The elections must be an integral part of a process leading to a comprehensive, just and lasting solution to the conflict. The elections must take place under credible guarantees that the elections will be free. The Palestinian population of East Jerusalem must be allowed to participate in the elections.

No possible solution to the conflict should be excluded in advance. The negotiating process must be based on Security Council resolutions 242 and 338, which set forth the principle

of "territories for peace" and reaffirm Israel's right to exist within secure and recognized borders, as well as on the basis of the principle of the Palestinians' right to self-determination.

The Ministers were deeply concerned about the repressive measures of the Israeli occupation authorities and will work for the cessation of the increasing use of force in the occupied territories. They directed an urgent appeal to Israel to comply with the provisions of the Geneva convention on the protection of civilians in time of war and to comply with the decisions set forth in Security Council resolutions 605, 607, 608 and 636.

They welcomed the decision by the Israeli government to reopen schools on the West Bank, but also emphasized that a complete reopening of all educational establishments is necessary.

The Ministers reaffirmed their commitment to support UNRWA's activities to assist Palestinian refugees and point out that the Nordic countries, being significant contributing countries, had an interest in seeing that the assistance is applied without hindrance and in the way the organization deems best. The Ministers also expressed their support for other aid efforts for the benefit of the Palestinian people.

The seriously deteriorating situation in Lebanon gives cause for deep concern. The Ministers urged the parties involved to put an end to the fighting immediately. The supply of arms to the conflicting parties should also be stopped immediately. The Ministers stressed that any political or humanitarian initiative in the conflict must be based on impartiality. The Ministers felt that a solution guaranteeing Lebanon's independence, sovereignty, unity and territorial integrity must include the withdrawal of all foreign troops. They called on the League of Arab States to resume its mediation efforts. They called on the international community to assume its responsibility.

Also the hostage situation continues to cause grave concern. The Ministers expressed their full support for Security Council resolution 638. They urged an immediate and unconditional release of all hostages, regardless of where they are and by whom they are kept hostage.

The Ministers expressed their confidence in the work of UNIFIL and called on all parties in the area to assist so that the force unimpededly may fulfill its mandate in its entirety.

Iran - Iraq

The Ministers noted that the UN monitored cease-fire arrangement between Iran and Iraq has now been effective for a year. Nevertheless, the implementation of Security Council resolution 598 remains to a large extent incomplete. The Ministers expressed their full support for the peace efforts of the Secretary General and his representative.



מספר פקטומולוגיה: 32.2.-374.98.20

תאריך: 6.3.1990

59

נר :
תיק / 514.2.4

אל : אירופה 1, כלכלית ב'

לשכת השב, לשכת המנכ"ל

מר א. הבר - יועץ לשר הבטחון

מאת : סגן ראש המשלחת, בריסל

מס' עמודים: 1 (כולל עמוד זה)

ראו בא רצ"ב הודעה שהופיעה ב"יורופ", המדברת בעד עצמה.

EEC-ISRAEL : COOPERATION COUNCIL MEETING ON 2 APRIL

BRUSSELS (EU) Monday 5 March 1990 - The 8th session of the EEC-Israel Cooperation Council will be held on 2 April next in Brussels, and will be preceded by a meeting of the Cooperation Committee on 8 March.

A European Commission spokesman declared that there was never any plan to postpone that meeting, as had been the case for the EEC-Israel scientific cooperation management committee. The Commission intended to make a "limited political gesture" to mark the Community's disapproval of Israeli policy in the Occupied Territories, but this does not mean in any way that cooperation has been broken off, the spokesman added. However, the Commission does not intend to prejudge the political situation that will prevail on 2 April next, especially since it expects changes to take place in Israel. The visit that one of Labour's leaders, Mr. Rabin, the current Defence Minister, will make to Brussels at the end of March is significant in that respect, he added.

EUROPE recalls that the European Parliament never called for measures going beyond the area of scientific cooperation.

ל. שוק-ריוו

Handwritten notes in Hebrew, including numbers 1, 2, 3 and various signatures and initials.

MISSION D'ISRAEL
AUPRES DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES



מס' 3
מס' הקהילות האירופיות
מס' 3

מספר פקטומוליה: 32.2.-374.98.20

האריך: 2.3.90

נר: 17

- אל: אירופה 1
- מז"ת 2
- כלכלית 2
- ארבל 2
- מתאם בפעולות בשטחים

מאת: מ/אש המשלחת ברזסל

מס' עמודים: 8 (כולל עמוד זה)

הנדון: הפא"ר-הסכם עם סל"ת

רצ"ב הצעת ההחלטה בהמשך למברקנו מהיום.


ל.שוק-700

Handwritten notes in Hebrew, including numbers 1, 2, 3, 4 and various symbols and words.

1. juge pertinente la base juridique proposée ;
2. approuve les propositions de la Commission au Conseil ;
3. engage le Conseil à prévoir l'inscription aux budgets de 1991 et de 1992 de crédits supplémentaires en faveur du programme de santé, en particulier dans les territoires occupés et dans la bande de Gaza où la situation exige la création rapide d'un hôpital polyvalent ;
4. rend hommage à l'action et au courage des représentants de l'UNRWA qui s'efforcent de soulager la détresse des réfugiés palestiniens dans les différents Etats du Proche-Orient et du Moyen-Orient et, en particulier, rend un hommage ému aux fonctionnaires et agents qui ont perdu la vie ou qui ont été ou demeurent blessés, enlevés ou internés dans l'exercice de leurs activités ;
5. se félicite des initiatives prises par la Commission dans le domaine de l'aide au développement en faveur des réfugiés palestiniens et en vue d'améliorer les relations commerciales directes entre la Communauté économique européenne et les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ;
6. demande au Conseil et à la Commission de transmettre à l'ONU la volonté de la Communauté européenne de voir réactiver la résolution 194 (III) de l'ONU en date du 11 octobre 1948 ainsi que de voir appliquer le Protocole de Lausanne en date du 12 mai 1949, et ce indépendamment de toute négociation politique sur l'avenir des territoires occupés depuis juin 1967 ;
7. réitère sa demande au Conseil pour qu'il poursuive et intensifie, dans le cadre de la coopération politique européenne, tous les efforts visant à rechercher une solution politique à la situation qui est à l'origine du problème des réfugiés palestiniens et, à cette fin, presse le Conseil d'apporter son soutien à l'organisation d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient sous l'égide des Nations unies, réunissant les parties concernées ainsi que toutes les parties susceptibles d'apporter une contribution directe et positive au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, ainsi qu'à son développement économique et social ;
8. charge son Président de transmettre au Conseil et à la Commission la présente résolution et le rapport y annexé qui tiennent lieu d'avis du Parlement.

B.

EXPOSE DES MOTIFS

Depuis l'adoption par le Parlement européen de son précédent rapport sur l'aide à l'UNRWA, en 1987, la situation politique dans la région s'est gravement détériorée, en particulier dans les territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza, ainsi qu'au Liban, et il semble bien, malheureusement, qu'il n'existe pas de perspectives immédiates pour une solution politique qui garantirait au peuple palestinien la paix et la tranquillité auxquelles tous les peuples ont droit. L'UNRWA continue donc à assumer son "rôle provisoire", à savoir la fourniture de secours et d'assistance aux communautés palestiniennes dispersées à travers le Liban, la Jordanie et la Syrie, ainsi qu'en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et certaines régions de l'Egypte.

Environ deux millions de réfugiés palestiniens dépendent maintenant partiellement ou totalement de l'aide fournie par l'UNRWA. On compte en fait actuellement trois fois plus de familles bénéficiant d'une aide de l'UNRWA que lors de la création, il y a plus de quarante ans, de cet organisme "provisoire".

L'UNRWA vient en aide aux réfugiés palestiniens enregistrés comme tels dans les camps comme à l'extérieur, et ce dans les zones suivantes (chiffres 1988) :

- bande de Gaza (2 camps) :	459.074 réfugiés dont 253.008 dans les camps,
- Cisjordanie (19 camps) :	385.634 réfugiés dont 100.499 dans les camps,
- Liban (12 camps) :	288.176 réfugiés dont 148.007 dans les camps,
- Jordanie (11 camps) :	870.490 réfugiés dont 213.539 dans les camps,
- Syrie (10 camps) :	265.221 réfugiés dont 77.779 dans les camps,
- Egypte (1 camp) :	1.800 réfugiés (Canada Camp).

A cela s'ajoute un nombre très élevé de "personnes déplacées" non enregistrées comme telles mais vivant dans les zones d'activité définies ci-dessus et auxquelles l'UNRWA vient en aide lorsque les circonstances le permettent.

L'Agence est actuellement responsable de la gestion de 600 écoles et de 8 centres de formation professionnelle pour adultes. Elle est également responsable des soins de santé primaires et secondaires ainsi que de l'organisation d'un programme d'alimentation d'appoint qui apparaît vital si l'on considère les problèmes de malnutrition de nombreux Palestiniens, notamment parmi les enfants et les personnes âgées. Dans le cadre des programmes de santé et d'hygiène, il faut accorder une attention particulière aux opérations d'assainissement dans les nombreux camps de réfugiés qui ne disposent pas de systèmes d'évacuation des eaux usées.

Ressources financières

L'UNRWA est financé essentiellement par des contributions volontaires et dispose de fonds insuffisants pour répondre aux besoins croissants. Il rencontre fréquemment des difficultés financières compte tenu de la situation (guerre du Liban, invasion israélienne du Liban, répression dans les territoires occupés). Le principal problème qui se pose est celui de la sécurité des recettes puisque les dépenses, notamment au titre de l'assistance scolaire et sanitaire, sont rigides et incompressibles.

L'UNRWA considère la nature triannuelle de l'aide fournie par la Communauté comme particulièrement satisfaisante, car elle lui permet d'organiser et de planifier ses activités sur une période plus longue que ne l'auraient permis d'autres modalités. En effet, les ressources de l'UNRWA proviennent en général de contributions volontaires et peuvent donc varier de manière imprévisible. Par exemple, les Etats-Unis, qui étaient par le passé l'un des principaux donateurs, ont fourni 61,3 millions de dollars US en 1989. Toutefois, le gouvernement américain a fait savoir récemment son intention de réduire cette contribution à 50 millions de dollars, ce qui ne manquera pas d'affecter cruellement les réfugiés palestiniens. Dans ces circonstances, il convient de se féliciter du fait que les ressources prévues dans le cadre de la Convention avec la Communauté européenne aient été accrues et portant sur une période de trois ans.

La participation en espèces de la Communauté, qui est indiquée de manière détaillée dans l'exposé des motifs adressé par la Commission au Conseil, se montera à 25,4 millions d'écus en 1990, 26,7 millions d'écus en 1991 et 28 millions d'écus en 1992. Ces sommes sont destinées aux programmes d'éducation et de santé de l'UNRWA, y compris le programme d'alimentation d'appoint qui repose maintenant sur des bases plus solides. La Communauté fournit en outre une aide alimentaire considérable, indépendante des participations en espèces prévues par la convention, qui s'est élevée au cours des années récentes à 15-20 millions d'écus par an.

En réalité, la Communauté est, avec ses Etats membres, le principal donateur des programmes réguliers de l'UNRWA. Parmi les Etats membres de la Communauté européenne, ce sont la République fédérale d'Allemagne (8,6 millions de dollars US), l'Italie (11 millions de dollars US) et le Royaume-Uni (9,1 millions de dollars US) qui versent les contributions les plus élevées. Les dons de la Communauté à elle seule ont été estimés à 43 millions de dollars US en 1989, somme qui n'inclut pas les programmes d'urgence mis en oeuvre en 1987, 1988 et 1989. Les pays scandinaves figurent également parmi les donateurs les plus importants de l'UNRWA (pour l'année 1989, Suède : 14 millions de dollars US ; Norvège : 9,2 millions de dollars US et Finlande : 3 millions de dollars US).

Aide à l'éducation

L'UNRWA consacre plus de 60 % de son budget au secteur de l'éducation, principalement pour les écoles primaires. Il convient de souligner que la mise en oeuvre des programmes d'éducation se heurte à d'énormes difficultés, notamment dans les territoires occupés, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, où certaines écoles sont restées fermées pendant plus d'un an et des milliers d'enfants ont effectivement perdu une année cruciale de leur cursus.

ecolaire. Depuis le 10 janvier 1990, grâce aux pressions internationales, 90 écoles ont été rouvertes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, mais dans des conditions qui restent extrêmement difficiles malgré les efforts des enseignants pour "recoller les morceaux".

Lors des périodes de fermeture des écoles, des essais d'enseignement alternatif pour les enfants ont été réalisés, notamment au moyen de la distribution de matériels éducatifs à la maison et par la tenue de cours informels. Cependant, le 28 mai 1988, les forces d'occupation israéliennes ont interrompu la distribution de ce matériel et interdit la tenue de cours informels.

De nombreux enseignants de l'UNRWA ont été emprisonnés par les autorités israéliennes dans les territoires occupés. 26 enseignants et auxiliaires de l'UNRWA sont actuellement détenus. Au cours de l'année 1988-1989 (juin-juillet), 80 enseignants et membres du personnel auxiliaire ont été détenus pendant des périodes plus ou moins longues. (En septembre et en décembre 1989, le Parlement européen a attiré l'attention sur ce problème dans des résolutions adoptées en séance plénière, résolutions qui ont contribué à la réouverture de ces écoles).

Les centres de formation de l'UNRWA, qui sont destinés à fournir aux adolescents des qualifications professionnelles et des diplômes reconnus, ont également gravement souffert de la situation dans les territoires occupés. Les centres de formation de la bande de Gaza ont rouvert en décembre 1989 après avoir été fermés pendant deux ans. Mais, en Cisjordanie, trois centres de formation - deux à Ramallah, un à Kalandia - qui avaient été fermés par les autorités israéliennes, en novembre 1987, avant le début de l'Intifada, n'ont toujours pas été rouverts. En conséquence, deux promotions d'étudiants n'ont pu être diplômés et deux autres n'ont pu entamer leurs études ; une situation qui laisse pour seule option à ces jeunes de partir poursuivre leurs études ailleurs, ce qui, en fait, n'est pas accessible à la très grande majorité d'entre eux. (En ce qui concerne le Liban, le centre de formation de Sibien a été ouvert et est maintenant opérationnel).

L'armée israélienne a utilisé des bâtiments scolaires de l'UNRWA à des fins utilitaires. Le rapporteur a pu lui-même le constater lors d'une récente visite à Aqabat Jabr, en Cisjordanie.

Santé

Les activités de l'UNRWA dans ce domaine prennent la forme de soins médicaux de base dispensés dans des centres de soins primaires, de médecine préventive, de soins pédiatriques, etc. La tâche du personnel de l'UNRWA - médecins, infirmières et travailleurs auxiliaires - s'avère particulièrement dangereuse et s'effectue souvent au péril de leur vie, notamment au Liban et dans les territoires occupés. On leur demande de plus en plus fréquemment de soigner les victimes des affrontements quotidiens qui ont lieu avec les forces israéliennes, surtout depuis le début de l'Intifada le 8 décembre 1987. Le Secrétaire général de l'UNRWA, entendu récemment par la commission du développement et de la coopération, a lancé un appel pour rassembler des contributions afin de construire un hôpital général polyvalent à Gaza, d'une capacité (200 lits) et d'un équipement suffisants pour permettre de traiter

dés personnes grièvement blessées, de pratiquer des opérations chirurgicales dans des conditions satisfaisantes et de faire face aux problèmes médicaux et traumatologiques rencontrés par des centaines de personnes (en majorité des jeunes) désormais handicapés à vie. L'OMS semble être disposée à participer à ce projet pour lequel une construction de type modulaire a été proposée. Il n'existe pour l'instant aucun équipement de ce type sur place.

Le personnel de l'UNRWA travaillant dans les dispensaires des territoires occupés a été harcelé à diverses reprises en dépit de l'immunité diplomatique qui est censée protéger le personnel et les locaux de l'UNRWA. Le 6 février 1990, par exemple, sept soldats sont entrés de force dans le dispensaire de Rafah (Cisjordanie) pour y relever les noms des blessés qui y étaient soignés, malgré les protestations du personnel présent. Un incident similaire qui s'était produit le 18 octobre 1989 avait, à l'époque, trouvé un large écho dans la presse. L'armée d'occupation s'est emparée de plusieurs documents de travail appartenant aux services de l'UNRWA (sans jamais les lui rendre) : ce type d'intervention, qui est tout à fait contraire aux dispositions de la Convention entre les forces occupantes et l'UNRWA, tend à se banaliser, accroissant les risques et affectant très sérieusement le travail de l'UNRWA.

L'assainissement est un élément prioritaire du programme de santé de l'UNRWA, notamment dans les camps de la bande de Gaza où la densité de la population est très élevée et qui ne disposent pas de systèmes d'égoûts. Tant qu'il n'aura pas été remédié à cette situation, le personnel médical sera appelé à traiter un nombre toujours croissant de patients souffrant de dysenteries, de maladies liées à l'absorption d'eau impropre à la consommation, etc. Dans le camp de Chatilla (Liban), l'UNRWA a contribué à la reconstruction d'abris pour quelque 200 familles.

Les camps de réfugiés, où vivent près de la moitié des réfugiés palestiniens, ont une densité très élevée, qui est à son maximum dans la bande de Gaza. Ceux qui vivent à l'extérieur de ces camps pèsent lourdement sur l'infrastructure des communautés locales. Il faut noter qu'à Gaza, les réfugiés représentent la moitié de la population totale. Les camps sont construits et entretenus par l'UNRWA et les pays hôtes exercent les responsabilités que leur confère la Convention en ce qui concerne la sécurité des réfugiés.

Aide alimentaire

Les contributions de la Communauté sous forme d'aide alimentaire permettent de fournir des rations alimentaires aux personnes qui en ont besoin, et plus particulièrement aux enfants, aux veuves, aux handicapés et aux personnes âgées. Dans les zones de conflit, il est généralement plus difficile de trouver du travail et le revenu familial en pâtit considérablement. Il convient à cet égard de noter que, depuis le printemps 1989, la mise en pratique par les autorités militaires israéliennes de cartes informatiques codées, payantes et renouvelables tous les semestres, pour tous les hommes âgés de 16 ans et plus vivant dans la bande de Gaza non seulement établit une discrimination systématique mais encore prive beaucoup d'adultes de la possibilité de quitter le territoire de Gaza pour aller travailler ailleurs. En outre, les femmes des territoires occupés dont les maris sont emprisonnés sont appelées à subvenir aux besoins de leurs familles et l'on a constaté de nombreux cas de malnutrition, les possibilités d'emploi étant rares.

L'UNRWA distribue également du lait aux enfants de moins de trois ans, ce qui représente un appoint non négligeable à un âge où l'enfant est particulièrement vulnérable. Plus de 40.000 enfants et femmes enceintes bénéficient de l'action des centres d'alimentation organisés par l'UNRWA.

Il faut se rendre compte que la distribution d'aide alimentaire est une activité dangereuse, en particulier au Liban. Souvent, la nourriture ne peut être distribuée qu'après de longues négociations avec les parties en conflit : au cours des dernières années, plusieurs employés de l'UNRWA ont été tués au Liban dans l'exercice de leurs fonctions, parmi eux Alex Colett, enlevé puis assassiné à Beyrouth en 1987. Dans la bande de Gaza souvent soumise à un couvre-feu durant plusieurs jours (4 jours de suite en janvier 1989 sur l'ensemble du territoire ; les camps de réfugiés de la bande de Gaza ou de Cisjordanie ont connu et connaissent des couvre-feu bien plus longs), l'UNRWA a pris l'initiative de fournir une aide alimentaire exceptionnelle aux réfugiés des camps. La Communauté poursuit ses fournitures d'aide alimentaire d'urgence aux réfugiés palestiniens en sus de l'aide accordée dans le cadre de la convention avec l'UNRWA.

Conclusion

La septième convention entre l'UNRWA et la Communauté économique européenne est considérée par les deux parties comme présentant des améliorations par rapport à la convention précédente, à la fois au niveau de la gamme des activités concernées et au niveau des ressources qui leur sont affectées. Il convient de rappeler que la convention vise spécifiquement les réfugiés et que la Communauté est engagée dans d'autres programmes de développement dans la région, notamment dans les territoires occupés. Dans le budget de 1990 par exemple, la ligne 966 prévoit une aide financière de 6 millions d'écus en faveur de la production agricole, de la pêche, du développement urbain et rural, de la santé et de la formation. Il faut espérer que les efforts de la Communauté se poursuivront aussi longtemps qu'ils répondront à un besoin effectif.

A.

PROPOSITION DE RESOLUTION

clôture la procédure de consultation du Parlement européen sur la proposition de la Commission relative à une décision du Conseil concernant la conclusion de la convention entre la Communauté économique européenne et l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche-Orient.

Le Parlement européen,

- vu la proposition de la Commission au Conseil (COM(89) 664 final),
 - consulté par le Conseil, conformément à l'article 235 du traité CEE,
 - vu le rapport de la commission du développement et de la coopération et l'avis de la commission des budgets (doc. A),
 - vu le résultat du vote sur la proposition de la Commission,
- A. considérant que la situation des réfugiés palestiniens, notamment dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza et au Liban, continue à être très préoccupante,
- B. considérant que les actions entreprises par l'UNRWA apportent un soutien essentiel à des milliers de familles palestiniennes qui non seulement vivent dans des conditions de dénuement extrême mais sont, en outre, très souvent menacées dans leurs vies mêmes,
- C. considérant que le courage et le dévouement du personnel de l'UNRWA est digne des plus hauts éloges,
- D. considérant que le problème des réfugiés palestiniens ne peut être résolu que dans le cadre de l'application de la résolution 194 (III) des Nations unies du 11 décembre 1948 et du Protocole de Lausanne en date du 12 mai 1949 ainsi que d'une solution politique négociée reconnaissant le droit du peuple palestinien à l'autodétermination,
- E. considérant que la proposition de décision vise à renouveler la convention entre la CEE et l'UNRWA pour une nouvelle période de trois ans, à savoir de 1990 à 1992, et remarquant qu'il s'agit de la septième convention signée par la Communauté européenne et l'UNRWA,
- F. considérant qu'il apparaît clairement que les ressources doivent être augmentées pour permettre le maintien des services essentiels et que cette nouvelle convention définit les bases d'une telle augmentation, en ce qui concerne la Communauté européenne,

משרד החוץ-מחלקת הקשר

17701

תאריך: 21.02.90

נכנס **
**
**
**

סודי

חוזם: 2,17701

אל: המשרד

יעדים: אתונה/292, בון/385, האג/360, לונדון/451, פריס/647, רומא/35

מדריד/328, ליסבון/293, קופנהגן/442, רהמש/448, מצב/1962, מנמת/674

מ-: בריסל, נר: 226, תא: 210290, זח: 0102, דח: ב, סג: 10
תח: א גס: אירופה
נד: א

סודי/בהול

אל: אירופה--בהול לבוקר

דע: מאיה--בהול לבוקר

מאת: פרימור

הנדון : סנקציות : דיון בנדון בכנס שרי החוץ .

מדיווח טלפוני שקבלתי הלילה מדאבלין .

1. כל שרי החוץ הביעו התנגדות להחלטות עליהן מסר לי מטוטס, כל השרים ללא יוצא מן הכלל, כאשר התקיפים מבניהם היו שרי החוץ של גרמניה, הולנד, בלגיה וספרד, כולם התנגדו אך לא כולם באותה צורה, כולם התנגדו לעובדה שהנציבות מקבלת החלטות כאלה בלי להתיעץ עם המועצה. חלקם טענו עם זאת שיש להבין את הנציבות שפעלה תחת לחץ הפרלמנט האירופי, היו שהוסיפו שמסכימים עם הנציבות ואף עם הפא"ר באשר לניתוח המצב, דהיינו 'קפאון בתהליך המדיני באשמת ישראל' וציינו שדעת הקהל באירופה תומכת בדרישות הפא"ר.

2. את הנציבות יצגו הנשיא דלור וסגנו אנדריסן דלור נסוג מיד הסכים לטענה שאסור היה לקבל ההחלטה בלי להתיעץ עם המועצה. אמר שיביא בנציבות להחלטה לביטול ה -- 'MESURES' שנוקטו

משרד החוץ-מחלקת הקשר

אבל כדי להציל כבוד הנציבות יעשה זאת תוך זמן קצר ולא מיד הוסיף עם זאת שלא היו אלה 'סנקציות' שנוקטו ושהוא בעקרון נגד סנקציות.

3. מענינת היתה עמדת אירלנד : זו מחתה על החלטת הנציבות 'מפני שיכול היה להתקבל הרושם ממנה כאילו היתה זו יוזמה של הנשיאות האירית' לדברי בן שיחי עוררו דברים אלו תמיהה כללית שכן הכל ערים לעמדת האירים כלפינו.

4. האירים הודיעו וכולם אשרו הזמנתו לנו למועצה לשתי פ (שה'ח ישראל זה-12) בלוקסמבורג ב-24.

פרימור .

רש

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, א(אמן), ממד, איר, איר, 2, סייבל, משפט, סולטן, מזתים, כהן, כלכליתב'

6406 יסודי חוץ ושרת נציגים טל. 79452753

1. 11.01.2015, 2
 2. 11.01.2015
 3. 11.01.2015
 4. 11.01.2015
 5. 11.01.2015
 6. 11.01.2015
 7. 11.01.2015
 8. 11.01.2015
 9. 11.01.2015
 10. 11.01.2015

11.01.2015
 12. 11.01.2015
 13. 11.01.2015
 14. 11.01.2015

15. 11.01.2015
 16. 11.01.2015

17. 11.01.2015
 18. 11.01.2015
 19. 11.01.2015
 20. 11.01.2015
 21. 11.01.2015
 22. 11.01.2015
 23. 11.01.2015
 24. 11.01.2015
 25. 11.01.2015
 26. 11.01.2015
 27. 11.01.2015
 28. 11.01.2015
 29. 11.01.2015
 30. 11.01.2015

31. 11.01.2015
 32. 11.01.2015
 33. 11.01.2015
 34. 11.01.2015

35. 11.01.2015
 36. 11.01.2015
 37. 11.01.2015

38. 11.01.2015
 39. 11.01.2015
 40. 11.01.2015
 41. 11.01.2015
 42. 11.01.2015
 43. 11.01.2015
 44. 11.01.2015
 45. 11.01.2015

46. 11.01.2015
 47. 11.01.2015

48. 11.01.2015
 49. 11.01.2015

50. 11.01.2015
 51. 11.01.2015
 52. 11.01.2015
 53. 11.01.2015
 54. 11.01.2015
 55. 11.01.2015
 56. 11.01.2015
 57. 11.01.2015
 58. 11.01.2015
 59. 11.01.2015
 60. 11.01.2015

משרד החוץ-מחלקת הקשר

17963

תאריך: 21.02.90

נכנס

בלמס

חוזם: 2,17963

אל: המשרד

יעדים: רהמש/451, מצב/1981, מנמת/680

מ-: לונדון, נר: 221, תא: 210290, זח: 1020, דח: ב, סג: בל

תח: א: אירופה

נד: א

בלמס/בהול

אל: אירופה 2- --- בהול להזעיק

מאת: לשכת הציר, לונדון

בלמס - 67

להלן מאת הציר מדבלין - הודעת ה-12 (בהול להזעיק)

DECLARATION BY THE TWELVE ON THE EXTENSION OF JEWISH SETTLEMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES:

THE TWELVE REITERATE THEIR VIEW THAT JEWISH SETTLEMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES , INCLUDING EAST JERUSALEM, ARE ILLEGAL UNDER INTERNATIONAL LAW. THEY ARE SERIOUSLY CONCERNED AT THE POSSIBILITY THAT IMMIGRANTS TO ISRAEL MAY BE SETTLED IN THE OCCUPIED TERRITORIES

THE FURTHER CALL MADE IN RECENT DAYS FOR INCREASED JEWISH SETTLEMENTS IN THE WEST BANK AND GAZA ONLY INCREASE THIS CONCERN.

THE TWELVE DEPLORE THE ISRAELI SETTLEMENT POLICY IN THE OCCUPIED TERRITORIES. THE ISRAELI STATEMENTS ON THIS MATTER ARE NOT CONDUCTIVE TO ESTABLISHING

משרד החוץ-מחלקת הקשר

THE CLIMATE OF CONFIDENCE NECCESARY TO MAKE THE PROGRESS WHICH IS URGENTLY NEEDED IN THE PEACE PROCESS.

AS THEY MADE CLEAR IN THEIR STATEMENT OF 31 JANUARY THE TWELVE WARMLY WELCOME THE LIBERALIZATION OF SOVIET IMMIGRATION CONTROLS, INCLUDING THE FREEDOM OF SOVIET JEWS TO IMMIGRATE TO ISRAEL AND ELSEWHERE. THEY BELIEVE THAT THIS SENTIMENT IS VERY WIDELY SHARED IN THE INTERNATIONAL COMMUNITY ON THE BASIS THAT THE RIGHT OF EVERY -ONE TO LEAVE ANY COUNTRY INCLUDIG HIS OWN , IS ENSHRINED IN THE INTERNATIONAL COVENANT ON CIVIL AND POLITICAL RIGHTS. THE ATTAINMENT BY SOVIET JEWS OF THIS RIGHT MUST NOT, HOWEVER BE AT THE EXPENSE OF THE RIGHT OF THE PALESTINIANS IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

THE TWELVE URGE THE ISRAELI GOVERNMENT NOT TO JEOPARDIZE THE PROSPECTS OF BRINGING PEACE TO THE REGION. EITHER ALLOWING OR ENCOURAGING JEWISH IMMIGRANTS TO SETTLE IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

עד-כאן

אק

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, א(אמן), איר, 1, איר, 2, מזאר, לעמ

6406 יוקר וליק ושחר בגרמ טל, 74577687

DECLARATION BY THE TWELVE ON THE EXTENSION OF
JEWISH SETTLEMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES

DECLARATION

DECLARATION BY THE TWELVE ON THE EXTENSION OF

JEWISH SETTLEMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES

DECLARATION

DECLARATION BY THE TWELVE ON THE EXTENSION OF

DECLARATION BY THE TWELVE ON THE EXTENSION OF
JEWISH SETTLEMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES

THE TWELVE REITERATE THEIR VIEW THAT JEWISH SETTLEMENTS
IN THE OCCUPIED TERRITORIES, INCLUDING EAST
JERUSALEM, ARE ILLEGAL UNDER INTERNATIONAL LAW.
THEY ARE SERIOUSLY CONCERNED AT THE POSSIBILITY
THAT IMMIGRANTS TO ISRAEL MAY BE SETTLED IN THE
OCCUPIED TERRITORIES

THEY FURTHER CALL MADE IN RECENT DAYS FOR INCREASED
JEWISH SETTLEMENTS IN THE WEST BANK AND GAZA ONLY
INCREASE THIS CONCERN.

THE TWELVE DEPLORE THE TERRIBLE SETTLEMENT POLICY
IN THE OCCUPIED TERRITORIES. THE ISRAELI STATEMENTS
ON THIS MATTER ARE UNCONDUCTIVE TO ESTABLISHING

THE CLIMATE OF CONFIDENCE NECESSARY TO MAKE THE
PROGRESS WHICH IS CURRENTLY BEING MADE IN THE PEACE PROCESS.

AS THEY MADE CLEAR IN THEIR STATEMENT OF 31 JANUARY
THE TWELVE WARMLY WELCOME THE LIBERATION
OF SOVIET EMIGRATION CONTROLS, INCLUDING THE FREEDOM
OF SOVIET JEWS TO IMMIGRATE TO ISRAEL AND ELSEWHERE.
THEY BELIEVE THAT THIS BENEFIT IS VERY WIDELY
SHARED IN THE INTERNATIONAL COMMUNITY ON THE BASIS
THAT THE RIGHT OF EVERY ONE TO LEAVE ANY COUNTRY
INCLUDING HIS OWN, IS ENshrINED IN THE INTERNATIONAL
CONVENTION ON CIVIL AND POLITICAL RIGHTS. THE ATTAINMENT
BY SOVIET JEWS OF THIS RIGHT MUST NOT, HOWEVER,
BE AT THE EXPENSE OF THE RIGHT OF THE PALESTINIANS
IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

THE TWELVE URGE THE ISRAELI GOVERNMENT NOT TO JEOPARDISE
THE PROSPECTS OF BRINGING PEACE TO THE REGION.
EITHER ALLOWING OR ENCOURAGING JEWISH IMMIGRANTS
TO SETTLE IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

DECLARATION

DECLARATION

DECLARATION BY THE TWELVE ON THE EXTENSION OF
JEWISH SETTLEMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES

משרד החוץ-מחלקת הקשר

18002

תאריך: 21.02.90

נכנס

בלמס

חוזם: 2,18002

אל: המשרד

יעדים: רהמש/453, מצב/1989, מנמת/681

מ-: לונדון, נר: 222, תא: 210290, זח: 1040, דח: ב, סג: בל

תח: @ גס: אירופה

נד: @

בלמס/בהול

אל : אירופה -2

מאת: לשכת הציר, לונדון

הודעת ה -12 -- לשלי 221.

בהודעת ה -12 מדובלין שהעברנו נשמטה מילה: בפסקה האחרונה
צל:

''... NOT TO JEOPARDIZE THE PROSPECTS OF
BRINGING PEACE TO THE REGION BY EITHER ALLOWING
OR ENCOURAGING...''

לשכת-הציר==

יג

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, @ (אמן),
ממד, איר, 2, איר, 1, מזאר, לעמ

מסמך יומן עליו נעשת עריכה טל. למען הבהירות

19003:010
19003:010
19003:010
19003:010
19003:010
19003:010
19003:010
19003:010
19003:010
19003:010

19003:010

19003:010

19003:010

19003:010

19003:010

... NOT TO JEOPARDIZE THE PROGRESS OF
BRINGING PEACE TO THE REGION BY EITHER ALLOWING
OR ENCOURAGING...

19003:010

19003:010

19003:010

אל: רהמש/451

מ:- לונדון, נר: 221, תא: 210290, זח: 1020, דח: ב, סג: בל,

בגב

בלמס/בהול

אל: אירופה 2- --- בהול להזעיק

מאח: לשכת הציר, לונדון

בלמס - 67

להלן מאח הציר מדבלין - הודעת ה-12 (בהול להזעיק)

DECLARATION BY THE TWELVE ON THE EXTENSION OF
JEWISH SETTLEMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES:

THE TWELVE REITERATE THEIR VIEW THAT JEWISH SETTLEMENTS
IN THE OCCUPIED TERRITORIES , INCLUDING EAST
JERUSALEM, ARE ILLEGAL UNDER INTERNATIONAL LAW.
THEY ARE SERIOUSLY CONCERNED AT THE POSSIBILITY
THAT IMMIGRANTS TO ISRAEL MAY BE SETTLED IN THE

- 2-

OCCUPIED TERRITORIES

THE FURTHER CALL MADE IN RECENT DAYS FOR INCREASED
JEWISH SETTLEMENTS IN THE WEST BANK AND GAZA ONLY
INCREASE THIS CONCERN.

THE TWELVE DEPLORE THE ISRAELI SETTLEMENT POLICY
IN THE OCCUPIED TERRITORIES. THE ISRAELI STATEMENTS
ON THIS MATTER ARE NOT CONDUCTIVE TO ESTABLISHING
THE CLIMATE OF CONFIDENCE NECESSARY TO MAKE THE
PROGRESS WHICH IS URGENTLY NEEDED IN THE PEACE PROCESS.

AS THEY MADE CLEAR IN THEIR STATEMENT OF 31 JANUARY
THE TWELVE WARMLY WELCOME THE LIBERALIZATION
OF SOVIET IMMIGRATION CONTROLS, INCLUDING THE FREEDOM
OF SOVIET JEWS TO IMMIGRATE TO ISRAEL AND ELSEWHERE.
THEY BELIEVE THAT THIS SENTIMENT IS VERY WIDELY
SHARED IN THE INTERNATIONAL COMMUNITY ON THE BASIS
THAT THE RIGHT OF EVERY -ONE TO LEAVE ANY COUNTRY
INCLUDING HIS OWN , IS ENSHRINED IN THE INTERNATIONAL
COVENANT ON CIVIL AND POLITICAL RIGHTS. THE ATTAINMENT
BY SOVIET JEWS OF THIS RIGHT MUST NOT, HOWEVER
BE AT THE EXPENSE OF THE RIGHT OF THE PALESTINIANS
IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

- 3-

THE TWELVE URGE THE ISRAELI GOVERNMENT NOT TO JEOPARDIZE
THE PROSPECTS OF BRINGING PEACE TO THE REGION *By*
EITHER ALLOWING OR ENCOURAGING JEWISH IMMIGRANTS
TO SETTLE IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

דע-כאן

ססס

MISSION D'ISRAEL
ADRESSE DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES



3
משיחת ישראל
ליר הקהילות האירופיות

מספר פקסומיליה: 32.2.-374.98.20

תאריך: 21.2.1990

נר: 231

אל: מר גדי גולן - אירופה 1

קשר ים העבירונא בתול - תורה

מאת: ס/ראש המשלחת, בריסל

מס' עמודים: 2 (כולל עמוד זה)

בהמשך לבקשתך הטלפונית רצ"ב הצהרת ה - 12 בנושא העליה מברה"מ.

ל. שוק-דון

Handwritten notes in Hebrew, including numbers and names like 'גדי גולן', 'קשר ים', 'בריסל', and 'משיחת ישראל'.

להלן מאת הצייר מדבלין - הודעת ה-12:

Declaration by the twelve on the extension of Jewish settlements in the Occupied Territories:

The twelve reiterate their view that Jewish settlements in the Occupied Territories, including East Jerusalem, are illegal under international law. They are seriously concerned at the possibility that immigrants to Israel may be settled in the Occupied Territories. The further call made in recent days for increased Jewish settlements in the West Bank and Gaza only increase this concern.

The twelve deplore the Israeli settlement policy in the Occupied Territories. The Israeli statements on this matter are not conducive to establishing the climate of confidence necessary to make the progress which is urgently needed in the peace process.

As they made clear in their statement of 31 January, the twelve warmly welcome the liberalization of Soviet immigration controls, including the freedom of Soviet Jews to immigrate to Israel and elsewhere. They believe that this sentiment is very widely shared in the international community on the basis that the right of everyone to leave any country including his own, is enshrined in the international covenant on civil and political rights. The attainment by Soviet Jews of this right must not, however, be at the expense of the rights of the Palestinians in the Occupied Territories.

The twelve urge the Israeli Government not to jeopardize the prospects of bringing peace to the region either allowing or encouraging Jewish immigrants to settle in the Occupied Territories.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

18747

תאריך: 21.02.90

נכנס **
**
**
**

סודי

חוזם: 2,18747

אל: המשרד

יעדים: בריסל/476, רהמש/484, מצב/2119, מנמת/718
מ-: לונדון, נר: 225, תא: 210290, זח: 1600, דח: מ, סג: סו
תח: גס: אירופה
נד: ג

סודי/מידי

אל: אירופה 2, שג' בריסל

מאת: השגריר-לונדון

47

מועצת שה'ח-החלטת הנציבות והפא'ר

1. התקשר מנהל מז'ת גולטי:-

שה'ח הרד ביקש להודיעני כי במפגש שה'ח העלה נושא החלטת הפא'ר ומהלכי הנציבות והסתייגותם. בחום הדיון אמר נשיא הנציבות דלור כי הנושא SHOULD BE REVIEWED ע"י הנציבות. ציין שניכר שהנציבות שוב אינה במצב של אמון מלא (TOTAL CONFIDENCE) לגבי סמכותה לנקוט במהלכים שנקטה. גולטי הוסיף שיחזיקונו בתמונה וחזר והדגיש שהמסר אלי הוא משה'ח אישית. כמובן הודיתי על עצם היוזמה והמסר.

2. עצם המסר וההבטחה להחזיקונו בתמונת ההתפתחות חריגים במסכת הדיאלוג שלנו עם הפוראופיס ומעריך שנובעים מהמהלכים שנקטנו בימים האחרונים וממפגש נתניהו-וולדגרייב.

בירן

פא

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, מנכל, ממנכל, איר1, איר2, כהן, כלכליתב', ר/מרכז, ממד, רם, (אמן)

0033376987 סג

0033376987 סג



שר החקלאות

י"ח
י"ח

כ"ד בשבט תש"נ
19 בפברואר 1990
סימוכין: 0508

לכבוד
מר יצחק שמיר-ראש הממשלה
שרי הממשלה

משרד ראש הממשלה
יירוטלים
26-02-1990
מס' התיק (12) 210

א"נ..

אני רואה חובה להפיץ ביניכם את מברקו של שגרירנו בבריסל.
משרד החקלאות מודאג ביותר מן התהליך הפנימי בשוק שכן יכולות להיות לו
השפעות הרות אסון ליצוא החקלאי לאירופה.
תודה על תשומת לבכם.

ב ב ר כ ה ,
א. כץ-עוז
שר החקלאות

27

ש/כע

פעולות הנציבות נגד ישראל

א. מבריקים בנפרד (פקט 88) מברק סוכנות הידיעות "אירופ" בנדון, שפורסם הבוקר, בעקבות דיונים שהתקיימו אתמול בערב בהנהלת הנציבות. לפני שלושה ימים נקבעה לי פגישה להיות עם מטוטס וכוונתו היתה לשוחח איתי לאחר אותם דיונים שתוכננו לאמש. הבוקר, קיבלנו קודם כל בהתנצלות על שהנ"ל קיבל פרסום ב"אירופ". חרף וגידף את המדליפים.

לאחר שיחה על המצב המדיני בארץ, נתן הוא לי סקירה ארוכה על מצב היחסים שבין הפא"ר לנציבות. אמר שהשפעת הפרלמנט גדלה לאחרונה בצורה כזאת שהוא פשוט מטיל את איימתו על הנציבות. בין הנציבים ישנה תמימות דעים שהפא"ר מחפש עילה להצביע אי אמון בנציבות, אך ורק כדי להוכיח את עוצמתו הפוליטית ואת העליונות במערכת מוסדות הקהילה האירופאית. לולא היתה לג'ק דלור תהילה שיש לו, ולולא עמדה על הפרק תוכנית הפדרליזציה של אירופה הכוללת עליה משמעותית בסמכויות הפרלמנט (נאום דלור 17/1 מברקי 198 מ-20/1) אין ספק שהיינו כבר חוזים בפרמיירה של הפלת הנציבות ע"י הפרלמנט. לדעת כמעט כל הנציבים יכול הנושא הישראלי לשמש עילה מצוינת לפרלמנט להפלת הנציבות. הביקורת על ישראל היא היום נחלת הכלל, לא רק במוסדות הקהילה האירופית ובמישור 12 הממשלות, אלא בדעת הקהל ביבשת. אי לכך, החליטה הנהלת הנציבות שאסור לה להתעלם מהחלטות הפרלמנט על סנקציות על ישראל אפילו אם באופן פורמלי אין להחלטות הפרלמנט אלא תוקף של המלצה. היות והנציבות איננה נלהבת מהטלת סנקציות על ישראל, הלכה למעשה, הוחלט לעשות מה שנראה לה כמינימום ההכרחי, כדי לא להפגין זלזול בהחלטות הפרלמנט:

- 1) עד שלא יחול שנוי ביחס הכללי כלפי ישראל לא תיגש הנציבות לשום פרויקט חדש, לשום תכנית חדשה, לשום הסכמים חדשים, לשום שינוי בהסכמים עם ישראל.
- 2) דרג המגע בין הנציבות לממשלת ישראל יורד למינימום. אי לכך, מבטל מטוטס את תכנית ביקורו בארץ שתוכננה ל-12 במרץ ומבטל את השתתפות הנציבות בסמינר שתוכנן לתקופת ביקורו.
- 3) מבלי חוזר מבלי לבטל את תכניות שתה"פ המדעי הקיימות, מבטלת הנציבות את מפגש ועדת ההגוי של שתה"פ המדעי שהיה מתוכנן למרץ הקרוב.
- 4) לשאלתי, אמר מטוטס ששום עזרה לא תבוא לנו ממועצת השרים. אמר שאין לו ספק שבמישור הביטורלי אנחנו שומעים דברי רגיעה לפחות בחלק מן המדינות, אבל אין הדבר בא לידי ביטוי במפגשים שבין חברי מועצת השרים לבין חברי הנציבות.

ב. כדי להדגיש שאין כל הנ"ל אומר ניתוק הקשר עם השגרירות, הזמין אותי מטוטס לארוחת צהריים בשבוע הבא, ומסר לי שגם דלור יבקש לקרוא לי לשיחה בימים הקרובים.

ג. כמובן, שהמסקנות שלנו בשגרירות משיחה זו הן, שיש לפעול במהירות רבה יותר ובצורה אולי מהפכנית במישור יחסינו עם הפרלמנט. האגודה של וילי קלרק ומיק"א מקבלים משנה חשיבות ובמיוחד משנה דחיפות. על כך נבריק בנפרד.

MISSION D'ISRAEL
 AUPRES DES
 COMMUNAUTES EUROPEENNES

1/12



משיחת ישראל
 נ"ר וקהילות האירופיות

מספר פקסומוליה: 32.2.-374.98.20

תאריך: 13.2.1990
 נר: 133



אל: סמנכ"ל מערב אירופה

מאת: המשלחת, בריסל

מס' עמודים: 12 (כולל עמוד זה)

להלן המכתב שהפצנו בין חברי הפרלמנט האירופי.

בברכה,
 יהושע כרית-מן

2
 1
 1
 1
 1
 2
 1
 1
 1
 1
 1
 2

2/12

MISSION D'ISRAËL
 AUPRÈS DES
 COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES



מסנחת ישראל
 ניד הקהילות האירופיות

COPIE AUX MEMBRES DU PARLEMENT EUROPEEN

Monsieur le Président,

Le Parlement Européen a adopté le 18 janvier dernier une résolution (n° B-3-94; 104; 135; 150 (RC1)) condamnant Israël pour "répression dans les territoires occupés par Israël" et appelle à des sanctions contre Israël.

Cette résolution semble avoir été prise sur la foi de certaines informations non fondées dans les faits.

Voici les faits relatifs à quelques aspects de cette résolution :

- 1) Sur la question des exportations de produits agricoles des territoires, les faits sont les suivants :

Dès l'instant où les autorités israéliennes se sont engagées à suivre les procédures destinées à assurer les exportations directes, Israël a non seulement strictement observé ses engagements mais a en outre pris sur le terrain des mesures dérogatoires pour faciliter ces exportations.

La Commission par le biais de sa représentation en Israël et de ses envoyés spéciaux vérifie régulièrement la mise en oeuvre de cet accord et a pu témoigner dans le même sens devant le Parlement.

Je ne cherche pas à diminuer les difficultés matérielles auxquelles sont confrontés les exportateurs des territoires. Il s'agit de petites unités de production n'ayant pas d'appareil de marketing à leur disposition et qui depuis ledit accord refusent de passer par l'organisme israélien de commercialisation qui les desservait jusqu'alors.

Je vous prie de trouver ci-joint (annexe n° 1) quelques précisions chiffrées à ce sujet.

- 2) Sur la question relative à la supposée interdiction de scolarisation qui frapperait la population palestinienne, il convient de signaler l'évolution depuis 1967, date à laquelle cette population est passée sous contrôle israélien, qui démontre le contraire.

La population a augmenté de 40 %; alors que le nombre d'élèves passait de 222.000 à 500.000, le nombre d'écoles passait de 1.000 à 1.560 et le nombre de classes de 6.200 à 13.600 et enfin le nombre d'enseignants de 7.400 à 17.400.

L'enseignement est devenu obligatoire et gratuit.

Dans l'atmosphère actuelle de troubles et de violence, la situation diffère selon les régions, là où la population palestinienne, comme dans la bande de Gaza, souhaite

. /2

Monsieur E. BARON-CRESPO

Président du Parlement Européen

3/12

- 2 -

préservé l'enseignement, les écoles fonctionnent malgré les difficultés, mais là où, comme en Judée et Samarie, la volonté d'entretenir les troubles englobe le domaine de l'enseignement, la scolarité est parfois interrompue.

Les écoles en Cisjordanie sont maintenant ouvertes et il ne dépend pas uniquement des autorités israéliennes qu'elle demeurent ouvertes.

Il en va de même pour les universités. Il n'en existait aucune avant l'arrivée des Israéliens en 1967. Cinq universités ont été créées depuis lors.

Certes, les universités ont été fermées lorsque les étudiants ont préféré utiliser les laboratoires de chimie pour la fabrication de cocktails Molotov et ont préféré utiliser les salles de cours pour incitation à la violence et pour l'organisation de troubles et de violence. Elles seront réouvertes lorsqu'ils décideront d'étudier, ce n'est donc pas l'enseignement qui est visé, bien au contraire.

- 3) Sur les allégations infondées relatives au prétendu homicide volontaire de Palestiniens lors de leur arrestation, je vous prie de trouver ci-joint (annexe n° 2) une note détaillée sur les faits réels. Vous n'ignorez pas, je pense, que cent trente Palestiniens des territoires ont été tués par des activistes de "l'intifada".
- 4) Sur la soi-disant utilisation de gaz asphyxiants par les forces de police et de sécurité. Cette allégation qui revient périodiquement, est totalement infondée et ne repose sur aucune donnée scientifique.

Les gaz utilisés pour disperser les manifestants sont analogues à ceux utilisés par toutes les polices, y compris celles des pays membres de la CE.

Ci-joint (annexe n°3), copie de la réponse circonstanciée et détaillée sur cette question, adressée en mai 1989 à Amnesty International qui avait alors porté cette accusation.

- 5) L'émotion causée à certains parlementaires européens qui ont participé à la manifestation de pacifistes fin décembre dernier à Jérusalem, et qui ont pu être maltraités par la police semble transparaître dans le ton de la résolution et la sévérité de ses dispositions à l'égard d'Israël. Cette manifestation réunissait plusieurs dizaines de milliers de

./2

4/12

- 3 -

participants dont beaucoup venaient de l'étranger, elle s'est déroulée dans le calme et le bon ordre sur quatre kilomètres et ceci pendant trois heures. Il n'y a eu de troubles qu'en deux points. L'expérience commune à plusieurs pays, montre que dans de telles circonstances, les manifestations ne finissent pas toujours comme elles ont commencé. Il existe des versions différentes quant aux troubles créés lors de cette manifestation, ce qui fait l'objet actuellement d'une enquête approfondie, un des officiers de police impliqué ayant déjà été suspendu de ses fonctions jusqu'aux résultats de l'enquête. Il paraît dès lors prématuré que le Parlement Européen tire des conclusions aussi excessives d'un événement isolé, qui n'a d'ailleurs été cautionné par aucune autorité israélienne.

Je dois vous avouer, Monsieur le Président, que l'omission de certains faits, l'inexactitude de ceux évoqués et le choix de ceux retenus dans la résolution sont quelque peu troublants et ne manquent pas de nous laisser perplexes.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.



A PRIMOR
Ambassadeur
Chef de la Mission

Bruxelles, le 9 février 1990.

5/12

ANNEXE 1

L'exportation des produits agricoles des territoires était jusqu'en 1986 assurée par l'organisme israélien Agrexco.

Le 27 octobre 1986 la Communauté européenne décidait unilatéralement, et sans en informer les autorités israéliennes d'accorder un traitement préférentiel à l'accès direct de ces produits dans la CE. C'était faire abstraction des difficultés concrètes de mise en oeuvre d'une telle décision.

Les parties concernées, les exportateurs palestiniens, les autorités israéliennes et les représentants de la CE ont alors établi, d'un commun accord, les modalités de ces exportations.

La campagne d'exportations de 1988 devait se solder par d'énormes pertes au plan commercial pour la population palestinienne, dûes sans doute à l'inexpérience des Palestiniens quant à la manière d'opérer et aux exigences de qualité et de prix des marchés européens; c'est ainsi notamment que 16.000 tonnes d'agrumes ont été exportées, 1.100 tonnes seulement ont pu être vendues.

Les autorités israéliennes ont fait de leur mieux pour faciliter la campagne 1989, allant bien au-delà des engagements pris. Les contrôles de sécurité aux ports et aéroports s'appliquent indifféremment à tous les exportateurs, qu'ils soient israéliens ou palestiniens. Il en résulte nécessairement quelques pertes subies indistinctement par tous les exportateurs. Pour certains produits sensibles, ces contrôles ont été effectués sur place avant même l'emballage et la mise en caisse, pour éviter tout dégât.

Les licences d'exportation sont accordées conformément aux engagements pris et aux conditions établies, à savoir notamment en ce qui concerne la bande de Gaza, sur présentation d'un justificatif que l'impôt sur le revenu échu a été acquitté.

Il convient de signaler à ce propos que selon les législations en vigueur avant 1967, les habitants de la bande de Gaza sont soumis à l'impôt sur le revenu, alors que ceux de Cisjordanie n'y sont pas tenus. Israël n'a rien changé à cet état de choses lorsque ces territoires sont passés sous son contrôle.

Autre point : En ce qui concerne le transport des produits agricoles dans les territoires, des sauf-conduits sont accordés aux exportateurs en période de couvre-feu pour ne pas risquer d'endommager les marchandises.

Cette mesure aussi va bien au-delà des engagements pris par Israël.

6/12

APPENDIX 2OFFICIAL REACTION OF THE GOVERNMENT OF ISRAEL WHICH FINDS THE AMNESTY INTERNATIONAL'S REPORT "AN OUTRAGEOUS AND RIDICULOUS CLAIM, TOTAL NONSENSE AND ABSOLUTELY BASELESS"

Israel is an open and democratic society which permits easy access to a large number of journalists and foreign observers. This openness allows the most detailed scrutiny of events in the Territories, leading to extensive press coverage, and unfortunately, occasional sensationalist reports, including some of extra-judicial executions which, while groundless and unsubstantiated have received some media coverage. Regrettably, Amnesty International has chosen to repeat these allegations.

Execution of suspects is strictly forbidden by Israeli Law and by the principles of International Law according to which the Israel Defence Forces operate in the Administrated Territories. There is no unit in the IDF which is authorized to act, or which acts, against the well-known rules for opening fire, which are grounded in the Law. Every case of death resulting from a military operation is investigated by the Military Police. Results of the investigation are handed over to the Military Advocate General's office and may lead to prosecution if any infringement of the law is established.

Every complaint containing an allegation of extra-judicial execution, however far fetched, is thoroughly investigated by the relevant authorities. Any decision of the military Advocate General is subject to review by the Supreme Court.

Amnesty's complaint that investigations, generally take a long time, is difficult to understand. Due process of law requires that investigations of this nature be careful and therefore, necessarily slow.

When the report stops using generalizations and refers to specifics, it makes several errors of fact. For example, the report claims that only four soldiers have been convicted since the beginning of the uprising. The actual number is 61 convicted of whom 46 have been sentenced to various terms of imprisonment. Another example is Amnesty's reference to 70 deaths caused by tear-gas, a claim that has been amply and repeatedly refuted by medical evidence.

Israel Forces in the Territories are facing gangs of masked youths who are charged with enforcing by violent means, the compliance by the local population to the directives of the uprising's leadership and who have brutally murdered more than 130 arab residents this past year.

7/12

- 2 -

The IDF has devoted enormous efforts to stop these killings. These efforts have resulted in several successful operations in the past few months that have broken up the worst and most violent of these gangs. Amnesty International itself, in its communique of 14 November 1989, MDE 15/WU 11/89, which is paraphrased in the present report, has recognized the duty and responsibility of the Israeli Authorities on the matter.

January 1990

8/12

APPENDIX 3State of Israel
Ministry of JusticeSalah-a-Din Street, 29
P.O. Box 1087
91010 JerusalemTelephone 02-708511
Facsimile 02-869473Jerusalem,
24 May, 1989
File No. 164.1-359Israel's Use of Tear-Gas as a Means of Riot Control

Recently, controversy has arisen in the media regarding the use by the Israel Defense Forces (IDF) of tear-gas as one means of controlling violent rioting by residents of the Administered Areas. This controversy has been fueled by an Amnesty International (AI) publication alleging deliberate misuse of tear-gas and relating that "local medical personnel have reported that since December 1987 more than 40 people have died following tear-gas inhalation." Understandably, the Justice Ministry takes these accusations most seriously. Our review of the matter has revealed the following:

AI's report and the media coverage are replete with errors, unfounded medical assumptions and erroneous medico-legal evaluations of injuries that resulted from confrontations between the security forces and mobs of rioters.

Politically motivated Arab "local medical personnel" and local residents appear to be the source of false claims regarding the use and effects of tear-gas employed by the IDF.

Also culpable, however, is AI for repeating without confirmation these false allegations. Moreover, AI apparently failed to examine the body of medical literature and experience of police forces around the world regarding tear-gas, which would have discredited many of the claims made in its report.

Among the many factual and medical errors reported by AI are the following:

1. Contrary to AI's claims, tear-gas is not used indiscriminately. The IDF Chief of Staff has issued clear orders forbidding soldiers from deliberately harming local Arabs, whether by using tear-gas or other means. One directive states "that the use of force is aimed at the need to achieve the task in hand in accordance with the law and IDF orders, from which it is forbidden to deviate. In no circumstances is it permitted to

9/12

- page 2 -

use force as a means of punishment." Also, "it is permissible to use force, as required, in a violent incident, in order to disperse a violent riot or in order to overcome opposition to a lawful arrest or while in pursuit of rioters and suspects provided that this is during the time when, and at the place where the riot takes place." This directive further states: "it is forbidden to use force after the task in hand has been dealt with, as for example after the riot has been dispersed or after a person is taken into custody and does not put up any resistance."

These directives apply also to the use of tear-gas.

Nor is tear-gas fired into homes, mosques, schools, etc., except in an effort to break up rioting or force rioters out of structures where they have hidden after attacking IDF soldiers or civilians. Significantly, soldiers are specifically forbidden to use tear-gas in places where those present cannot quickly exit. They are also forbidden to aim tear-gas directly at rioters and may fire it only over their heads.

These directives, which are the subject of regular review by the Judge Advocate General of the IDF as well as the Ministry of Justice, have been brought to the attention of all IDF units. Those who violate these standards are court-martialled or disciplined.

In one case, the body of Muhammad Juma, age 68, was brought into Shifa Hospital by his family. They alleged he had died of tear-gas inhalation after soldiers had used it to force a youth, who was evading arrest, out of Juma's house. The Arab doctor who examined the body determined that death was caused by a cerebral/cardio-vascular accident (most likely a brain hemorrhage) and informed the family that the death was from natural causes and that no autopsy was required. Irrespective of the doctor's diagnosis, that death was not caused by

tear-gas, the matter resulted in subjecting a soldier to disciplinary trial for having disobeyed regulations in the use of tear-gas.

10/17

- page 3.

2. According to an exhaustive study made by the noted expert Dr. Maurice Rogev, when he served as the Director of the Israel National Institute of Legal Medicine at Abu Kabir, AI's use of unconfirmed reports of "deaths caused by tear-gas" runs contrary to accepted medical practice. The following three forms of evidence would be necessary to support any conclusion that death was caused by tear-gas:

- a. clinical symptoms indicating that tear-gas poisoning occurred after the inhalation of the substance;
- b. autopsy results confirming the absence of other causes of death; and
- c. analytical findings confirming the presence of a "noxious thing" or poison.

In none of the seven cases described by AI were these requirements satisfied for the reasons described below.

3. AI's complaint that no autopsy reports were made available to the families of the deceased is technically correct. Under instructions issued by the Ministry of Health and Israeli Police in 1986, autopsy reports on bodies, whether Arab or Jew, Israeli citizen or resident of the administered areas, can only be sent to the area police investigation unit that, because of suspicion that the cause of death was not natural, ordered the post mortem. Although autopsy reports are not automatically sent to the family of the deceased, they may receive a copy of the report by applying to the investigating police or military police unit, or from the Civil Administration.

Few autopsies of Arabs alleged to have died from tear-gas have been carried out because of the widespread practice by friends and relatives of snatching the bodies of persons killed during the disturbances, significantly hampering the efforts of the Institute of Legal Medicine at Abu Kabir. The snatching bodies are often paraded

through the streets to incite others to violence before being buried privately. Pre-existing chronic lung or heart disease may be aggravated by exposure to tear-gas and the individual in question may even develop life-threatening clinical symptoms. However, the absence of autopsy results

M/12

- page 4 -

in six of the seven cases referred to by AI prevented ascertaining whether such chronic conditions were present. Indeed, in these six cases (Amal Abdul Wahad Qasisa, Wijan Faris, Fatima Saliman, Juma' Ibrahim Al Tukhi, Naina Muhammed Abdul Aziz Adi, and Muhammad Samhan) the bodies were kidnapped before an autopsy could be performed.

4. In one recent incident in which an autopsy was performed, the results were quite revealing. On October 27, 1988, on the front page of the *Jerusalem Post*, the following headline appeared: "Three-Year-Old Khan-Yunis Girl Dies After Inhaling Tear-Gas, Family Says". The autopsy revealed that the girl, who suffered from Downs Syndrome and had a congenital heart defect, died of advanced pneumonia.

The truth did not receive headline treatment.

5. During the time period in question, when in fact only one type, CS, was being used, AI claimed that the IDF used two types of tear-gas in the administered areas. This is incorrect. The one and only type of tear-gas used by the IDF is CS. This type of tear-gas is the most accepted means of riot control worldwide.
6. According to the above mentioned study made by Dr. Rogev, there are no confirmed reports of human deaths caused by CS tear-gas in the medical literature. The two medical articles footnoted in the AI report indicate the possibility of isolated deaths in cases of persons exposed to high concentrations of CN gas (or CN together with small amounts of CS), typically in closed rooms. In these cases, death occurred a minimum of 8 and as long as 48 hours after exposure. By contrast, each of the deaths described in the AI report occurred between a few minutes to an hour after exposure. This discrepancy further discredits the unsubstantial claims made in Amnesty's report that the deaths in the seven cases were caused by tear-gas.
7. Since its invention in 1928, CS tear-gas has been very widely used by police and military forces throughout the world. It is, for example, in regular use in the United States, France, and England. Were deaths even an occasional result of its use, this would have been

12/12

- page 5 -

well documented in the medical literature. Moreover, Israeli soldiers are routinely exposed to CS tear-gas in closed rooms, both during basic training to test their ability to handle the substance and while on duty.

8. AI's reportage implicating tear-gas as a possible cause for other medical symptoms such as respiratory distress and diarrhea are not supported by the requisite clinical, toxicological and bacteriological evidence. Moreover, the acute stress which the participants in street violence stimulate in themselves (and in their neighbors) could precipitate breathing and diarrheal reactions. In addition, gastro-intestinal and respiratory infections are commonplace due to the inadequate sanitary and/or ventilation conditions of many of the localities in which tear-gas has been used. Careful scientific studies must be made to isolate the effects of the tear-gas from other factors. AI has not attempted to exercise such care.
9. The Ministry of Health distributed to the directors of public health institutions and all hospitals in the administered areas directives concerning the appropriate treatment of tear-gas exposure. This information has also been distributed to all hospital Emergency Rooms in the areas.

In conclusion, it should be noted that although the deaths reported by Amnesty International were improperly attributed to the effects of tear-gas exposure, no method of riot control is completely without risk. For this reason, the IDF, in cooperation with medical experts, has sought to restrict the use of even this non-lethal substance to instances where failure to use it might result in more fatalities or injuries due to the continued street violence. The use of tear-gas by trained personnel in accordance with Army regulations, is an essential tool in the preservation of public order as well as an effective means in the dispersion of rioters.

שמור

יוצא **

**
**
**
**

חוזם: 2,10564

אל:

בריסל/264, בון/227, אתונה/180, האג/214, לונדון/252, פריס/381, רומא/204, קופנהגן/270, מדריד/191, ליסבון/178, מנמת/333
מ-: המשרד, תא: 130290, זח: 1307, דח: ב, סג: שמ
תח: & גס: כלכלית
נד: &

10562

שמור/בהול טפל

אל: בריסל/השגריר

דע: תפוצת מאיה - מיידי

פעולות הנציבות נגד ישראל

א. לפי ה'יורופ' מה- 9 דנא (שלכם 121) החלטת הנציבות כוללת דחיית המפגש של ועדת ההיגוי לש'פ מדעי וכן דחיית בקור מטוטס בישראל וקיום הסמינר על 1992 המתוכננים למרץ.

ב. ראו נא דברי מטוטס ברוח הנ'ל בתשובה לשאלה במסיבת עתונאים שערך בתום בקורו בקפריסין.

ג. מורגן שנשא דבריו אתמול באוניברסיטת חיפה דבר על דחיית דיונים שהיו צריכים להתקיים במסגרת של ש'פ מדעי ביננו לבין הנציבות עד אפריל. מדבריו משתמע שהנציבות לא חוזר לא קבלה כביכול החלטת הפא'ר הכוללת השעיית ש'פ המדעי עם ישראל והיא הסתפקה בדחיה בלבד.

ד. משיחה טלפונית עם מורגן (יוצא היום לחופשת נשואין לשבועיים) חזר על גרסתו הנ'ל שהנציבות בנגוד להחלטת הפא'ר החליטה על דחיה זמנית של דיונים על פרויקטים חדשים. הנציבות לא יכלה להתעלם מהחלטת הפא'ר ונאלצה לנקוט בצעדים אלה בשל האוירה הכוללת השוררת בקרב הפרלמנטרים. אך חזר והדגיש שכביכול הם לא הרחיקו לכת כפי שהפא'ר דרש. בטול

משרד החוץ-מחלקת הקשר

התקציב של ש'פ פרוש הדבר פגיעה מיידיית בפרויקטים הקיימים.

ה. בתשובה לשאלתי אמר שעל פי הדווח שקבל מבריסל החלטת הנציבות כוללת דחית הפעולות המתוכננות עתה באופן זמני אך אין התייחסות לעמדתה באשר לנושאים כמו שנוי הסכמים או הסכמים חדשים. הבעתי אכזבתנו העמוקה מצעדיה של הנציבות ומהעובדה שיצרו LINKAGE בין התחום הכלכלי והמדיני, דבר שיבלום קדום יחסינו הכלכליים המושתתים על אינטרסים משותפים.

מנהל כלכלית 2

אק

תפ: שהח, סשהח, מנכל, ממנכל, איר1, איר2, כהן, כלכליתב, קשתום, תרבות, סולטן, מזתים, סייבל, ר/מרכז, ממד, רם, אמן, &מנכלממדע

MISSION D'ISRAEL
AUPRES DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES



משימת ישראל
ליור הקהילות האירופיות

32.2.-374.98.20

מספר מקסימום: 2

1/2

100
גמול

9.2.1990

תאריך:

100

נר

אירופה 1

אל

בלבלות ב'

ס/ראש המשלחת, בריסל

מאת

מס' עמודים: 2 (כולל עמוד זה)

רצ"ב נוסח הצהרת ה - 12 בדבר ההתקפה על אוטובוס התיירים הישראליים במצרים.

בכ"ר כ"ה
ל. שולרון

Handwritten notes in Hebrew, including numbers 1, 2, 3 and various symbols.

2/2

E P C

EUROPEAN POLITICAL COOPERATION

PRESS RELEASE

P.10/90

Brussels, 6 February 1990

STATEMENT BY THE TWELVE ON THE ATTACK ON A BUS
CARRYING ISRAELI TOURISTS IN EGYPT

The Twelve unreservedly condemn the attack on a bus carrying Israeli tourists near Ismailiya in Egypt on Sunday 4 February which resulted in 11 deaths and many injuries. They extend their sympathy to the injured and their condolences to the families and friends of those killed.

The Twelve have always stated that they are against violence from wherever it comes. This brutal attack underlines again that violence does nothing to bring about peace. It stands in stark contrast to the efforts to promote a dialogue between the parties to the Arab-Israeli conflict. The Twelve reiterate their appeal for an urgent, negotiated and global solution to this conflict.



32.2.-374.98.20

מספר פקסומולויה:

תאריך: 8/2/90
נר: 88

אירופה 1, כלכלית ב'

אל :

דע: מאיה (ים העבירונא) מנכל משרד המדע, ז.פרי/תמ"ס, זייף/חקלאות, נווה/אוצר, רוב/כלכלה
י.רן/אנרגיה

מאת: קיטצ'י, בריסל

מס' עמודים: 2 (כולל עמוד זה)

להלן הודעת "אירופ" שפורסמה היום ה-8/2/90

Handwritten notes in Hebrew, organized into columns with numbers 1-5 above them. The notes appear to be a list of names or titles, possibly related to the 'Europe' mentioned in the typed text above.

EEC - ISRAEL: THE EUROPEAN COMMISSION EXAMINES FOLLOW UP TO THE
PARLIAMENT'S REQUEST TO SUSPEND SCIENTIFIC COOPERATION

BRUSSELS Wednesday 7 February 1990 - The European Commission could make known by Thursday or in the days that follow, its reaction to the request that there be an "immediate freeze on the budgetary allotment for scientific cooperation" with Israel made by the European Parliament on 18 January. Commission services concluded their study on the "potential consequences" of such a recommendation and has laid out two options: a) delaying Mr. Matutes visit to Israel scheduled for next spring, b) the report on a meeting of the mixed management committee on scientific cooperation (also set for the spring in Brussels). During the meeting the Commission and Israeli participants should evaluate cooperation taken place since 1984 which has allowed for support for nearly 60 research projects on the environment, water treatment, and irrigation, for an amount totalling 10 million ECU (European contribution, 5 million ECU). Currently, 15 new projects are being selected and these should be examined by the management committee in the spring. Mr. Matutes must make a "political choice" along with his colleague in charge of the the dossier on scientific policy, Mr. Pandolfi, and doubtlessly also in consultation with the President of the Commission. The need to a "political sign" to the Israeli government will be considered as a way of expressing disapproval over closures of educational establishments particularly universities, in the occupied territories.

The content of the decision remains linked to a examination of the technical consequences for European research organisations. The increase in bilateral scientific cooperation agreements with Israel (with France, Portugal and Spain, to cite the most recent) raised a "problem of coherence," according to the services of the Commission. Then there are also political considerations to be made, not the least of which being, the discussion on an international level concerning the peace process. The meeting foreseen in the next few weeks amongst American, Israeli, and Egyptian diplomats, could lead to a less strict approach. As regards the evolution of direct palestinian exports to the Community these are currently considered to be satisfactory.

de coll

CLN/C

אל: יוסי בן אהרון - מנכ"ל משרד רה"מ - אישי - לנמען בלבד

מאת: השגריר, בריסל

להלן מברק שנשלח היום למשהח לידיעתך:

פעולות הנציבות נגד ישראל

א. מבריקים בנפרד (פקס 88) מברק סוכנות הידיעות 'אירופ' בנדון, שפורסם הבוקר, בעקבות דיונים שהתקיימו אתמול בערב בהנהלת הנציבות. לפני שלושה ימים נקבעה לי פגישה להיום עם מטוטס וכוונתו היתה לשוחח אתי לאחר אותם דיונים שתוכננו לאמש. הבוקר, קיבלני קודם כל בהתנצלות על שהנ"ל קיבל פרסום ב'אירופ'. חרף וגידף את המדליפים.

לאחר שיחה על המצב המדיני בארץ, נתן הוא לי סקירה ארוכה על מצב היחסים שבין הפא"ר לנציבות. אמר שהשפעת הפרלמנט גדלה לאחרונה בצורה כזאת שהוא פשוט מטיל את אימתו על הנציבות. בין הנציבים ישנה תמימות דעים שהפא"ר מחפש עילה להצביע אי אמון בנציבות, אך ורק כדי להוכיח את עוצמתו הפוליטית ואת עליונות במערכת מוסדות הקהיליה האירופאית. לולא היתה לג'ק דלור ההילה שיש לו, ולולא עמדה על הפרק תוכנית הפדרליזציה של אירופה הכוללת עליה משמעותית בסמכויות הפרלמנט (נאום דלור 17/1 מברקי 198 מ-20/1) אין ספק שהיינו כבר חוזים

- 2 -

בפרמיירה של הפלת הנציבות ע"י הפרלמנט. לדעת כמעט כל הנציבים יכול הנושא הישראלי לשמש עילה מצוינת לפרלמנט להפלת הנציבות. הביקורת על ישראל היא היום נחלת הכלל, לא רק במוסדות הקהיליה האירופית ובמישור 12 הממשלות, אלא בדעת הקהל ביבשת. אי לכך, החליטה הנהלת הנציבות שאסור לה להתעלם מהחלטות הפרלמנט על סנקציות על ישראל אפילו אם באופן פורמלי אין להחלטות הפרלמנט אלא תוקף של המלצה.

היות והנציבות איננה נלהבת מהטלת סנקציות על ישראל, ההלכה למעשה, הוחלט לעשות מה שנראה לה כמינימום ההכרחי כדי לא להפגין זלזול בהחלטות הפרלמנט:

1) עד שלא יחול שנוי ביחס הכללי כלפי ישראל לא תיגש הנציבות לשום פרויקט חדש, לשום תכנית חדשה, לשום הסכמים חדשים, לשום שנוי בהסכמים עם ישראל.

2) דרג המגע בין הנציבות לממשלת ישראל יורד למינימום. אי לכך, מבטל מטוטס את תכנית ביקורו בארץ שתוכננה ל-12 במרץ ומבטל את השתתפות הנציבות בסמינר שתוכנן לתקופת ביקורו.

3) מבלי חוזר מבלי לבטל את תכניות שתה"ף המדעי הקיימות, מבטלת הנציבות את מפגש ועדת ההגוי של שתה"ף המדעי שהיה מתוכנן למרץ הקרוב.

4) לשאלתי, אמר מטוטס ששום עזרה לא תבוא לנו ממועצת השרים. אמר שאין לו ספק שבמישור הביולטרלי אנחנו שומעים דברי רגיעה לפחות בחלק מן המדינות, אבל אין הדבר בא לידי ביטוי במפגשים שבין חברי מועצת השרים לבין חברי הנציבות.

ב. כדי להדגיש שאין כל הנ"ל אומר ניתוק הקשר עם השגרירות,

- 3 -

הזמין אותי מטוטס לארוחת צהרים בשבוע הבא, ומסר לי שגם דלור יבקש לקרוא לי לשיחה בימים הקרובים.

ג. כמובן, שהמסקנות שלנו בשגרירות משיחה זו הן שיש לפעול במהירות רבה יותר ובצורה אולי מהפכנית במישור יחסינו עם הפרלמנט. האגודה של וילי דה קלרק ומיק'א מקבלים משנה חשיבות ובמיוחד משנה דחיפות. על כך נבריק בנפרד.

פרימור

ססס

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך : 05.02.90

3079

שמור

יוצא **

**

**

**

חוזם: 2,3079

אל: בריסל/82

מ-: המשרד, תא: 050290, זח: 0923, דח: מ, סג: שמ

תח: @ גס: כלכלית

@: דג



10272

שמור/מיד

אל: בריסל

לקראת דיון בנושא התעופה 1992 והשלכות על אל על להלן כמה קביעות כלליות :

ההשלכות על ישראל של איחוד אירופה בתחום התעופה האזרחית תלויות בטקטיקה עליה יוחלט על ידי השוק. אם יוחלט שלא לבטל את הסכמי התעופה הקיימים ולנהל את המו"מ על בסיס הסכמי התעופה, במגמה לאפשר מידה גדולה יותר של תחרות חפשית על בסיס עקרון ההדדיות, יש להניח שאל-על תוכל להתחרות ביעילות ובהצלחה בחברות התעופה האירופאיות והדבר אף עשוי להקנות לה יתרון בכיבוש שווקים נוספים ובהעלאת חלקה בשוק. זו הערכת אל-על ואני מצטרף לה לא כל היסוס.

לעומת זאת, אם יוחלט ע"י השוק לבטל את הסכמי התעופה ולנהל מו"מ כגוף אחד מול ישראל, במגמה להקים חומות מגן גבוהות מסביב לשוק, ליתן חופש פעולה לחברות התעופה של השוק המשותף ולהגביל את חופש הפעולה של אל על, עלולה אל על למצוא את עצמה בעמדת נחיתות והתעופה האזרחית הישראלית עלולה להפגע באורח משמעותי. מגמת השוק במצב זה תהיה לאפשר לכל חברות התעופה של מדינות השוק לטוס מכל נקודה באירופה לישראל. בעוד אל על תורשה רק למספר מוגבל של יעדים באירופה. יתר על כן, חברות התעופה האירופאיות יורשו להוביל תנועה בין נקודות בתוך השוק המשותף לבין ישראל, בעוד זכות זו תמנע מאל-על. אם יתרחש תסריט זה עלול חלקה של אל על בשוק לקטון באופן משמעותי ומרבית התנועה בין ישראל לבין מדינות השוק תובל על

מאג

1234 **
**
**
**

תלמי: 2079, 2
מל: 2079
ד-: 2079, תל: 2079, תל: 2079, תל: 2079
תל: 2079
ל: 2079

2079
מל: 2079

מל: 2079

הנהלת המועצה הכלכלית-מנהלית של מדינת ישראל
: תלמי: 2079

הנהלת המועצה הכלכלית-מנהלית של מדינת ישראל
מיועדת לכלל אזרחי ישראל. מטרתה היא להקדים
החלטות על כלל העניינים הכלכליים-מנהלתיים
הנוגעים למדינה. המועצה כוללת בתוכה
מנהלים מן המשרדים הממשלתיים, מן המוסדות
הממשלתיים ומהמגזר הפרטי. המועצה
מייצגת את כלל אזרחי ישראל.

הנהלת המועצה הכלכלית-מנהלית של מדינת ישראל
מיועדת לכלל אזרחי ישראל. מטרתה היא להקדים
החלטות על כלל העניינים הכלכליים-מנהלתיים
הנוגעים למדינה. המועצה כוללת בתוכה
מנהלים מן המשרדים הממשלתיים, מן המוסדות
הממשלתיים ומהמגזר הפרטי. המועצה
מייצגת את כלל אזרחי ישראל.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ידי חברות התעופה האירופאיות.

אפשרות פעולה בטווח הקצר ובטווח הארוך:
הצטרפות לשוק המשותף - מאחר ובמצב של תחרות חפשית ושווה
תוכל חברת אל על להתחרות ביעילות ובהצלחה בחברות התעופה של
השוק המשותף, יש לפעול להצטרפות לשוק המשותף. אפשרות ז',
שבטווח הארוך אינה בלתי ניתנת להשגה, אינה מעשית בטווח של 3
השנים הקרובות. הצטרפות לשוק המשותף הינו תהליך ארוך ומסובך
והשוק כבר הודיע שלא יטפל בהצטרפויות חדשות עד סוף 1992.

הסכמי שיתוף פעולה עם השוק המשותף:
על בסיס ההערכה שתחרות חפשית ושווה תהיה כתועלת לתעופה
הישראלית, יש לפעול לחתימה על הסכם שיתוף פעולה עם השוק
המשותף, שבו יובטח שהזכויות שיוענקו לחברות התעופה של השוק
יוענקו במידה שווה גם לאל-על (ולחברות תעופה ישראליות
אחרות-אם יהיו כאלה).

השגת הסכם כזה היא בגדר האפשר עד סוף 1992, וכבר כיום מתנהל
מו'מ בכיוון זה בין השוק המשותף לבין מדינות אפטי'א כאמור
לעיל.

במסגרת זו רצוי ליצור קשר עם מדינות אחרות שאינן חברות
השוק, כדי לנסות ליצור עמדה אחידה לקראת מו'מ אפשרי עם
השוק.

נבקש הערות יכם.

מנהל כלכלית א'

יג

תפ: שהח, סשהח, מנכל, ממנכל, איר1, איר2, כהן, כלכליתב', כלכליתא',
מנכלתחבורה

מ ב ר ק נ כ נ ס

אמא, חוזם: 3200

אל: רהמט/8

מ-: המשרד, מא: 050290, חז: 1038, דח: ס, סג: 10,

בבב

טודי/מידי

ק.א. 708

שגריר, ציר, שטיין

התקשר בראון למסור שמחם'ד שלח הנחייה לשגריר ארה"ב. שליד
הקביליה להעלות הסתיגות ארה"ב מההחלטה להסיל סנקציות נגד
ישראל ולטעון שיש בהחלטה משום פגיעה בתהליך המדיני.

בנצור

000

0 1 0

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך: 04.02.90

2592

סודי

יוצא

**
**
**
**

חוזם: 2,2592

אל: 155/ש

מ-: המשרד, תא: 040290, זח: 1259, דח: מ, סג: 10

תח: @ גס: צפא

נד: @

סודי/מידי

צ.א. 706

וושיןגטון

שגריר, ערן, שטיין

השגריר בראון סיפר שהבריק למחמ'ד ולשגריר ארה'ב בבריטל
להביע דעתו שלמימוש המלצת הפרלמנט האירופי להטיל סנקציות
על ישראל בשעה רגישה זו תהיה השפעה שלילית על התהליך
המדיני והמליץ על פעולה מחמ'דית כנגד יישומה. סיפר שנציג
הקהילה מורגאן אמר לו שגם הוא שלח חוות דעת ברוח זו.

בנצור

4 בפברואר 1990

רש

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רס, אמן, ממד,
בנצור, מצפא, כהן, איר, איר, 2, סייבל, טולטן

1911

1911

1911
 1911
 1911
 1911

1911
 1911
 1911

1911
 1911
 1911
 1911
 1911
 1911
 1911
 1911
 1911

1911
 1911

1911

1911
 1911

משרד החוץ-מחלקת הקשר

24741

תאריך : 31.01.90

** יוצא **
**
**

שמור

חוזם: 1,24741

א7:

אתונה/399, בון/568, בריסל/570, האג/425, לונדון/653, פריס/851,
מדריד/443, קופנהגן/583, ליסבון/426, רומא/484, מנמת/546
מ-: המשרד, תא: 310190, זח: 1802, דח: 1, סג: שמ
תח: 3 גס: אירופה
נד: 2

56975

שמור/בהול

אל: תפוצת מאיה

1. היום אה'צ מסר לי שג' אירלנד נוסח ההודעה שהשתים עשרה
יפרסמו הערב או מחר בבוקר. ההודעה מתייחסת לישוב עולים
ביו'ש ועזה.

2. השבתי לשגריר שכמקובל במדינות דמוקרטיות אנו משאירים
לאזרחי ישראל לבחור בעצמם באופן חופשי את מגוריהם, ומבחינה
זאת אין הבדל בין אזרחים ותיקים או חדשים.

3. להלן הנוסח

STATEMENT BY THE TWELVE ON THE SETTLEMENT OF JEWISH
IMMIGRANTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

THE TWELVE MEMBERS OF THE EUROPEAN COMMUNITY ARE
SERIOUSLY CONCERNED AT RECENT SUGGESTIONS THAT
IMMIGRANTS TO ISRAEL MAY BE SETTLED IN THE OCCUPIED
TERRITORIES. IN THIS CONTEXT, THE TWELVE RECALL THEIR
LONG-STANDING VIEW THAT THE JEWISH SETTLEMENTS IN THE
OCCUPIED TERRITORIES, INCLUDING EAST JERUSALEM, ARE
ILLEGAL.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

WHILE THE TWELVE WARMLY WELCOME THE LIBERALISATION OF
SOVIET EMIGRATION CONTROLS, INCLUDING THE FREEDOM OF
SOVIET JEWS TO EMIGRATE TO ISRAEL AND ELSEWHERE, THEY
HOPE THAT THE ISRAELI GOVERNMENT WILL NOT JEOPARDISE THE
PROSPECTS FOR BRINGING PEACE TO THE REGION BY EITHER
ALLOWING OR ENCOURAGING JEWISH IMMIGRANTS TO SETTLE IN
THE OCCUPIED TERRITORIES.

ממוכ'ל

אק

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, אמן, ממד,
איר, איר2, כהן, סולטן, מזתים, גוברין, מזאר, תפוצות, רביב, מעת,
הסברה

נושד-חוף-מחלקת הקשר

21278

תאריך : 28.01.90

** יוצא
**
**
**

שמור



חוזם: 1,21278

אל: פריס/741

מ-: המשד, תא: 280190, זח: 1502, דח: ר, סג: שמ

תח: גס: כלכלית

נד: @

9990

שמור/רגיל

.צ.ס.

אל: פריס

דע: סמנכ'ל סחר חוף תמ'ס

מ. קובי, האוצר

חרם ערבי

גבאי, לשלכם חוזם 1.6869 (נר 119) מ-9 דנא.

1. מטרות טיפולנו בחרם הערבי בצרפת כרגע כפולות הן:

א. להשיג תמיכה פעילה מצד צרפת בהרמוניזציה של החקיקה הקהילית בעניני חרם וזאת לקראת יצירת השוק האחד ב-1992. (מברק סמנכ'ל כלכלה מ-30 ליולי 89).

ב. לנצל הנכונות המיוחדת שגילה הנשיא מיטראן בנדון בשיחתו עם רה"מ שמיר על מנת למנוע התחמקות ערבית בסעיף אי-ההפליה שבהסכמים שלהם עם השוק (מברקנו מ-12 דנא).

2. מאידך, פרט למקרים שמדובר בחברות צרפתיות מולאמות, אין לנו ענין בשלב זה, חוזר בשלב זה, בהתערבויות המוצעת של הדרגים הגבוהים במקרים בהם נמנע ש'פ עם חברות ישראליות וזאת מהטעמים הבאים:

א. אין לנו יכולת ואפשרות להוכיח שאכן החברות מחריםות ואינן מוכנות למסור חומר רלוונטי.

נושד-חוף-מחלקת הקשר

ב. הנסיון מלמד, והאמור במברקו (מ-21 דנא) של מ. קובי מהאוצר הוא הוכחה נוספת שלא ניתן להשיג ראיות של ממש שחברות צרפתיות מסרבות או אינן מוכנות לש'פ עם חברות בישראל.

ג. אחת הסיבות לכך היא שהדבר נוגד ה-CIRCULAIRE של רה"מ דאז פייר מורוא והחברות שלא מעונינות בקשרים עם ישראל יודעות היטב להסוות את כוונתן.

3. לכן חשוב להתרכז בשיחות במטרות שצויינו לעיל. רצוי להדגיש שהרמוניזציה המוצעת מקדמת גם האינטרס הצרפתי. הרי ברור שחברות ערביות תעדיפנה התקשרות עם חברות היושבות בארצות שבהן לא קיימת חקיקה נגד חרם.

הסברה כלכלית-כלכלית ב'-אירופה א'

יג

משרד החוץ-מחלקת הקשר

15547

תאריך: 21.01.90

נכנס **
**
**
**

חוזם: 1,15547
אל: המשרד
יעדים: אתונה/229, בון/339, האג/248, לונדון/389, פריס/528, רומא/330, מדריד/252, ליסבון/260, קופנהגן/346, מצב/1457, מנמת/341
מ-: בריסל, נר: 199, תא: 200190, זח: 2045, דח: ב, סג: שמ
תח: @ גס: אירופה
נד: @

שמור/בהול-לבוקר

אל: אירופה 1

דע: כלכלית ב, תפוצת מיה

מאת: המשלחת בריסל

החלטת הפרלמנט האירופי הקוראת לסנקציות נגד ישראל.

1. ב-18.1.90 נתקבלה החלטה בפא"ר הקוראת לנציבות להקפיא מיידית את סעיף התקציב המוקדש לש"פ מדעי עם ישראל. אחדים מהנואמים קשרו זאת לבעית החינוך בשטחים. זו אמנם הפעם הראשונה שהפא"ר קורא לסנקציות נגדנו. כמו כן, ההחלטה קוראת לשרי החוץ בפועלים במסגרת ש"פ מדיני לנקוט באמצעים הדרושים לפתוח תהליך של מו"מ במיוחד באמצעות ועידה בינ"ל בחסות האו"ם בהשתתפות כל הגורמים נוגעים בדבר, לרבות מדינת ישראל ואש"ף.

2. הטון שהשתמשו בו הנואמים היה קשה במיוחד ומצביע על חוסר אמון בכוונות ישראל להשיג שלום. סיעות השמאל שיזמו את ההחלטה (הסוציאליסטים הירוקים ושתי הסיעות הקומוניסטיות) הושפעו במיוחד מתהלוכת השלום ב-30.12.89 שבמהלכה נתקלו חברי הפא"ר במשטרה ויכלו להביא עדות אישית, וכן מדו"ח אמנסטי האחרון הנראה להם אמין יותר מדברי הנציגים הישראלים ומעמדות הרשמיות של ישראל. מדאיג במיוחד, שבנואמים שנשמעו הן בעת

משרד החוץ-מחלקת הקשר

המפגש עם משלחת הכנסת והן במליאה בעת קבלת ההחלטה משתמשים נגדנו ומחזירים לנו כל הטענות שלנו : דמוקרטיה, שלטון החוק, רצוננו להתקדם לשלום, ורואים בזה דברי פרופגנדה סתם.

3. פורמלית החלטות הפא"ר מסוג זה הינן בגדר המלצות בלבד. אולם כשהפא"ר מביע בהחלטותיו עמדות דומות לאלה של המוסדות האחרים של הקהילה, החלטות הפאר מקבלות משקל מדיני גדול מאד. אין ספק איפוא שיש השפעה רבה להחלטות הפאר בנושא זכויות האדם בשטחים. השפעה זו כבר מצאה ביטוי וזה בהקשר זה שיש להבין את המסרים שקולינס בשם המועצת השרים ומטוטס בשם הנציבות מסרו למשלחת הכנסת. סביר מאד שהפאר ימשיך בלחץ מתמיד ושבכל מושב תקבל החלטה אחת לפחות נגדנו. מועצת השרים והנציבות ירגישו אז את עצמם חייבים לפעול. יש לראות, לדעתנו את החלטת הפא"ר מ-18.1, והמסרים של קולינס ומטוטס כאות הזהרה רציני ביותר.

4. לא ברור אם הנציבות תגיב מיידית להחלטה מ-18.1 ואם תגיב איך תעשה זאת. נראה עם זאת שכל סימן חיובי מבחינתה בנושא תהליך השלום ובנושא זכויות האדם בשטחים יעזור לה ויעודד אותה שלא להפעיל סנקציות. מדברי מטוטס בפני משלחת הכנסת ובדיון במליאה ניתן לקוות ולומר :

א) שהנציבות תכבד את הסכמים ביננו לבין הקהילה אם רק אנו מצידנו נכבד אותם (הכוונה כנראה היא, בין היתר להגבלות סחר מצידנו, לחקיקה לביטול התמ"א והתוספת השלישית, וליצוא מהשטחים).

ב) שאם לא יהיה מנוס מצידם בגלל הלחץ הפוליטי המופעל עליה גם ע"י הפא"ר ואולי גם ע"י ה-12 ינקטו בצעדים, כנראה ובשלב זה בתחום שיתוף הפעולה, מחוסר ברירה.

5. במסר של מועצת השרים מפיו של קולינס, הזהרה מיוחדת בפני חוסר תזוזה בתהליך השלום, ואם לא כן "ה-12 ישקלו אלטרנטיבה לדו-שיח ישראלי-פלסטינאי כדרך לקדם את סוג הפיתרון הנראה לנו". באשר לנושא של זכויות האדם, הביע קולינס איום מפורש של השהיית כל ש"פ כלכלי עם ישראל.

6. הצעות לפעולה אנחנו מבריקים בנפרד.

לידיה שוקרון

רש

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמנ, איר, 1, איר, 2, כלכליתב', עמיקם/כנסת, מזת ים, מתאסשטחים

1. The first section discusses the initial findings and the scope of the study. It outlines the objectives and the methodology used to collect and analyze the data.

2. The second section provides a detailed description of the study area and the participants involved. It includes demographic information and details about the data collection process.

3. The third section presents the results of the study, including statistical analyses and the identification of key trends and patterns in the data.

4. The fourth section discusses the implications of the findings, their significance, and potential applications in the field. It also addresses the limitations of the study and suggests areas for future research.

5. The fifth section concludes the report by summarizing the main findings and reiterating the importance of the research. It provides a final statement on the overall contribution of the study to the field.

6. The sixth section contains a list of references and a list of figures and tables. The references cite the sources used in the study, and the figures and tables provide visual representations of the data.

7. The seventh section includes an appendix with additional data, charts, and supplementary information that supports the main text of the report.

8. The eighth section provides a list of abbreviations and a glossary of terms used throughout the report to ensure clarity and consistency.

9. The ninth section contains a list of acknowledgments, thanking individuals and organizations that provided support and assistance during the course of the study.

10. The tenth section includes a list of appendices and a list of figures and tables, providing a comprehensive overview of the supplementary materials included in the report.

11. The eleventh section contains a list of references and a list of figures and tables, ensuring that all sources and data points are properly cited and documented.

12. The twelfth section includes an appendix with additional data, charts, and supplementary information that supports the main text of the report.

13. The thirteenth section provides a list of abbreviations and a glossary of terms used throughout the report to ensure clarity and consistency.

14. The fourteenth section contains a list of acknowledgments, thanking individuals and organizations that provided support and assistance during the course of the study.

בלמס/מידי

אל אירוהפה 1

דע כלכלית ב י - מאיה

מאת בריטל/שטרסבורג

משלחת הכנסת בפאר

בדיפ נדווח על הדיונים השונים שהתקיימו במשך יומיים אכ נראה לנו
ראוי להקדים בתמצית ההצטרות שהושמעו בפני משלחת הכנסת בוכחות משלחת הפאר
ליחסים עם ישראל עי שר החוצ של אירלנד קולינס כיור תו. ת של ה-12
ההצטרות נמסרה בשם ה-12,

ועי הנציב מטוטס. הארדה שנמסרה בשם הנציבות .

א. כללי

ההצטרות הנל ת דבר יוצא דופן במסגרת דיאלוג שכינ המשלחות .
הכוונה , כפי שהודיע היור א. ^{IMBENI} xxx שאלו תהיינה הצטרות חד
תצדדיות (למרות זאת החלים ענו) . בשתי ההצטרות הושמעו לא רק
דברי בקורת קשים על ישראל אלא הושמעו זו לדאונה רמזים (מטוטס)
או איומים (קולינס) . בסנקציות נגד ישראל .

ב. את הצטרות קולינס מעבירים לכם במלואה בפאקס. שמו לב לא רק
להצטרות בענייני הצורכ , בקדום תהליכ השלום ,
שתופ אשפ , זכות ההגדרה העצמית של הפלסטינאים וכו' אלא הדגש הרב על
הנושאים השונים הבאים תחת הכותרת "זכויות האדם" , והגישת הקשה לישראל
בנושא זה. כל זאת במידה רבה תחת האימפקט של ² התנהגות המשטרה ²
בהפגנת ה-30/12 בים . ואמנם בנושא זה עמדה משלחת הכנסת תחת התקפה
כמעט בלתי פוסקת מצד כל בני שיח ומנציגי כל הסיעות כולל שמיעת
עדויות קשות ביותר מחברי הפאר שהשתתפו בהפגנה . תשובת לבכם כמוכ
לדרישות מועצת השרים כפי שבטא אותן קולינס , שנוי יחסה של ישראל בנושא
שהדור ממכס על הסיוע שמגישת הקהיליה לתושבי השטחים , בנושא העבדת בכלל
של כספים לתושבים בשטחים ובנושא של הייצוא של התוצרת החקלאית
מהשטחים למדינות הקהיליה . בנושאים האחרונים אלו שוב חוזרת בדברי
קולינס נישת האיום כאשר הוא אומר ² לא נוכל להסכים שאלו תנאים מסידורי
העדפה עם הקהיליה ומציעו מאוחרים מלחנות מהטבות דומות ² .

ג. מטוטס מצדו לאחד שנתן סקירה על יחסי המסחר בין ישראל לקהיליה בה
טעם בין היחד שלאחרונה משתפר מצבה של ישראל בסחר בלתי מאוזן זה ,
התקיף את ישראל על צעדיה המנהליים הנראים לאירופאים . תג כמדיניות
פרוטקסיוניסטית ותג : כעומדים בגוד להסכמים עם ו .
מטוטס הדגיש שגם כאשר הסכמו לבטל אי אלו מאותם צעדים מנהליים
כגון התמיה והתוספת השלישית , לא טרחו עד היום לבצע את
הכטחתנו ולהסדיר חקיקה מתאימה ובכנסת . קרא לחכים לפעול להתשת החקיקה
הנדדשת . מטוטס הפתיע גם בהסדזה על נושא הייצוא מהטטחים והסדיז
שהענין עדיין לא מוסדר , זאת למרות שהנציכות עצמה הסדיזה בעבר ,
כנראה על סמך הודעות מורגג , שדווחי הבקורת עלינו בנושא זה בעתונות היו
מופרזים . (ראו הדווח שלנו מלפני שבוע על שיחתנו עם :
ראש הסיעה הסוציאליסטית הגרמנית בנושא זה) .
HRENSCH

ד. כמו קולינס גם מטוטס שמ דגש רב על הקשר שבין מדיניות לכלכלה
ביחסי ישראל לקהיליה ואמר שהמצב המדיני מונע שפור יחסי הכלכלה שלנו
עם הקהיליה . אמר שהמשכ המצב הקיים יילכ ויגביר בעתיד את הלחצים
כפאר להשעיית שיפ בין הקהיליה לישראל . הדגיש שכל חוזר כל תחומי
שיפ ייפגעו . (ראו בהקשר זה מברק שוקרון מיום ששי : : שעבר) .

ה. החכים ענו לשני הנל וראש המשלחת ע . לנדאו אמר שהאירופאים רק
מעודדים את האלמנטים הקצוניים באזור במקום לעודד את תכנית השלום
שלנו .

ו. בידי החכים הצעות החלטה קשות של רב סיעות הבית שייבואו להצבעה
ב- 18/1 , לאחר : : צאחם , ככל הנושאים הנל , והקוראות או מאיימות :
בקריאה בהשעיית שיפ איתנו .

פרימור

עם

SSSS

XXXXXXXXXXXX

Minister's Meeting with Knesset Delegation, Strasbourg
17 January

Speaking Note

1. Peace process

- the Twelve consider that political progress towards a comprehensive settlement is urgently needed if moderate PLO opinion is not to be alienated. It is not enough just to buy time.
- A comprehensive settlement must guarantee security for Israel and self determination for the Palestinian people. Such a settlement requires, in our view, an international conference with PLO participation.
- The Twelve want to see the Baker initiative proceed. The basis of our support for this initiative is that
 - we see an Israeli-Palestinian dialogue as a first step on the way to a comprehensive settlement.
 - the PLO must be involved in a meaningful way if the process is to yield results.
- Should that become necessary, the Twelve will be active in seeking an alternative to Israeli-Palestinian dialogue as a means of advancing the kind of settlement we advocate.
- You will know that in the Madrid Declaration of June 1989, the European Council called on the Arab Countries to establish normal relations of peace and cooperation with Israel and asked your country in turn to recognise the right of the Palestinian people to exercise self determination. The Madrid Declaration remains fully valid as a comprehensive expression of the policy of the Twelve on the Middle East.
- Any improvement in Arab relations with Israel depends vitally on Israeli engaging seriously in negotiations leading to a political settlement. The same factor has a crucial influence on the Community's relations with Israel in general, and on its attitude to specific requests which Israel makes to us from time to time for example with respect to the Arab boycott of Israel.

2. Human Rights of the Palestinian Population of the OTs

- In reply to a question on killings in Palestine, I informed the EP yesterday of a demarche made in the name of the

Twelve to the Israeli authorities on 14 January on, inter alia, the repression of peaceful demonstrations in Jerusalem on 29 and 30 December. The Amnesty International Report of 3 January on killings by the Israeli forces was a reminder that the use of excessive and sometimes indiscriminate force by the Israeli authorities to put down the uprising in the OTs has been far from exceptional. The Palestinian death toll from firearms alone has risen to over 560, some 130 of them not more than 16 years old. This is shocking and must not continue. The guidelines on the use of firearms which appear to permit their use in situations which are not life-threatening or even violent, are a particular worry.

- I cannot over-emphasise the importance for the full spectrum of Twelve relations with Israel of all matters affecting the human rights of the Palestinians of the OTs. The distinguished members of the Knesset will have noted the insistence of certain MEPs yesterday that the time has come for Council to reflect on sanctions against Israel because other courses have failed to stop violations of human rights. For example, recent resolutions of the EP call for specific steps to ensure implementation of the Twelve decision of 5 October 1989 concerning the continued closure of Universities in the OTs and call on the Commission to ensure unhindered access for Palestinian produce to the Community market by all the means available, including the suspension of any form of preferential economic relations with Israel.
- These suggestions reflect public opinion in the Member States and the Council must take account of them. They will inform our efforts over the coming months to impress on Israel both the crucial significance of the human rights factor for our relations and the importance we attach to the smooth implementation of our aid programme for the OTs.
- All infringements of the human rights of the Palestinians by action and omission are matters of concern to the Twelve. In this connection, Israel as an Occupying Power must fulfil her obligations under the Geneva Conventions, notably her obligation to maintain and develop the infrastructure of the OTs. She has failed to do so in areas as essential as health and education.
- UNRWA must be allowed to carry out its activities without hindrance. Israeli actions such as those of 18 October last against UNRWA staff and premises are unacceptable and must not recur.

Aid to the Occupied Territories

- We are pleased that the European Parliament used its prerogatives to increase to 6 mecu the figure for direct aid to the OTs in the 1990 budget. The Strasbourg Summit committed us to doubling this aid in the period 1990-1992. We shall press ahead on all aspects of the aid dossier - aid through UNRWA; direct aid for economic and social development with the emphasis, in the latter case, on health and education; direct preferential access to the Community market for Palestinian produce.
- Indications that the Israeli authorities may take a less negative attitude than in the past on some of these issues are welcome.
- Persistent uncertainties are, however, a problem. We shall continue to press for an automatic exemption from taxation of equipment for development projects and for the smooth implementation of the arrangements on direct access for Palestinian produce to our markets. We cannot accept that those who themselves benefit from preferential arrangements with the Community should prevent others from enjoying similar benefits.
- One item of legislation currently before the Knesset - a draft law on the control of financial flows to NGOs - causes particular concern. We fear that, if passed, it would pose additional and all but insurmountable obstacles to the transfer of funds particularly for loans to productive operations in the agricultural and industrial sectors in the OTs. As any transfer of funds to the OTs already requires authorisation from the occupying authorities, the adoption of more restrictive measures will not be understood by the Twelve. In view of the concrete implications of this matter for the welfare of the Palestinian population which the Twelve are committed to promote and defend, I ask you earnestly to reconsider.

4. Euro Arab Dialogue

- The exchange of views on the Arab-Israeli conflict between European and Arab Ministers was notable for the moderation and realism shown on all sides. The support given by the Arab Summit in Casablanca to the PNC decisions of November, 1988, implying recognition of Israel's right to exist and renunciation of terrorism was borne out. There are, in my view, no negative implications for the efforts underway to launch an Israeli-Palestinian dialogue.
- The Arab side accepted Ireland's offer to host the next meeting of the General Committee in Dublin at a mutually convenient date. In accordance with decisions taken in Paris on restructuring the Euro-Arab Dialogue, the General Committee now has responsibility for the economic, technical, social and cultural volet but no longer for the political volet of the Dialogue.

אנחנו
אנחנו: המשרד,
מ-: בריטל, נר: 181, ותא: 180 190, זח: 1600, דח: ר, טג: טמ,
בנוב

שנור/רגיל

אנחנו אירופה 1

דע: כלכלית ב

מאת: הטגוד, בריטל

משלחת הכנסת לפאיר. בהמשך לשלי מאתמול.

עם תום ביקור משלחת הכנסת, קיימנו, המשלחת, לידיה שוק-רוג ואנשי
שיחת סיכום בסטרטבו. ד.
תשמעו מחיכים בשובם על הדדמויותיהם, ותקבלו מל. שוק-רוג דוח מפורט
בזיפ. ברצוני לציין נקודה אחת: חברי המשלחת ואנחנו כאנ המימי דעים
שרצוי לקיים בכנסת קבוצת חכמים של, וזוה גופ מקביל לימשלחת לנושא ישראלי
של הפאיר. רצוי שחברי הכנסת שישבו בצוות זה יהיו פחות או יוד קבועים
, יעקבו אודי ארועי הפאיר וזקקהיליה האירופית בכלל, ויתמחו בנושא.
אנ לאטט את דברי אחד החיכים: יטום. שיהיה למשהית לוכי בכנסת
בנושא זה. אשמח לקבל מתשובתיכם כנרונ.

פרימור

אנ

סטטס

אגודת
אגודת המשוררים,
מ-: מריסטל, נר: 182, תא: 180 190, זח: 1600, דח: ר, סג: שם,
בנוב

שנור/רגיל

אגודת אירופה 1, כלכלית ב

דע: תפוצת נאיה

מאת: השגריר, מריסטל

שנור

אגודת לידידות עם ישראל בפאיר

כפי שדווחתי לכם בעיפ בארצ התקדמנו מאוד בנושא הקמת אגודת ידידות
אמריקה, מקיפה ובעלת משקל. נקודת המוצא היתה מציאת יויר מראים
WILLY DE CLERCK לצורך זה הצלחנו לקבל הסכמתו של וילי דה קלרק
, בלגי פלמי בעבר סגן והיום בלגיה ושר האוצר שלה. עוד לפני שנה הסגן
הראשון של גיאק דלור נשיא הנציבות, וכיום חבר הפאיר מטעם הטייפה הליברלת
ויויר ה"רקס" (ועדת הכלכלה החוצ של הפאיר). REX

אגב: וילי דה קלרק היה בין אורחינו במתיב האודון. במקביל לקראת הסכמתו
של דה קלרק ערכנו בידור עם ראשי הטייעות ועם חברי הפאיר החשובים או
הנוכחים במיוחד, ושמונו לשמוע שכולם ללא יוצא מן הכלל, כולל נשיא הפאיר
עצמו אנריקה ברונ, הביעו את התפעלותם מהעובדה שקיבלנו איש בעל פרטיזיה
כל כך גבוהה כמו דה קלרק, והודיעו על ברכתם לחקמת האגודה בראשותו.
אני מבקש מומועני תפוצת נאיה להעלות הצעות של חברי פאיר מארצותיהם
אליהם נייחג לפנות כדי שיהיו חברים באגודה. ואני מבקש שבאותם מקרים
שלמקבלי תפוצת נאיה יש קשרים אישיים עם האנשים המוצעים שידברו אתם בעצמם
וישיירות.
תודה.

פרימור

אג

טנטס

שמור/רגיל.

אל: אירופה 1, כלכלית בי, מאיה

מאת: שרימור - בריטל

הנדון: נאום פרוגרמטי, מהפכני ומכא גלימ של נשיא הנציבות זיאק דלור

כללי: לנשיא זיאק דלור יצא כבר מזמן שמ כמי שניער את הקהילה האירופית מהדומות, או אפילו נסיגה, ונתן לה כמה דחיפות אדירות כדי שחביאו אותה למצבה ולדמייה הנוכחית. זכורים בעיקר כמובן החוק האחד, (xxx ~~הסת~~ ~~לפי~~ xxx) ייחבילת דלורי (xxx ~~לו~~ ~~פסקנות~~ ~~דלור~~ xxx) והאיחוד המוניטרי. זה האחרון שימש אבן נגף קשה מכולם ושנים נלחם דלור כדי להעלותו על פסים מעשיים, מה שהוא הצליח רק בפיטגט סטרטבורג בדצמבר האחרון.

LE PACQUET DELORS

ACT UNIQUE

1. ביום רביעי 17.1.90 עת היינו אנו מדותקים לבעיותינו הקשות בקהילה בכלל ובפרלמנט האירופי בפרט (אנו יחד עם משלחת הכנסת בפאיר) היו חמדי הפאיר עצמו עטוקים בארועים אחדים. כמובן שביקורו הרשמי של דובאן בפאיר משך ושומת לב מרובה, אבל לחצ הדמ עלה לקראת, במשך ובעיקר בעקבות נאום דלור הנל. שתי נקודות מרכזיות מתוך הנאום גרמו לתחושה זו.

2. דלור קרא השמית ופורמלית לגשת לאלטר להקמת אירופה פוליטית. נושא זה שהיה עד כה עבור האירופים בבחינת ייחזנה עינינו יי הפכ פואום לנושא זמירי הדורש מחשבה ותגובה. דלור קרא לוועידת ראשי המדינות האמורה להתכנס בסופשנה כדי לדון בתוכנית המעשית לביצוע האיחוד המוניטרי לדון גם בתוכנית מעשית (שהוא יכין עבורה עד אז) לפדרליזציה של אירופה של ה-12 ולהקמת אקזקוטיבה במלוא מובנה של המילה. במקביל קרא לחיזוק משמעותי של הפרלמנט האירופי לפיקוח על אותה אקזקוטיבה (כלומר החלשת מועצת השרים, קרי המדינות והמשלות האינדוואליות וחיזוק המוסד שיהפוך במקומו להיות המפקח הפדרלי והוא הפאיר)

3. נקודה שניה היא גישתו של דלור לבעיית גרמניה. דלור לא מסתפק בחזרה על קריאות קודמות (כמו של מיטראנ) בנושא איחוד גרמניה אלא מאיץ טיפול מיוחד לגרמניז עד כדי קבלתה כמהירות כמדינה ה-11 לקהילה (כידור: מטרת הקהילה אפילו לדוג בשאלת קבלת חברות חדשות, אפילו בקובלות כמו אוטטריה עד 1998).

4. אני מעביר לכם כדיף הנאות במלואו ובו תראו עוד אי אילו נקודות מענינות כמו האעות למדיניות יעילה יותר כלפי מזרח אירופה ועוד. מענין אצל גם זה וזוג כנאום וזה לא במקרה. לא נזכרים כנאום מעצמות העל. זו צורה של שימת דגש על הצורך בטיפול בעניות החשובות עי הקהילה בכוחות עצמה בלבד תוך החלשת החישענות על חברות הקלטיות כולל כמובן נאטו (כי ברור שאירופה מדינית צריכה לכלול המרכיב הסטחוני).

5. משיחה עם יועצו של דלור אודי הנאום אני מטיק שתי מסקנות. האחת: דלור בונה תוכניתו על תחושה של לחץ זמן, אינ הוא חושב עוד שניתן להסתפק במניית אירופה בדרך איטית ובאמצעים טכנוקרטיים בלבד. דהיינו: האיחוד המוניטרי שללא ספק יביא לאיחוד אירופה אמיתי כי הוא בנוי הנ על חידוק הכלכלה האחידה והנ על ויתור מאוד משמעותי של דיבורות מצד כל מדינה חברה בקהילה הוא תהליך איטי ולא מלהים המוניים. תחת לחץ אירועי מזאיר בכלל וגרמניז בפרט יש צורך לפעול בקצב מהיר הרבה יותר ובעיקר חיוני להציב לדעת הקהל אתגר שיכל להלחיים אותה. שנית: אירופה מדינית היא לא רעיון אישי יוצא דופן של דלור אלא תהליך המבעבע ממילא, ייאירופה מדינית יי זה אומר ² יותר אמביציה להתערבות בענייני המזהה ופחות סבלנות כלפי מה שגראה לאירופאים כיתס מזלזל כחמ מצידנו. אבקש הערותיכם לאוד שתקראו הנאום במלואו.

פרימור

שא
סטטס

שטור/סחול-לבוקר

אל: אירופה 1

דע: כלכלית ב, תפוצת מיה

מאת: המשלחת בריטל

החלטת הפרלמנט האירופי הקוראת לטנקציות נגד ישראל.

1. ב-18.1.90 נתקבלה החלטה בפאיר הקוראת לנציבות להקפיא מיידית את סעיף התקציב המוקדש לשיפ מדעי עם ישראל. אחדים מהנאומים קשרו זאת לבעיית החינוך בשטחים. זו אמנם הפעם הראשונה שהפאיר קורא לטנקציות נגדנו.

כמו כן, ההחלטה קוראת לשרי החוץ הפועלים במסגרת שיפ מדיני לנקוט באמצעים הדרושים לפתוח והליכ של מוימ, במיוחד באמצעות ועידה ביניל בוטרת חאוימ כהשתתפות כל הגורמים נוגעים בדבר, לרבות מדינת ישראל ואיט.

2. הטון שהשתמשו בו הנאומים היה קשה במיוחד ומצביע על חוסר אמונ בכורונת ישראל להשיג שלום. סיעות השמאל שיזמו את ההחלטה (הסוציאליסטים הירוקים ושתי הסיעות הקומוניסטיות) הושפעו במיוחד מהחלוקת השלום ב-30.12.89 שבמהלכה נתקלו חברי הפאיר כנשטרה ויכלו להביא עדות אישית, וכך מדויה אמנטטי האחרון הנראה להם אמינ יותר מדברי הנציגים הישראלים ומעמדות הרשמיות של ישראל. מדאיג במיוחד, שבנאומים שנשמעו הן בעת המפגש עם משלחת הכנסת והן במליאה בעת קבלת ההחלטה משתמשים נגדנו ומהזירים לנו כל הטענות שלנו: דמוקרטיה, שלטון החוק, רצוננו להתקדם לשלום, ורואים בזה דברי פרופגנדה סתם.

3. פורמלית החלטות הפאיר מסוג זה הינן בגדר המלצות בלבד. אולם כשהפאיר מביע בהחלטותיו עמדות דומות לאלה של המוסדות האחרים של הקהילה, החלטות הפאר מקבלות משקל מדיני גדול מאד. אינ ספק איפוא שיש השפעה רבה להחלטות הפאר בנושא זכויות האדם בשטחים. השפעה זו כבר מצאה ביטוי, ובהקשר זה יש להבינ את המסרים שקולינס בשם מועצת השרים ומטוטס בשם הנציבות מסרו למשלחת הכנסת.

סביר מאד שהפאר ימשיכ בלחץ מתמיד ושככל מושב תתקבל החלטה אחת לפחות נגדנו. מועצת השרים והנציבות ירגישו אז את עצמם חייבים לפעול. יש לדאות, לדעתנו את החלטת הפאיר מ-18.1, והמסרים של קולינס ומטוטס כאות אזהרה רציני ביותר.

4. לא ברור אם הנציבות תגיב מיידית להחלטה מ-18.1 ואם תגיב איך תעשה זאת. נראה עם זאת שכל סימן חיובי מבחינתן בנושא תהליכי השלום ובנושא זכויות האדם משטחים, יעזור לה ויעודד אותה שלא להפעיל סנקציות. מדברי נטוטט בפני נשלחת הכנסת ובדיון במליאה ניתן לקוות ולומר:

א) שהנציבות תכבד את הסכמים ביננו לבין הקהילה אם רק אנו מצידנו נכבד אותם (הכוונה כנראה היא, בין היתר להגבלות סדר מצידנו, לתקיפת לביטול התמיא והתוספת השלישית, וליצוא מהשטחים).

ב) שאם לא יהיה מנוס מצידם בגלל הלחץ הפוליטי המופעל עליה גם עיי הפאיר ואולי גם עיי ה-12 ינקטו בצעדים, (כנראה בשלב זה בתחום שיתוף הפעולה) מחוסר ברירה.

5. במסר של מועצת השרים מפיו של קולינס, אזהרה מיוחדת בפני חוסר תזוזה בתהליכי השלום, ואם לא כן יי-ה-12 ישקלו אלטרנטיבה לדו-שיח ישראלי - פלשתינאי כדרך לקדם את סוג הפידיון הנראה לנו יי. באשר לנושא של זכויות האדם, הביע קולינס איום מפורש של השתיית כל שייפ כלכלי עם ישראל.

6. הצעות לפעולה אנחנו מבריקים בנפרד.

לידיה שוקרון

===דח

סטסט

l

1

2,

אאאא

אל: המשדד,
מ-בריטל, נר: 200, תא: 200190, זח: 2045, דח:ר, טג: טמ,
בבבב

שמור/רגיל

אל: כלכלית ב אירופה 1

דע: תפוצת מיה

מאת: הנשלחת בריטל

514.2.30

היצוא מהשטחים

1. כידוע לכם נתקבלו החלטות הסקציות בפאיר בינ... היתר בטעונו שהלכח למעשה אנחנו לא מכבדים את התחייבותנו לאפשר בכנות חוזר בכנות היצוא מהשטחים.

כידוע לכם גם כן, חומר שאנו מקבלים מכמ טוענ שבנושא זה אינ שומ מקומ לתלונות וכי אנו לא רק מאפשרים יצוא מהשטחים כפי שהתחייבנו אלא אפ עוזרים ליצואנים מהשטחים בעצה ובמעשה. גם שגריר הקהיליה בארצ אומר לכם שאמנם אנו עומדים בהתחייבותינו וכנראה שכך הוא גם מדווח לממונים עליו שכן מטוטט בעדותו בפני הפאיר נתנ לנו גיבוי, אמנם זהיר ומסוייג, בנושא זה.

זכור לכם דווחינו בעיקר על השיחה עם האנש, שאינ הפאר מוכנ לסמוך רק על דווח הנציבות (ואלי זו גם עמדת המועצה) שכן יש לו, לדעתנו, מקורות מידע משלו הנוגדים את מקורות הנציבות.

2. לאחד ששמענו היום את ש. גורנ אנו משוכנעים שאמנם הצדק עמנו וכי אינ ספק שאנו עושים כל שביכולתנו לא רק לכבד את התחייבותינו בענינ היצוא מהשטחים אלא גם בעזרה ליצואנים. העלנו על כנ בפני המתאמ הצעה ליזום ביקור קבוצת חברי הפאיר בארצ כדי לחזות במו עינהם בתהליכ היצוא מהשטחים, לשמע את היצואנים ואת אנשינו העומדים במגע אתם. אמרנו שאמ נהיה היוזמים של רעיונ זה, נוכל להשפיע באמצעות ידידנו בפאיר וננסה אפילו להיעזר בנשיא ברונ-קרטפו להשפיע על הרכב המשלחת. ברור שאמ כל השפעת ידידנו לא נוכל לשלוט ממש חוזר לשלוט ממש על הרכב המשלחת וגם לא נוכל למנוע שהמשלחת תעסוק בנושאים שמעבר ליצוא מהשטחים. אבל תהיה גו לנו משלחת הרבה יותר נוחה מאשר משלחת שיוזמה לשיגורה לא תכוא מאיתנו. כאמור אין ספק שבדבר אחד לא תוכל משלחת אשר אינ לה כוונות זדונ

מדינת ישראל לתת תימוכין לטעונים שלנו וזה בנושא היצוא מהשטחים וגם חוזר
וגם פתיחתם מחדש של בתי הספר. שני הדברים אלו ייטפיקו כדי לשבור את
המועגל של חוסר אמינות מוחלט בטעונים שלנו ושל אימוץ עיזר בטענות כל
מקטרגנו, אנו אומרים זאת בידיעה ברורה שבכל מקרה תחזור המשלחת גם עם
עדויות לא נעימות לנו כתחומים אחרים.

3. ש. גורג סירב באופן מוחלט לקבל הצעתנו. אמרנו לו שאם לא יקבל
הצעתנו אינן לנו כל ספק שהוא יצטרך לעמוד בפני החלטת שא"ר לשיגור
משלחת אשר בה לא תהיה לנו כל השפעה.

פרימור-שוקרון

==דח
טסט

2,

אאאא

אל:הנשרד,

נ-:בריטל, נר:201, תא:200190, זח:2045, דח:ר, סג:טמ,
כבכב

שמור/רגיל

אל: אירופה 1

דע: מזית 2. אבריל 2. כלכלית בי תפוצת מיה

מאת: לידיה שוקרון

107.15,11

החלטת הפאיר - שימוש בגזים

1. חברי הפאיר, ולנט, אולט ואחדים שהשתתפו בוועלכות השלום ונוקלו במשטרה, הביאו עדות אישית בדבר שימוש בגזים עיי כוחות המשטרה. הם טענו שהוכחו לבית חולים שמ הוסבר להם כי מדובר בגז חונק שמטרתו למנוע מהאנשים לברוח כדי שכוחות המשטרה והביטחון יוכלו לתפוס אותם. לא מדובר לטענתם, בגזים שמטרתם לפזר הפגנות, גזים אלה הם גזים חונקים. חברי פאיר שנשמו אותם בחוצ סבלו מכך על אחת כמה וכמה הפלסטינאים בבתיהם הנושמים אותם הגזים. הם מבקשים ועדת תקירה ארופאית בלתי תלויה שתבדוק את טיב הגזים האלה.
2. אמ הדבר ניתן, נעדיכ מאוד לקבל בדחיפות כל חומר אפשרי על הרכב גזים אלה, על השפעתם האמיתית על הנושמים אותם ועל השימוש בהם. ראוי יהיה לקבל דוח של מומחה, דוח שקשה יהיה לכל מומחה אחר לחלוק מהותית על ממצאיו. נוכל אולי עיי ככ למנוע הקמתה של ועדת התקירה האמורה.

לידיה שוקרון

יוצא

בלמס

חוזם: 1,11389
 א: 7/ווש/690, פריס/394, בון/251, 17/ונדון/296, האג/180, מדריד/185,
 ליסבון/185, קופנהגן/248, בריסל/267, אתונה/170, רומא/231
 מ-: המשרד, תא: 150190, זח: 1644, דח: מ, סג: בל
 תח: & גס: אירופה
 נד: &

(BL65)

בלמס/מידי

א: תפוצת מאיה
 דע: וושינגטון

דמרש של הקהילה.

להלן נוסח הדמרש שהוגש למשנה למנכ"ל ע"י הטרויקה ביום א'
 14/1
 מסרו לנו שבריסל תתן פרסום לנ"ל ולפגישה.
 מברק על הפגישה בנפרד.

EXPRESS SERIOUS CONCERN AT THE UNJUSTIFIED USE OF GENERALISED VIOLENCE AGAINST HUNDREDS OF PEOPLE DURING AUTHORISED, PEACEFUL DEMONSTRATIONS IN JERUSALEM ON 29/30 DECEMBER WHICH RESULTED IN INJURIES TO MANY PARTICIPANTS, INCLUDING ISRAELIS, PALESTINIANS AND COMMUNITY CITIZENS. REGRET THAT CITIZENS OF A MEMBER-STATE WHO HAD PARTICIPATED IN THE DEMONSTRATIONS WERE SUBJECTED TO UNJUSTIFIABLE SECURITY CONTROLS ON THEIR EXIT.

EXPRESS CONCERN THAT CURRENT GUIDELINES APPEAR TO PERMIT THE USE OF FIREARMS IN SITUATIONS WHICH ARE NOT LIFE-THREATENING OR EVEN VIOLENT. IN THIS CONNECTION, REFER TO THE FINDING BY AMNESTY INTERNATIONAL THAT

משרד החוץ-מחלקת הקשר

SINCE DECEMBER 1987, ISRAELI FORCES HAVE SHOT DEAD OVER 560 PALESTINIANS, SOME 130 OF THEM NOT MORE THAN 16 YEARS OLD, AND THAT STILL OTHERS APPEAR TO HAVE DIED FROM BEATINGS OR IN TEAR-GAS RELATED INCIDENTS.
 APPEALS TO ISRAEL -

- TO ALLOW PEACEFUL DEMONSTRATIONS TO PROCEED FREELY,
- TO CEASE USING EXCESSIVE FORCE TO PUT DOWN DEMONSTRATIONS AND OTHER MANIFESTATIONS OF THE UPRISING,
- TO ENSURE THAT LAW-ENFORCEMENT OFFICIALS DO NOT EXCEED THEIR POWERS,
- TO REVIEW URGENTLY THE GUIDELINES ON OPENING FIRE, AND
- TO IMPLEMENT SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS NOS. 605 (1987), 607 (1988), 608 (1988) AND 636 (1989).

EMPHASIZE ONCE AGAIN THE IMPORTANCE FOR TWELVE RELATIONS WITH ISRAEL OF FULL RESPECT OF THE HUMAN RIGHTS OF THE PALESTINIANS OF THE OCCUPIED TERRITORIES AND REITERATE IN THIS CONNECTION THAT THE PROVISIONS OF THE GENEVA CONVENTIONS ON THE PROTECTION OF THE CIVILIAN POPULATION IN TIME OF WAR ARE APPLICABLE TO THE OCCUPIED TERRITORIES.

RECALL ON THE BASIS OF THE DECLARATION OF THE EUROPEAN COUNCIL IN STRASBOURG THE NEED TO OPEN DIALOGUE IN ORDER TO REACH A PEACE SETTLEMENT WHICH ALONE CAN ENSURE THE RIGHTS AND LEGITIMATE ASPIRATIONS OF EACH OF THE PARTIES. AND, IN THIS CONNECTION, RECALL THAT THE MEASURES RECENTLY TAKEN AGAINST FAYSAL HUSSEINI AND OTHER INHABITANTS OF THE OCCUPIED TERRITORIES ARE NOT CONDUCIVE TO THE CLIMATE OF CONFIDENCE NECESSARY FOR ANY NEGOTIATION.

אירופה 1.

אק

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, אמן, ממד,
 איר, 17, איר, 2, סולטן, מזתים, סייבל, משפט, רביב, מעת, הסברה, בנצור,
 מצפא, כהן, מתאמשטחים

1188:0101
 1857:1777, 1807:1777, 2967:1777, 2517:1777, 3947:1777, 6907:1777
 2817:1777, 2677:1777, 2487:1777, 1857:1777
 72:10, 8:17, 1644:17, 15019:17, 1777:17
 1188:0101
 6:17

(8185)

1777:1777

1777:1777

1777:1777

1777:1777
 1777:1777
 1777:1777

EXPRESS SERIOUS CONCERN AT THE UNJUSTIFIED USE OF GENERALISED VIOLENCE AGAINST HUNDREDS OF PEOPLE DURING AUTHORISED, PEACEFUL DEMONSTRATIONS IN JERUSALEM ON 29/30 DECEMBER WHICH RESULTED IN INJURIES TO MANY PARTICIPANTS, INCLUDING ISRAELIS, PALESTINIANS AND COMMUNITY CITIZENS. REGRET THAT CITIZENS OF A MEMBER-STATE WHO HAD PARTICIPATED IN THE DEMONSTRATIONS WERE SUBJECTED TO UNJUSTIFIABLE SECURITY CONTROLS ON THEIR EXIT.

EXPRESS CONCERN THAT CURRENT GUIDELINES APPEAR TO PERMIT THE USE OF FIREARMS IN SITUATIONS WHICH ARE NOT LIFE-THREATENING OR EVEN VIOLENT. IN THIS CONNECTION, REFER TO THE FINDING BY AMNESTY INTERNATIONAL THAT

SINCE DECEMBER 1987, ISRAELI FORCES HAVE SHOT DEAD OVER 200 PALESTINIANS, SOME 120 OF THEM NOT MORE THAN 15 YEARS OLD, AND THAT STILL OTHERS APPEAR TO HAVE DIED FROM BEATINGS OR IN TEAR-GAS RELATED INCIDENTS.

APPEALS TO ISRAEL -

- TO ALLOW PEACEFUL DEMONSTRATIONS TO PROCEED FREELY,
- TO CEASE USING EXCESSIVE FORCE TO PUT DOWN DEMONSTRATIONS AND OTHER MANIFESTATIONS OF UPRISING,
- TO ENSURE THAT LAW-ENFORCEMENT OFFICIALS DO NOT EXCEED THEIR POWERS,
- TO REVIEW URGENTLY THE GUIDELINES ON OPENING FIRE, AND
- TO IMPLEMENT SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS NOS. 606 (1987), 607 (1988), 608 (1988) AND 609 (1987).

EMPHASIZE ONCE AGAIN THE IMPORTANCE FOR TWELVE RELATIONS WITH ISRAEL OF FULL RESPECT OF THE HUMAN RIGHTS OF THE PALESTINIANS OF THE OCCUPIED TERRITORIES AND REITERATE IN THIS CONNECTION THAT THE PROVISIONS OF THE GENEVA CONVENTIONS ON THE PROTECTION OF THE CIVILIAN POPULATION IN TIME OF WAR ARE APPLICABLE TO THE OCCUPIED TERRITORIES.

RECALL ON THE BASIS OF THE DECLARATION OF THE EUROPEAN COUNCIL IN STRASBOURG THE NEED TO OPEN DIALOGUE IN ORDER TO REACH A PEACE SETTLEMENT WHICH ALONE CAN ENSURE THE RIGHTS AND LEGITIMATE ASPIRATIONS OF EACH OF THE PARTIES. AND, IN THIS CONNECTION, RECALL THAT THE MEASURES RECENTLY TAKEN AGAINST FAYSAH HUSSEINI AND OTHER INHABITANTS OF THE OCCUPIED TERRITORIES ARE NOT CONDUCTIVE TO THE CLIMATE OF CONFIDENCE NECESSARY FOR ANY NEGOTIATION.

1777:1777

1777:1777

1777:1777
 1777:1777
 1777:1777

יוצא **
שומר
**
**
**

חוזם: 1,11069

א: 7
אתונה/169, בון/250, בריסל/266, האג/179, לונדון/295, ליסבון/184,
מדריד/184, פריס/393, קופנהגן/247, רומא/230, וושה/689
מ:- המשרד, תא: 150190, ח: 1501, ד: מ, ט: ש
ת: ח: א: אירופה
נ: ד:

55475
שומר/מיידי
אמע 10749

אל: תפוצת מאיה
דע: וושינגטון

דמרש הקהילה.

הערה: בהמשך לשלנו גלוי מהבוקר, אנו מדגישים שהנוסח שהוברק לכם לא הוגש אלא הוקרא ע"י השגריר האיטלקי. לאחר צאתו מלשכת המשנה מסר לנו לנוחיותינו הטקסט שהוברק לכם.

שגרירי איטליה (במקום האירי) והולנד (כמייצג את לוכסמבורג), הממונה הצרפתי וסגן נציג הקהילה נתקבלו ב-14/1 לפי בקשתם אצל המשנה למנכ"ל והגישו לו 'דמרש' בשם הקהילה. השיחה נמשכה מעל לשעה. האיטלקי קרא הטקסט שהועבר אליכם.

המשנה למנכ"ל השיב בהרחבה ובפרוטרוט על כל הסוגיות שהועלו: ההפגנה בירושלים, שימוש בנשק חס וצו הגבלה לגבי חוסייני. לאחר הסבר זה חזר האיטלקי וביקש לציין כמה הנושאים האלה פוגעים בתדמית ישראל, הדגיש הלחץ של דעת הקהל, ושל הפרלמנטים המאלצים את הממשלות להגיב.

השגריר ההולנדי מצידו ביקש להתייחס לדבריו של המשנה למנכ"ל אשר קבע, ביחס לשימוש בנשק חס, שמול הצורך להבטיח הסדר

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ורצוננו לכבד זכויות האדם, תגובותינו כלפי זורקי האבנים הינן PROPORTIONATE למצב הספיציפי ולאופי האירוע. על כך העיר ההולנדי שדווקא דעת ממשלתו הינה הפוכה ושתגובותינו אינן ביחס לאירועים השונים. גם הוא חזר על הירידה התלולה בתדמית ישראל בהולנד שתמיד היתה גבוהה.

הממונה הצרפתי ביקש להעיר לדבריו של המשנה אשר קבע שמפגיני 'צעדת השלום' נהנו מכל חופש תנועה במהלך שהותם ויכלו לבקר בכל מקום שרצו. על כך הגיב הצרפתי שישראל מנעה מנתין צרפתי מלהכנס לארץ להשתתף בצעדה.

תשובות המשנה למנכ"ל:

1) לגבי ההפגנה בירושלים הביע המשנה אכזבתו והפתעתו מעצם הפניה, כי הרי יותר מ-1,000 מפגינים זרים הפגינו בחופשיות מוחלטת וההפגנה התנהלה בשקט עד הרגע האחרון כאשר המארגנים איבדו שליטה עקב פרובוקציות של קבוצה ערבית וכל זאת כאשר המארגנים היו מזדעים לאפשרות של פרובוקציות. בשלב זה הרגישה המשטרה צורך בהחזרת הסדר על כנו. אנו יודעים על תלונות שהוגשו ופרטים שעוד יועברו ע"י המארגנים. הממשלה החליטה על חקירה הנערכת עתה. אין כל אפשרות לשפוט כרגע את פעילות המשטרה שפעלה תחת לחץ ופרובוקציות. המשנה הפריך הטענות לגבי כביכול התנכלויות כלפי המפגינים הזרים בנתב"ג על רקע חיפוש בטחוני. המשנה ציין שפנית הקהילה להרשות הפגנות הינה מיותרת כי הפגנות נערכות תמיד.

2) לגבי שימוש בנשק חס:

המשנה הזכיר עמדתה של ממשלת ישראל לפיה אנו מוכנים ליישם למעשה את ה-HUMANITARIAN DISPOSITIONS של אמנת ג'נבה וזאת מבלי להכנס לשאלה העקרונית לגבי תחולת האמנה. למפקדי וחיילי צה"ל הועברו הנחיות ברורות כך שיוכלו לנהוג לפי הסטנדרטים אשר תמיד איפיינו את צה"ל. הזכיר שהחיילים בבואם לשמור או להחזיר את הסדר מוצאים עצמם תחת פרובוקציות תמידיות ושזריקת אבן או בקבוק תבערה עלולים להוות אותה סכנה קטלנית כאש חיה. רוב החיילים ומפקדיהם נהגו ונהגים באיפוק והירי מותר רק במקרה ויש סכנה לחייו של החייל. הזכיר ש-88 חיילים ומפקדים הועמדו למשפט ורק 9 זוכו.

ציין עוד שהשטחים פתוחים לכל, ישראלים וזרים, עתונאים וחברי פרלמנט.

3) לגבי פייסל חוסייני:

משרד החוץ-מחלקת הקשר

המשנה ציין שהחלטת שר הפנים נתקבלה ע"פ חומר שהוגש לו וששכנע אותו שעזיבת הנ"ל את הארץ עתה יכול להזיק לבטחון ישראל.

4) המשנה ביקש לציין את גל האלימות השורר בתוך האוכלוסייה ואשר גרמה למותם של יותר מ-140 ערבים, עד כדי כך שהיתה פניה של 'אמנסטי' לישראל לפעול בנקודה זו.

לאחר שהשיב לנקודות שהועלו התייחס המשנה לתהליך השלום המתקדם לאיטו וביקש לציין שהעובדה שאף צד לא שולל את תוכנית השלום כבר מהווה הישג גדול במציאות האזור. לתושבי יו"ש ועזה יש היום את האופציה של תהליך השלום אך אם כוונת המסיתים לאלץ אותנו בכוח לקבל פתרון, אזי לא יצליחו. בסיום דבריו חזר המשנה והבהיר שאנו נמשיך להיות אחראים לשקט הציבורי צמוד לכיבוד ה-MORAL OBLIGATIONS של מדינת ישראל.

בצאתם הביע המשנה תקווה שבפעם הבאה יבואו אלינו נציגי הקהילה בכדי לשתף אותנו בדאגתם על האלימות הנגרמת ביו"ש ועזה על ידי אותו חלק מהאוכלוסייה שאין פניו לשלום ולפתרון מדיני.

אירופה 1

ג

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, אמן, איר, 1, איר, 2, סולטן, מזתים, מתאסשטחים, כהן, סייבל, ממד, רביב, בנצור, מצפא

26

1/10

0228

081200

✓

10442

בלמ"ס/רגיל

218.02 &&&

אל : ארבל 2 ; אירופה 1 ; אירופה 2.

מאת : אהרן יעקב, נאו"ם.

סיכומי פגישת ראשי ה-12 במועצת אירופה.

מצ"ב מכתב שגריר צרפת אל המזכ"ל, אליו מצורף נספח הכולל את הסיכומים שהושגו בפגישת ראשי מדינות ה-12 כמושב מועצת אירופה (שטרסבורג, 8-9/12/89).
ראשי ה-12 דנו בין השאר גם במצב כמזה"ת והביעו בהקשר זה תמיכה בתכנית לערוך בחירות בשטחים, כצעד בתהליך לקראת הסדר כולל. ראשי ה-12 הביעו דאגה לנוכח הפרת זכויות אדם בשטחים, והביעו את נחישותם להגדיל את הסיוע הישיר והעקיף שמגישה הקהילה לתושבי השטחים.
ראשי ה-12 דנו גם בנושאים הבאים:

- קפריסין.
- זכויות אדם.
- מרכז ומזרח אירופה.
- לבנון.
- הוועדה האירופאית - ערבית.
- אפריקה הדרומית.
- אתיופיה.
- צ'ילה.
- אמרכ"ז.

אהרן יעקב נאו"ם.
8 בינואר 1990 אישור:

Handwritten notes at the bottom of the page, including numbers 1, 2, 3 and various illegible text.

**UNITED
NATIONS**

A S



General Assembly Security Council

Distr.
GENERAL

0228

2
10

A/45/74
S/21068
4 January 1990
ENGLISH
ORIGINAL: ENGLISH/FRENCH

GENERAL ASSEMBLY
Forty-fifth session
REPORT OF THE SECURITY COUNCIL
REPORT OF THE ECONOMIC AND
SOCIAL COUNCIL
POLICIES OF APARTHEID OF THE
GOVERNMENT OF SOUTH AFRICA
THE SITUATION IN CENTRAL AMERICA:
THREATS TO INTERNATIONAL PEACE
AND SECURITY AND PEACE INITIATIVES
QUESTION OF NAMIBIA
THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST
QUESTION OF PALESTINE
QUESTION OF CYPRUS
GENERAL AND COMPLETE DISARMAMENT
UNITED NATIONS RELIEF AND WORKS
AGENCY FOR PALESTINE REFUGEES
IN THE NEAR EAST
DEVELOPMENT AND INTERNATIONAL
ECONOMIC CO-OPERATION

SECURITY COUNCIL
Forty-fifth year

Letter dated 30 December 1989 from the Permanent Representative of
France to the United Nations addressed to the Secretary-General

I have the honour to transmit herewith the English and French versions of the text of the conclusions adopted by the Heads of State or Government of the 12 States members of the European Community at the meeting of the European Council held at Strasbourg on 8 and 9 December 1989 (see annex).

I should be grateful if you would have this letter and its annex circulated as an official document of the General Assembly, under the items entitled "Report of the Security Council", "Report of the Economic and Social Council", "Policies of apartheid of the Government of South Africa", "The situation in Central America: threats to international peace and security and peace initiatives", "Question of Namibia", "The situation in the Middle East", "Question of Palestine", "Question of Cyprus", "General and complete disarmament", "United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East", and "Development and international economic co-operation", and of the Security Council.

(Signed) Pierre-Louis BLANC

A/45/74
S/21068
English
Page 2

3
10

0228

ANNEX

Conclusions adopted by the Heads of State or Government of the Twelve States members of the European Community at the European Council, held on 8 and 9 December 1989 at Strasbourg, France

I. EUROPEAN POLITICAL CO-OPERATION

1. The European Council discussed the following subjects of political co-operation:

- (a) Central and Eastern Europe;
- (b) Middle East;
- (c) Lebanon;
- (d) Euro-Arab Conference;
- (e) Southern Africa;
- (f) Ethiopia;
- (g) Chile;
- (h) Central America.

It approved the statements set forth below.

2. Cyprus

The European Council expressed its deep concern that the tragic division of Cyprus, a country belonging to the European family, remains unchanged despite the renewed efforts over 15 months by the Secretary-General of the United Nations.

It also reiterated its appeal to all parties to co-operate with Mr. Pérez de Cuéllar and his representative on the spot so as to overcome the obstacles to the pursuit of dialogue. It asked them not to miss this opportunity for a just and lasting settlement that will safeguard the unity, independence, sovereignty and territorial integrity of Cyprus in accordance with the relevant resolutions of the United Nations.

3. Human rights

The European Council took note of the report of the Political Committee summing up the activity of the Twelve in the field of human rights in the course of 1989. In this connection, it approved the text of a press release.

0229

4
10A/45/74
S/21068
English
Page 3

II. STATEMENT ON CENTRAL AND EASTERN EUROPE

Each day change is asserting itself more strongly in Central and Eastern Europe. Everywhere a powerful aspiration towards freedom, democracy, respect of human rights, prosperity, social justice and peace is being expressed. The people are clearly showing their will to take their own destiny in hand and to choose the path of their development. Such a profound and rapid development would not have been possible without the policy of openness and reform led by Mr. Gorbachev.

Expressing the feelings of the people of the whole Community, we are deeply gladdened by the changes taking place. These are historic events and no doubt the most important since the Second World War. The success of a strong and dynamic European Community, the vitality of the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) process and stability in the area of security, in which the United States of America and Canada participate, have contributed greatly to them.

These changes give reason to hope that the division in Europe can be overcome in accordance with the aims of the Helsinki Final Act, which seeks, through a global and balanced approach and on the basis of a set of principles that retain their full value, to establish new relations between European countries, whether in the area of security, economic and technical co-operation, or the human dimension.

We seek the strengthening of the state of peace in Europe, in which the German people will regain its unity through free self-determination. This process should take place peacefully and democratically, in full respect of the relevant agreements and treaties and of all the principles defined by the Helsinki Final Act, in a context of dialogue and East-West co-operation. It also has to be placed in the perspective of European integration.

Already the hopes that we expressed a year ago in the Rhodes Declaration have begun to take shape. The progress recorded in the negotiations on conventional and chemical disarmament, the greater freedom of movement of persons and ideas, the greater assurance of respect of human rights and fundamental freedoms, and the different agreements concluded between the Community, and certain of these countries are substantially changing the climate of relations in Europe.

The European Council is convinced, in the present circumstances, that everyone must demonstrate, more than ever, a sense of responsibility. The changes and transitions that are necessary must not take place to the detriment of the stability of Europe, but rather must contribute to strengthening it.

Far from wanting to derive unilateral advantages from the present situation, the Community and its member States mean to give their support to the countries which have embarked upon the road to democratic change. They deplore all the more that in certain countries this process is still hindered.

The Community and its member States are fully conscious of the common responsibility which devolves on them in this decisive phase in the history of Europe. They are prepared to develop with the Union of Soviet Socialist Republics and the other countries of Central and Eastern Europe, and with Yugoslavia, in so

/...

A/45/74
S/21068
English
Page 4

0228 ⁵/₁₀

far as they are committed to this path, closer and more substantive relations based upon an intensification of political dialogue and increased co-operation in all areas. The Community has in particular decided to support the economic reforms undertaken in these countries by contributing - in collaboration with its Western partners - to the establishment of healthy and prosperous economies within the framework of appropriate structures.

The European Council has drawn up conclusions that illustrate this intention.

For the future and in accordance with the developments taking place, the Community is willing to implement still closer forms of co-operation with these countries.

At this time of profound and rapid change, the Community is and must remain a point of reference and influence. It remains the corner-stone of a new European architecture and, in its willingness to openness, a mooring for a future European equilibrium. This equilibrium will be still better ensured by a parallel development of the role of the Council of Europe, the European Free-Trade Association (EFTA) and the CSCE process.

Construction of the Community must therefore go forward: the building of European Union will permit the further development of a range of effective and harmonious relations with the other countries of Europe.

III. STATEMENT ON THE MIDDLE EAST

The European Council wishes once more to stress the overriding need to find a political settlement to the Arab-Israeli conflict. In this regard, it recalls that the position of the Twelve is defined in the Madrid Declaration of 27 June 1989. In all of its elements, this declaration remains fully valid.

It is in this spirit and with the guarantees specified in the Madrid Declaration that the Twelve supported the proposal for elections in the Occupied Territories, considered as a step in a process towards an overall settlement. Similarly, they encourage efforts that seek to establish dialogue between the parties directly concerned. They recall the efforts that they themselves take to this end, while respecting the principles which guide their search for a settlement. An illustration is the recent mission carried out by the Ministerial Troika.

Seriously concerned by violations of human rights in the Occupied Territories and recalling the need for the occupying Power to observe strictly its obligations under the fourth Geneva Convention to which it has notably not conformed in such basic areas as education and health, the European Council deplores the continuous deterioration of the situation in the Occupied Territories, which seriously affects the living conditions of the people, compromises in a lasting fashion the future of Palestinian society and prevents the economic and social development of the Territories.

0228

6
10A/45/74
S/21068
English
Page 5

The Community and its member States are determined to increase substantially their aid to the inhabitants of these Territories. Within the framework of the new 1990/1992 triennial convention, the Community will continue with and increase its aid to Palestinians through the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), which has amounted to more than 388 million ECUs since 1971. It wishes to see the activities of UNRWA carried out without hindrance. During the same period, the European Council establishes as an objective the doubling of the Community's direct aid which, since 1981, has amounted to 23 million ECUs. The Community thus intends to contribute to the economic and social development of the Occupied Territories and, by its efforts in the area of health and education, as well as by support for local Palestinian institutions, to help to preserve the common future of the Palestinian people.

IV. STATEMENT ON LEBANON

Deeply concerned at the recent developments in Lebanon that have produced a further threat to the preservation of the country's unity, the European Council reaffirms its commitment to the implementation of the Taif Agreements. It expresses its conviction that, in the present circumstances, there is no alternative to the process of national reconciliation and peace envisaged under those Agreements.

The European Council therefore calls on all parties concerned to lend their support to these objectives, in such a way that they are furthered through dialogue and consultation to the exclusion of any recourse to violent means, the upholding of the cease-fire being a main priority.

The European Council expresses its support for the constitutional order in Lebanon embodied by the President of the Republic and the Government appointed by him, so that in accordance with the aspirations of the whole population, the sovereignty, independence, unity and territorial integrity of Lebanon can be restored. This process implies the withdrawal of all foreign armed presence, so that the Lebanese people will be fully masters in their own house. The Council recalls the very positive role played by the United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL).

V. STATEMENT ON THE EURO-ARAB CONFERENCE

The European Council expresses its desire to make closer the ties that unite the Twelve to the Arab world from one side of the Mediterranean to the other. It is in this spirit that a Conference has been organized, which will meet in Paris on 21 and 22 December, whose purpose will be to give a new impetus to the Euro-Arab dialogue in order to strengthen and develop their co-operation.

VI. DECLARATION BY THE TWELVE ON SOUTHERN AFRICA

Southern Africa has, for a year, been the scene of developments of such importance as to demand consistently the attention of the Twelve.

A/45/74
S/21068
English
Page 6

0220

7
10

The most obvious of these concerns Namibia. Almost a year ago the signature of the New York Agreements opened the way for implementation of Security Council resolution 435 (1978) as the Twelve have constantly wished. Up to now, the transitional process has unfolded in a satisfactory manner and the Twelve wish, on this occasion, to express their appreciation of the vital role played by the Secretary-General of the United Nations and his Special Representative for Namibia. The first valid and free elections have permitted the appointment of a Constituent Assembly that truly reflects the wishes of the Namibian people. The foundations of the new State are taking shape before our eyes.

The needs for an independent Namibia will be significant. The Community and its member States are already prepared to contribute to meeting these through appropriate aid programmes. This effort will be in addition to the assistance envisaged by all of the member States on a bilateral level. Namibia will also be welcomed into the new Lomé Convention as soon as it expresses a wish to join it. The Troika has already made known this position to the representatives of the African, Caribbean and Pacific (ACP) States at their recent ministerial meeting to discuss southern Africa.

A measure of progress has also been achieved in the process of national reconciliation in Angola and Mozambique. A favourable international climate has been availed of with courage and determination on the part of those with authority in these two States in order to make significant advances on the road to peace. The recent mission of the Troika of political directors to Angola brought out the real will of the leaders of this country to put an end to the conflict which has for too many years encumbered the economic development and well-being of its people.

The Community and its member States are resolved to match these developments by efforts to aid the reconstruction and development of both these countries.

Finally, in South Africa, President De Klerk's accession to power has been followed by several acts of clemency and a degree of freedom of expression which the Twelve have welcomed. These measures, however, are still insufficient with respect to the immense task posed by the dismantlement of apartheid. The objective of the Twelve remains the achievement through peaceful means of a democratic and multi-racial system in South Africa. In this regard, they support any process which can lead rapidly to the cessation of violence on all sides and to a dialogue between the parties. Only broad-based negotiations bringing together the true leaders of the different constituent parts of the South African people can result in a lasting settlement. In this respect, the Conference for a Democratic Future, held at Johannesburg from 9 to 12 December, is a step in the right direction.

In this context, the Community and its member States have recalled their support for the programme of positive measures intended to help the victims of apartheid. With a view to preparing for the developments which are inescapable in South Africa, this programme will be strengthened over the next two years by granting new scholarships for study in Europe and in multi-racial South African universities. The purpose of this action is to facilitate exchanges between the different communities, while allowing their least privileged members to attain a better level of education and thus to contribute to the training of the skilled

0220

 $\frac{8}{10}$ A/45/74
S/21068
English
Page 7

personnel of which a multi-racial South Africa will have crucial need in the medium term.

The Community and its member States have, moreover, decided to maintain the pressure that they exert on the South African authorities in order to promote the profound and irreversible changes which they have repeatedly stood for and to reconsider it when there is clear evidence that these changes have been obtained.

A new South Africa, free from racial discrimination, in which all South Africans can live in peace and harmony and enjoy equal rights, is not a Utopian ideal. Its achievement will also be of vital importance to the peace, stability, security and economic development of the whole region and will allow South Africa once more to find its proper place within the international community.

VII. STATEMENT ON ETHIOPIA

The European Council welcomes the steps undertaken to advance towards negotiated solutions, and expresses its conviction that only the conclusion of a political agreement between all parties will enable the conflict to be brought to an end. They call upon the parties concerned to pursue negotiations so as to achieve as soon as possible a settlement acceptable to all, in a spirit of national reconciliation.

The European Council expresses its deep concern at the gravity of the food shortage which affects the northern regions - in Erythraea and Tigré in particular - and threatens the life of millions of persons.

It affirms the determination of the European Community and its member States to come to the assistance of the populations who are victims of famine. It urges all parties concerned, in collaboration with the agencies of the United Nations, the World Food Programme, the International Committee of the Red Cross, and other non-governmental organizations, not to obstruct but on the contrary to facilitate the delivery and distribution of humanitarian assistance and emergency aid in the afflicted areas.

VIII. STATEMENT ON THE EVE OF GENERAL ELECTIONS IN CHILE, 14 DECEMBER 1989

The European Council, which has constantly expressed its wish for the re-establishment of freedom in Chile, views the situation in that country with hope.

The results of the plebiscite of 5 October 1988 showed clearly the will of its people to put an end to the 16 years of the military régime and to renew its democratic traditions.

The European Council today welcomes the prospects offered by the forthcoming presidential and legislative elections at the end of a process which should finally permit a return to a State founded on law.

/...

A/45/74
S/21068
English
Page 8

0228

9
10

The Community and its member States have already provided the Chilean people with assistance in various sectors. The European Council reiterates its intention to contribute to the economic and social development of a democratic Chile. In particular within the framework of a future co-operation agreement between the Community and that country.

IX. STATEMENT ON CENTRAL AMERICA

The European Council, concerned at the renewal of tensions in Central America and particularly at the recent explosion of violence in El Salvador, considers that a peaceful solution in accordance with the aspirations of the peoples of the region can only come through dialogue, the safeguarding of human rights and respect for democracy. In this spirit, they call upon all parties in the region to strive for a resumption of the regional peace process based on the Esquipulas Agreements.

X. PRESS STATEMENT ON THE ACTIVITY OF THE TWELVE IN THE FIELD OF HUMAN RIGHTS

Co-operation in the field of human rights, which led earlier, in 1986, to a ministerial declaration and, in 1987, to the setting up of a special working group in accordance with the wishes of the European Parliament, has developed further in 1989.

This has been a year of contrasts in human rights, marked by progress, particularly in some Eastern European countries, but also by disappointed hopes and the continuation of disturbing situations. Confronted with such events, the Twelve have made their voice heard. The interventions they have made in international forums (CSCE and the United Nations, where, for the first time last February, the Twelve made a joint intervention in the debate of the Commission on Human Rights), together with the positions they have adopted in the form of declarations, give witness to their will to react to such situations regardless of the continent in which they might occur. In certain cases (Islamic Republic of Iran, Romania, China, Panama), the measures taken have been made public.

The question of human rights has become an important element in the dialogue and co-operation entered into with the developing countries. Respect of human rights is essential to lasting developments.

Actions in the field of human rights have also been carried out by way of numerous démarches made during the year to several Governments, most often through the Ambassador of the Presidency or Heads of Mission forming the "Troika". For reasons of efficacy, most of these démarches have remained confidential. The purpose of some of them has been to protect or save persons who were victims of arbitrary treatment or racial discrimination, in particular apartheid. Others have marked the concern of members of the European Community with regard to certain particularly serious attacks on human rights (summary executions, torture, arbitrary arrests ...).

0222

0222

 $\frac{10}{10}$ A/45/74
S/21068
English
Page 9

The adoption in 1988 within the CSCE framework of a special procedure that both enables attention to be drawn to situations where human rights in Europe are not being respected and contributes to their resolution through dialogue between States has also led the Twelve to act jointly. Thus the Presidency, making use of this procedure, has intervened on a number of occasions in 1989 in four countries of Eastern Europe.

Co-ordination between member countries of the Community is accompanied by and relies increasingly upon enhanced on-the-spot co-operation between their Missions in countries where fundamental freedoms are violated.

Particular attention has been paid to questions and resolutions of the European Parliament concerning human rights.

All in all, the actions undertaken by the Community and its member States in 1989 in the area of human rights have marked a new stage in their common commitment to the respect of human rights.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

4033

תאריך : 06.01.90

** נכנס
**
**
**

שמו

חוזם: 1,4033

אל: המשרד

יעדים: מצב/387, מנמת/81, אתונה/69, בון/89, לונדון/105, רומא/85,
פריס/125, קופנהגן/96, מדריד/78, ליסבון/68
מ-: בריסל, נר: 40, תא: 050190, ח: 1400, ד: ר, סג: שמ
תח: @ גס: כלכלית
נד: @

שמו/רגיל

אל: חדר/האג (האג נר 42)

דע: כלכלית ב', אירופה 1, מיה

מאת: ס/ראש המשלחת-בריסל

514.1.1

המפגשים הקהילתיים במהלך הנשיאות האירית.

1. להלן לוז המפגשים:-

שרי החוץ

מנכלים מדיניים

ינואר: 17-18/1

20/2-1 5-6/2

פברואר: 13-14/2
במסגרת ש'פ מדיני

5-6/3

מרץ: 20-21/3

2-3/4

אפריל: 10-11/4

7-8/5

מאי: 15-16/5

משרד החוץ-מחלקת הקשר

18-19/6

12-13/6

יוני:

יתכנו שינויים במפגשים מנכלים מדיניים.

2. הפסגה תתקיים באירלנד ב-25-26/6.

3. מפגש הדיאלוג האירו-ערבי ייתקיים בדבלין. אין עדיין תאריך מדוייק אך סביר להניח שזה יהיה בתחילת יוני.

4. נעביר לוז מפגשי מז'ת וממומחי מזא'ר בשלב מאוחר יותר.

אק

תפ: שהח, סשהח, מנכל, ממנכל, איר, איר, כהן, כלכליתב', ר/מרכז, ממד, רם, אמן

PROCESSED
DATE: 10/10/2023
TIME: 10:10:10
BY: [Name]
[Signature]

Item No.	Description	Quantity	Unit Price	Total
1	Item 1	10	100	1000
2	Item 2	20	200	4000
3	Item 3	30	300	9000
4	Item 4	40	400	16000
5	Item 5	50	500	25000

10-10-2023
[Signature]
[Name]

NO: 10/10/2023
[Signature]
[Name]

בקו שנה 3/10/90



כלכליות 2
טל' 3222

כ"ב כסלו תש"נ
20 בדצמבר 1989

9154

א פ ט " א - י ש ר א ל

אפ"א EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION נוסד ב- 1960 כיום חברות 10 המדינות הבאות: שווייץ, שבדיה, פינלנד, נורבגיה, איטלי ואוסטריה. מזכירות הארגון נמצאת בג'נבה אך תפקידיה ארמיניסטורטיביים בעיקרם והיא נעדרת יחסית משקל אופרטיבי.

לישראל אין יחסים כלכליים עם אפ"א כגוף, אלא עם כל אחת מהחברות בו בילטרלית. בשנת 1988 יבאה ישראל ממדינות אפ"א סחורות ושירותים בהיקף של כמיליארד וחצי דולר ויצואה למדינות אלה הגיע ל- 400 מיליון דולר.

היחסים הכלכליים עם מדינות אפ"א אינם מעוגנים בהסכם מיוחד והם כפופים לחוקי הסחר הרגילים המחייבים את חברות גאט"ט. עם זאת מדינות אפ"א מעניקות לישראל הנחות GSP במוצרים מסוימים.

ב- 1/1/89, עם השלמת כינון אזור הסחר החופשי בין ישראל והקהיליה האירופית (קרי, הורדת מכסים לאפס) נוצר מצב חוש ביחסים הכלכליים של ישראל עם אפ"א, אשר גם לה אזור סחר חופשי עם הקהיליה, אך לא עם ישראל.

כיום מופלה היצוא של מדינות אפ"א לישראל מבחינת מכסים ביחס ליצוא הקהילתי לישראל. למצב זה נמצאו עד היום פתרונות אד-הוק בצורת רשימות מוצרים שהגישו חלה ממדינות אפ"א לישראל בדרישה להורדת מכסים עליהם. בקשות אלה כובדו בדרך כלל ע"י ישראל, אך ברור כי הסדר זה חלקי בלבד, שאיננו עונה על כל דרישותיהן של מדינות אפ"א, ומכאן שרצוי למצוא הסדר שיענה על צרכי שני הצדדים.

בחודש ספטמבר השנה בקרו במספר בירות אפ"א טמנכ"ל כלכלה מנשה"ח וסמנכ"ל סחר חוץ מתמ"ס במטרה לעמוד על הלך הרוחות באפ"א לקראת אפשרות מיסוד יחסי ישראל עם מדינות אלה על בסיס שונה. ב- 5/12/89 התקיים במשרד דיון בינמשרדי שנועד לבדוק את התייחסות המשרדים הנוגעים בדבר בארץ למספר אפשרויות פעולה. האגמה בה תומכים רב הגורמים בארץ היא בדיקה אפשרות להגיע להסכם סחר חופשי עם אפ"א כגוף או עם מספר מדינות אפ"א על בסיס בילטרלי.

ב- 11-12/12 התכנסו שרי החוץ של אפ"א לדון בנושא יחסי אפ"א - הקהיליה ואפ"א - מדינות שליטיות. ב- 18-19/12 התקיים מפגש שרי החוץ של אפ"א ושל הקהיליה האירופית בו הוחלט על פתיחת מו"מ בין שני הגושים בתחילת 1990 במטרה להדק שתוף הפעולה ביניהם וליישם את ה-EUROPEAN ECONOMIC SPACE (EES) שיכלול את 18 המדינות.



-2-

משני מפרגשים אלה עולה כי ישראל אינה תופסת עתה מקום בסדר הנהדופות של אפט"א, וגם בהטגוריה של מדינות שליטות אין היא בעדיפות גבוהה שכן קודמות לה מדינות מזא"ר ותורכיה.

נראה היום כי אפט"א תתפנה לדון ביחסיו עם ישראל רק לאחר שיושלם המו"מ שלו עם הקהיליה לקראת סוף 1990 ולאחר שתוסדר מערכת היוחסים האירופאית החדשה.

אסנת בר יוסף / כלכלית ב'



✓ ממ'סמנכ"ל מערב א
טל' 3256

י"ט כסלו תש"נ
17 בדצמבר 1989
גרמ 101.01

53530

אל : ד"ר אריאל אונג'לסון
מאת : ממ'סמנכ"ל מערב אירופה

ב- 10.12.89 התקיים במשרד דיון בנושא ההתפתחויות במזרח ומרכז אירופה תוך דגש על גרמניה. לדיון הוזמנו גם מספר מומחים מחוץ למשרד. בשל העניין הננו מצרפים תקציר הדיון לעיונך. נבקש לראותה כמסמך פנימי בלבד.

התקציר נערך על סמך רישומיהם של הצוערים אלונה קס וטיבור שלוטר.

בברכה,

מ. ברלי

העתק: לשכת שה"ח
לשכת המנכ"ל



פנ"מי

53075-167

תקציר של דיון סגור בנושא ההתפתחויות
במרכז ומזרח אירופה בדגש על גרמניה והתגובות להן

הדיון נערך במשה"ח ב-10.12.89 בהנחיית המנכ"ל.

המשתתפים ממשה"ח:

שה"ח; ס/שה"ח; המנכ"ל; ב. נבון; א. לוי; א. פרימור; י. ברנע; י.
גוברין; י. כהן; א. בנצור; מ. רביב; מ. בבלי; י. אלון, מ. מלמד.

משתתפים אורחים:

י. ענוג, לשעבר המשנה למנכ"ל; פרופ' ש. אהרונסון; פרופ' מ. צימרמן;
פרופ' נ. אורן (כולם מהאוניברסיטה העברית); ד"ר הכט; סא"ל לקס, אג"ם
- מטכ"ל; ד"ר ח. אלון, קש"ח - משהב"ט; י. לאור, קש"ח - משהב"ט; ד"ר
ד. נווה, קש"ח - אוצר.

השר : המטרה - נסיון להבין מה קורה, לאן זה יוביל ומה עלינו
לעשות כדי להתמודד עם השנויים.

באירופה מתנהלים הדברים בקצב מהיר מאד. מתעוררת התחושה שכושר
ההתאמה שלנו ויכולת החיזוי חייבים להתפתח בהתאם; אחרת נשאר
מאחור.

מה שמתחולל כעת הוא "התמוטטות האימפריה הקומוניסטית".

3 קוים עיקריים של השנויים. אלה קשורים זה בזה:

(1) דמוקרטיזציה - מעבר למשטרים פוליטיים המבוססים על
דמוקרטיה, בחירות ורבוי מפלגות.



(2) מעבר לכלכלה חופשית.

(3) צמיחת הסחר הבינלאומי.

ישנה תלות הדדית בין אופי המדינה למשק שלה. תהליך הדמוקרטיזציה החל מאז תום מלחה"ע ה-2, כשהמעבר לכלכלה חפשית התרחש במקביל. הדבר הוביל לעליה בסחר הבינלאומי בעיקר הודות ליפן ולקהיליה. לטכנולוגית התקשורת השפעה רבה מאד. מסכי הברזל אינם עומדים מול הטלויזיה או הלויין והאינפורמציה הפכה נחלת הכלל. התהליכים בלתי נמנעים ומתפתחים במהירות.

למרות שבריה"מ הובילה את התהליך, כיום מובילות אותו מדינות המזא"ר. הן עוברות למשטר דמוקרטי רב-מפלגתי תוך בטול המעמד המונופוליסטי של המפלגה הקומוניסטית. בריה"מ טרם עשתה זאת. התהליכים במזא"ר ידחפו את בריה"מ לעבר תהליך דומה והעניין מהווה בעיה קשה מאד לגורבצ'וב.

מהירות הארועים מובילה להטלת ספק אם ניתן לראות בבריה"מ מעצמת על, למרות הפסגה. מבחינה כלכלית ודאי שלא. עם זאת עדיין מתיחסים אליה ככזאת.

השפעת השנויים במזא"ר על מערב אירופה והקהיליה : בעת פגישה עם DELORS הוא אמר שאין כוונה להוסיף מדינות נוספות לקהיליה. קודם יש לבנות את הקהיליה לעומק ורק אחר כך לפתוח אותה לחברים חדשים. אך כעת המצב השתנה. הקהיליה תצטרך להתמודד עם אפשרות צרוף מדינות אחרות ואיחוד גרמניה.

כושר ההתאמה של ישראל : חייב להיות מהיר, בזמן אמיתי כדי שנוכל להתמודד עם הסכנות. יש לשים דגש מיוחד על המרכיב הכלכלי בפעילות משה"ח. לצורך כך הוחלט להקים שגרירות ישראלית על יד הקהיליה, לקיים יחסים מיוחדים עם יפן ולמנות סמנכ"ל מיוחד למזא"ר.

נעשו החלטות נכונות, אבל בצורה איטית מדי. יש לקוות שהדיונים ירזו התהליך של כושר ההתאמה.



המנכ"ל : השינויים המהירים הם סממן תקופתנו. בדיון נתבקש לעשות אתנחתא ולראותם בהקשר רחב יותר במסגרת 3 מעגלים. המעגל הראשון הוא הגרמני - גרעינה של מרכז אירופה - מעגל נוקב ואישי במיוחד עבורנו. מעגל זה משיק למעגלים ממערב וממזרח: הקהיליה, מזא"ר והמעצמות. עלינו לבדוק כיצד כל המעגלים ישפיעו עלינו. מטרת הדיון לנסות ולראות מה יהיו פניה של אירופה בטווח של כשנתיים. כוונתנו לא להתמקד בסוף שנת 1992 על מנת להמנע מדיון נוסף בסוגית איחוד הקהיליה האירופית (הצגת המשתתפים).

ב. נבון : נקודת המוצא לדיון : שלא יהיה שינוי רציני במדיניותו ובמעמדו האישי של גורבצ'וב. שנוי כזה ישבש את כל ההערכה. אכסיומה זו היא תנאי הכרחי להמשך הליברליזציה, אך לא מספיק.

הקריאה לאחדות גרמניה : אין מדובר בדעה חד משמעית ונחרצת. יש אמביוולנטיות. במערב גרמניה קיימת חרדה מפני כניסת אנשים רבים למעגל מחפשי העבודה ומבקשי הדירות. עד עכשיו אמנם לא גדל אחוז האבטלה בעקבות זרם הפליטים, אך גדלה מצוקת הדיור.

מתוך בחינת הנקודות של תכנית קוהל עולה כי התכנית משקפת את זו של ה-CDU. הביקורת שנמתחה על הקנצלר מצד בריה"מ, שותפיו לקואליציה ומצד האופוזיציה נגעה דוקא בנקודה החסרה שבתכניתו: העדר התייחסות לגבול המזרחי של גרמניה. והדבר אינו מקרי. קיים ערפול מכוון לצורך ויתור לשותפה הקואליציונית C.S.U. בה תלויים בבחירות הבאות.

גם העתוי אינו מקרי. הוא הקדים בימים ספורים את פסגת



מלטה. הוא ביטא רצון להעלות על סדה"י את הנקודה הגרמנית כפי שהיא רצויה לקנצלר ושותפתיו.

גרמ"ז : הנקודה החשובה היא להבחין בין גרמ"ז ליתר מזא"ר. יתר מדינות מזא"ר נותרות מדינות לאומיות ללא הקומוניזם. גרמ"ז ללא קומוניזם או סוציאליזם חדלה להיות מדינה שניתן לאבחנה כשונה ממערב גרמניה.

ההתייחסות לאיחוד בגרמ"ז : קיים יחס אמביוולנטי. ראשי המדינה אינם מעוניינים באובדן זהותם. גם באופוזיציה ישנם קולות המסתייגים מהאיחוד. התחושה היא שלחלק מקבוצות אופוזיציה אלו קשה להשלים עם המחשבה שהולכו שולל 40 שנה. ישנה חרדה מפני התמזגות עם "חברת המרפקים" הברוטלית. אך במקביל, גוברת הסקפטיות לגבי יכולתה של גרמ"ז לבצע רפורמות. המגן היחיד של גרמ"ז מפני איחוד הוא היכולת לבצע רפורמות.

ישנה א-סימטריה ברורה : אם רפ"ג תקרא לאיחוד, לא ברור שזה אכן יתרחש, אך קשה להעלות על הדעת שקריאה מצד גרמ"ז לאיחוד לא תענה.

היחס לישראל : מנהיגי גרמ"ז הביעו נכונות ליחסים עם ישראל ללא תנאים מוקדמים. יש כאן אלמנט צורם, שכן ישראל היא זו שצריכה להציב תנאים כאלה. גרמ"ז חימשה, עודדה ותמכה בגרועים שבאויבינו וגלתה כלפינו יחס עויין.

מסגרות רב לאומיות : נציבות הקהיליה וצרפת קוראות להעמקת היחסים שבין חברות הקהיליה כדי שזו תוכל להתמודד עם המצב החדש. רפ"ג טוענת לעומתם, כי הרחבת הקהיליה קודמת להעמקת היחסים (מבחינת קדימויות ולא סדר כרונולוגי). לא מן הנמנע, תמיכה טקטית של בריטניה ברפ"ג שכן בריטניה אינה מעוניינת בהעמקת היחסים. צרפת והנציבות חוששות שהתמקדות בבעיות אירופה הרחבה תגרום לאבוד



מומנטום לגבי איחוד הקהיליה. קוהל חושש מסתירה בין שאיפות גרמניה לאיחוד לבין אינטרסים הגנתיים לגיטימיים של הסובייטיים.

לסכום : במערב ובמזרח גרמניה חלו מספר שנויים המשנים הסדר האירופי מאז מלחה"ע השניה. בטווח של 5 שבועות חלו ארועים ששינו את התפיסה ברפ"ג:

(1) ביקורים נפרדים של בוש וגורבצ'וב בבון.

(2) פסגת נאט"ו בבריסל.

(3) פסגה כלכלית בפריס.

עם מערכת ארועים זו הסתיים פרק נוסף שהחל לאחר מלחה"ע. התחושה של רפ"ג היא שהיא נתקבלה לליגה הלאומית העולמית. בגרמ"ז: התפוררות ה-SED. סביר שתפקידי בריתות ההגנה יצטמצם או ישתנה. גרמניה מאוחדת, או מה שסביר יותר שתי הגרמניות הקשורות בקשר קונפדרטיבי, תהיה גורם כלכלי ואולי אף פוליטי מכריע באירופה. היא לא חייבת להיות איום לשלום אירופה כי כוחה במימד הכלכלי.

ס/שה"ח : בני נבון הציג את הנתוח על סמך אכסיומה שבה לא תחול רגרסיה בבריה"מ, ואילו כיום קיימת אפשרות שגורבצ'וב יפול. ההונגרים מעריכים שבבריה"מ יכולה לחול רגרסיה ורצונם שזו לא תסיג את ההשגים במזא"ר. הם נערכים לעולם שבו תתכנה שתי אפשרויות:

(1) התהליך ימשך.

(2) רגרסיה.

יש לכלול גם אפשרות זו.

המנכ"ל : השאלות שיש להתמקד בהן הן:

(1) האם בעוד שנתיים נראה פגיעה משמעותית בקהיליה או



שהיא מסוגלת לספוג שינויים?

(2) האם הבריתות תתקיימנה רק בצורה ערטילאית, מרוקנות מכל תוכן?

(3) האם לתהליכים בקהיליה בשנתיים הקרובות יכולה להיות השפעה אסטרטגית שלילית או חיובית על ישראל?

פרופ' צימרמן : השאלה היהודית ישראל במילכוד: אם גרמ"ז מבקשת

לכונן יחסים עם ישראל (דוקא פיישר, מראשי ההנהגה הקומוניסטית מציע זאת), הרי שיש כאן נסיון ליצור לגיטימציה למשטר הקומוניסטי. אם ישראל לא תסכים להצעת גרמ"ז, היא בעצם תביע הסכמתה לאיחוד גרמניה.

שאלת האיחוד : מערב גרמניה שואפת לשבור את מסגרת 1992. יש תקדים הסטורי ויש אורח מחשבה של מרכז אירופה כיחידה נפרדת. זה יכול להעשות עם גרמ"ז, אך גם ללא איחוד מדיני. יש לרפ"ג אמצעים כלכליים המופעלים מאז שנות ה-80 כדי "לכבוש" את מרכז אירופה. מערב אירופה יכולה להתמודד אתם רק על ידי הרחבת הקהיליה.

השאלה אם להרחיב את גרמניה לכדי איחוד או לא היא שאלה פוליטית. המפלגות תשקולנה רווח מול הפסד של קולות כתוצאה מהאיחוד. השיקולים הפוליטיים יהיו ראשוניים. יש להדבר עם ה-SPD שעשוי להגביר כוחו בבחירות הקרובות בשל הקשרים עם המזרח. לחץ האיחוד תלוי בדרישת הבוחרים.

פרופ' אהרונסון : הפרמטרים שצריך להשתמש בהם הם:

(1) קיום גורבצ'וב ובריה"מ.

(2) הסטוריה כבסיס פסיכולוגי למערכת הקיימת



באירופה מאז מלחה"ע השנייה.

(3) בטחון ונשק גרעיני. זהו נושא קריטי.

כל זה מוביל לשאלת הרבונות והשליטה במסגרות החדשות. כיום שתי מעצמות העל מפקחות על הנעשה. יש מערכת של הסדרים המונעים רבונות מלאה של רפ"ג (מסגרת נאט"ו, נוכחות צבאית זרה). איחודה ורבונותה מעלות את השאלה בדבר הערך שיש להבטחותיה להמנע מפעולה זו או אחרת נוכח עוצמתה.

למרות שחלק מהמהפכות נעשה ע"י הדור הצעיר שלא הכיר את מלחה"ע ה-2, אין זה אומר שהפוליטיקאים הוותיקים אבדו שליטה. פוליטיקאים אלו יפעלו למנוע את האיחוד. מיטראן לא יצא בפומבי נגד הלך הרוח וסיסמת האיחוד אך הזכיר במקביל את הלסינקי.

האיחוד הינו פונקציה של:

(1) מה יקרה בתוך גרמ"ז - חסר היכולת לחולל רפורמות.

(2) עמדת המעצמות:

א. בריה"מ - לא תומכת באיחוד.

ב. ארה"ב - לא מתלהבת גם כן.

רק קוהל מעוניין באיחוד גרמניה. מדובר בשנתי סדרי בראשית כשבעידן הגרעין יימצאו 75 מיליון גרמנים עם רבונות מלאה. הפוליטיקאים לא ידעו בהתחלה איך להגיב ולכן רק תמרנו להרוויח זמן. בעית הנשק הגרעיני היא בעית קיום המין האנושי. מה שמדאיג את שתי המעצמות זה התגלגלות נשק גרעיני לידיים חדשות. מטעמים פוליטיים הן לא יכולות להכריז זאת בגלוי, אך אפשרות של מעצמת על נוספת עם רבונות מלאה מפחידה אותם. זו הבעיה האלמנטרית של השליטה



והמעצמות יעשו הכל למנוע אפשרות כזו.

ישנה גם סכנה לישראל שכן הסיסמאות בהן מדובר הן זכות הגדרה עצמית ורבונות. לנו יש אינטרס מובהק לא לתת לרעיונות האלה בטוי באירופה בשל ההשלכה וההקבלה למזה"ת.

לסכום : אין שום בטחון שהאיחוד אכן יתקיים כי הוא נוגד אינטרסים, קודם כל של המעצמות. אסור לתת בעידן הגרעיני רבונות לכל אחד במצבים אקוטיים ללא שליטה. יש למצוא פתרונות שיבטיחו יציבות וימנעו רבונות מלאה. גם מנקודת מבט ישראלית, רעיון איחוד גרמניה מסוכן ופרובלמטי בגלל ההשלכות על אזורנו. לכן יש לנקוט בעמדה מסתיגת ביותר באשר לאיחוד.

המנכ"ל : הועלו דברים שעוזרים לנו להתמקד בשאלות הבאות:

- (1) מה תהיה התגובה האמיתית של ארצות הקהיליה לגבי האיחוד?
- (2) מה תהיה תגובת מעצמות העל?

מ. בבלי : לאירופאים מטרה משותפת : שמירה על איזון נכון בין הרפורמות במזרח, שימור היציבות הפוליטית וגאו - פוליטית ביבשת, חזוק גורבצ'וב, ופירוק המונוליתיות במזא"ר. הויכוח ביניהם הוא על המינון של מרכיבים אלה. לאירופים נראה שזו גם מטרת גורבצ'וב. נכוונות ללכת רחוק ברפורמות במזרח תוך שמירת הסטטוס קוו ביבשת.
אין חלוקי דעות על:

- (1) יציבות מוחלטת וסופית של הגבולות באירופה המזרחית, כשהיחיד המערער על גבולות אלו הוא צ'אושסקו.



- (2) אין מקום לפרוק בריתות נאט"ו וורשה, למרות שיחולו שינויים בתוכן. לבריה"מ אינטרס בברית נאט"ו ולהיפך. הבריתות שומרות על מסגרת שאין לשבור אותה.
- (3) פרוק הנשק - בעיקר הקונבנציונלי. כולם מעוניינים בהצלחת השיחות שתשליך ישירות על פרוק הנשק הגרעיני.
- (4) תהליכי דמוקרטיזציה.

נושאי המחלקות:

אופיה של הקהיליה, מהירות גבושה ועיגון גרמניה בתוכה. הפשרה שהושגה בשטרסבורג: גרמניה תהיה מוכנה לתהליך מהיר בתנאי שיאפשרו לה סטרוקטורות קונפדרטיביות.
סכום: בעוד שנתיים נעמוד לפני המצב הבא:

- (1) בריתות נאט"ו וורשה ישארו אם כי ישנו אופיין.
- (2) התקדמות בתהליך פרוק הנשק.
- (3) הגבולות במזא"ר לא ישתנו.
- (4) ובש"א תהפוך לפורום משמעותי בו ניתן יהיה להשיג הסכמה בין-גושית.
- (5) צפויה ועידת נאט"ו חדשה במתכונת רחבה.
- (6) יחול עכוב מסוים בתהליך קבלת מדינות שמעונינות להצטרף לקהיליה.

יעקב כהן : באירופה מתרחשים שני תהליכים: איחוד 1992 ושנויים במזא"ר. איחוד 92 פועל כמגנט ומהווה ראקציה לסטגנציה של אירופה ונחיתותה לעומת ההתפתחות הטכנולוגית של יפן וארה"ב. עתיד היחסים בין מזרח למערב אירופה תלוי בכח הכלכלי של הקהיליה וביכולתה:

- (1) למשוך מדינות מזא"ר המתכוננות לרפורמות מרחיקות לכת לתוך המרחב האירופאי בלי שזה יפגע בבריה"מ.
- (2) לגרום לכך שהגרמנים יראו בתוך הקהיליה את מקומם



ועתידם בלי שילחצו על איחוד גרמני פוליטי לאלתר,
אלא איחוד כלכלי.

יכול להיות שמערכת ההסכמים הכלכליים בין מזרח למערב
תעשה כך שהרוסים יקבלו אותה בהיותה תרגום הרעיון של
גורבצ'וב בדבר בית אירופאי-ושל המערב בדבר

ה-EUROPEAN ECONOMIC SPACE (EES).

בהנחה שהתהליך הוא בלתי הפיך, יהיה המצב של פולין
והונגריה כמו זה של פינלנד אך בכוון ההפוך. המצב
העתידי: רשת הסכמים כלכליים כשהקהיליה במרכז רשת הסכמים
זו. עד סוף המאה לא תהינה הרבה מדינות חברות חדשות.

יהיו באירופה שלושה מעגלים:

- (1) גרעין הקהיליה.
- (2) אפט"א. יתכן שתכלול גם מדינות ים תיכוניות
וצפוניות. לאפט"א יהיו מוסדות משותפים עם הקהיליה
אך היא לא תיטול חלק בקבלת החלטות.
- (3) מזא"ר. יתכן שתכלול גם את בריה"מ. תהיה קשורה לשני
המעגלים האחרים ע"י הסכמים ספציפיים.

סכום : תהליך האיחוד ימשך ויעמיק. בתוך הקהיליה יגיעו
לאיחוד מוניטרי. בין שני המעגלים הראשונים תהיה תנועת
סחורות ואנשים חפשית. אם הקהיליה לא תתרחב, צפויה
התחזקות של מדינות אפט"א. מדינות אלה מאמצות מדיניות
כלכלית משותפת כלפי מדינות שלישיות. לישראל עדיף להצטרף
למעגל אפט"א ולא להשאר בפריפריה של הים-תיכוניות.

א. פרימור : שטרסבורג הושפעה מעיתוי הבחירות הצפויות בגרמניה. גנשר
וקוהל נאמנים לרעיון הקהיליה ולאיחוד מוניטרי (שיוביל
בטווח ארוך גם לאיחוד פוליטי). קוהל לא היה מהסס להביע
דעה זו לולא היתה זו שנת בחירות. קוהל חושש מאבוד



קולות לטובת הימין הקיצוני. בעסקה עם קוהל מיטראן קנה למעשה הסכמה לאיחוד מוניטרי בתמורת הסכמה לאיחוד. לסכום : הנושא שמעסיק ביותר את הקהילה הוא איחוד בצורה משמעותית ומהירה, קרי: איחוד מוניטרי. הקהילה מוכנה לשלם תמורתו גם במחיר איחוד גרמניה.

ס/שה"ח : האם יש לאירופאים בכלל כח להתנגד לאיחוד גרמניה?

פרימור : הם אינם יכולים.

ענוג : האיחוד הוא סיסמה לשנת בחירות בגרמניה. המצב מתאפיין באי-יכולת להביע הדעה האמיתית לגבי איחוד גרמניה. גם חברות הקהילה וארה"ב מצויות באותו מלכוד, אך זה לא משקף את התחושות הנכונות. לגורבצ'וב יכולת תמרון. הוא לא יסכים למחיקת בריה"מ כמעצמת על ויש לבריה"מ האמצעים למנוע תהליכים הפוגעים בה. לאחר הבחירות ברפ"ג, שבהן הרפובליקנים יעלו, צופה שסיסמת האיחוד תרד מסדר היום האקטואלי. לגרמ"ז אין היכולת להכתיב את קצב האיחוד בשל תלותה הן במזרח והן במערב. לאחר הבחירות הצפויות שם במאי, הממשלה שתיבחר תצטרך גם להקשיב לקולות שנשמעים מחוץ למדינה. בטווח הקרוב האיחוד ישאר כסיסמה. נאט"ו וורשה תמשכנה להתקיים. יתרחש תהליך של הסכמים חלקיים בין הגרמניות שישקפו את המצב לאמיתו: רפ"ג לוקחת את גרמ"ז תחת חסותה, אך לא יותר מזה.



ב. נבון : מטיל ספק במידת התלהבותם של קוהל וגנשר מן האיחוד המוניטרי של אירופה. קוהל חש שהרפובליקנים נושפים בעורפו. תיתכן היווצרות מצב פוליטי חדש, אשר בו ה-SPD תיתקשר עם הירוקים, דבר שיכול להגביר את סיכוייה לזכות בשלטון בעתיד.

פרופ' צימרמן : מסכים עם הנ"ל. גרמניה לא בכיסה של ה-CDU לאורך ימים. אפילו הירוקים יכולים להיות מעוניינים באיחוד בגלל מניעים של תועלת (איכות סביבה, פרוק נשק כללי וכו"). למרות שמדינות כמו בריטניה וצרפת ינסו אולי להתנגד, לא ניתן למעשה לעצור את התהליך. יש לראות את האיחוד במונחים שאינם אנכרוניסטיים ואינם שייכים ללכסיכון של שנות השלושים או שנות השבעים של המאה הקודמת. לאיחוד יהיה תוכן חדש בעל בסיס כלכלי. ותיתכן אפשרות שאף יורחב לאיזורים המצויים היום בשליטת פולין, הונגריה ואוסטריה.

גוברין : האם בריה"מ מתפרקת? בריה"מ נחושה בדעתה לשמר את הבריתות והגבולות הקיימים. רצונה ביציבות אירופאית. הקומיקון מאבד מערכו עקב אי יכולת להתאים עצמו לשינויים וכן בגלל ויכוחים פנימיים המתנהלים בו. בריה"מ תתנגד לאיחוד גרמניה כאשר ללא הסכמתה האיחוד אינו אפשרי. בהתנגדותה יוצרת היא באופן פרדוכסלי מכנה משותף עם ישראל. תוך כדי תהליך התקרבותן של בריה"מ וארה"ב זה לזה, פסקה הראשונה למעשה לשמש כגורם מאיץ בעימות המזרח תיכוני.

ההיבט היהודי: החיכוך בין בריה"מ וישראל קטן בשל התרת



העליה ליהודיה. יחד עם זאת עלית הגורם הלאומי יוצרת תסיסה
אנטישמית חריפה המוכרת לנו מן העבר.
ישראל מצויה במילכוד ביחס למזרח אירופה. היא מעונינת
בשיפור יחסיה עם בריה"מ אך גם עם "גרורותיה" המשתחררות
ממוסרותיה. כמדינה דמוקרטית מהווה ישראל נכס ל"גרורות"
המשתחררות. אולם נוצר פער בין עמדותיה כלפיהן מול
האינטרסים שלה ביחס לבריה"מ עצמה.
בפולין קיימת התנגדות רבה לאיחוד גרמניה. ודאי ציפו שם
לתגובה כלשהי של קוהל בנושא גבולות ה-ODER-NEISSE בעת
ביקורו שם.

פרופ' צימרמן : דוקא היתה החלטה בנושא הנ"ל בפרלמנט הגרמני ב-7
לנובמבר השנה.

א. לוי : סבור שההנחה בדבר שאיפת גרמניה המאוחדת לפתח נשק גרעיני
איננה נכונה. אין היא זקוקה לנשק כזה כלל. עוצמתה
הכלכלית הגדולה מספקת אותה.
ספק הוא אם בריה"מ תתנגד לאיחוד גרמניה - בריה"מ עומדת
בפני בעיות גדולות ביותר הכוללות גם את עתידן של פולין
ומזא"ר. אירופה עוברת תהפוכות, אשר לא מאפשרות לבריה"מ
להחזיק בעמדה יציבה בהקשרן. גם בתוך בריה"מ עצמה מתנהל
כעת מאבק על עתידה של המפלגה כמכשיר לשלטון.

ד"ר אלון : מה אומר הצבא האדום?

121 : בשלב זה נאמן ה-ק.ג.ב. לגורבצ'וב. מניח כי בשעת פילוג
במפלגה ובעם יתרחש פילוג דומה גם בתוך הצבא וב-ק.ג.ב.
עצמו.



פרופ' אהרונסון : קיימים מספר פרמטרים בסיסיים שלא ניתן להתעלם מהם. העם הרוסי בבריה"מ המונה 80 מיליון נפש לא יסכים שאחרים יכתיבו את גורלו. הקומוניזם מהווה חלק מן האתוס הלאומי ברוסיה. הוא זה שהוציא את העם מעמדת פיגור בנושאים רבים לעמדה של מעצמת על.

פרמטרים אלו לא יאפשרו לתת בידי גרמניה את זכות ההחלטה בעניינים גורליים כמו נושא הנשק הגרעיני.

לנין : מדוע לא תחפש גרמניה כבר היום לפתח לעצמה אופציה גרעינית?

פרופ' אהרונסון : כיום מונעים זאת ההסכמים אליהן קשורה גרמניה. הגרמניות הנן ישויות חסרות זהות כשלעצמן. העמדת בעיות זהות על סדר היום תגרור פתיחת תיבת פנדורה מסוכנת ביותר. עם חסר זהות לא יסכים לבסס זהותו על כלכלה מפותחת. הוא ידרוש הרבה יותר מכך.

ענוג : זהותה של גרמ"ז לא חייבת כלל להיעלם עם התפרקות משטרה הקומוניסטית. לא הקומוניזם מהווה הגורם המכריע בנושא זהותה, אלא החלוקה הקיימת לאזורי השפעה בין מעצמתיים.

ד"ר אלון : השפעת פרוק הנשק הקונוונציונלי על התעשיות הבטחוניות, עצום. הדבר מסכן עתידם הכלכלי של רבים משני צידי המסך אם כי הכלכלה המערבית בשלה ליקלוט עובדים שנפלטו מן התעשייה הבטחונית. יש לצפות לתגובה בנושא מן הצבא האדום.



נושא פרוק הנשק רלוונטי במיוחד לישראל בה 70% ממוצרי התעשייה הצבאית מיועדים ליצוא. התחרות גדולה על פני נתח שוק קטן.

ס/שה"ח : תיתכן אפשרות ליותר התלקחויות מקומיות כתוצאה מירידת ערך הגורם המעצמתי כמאזן.

ד"ר אלון : אין אנו חשים עדיין בסכנות הנ"ל באופן ממשי בשל הזמנות קודמות לתעשייה.

אם המגמות

תמשכנה בכיוון הנוכחי והצבא האדום לא יהפוך את הקערה על פיה (בניגוד למה שהתרחש בסין), תיתכן חלוקה חדשה של העולם למערב ומזרח אך הפעם בסידור שונה: גושי נאט"ו ווארשה מול סין ומדינות הדומות לה.

פרופ' צימרמן : בשנות החמישים סטאלין לא התנגד לאיחוד גרמניה. מבחינת בריה"מ העונש לגרמניה הינו גבול ה- ODER-NEISSE ולא דוקא חלוקתה.

בבלי : אין אפשרות להמשך התהליכים בברייה"מ בלא שיפור כלכלתה כתוצאה משינויים פנימיים. הטיית משאבים ממכונת המלחמה למכונת השלום תגרור נטיה גוברת לפרוק נשק.

המנכ"ל : האם המזרח יבקש תמורה כלכלית עבור הסכמתו לאיחוד גרמניה?

כהן : לראשונה מעניקה ארה"ב לאירופה המערבית סמכות סיוע למזא"ר. שינוי זה בגישת בוש (ביחס לנשיאים קודמים) הותיר למעשה את



גרמ"ז לרפ"ג. אולם ביחס לקהיליה, הרי שלמרות היתרונות הכלכליים המוענקים על ידה למזא"ר בעת האחרונה, אין לצפות לגדולות בנושא. הסיבה לכך נעוצה בבעיות תקציב ובכך שהשווקים במזרח אירופה מוגבלים עדיין. סיוע יועבר רק למדינות המיישמות את הרפורמה הפוליטית והכלכלית. -אולם סיוע זה יהיה מוגבל ולא יענה על הצרכים במזרח.

בריה"מ תווטר רבות בנושא מזא"ר כפי שמוכנה היא לוותר על טריטוריות במזרח (איים קיריליים) למען יפן משום היתרונות הכלכליים הצפויים לה מכך.

יתכן שלרפ"ג תינתן זכות ליצירת הסכמים מיוחדים עם מזא"ר ובמיוחד עם גרמ"ז בלא לעורר את חששו של הדוב הרוסי, שלא איבד עדיין את יכולת ההרתעה שלו.

בנצור : במלטה המנהיגים הביעו הסתייגותם מהאיחוד. הרציונאל העליון אשר ינחה את המעצמות גם בהמשך הינו עיקרון שמירת האיזון האסטרטגי. בשלב זה המומה עדיין ארה"ב מההתפתחויות במזא"ר וקשה לה להשתחרר ממוסכמותיו של הממשל הרפובליקני. היא עדיין נתונה במשבר שלהפער בין אי-יכולת חזוי והתאמה למצב חדש. המוטו בארה"ב הינו: להזדרז לאט.

ישום עקרון זה יתבצע כהושטת עזרה לתהליכים דמוקרטיים וליברליים במזא"ר, תוך ניסיון שיכוך חששה של בריה"מ מפני התפתחויות אלו. בכך מקווה ארה"ב למנוע אפשרות הרגרסיה בבריה"מ.

רגרסיה וריאקציה יכולות להתרחש באופן פרדוכסלי גם במזא"ר עם ההתפקחות מן הצפיות הגדולות של נושאי הרפורמות. תגובת ההמונים לאפשרות שהרפורמות לא יתמשו מיד מוסיפה מימד של אי ודאות לתהליכים.

ארה"ב מנסה בהצלחה מועטה כנראה לשכנע את בריה"מ לפרוש



ממעורבותה בסכסוכים אזוריים.

לסיכום: בנושא גרמניה ימצאו המעצמות את הנוסחה למימוש חזון איחודה של גרמניה תוך ריקונה ממשמעויות מרחיקות לכת, דהיינו אומה אחת בשתי מדינות.

המנכ"ל : האם ארה"ב מסוגלת לחשוב על אמצעים נוספים שימנעו מגרמניה להפוך לאיום בפעם השלישית?

בנצור : הבריתות הקיימות תמשכנה במתכונתן הנוכחית תוך יציקת תכנים חדשים לתוכן. תמשך הנוכחות הצבאית של ארה"ב על אדמת גרמניה. ההגיון מראה שהמשך קיום הבריתות נחוץ בכדי למנוע התפתחויות בלתי רצויות.

פרופ' צימרמן : האם אכן מפחיד הצבא האמריקני החונה בגרמניה את הגרמנים? האם ניתן לחשוש היום מפני ברית נאט"ו?

בנצור : אמנם אין נוכחותו של הצבא האמריקני בגרמניה מיועדת להפעיל כוח, אך עצם נוכחות זאת מחזקת את תקפותם של הבריתות וההסכמים.

רביב : האיחוד בין הגרמניות רחוק כי בריה"מ ומדינות מזא"ר לא יסכימו לכך. ביטוי לכך מצאנו בתגובותיהם האחרונות של גורבצ'וב, בייקר, מיטראן ותאצ'ר. גרמניה המערבית לא תהיה מוכנה לסכן את ההפשרה או לשבש את תהליכי איחוד השוק למען רעיון איחודה.

המנכ"ל : אין להזדרז ביצירת יחסים דיפלומטיים עם גרמ"ז, אשר לא נטלה עדיין כל אחריות לעברה.



מלמד : שני איחודי גרמניה בהיסטוריה המודרנית היו מלווים בשפיכות דמים. שתי המעצמות ינסו לעשות כל שביכולתן לאי השנות האלימות בפעם השלישית.

פרופ' אהרונסון : לגרמנים אין רקע או נסיון היסטורי להיות מעצמת על אחראית. לכן רב הסיכון בהוצרות מצב שכזה. כבר כיום מוכיחים הם חוסר אחריות בתחום עיסקאות הנשק. רק לחץ סובייטי ואמריקני וכן אינטגרציה של רפ"ג בקהיליה מסוגלים למנוע זאת.

פרופ' צימרמן : אין יסוד לטענה שלגרמניה אין רקע היסטורי לכך. המעצמות יכולות בהחלט לקחת על עצמן סיכונים בנושא זה. זוהי גרמניה שונה היום. עד לגבול אודר-נייסה אין למעצמות כל בעיה בנושא.

ברנע : אינו משוכנע ששכנותיה של גרמניה מסכימות עם צימרמן. הפסיכולוגיה מהווה גורם חשוב בקבלת החלטות. רגישות ההמונים באירופה לנושא גרמניה הגדולה ישפיע ודאי גם הוא על החלטתן של הממשלות.

בבלי : אין מדינה בקהיליה שתהיה מוכנה היום לקדם את נושא איחודה של גרמניה, להיפך!

גוברני : התניית האיחוד בהסכמי הלסינקי פירושה למעשה שינוי בלא שינוי.

אלון : הסכמי הלסינקי אינם פוסלים שינוי בגבולות בעת שלום. אז



יתכן יהיה לאחד גם את גרמניה.

המנכ"ל : נעים לשמוע שאפשרות איחוד גרמניה מדאיגה גם אחרים. לא עלינו להתייצב בראש האופוזיציה לאיחוד.

ב. נבון : הטוען שלגרמניה בעלת 70 מיליון תושבים יהיה רצון לפיתוח נשק גרעיני טוען למעשה שלגרמניה בת 60 מיליון תושבים אין רצון כזה. בגרמניה יש דוקא רצון לפירוז וביטול איום הנשק הגרעיני. תמיכה לכך ניתן למצוא בעובדה שהנסיון להאריך את משך השרות הצבאי ברפ"ג נתקל בהתנגדות ציבורית רבה, אשר יש לה גם השפעה על תוצאות הבחירות. לגרמ"ז אפיון משלה גם בלא הסוציאליזם, כפי שלבוואריה יש גם בימינו זהות משלה. אולם קשה בכל זאת לראות כיצד תתקיים ההפרדה בין שתי הגרמניות לאורך זמן מבלי שכל אותן דיוויזיות זרות תשארנה על אדמתן.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך: 16.12.89

11912

** נכנס
**
**
**

שמו

חוזם: 12,11912

אל: המשרד

יעדים: מצב/1096, מנמת/303

מ-: האג, נר: 129, תא: 161289, זח: 1700, דח: מ, סג: שמ

תח: א: אירופה

נד:

שמו/מדי

אל: אירופה 1, מזא'ר

מאת: השגריר-האג

מועצת שרי החוץ של נאטו 14,15/12, מפי אטמה, ר/אגף ש'פ
אטלנטי, שליווה שה'ח ון דן ברוק בבריטל, שההולנדים במיוחד
שבעי רצון מהדיונים ומהאשור למחשבותיהם מהשבועות האחרונים
ולהצעות מזכיר המדינה בייקר בברלין לכוונים החדשים בנאטו.
הנושאים בסדר היום היו תפקיד נאטו במערך הבינלאומי המשתנה,
הצעות נאטו המוגשות בוינה להמשך השיחות על צמצום הכוחות
הקונבנציונליים (ומציאת פשרה בין היוונים והתורכים כדי
שיסירו ההתנגדות להצגת ההצעות בגלל חלוקי הדעות ביניהם על
הימצאותו של MERSIN בתחום המכוסה בשיחות וינה), וההצעות
האמריקניות לאימות ותכנית השמים הפתוחים. המשמעות של ביקורו
המתוכנן של שה'ח שוורדנאדזה במטה נאטו בבריטל ב-19 קבעה
האזירה בה נידונו התפקידים המדיניים של נאטו, ושה'ח בלגיה
דיבר על הביקור (שנערך ביזמתו) כמסמל הכוון של ש'פ במיוחד
מדינו בין שתי הבריתות בעתיד.

ון דן ברוק שם הדגש על קביעת
גמישות לתפקיד נאטו תוך ציפיה לגמישות דומה בברית ורשה ולאן
דווקא לקביעת מתכונות בשלב זה, וכנגד תמיכת הצרפתים בהצעת
גורבצ'וב להקדמת ועידת ובש'אלשתוכננה ל-1992) הביע
הסתייגויות מהצורך בהקדמתה ל-1990, שנה בה מתקיימים ממילא
שני מפגשי מומחים של ובש'א. בעבר תמך ון דן ברוק בהקדמת
ובש'א, וטען שזה אחד מ-4 אבני היסוד לש'פ המערבי בעתיד כלפי

משרד החוץ-מחלקת הקשר

מזא'ר. אך טענות הצרפתים הפעם שיש לשים הדגש על התפקיד
הפוליטי בובש'א (ולה להקדים הכינוס) ולאן דווקא על נאטו,
גרמו להסתייגות ההולנדית. ון דן ברוק הצביע על התפקידים
הפוליטיים השונים לחלוטין המיועדים לשתי הבריתות מחד ולמפגש
הרחב בובש'א מאידך. בסיכום התגברו על ההתנגדות הצרפתית
(שהרקע לה ברור) וסוכם שיש לפעול לקראת תפקיד פוליטי מרכזי
לנאטו, וגם כדי לעודד התפתחות דומה בברית ורשה.

סופות.

אק

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, אמן, ממד,
איר, 1, איר, 2, גוברין, מזאר, בנוצור, מצפא

Handwritten text at the top of the page, including a date and possibly a recipient name.

Handwritten text in the upper middle section of the page.

Main body of handwritten text, consisting of several lines of cursive script.

Second main body of handwritten text, continuing the message.

Third main body of handwritten text, appearing as a separate paragraph.

Final line of handwritten text at the bottom of the page.



Handwritten initials and marks

DATE : 17.12.89

תאריך :

F A C S I M I L E

A L'ATTENTION DE אל: אינר סר / מנכ"ל - סניף ישראלי

NOTRE NUMERO DE TELECOPIE : 33-1-42 25 64 15 : השולח:

DESTINATAIRE : 19.977-2-303-307 : אל פקס ממיליה מס':

NOMBRE DE PAGES : 10 : מספר עמודים (כולל עמ' זה) :

DE : שוק, סניף : מאת:

Handwritten notes:
תמ"ע
ק"ב
בחס
הס"ג
א"א
הח"ב

Handwritten notes:
MS
1 B

במלגה גאוקול

Handwritten notes:
דבר
א"ס
ק"א

Large handwritten text at the bottom:
א"ר א
מס' א
המ' א
המ' א
המ' א
המ' א
המ' א
המ' א



EUROPEAN POLITICAL COOPERATION

1. The European Council discussed the following subjects of political cooperation :

- Central and Eastern Europe
- Middle East
- Lebanon
- Euro-Arab Conference
- Southern Africa
- Ethiopia
- Chile
- Central America

It approved the statements annexed below.

2. Cyprus

The European Council expressed its deep disquiet that the tragic division of Cyprus, a country belonging to the European family, remains unchanged despite the renewed efforts over fifteen months of the Secretary General of the United Nations.

It also reiterated its appeal to all parties to cooperate with Mr. Pérez de Cuellar and his representative on the spot so as to overcome the obstacles to the pursuit of dialogue. It asked them not to miss this opportunity for a just and lasting settlement that will safeguard the unity, independence, sovereignty, and territorial integrity of Cyprus in accordance with the relevant resolutions of the United Nations.

3. Human rights

The European Council took note of the report of the Political Committee summing up the activity of the Twelve in the field of human rights in the course of 1989. In this connection, it approved the text of a press release.

DECLARATION ON CENTRAL AND EASTERN EUROPE

Each day in central and eastern Europe change is asserting itself more strongly. Everywhere a powerful aspiration toward freedom, democracy, respect of human rights, prosperity, social justice and peace is being expressed. The people are clearly showing their will to take their own destiny in hand and to choose the path of their development. Such a profound and rapid development would not have been possible without the policy of openness and reform led by Mr. Gorbachev.

11/5 2)
3 P3

Expressing the feelings of the people of the whole Community, we are deeply gladdened by the changes taking place. These are historic events and no doubt the most important since the Second World War. The success of a strong and dynamic European Community, the vitality of the CSCE process and stability in the area of security, in which the United States and Canada participate, have contributed greatly to them.

These changes give reason to hope that the division in Europe can be overcome in accordance with the aims of the Helsinki Final Act which seeks, through a global and balanced approach and on the basis of a set of principles which retain their full value, to establish new relations between European countries whether in the area of security, economic and technical cooperation, or the human dimension.

We seek the strengthening of the state of peace in Europe in which the German people will regain its unity through free self-determination. This process should take place peacefully and democratically, in full respect of the relevant agreements and treaties and of all the principles defined by the Helsinki Final Act, in a context of dialogue and East-West cooperation. It also has to be placed in the perspective of European integration.

Already the hopes which we expressed a year ago in the Rhodes Declaration have begun to take shape. The progress recorded in the negotiations on conventional and chemical disarmament, the greater freedom of movement of persons and ideas, the greater assurance of respect of human rights and fundamental freedoms, and the different agreements concluded between the Community and certain of these countries are substantially changing the climate of relations in Europe.

The European Council is convinced in the present circumstances that all must, more than ever, demonstrate their sense of responsibility. The changes and transitions which are necessary must not take place to the detriment of the stability of Europe but rather must contribute to strengthening it.

Far from wanting to derive unilateral advantages from the present situation, the Community and its member States mean to give their support to the countries which have embarked upon the road to democratic change. They deplore all the more so that in certain countries this process is still hindered.

The Community and its member States are fully conscious of the common responsibility which devolves on them in this decisive phase in the history of Europe. They are prepared to develop with the USSR and the other countries of central and eastern Europe, and with Yugoslavia, in so far as they are committed to this path, closer and more substantive relations based upon an intensification of political dialogue and increased cooperation

113 2)
4 B

in all areas. The Community has in particular decided to support the economic reforms undertaken in these countries by contributing - in collaboration with its western partners - to the establishment of healthy and prosperous economies within the framework of appropriate structures.

The European Council has drawn up conclusions which illustrate this intention:

For the future and in accordance with the developments taking place, the Community is willing to implement still closer forms of cooperation with these countries.

At this time of profound and rapid change, the Community is and must remain a point of reference and influence. It remains the cornerstone of a new European architecture and, in its will to openness, a mooring for a future European equilibrium. This equilibrium will be still better ensured by a parallel development of the role of the Council of Europe, EFTA and the CSCE process.

Construction of the Community must therefore go forward: the building of European Union will permit the further development of a range of effective and harmonious relations with the other countries of Europe.

DECLARATION ON THE MIDDLE EAST

1. The European Council wishes once more to stress the over-riding need to find a political settlement to the Arab-Israeli conflict. In this regard it recalls that the position of the Twelve is defined in the Madrid Declaration of 27 June, 1989. In all its elements this Declaration remains fully valid.

It is in this spirit and with the guarantees specified in the Madrid Declaration that the Twelve supported the proposal for elections in the Occupied Territories, considered as a step in a process towards an overall settlement. Similarly they encourage efforts which seek to establish dialogue between the parties directly concerned. They recall the efforts they themselves make to this end, while respecting the principles which guide their search for a settlement. An illustration is the recent mission carried out by the Ministerial Troika.

2. Seriously concerned by violations of human rights in the Occupied Territories and recalling the need for the occupying power to observe strictly its obligations under the 4th Geneva Convention to which it has notably not conformed in such basic

1989 12 11 11:59 100.EMRADDY.COM.DOT.DART 33 1 42950415 0.05
513 115 21

areas as education and health, the European Council deplures the continuous deterioration of the situation in the Occupied Territories which seriously affects the living conditions of the people, compromises in a lasting fashion the future of Palestinian society and prevents the economic and social development of the Territories.

The Community and its member States are determined to increase substantially their aid to the inhabitants of these Territories. Within the framework of the new 1990/1992 triennial convention, the Community will continue with and increase its aid to Palestinians through UNRWA which has amounted to more than 388 million ECU since 1971. It wishes to see the activities of UNRWA carried out without hindrance. During the same period, the European Council establishes as an objective the doubling of the Community's direct aid which, since 1981, has amounted to 23 million ECU. The Community thus intends to contribute to the economic and social development of the Occupied Territories and, by its efforts in the area of health and education as well as by support for local Palestinian institutions, to help to preserve the common future of the Palestinian people.

STATEMENT ON LEBANON

Deeply concerned at the recent developments in Lebanon which have produced a further threat to the preservation of the country's unity, the European Council reaffirms its commitment to the implementation of the Taif Agreements. It expresses its conviction that in present circumstances there is no alternative to the process of national reconciliation and peace envisaged under those Agreements.

The European Council therefore calls on all parties concerned to lend their support to these objectives, in such a way that they are furthered through dialogue and consultation to the exclusion of any recourse to violent means, the upholding of the cease-fire being a main priority.

The European Council expresses its support for the constitutional order in Lebanon embodied by the President of the Republic and the Government appointed by him, so that in accordance with the aspirations of the whole population, the sovereignty, independence, unity and territorial integrity of Lebanon can be restored. This process implies the withdrawal of all foreign armed presence, so that the Lebanese people will be fully masters in their own house. The Council recalls the very positive role played by UNIFIL.

6 B 115 2)

STATEMENT ON THE EURO-ARAB CONFERENCE

The European Council expresses its desire to make closer the ties which unite the Twelve to the Arab world from one side of the Mediterranean to the other. It is in this spirit that a Conference has been organised which will meet in Paris on 21 and 22 December and whose purpose will be to give a new impetus to the Euro-Arab Dialogue in order to strengthen and develop their cooperation.

DECLARATION BY THE TWELVE ON SOUTHERN AFRICA

Southern Africa has, for a year, been the scene of developments of such importance as consistently to demand the attention of the Twelve.

1. The most obvious of these concerns Namibia. Almost a year ago the signature of the New York Agreements opened the way for implementation of Resolution 435 as the Twelve have constantly wished. Up to now the transitional process has unfolded in a satisfactory manner and the Twelve wish, on this occasion, to express their appreciation of the vital role played by the Secretary General of the UN and his Special Representative for Namibia. The first valid and free elections have permitted the appointment of a Constituent Assembly which truly reflects the wishes of the Namibian people. The foundations of the new state are taking shape before our eyes.

Independent Namibia's needs will be significant. The Community and its member States are already prepared to contribute to meeting these through appropriate aid programmes. This effort will be in addition to the assistance envisaged by all of the member States on a bilateral level. Namibia will also be welcomed into the new Lomé Convention as soon as it expresses a wish to join it. The Troika has already made known this position to the representatives of the ACP States at their recent Ministerial meeting to discuss southern Africa.

2. A measure of progress has also been achieved in the process of national reconciliation in Angola and Mozambique. A favourable international climate has been availed of with courage and determination on the part of those with authority in these two States in order to make significant advances on the road to peace. The recent mission of the Troika of Political Directors to Angola brought out the real will of the leaders of this country to put an end to the conflict which has for too many years encumbered the economic development and well-being of its people.

MS 2/
7 B

The Community and its member States are resolved to match these developments by efforts to aid the reconstruction and development of both these countries.

3. Finally, in South Africa, President De Klerk's accession to power has been followed by several acts of clemency and a degree of freedom of expression which the Twelve have welcomed. These measures, however, are still insufficient with respect to the immense task posed by the dismantlement of apartheid. The objective of the Twelve remains the achievement through peaceful means of a democratic and multiracial system in South Africa. In this regard they support any process which can lead rapidly to the cessation of violence on all sides and to a dialogue between the parties. Only broad-based negotiations bringing together the true leaders of the different constituent parts of the South African people can result in a lasting settlement. In this respect the Conference for a Democratic Future, which is being held in Johannesburg from 9 to 12 December, is a step in the right direction.

In this context the Community and its member States have recalled their support for the programme of positive measures intended to help the victims of apartheid. With a view to preparing for the developments which are inescapable in South Africa, this programme will be strengthened over the next two years by granting new scholarships for study in Europe and in multi-racial South African universities. The purpose of this action is to facilitate exchanges between the different communities while allowing their least privileged members to attain a better level of education and thus to contribute to the training of the skilled personnel of which a multi-racial South Africa will have crucial need in the medium term.

The Community and its member States have, moreover, decided to maintain the pressure that they exert on the South African authorities in order to promote the profound and irreversible changes which they have repeatedly stood for and to reconsider it when there is clear evidence that these changes have been obtained.

A new South Africa, free from racial discrimination, in which all South Africans can live in peace and harmony and enjoy equal rights, is not a Utopian ideal. Its achievement will also be of vital importance to the peace, stability, security and economic development of the whole region and will allow South Africa once more to find its proper place within the international community.

STATEMENT ON ETHIOPIA

The European Council welcomes the steps undertaken to advance towards negotiated solutions and expresses its conviction that only the conclusion of a political agreement between all parties will enable conflict to be brought to an end. They call on the parties concerned to pursue negotiations so as to achieve as soon as possible a settlement acceptable to all, in a spirit of national reconciliation.

The European Council expresses its deep concern at the gravity of the food shortage which affects the northern regions - in Erythraea and Tigré in particular - and threatens the life of millions of persons.

It affirms the determination of the European Community and its member States to come to the assistance of the populations who are victims of famine. It urges all parties concerned, in collaboration with the agencies of the United Nations, the World Food Programme, the International Committee of the Red Cross, and other non-governmental organisations, not to obstruct but on the contrary to facilitate the delivery and distribution of humanitarian assistance and emergency aid in the afflicted areas.

DECLARATION ON THE EVE OF
GENERAL ELECTIONS IN CHILE, 14 DECEMBER 1989

The European Council, which has constantly expressed its wish for the reestablishment of freedom in Chile, views the situation in that country with hope.

The results of the plebiscite of 5 October 1988 showed clearly the will of its people to put an end to the 16 years of the military regime and to renew its democratic traditions.

The European Council today welcomes the prospects offered by the forthcoming Presidential and legislative elections at the end of a process which should finally permit a return to a state founded on law.

The Community and its member States have already provided the Chilean people with assistance in various sectors. The European Council reiterates its intention to contribute to the economic and social development of a democratic Chile, in particular within the framework of a future cooperation agreement between the Community and that country.

9 13 11 11

STATEMENT ON CENTRAL AMERICA

The European Council, concerned at the renewal of tensions in Central America and particularly at the recent exposure of violence in El Salvador, considers that a peaceful solution in accordance with the aspirations of the peoples of the region can only come through dialogue, the safeguarding of human rights, and respect for democracy. In this spirit, they call on all parties in the region to strive for a resumption of the regional peace process based on the Esquipulas agreements.

PRESS STATEMENT ON THE ACTIVITY OF THE TWELVE IN THE FIELD OF HUMAN RIGHTS

- Cooperation in the field of human rights, which led earlier, in 1986, to a ministerial declaration and, in 1987, to the setting up of a special working group in accordance with the wishes of the European Parliament, has developed further in 1989.
- This has been a year of contrasts in human rights, marked by progress, particularly in some Eastern European countries, but also by disappointed hopes and the continuation of disturbing situations. Confronted with such events, the Twelve have made their voice heard. The interventions they have made in international fora (CSCE; United Nations - where for the first time last February, the Twelve made a joint intervention in the debate of the Commission on Human Rights), together with the positions they have adopted in the form of declarations, give witness to their will to react to such situations regardless of the continent in which they might occur. In certain cases (Iran, Romania, China, Panama), measures that have been taken have been made public.
- The question of human rights has become an important element in the dialogue and cooperation entered into with the developing countries. Respect of human rights is essential to lasting development.
- Actions in the field of human rights have also been carried out by way of numerous démarches made during the year to several governments, most often through the Ambassador of the Presidency or Heads of Mission forming the "Troika". For reasons of efficacy, most of these démarches have remained confidential. The purpose of some of them has been to protect or save persons who were victims of arbitrary treatment or racial discrimination, in particular apartheid. Others have marked the concern of members of the European Community with regard to certain particularly serious attacks on human rights (summary executions, torture, arbitrary arrests ...).

10 Y's JAS "

- The adoption in 1988 within the CSCE framework of a special procedure which both enables attention to be drawn to situations where human rights in Europe are not being respected and contributes to their resolution through dialogue between States, has also led the Twelve to act jointly. Thus the Presidency, making use of this procedure, has intervened on a number of occasions in 1989 in four countries of Eastern Europe.

- Coordination between member countries of the Community is accompanied by and relies increasingly upon enhanced on-the-spot cooperation between their Missions in countries where fundamental freedoms are violated.

- Particular attention has been paid to questions and resolutions of the European Parliament concerning human rights.

- All in all, the actions undertaken by the Community and its member States in 1989 in the area of human rights have marked a new stage in their common commitment to the respect of human rights.



Communication department

מחלקת הקשר

פקסיומיליה
Facsimile

Date:	תאריך:
<u>10/22/89</u>	
No. _____	מספר- (נר): _____

To: _____: אל:

Att: _____: ליד:

Sender: מחלקת הקשר _____: השליח:

Number of pages including cover: 5: מספר העמודים כולל העליון:

אל: הנציגות הגאורגית

- | | | | |
|-----|--------------------|-----|---------------------|
| 115 | נר - <u>לוקריק</u> | 95 | נר - <u>אמנה</u> |
| 105 | נר - <u>סיסבון</u> | 151 | נר - <u>בון</u> |
| | | 142 | נר - <u>בניסום</u> |
| | | 122 | נר - <u>האג</u> |
| | | 182 | נר - <u>סונדון</u> |
| | | 138 | נר - <u>רוטא</u> |
| | | 160 | נר - <u>קופנהגן</u> |

2 1 1 1 1 1 1 3 3
המספרים הנ"ל הם מספרים של פקסיומילים שיש להם קובץ מסמכים

Our com. numbers: מספרי התקשורת שלנו:

Tel: -56	Telx:	Fax:	פקסיומיליה:
02-303365	לאסלי: 25224	972-2-303367	
02-528842	עברית: 25241	Area code: 91950	מיקוד: 91950

15 2012 07/0
 3 2012
 103/2/1
 2/5

CONCLUSIONS DE LA PRESIDENCE

CONSEIL EUROPEEN

STRASBOURG, LES 8 ET 9 DECEMBRE 1989

(extraits)

se fait non pas
 PMA. 50/50
 50/50. se 50/50

orientale ainsi qu'avec la Yougoslavie, dès lors qu'ils se sont engagés dans cette voie, des relations plus riches et plus étroites, qui reposeront sur une intensification du dialogue politique et une coopération accrue dans tous les domaines. En particulier la Communauté est décidée à soutenir les réformes économiques entreprises dans ces pays, en apportant - en collaboration avec ses partenaires occidentaux - sa contribution à l'établissement d'économies saines et prospères dans le cadre de structures appropriées.

Le Conseil Européen a arrêté des conclusions qui illustrent cette volonté.

Pour l'avenir, et en fonction des évolutions en cours, la Communauté est disposée à mettre en oeuvre avec ces pays des formes de coopération encore plus étroites.

A cette époque de changements profonds et rapides, la Communauté constitue et doit rester un pôle de référence et de rayonnement. Elle demeure la pierre angulaire d'une nouvelle architecture européenne et, dans sa volonté d'ouverture, un môle d'ancrage d'un futur équilibre européen. Cet équilibre sera mieux assuré encore si se développent en parallèle le rôle du Conseil de l'Europe, celui de l'A.E.L.E., ainsi que le processus de la C.S.C.E..

La construction communautaire doit donc aller de l'avant: la réalisation de l'Union Européenne permettra de mieux développer avec les autres pays européens un ensemble de relations efficace et harmonieux.

DECLARATION SUR LE MOYEN-ORIENT

1. Le Conseil Européen entend une nouvelle fois souligner l'impérieuse nécessité qui s'attache à la recherche d'un règlement politique du conflit israélo-arabe. Il rappelle, à cet égard, que la position des Douze est définie dans la Déclaration de Madrid du 27 juin 1989. Celle-ci conserve sa pleine validité, dans tous ses éléments.

C'est dans cet esprit et avec les garanties indiquées dans la Déclaration de Madrid, que les Douze ont apporté leur soutien à la proposition d'élections dans les Territoires Occupés, considérée comme une étape dans un processus de règlement global. De même encouragent-ils les efforts qui visent à établir le dialogue entre les parties directement concernées. Ils rappellent ceux qu'eux-mêmes déploient en ce sens, dans le respect des principes qui guident leur action pour la recherche d'un règlement, comme en témoigne la récente mission effectuée par la Troïka Ministérielle.

2. n° 103
S. 103

4
5

2. Vivement préoccupé par les atteintes portées aux droits de l'homme dans les Territoires Occupés et rappelant la nécessité, pour la puissance occupante, de respecter strictement ses obligations résultant de la 4ème Convention de Genève auxquelles elle ne s'est notamment pas conformée dans des domaines aussi essentiels que l'éducation et la santé, le Conseil Européen déplore la détérioration continue de la situation dans les Territoires Occupés qui affecte gravement les conditions de vie des populations, compromet durablement l'avenir de la société palestinienne et entrave le développement économique et social des Territoires.

La Communauté et ses Etats membres sont déterminés à accroître de façon substantielle leur aide aux populations de ces Territoires. Dans le cadre de la nouvelle convention triennale 1990/1992, la Communauté poursuivra et accroîtra son aide en faveur des Palestiniens par l'intermédiaire de l'UNRWA, qui s'est élevée depuis 1971 à plus de 388 millions d'Ecus. Elle souhaite que l'UNRWA puisse exercer ses activités sans entraves. Dans le même temps, le Conseil Européen fixe pour objectif le doublement des aides directes de la Communauté dont le montant a représenté, depuis 1981, 23 millions d'Ecus. La Communauté entend ainsi contribuer au développement économique et social des populations des Territoires Occupés et, par des actions dans le domaine de la santé et de l'éducation, ainsi que par un appui aux institutions locales palestiniennes, aider à préserver le devenir collectif du peuple palestinien.

DECLARATION SUR LE LIBAN

Vivement préoccupé par les récents développements au Liban dont résulte une menace aggravée pour la préservation de son unité, le Conseil Européen réaffirme son attachement à la mise en oeuvre des accords de Taef. Il exprime sa conviction selon laquelle il n'existe pas, dans les circonstances présentes, d'alternative au processus que les accords prévoient pour la réconciliation nationale et la paix.

Le Conseil Européen appelle donc toutes les parties intéressées à apporter leur concours à ces objectifs de telle sorte qu'ils soient poursuivis par le dialogue et la concertation, à l'exclusion de tout recours à des moyens de force, la préservation du cessez-le-feu demeurant prioritaire.

Il manifeste son soutien à la légalité libanaise, qu'incarnent le Président de la République et le Gouvernement qu'il a désigné, pour que, conformément aux aspirations de l'ensemble de la population, soient restaurées la souveraineté du Liban, son indépendance, son unité et son intégrité territoriale. Ce processus implique le retrait de toute présence armée étrangère

10/5

103 / 21
10/5

de telle manière que les Libanais soient pleinement maîtres chez eux. Le Conseil rappelle le rôle très positif joué par la FINUL.

DECLARATION SUR LA CONFERENCE EURO-ARABE

Le Conseil Européen exprime sa volonté de resserrer les liens qui unissent, de part et d'autre de la Méditerranée, les Douze au monde arabe. C'est dans cet esprit qu'est organisée la Conférence qui réunira à Paris, les 21 et 22 décembre, les représentants des deux ensembles et qui aura pour objet de donner un nouvel élan au dialogue euro-arabe, de nature à renforcer et à développer leur coopération.

DECLARATION SUR L'AFRIQUE AUSTRALE

L'Afrique australe est, depuis un an, le théâtre d'évolutions qui, par leur importance, ont constamment mobilisé l'attention des Douze.

1. La plus évidente d'entre elles concerne la Namibie. La signature, il y a près d'un an, des Accords de New York a ouvert la voie à l'application de la Résolution 435 que les Douze n'avaient cessé d'appeler de leurs vœux. Le processus de transition s'est, jusqu'à ce jour, déroulé de manière satisfaisante et les Douze souhaitent exprimer, à cette occasion, leur appréciation du rôle essentiel joué par le Secrétaire Général de l'ONU et par son Représentant Spécial pour la Namibie. Les premières élections libres et régulières ayant permis de désigner une Assemblée Constituante qui reflète véritablement les souhaits des populations namibiennes, les fondements du nouvel Etat sont en train de se dessiner devant nos yeux.

Les besoins de la Namibie indépendante seront importants. La Communauté et ses Etats membres sont d'ores et déjà préparés à contribuer à leur satisfaction par des programmes d'aide conséquents. Cet effort s'ajoutera à l'assistance envisagée par tous les pays membres à titre bilatéral. La Namibie sera, également, la bienvenue au sein de la nouvelle convention de Lomé dès qu'elle émettra le souhait d'y adhérer. Cette position a été exprimée par la Troïka aux représentants des Etats ACP lors de leur récente rencontre ministérielle au sujet de l'Afrique australe.

2. Certains progrès ont été également réalisés dans le processus de réconciliation nationale en Angola et au Mozambique. Un climat international favorable a été utilisé avec courage et détermination par les responsables de ces deux Etats pour faire des avancées notables sur la voie de la paix.



Handwritten signature

סמונכ"ל כלכלה
טל' 3273

ט"ז כסלו תש"נ
14 בדצמבר 1989

8999

אל : מר יוסף אחימאיר, מנהל לשכת ראש הממשלה

מאת : סמונכ"ל כלכלה

הנדון : הקונגרס הבינ"ל לישראל ואירופה 1992
מכתב מה-10/12 - מכתב מר ג. וונטורה לרוה"מ מ--29/11

השתתפתי בדיוני לשכת מסחר ישראל והקהיליה בה הועלתה ההצעה שהלשכה תארגן כנס בינ"ל על ישראל ואירופה 92.

באותה ישיבה ספרתי על שני כנסים בנושא זה והם פורום קירפטריק בדצמבר השנה וסמינר בחסות משרד החוץ והנציבות שייערך במרץ 1990 בהשתתפות הנציב מטוטס ושה"ח משה ארנס.

הרושם שלי מישיבת הלשכה הוא שאין ללשכה לא הארגון ולא המימון להרים מבצע בסדר גודל כנדרש, ולכן יזדקקו לסיוע של גופים אחרים כמו למשל לשכת מסחר ת"א-יפו.

לא נקבע תאריך לכנוס והמארגנים רוצים בעזרת שמות שיתנו חסות למשון משתתפים.

לנשיא הנוכחי של הלשכה גיאקו וונטורה אין מעמד באירופה והכוונה היא להחליפו כשימצא מחליף מתאים.

בהכירי את הנפשות הפועלות בלשכה אינני ממליץ שראש הממשלה יטול על עצמו החסות. המלצתי שאחד השרים, לפי בחירתו של ראש הממשלה, יטול על עצמו החסות ושבמקרה זה משרדו יסייע בארגון המבצע, הזמנת מרצים, משתתפים וכיו"ב.

בברכה,

ד"ר יעקב כהן

Handwritten signature of Dr. Yakov Cohen

ירושלים, יב' בכסלו תש"ן
10 בדצמבר 1989
סימוכין: 1-דש-416-7

לכבוד
ד"ר יעקב כהן
סמנכ"ל כלכלה
משרד החוץ

שלום יעקב,

ראש הממשלה, מר יצחק שמיר, ביקשני להעביר אליך לעיוןך
ולחות דעתך, את מכתבו של מר ונטורה המצ"ב.

נשמח לשמוע ממך.

בברכה,

יוסף אחימאיר
מנהל לשכת ראש הממשלה

העתק: יוסף בן-אהרון, מנכ"ל משרד רה"מ

נכנס

בלמס

חוזם: 12,6407

אל: המשרד

יעדים: מצב/598, אתונה/83, בון/129, בריסל/124, האג/108, לונדון/46,

1,

רומא/119, מדריד/98, קופנהגן/145, ליסבון/92, מנמת/142

מ-: פריס, נר: 102, תא: 091289, זח: 1900, דח: מ, סג: בל

תח: גס: אירופה

נד: ג

בלמס/מיד

אל : אירופה 1

דע : מאיה

מאת : פריס

קהילייה-מז'ת

להלן עיקרי, ההודעה על המזה'ת' בסיום פסגת שטראסבורג

(לפי סי' צ' 9)

STRASBOURG , 9 DEC (AFP) - LE CONSEIL EUROPEEN DE STRASBOURG A REAFFIRME SAMEDI LA ,, PREOCCUPATION '' DES DOUZE CONCERRANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES PAR ISRAEL ET ANNONCE UN RENFORCEMENT DE LEUR AIDE AUX PALESTINIENS DE CISJORDAMIE ET DE GAZA.

DANS UNE ,, DECLARATION SUR LE MOYEN-ORIENT '' INCLUSE DANS LE DOCUMENT FINAL DU SOMMET , LE CONSEIL SE DECLARE ,, VIVEMENT PREOCCUPE PAR LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

משרד החוץ-מחלקת הקשר

'' .LE TEXTE ACCUSE ISRAEL DE NE PAS ,, RESPECTER STRICTEMENT SES OBLIGATIONS RESULTANT DE LA 4EME CONVENTION DE GENEVE '' , NOTAMMENT ,, DANS DES DOMAINES AUSSI ESSUENTIELS QUE L'EDUCATION ET LA SANTE '' . CE QUE ,, AFFECTE GRAVEMENT LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS '' .

LES PAYS DE LA CEE SONT ,, DETERMINES A ACCROITRE SUBSTANTIELLEMENT LEUR AIDE AUX POPULATIONS DE CES TERRITOIRES ,, AUSSI BIEN DANS LE CADRE DE L'UNWRA (OFFICE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES PALESTINIENS) QU'AU NIVEAU DES AIDES DIRECTES DE LA COMMUNAUTE , AJOUTE LE TEXTE.

LES DOUZE ONT DECIDE DE PARVENIR DANS LES PROCHAINES ANNEES A UN DOUBLEMENT DE CES AIDES , QUI ONT REPRESENTES 23 MILLIONS D 'ECUS (161 MILLIONS DE FF) DEPUIS 1981 . INDIQUE LE COMMUNIQUE .

LE CONSEIL REAFFIRME EGALEMENT ,, L' IMPERIEUSE NECESSITE '' D'UN REGLEMENT POLITIQUE DU CONFLIT ISRAELO-ARABE , ET RENOUVELLE SON SOUTIEN A LA PROPOSITION D'ELECTIONS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES '' AINSE QU' AUX EFFORTS QUI VISENT A ETABLIR LE DIALOGUE ENTRE LES PARTIES DIRECTEMENT CONCERNEES

שוקת

רש

תפ: שהח, טשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן, איר, איר, מעת, הסברה

1950

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

משרד החוץ-מחלקת הקשר

6407

תאריך: 10.12.89

נכנס

בלמס

חוזם: 12,6407

אל: המשרד

יעדים: מצב/598, אתונה/83, בון/129, בריסל/124, האג/108, לונדון/46, 1

רומא/119, מדריד/98, קופנהגן/145, ליסבון/92, מומת/142

מ-פריס, נר: 102, תא: 091289, זח: 1900, דח: מ, סג: בל

תח: גס: אירופה

נר: 0

בלמס/מיד

אל : אירופה 1

דע : מאיה

מאת : פריס

קהילייה-מז'ת

להלן עיקרי ,, ההודעה על המזה'ת ' בסיום פסגת שטראסבורג

(לפי סי' צ' 9)

STRASBOURG , 9 DEC (AFP) - LE CONSEIL EUROPEEN DE STRASBOURG A REAFFIRME SAMEDI LA ,, PREOCCUPATION '' DES DOUZE CONCERRANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES PAR ISRAEL ET ANNONCE UN RENFORCEMENT DE LEUR AIDE AUX PALESTINIENS DE CISJORDAMIE ET DE GAZA.

DANS UNE ,, DECLARATION SUR LE MOYEN-ORIENT '' INCLUSE DANS LE DOCUMENT FINAL DU SOMMET ,, LE CONSEIL SE DECLARE ,, VIVEMENT PREOCCUPE PAR LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

6406

המשרד החוץ, תל אביב, 10.12.89

1950
1951

1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960

1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970

1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980

1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990

1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000

משרד החוץ-מחלקת הקשר

'' .LE TEXTE ACCUSE ISRAEL DE NE PAS ,, RESPECTER STRICTEMENT SES OBLIGATIONS RESULTANT DE LA 4EME CONVENTION DE GENEVE '' , NOTAMMENT ,, DANS DES DOMAINES AUSSI ESSENTIELS QUE L'EDUCATION ET LA SANTE '' . CE QUE ,, AFFECTE GRAVEMENT LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS '' .

LES PAYS DE LA CEE SONT ,, DETERMINES A ACCROITRE SUBSTANTIELLEMENT LEURAIDE AUX POPULATIONS DE CES TERRITOIRES ,, . AUSSI BIEN DANS LE CADRE DE L'UNWRA (OFFICE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES PALESTINIENS) QU'AU NIVEAU DES AIDES DIRECTES DE LA COMMUNAUTE , AJOUTE LE TEXTE .

LES DOUZE ONT DECIDE DE PARVENIR DANS LES TROIS PROCHAINES ANNEES A UN DOUBLEMENT DE CES AIDES , QUI ONT REPRESENTES 23 MILLIONS D 'ECUS (161 MILLIONS DE FF) DEPUIS 1981 . INDIQUE LE COMMUNIQUE .

LE CONSEIL REAFFIRME EGALEMENT ,, L' IMPERIEUSE NECESSITE '' D'UN REGLEMENT POLITIQUE DU CONFLIT ISRAELO-ARABE , ET RENOUVELLE SON SOUTIEN A , LA PROPOSITION D'ELECTIONS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES '' AINSE QU'AUX EFFORTS QUI VISENT A ETABLIR LE DIALOGUE ENTRE LES PARTIES DIRECTEMENT CONCERNEES

שוקת

רש

תפ : שהח, טשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמ, איר, איר, מעת, הסברה

Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or introductory paragraph.

Second block of faint, illegible text, appearing as a separate paragraph.

Third block of faint, illegible text, continuing the document's content.

Fourth block of faint, illegible text, possibly a concluding paragraph or a list.

Faint text at the bottom of the page, likely a footer or a signature line.



מוכירות הממשלה

ירושלים, ז' בכסלו התש"ן
5 בדצמבר 1989

Handwritten signature and initials in blue ink.

אל: ראש הממשלה
מחלף מקום ראש הממשלה ושר האוצר
שר החוץ
שר התעשייה והמסחר

מאת: מזכיר הממשלה

שלום רב,

הנדון: הטיפול הממשלתי לקראת איחוד אירופה בשנת 1992

מצורפת בזה הצעה בדבר הטיפול הממשלתי לקראת איחוד אירופה בשנת 1992, אשר שר הכלכלה והתכנון מבקש להביאה להחלטת הממשלה.

על-פי סעיף 5 בתקנון לעבודת הממשלה, אודה על חוות דעתכם תוך שבועיים ימים.

בברכה,

אליקים רובינשטיין

העתק: שר הכלכלה והתכנון

הצעה להחלטה בנושא:

הטיפול הממשלתי לקראת איחוד אירופה בשנת 1992

מחליטים:

1. להטיל על שר הכלכלה לרכז את הטיפול של ממשלת ישראל בענין היערכות המשק הישראלי לקראת איחוד אירופה בשנת 1992, זאת בתאום עם משרדי הממשלה והגורמים במשק הנוגעים בדבר.
2. להאיץ את הפעולות הכרוכות בהקמתה של השגרירות הישראלית בבריסל שתפעל ליד מוסדות הקהילה האירופאית והשוק המשותף.

דברי הסבר:

לסעיף 1

לאיחוד אירופה תהיה השלכה רבת משמעות על כל ענפי המשק הישראלי. ישראל חייבת להאיץ את טיפולה בנושא כדי שכלכלתה לא תינזק. מוצע ששר הכלכלה והתכנון ירכז ויתאם את הטיפול של משרדי הממשלה השונים בכל הכרוך בהיערכות המשק הישראלי לקראת איחוד אירופה בשנת 1992.

לסעיף 2

לאור ההתפתחויות בקהילה האירופאית הקימו מדינות רבות, לרבות אלה שאינן חברות בשוק המשותף, שגרירות מיוחדת שתפעל ליד מוסדות הקהילה והשוק המשותף. מוצע להקים שגרירות זו לאלתר.

מוגש ע"י שר הכלכלה והתכנון

** יוצא **
**
**
**

שמו

חוזם: 11, 20704
אל: בריסל/486, לונדון/579, פריס/844, בון/462, רומא/431, האג/396,
מדריד/373, ליסבון/328, אתונה/325, קופנהגן/453, קהיר/446,
ווש/1053, מנמת/409
מ-: המשרד, תא: 271189, חז: 1019, דח: ר, סג: שם
תח: @ גס: ממד
נד: @

שמו/רגיל

אל: בריסל, לונדון, פריס, בון, רומא, האג, מדריד,
ליסבון, אתונה, קופנהגן, קהיר, וושינגטון

היערכות מדינות ערב לקראת 1992.

1. לקראת איחודן הכלכלי המלא של מדינות השוק המשותף ב-1992, עושות גם מדינות ערב צעדי היערכות בנושא. העניין הולך ותופס מקום בעל חשיבות בדיוני הגופים הכלכליים הבין-ערביים.

2. ארגון המשפ"מ הוא הפעיל והמתקדם ביותר בנושא. ב-15.6.88 נחתם שלב ראשון של הסכם ש'פ-כלכלי בינו לבין השוק המשותף. במסגרת ההסכם התחייבו שני הצדדים להעניק זה לזה מעמד של מדינה מועדפת ביותר בסחר, ולהקפיא הטלת מכסים והגבלות סחר חדשים. במסגרת ההסכם שנחתם אמור השוק לסייע למדינות המשפ"מ בגיוון ניצול מקורות האנרגיה, פיתוח התעשייה והחקלאות. בשלב השני אמור להחתם הסכם לכינון אזור סחר חופשי בין שני הגופים שיכלול, בין השאר, ביטול מלא של המכסים והגבלות הסחר. דיונים לגבי חתימתו של שלב זה נמצאים עתה בראשיתם.

3. איחוד מדינות המגרב שהוקם השנה ב-17.2.89 שם לו כאחת ממטרותיו הבסיסיות יצירת גוש כלכלי בצפון אפריקה, שיוכל להתמודד בצורה יעילה יותר עם ההיבטים הכלכליים

משרד החוץ-מחלקת הקשר

של קשרי חברותיו עם מדינות השוק האירופי המשותף לקראת 1992.

4. ארגון המשפ"ע בו חברות מצרים, עיראק, ירדן וצפון תימן הוקם ב-16.2.89 כפרי יוזמה ירדנית מאוגוסט '88. הצהרתית נועד הרעיון הירדני להתמודד גם עם אתגר האיחוד הכלכלי הצפוי של השוק המשותף ב-1992.

5. במטרה לבחון באופן סדיר ולנתח את הכנותיהן של מדינות ערב לקראת 1992, נודה לכם אם תעקבו ותעבירו אלינו כל מידע בנושא. מידע זה אמור לכלול:

א. אינפורמציה רשמית שתשיגו ממוסדות השוק ובמשרדי הממשלה השונים.

ב. ידיעות ודיווחים עיתונאיים על אירועים בנושא.

ג. סקירות ומאמרי ניתוח של עיתונים ובטאונים, הן ממדינות אירופה והן כאלה שהופיעו בעיתונות הערבית.

ד. מחקרים אקדמאיים או אחרים שנערכו במדינות ערב והגיעו למדינות השוק, או מחקרים מסוג זה שנערכו במדינות השוק עצמן.

ה. סיכומי דיונים והרצאות בנושא.

היבטים כלכליים-ממ'ד

פא

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רס, אמן, ממד, איר, איר, סולטן, מצרים, בנצור, מצפא, כהן, כלכליתב', חרם, כלכליתא'

מוסד החוק-מחלקת הקשר

14550

תאריך : 19.11.89

** יוצא **
**
**

שמור

חוזם: 11.14550
אל: בריסל/327, פריס/570, רומא/297, בון/314, האג/267, לונדון/388,
מדריד/243, ליסבון/221, אתונה/227, קופנהגן/307
מ-: המשוד, תא: 191189, זח: 1336, דח: מ, סג: שמ
תח: & גס: כלכלית
נד: &

שמור/מידי
ז.ס.

חרם ערבי

מ-12 עד 14 בנובמבר התקיימה בלונדון, ועידה בי'ל בנושא
החרם הערבי ונדונה התווית איסטרטיגיה למאבק נגדו. הדיונים
התמקדו, בין השאר על:

1. החרם הערבי וה-EEC לקראת 1992.

השתפו, בין היתר, השר הצרפתי לתכנון כלכלי LIONEL STOLERU
שנשא הרצאה על 'הסחר החופשי והאיחוד האירופי' וכן הפרופ'
BISMUTH ו-MAURICE KAHAN. בסוגיה זו הותוו שלוש גישות
למאבק נגד החרם:

א. הגישה הפרקטית - דהיינו לטפל במקרים הבודדים ובכל מקרה
לחוד.

ב. הגישה המשפטית - לפעול לחקיקה קהילתית באמצעות
הרמוניזציה של חוקים.

ג. הגישה הפוליטית - להניע את הנשיא מיטראן ומנהיגים
אירופיים אחרים לקרוא לארצות ערב לבטל החרם בו עידת פסגה
האירופית הקרובה בדומה לקריאה של המזכיר האמריקאי בקר
מ-22.5.89 למדינות ערב לבטל החרם.

סוכם לפעול בו זמנית בדרכים ב' ו-ג' ולרכז אינפורמציה שלא

משדד הזוף-מחלקת הקשר

מצויה בידנו כיום, לגבי חברות הנפגעות מהחרם כדי שאפשר יהיה לטפל בדרך א'.

הן STOLERU והן ביסמוט בדעה שקיים סכוי לענין את הנשיא מיטראן, להעלות הנושא בעת הפיסגה הקרובה או אחריה, יפעלו כדי שהיהדות המאורגנת תפגש בנושא עם מיטראן ומקורביו, לשכנעם להוסיף לתביעה להכיר בישראל שנכללה בהצהרת מדריד, גם קריאה לבטול החרם.

2. הרחבת החוק האמריקני נגד החרם הערבי.

דווח על הצעתו של חבר הקונגרס רוברט טורצ'לי לחייב את משדד המסחר האמריקני לדווח לקונגרס על כניעה של חברות גאטט לחרם הערבי.

כוונת הצעת החוק להרחיב התחולה הטריטוריאלית של החוק האמריקני הנוכחי ולהפעיל לחץ על מדינות אירופיות ועל יפן לחוקק חוקים או להתקין תקנות נגד החרם. דווח על סיכוי לקבלת התקון לחוק הסחר כנאמר לעיל במושב הקונגרס בראשית 1990.

הסברה כלכלית/חרם

תפ

יג

תפ: שהח, מנכל, ממנכל, איר1, איר2, כהן, כלכליתב', אוצר, חמס, מכס, סייבל, תביעות, זייף/חקלאות, חרם, בנצור, מצפא, הדס, אסיה

נכנס **
**
**

1071

חוזם: 11,14363

אל: המשרד
יעדים: מצב/1335, מנמח/272, ווש/744, לוסאנגלס/242
מ: בריסל, נר: 183, תא: 181189, זח: 1300, דח: מ, סג: סו
תח: @ גס: אירופה
נד: @

סודי/מיד

אל: אירופה

דע: השגריר וואשינגטון

דע: לוסאנגלס - עבור בן אהרון (הועבר ע"י הקשר ים)

מאת: פרימור

הנדון: לקראת פגישת רוה"מ עם הטרויאיקה של הקהילה האירופית.

להלן כמה פרטים מהתרשמויות הטרויאיקה מפגישותיהם לפני חמשה ושבעה ימים עם ערפת בטוניס ועם מובארק ובנפרד עם עבדל מגיד בקהיר.

- א. ערפאת קיבל הטרוקה פעמיים, בתחילה בפורום רב משתתפים בו חזר על התעמולה השגרתית והמוכרת לעיפה. לאחר מכן לבדוק ואז דיבר "בנחת ולענין". אמר שהוא מקבל את תוכנית בייקר "בהתאם ובהסתמך על ההבנה הקיימת בינו לבין האמריקאים". "ההבנה" הזאת מבוססת לדבריו קודם כל על כך שתוכנית בייקר מסתמכת על תוכנית שולץ (האירופאים לא הבינו, לדבריהם, כלל למה הכוונה) וכן שתוכנית בייקר מכירה במשתמע בשלושה תנאים:
1. של ישראל אין זכות וטו על הרכב המשלחת הפלשתינאית.
 2. שהנושאים לדיון בקהיר אינם מוגבלים לנושא הבחירות.
 3. שיהיה פיקוח בין לאומי על הדיאלוג בקהיר. הבהיר

משרד החוץ-מחלקת הקשר

שכוונתו לפיקוח מצרי ו-או אמריקאי אבל יכל להיות גם שבדי.

ערפאת חזר ואמר שלכל הנ'ל קיבל הסכמת האמריקאים. הדגיש שקיבל מבייקר הבטחה שלא האמריקאים ולא המצרים יתערבו בהרכב המשלחת הפלשתינאית, טען שיש לו הבטחה זו בכתב. נקודה זו היתה החשובה ביותר בעיניו של ערפת ועליה חזר ללא הרף: הרכב המשלחת הפלשתינאית. אמר שאין הוא מתעקש על כך שדוקא אש'פ ירכיב המשלחת, המשלחת צריכה להיות מורכבת כתוצאה מדיאלוג בין הפלשתינאים לבין עצמם ואולי מדיאלוג עם המצרים. רק שלא תהיה לישראל זכות וטו בענין.

לאחר שחזרה הטרויאיקה לאירופה הגיע, ביום רביעי שעבר, מסר ערפת שבו מתקן ערפת דבריו הנ'ל ומתלונן על כך שהאמריקאים לא חוזר לא עומדים בדיבורם, לדבריו הוא שמע משוורנדזה שהאמריקאים מקבלים בסיסית את תוכנית ישראל מה 14.5 ולכן הוא מבין "שהם לא דבקים עוד בתוכנית שולץ", ערפת ביקש מהאירופים ללחוץ על האמריקאים שיחזרו לתלם הנ'ל.

לאירופאים, כך נאמר לי, אין כוונה לבוא במגע עם האמריקאים בנדון לפני שיפגשו עם רוה"מ. עוד הערה: האירופאים אומרים שהם יודעים שהסובייטים לוחצים על ערפת לקבל את תוכנית בייקר אך הם מבטיחים לאש'פ לעזור לו לקבל הטבת תנאים מהאמריקאים. לשם כך עומדים הם לשגר את טרסוב לוואשינגטון.

ב. הביקור בקהיר. שיחתם של אנשי הטרויאיקה עם מוברק לא עודדה אותם. מוברק דיבר בפסימיות ואמר שאיננו מאמין בכנות הישראלים, טען שהישראלים רק מתמרנים ורק ימשיכו לתמרן כדי שלא להגיע לשום תכלית.

מאידך נשמע עבדל מגיד מעודד יותר, אמר שצריך להאמין באמריקאים ולתת להם לפעול. אמר שהוא מבין את רוה"מ שמיר שדרש הבהרות לתוכנית בייקר כי זה היה כורח של מדיניות פנים, אבל לגופו של ענין הוא מצטער על כך כי כוחה של תוכנית בייקר היה בין היתר דוקא באי בהירותה, מה שהיה מאפשר יותר גמישות בהליכה לקראת המטרה. עכשיו אין לדבריו גם לערפאת ברירה אלא לדרוש הבהרות ולעמוד על קוצו של יוד.

ג. סיכום האירופאים: יתמכו בגישה שמפגש קהיר צריך לדון רק בשאלת הכנת הבחירות. לגבי כל היתר יגבשו עמדה רק אחרי המפגש עם רוה"מ, בכל מקרה הם נדרשים להכין מסקנות ברורות לקראת הפיסגה של ה 9,12-8 של ראשי 12 המדינות החברות בקהילה שתתקיים בסטרסבור בראשות מיטראן.

פרימור.

פא

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תפ: שהח, ששהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רס, אמן, ממד, איר, 1, איר, 2, בנצור, מצפא, סולטן, מצרים, מזתים

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5800 S. UNIVERSITY AVENUE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

RECEIVED
JAN 15 1964

TO: DR. J. H. GOLDSTEIN
FROM: DR. J. H. GOLDSTEIN

Dear Dr. Goldstein:
I have received your letter of January 14, 1964, regarding the
analysis of the data from the experiment on the effect of
temperature on the rate of reaction of the system. The
data show that the rate of reaction increases with increasing
temperature, as expected for an exothermic reaction. The
activation energy for the reaction is approximately 10 kcal/mole.
I have attached a plot of the natural logarithm of the rate
constant versus the inverse of the absolute temperature, which
shows a linear relationship. The slope of this line is
negative, indicating that the reaction is exothermic. The
intercept of the line on the y-axis is approximately 10.
I have also attached a plot of the rate constant versus
temperature, which shows an exponential increase in the rate
constant with increasing temperature. The data are in good
agreement with the Arrhenius equation.

Very truly yours,
J. H. Goldstein

Enclosed for you are two plots of the data from the
experiment. The first plot shows the natural logarithm of the
rate constant versus the inverse of the absolute temperature.
The second plot shows the rate constant versus temperature.
The data are in good agreement with the Arrhenius equation.
I have also attached a copy of the report on the experiment.
The report contains a detailed description of the experiment
and the results. I have also attached a copy of the
abstract of the report.

I am sure that you will find the data and the report
interesting. If you have any questions, please let me
know. I will be glad to discuss the results with you.
Sincerely,
J. H. Goldstein

Very truly yours,
J. H. Goldstein

Enclosed for you are two plots of the data from the
experiment. The first plot shows the natural logarithm of the
rate constant versus the inverse of the absolute temperature.
The second plot shows the rate constant versus temperature.
The data are in good agreement with the Arrhenius equation.
I have also attached a copy of the report on the experiment.
The report contains a detailed description of the experiment
and the results. I have also attached a copy of the
abstract of the report.

I am sure that you will find the data and the report
interesting. If you have any questions, please let me
know. I will be glad to discuss the results with you.
Sincerely,
J. H. Goldstein

Very truly yours,
J. H. Goldstein

Enclosed for you are two plots of the data from the
experiment. The first plot shows the natural logarithm of the
rate constant versus the inverse of the absolute temperature.
The second plot shows the rate constant versus temperature.
The data are in good agreement with the Arrhenius equation.
I have also attached a copy of the report on the experiment.
The report contains a detailed description of the experiment
and the results. I have also attached a copy of the
abstract of the report.

I am sure that you will find the data and the report
interesting. If you have any questions, please let me
know. I will be glad to discuss the results with you.
Sincerely,
J. H. Goldstein

Very truly yours,
J. H. Goldstein

Enclosed for you are two plots of the data from the
experiment. The first plot shows the natural logarithm of the
rate constant versus the inverse of the absolute temperature.
The second plot shows the rate constant versus temperature.
The data are in good agreement with the Arrhenius equation.
I have also attached a copy of the report on the experiment.
The report contains a detailed description of the experiment
and the results. I have also attached a copy of the
abstract of the report.

I am sure that you will find the data and the report
interesting. If you have any questions, please let me
know. I will be glad to discuss the results with you.
Sincerely,
J. H. Goldstein

Very truly yours,
J. H. Goldstein

נכנס **

**

**

**

סודי

חוזם: 11,14303

אל: המשרד

יעדים: אתונה/218, בון/304, בריסל/317, האג/259, לונדון/375, רומא/289

מדריד/234, קופנהגן/294, ליסבון/212, מצב/1304, מנמת/265

לוסאנגלס/235

מ-פריס, נר: 287, תא: 171189, חז: 2045, דח: מ, ג: 10

תח: א: אירופה

נד: א

סודי/מיד

אל: אירופה 1

דע: מאיה, קונסוליה לוס אנג'לס (עבור יוסי בן אהרון)

העבירונא לרה'מ

מאת: שוקת, פריס

קהיליה-מז'ת

פגישת השגריר עם דופורק, המנכ"ל המדיני (17) בהשתתפות גב' דאלאן מנהלת מז'ת והח'מ.

א. מפגש הטרויקה-רה'מ:-

1. הטרויקה תבקש עדכון מרה'מ על תוצאות ביקורו בווינגטון, תמונת מצב לגבי סיכויי הדיאלוג הישראלי-פלסטיני לטווח המידי ולטווח הרחוק יותר והאם ניתן ואיך לסייע לקידומו.

2. מכל צד (שלושת מרכיבי הטרויקה ונציגות הנציבות) ישתתפות כ-3-4 איש, המנכ"ל המדיניים, ראשי אגפי מז'ת ויתכן יועצים לשרים.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

3. שה'ח דומא ידווח על הביקורים בקהיר וטוניס.

4. השגריר ביקש הבהרה לדברי שה'ח דומא במסיבת עיתונאים בטוניס על אפשרות כינון 'משלחת חקירה בנושאי זכויות אדם' מטעם הקהיליה. הביע הפתעתו מרעיון חדש זה. דופורק- במבוכה מסויימת-ציין כי אכן יש בקהיליה התעניינות רבה בנושאי זכויות אדם והמצב הכלכלי בשטחים. הקונכ"ל הצרפתי בירושלים מכסה הנושא בהרחבה ויש גם דוחות משותפים (קהילתיים) בתחומים אלה. אפשרי שאכן נציגי הקהיליה ישלחו לשם, יתכן בהקשר הסיוע. השגריר העיר כי אין לנו התנגדות לסיוע כלכלי הניתן לשטחים שהרי יש תאום בנושא זה, אך אנו מתיחסים בחומרה להמצאה החדשה שבוודאי תישא אופי חד צדדי ולא תתרום לתהליך המדיני המתנהל עתה. דופורק סיכם כי מניח כי הנושא יעלה במפגש עם הטרויקה.

5. בסיבוב הטרויקה בטוניס ובקהיר מצאו ענין אמיתי מצרי ופלשתינאי לפתוח בדיאלוג. יש תקוות אך הן מלוות בספקות בגלל עמדת ישראל כלפי חמש הנקודות של בייקר. לדעתם, המהלך הנוכחי צריך להשתלב בתרחיש ממושך שבו תשתלב בשלב זה או אחר ועידה בינלאומית. הן בטוניס והן בקהיר רווחת דאגה רבה נוכח המצב בשטחים. יש חשש מהדרדרות המצב בשטחים עקב רדיקליזציה של האינתיפאדה, באם הדיאלוג לא יפתח. הטרויקה נתבקשה להפעיל את אירופה להזזת התהליך, בעיקר באם הדיאלוג לא ימריא או אז צריך יהיה לחשוב על חלופה, דרך האומ' או דרך אחרת.

6. מצד מזכ"ל הליגה, קליבי, ובמצרים הובעה דאגה שמא ההתפתחויות האחרונות באירופה המזרחית יסיטו את הקהיליה מעיסוקה במז'ת. ככלל במז'ת, אפריקה ואמלט יש דאגה שמא עניני אירופה הנושאים ישכחו את בעיות הדרום. לאור זאת יש חשיבות רבה בדיאלוג הארו-ערבי דווקא בימים אלה.

7. בתגובה לשאלת השגריר שלל מכל וכל גירסה על מגמה צרפתית לדחוף הקהיליה לכוון אשפ' ולחריגה מעבר הצהרת מדריד.

ב. המפגש הארו ערבי:-

1. יתכנס ב-22, ימשך יום אחד. יקדם לו מפגש מומחים.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

אין בטחון שבסוף המפגש אכן תתפרסם הודעה פוליטית מז'תית והאם תתפרסם כהודעת הוועידה או מטעם ה-COMMISSION GENERAL של הדיאלוג. הנושא עדיין נבדק במגעים. כזכור קליבי הביא בזמנו הצעה ערבית והיו לגביה הסתייגויות. ככלל, לא תהיה חריגה מהודעת מדריד שמרכיביה ידועים, כולל השתתפותו של אשפ' בוועידה הבינ"ל וסעיף ההגדרה העצמית.

2. בנושא נציגות אשפ' בדיאלוג לא תהיה חריגה מהפרטיקה האומ'ית בנושא ומהעמדה האירופית.

ג. פיסגת שטרסבורג 8-9/12:-

הפיסגה תעסוק בעיקר בנושאים קהילתיים אך יהיה גם דיון בנושא מז'תי, כולל הסיכסוך הערבי-ישראלי ולבנון וצפויה הודעה.

ד. ביקור דומא במוסקבה (11-14):-

הסעיף בהודעה המשותפת -סובייטית המתייחס בחיוב למהלכים המדיניים הנוכחיים בנוגע לסיכסוך הינו תשומה צרפתית. זה לא הופיע בנוסח הסובייטי המוצע.

ה. צרפת-לבנון:-

צרפת תומכת ב- LEGALITE לבנון-דהיינו הנשיא מועווד וחיידוש מוסדות השלטון שם. סבורה שבסיס השלטון צריך להביא לנסיגת הכוחות הזרים.

שוקת.

פא

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רס, אמן, ממד, איר, איר, 2, סולטן, מזתים

** יוצא
**
**
**

סודי

חוזם: 10,12564

:7א

בון/198, בריסל/246, לונדון/236, פריס/369, מדריד/147, רומא/194, קופנהגן/215, ליסבון/116, אתונה/129, האג/170, מצב/735, מנמת/177 מ-:המשרד, תא:121089, זח:1157, דח:ר, סג:10 תח:פ גס:אירופה נד:פ

שמו/מיד

אמע 10101

שג'

שלושת שגרירי הטרויקה (צרפת, ספרד ואיטליה המחליף את אירלנד שאיננו תושב) התיצבו הבוקר אצל המנכ"ל והגישו דמרש בעקבות החלטת ה-12 מ-6.10. עיקרי החלטה:

- הבעת החשיבות שהקהיליה מיחסת לחינוך בשטחים וחובת המעצמה הכובשת בתחום זה, גם לפי האמנות הבינ"ל.

- בעוד שמקבלים בסיפוק פתיחת בתי הס' העממיים והתיכוניים מביעים שוב דאגתם מהמשך סגירת האוניברסיטה.

- מבקשים לפתוח ללא השתרות את מוסדות ההשכלה הגבוהה ולהמנע בעתיד מהפרעה למערכת החינוך.

- מבלי לבוא במקום המעצמה הכובשת וחובותיה יעשה מאמץ לפתח תכניות סיוע למוסדות החינוך והאוניברסיטאות, ביחוד באמצעות אונרווה.

המנכ"ל השיב שמלת המפתח הנה המצב הנורמלי. מצב נורמלי הוא המצב בו אנו פתחנו 5 אוניברסיטאות. מצב בלתי נורמלי היה הסרוב עד 1967 ע"י חוסיין לאפשר פתיחה כזו. המצב הנורמלי הוא הסיוע הרב שאנו נתנו לקיום אוניברסיטאות אלה והמצב

משרד החוץ-מחלקת הקשר

הבלתי נורמלי הוא השימוש שנעשה בהן בזמן האינטיפאדה אך גם קודם לכן: כתות לכימיה שעוסקות בהכנת בקבוקי מולוטוב, מכונות שכפול המשמשות להפצת חומר הסתה בלתי חוקי, מצבורי נשק במקום שצריכים להמצא ספרי לימוד. אם בוחנים אחריות הממשל הרי שעשה את מה שנדרש ממנו מבחינת החוק ומבחינת בטחון הציבור. אין רצון לפגוע בחינוכם של התושבים (ומאפשרים להם, גם עתה, לצאת ללמוד בכל מקום שהם רוצים) ואין רצון להחזיק את האוניברסיטאות, בהן אנו רשאים להתגאות, במצב של סגירה. חבל שלא היו דמרשים דומים על פגיעה אמיתית בהשכלה אצל אחדים משכנינו או אצל חוסיין שלפני 1967 שסרב לפתוח מוסדות כאלה. מבין את מניעי מגישי הדמרש אך חושב אותו לבלתי מוצדק. אנו נמשיך לשאוף להביא למצב בו האוניברסיטאות תוכלנה להפתח. המנכ"ל סיפק לשגרירים גם נתונים על התפתחות מערכת החינוך מאז 1967, לא רק במספרים מוחלטים אלא באחוזים מתוך האוכלוסייה.

מנהל אירופה 1

אס

אק

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמנ, איר, איר, מזתים, מתאסטחים



היא
היא

היא

ירושלים, י"א בתשרי תש"ן
10 באוקטובר 1989
סימוכין: 1-דשר-218-7

אל: מזכיר הממשלה

הנדון: היערכות ישראל לקראת איחוד
הקהילה האירופית ב-1992

לוטה הצעת החלטה שבדעתי להגיש לממשלה. אנא הפץ לחוות דעת
חברי הממשלה כמקובל, לפני הנחתה על סדר יומה של הממשלה.

בברכה,

יצחק שמיר

היערכות ישראל לקראת איחוד הקהילה האירופית ב-1992

הצעה להחלטה

ח ח ל י ט י ס :

א. לכוון ועדת שרים בראשות ראש הממשלה לשם טיפול בהיערכותה של ישראל לקראת איחוד הקהילה האירופית ב-1992, וזאת במישורים השונים בתחומי חוץ ופנים כאחד.

הרכב הועדה יהיה: ראש הממשלה ~~ישראל~~ ~~הממשלה~~, ממלא-מקום ראש הממשלה ושר האוצר, שר האנרגיה והתשתית, שר הבריאות, שר החוץ, שר החקלאות, שר הכלכלה והתכנון, שר המדע והטכנולוגיה, שר המשפטים, שר התחבורה, שר התיירות, שר התעשייה והמסחר, שר התקשורת ושר נוסף.

ב. ועדה של נציגי השרים בראשות היועץ הכלכלי לראש הממשלה תשמש פורום מתאם בין משרדי הממשלה לנושאים שבטיפול ועדת השרים.

לדיוני הועדות יוזמנו נציגי התאחדות התעשיינים, לשכות המסחר והסתדרות הכללית.

דברי הסבר

א. היערכות ישראל לקראת איחוד הקהילה האירופית ב-1992 חובקת תחומים שונים - הן במערכת ההסכמית וביחסים עם הקהילה וחברותיה והן במערכת הכלכלית ובמערכת השירותים בישראל. לשם כך יש צורך בתאום בין-ממשלתי, וכידוע הועלו לענין זה הצעות שונות ומשרדים שונים ביקשו לרכז את התיאום.

ב. בנסיבות אלה, מוצע כי התיאום ייעשה בהנחיית ועדת שרים בראשות ראש הממשלה באשתתפות שרים שלמשרדיהם נגיעה לענין.

ג. התיאום בדרגי המטה ייעשה על-ידי ועדת נציגי השרים בראשות היועץ הכלכלי לראש הממשלה.

ד. לדיוני הועדות יוזמנו נציגי גופים כלכליים בעלי ענין ויצוגות בנושא.

מוגש על-ידי ראש הממשלה

ג' בחשרי התש"ן
(2.10.89)

משרד החוץ-מחלקת הקשר

1826

תאריך : 03.10.89

יוצא **

שמו

חוזם: 10,1826
אל: ברי 52/70, בטחון/101
מ-: המשרד, תא: 031089, זח: 1804, דח: מ, סג: שמ
תח: @ גט: כלכלית
נד: @

שמו/מיידי

7289

ארפ 512.01

אל: שוק-רון

דע: השגריר,
פרי/סחר חוץ תמ"ס,
זייף/ממחלקאות.

הצעות ללו"ז למפגשים עם הקהילה.

א. בתיאום עם תמ"ס וחקלאות להלן מועדים מוצעים ל 4 מפגשים מתוכננים ישראל - קהילה:

28 - 27 בנובמבר 1989:

1. כינוס הועדה לשת"פ מסחרי כלכלי (עפ"י הפרוטוקול המשלים האחרון).

2. דיאלוג בנושא 1992 - פתיחת הדיאלוג: עדכונים והבהרות כלליות.

סוף ינואר 1990:

3. ועדת היגוי בנושא שת"פ תעשייתי.

4. כינוס פורום ועדת המומחים בנושא כללי מקור.

ב. בדקונא עם הנציבות המועדים הנ"ל והבריקונא.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

כלכלית ב'

יא

אק

תפ: שהו, ששהח, מנכל, ממנכל, איר, איר, כהן, כלכליתב', אוצר, תמס,
מכס, סייבל, תביעות, זייף/חקלאות, (בנפרד)

1. Introduction
2. Objectives
3. Methodology
4. Results
5. Discussion
6. Conclusion

2.1. Objective 1

2.2. Objective 2

2.3. Objective 3

2.4. Objective 4

2.5. Objective 5

2.6. Objective 6

2.7. Objective 7

2.8. Objective 8

2.9. Objective 9

2.10. Objective 10

2.11. Objective 11

3.1. Methodology 1

3.2. Methodology 2

3.3. Methodology 3

4.1. Results 1

4.2. Results 2

4.3. Results 3

4.4. Results 4

4.5. Results 5

4.6. Results 6

4.7. Results 7

4.8. Results 8

4.9. Results 9

4.10. Results 10

4.11. Results 11

4.12. Results 12

4.13. Results 13

4.14. Results 14

4.15. Results 15

4.16. Results 16

4.17. Results 17

4.18. Results 18

משרד החוץ-מחלקת הקשר

22012

תאריך : 26.09.89

נכנס

בלמס

חוזם: 22012, 9

אל: המשרד

יעדים: מצב/1707

מ-: האג, נר: 169, תא: 260989, זח: 1317, דח: ר, סג: בל

תח: & גס: כלכלית

נד: &

בלמס/רגיל

אל: כלכלית ב' אירופה 1

מאת: היועץ האג

שיחות נציבות הקהילה עם נציג אש'פ לנושא הייצוא מהשטחים.
להלן מסוכנות הידיעות AGENCE EUROPE 21/9/1989

THE EUROPEAN COMMISSIONER ABEL MATUTES, RESPONSIBLE AMONG THINGS, FOR MEDITERANNEAN POLICY, HAD TALKS ON TUESDAY WITH THE HEAD OF THE PLO'S ECONOMIC AFFAIRS DEPARTMENT, MR. ABOU ALA'A ABOUT THE PROBLEM OF DIRECT EXPORTS OF PALESTINIAN PRODUCTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES AND LONGER TERM PERSPECTIVES FOR THE REGION. MR. ABOU ALA'A MENTIONED THE DIFFICULTIES WHICH ARE STILL BEING ENCOUNTERED WITH REGARDS PALESTINIAN EXPORTS TO THE COMMUNITY FOLLOWING A SLOW AND LABORIOUS BEGINNING (IT SHOULD BE RECALLED THAT THE BLOCKING OPPOSED BY THE EUROPEAN PARLIAMENT, TO THE APPROVAL OF PROTOCOLS WITH ISRAEL WAS NECESSARY IN ORDER TO LIFT THE MAIN OBSTACLES PUT IN PLACE BY THE ISRAELI AUTHORITIES TO DIRECT PALESTINIAN EXPORTS). THESE PROBLEMS ARE TO SOME EXTENT OBJECTIVE (QUALITY, MARKETING ETC.), BUT ARE STILL TO A CERTAIN DEGREE CREATED BY ISRAEL (TRANSIT PROBLEMS, LACK OF AUTHORISATION

משרד החוץ-מחלקת הקשר

FOR THE PURCHASE OF MATERIAL WHICH FORCES THE PALESTINIAN EXPORTERS TO GO THROUGH THE ISRAELI INSTANCES). THE EUROPEAN COMMISSIONER AND THE PALESTINIAN ECONOMIST ALSO LOOKED AT THE POSSIBILITY OF ENLARGING PALESTINIAN EXPORTS TO INCLUDE NEW PRODUCTS: THUS, THE PALESTINIANS WANT, FOR EXAMPLE, TO EXPORT OLIVE OIL, BUT PROBLEMS ARISE HERE CONCERNING QUALITY AND THE SATURATION OF THE EUROPEAN MARKET. ABEL MATUTES AND ABOU ALA'A ALSO DISCUSSED THE OUTLOOK FOR DEVELOPMENT IN THE REGION, THANKS IN PARTICULAR TO THE ESTABLISHMENT OF TRANSFORMATION INDUSTRIES FOR AGRICULTURAL PRODUCTS) THE CONCRETE CASE OF A FACTORY MAKING FRUIT JUICE(. ON THE LONGER TERM AND WITHIN THE FRAMEWORK OF A PEACE SETTLEMENT IT WILL BE INEVITABLE, ACCORDING TO MR. MATUTES THAT ISRAEL AND THE NEIGHBOURING COUNTRIES AGREE ON AN INTEGRATED DEVELOPMENT PLAN FOR THE REGION STEMMING, OF COURSE, FROM EFFORTS BEING MADE AT PRESENT IN CERTAIN AREAS.

לש

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רס, אמן, ממד,
איר, איר, 2, סולטן, מזתים, מתאסשטחים, כהן, כלכליתב', אכב, רביב, מעת,
הסברה, עמית460



לשכת ראש הממשלה
21-9-1989
נתקבל

י"ח באלול התשמ"ט
18 בספטמבר 1989

6958

אל : מר יצחק שמיר, ראש הממשלה

חאת: סמנכ"ל כלכלה
נוי שמיך
הנדון: ישראל-אפטא

- א. בימים 27/8 ועד 5/9 קיימנו זהר פרי סמנכ"ל תמ"ס והח"מ, שיחות בארבע בירות (ברן, שטוקהולם, הלסינקי, אוסלו) ובמזכירות אפטא (ג'נבה). מטרת השיחות היתה לבדוק הנושאים הבאים:
- הערכות מדינות אפטא לאירופה 92;
 - פרטי המו"ח בין אפטא כגוף לבין הקהילה האירופית בנושאים הרלוונטיים לגבינו כמו כללי מקור, תקנים, מכרזים ממשלתיים ועוד;
 - יחסי אפטא עם מדינות שלישיות;
 - יחסי אפטא-ישראל;
 - הדרכים לקדם יחסי כלכלה וסחר ביטרליים.
- ב. נערכו ישיבות עבודה עם ראשי האגפים הכלכליים במשרדי החוץ (בשוויץ במשרד הכלכלה) בהשתתפות מומחים. בשלוש בירות נפגשנו עם סגני שרי חוץ ובשוודיה עם השרה לסחר חוץ. כן נערכו פגישות עם נציגי התאחדות התעשיינים בבירות השונות, אנשי עסקים, יושבי ראש של לשכות המסחר ועם יבואנים של תוצרת ישראלית. קיימנו תדרוכים לנציגים הכלכליים או/ו לעובדים המקומיים העוסקים בענייני כלכלה. בישיבות העבודה שקויימו השתתפו גם שגריר שוויץ והשגרירה המיועדת של דנמרק בארץ. באוסלו ובהלסינקי השתתפו השגרירים שלנו בשיחות ואילו בברן ובשטוקהולם הנציגים הכלכליים.
- ג. בהמשך לדיוח שנשלח מהבירות לגבי הנושאים המפורטים בסעיף א' להלן מספר התרשמויות/המלצות:
- קיים קונסנסוס בארצות אפטא בצורך לעשות רויזיה של החקיקה הלאומית, במטרה לבדוק התאמתה למערכת החוקים שיהיו בתוקף במדינות הקהילה, כתוצאה מהפיכתה לשוק אחיד ב-1992. במספר מדינות אפטא הוחל בהתאמת החקיקה הלאומית לדיוקטיות הקהילתיות שאושרו או שנמצאות בדיון במסגרת תהליך אירופה 92.
 - הערכות מדינות אפטא לאירופה 92, כוללת בין היתר מיזוג בין משרדים וגופים - למנוע כפילויות. כך למשל מוזגו אגפי הכלכלה במשרד החוץ עם משרדי סחר החוץ במרבית ארצות סקנדינביה ליחידה אחת שבמסגרת משרד החוץ, המאויישת במומחים בכל הנושאים הרלוונטיים. במקרה של שוויץ, הוקמה יחידה המטפלת בנושא הקהילה האירופית, גאטט, ואירופה 92 בשותפות בין משרד החוץ לבין משרד הכלכלה. במספר מקומות מכהן ראש הממשלה עצמו בתור יושב ראש ועדת שרים המטפלת בהערכות לאירופה 92. בשאר המקומות שר החוץ הוא היו"ד ומרכז הנושא; אגפי הכלכלה במשרד החוץ במרבית המקומות הם הדואגים לתאום בין המשרדים השונים והאינטרסים שהם מיצגים. כתוצאה מהשלכות האינטגרציה האירופית וחשיבות הנושאים הכלכליים הפכו האגפים הכלכליים במשרדי החוץ של מספר ארצות בהם בקרנו, כמו למשל פינלנד, לגדולים יותר מהאגפים המדיניים. כאמור נעשה מאמץ להקים מסגרות ארגוניות חדשות במטרה למנוע כפילויות, ולהציג עמדה מגובשת ואחידה במו"מ בדיונים בין מדינות אפטא בינם לבין עצמם ובינם לבין הנציבות של הקהילה האירופית לקראת 1992.



-2-

3. אפטא כגוף נאלצה מכרח הנסיבות לשנות מדיניותה. מזכירות אפטא שעסקה עד כה בעיקר בנושאים בין ארצות אפטא בינם לבין עצמם עוסקת עתה במו"מ אינטנסיבי עם נציבות הקהיליה. מעבר לכך, מועצת השרים של אפטא הטילה על המזכירות ביוני 1989 להכין המלצות לגבי יחסי אפטא כגוף עם מדינות שלישיות. דיונים אלה נערכים בג'נבה בהשתתפות נציגים מהבירות. לאפטא בזכור הסכם ש"פ עם יוגוסלביה בלבד ואפילו הסכם זה מוגבל בתכנו. המו"מ האינטנסיבי עם הנציבות במסגרת אירופה 92 והמשימה החדשה שהוטלה על המזכירות לגבי היחסים עם ארצות שלישיות מטילות עליה עומס כבד. עד כה היתה מזכירות טכנית באופיה והמעסיקה 50 עובדים בלבד. כיוון שהמלצותיה לגבי תכן היחסים עם ארצות שלישיות תובא לדיון במועצת שרי אפטא בישיבתה בדצמבר 1989, היה הסיור שלנו, כפי שנאמר לנו ע"י כל אנשי שיחנו בעתוי מתאים. להערכתי יהיה צורך לכלול להבא גם את איסלנד, שהנה היו"ר התורן של אפטא ואת אוסטריה במסגרת השיחות. במיוחד אמור הדבר לגבי אוסטריה, שגלתה רגישות לכך שפסחנו עליה בשלב זה.

4. האפליה במכס שנוצרה בישראל לרעת היבוא מאפטא מצד אחד, בעקבות ההסכם בין ישראל לקהיליה האירופית וההסכם בין ישראל לארה"ב ולגבי היבוא מישראל המופלה לרעה בארצות אפטא לעומת היבוא מהקהיליה האירופית מצד שני, מחייבים נקיטת פעולה דחופה כדי למנוע הטיית סחר שלא ארצות אפטא ולא ישראל מעוניינות בה. האפליה במכסים לרעת ארצות אפטא היא שהביאה ארצות אפטא לדון ביחסים עם ארצות שלישיות.

5. יש לזכור שמרבית חברות אפטא לא מעוניינות להצטרף לקהיליה מסיבות עקרוניות, כמו ויתור על הריבונות והניטרליות בהם הן דוגלות. עניין בקהיליה הנו כלכלי ומטרתן להשתלב כלכלית בתהליך אירופה 92, כדי למנוע אפליה ופגיעה בהתפתחות הכלכלית. אין למדינות אפטא עניין בש"פ פוליטי בין לבין הקהיליה ואינה נכרת שום נטיה לש"פ פוליטי במסגרת אפטא.

6. בעקבות התחלת הדיון בארצות אפטא על היחסים עם ארצות שלישיות והצורך למצוא פתרון לבעית האפליה במכסים ולפגיעה ביצואנו לאפטא וביבוא מאפטא לישראל, נוצרה עתה שעת כשר לדון עם מדינות אפטא בנפרד ועם אפטא כגוף על מהות היחסים הכלכליים בעתיד. יש לישראל אינטרס כלכלי להגיע להסדר שימנע אפליית יצואנו וימנע הטיית סחר. אך יש גם לישראל עניין טקטי בהפרדת הנושא המדיני מהדיון בנושאים כלכליים. מוצע על כן להדגיש העניין ההדדי בהפרדת הדיון בין השניים.

7. בשיחותינו במדינות אפטא נמנענו בקפדנות מלהציע הצעות לפתרון. הדגשנו עניינו בהמשך קבלת עדיפויות במכס במסגרת G.S.P למדינות מתפתחות. הצבענו על הקושי במציאת פתרון להורדת מכסים למוצרים בודדים, מאחר שהנחות במכס למוצר זה או אחר מחייבות, מכח היותנו יחד עם מדינות אפטא חברות בגאטט, מתן הנחות במכס לכל יתר חברות הארגון - לרבות ארצות כמו טאיוואן, קוריאה, הודו, הונג-קונג ויפן שאין לנו עניין לחת להן הנחות במכס ללא תמורה. המסקנה מכך, בלי שהדבר הודגש מצידנו, היא שרק הסכם איזור סחר חופשי בילטרלי עם כ"א ממדינות אפטא או בין ישראל לאפטא כגוף, התואם סעיף 24 של גאטט, הוא אשר עשוי להוות פתרון לבעיה שנוצרה.



-3-

8. במסגרת השיחות נודע לנו שהתעשייה השוויצרית שגרה לממשלה הפדרלית בברן מכתב תמיכה בהקמת הסכם איזור סחר חופשי עם ישראל. הנציג השוויצרי אמר במסגרת השיחות שיש לחתור למציאת פתרון כולל לבעיה שנוצרה. השרה השוודית לסחר חוץ אמרה לי שתתמוך בהסכם איזור סחר חופשי בין אפסא לישראל ואם לא תהיה הסכמה לכך היא תתמוך בהסכם ס"ח בין שוודיה לישראל. נציגי התעשייה השוודית אמרו לנו שהם תומכים בהסכם ס"ח עם ישראל, בלי לפרט. השרה היא ידידת ישראל ולא היה ברור עד כמה תמיכתה בהסכם כולל עם ישראל מקובלת על שר החוץ השוודי. הרושם שלנו בשיחות בנוכחות היה שהם מבינים הצורך בשנוי המצב. הנורבגים אמרו לנו שאם תהיה הסכמה של שוויץ ופינלנד לדבר, יתמכו כל יתר חברות הארגון בפתרון בצורת איזור סחר חופשי בין אפסא לישראל. בפינלנד שוחחתי בנדון, בין היתר, עם סגן שר החוץ ועם מקס יעקובסון. הפינים יתחילו בתהליך התייעצויות פנימיות עם יתר החברות באפסא. כאמור יהיה צורך בפעולה מאומצת בארצות אלה, לכשתקבע מדיניותנו בנדון.

9. המלצות:

א. מוצע לקיים התייעצויות עם המשרדים והגופים הנוגעים בדבר בארץ לגבי הכדאיות הכלכלית של כריתת הסכם איזור סחר חופשי עם השותפים העקריים שלנו בסחר מבין ארצות אפסא או עם אפסא כגוף. בין השיקולים שצריך לקחת בחשבון בהקשר זה שהסדר עדיפויות כלליות במכס, ממנו אנו נהנים כיום לא ימשך לנצח ושחדינות אפסא הן שוק טבעי למספר מוצרי יצוא שלנו, שיש לנו אינטרס כלכלי לגוון יעדי היצוא ומקורות אספקה ולמנע הטית סחר. (הרי אותן הסחורות המיובאות מהקהיליה האירופית או מארה"ב נהנות בלאו הכי מאפס מכס).

ב. מוצע להמשיך לברר פרטי הסכומים עליהם הגיעו הנציבות של הקהיליה האירופית ואפסא, כמו למשל לגבי כללי מקור, תקנים, רכש ממשלתי וכו' במטרה לקבל אותו יחס בקהיליה ממנו יהנו מדינות אפסא - בהקשר לאירופה 92.

ג. בהנחה שיווצר שוק אחיד לגבי מעבר סחורות ולגבי שרותים מסוימים בין 12 מדינות הקהיליה לבין 6 מדינות אפסא, יש לבדוק התנאים לפיהם תוכל ישראל להיות חלק מהשוק של 18 המדינות הנ"ל בנושאים הרלוונטיים לגבינו.

ד. במדה ויוחלט על כך, יהיה צורך במאמץ מירבי להשגת המטרה של כריתת הסכם איזור סחר חופשי בילטרלי עם מדינות אפסא או במישרין בין ישראל לאפסא, אם תהיה הסכמה לכך בין חברות אפסא ואם הדבר יקבע כיעד בר השגה במדיניות החוץ של מדינת ישראל.

ה. מוצע להמשיך לברר פרטים וללבן האפשרויות עם כ"א ממדינות אפסא ועם מזכירות אפסא לשם הכנת דיון והצגת האופציות השונות העומדות בפנינו. חשוב במסגרת הדו שיח שסוכם עליו עם מדינות אפסא להשפיע בכוונים הרצויים לנו, לגבי השתלבותנו בנושאים הרלוונטיים בתהליך של הקמת שוק אחיד ל-18 מדינות אירופה והדוקטרינה של מרחב אירופי (EUROPEAN SPACE).

ו. מוצע לחזק נציגותנו בג'נבה ע"י מנוי נציג המתמצא בנושאים כלכליים מולטלטרליים לצורך המגעים עם ארגון גאטט ומזכירות אפסא; כמו כן מוצע למנות כמספרי שניים בבירות אפסא בהם אין נציג כלכלי עובדים בעלי רקע כלכלי או לדאוג שיקבלו הכשרה כלכלית לפני צאתם לשליחות.



-4-

ד. סיכום:

ההתפתחויות בתוך אפגא, סביב ההערכות לאירופה 92 והאינטרס הכלכלי המשותף לאפגא ולמדינות אחרות, לרבות ישראל, למנוע הטיית סחר, יוצרת הזדמנות לבחון אפשרות של כריתת הסכם כלכלי כולל בין ישראל לבין מדינות אפגא עמם יש לישראל חלופי סחר מהותיים ובאמצעותם או בנפרד עם אפגא כגוף. אנו עומדים עתה בראשיתו של תהליך ממושך, שתכליתו לדון עם מדינות אפגא ביצירת מסגרת חדשה ליחסים כלכליים שתקח בחשבון ההתפתחויות שחלו בתחום יחסי החוץ המולטיטרילים והביטרילים של אפגא ושל ישראל בשנים האחרונות.

נבקש הערותיכם בהקדם האפשרי.

בברכה,

ד"ר יעקב כהן

חוזם: 9,4887

אל: המשרד

יעדים: מצב/399

מ-: פריס, נר: 75, תא: 070989, זח: 1200, דח: ב, סג: בל

תח: גס: אירופה

נד: ג

בלמס/בהול

אל : אירופה - 1

דע : אמל'ט - 1

מאת: הציר , פאריס

פנמה .

1. להלן הודעת ה-12 :

LES DOUZE AVAIENT EXPRIME LEUR PREOCCUPATION ET LEUR CONDAMNATION APRES L'ANNULATION DES ELECTIONS DU 7 MAI A PANAMA . ILS ONT APPORTE LEUR APPUI AUX DECISIONS DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS ET A LA TENTATIVE DE MEDIATION QUE CELLE-CI A ENGAGEE POUR TROUVER UNE ISSUE A LA CRISE PAR UN DIALOGUE ENTRE PANAMEENS .

LES DOUZE REGRETTENT QUE , MALGRE LES EFFORTS DEPLOYES CETTE MEDIATION N'AIT PU , JUSQU'A MAINTENANT ABOUTIR . ILS CONSTATENT QUE LE NOUVEAU POUVOIR A PANAMA N'A PAS DE LEGITIMITE INSTITUTIONNELLE ET RESERVENT DONC LEUR ATTITUDE A SON EGARD . ILS L'ENSEMBLE DES PARTIES , ET , AU PREMIER RANG LE POUVOIR EN PLACE , A S'ACCORDER SUR LES MODALITES

משרד החוץ-מחלקת הקשר

D'UNE SOLUTION RESPECTANT LA VOLONTE DU PEUPLE PANAMEEN , DEMOCRATIQUEMENT EXPRIMEE , DE CHOISIR LIBREMENT SES DIRIGEANTS .

2. בישיבה שהתקיימה אתמול הועלו הצעות ללחצים פוליטיים וכלכליים . הכוונה שהצעות אלה ידונו בבירות ה-12 ובישיבה הקרובה של המנכ"לים המדיניים יגיעו לקונצנזוס ויחליטו על דרכי פעולה .

3. עוד אדווח .

אבירן .

לש

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, מנכל, ממנכל, שפי, אמלט, איר, איר, 2, בנצור, מצפא, ר/מרכז, ממד

07.07.89 : 12h00
07.07.89 : 12h00
07.07.89 : 12h00
07.07.89 : 12h00
07.07.89 : 12h00

07.07.89

07.07.89

07.07.89

07.07.89

07.07.89

07.07.89

LES LOUPE AVAIENT EXPRIME LEUR RECONNAISSANCE ET
LEUR COLLABORATION AVEC L'ANNULATION DES ELECTIONS
DU 7 MAI A PANAMA. ILS ONT APORTE LEUR APPUI
AUX DECISIONS DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS
ET A LA TENTATIVE DE MEDIATION QUE CELLE-CI A ENGAGEE
POUR TRAVERSER UNE ISSUE A LA CRISE PAR UN DIALOGUE
ENTRE PANAMAIS.

LES LOUPE REGRETTENT QUE, MALGRS LES EFFORTS DEPOSES
CETTE MEDIATION N'AIT PU, JUSQU'A MAINTENANT
ABOUTIR. ILS CONSTATENT QUE LE NOUVEAU POUVOIR
A PANAMA N'A PAS DE LEGITIMITE INSTITUTIONNELLE
ET RESERVEENT DONC LEUR ATTITUDE A SON EGARD.
Ils se félicitent des parties, et au premier rang
de celles en place, à s'accorder sur les modalités

UNE SOLUTION RESPECTANT LA VOLONTE DU PEUPLE
PANAMAIS, DEMOCRATIQUEMENT EXPRIMEE, DE CHOISIR
LIBREMENT SES DIRIGEANTS.

LES LOUPE REGRETTENT QUE, MALGRS LES EFFORTS DEPOSES
CETTE MEDIATION N'AIT PU, JUSQU'A MAINTENANT
ABOUTIR. ILS CONSTATENT QUE LE NOUVEAU POUVOIR
A PANAMA N'A PAS DE LEGITIMITE INSTITUTIONNELLE
ET RESERVEENT DONC LEUR ATTITUDE A SON EGARD.

LES LOUPE REGRETTENT QUE, MALGRS LES EFFORTS DEPOSES
CETTE MEDIATION N'AIT PU, JUSQU'A MAINTENANT
ABOUTIR. ILS CONSTATENT QUE LE NOUVEAU POUVOIR
A PANAMA N'A PAS DE LEGITIMITE INSTITUTIONNELLE
ET RESERVEENT DONC LEUR ATTITUDE A SON EGARD.

LES LOUPE REGRETTENT QUE, MALGRS LES EFFORTS DEPOSES
CETTE MEDIATION N'AIT PU, JUSQU'A MAINTENANT
ABOUTIR. ILS CONSTATENT QUE LE NOUVEAU POUVOIR
A PANAMA N'A PAS DE LEGITIMITE INSTITUTIONNELLE
ET RESERVEENT DONC LEUR ATTITUDE A SON EGARD.

LES LOUPE REGRETTENT QUE, MALGRS LES EFFORTS DEPOSES
CETTE MEDIATION N'AIT PU, JUSQU'A MAINTENANT
ABOUTIR. ILS CONSTATENT QUE LE NOUVEAU POUVOIR
A PANAMA N'A PAS DE LEGITIMITE INSTITUTIONNELLE
ET RESERVEENT DONC LEUR ATTITUDE A SON EGARD.

LES LOUPE REGRETTENT QUE, MALGRS LES EFFORTS DEPOSES
CETTE MEDIATION N'AIT PU, JUSQU'A MAINTENANT
ABOUTIR. ILS CONSTATENT QUE LE NOUVEAU POUVOIR
A PANAMA N'A PAS DE LEGITIMITE INSTITUTIONNELLE
ET RESERVEENT DONC LEUR ATTITUDE A SON EGARD.

נכנס

בלמס

חוזם: 8,9713

אל: המשרד

יעדים: מצב/840, מנמת/219

מ-: בון, נר: 112, תא: 110889, זח: 1200, דח: ר, סג: בול

תח: @ גס: אירופה

נד: @

בלמס/רגיל

אל: אירופה 1

הודעת הקהיליה בענין החטופים.

להלן הנוסח האנגלי של הודעת הקהיליה משבעה דנא, כפי שקיבלנוהו ממחוצ כאן:

STATEMENT OF THE TWELVE ON THE HOSTAGES HELD IN LEBANON.

THE TWELVE NOTE THAT NO FURTHER EXECUTIONS OF THE HOSTAGES HELD IN LEBANON HAVE BEEN ANNOUNCED. BUT THEY EXPRESS THEIR CONCERN AT THE CONTINUING TENSION IN THE REGION.

THEY DEEPLY REGRET THAT THE NUMEROUS INTERNATIONAL APPEALS AND THE BILATERAL APPROACHES BY MEMBERS OF THE TWELVE HAVE NOT SO FAR SECURED THE RELEASE OF ANY OF THE HOSTAGES.

THE TWELVE THEREFORE REITERATE THEIR EARLIER CALLS FOR THE IMMEDIATE AND UNCONDITIONAL RELEASE OF ALL HOSTAGES WHEREVER AND BY WHOMEVER THEY ARE HELD. THEY URGE ALL THOSE WHO ARE ABLE TO EXERCISE INFLUENCE OVER THOSE HOLDING THE HOSTAGES TO USE TO HELP EFFECT THEIR RELEASE.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

גד כהן

17

תפ: שהח, טשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמן, איר, איר, מעת, הסברה, מצפא, מזתים

1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990

1991

1992

1993

1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000

2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010

2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020

2021

2022

2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040

משרד החוץ-מחלקת הקשר

19878

תאריך : 27.06.89

נכנס

בלמס

חוזם: 6,19878

7א: המשרד

יעדים: מצב/1367

מ-: בריסל, נר: 267, תא: 270689, זח: 1915, דח: 1, סג: 1

תח: 6: אירופה

נד: 6

בלמס/בהול

7א: אירופה 1

מאת: בריסל/אורון

פסגת מדריד - הצהרה על המז'ת להלן הנוסח הצרפתי (הנוסח האנגלי פרספורסמ).

DECLARATION SUR LE MOYEN-ORIENT

LE CONSEIL EUROPEEN A EXAMINE LA SITUATION DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT, A LA LUMIERE DES EVENEMENTS RECENTS ET DES CONTACTS ENTRETENUS PENDANT CES DERNIERS MOIS PAR LA PRESIDENCE ET LA TROIKA AVEC LES PARTIES CONCERNEES ET IL EN A TIRE LES CONCLUSIONS SUIVANTES:

1. LA POLITIQUE DES DOUZE CONCERNANT LE CONFLIT DU MOYEN-ORIENT EST DEFINIE DANS LA DECLARATION DE VENISE DU 13.6.1980 ET LES AUTRES DECLARATIONS POSTERIEURES. ELLE CONSISTE A AFFIRMER LE DROIT DE TOUS LES ETATS DE LA REGION, Y COMPRIS ISRAEL, A LA SECURITE, C'EST -A-DIRE A VIVRE DANS DES FRONTIERES SURES RECONNUES ET GARANTIES ET CELUI DE LA JUSTICE POUR TOUS LES PEUPLES DE LA REGION, CE QUI INCLUT LA RECONNAISSANCE DES DROITS LEGITIMES DU PEUPLE PALESTINIEN Y COMPRIS SON DROIT A L'AUTODETERMINATION

משרד החוץ-מחלקת הקשר

AVEC TOUT CE QUE CELA IMPLIQUE. LES DOUZE CONSIDERENT QUE CES OBJECTIFS DOIVENT ETRE ATTEINTS DE MANIERE PACIFIQUE DANS LE CADRE D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DE PAIX, SOUS LES AUSPICES DE NATIONS UNIES, FORUM APPROPRIE POUR DES NEGOCIATIONS DIRECTES ENTRE LES PARTIES CONCERNEES EN VUE D'UN REGLEMENT GLOBAL JUSTE ET DURABLE. LE CONSEIL EUROPEEN CONSIDERE EGALEMENT QUE L'OLP DOIT PARTICIPER A CE PROCESSUS. IL EXPRIME SON APPUI A TOUT EFFORT DES MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES EN VUE DE RAPPROCHER LES PARTIES DE CREER UN CLIMAT DE CONFIANCE ENTRE CELLES-CI ET FACILLITER AINSI LA CONVOCATION DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE PAIX.

2. LA COMMUNAUTE ET SES ETATS-MEMBRES ONT DEMONTRE LEUR VOLONTE DE PARTICIPER ACTIVEMENT A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION NEGOCIEE DU CONFLIT ET DE COOPERER PLEINEMENT AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PEUPLES DE LA REGION. LE CONSEIL EUROPEEN A EXPRIME SA SATISFACTION A L'EGARD DE LA POLITIQUE DE CONTACTS AVEC TOUTES LES PARTIES ENTREPRISE PAR LA PRESIDENCE ET PART LA TROIKA ET A DECIDE DE LA POURSUIVRE.

3. LE CONSEIL EUROPEEN SE FELICITE DU SOUTIEN APORTE PAR LE SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA LIGUE ARABE TENU A CASABLANCA AUX DECISIONS DU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN D'ALGER COMPORTANT L'ACCEPTATION DES RESOLUTIONS 242 ET 338 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, DONT RESULTE LA RECONNAISSANCE DU DROIT A L'EXISTENCE D'ISRAEL ET LA RENONCIATION AU TERRORISME. DE MEME IL ACCUEILLE FAVORABLEMENT LES EFFORTS ENTREPRIS PAR LES ETATS-UNIS DANS LEURS CONTACTS AVEC LES PARTIES DIRECTEMENT CONCERNEES ET NOTAMMENT LE DIALOGUE OUVERT AVEC L'OLP. IL CONVIENT DE TIRER PARTI DE CES CIRCONSTANCES FAVORABLES POUR FAIRE PREVALOIR L'ESPRIT DE TOLERANCE ET DE PAIX EN VUE DE S' ENGAGER RESOLUMENT SUR LA VOIE DE LA NEGOCIATION.

4. LE CONSEIL EUROPEEN DEPLORE LA DETERIORATION CONTINUE DE LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES ET L'AUGMENTATION CONSTANTE DU NOMBRE DES MORTS ET DES BLESSES AINSI QUE DES SOUFFRANCES DE LA POPULATION. IL

משרד החוץ-מחלקת הקשר

LANCE UN APPEL PRESSANT AUX AUTORITES ISRAELIENNES POUR QU'ELLES METTENT FIN AUX MESURES REPRESSIVES QU'ELLES APPLIQUENT LES RESOLUTIONS 605, 607 ET 708 DU CONSEIL DE SECURITE ET QU'ELLES RESPECTENT LES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DE GENEVE RELATIVES A LA PROTECTION DES POPULATIONS CIVILES EN TEMPS DE GUERRE EN PROCEDANT NOTAMMENT A LA REOUVERTURE DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT EN CISJORDANIE.

5. SUR LA BASE DES POSITIONS DE PRINCIPE DES DOUZE LE CONSEIL EUROPEEN ACCUEILLE LA PROPOSITION DE TENIR DES ELECTIONS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES EN TANT QUE CONTRIBUTION AU PROCESSUS DE PAIX A LA CONDITION QUE:

- LES ELECTIONS S'INSCRIVENT DANS LE CADRE D'UN PROCESSUS DE REGLEMENT GLOBAL JUSTE ET DURABLE DU CONFLIT.
- LES ELECTIONS AIENT LIEU DANS LES TERRITOIRES OCCUPES, Y COMPRIS JERUSALEM, EST, AVEC DES GARANTIES DE LIBERTE ADEQUATES.
- AUCUNE SOLUTION NE SOIT EXCLUE ET QUE LA NEGOCIATION FINALE AIT LIEU SUR LA BASE DES RESOLUTIONS 242 ET 338 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES FONDEES SUR LE PRINCIPE 'TERRITOIRES CONTRE PAIX'.

6. LE CONSEIL EUROPEEN LANCE UN APPEL SOLENNEL AUX PARTIES CONCERNEES POUR QU'ELLES SAISISSENT L'OCCASION DE PARVENIR A LA PAIX. LE RESPECT PAR CHACUNE DES PARTIES DES DROITS LEGITIMES DE L'AUTRE DOIT FACILLITER LA NORMALISATION DES RELATIONS ENTRE TOUS LES PAYS DE LA REGION. LE CONSEIL EUROPEEN DEMANDE D'UNE PART AUX PAYS ARABES D'ETABLIR DES RAPPORTS NORMAUX DE PAIX ET DE COOPERATION AVEC ISRAEL ET D'AUTRE PART A CELUI-CI DE RECONNAITRE AU PEUPLE PALESTINIEN LE DROIT A L'EXERCICE DE L'AUTODETERMINATION.=

1. The first part of the document discusses the general principles of the law of contract. It covers the formation of a contract, the elements of a contract, and the enforceability of a contract. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

2. The second part of the document discusses the law of tort. It covers the elements of a tort, the types of torts, and the remedies available for a tort. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

3. The third part of the document discusses the law of property. It covers the elements of a property interest, the types of property interests, and the remedies available for a property interest. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

4. The fourth part of the document discusses the law of evidence. It covers the elements of evidence, the types of evidence, and the rules of evidence. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

5. The fifth part of the document discusses the law of procedure. It covers the elements of procedure, the types of procedure, and the rules of procedure. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

6. The sixth part of the document discusses the law of contracts. It covers the elements of a contract, the types of contracts, and the remedies available for a contract. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

7. The seventh part of the document discusses the law of torts. It covers the elements of a tort, the types of torts, and the remedies available for a tort. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

8. The eighth part of the document discusses the law of property. It covers the elements of a property interest, the types of property interests, and the remedies available for a property interest. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

9. The ninth part of the document discusses the law of evidence. It covers the elements of evidence, the types of evidence, and the rules of evidence. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

10. The tenth part of the document discusses the law of procedure. It covers the elements of procedure, the types of procedure, and the rules of procedure. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

11. The eleventh part of the document discusses the law of contracts. It covers the elements of a contract, the types of contracts, and the remedies available for a contract. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

12. The twelfth part of the document discusses the law of torts. It covers the elements of a tort, the types of torts, and the remedies available for a tort. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

13. The thirteenth part of the document discusses the law of property. It covers the elements of a property interest, the types of property interests, and the remedies available for a property interest. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

14. The fourteenth part of the document discusses the law of evidence. It covers the elements of evidence, the types of evidence, and the rules of evidence. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

15. The fifteenth part of the document discusses the law of procedure. It covers the elements of procedure, the types of procedure, and the rules of procedure. The text is written in a clear and concise manner, making it easy to understand.

חוזם: 20559/6

אל: המשרד

יעדים: מצב/1405, מנמת/459

מ-: לונדון, נר: 295, תא: 280689, זח: 1300, דח: ב, סג: בל

תח: א: גס: אירופה

נד: ג

בהול בלמט

אל: אירופה 2/חדד, המרכז

מאת: לונדון/הציר יועץ

בהמשך לפנית לשכת המשנה למנכל לציר כאן, להלן נוסח המסקנות והסעיף המז'י של הודעת ה-12 במדריד כפי שנמסר לי ע' לאינג מהפוראוף:-

הערות בנפרד.

יורם שני

EXTRACTS FROM EUROPEAN COUNCIL EPC CONCLUSIONS:

MADRID 27 JUNE 1989,

2. MIDDLE EAST

THE EUROPEAN COUNCIL REITERATES ITS DETERMINATION TO CONTINUE CONTRIBUTING TO THE SETTLEMENT OF THE ARAB-ISRAELI CONFLICT AND HAS APPROVED THE ATTACHED DECLARATION (ANNEX 1)

IN THIS CONTEXT, THE EUROPEAN COUNCIL CONSIDERS THAT A DEFINITIVE SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS SHOULD BE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

URGENTLY NEGOTIATED AND IMPLEMENTED. IT CONFIRMS THE FULL SUPPORT OF THE TWELVE FOR THE COMMITTEE OF THE THREE SET UP BY THE ARAB LEAGUE SUMMIT IN CASABLANCA. THE EUROPEAN COUNCIL CALLS ON ALL PARTIES INVOLVED TO COOPERATE FULLY WITH THE COMMITTEE OF THE THREE WITH THE AIM OF ACHIEVING A COMPLETE AND LASTING CEASEFIRE AND A JUST POLITICAL SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS BASED ON THE SOVEREIGNTY, UNITY AND TERRITORIAL INTEGRITY OF LEBANON. THE EUROPEAN COUNCIL CONSIDERS THAT A POLITICAL SOLUTION SHOULD BE BASED ON THE ELECTION OF A PRESIDENT POLITICAL REFORMS AND THE WITHDRAWL OF ALL NON LEBANESE TROOPS. IT RENEWS ITS CALL FOR THE IMMEDIATE AND UNCONDITIONAL RELEASE OF ALL HOSTAGES IN LEBANON AND ELSEWHERE. IT REAFFIRMS ITS FULL SUPPORT FOR UNIFIL.

THE EUROPEAN COUNCIL HAS EXPRESSED ITS HOPE THAT THE IRANIAN LEADERS WILL PROVE, BY CONCRETE ACTIONS THEIR WILLINGNESS TO DEVELOP CONSTRUCTIVE RELATIONS WITH THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES, ON THE BASIS OF FREEDOM, TOLERANCE AND RESPECT FOR INTERNATIONAL LAW.

3. MAGHRAB.

THE EUROPEAN COUNCIL ATTACHES IMPORTANCE TO THE STRENGTHENING AND DEVELOPMENT OF RELATIONS WITH THE MAGHRAB, PARTICULARLY FOLLOWING THE ESTABLISHMENT OF THE ARAB MAGHREB UNION, WHICH THE EUROPEAN COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES HAVE PUBLICLY WELCOMED. THE CONSOLIDATION OF THE PROCESS OF INTEGRATION INITIATED BY THE ESTABLISHMENT OF THE UNION WILL CONTRIBUTE TO THE ECONOMIC DEVELOPMENT AND STABILITY OF THE REGION AND SHOULD ANHANCE THE PROSPECTS FOR A SETTLEMENT OF THE WESTERN SAHARA DISPUTE. THE EUROPEAN COUNCIL ALSO CONSIDERS THAT THE ESTABLISHMENT OF THE UNION PROVIDES A BASIS FOR CLOSER COOPERATION BETWEEN THE COMMUNITY AND THE MAGHREB.

ANNEX. 1

DECLARATION ON THE MIDDLE EAST.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

THE EUROPEAN COUNCIL HAS EXAMINED THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST CONFLICT IN THE LIGHT OF RECENT EVENTS AND OF CONTACTS UNDERTAKEN OVER SEVERAL MONTHS BY THE PRESIDENCY AND THE TROIKA WITH THE PARTIES CONCERNED, AND IT HAS DRAWN THE FOLLOWING CONCLUSIONS:-

1. THE POLICY OF THE TWELVE ON THE MIDDLE EAST CONFLICT IS DEFINED IN THE VENICE DECLARATION OF 13 JUNE 1980 AND OTHER SUBSEQUENT DECLARATIONS. IT CONSISTS IN UPHOLDING THE RIGHT TO SECURITY OF ALL STATES IN THE REGION, INCLUDING ISRAEL, THAT IS TO SAY TO LIVE WITHIN SECURE, RECOGNISED AND GUARANTEED FRONTIERS, AND IN UPHOLDING JUSTICE FOR ALL THE PEOPLES OF THE REGION, WHICH INCLUDES RECOGNITION OF THE LEGITIMATE RIGHTS OF THE PALESTINIAN PEOPLE INCLUDING THEIR RIGHT TO SELF-DETERMINATION WITH ALL THAT THIS IMPLIES.

THE TWELVE CONSIDER THAT THESE OBJECTIVES SHOULD BE ACHIEVED BY PEACEFUL MEANS IN THE FRAMEWORK OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES CONCERNED WITH A VIEW TO A COMPREHENSIVE, JUST AND LASTING SETTLEMENT.

THE EUROPEAN COUNCIL IS ALSO OF THE VIEW THAT THE PLO SHOULD PARTICIPATE IN THIS PROCESS.

IT EXPRESSES ITS SUPPORT FOR EVERY EFFORT BY THE PERMANENT MEMBERS OF THE SECURITY COUNCIL OF THE UNITED NATIONS TO BRING THE PARTIES CLOSER TOGETHER TO CREATE A CLIMATE OF CONFIDENCE BETWEEN THEM, AND FACILITATE IN THIS WAY THE CONVENING OF THE INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE.

2. THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES HAVE DEMONSTRATED THEIR READINESS TO PARTICIPATE ACTIVELY IN THE SEARCH FOR A NEGOTIATED SOLUTIONS TO THE CONFLICT AND TO COOPERATE FULLY IN THE ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT OF THE PEOPLES OF THE REGION.

THE EUROPEAN COUNCIL EXPRESSED ITS SATISFACTION REGARDING THE POLICY OF THE CONTACTS WITH ALL THE PARTIES UNDERTAKEN BY THE PRESIDENCY AND THE TROIKA AND

משרד החוץ-מחלקת הקשר

HAS DECIDED TO PURSUE IT.

3. THE EUROPEAN COUNCIL WELCOMES THE SUPPORT GIVEN BY THE EXTRAORDINARY SUMMIT MEETING OF THE ARAB LEAGUE, HELD IN CASABLANCA TO THE DECISIONS OF THE PALESTINIAN NATIONAL COUNCIL IN ALGIERS, INVOLVING ACCEPTANCE OF SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS 242 AND 338, WHICH RESULTED IN THE RECOGNITION OF ISRAEL'S RIGHT TO EXIST, AS WELL AS THE RENUNCIATION OF TERRORISM.

(SN 254/1/89)

IT ALSO WELCOME THE AFFORTS UNDERTAKEN BY THE UNITED STATES IN THEIR CONTACTS WITH THE PARTIES DIRECTLY CONCERNED AND PARTICULARLY THE DIALOGUE ENTERED INTO WITH THE PLO

ADVANTAGE SHOULD BE TAKEN OF THESE FAVOURABLE CIRCUMSTANCES TO ENGENDER A SPIRIT OF TOLERANCE AND NEGOTIATIONS

4. THE EUROPEAN COUNCIL DEPLORES THE CONTINUING TERRITORIES AND THE CONSTANT INCREASE IN THE NUMBER OF DEAD AND WOUNDED AND THE SUFFERING OF THE POPULATION

IT APPEALS URGENTLY TO THE ISRAELI AUTHORITIES TO PUT AN END TO REPRESSIVE MEASURES - TO IMPLEMENT RESOLUTIONS 605, 607 AND 608 OF THE SECURITY COUNCIL AND TO RESPECT THE PROVISIONS OF THE GENEVA CONVENTION ON THE PROTECTION OF CIVILIAN POPULATION IN TIMES OF WAR. THEY APPEAL IN PARTICULAR FOR THE REOPENING OF EDUCATIONAL AND CULTURAL FACILITIES IN THE WEST BANK.

5. ON THE BASIS OF THE POSITION OF PRINCIPLE OF THE TWELVE, THE EUROPEAN COUNCIL WELCOME THE PROPOSAL FOR ELECTIONS IN THE OCCUPIED TERRITORIES AS A CONTRIBUTION TO THE PEACE PROCESS - PROVIDED THAT:

- THE ELECTIONS ARE SET IN THE CONTEXT OF A PROCESS TOWARDS A COMPREHENSIVE, JUST, AND LASTING SETTLEMENT

משרד החוץ-מחלקת הקשר

OF THE CONFLICT.

- THE ELECTIONS TAKE PLACE IN THE OCCUPIED TERRITORIES INCLUDING EAST JERUSALEM, UNDER ADEQUATE GUARANTEES OF FREEDOM.

- NO SOLUTION IS EXCLUDED AND THE FINAL NEGOTIATION TAKES PLACE ON THE BASIS OF RESOLUTIONS 242 AND 338 OF THE SECURITY COUNCIL OF THE UNITED NATIONS BASED ON THE PRINCIPLE OF ' LAND FOR PEACE '.

6. THE EUROPEAN COUNCIL LAUNCHES A SOLEMN APPEAL TO THE PARTIES CONCERNED TO SEIZE THE OPPORTUNITY TO ACHIEVE PEACE RESPECT BY EACH OF THE PARTIES FOR THE LEGITIMATE RIGHTS OF THE OTHER SHOULD FACILITATE THE NORMALISING OF RELATIONS BETWEEN ALL THE COUNTRIES OF THE REGION. THE EUROPEAN COUNCIL CALLS UPON THE ARAB COUNTRIES TO ESTABLISH NORMAL RELATIONS OF PEACE AND COOPERATION WITH ISRAEL AND ASKS THE COUNTRY IN TURN TO RECOGNISE THE RIGHT OF THE PALESTINIAN PEOPLE TO EXERCISE SELF-DETERMINATION.

יורם שני

ג

תפ: ששה, טשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, אמן, ממד, איר, איר, רביב, מעת, הסברה, ליאור, מזתים

2022:06:28 10:00 AM 2022
2022:06:28 10:00 AM 2022
2022:06:28 10:00 AM 2022
2022:06:28 10:00 AM 2022
2022:06:28 10:00 AM 2022
2022:06:28 10:00 AM 2022
2022:06:28 10:00 AM 2022
2022:06:28 10:00 AM 2022
2022:06:28 10:00 AM 2022
2022:06:28 10:00 AM 2022

EXTRACTS FROM EUROPEAN COUNCIL EPC CONCLUSIONS
MADRID 27 JUNE 1987
2. MIDDLE EAST
THE EUROPEAN COUNCIL REITERATES ITS DETERMINATION TO CONTINUE CONTRIBUTING TO THE SETTLEMENT OF THE ARAB-ISRAELI CONFLICT AND HAS APPROVED THE ATTACHED DECLARATION (ANNEX 1)

IN THIS CONTEXT, THE EUROPEAN COUNCIL CONSIDERS THAT A DEFINITIVE SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS SHOULD BE URGENTLY NEGOTIATED AND IMPLEMENTED. IT CONFIRMS THE FULL SUPPORT OF THE TWELVE FOR THE COMMITTEE OF THE THREE SET UP BY THE ARAB LEAGUE SUMMIT IN CASABLANCA. THE EUROPEAN COUNCIL CALLS ON ALL PARTIES INVOLVED TO COOPERATE FULLY WITH THE COMMITTEE OF THE THREE WITH THE AIM OF ACHIEVING A COMPLETE AND LASTING CEASEFIRE AND A JUST POLITICAL SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS BASED ON THE SOVEREIGNTY, UNITY AND TERRITORIAL INTEGRITY OF LEBANON. THE EUROPEAN COUNCIL CONSIDERS THAT A POLITICAL SOLUTION SHOULD BE BASED ON THE ELECTION OF A PRESIDENT POLITICAL REFORMS AND THE WITHDRAWAL OF ALL NON LEBANESE TROOPS. IT RENOVES ITS CALL FOR THE IMMEDIATE AND UNCONDITIONAL RELEASE OF ALL HOSTAGES IN LEBANON AND ELSEWHERE. IT REAFFIRMS ITS FULL SUPPORT FOR UNIFIL.

THE EUROPEAN COUNCIL HAS EXPRESSED ITS HOPE THAT THE IRAQIAN LEADERS WILL PROVE, BY CONCRETE ACTIONS THEIR WILLINGNESS TO DEVELOP CONSTRUCTIVE RELATIONS WITH THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES, ON THE BASIS OF FREEDOM, TOLERANCE AND RESPECT FOR INTERNATIONAL LAW.

3. MAGRAB.
THE EUROPEAN COUNCIL ATTACHES IMPORTANCE TO THE STRENGTHENING AND DEVELOPMENT OF RELATIONS WITH THE MAGRAB, PARTICULARLY FOLLOWING THE ESTABLISHMENT OF THE ARAB MAGRAB UNION, WHICH THE EUROPEAN COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES HAVE PUBLICLY WELCOMED. THE CONSOLIDATION OF THE PROCESS OF INTEGRATION INITIATED BY THE ESTABLISHMENT OF THE UNION WILL CONTRIBUTE TO THE ECONOMIC DEVELOPMENT AND STABILITY OF THE REGION AND SHOULD ANHANCE THE PROSPECTS FOR A SETTLEMENT OF THE WESTERN SAHARA DISPUTE. THE EUROPEAN COUNCIL ALSO CONSIDERS THAT THE ESTABLISHMENT OF THE UNION PROVIDES A BASIS FOR CLOSER COOPERATION BETWEEN THE COMMUNITY AND THE MAGRAB.

ANNEX 1
DECLARATION ON THE MIDDLE EAST.

THE EUROPEAN COUNCIL HAS EXAMINED THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST CONFLICT IN THE LIGHT OF RECENT EVENTS AND OF CONTACTS UNDERTAKEN OVER SEVERAL MONTHS BY THE PRESIDENCY AND THE TROIKA WITH THE PARTIES CONCERNED, AND IT HAS DRAWN THE FOLLOWING CONCLUSIONS:-

1. THE POLICY OF THE TWELVE ON THE MIDDLE EAST CONFLICT IS DEFINED IN THE VENICE DECLARATION OF 13 JUNE 1980 AND OTHER SUBSEQUENT DECLARATIONS. IT CONSISTS IN UPHOLDING THE RIGHT TO SECURITY OF ALL STATES IN THE REGION, INCLUDING ISRAEL, THAT IS TO SAY TO LIVE WITHIN SECURE, RECOGNISED AND GUARANTEED FRONTIERS, AND IN UPHOLDING JUSTICE FOR ALL THE PEOPLES OF THE REGION, WHICH INCLUDES RECOGNITION OF THE LEGITIMATE RIGHTS OF THE PALESTINIAN PEOPLE INCLUDING THEIR RIGHT TO SELF-DETERMINATION WITH ALL THAT THIS IMPLIES.

THE TWELVE CONSIDER THAT THESE OBJECTIVES SHOULD BE ACHIEVED BY PEACEFUL MEANS IN THE FRAMEWORK OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES CONCERNED WITH A VIEW TO A COMPREHENSIVE, JUST AND LASTING SETTLEMENT.

THE EUROPEAN COUNCIL IS ALSO OF THE VIEW THAT THE PLO SHOULD PARTICIPATE IN THIS PROCESS.

IT EXPRESSES ITS SUPPORT FOR EVERY EFFORT BY THE PERMANENT MEMBERS OF THE SECURITY COUNCIL OF THE UNITED NATIONS TO BRING THE PARTIES CLOSER TOGETHER TO CREATE A CLIMATE OF CONFIDENCE BETWEEN THEM, AND FACILITATE IN THIS WAY THE CONVENING OF THE INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE.

2. THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES HAVE DEMONSTRATED THEIR READINESS TO PARTICIPATE ACTIVELY IN THE SEARCH FOR A NEGOTIATED SOLUTION TO THE CONFLICT AND TO COOPERATE FULLY IN THE ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT OF THE PEOPLES OF THE REGION.

THE EUROPEAN COUNCIL EXPRESSED ITS SATISFACTION REGARDING THE POLICY OF THE CONTACTS WITH ALL THE PARTIES UNDERTAKEN BY THE PRESIDENCY AND THE TROIKA AND HAS DECIDED TO PURSUE IT.

3. THE EUROPEAN COUNCIL WELCOMES THE SUPPORT GIVEN BY THE EXTRAORDINARY SUMMIT MEETING OF THE ARAB LEAGUE, HELD IN CASABLANCA TO THE DECISIONS OF THE PALESTINIAN NATIONAL COUNCIL IN ALGIERS, INVOLVING ACCEPTANCE OF SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS 242 AND 338, WHICH RESULTED IN THE RECOGNITION OF ISRAEL'S RIGHT TO EXIST, AS WELL AS THE RENUNCIATION OF TERRORISM.

IT ALSO WELCOMES THE EFFORTS UNDERTAKEN BY THE UNITED STATES IN THEIR CONTACTS WITH THE PARTIES DIRECTLY CONCERNED AND PARTICULARLY THE DIALOGUE ENTERED INTO WITH THE PLO.

ADVANTAGE SHOULD BE TAKEN OF THESE FAVOURABLE CIRCUMSTANCES TO ENGENDER A SPIRIT OF TOLERANCE AND PEACE WITH A VIEW TO ENTERING RESOLUTELY ON THE PATH OF NEGOTIATIONS.

4. THE EUROPEAN COUNCIL DEPLORES THE CONTINUING DETERIORATION OF THE SITUATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES AND THE CONSTANT INCREASE IN THE NUMBER OF DEAD AND WOUNDED AND THE SUFFERING OF THE POPULATION.

IT APPEALS URGENTLY TO THE ISRAELI AUTHORITIES TO PUT AN END TO REpressive MEASURES - TO IMPLEMENT RESOLUTIONS 242, 307 AND 308 OF THE SECURITY COUNCIL AND TO RESPECT THE PROVISIONS OF THE GENEVA CONVENTION ON THE PROTECTION OF CIVILIAN POPULATION IN TIMES OF WAR. THEY APPEAL IN PARTICULAR FOR THE REOPENING OF EDUCATIONAL & EDUCATIONAL FACILITIES IN THE WEST BANK.

5. ON THE BASIS OF THE POSITION OF PRINCIPLE OF THE TWELVE, THE EUROPEAN COUNCIL WELCOMES THE PROPOSAL FOR ELECTIONS IN THE OCCUPIED TERRITORIES AS A CONTRIBUTION TO THE PEACE PROCESS - PROVIDED THAT:

- THE ELECTIONS ARE SET IN THE CONTEXT OF A PROCESS TOWARDS A COMPREHENSIVE, JUST, AND LASTING SETTLEMENT OF THE CONFLICT.

- THE ELECTIONS TAKE PLACE IN THE OCCUPIED TERRITORIES INCLUDING EAST JERUSALEM, UNDER ADEQUATE GUARANTEES OF FREEDOM.

- NO SOLUTION IS EXCLUDED AND THE FINAL NEGOTIATION TAKES PLACE ON THE BASIS OF RESOLUTIONS 242 AND 338 OF THE SECURITY COUNCIL OF THE UNITED NATIONS BASED ON THE PRINCIPLE OF "LAND FOR PEACE".

6. THE EUROPEAN COUNCIL LAUNCHES A SOLEMN APPEAL TO THE PARTIES CONCERNED TO SEIZE THE OPPORTUNITY TO ACHIEVE PEACE RESPECT BY EACH OF THE PARTIES FOR THE LEGITIMATE RIGHTS OF THE OTHER SHOULD FACILITATE THE NORMALISING OF RELATIONS BETWEEN ALL THE COUNTRIES OF THE REGION. THE EUROPEAN COUNCIL CALLS UPON THE ARAB COUNTRIES TO ESTABLISH NORMAL RELATIONS OF PEACE AND COOPERATION WITH ISRAEL AND ASKS THE COUNTRY IN TURN TO RECOGNISE THE RIGHT OF THE PALESTINIAN PEOPLE TO EXERCISE SELF-DETERMINATION.

חוזם: 6,20559

אל: המשרד

יעדים: מצב/1405, מנמת/459

מ-: לונדון, נר: 295, תא: 280689, חז: 1300, דח: 1, סג: 1

תמ: 8, גס: אירופה

ת: 8

בהול בלמס

אל: אירופה 2/חדד, המרכז

מאת: לונדון/הציר יועץ

בהמשך לפנית לשכת המשנה למנכ"ל לציר כאן, להלן נוסח המסקנות והסעיף המז'י' של הודעת ה-12 במר"ד כפי שנמסר לי ע"י לאינג מהפורואוי-:

הערות בנפרד.

יורם שני

EXTRACTS FROM EUROPEAN COUNCIL EPC CONCLUSIONS:

MADRID 27 JUNE 1989,

2. MIDDLE EAST

THE EUROPEAN COUNCIL REITERATES ITS DETERMINATION TO CONTINUE CONTRIBUTING TO THE SETTLEMENT OF THE ARAB-ISRAELI CONFLICT AND HAS APPROVED THE ATTACHED DECLARATION (ANNEX 1)

IN THIS CONTEXT, THE EUROPEAN COUNCIL CONSIDERS THAT A DEFINITIVE SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS SHOULD BE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

URGENTLY NEGOTIATED AND IMPLEMENTED. IT CONFIRMS THE FULL SUPPORT OF THE TWELVE FOR THE COMMITTEE OF THE THREE SET UP BY THE ARAB LEAGUE SUMMIT IN CASABLANCA. THE EUROPEAN COUNCIL CALLS ON ALL PARTIES INVOLVED TO COOPERATE FULLY WITH THE COMMITTEE OF THE THREE WITH THE AIM OF ACHIEVING A COMPLETE AND LASTING CEASEFIRE AND A JUST POLITICAL SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS BASED ON THE SOVEREIGNTY, UNITY AND TERRITORIAL INTEGRITY OF LEBANON. THE EUROPEAN COUNCIL CONSIDERS THAT A POLITICAL SOLUTION SHOULD BE BASED ON THE ELECTION OF A PRESIDENT POLITICAL REFORMS AND THE WITHDRAWAL OF ALL NON LEBANESE TROOPS. IT RENEWS ITS CALL FOR THE IMMEDIATE AND UNCONDITIONAL RELEASE OF ALL HOSTAGES IN LEBANON AND ELSEWHERE. IT REAFFIRMS ITS FULL SUPPORT FOR UNIFIL.

THE EUROPEAN COUNCIL HAS EXPRESSED ITS HOPE THAT THE IRANIAN LEADERS WILL PROVE, BY CONCRETE ACTIONS THEIR WILLINGNESS TO DEVELOP CONSTRUCTIVE RELATIONS WITH THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES, ON THE BASIS OF FREEDOM, TOLERANCE AND RESPECT FOR INTERNATIONAL LAW.

3. MAGHRAB.

THE EUROPEAN COUNCIL ATTACHES IMPORTANCE TO THE STRENGTHENING AND DEVELOPMENT OF RELATIONS WITH THE MAGHRAB, PARTICULARLY FOLLOWING THE ESTABLISHMENT OF THE ARAB MAGHREB UNION, WHICH THE EUROPEAN COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES HAVE PUBLICLY WELCOMED. THE CONSOLIDATION OF THE PROCESS OF INTEGRATION INITIATED BY THE ESTABLISHMENT OF THE UNION WILL CONTRIBUTE TO THE ECONOMIC DEVELOPMENT AND STABILITY OF THE REGION AND SHOULD ANHANCE THE PROSPECTS FOR A SETTLEMENT OF THE WESTERN SAHARA DISPUTE. THE EUROPEAN COUNCIL ALSO CONSIDERS THAT THE ESTABLISHMENT OF THE UNION PROVIDES A BASIS FOR CLOSER COOPERATION BETWEEN THE COMMUNITY AND THE MAGHREB.

ANNEX. 1

DECLARATION ON THE MIDDLE EAST.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

THE EUROPEAN COUNCIL HAS EXAMINED THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST CONFLICT IN THE LIGHT OF RECENT EVENTS AND OF CONTACTS UNDERTAKEN OVER SEVERAL MONTHS BY THE PRESIDENCY AND THE TROIKA WITH THE PARTIES CONCERNED, AND IT HAS DRAWN THE FOLLOWING CONCLUSIONS:-

1. THE POLICY OF THE TWELVE ON THE MIDDLE EAST CONFLICT IS DEFINED IN THE VENICE DECLARATION OF 13 JUNE 1980 AND OTHER SUBSEQUENT DECLARATIONS. IT CONSISTS IN UPHOLDING THE RIGHT TO SECURITY OF ALL STATES IN THE REGION, INCLUDING ISRAEL, THAT IS TO SAY TO LIVE WITHIN SECURE, RECOGNISED AND GUARANTEED FRONTIERS, AND IN UPHOLDING JUSTICE FOR ALL THE PEOPLES OF THE REGION, WHICH INCLUDES RECOGNITION OF THE LEGITIMATE RIGHTS OF THE PALESTINIAN PEOPLE INCLUDING THEIR RIGHT TO SELF-DETERMINATION WITH ALL THAT THIS IMPLIES.

THE TWELVE CONSIDER THAT THESE OBJECTIVES SHOULD BE ACHIEVED BY PEACEFUL MEANS IN THE FRAMEWORK OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES CONCERNED WITH A VIEW TO A COMPREHENSIVE, JUST AND LASTING SETTLEMENT.

THE EUROPEAN COUNCIL IS ALSO OF THE VIEW THAT THE PLO SHOULD PARTICIPATE IN THIS PROCESS.

IT EXPRESSES ITS SUPPORT FOR EVERY EFFORT BY THE PERMANENT MEMBERS OF THE SECURITY COUNCIL OF THE UNITED NATIONS TO BRING THE PARTIES CLOSER TOGETHER TO CREATE A CLIMATE OF CONFIDENCE BETWEEN THEM, AND FACILITATE IN THIS WAY THE CONVENING OF THE INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE.

2. THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES HAVE DEMONSTRATED THEIR READINESS TO PARTICIPATE ACTIVELY IN THE SEARCH FOR A NEGOTIATED SOLUTIONS TO THE CONFLICT AND TO COOPERATE FULLY IN THE ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT OF THE PEOPLES OF THE REGION.

THE EUROPEAN COUNCIL EXPRESSED ITS SATISFACTION REGARDING THE POLICY OF THE CONTACTS WITH ALL THE PARTIES UNDERTAKEN BY THE PRESIDENCY AND THE TROIKA AND

משרד החוץ-מחלקת הקשר

HAS DECIDED TO PURSUE IT.

3. THE EUROPEAN COUNCIL WELCOMES THE SUPPORT GIVEN BY THE EXTRAORDINARY SUMMIT MEETING OF THE ARAB LEAGUE, HELD IN CASABLANCA TO THE DECISIONS OF THE PALESTINIAN NATIONAL COUNCIL IN ALGIERS, INVOLVING ACCEPTANCE OF SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS 242 AND 338, WHICH RESULTED IN THE RECOGNITION OF ISRAEL'S RIGHT TO EXIST, AS WELL AS THE RENUNCIATION OF TERRORISM.

(SN 254/1/89)

IT ALSO WELCOME THE AFFORTS UNDERTAKEN BY THE UNITED STATES IN THEIR CONTACTS WITH THE PARTIES DIRECTLY CONCERNED AND PARTICULARLY THE DIALOGUE ENTERED INTO WITH THE PLO

ADVANTAGE SHOULD BE TAKEN OF THESE FAVOURABLE CIRCUMSTANCES TO ENGENDER A SPIRIT OF TOLERANCE AND PERMIT NEGOTIATIONS TO ENTERING RESOLUTELY ON THE PATH OF NEGOTIATIONS

4. THE EUROPEAN COUNCIL DEPLORES THE CONTINUING TERRITORIALS AND THE CONSTANT INCREASE IN THE NUMBER OF DEAD AND WOUNDED AND THE SUFFERING OF THE POPULATION

IT APPEALS URGENTLY TO THE ISRAELI AUTHORITIES TO PUT AN END TO REPRESSIVE MEASURES - TO IMPLEMENT RESOLUTIONS 605, 607 AND 608 OF THE SECURITY COUNCIL AND TO RESPECT THE PROVISIONS OF THE GENEVA CONVENTION ON THE PROTECTION OF CIVILIAN POPULATION IN TIMES OF WAR. THEY APPEAL IN PARTICULAR FOR THE REOPENING OF EDUCATIONAL AND CULTURAL FACILITIES IN THE WEST BANK.

5. ON THE BASIS OF THE POSITION OF PRINCIPLE OF THE TWELVE, THE EUROPEAN COUNCIL WELCOME THE PROPOSAL FOR ELECTIONS IN THE OCCUPIED TERRITORIES AS A CONTRIBUTION TO THE PEACE PROCESS - PROVIDED THAT:

- THE ELECTIONS ARE SET IN THE CONTEXT OF A PROCESS TOWARDS A COMPREHENSIVE, JUST, AND LASTING SETTLEMENT

משרד החוץ-מחלקת הקשר

OF THE CONFLICT.

- THE ELECTIONS TAKE PLACE IN THE OCCUPIED TERRITORIES INCLUDING EAST JERUSALEM, UNDER ADEQUATE GUARANTEES OF FREEDOM.

- NO SOLUTION IS EXCLUDED AND THE FINAL NEGOTIATION TAKES PLACE ON THE BASIS OF RESOLUTIONS 242 AND 338 OF THE SECURITY COUNCIL OF THE UNITED NATIONS BASED ON THE PRINCIPLE OF " LAND FOR PEACE".

6. THE EUROPEAN COUNCIL LAUNCHES A SOLEMN APPEAL TO THE PARTIES CONCERNED TO SEIZE THE OPPORTUNITY TO ACHIEVE PEACE RESPECT BY EACH OF THE PARTIES FOR THE LEGITIMATE RIGHTS OF THE OTHER SHOULD FACILITATE THE NORMALISING OF RELATIONS BETWEEN ALL THE COUNTRIES OF THE REGION. THE EUROPEAN COUNCIL CALLS UPON THE ARAB COUNTRIES TO ESTABLISH NORMAL RELATIONS OF PEACE AND COOPERATION WITH ISRAEL AND ASKS THE COUNTRY IN TURN TO RECOGNISE THE RIGHT OF THE PALESTINIAN PEOPLE TO EXERCISE SELF-DETERMINATION.

יורם שני

2

תפ: שהח, טשהח, רהמ, ממרהמ, שהובט, מנכ"ל, ממנכ"ל, ר/מרכז, רס, אמנ, ממד, איר, איר, רביב, מעת, הסברה, ליאור, מזתים

EXTRACTS FROM EUROPEAN COUNCIL EPIC CONCLUSIONS
MADRID 27 JUNE 1989
2. MIDDLE EAST

THE EUROPEAN COUNCIL REITERATES ITS DETERMINATION TO CONTINUE CONTRIBUTING TO THE SETTLEMENT OF THE ARAB-ISRAELI CONFLICT AND HAS APPROVED THE ATTACHED DECLARATION (ANNEX I)

IN THIS CONTEXT, THE EUROPEAN COUNCIL CONSIDERS THAT A DEFINITIVE SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS SHOULD BE URGENTLY NEGOTIATED AND IMPLEMENTED. IT CONFIRMS THE FULL SUPPORT OF THE TWELVE FOR THE COMMITTEE OF THE ARAB LEAGUE SUMMIT IN CASABLANCA. THREE SET UP BY THE ARAB LEAGUE SUMMIT INVOLVED TO THE EUROPEAN COUNCIL CALLS ON ALL PARTIES INVOLVED TO COOPERATE FULLY WITH THE COMMITTEE OF THE THREE WITH THE AIM OF ACHIEVING A COMPLETE AND LASTING CEASEFIRE AND A POLITICAL SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS BASED ON THE GOVERNMENT, UNITY AND TERRITORIAL INTEGRITY OF LEBANON. THE EUROPEAN COUNCIL CONSIDERS THAT A POLITICAL SOLUTION SHOULD BE BASED ON THE ELECTION OF A PRESIDENT POLITICAL REFORMS AND THE WITHDRAWAL OF ALL NON-LEBANESE TROOPS. IT RENEWS ITS CALL FOR THE IMMEDIATE AND UNCONDITIONAL RELEASE OF ALL HOSTAGES IN LEBANON AND ELSEWHERE. IT REAFFIRMS ITS FULL SUPPORT FOR UNIFIL.

THE EUROPEAN COUNCIL HAS EXPRESSED ITS HOPE THAT THE WILLINGNESS TO DEVELOP CONSTRUCTIVE RELATIONS WITH THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES, ON THE BASIS OF FREEDOM, TOLERANCE AND RESPECT FOR INTERNATIONAL LAW.

ANNEX I
DECLARATION ON THE MIDDLE EAST

THE EUROPEAN COUNCIL HAS EXAMINED THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST CONFLICT IN THE LIGHT OF RECENT EVENTS AND OF CONTACTS UNDERTAKEN OVER SEVERAL MONTHS BY THE PRESIDENCY AND THE TROIKA WITH THE PARTIES CONCERNED, AND IT HAS DRAWN THE FOLLOWING CONCLUSIONS:

1. THE POLICY OF THE TWELVE ON THE MIDDLE EAST CONFLICT IS DEFINED IN THE VENICE DECLARATION OF 13 JUNE 1980 AND OTHER SUBSEQUENT DECLARATIONS. IT CONSISTS IN UPHOLDING THE RIGHT TO SECURITY OF ALL STATES IN THE REGION, INCLUDING ISRAEL, THAT IS TO STAY TO LIVE WITHIN SECURE, RECOGNISED AND GUARANTEED FRONTIERS, AND IN UPHOLDING JUSTICE FOR ALL THE PEOPLES OF THE REGION, WHICH INCLUDES RECOGNITION OF THE LEGITIMATE RIGHTS OF THE PALESTINIAN PEOPLE INCLUDING THEIR RIGHT TO SELF-DETERMINATION WITH ALL THAT THIS IMPLIES.

THE TWELVE CONSIDER THAT THESE OBJECTIVES SHOULD BE ACHIEVED BY PEACEFUL MEANS IN THE FRAMEWORK OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES CONCERNED WITH A VIEW TO A COMPREHENSIVE, JUST AND LASTING SETTLEMENT.

THE EUROPEAN COUNCIL IS ALSO OF THE VIEW THAT THE TWO SHOULD PARTICIPATE IN THIS PROCESS.

IT EXPRESSED ITS SUPPORT FOR EVERY EFFORT BY THE PERMANENT MEMBERS OF THE SECURITY COUNCIL OF THE UNITED NATIONS TO BRING THE PARTIES CLOSER TOGETHER TO CREATE A CLIMATE OF CONFIDENCE BETWEEN THEM, AND FACILITATE IN THIS WAY THE CONVENING OF THE INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE.

2. THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES HAVE DEMONSTRATED THEIR READINESS TO PARTICIPATE ACTIVELY IN THE SEARCH FOR A NEGOTIATED SOLUTION TO THE CONFLICT AND TO COOPERATE FULLY IN THE ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT OF THE PEOPLES OF THE REGION.

THE EUROPEAN COUNCIL EXPRESSED ITS SATISFACTION REGARDING THE POLICY OF THE CONTACTS WITH ALL THE PARTIES UNDERTAKEN BY THE PRESIDENCY AND THE TROIKA AND HAS DECIDED TO PURSUE IT.

3. THE EUROPEAN COUNCIL WELCOMES THE SUPPORT GIVEN BY THE EXTRAORDINARY SUMMIT MEETING OF THE ARAB LEAGUE HELD IN CASABLANCA TO THE DECISION OF THE PALESTINIAN NATIONAL COUNCIL IN ALGIERS, INVOLVING ACCEPTANCE OF SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS 242 AND 338, WHICH RESULTED IN THE RECOGNITION OF ISRAEL'S RIGHT TO EXIST, AS WELL AS THE RENUNCIATION OF TERRORISM.

IT ALSO WELCOMES THE EFFORTS UNDERTAKEN BY THE UNITED STATES IN THEIR CONTACTS WITH THE PARTIES DIRECTLY CONCERNED AND PARTICULARLY THE DIALOGUE ENTERED INTO WITH THE PLO.

ADVANTAGE SHOULD BE TAKEN OF THESE FAVOURABLE CIRCUMSTANCES TO ENGENDER A SPIRIT OF TOLERANCE AND PEACE WITH A VIEW TO ENTERING RESOLUTELY ON THE PATH OF NEGOTIATIONS.

4. THE EUROPEAN COUNCIL DEPLORES THE CONTINUING DETERIORATION OF THE SITUATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES AND THE CONSTANT INCREASE IN THE NUMBER OF DEAD AND WOUNDED AND THE SUFFERING OF THE POPULATION.

IT APPEALS URGENTLY TO THE ISRAELI AUTHORITIES TO PUT AN END TO REPRESSIVE MEASURES - TO IMPLEMENT RESOLUTIONS 242, 307 AND 308 OF THE SECURITY COUNCIL AND TO RESPECT THE PROVISIONS OF THE GENEVA CONVENTION IN TIMES OF WAR. THEY APPEAL IN PARTICULAR FOR THE REOPENING OF EDUCATIONAL & EDUCATIONAL FACILITIES IN THE WEST BANK.

5. ON THE BASIS OF THE POSITION OF PRINCIPLE OF THE TWELVE, THE EUROPEAN COUNCIL WELCOMES THE PROPOSAL FOR ELECTIONS IN THE OCCUPIED TERRITORIES AS A CONTRIBUTION TO THE PEACE PROCESS - PROVIDED THAT:

- THE ELECTIONS TAKE PLACE IN THE CONTEXT OF A PROCESS TOWARDS A COMPREHENSIVE, JUST, AND LASTING SETTLEMENT OF THE CONFLICT.

- THE ELECTIONS TAKE PLACE IN THE OCCUPIED TERRITORIES INCLUDING EAST JERUSALEM, UNDER ADEQUATE GUARANTEES OF FREEDOM.

- NO SOLUTION IS EXCLUDED AND THE FINAL NEGOTIATION TAKES PLACE ON THE BASIS OF RESOLUTIONS 242 AND 338 OF THE SECURITY COUNCIL OF THE UNITED NATIONS BASED ON THE PRINCIPLE OF 'LAND FOR PEACE'.

6. THE EUROPEAN COUNCIL LAUNCHES A SOLEMN APPEAL TO THE PARTIES CONCERNED TO SEIZE THE OPPORTUNITY TO ACHIEVE PEACE RESPECT BY EACH OF THE PARTIES FOR THE LEGITIMATE RIGHTS OF THE OTHER SHOULD FACILITATE THE NORMALISING OF RELATIONS BETWEEN ALL THE COUNTRIES OF THE REGION.

THE EUROPEAN COUNCIL CALLS UPON THE ARAB COUNTRIES TO ESTABLISH NORMAL RELATIONS OF PEACE AND COOPERATION WITH ISRAEL AND ASKS THE COUNTRY IN TURN TO RECOGNISE THE RIGHT OF THE PALESTINIAN PEOPLE TO EXERCISE SELF-DETERMINATION.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

20413

תאריך: 28.06.89

0131

0271

הוגם: 20413, 6

אל: המשרד

יעדים: מצב/1397, מנמח/454

מ-: בריסל, נר: 271, תא: 280689, זח: 1300, דח: מ, טג: בל

תח: 6 גס: אירופה

ג: ד: 1

בלמט/מ"ד

אל: אירופה 1

דע: מרכז

מאת: בריסל/אורון

פסקת מדרוד - מז'ת.

להלן החלק המצוי ב'מסקנות' הפסקה בנושא שת'ם מדי'י:

LE CONSEIL EUROPEEN REITERE SA DETERMINATION DE CONTINUER A CONTRIBUER AU REGLEMENT DU CONFLIT ISRAELO-ARABE, IL A APPROUVE LA DECLARATION CI JOINTE.

DANS CE CONTEXTE, LE CONSEIL EUROPEEN CONSIDERE QU'UNE SOLUTION DEFINITIVE DE LA CRISE LIBANAISE DOIT ETRE NEGOCIEE D'URGENCE ET APPLIQUEE, IL CONFIRME LE PLEIN SOUTIEN DES DOUZE AU COMITE TRIPARTITE CREE PAR LE SOMMET DE LA LIGUE ARABE DE CASABLANCA.

IL APPELLE TOUTES LES PARTIES CONCERNEES A COOPERER PLEINEMENT AVEC LE COMITE TRIPARTITE EN VUE DE PARVENIR A UN CESSEZ-LE -FEU COMPLET ET DURABLE ET A UNE SOLUTION POLITIQUE JUSTE DE LA CRISE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

LIBANAISE, FONDEE SUR LA SOUVERAINETE, L'UNITE ET L'INTEGRITE TERRITORIALE DU LIBAN.

LE CONSEIL EUROPEEN CONSIDERE QU'UNE SOLUTION POLITIQUE DEVRAIT ETRE FONDEE SUR L'ELECTION D'UN PRESIDENT, DES REFORMES POLITIQUES ET LE RETRAIT DE TOUTES LES FORCES NON LIBANAISES.

IL RENOUVELLE SON APPEL A LA LIBERATION IMMEDIATE ET INCONDITIONNELE DE TOUS LES OTAGES AU LIBAN ET AILLEURS. IL REAFFIRME SON PLEIN APPUI A LA FINUL.

LE CONSEIL EUROPEEN EXPRIME LE SOUHAI QUE LES DIRIGEANTS IRANIENS PROUVENT, PAR DES ACTIONS CONCRETES LEUR VOLONTE DE DEVELOPPER DES RELATIONS CONSTRUCTIVES AVEC LA COMMUNAUTE ET SES ETATS MEMBRES, SUR LA BASE DE LA LIBERTE , DE LA TOLERANCE ET DU RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL.

אורון

מס

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמן, איר, איר, מזתים

... COMITÉ NATIONAL ...
... LE DÉPARTEMENT ...
... LE MINISTRE ...
... LE GÉNÉRAL ...
... LE MAJOR ...
... LE CAPITAINE ...
... LE SERGENT ...
... LE SOLDAT ...

... LE DÉPARTEMENT ...
... LE MINISTRE ...
... LE GÉNÉRAL ...
... LE MAJOR ...
... LE CAPITAINE ...
... LE SERGENT ...
... LE SOLDAT ...

1971

1972

... LE DÉPARTEMENT ...
... LE MINISTRE ...
... LE GÉNÉRAL ...
... LE MAJOR ...
... LE CAPITAINE ...
... LE SERGENT ...
... LE SOLDAT ...

חוזם: 20413, 6

אל: המשרד

יעדים: מצב/1397, מנמת/454

מ-: בריסל, נר: 271, תא: 280689, זח: 1300, דח: מ, טג: בל

תח: גס: אירופה

נר: 6

בלמט/מיד

אל: אירופה 1

דע: מרכז

מאת: בריסל/אורון

פסגת מדריד - מז'ת.

לחלן החלק המזחי ב'מסקנות' הפסגה בנושא שת'ם מדיני :

LE CONSEIL EUROPEEN REITERE SA DETERMINATION DE CONTINUER A CONTRIBUER AU REGLEMENT DU CONFLIT ISRAELO-ARABE, IL A APPROUVE LA DECLARATION CI JOINTE.

DANS CE CONTEXTE, LE CONSEIL EUROPEEN CONSIDERE QU'UNE SOLUTION DEFINITIVE DE LA CRISE LIBANAISE DOIT ETRE NEGOCIEE D'URGENCE ET APPLIQUEE, IL CONFIRME LE PLEIN SOUTIEN DES DOUZE AU COMITE TRIPARTITE CREE PAR LE SOMMET DE LA LIGUE ARABE DE CASABLANCA.

IL APPELLE TOUTES LES PARTIES CONCERNEES A COOPERER PLEINEMENT AVEC LE COMITE TRIPARTITE EN VUE DE PARVENIR A UN CESSER-LE -FEU COMPLET ET DURABLE ET A UNE SOLUTION POLITIQUE JUSTE DE LA CRISE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

LIBANAISE, FONDEE SUR LA SOUVERAINETE, L'UNITE ET L'INTEGRITE TERRITORIALE DU LIBAN.

LE CONSEIL EUROPEEN CONSIDERE QU'UNE SOLUTION POLITIQUE DEVRAIT ETRE FONDEE SUR L'ELECTION D'UN PRESIDENT, DES REFORMES POLITIQUES ET LE RETRAIT DE TOUTES LES FORCES NON LIBANAISES.

IL RENOUVELLE SON APPEL A LA LIBERATION IMMEDIATE ET INCONDITIONNELE DE TOUS LES OTAGES AU LIBAN ET AILLEURS. IL REAFFIRME SON PLEIN APPUI A LA FINUL.

LE CONSEIL EUROPEEN EXPRIME LE SOUHAIIT QUE LES DIRIGEANTS IRANIENS PROUVENT, PAR DES ACTIONS CONCRETES LEUR VOLONTE DE DEVELOPPER DES RELATIONS CONSTRUCTIVES AVEC LA COMMUNAUTE ET SES ETATS MEMBRES, SUR LA BASE DE LA LIBERTE , DE LA TOLERANCE ET DU RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL.

אורון

מס

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמן, איר, 17, מזתים

TO ALL MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS OF THE
NATIONAL ASSOCIATION OF REALTORS
FROM THE BOARD OF DIRECTORS
RE: THE PROPOSED AMENDMENTS TO THE BYLAWS
AND CONSTITUTION OF THE NATIONAL ASSOCIATION
OF REALTORS

The Board of Directors of the National Association
of Realtors has approved the proposed amendments
to the Bylaws and Constitution of the National
Association of Realtors, which are attached
hereto for your review and comment.

cc

Very truly yours,
[Signature]

משרד החוץ-מחלקת הקשר

20484

תאריך : 28.06.89

יציא

בלמס

תוזם: 20484:6

אל:

אתונה/322, בון/523, בריסל/400, האג/349, לונדון/488, פריס/801,
 רומא/443, מרסיי/157, מדריד/358, סינגפור/281, מילנו/258,
 ניקוסיה/307, נירובי/311, אנקרה/276, איסטנבול/306,
 קינשאסה/316, גנבה/446, וינה/360, אוסלו/251, בוקרשט/260,
 ברן/461, הלסינקי/261, קופנהגן/306, שטוקהולם/327, ליסבון/314,
 פרטוריה/286, ורשה/258, מונטריאול/233, טורונטו/239, בוסטון/221,
 מיאמי/241, פרנציסקו/224, שיקגו/233, יוסטון/213, אטלנטה/190,
 פילדלפיה/184, אוטבה/302, לוסאנגלס/319, ביירס/573, בוגוטה/312,
 ברזיליה/356, גואטמלה/275, לימה/313, מונטבידאו/244, מכסיקו/430,
 סנחוזזה/303, קיטו/316, קרקס/428, ריו/290, האיטי/185,
 הונדורס/237, סלבדור/236, סנטודומינגו/222, סנפאולו/260,
 פנמה/189, קינגסטון/221, סנטיאגו/269, להפאז/211, לילונגוואה/221,
 מבונה/194, פיג'י/223, סידני/185, קנברה/260, וולינגטון/205,
 בומביי/215, טוקיו/462, בנגקוק/460, קטמנדו/200, הונגקונג/273,
 מנילה/247, ניו/1029, וושי/1058, אסונסיון/108, בודפשט/151,
 אקרה/131, יאונדה/186, ציריך/126, אלכסנדריה/103, אבידגאן/108,
 מונרוביה/149, רנגון/87, טוגו/114, קולומבו/92

מ-המשרד, תא: 280689, זח: 1556, דח: מ, סג: בל
 תח: גס: הסברה
 ג: ד:

בלמס/מידי

כל הנציגויות

א.ר. 367

להלן נוסח הודעת דובר משה'ח בתגובה להצהרת הקה'לית
 האירופית על המל'ת מיום 27.6.89

FROM A PRELIMINARY EXAMINATION OF THE EUROPEAN

משרד החוץ-מחלקת הקשר

DECLARATION IT APPEARS THAT IT DOES NOT CONTAIN AN
 UNQUALIFIED SUPPORT BY THE EUROPEAN COMMUNITY OF ALL
 THE COMPONENTS OF THE ISARELI PEACE INITIATIVE. THE
 EUROPEAN COMMUNITY COULD CONTRIBUTE SIGNIFICANTLY TO
 THE ADVANCEMENT OF THE PEACE PROCESS BY EXPRESSING
 ITS FULL AND UNQUALIFIED SUPPORT OF ISRAEL'S
 INITIATIVE.

IT APPEARS THAT EUROPE HAS NOT YET ABANDONED ITS PAST
UNBALANCED FORMULAS WHICH UNTIL NOW HAVE FAILED TO
 CONTRIBUTE TO THE PROGRESS TOWARDS PEACE IN THE
 MIDDLE EAST.

ISRAEL WELCOMES HOWEVER THE EUROPEAN COMMUNITY'S CALL
 TO THE ARAB STATES TO ESTABLISH NORMAL RELATIONS OF
 PEACE WITH ISRAEL. THIS ISSUE WAS AND REMAINS THE CORE
 OF THE ISRAELI - ARAB CONFLICT.

עד כאן.

מע'ת

ל.כ.

אק

תפ: שהוו, סשהח, רהמ, ממרהמ, מנכל, ממנכל, סמנכל, אוקיאניה, מצרים,
 מצפא, אסיה, מאפ, אמלט, מזת'ים, ארבל, הדרכה, מעת, הסברה, ממד, איר, 1,
 איר, 2, איר, 3, לעמ, דראפ, ארבל, פרנ

Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or introductory paragraph.

Second block of faint, illegible text in the upper section.

Third block of faint, illegible text in the upper section.

Fourth block of faint, illegible text in the middle section.

Fifth block of faint, illegible text in the middle section.

Sixth block of faint, illegible text in the middle section.

Seventh block of faint, illegible text in the lower section.

Eighth block of faint, illegible text in the lower section.

** יוצא
**
**
**

שמו

חוזם: 6,20396

א7:

אתונה/318, בון/520, בריסל/397, האג/346, לונדון/486, מדריד/354, פריס/795, רומא/439, מילנו/256, אנקרה/272, איסטנבול/302, נירובי/307, ניקוסיה/305, סינגפור/278, קהיר/375, קינשאסה/313, פרטוריה/284, וינה/357, אוסלו/249, בוקרשט/258, ברן/458, הלסינקי/259, גנבה/443, ליסבון/311, קופנהגן/304, שטוקהולם/324, ווש/1050, אוטבה/300, לוטאנגלס/316, בנגקוק/452, טוקיו/455, קנברה/257, ביירט/568, ברזיליה/353, גואטמלה/273, לימה/309, מונטבידאו/242, מכסיקו/425, סנחוזה/299, קרקס/424, ריו/288, ני/1016, מנמת/457

מ-: המשרד, תא: 280689, חז: 1450, דח: מ, סג: שמ

תח: @ גס: ממד

א: נד

שמו/מיידי

תפוצת מברק תדרוך שבועי.

הצהרת מדריד. 27/6.

להלן הערות ראשוניות:

1. נושא המזה'ת לא עמד בעדיפות גבוהה בסדר היום. למרות זאת זוהי ההצהרה הכוללת והמשמעותית ביותר של מדינות הקהילה מאז הצהרת ונציה. (1980).

2. היוזמה הישראלית - ההתייחסות ליוזמה פושרת תוך הצגת תנאים. מדובר על 'קבלת' רעיון הבחירות (בנוסח האנגלי מדובר על 'קבלה בברכה', אולם בנוסחים הצרפתי והספרדי מדובר על 'קבלה' בלבד או על 'קבלה בענין'). אין ישראל מוזכרת כיוזמת הרעיון. לדעת ה-12 יכולות הבחירות לתרום לקידום תהליך השלום בתנאי שהינן חלק מפתרון כולל, צודק ובר-קיימא לסכסוך. תנאים נוספים הם: הן תתקיימנה גם במזרח ירושלים, תינתנה ערבויות מתאימות לקיומן

משרד החוץ-מחלקת הקשר

בצורה חופשית, לא ישללו פתרונות אחרים אפשריים, המו'מ הסופי יתנהל על בסיס 338 / 242 'המתבססות' על העקרון של 'שטחים תמורת שלום'. ראוי להדגיש שסעיף אחר מיוזמת ישראל מופיע במקום אחר בהצהרה, אך מבלי לציין גם כאן, את מקורו: הקריאה לארצות ערב לקיים יחסים נורמליים של שלום וש'פ עם ישראל.

3. הפלסטינים - ה-12 חזרו ואימצו את הצהרת ונציה והחלטות שנתקבלו אחריה תוך הדגשה של עקרונות הזכויות הלגיטימיות של העם הפלסטיני לרבות זכותו להגדרה עצמית על כל המשתמע מכך. אמנם אין המושג מדינה פלסטינית מוזכר במפורש, אולם המילים 'עם כל המשתמע מכך' מרמזות על מושג זה. נראה שהתנהל מאבק בקרב ה-12 בנקודה זו, ויד השוללים איזכורה של מדינה פלסטינית היתה הפעם על העליונה, שהרי החלטת פיסגת רודוס (דצמבר 1988) התייחסה מפורשות למדינה פלסטינית עצמאית.

4. שיתוף אש'ף בתהליך - ה-12 הדגישו הצורך בשיתוף אש'ף כצד בתהליך השלום, לרבות השתתפות (MUST PARTICIPATE) בוועידה הבינלאומית. זאת בניגוד לעבר, שאז דובר רק על כך שאש'ף יהיה קשור (ASSOCIATION) למו'מ המדיני. מאזכרים כמו כן בחיוב את הדיאלוג בין אש'ף לארה'ב.

5. ועידה בינלאומית - ה-12 קוראים לכינוס ועידה בינ'ל לשלום בחסות האו'ם כמסגרת מתאימה למו'מ ישיר בין הצדדים למען פתרון כולל, צודק ובר-קיימא. התייחסות למו'מ ישיר היא המפורשת ביותר בהצהרות הקהילה עד כה.

6. החלטות הפסגה הערבית האחרונה בקזבלנקה (מאי 1989) והחלטות המל'פ באלג'יר (נוב' 1988) - ה-12 מקבלות בברכה את תמיכתה של הפסגה הערבית בהחלטות המל'פ, הכוללות קבלת 242 ו-338, שמשמעת מהן הכרה בזכות ישראל להתקיים וזניחת הטרור. ה-12 מתעלמות מכך שפסגת קזבלנקה קיבלה את 242 ואת כל החלטות האו'ם, דבר 'המחליש' את קבלת 242.

7. המצב בשטחים - אין משתמשים הפעם במפורש, בניגוד להחלטות קודמות, במושגים של הפרת זכויות האדם או הפרת החוק הבינ'ל, אולם יש הבעת צער על ההדרדרות הנמשכת של המצב בשטחים והתגברות נמשכת של מקרי הרג, פציעה וסבל לאוכלוסייה. ה-12 קוראות לשים קץ לאמצעי הדיכוי, לכיבוד החלטות מועב'ט הנוגעות למצב בשטחים, כיבוד סעיפי אמנת ג'נבה לגבי הגנה על אוכלוסייה אזרחית בזמן מלחמה, ע'י

משרד החוץ-מחלקת הקשר

פתיחה מחדש של מוסדות חינוך בגדמ'ע.

8. סיכום - הצהרת ה-12 מבטאת יותר את עמדת צרפת, איטליה ויוון. נראה שרפ'ג, בריטניה והולנד לא גילו נחישות בהתנגדותן. לא מן הנמנע שבריטניה, שעמדה בפני מאבק קשה בנושאים הכלכליים, העדיפה להמנע מעימות בנושא המז'תי. עם זאת ראויה לציין הדרישה לקיום יחסי שלום נורמליים עם ישראל ותמיכה מותנית ברעיון הבחירות בשטחים.

אירופה 1 - בינ'ל 1/ממ'ד

אק

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמן, אוקיאניה, מצרים, מצפא, אסיה, מאפ, אמלט, מזתים, ארבל, 2, איר, 1, איר, 2, איר, 3, דראפ, פרנ, משפט, הסברה

1. The first part of the document discusses the general situation of the country and the role of the government. It mentions the need for a strong and stable government to ensure the well-being of the people and the progress of the nation.

2. The second part of the document deals with the economic situation and the measures being taken to improve it. It highlights the importance of industrial development and the need to attract foreign investment.

3. The third part of the document focuses on the social and cultural aspects of the country. It emphasizes the role of education and the promotion of national unity and solidarity.

4. The fourth part of the document discusses the international relations of the country. It mentions the need to establish friendly relations with all countries and to participate in international organizations.

5. The fifth part of the document deals with the military situation and the need for a strong and modern military force. It emphasizes the importance of national defense and the role of the military in maintaining the stability of the country.

6. The sixth part of the document discusses the role of the youth and the need to educate and train them for the future. It mentions the importance of physical education and sports.

7. The seventh part of the document deals with the role of women and the need to promote their participation in the development of the country. It emphasizes the importance of women's education and their role in the workforce.

8. The eighth part of the document discusses the role of the media and the need to ensure its independence and objectivity. It mentions the importance of the media in providing accurate information to the public.

9. The ninth part of the document deals with the role of the judiciary and the need to ensure the rule of law. It emphasizes the importance of a fair and impartial judiciary.

10. The tenth part of the document discusses the role of the police and the need to ensure their integrity and efficiency. It mentions the importance of the police in maintaining law and order.

11. The eleventh part of the document deals with the role of the civil service and the need to ensure its professionalism and efficiency. It mentions the importance of the civil service in providing public services.

12. The twelfth part of the document discusses the role of the private sector and the need to encourage its growth. It emphasizes the importance of the private sector in creating jobs and contributing to the economy.

13. The thirteenth part of the document deals with the role of the labor unions and the need to ensure their independence and effectiveness. It mentions the importance of labor unions in protecting the rights of workers.

14. The fourteenth part of the document discusses the role of the religious community and the need to ensure its harmony with the state. It mentions the importance of religious freedom and the role of religion in society.

15. The fifteenth part of the document deals with the role of the scientific community and the need to promote research and innovation. It emphasizes the importance of science and technology in the development of the country.

16. The sixteenth part of the document discusses the role of the arts and the need to promote their development. It mentions the importance of the arts in enriching the culture of the country.

17. The seventeenth part of the document deals with the role of the sports community and the need to promote sports and physical education. It emphasizes the importance of sports in promoting health and fitness.

18. The eighteenth part of the document discusses the role of the environmental community and the need to ensure the protection of the environment. It mentions the importance of environmental protection and sustainable development.

19. The nineteenth part of the document deals with the role of the tourism industry and the need to promote its growth. It emphasizes the importance of tourism in generating revenue and creating jobs.

20. The twentieth part of the document discusses the role of the information technology sector and the need to promote its development. It mentions the importance of information technology in the modern world.

21. The twenty-first part of the document deals with the role of the telecommunications sector and the need to ensure its reliability and security. It emphasizes the importance of telecommunications in connecting people and businesses.

22. The twenty-second part of the document discusses the role of the energy sector and the need to ensure its stability and security. It mentions the importance of energy in the development of the country.

23. The twenty-third part of the document deals with the role of the water and sanitation sector and the need to ensure its efficiency and safety. It emphasizes the importance of water and sanitation in public health.

24. The twenty-fourth part of the document discusses the role of the housing sector and the need to ensure its availability and affordability. It mentions the importance of housing in the well-being of the people.

25. The twenty-fifth part of the document deals with the role of the transport sector and the need to ensure its efficiency and safety. It emphasizes the importance of transport in the development of the country.

26. The twenty-sixth part of the document discusses the role of the agriculture sector and the need to ensure its productivity and sustainability. It mentions the importance of agriculture in the economy.

27. The twenty-seventh part of the document deals with the role of the fisheries sector and the need to ensure its sustainability and safety. It emphasizes the importance of fisheries in the economy.

28. The twenty-eighth part of the document discusses the role of the forestry sector and the need to ensure its sustainability and safety. It mentions the importance of forestry in the environment.

29. The twenty-ninth part of the document deals with the role of the mining sector and the need to ensure its safety and efficiency. It emphasizes the importance of mining in the economy.

30. The thirtieth part of the document discusses the role of the construction sector and the need to ensure its quality and safety. It mentions the importance of construction in the development of the country.

31. The thirty-first part of the document deals with the role of the manufacturing sector and the need to ensure its competitiveness and safety. It emphasizes the importance of manufacturing in the economy.

32. The thirty-second part of the document discusses the role of the services sector and the need to ensure its growth and stability. It mentions the importance of the services sector in the economy.

33. The thirty-third part of the document deals with the role of the retail sector and the need to ensure its efficiency and safety. It emphasizes the importance of retail in the economy.

34. The thirty-fourth part of the document discusses the role of the food and beverage sector and the need to ensure its safety and quality. It mentions the importance of food and beverage in the economy.

35. The thirty-fifth part of the document deals with the role of the pharmaceutical sector and the need to ensure its safety and effectiveness. It emphasizes the importance of pharmaceuticals in public health.

36. The thirty-sixth part of the document discusses the role of the medical sector and the need to ensure its quality and safety. It mentions the importance of the medical sector in public health.

37. The thirty-seventh part of the document deals with the role of the education sector and the need to ensure its quality and accessibility. It emphasizes the importance of education in the development of the country.

38. The thirty-eighth part of the document discusses the role of the research and development sector and the need to ensure its efficiency and safety. It mentions the importance of research and development in the economy.

39. The thirty-ninth part of the document deals with the role of the innovation sector and the need to ensure its growth and stability. It emphasizes the importance of innovation in the economy.

40. The fortieth part of the document discusses the role of the entrepreneurship sector and the need to ensure its growth and stability. It mentions the importance of entrepreneurship in the economy.

41. The forty-first part of the document deals with the role of the venture capital sector and the need to ensure its growth and stability. It emphasizes the importance of venture capital in the economy.

42. The forty-second part of the document discusses the role of the private equity sector and the need to ensure its growth and stability. It mentions the importance of private equity in the economy.

43. The forty-third part of the document deals with the role of the public equity sector and the need to ensure its growth and stability. It emphasizes the importance of public equity in the economy.

44. The forty-fourth part of the document discusses the role of the debt capital sector and the need to ensure its growth and stability. It mentions the importance of debt capital in the economy.

45. The forty-fifth part of the document deals with the role of the real estate sector and the need to ensure its growth and stability. It emphasizes the importance of real estate in the economy.

46. The forty-sixth part of the document discusses the role of the infrastructure sector and the need to ensure its growth and stability. It mentions the importance of infrastructure in the economy.

47. The forty-seventh part of the document deals with the role of the energy infrastructure sector and the need to ensure its growth and stability. It emphasizes the importance of energy infrastructure in the economy.

48. The forty-eighth part of the document discusses the role of the transport infrastructure sector and the need to ensure its growth and stability. It mentions the importance of transport infrastructure in the economy.

49. The forty-ninth part of the document deals with the role of the water and sanitation infrastructure sector and the need to ensure its growth and stability. It emphasizes the importance of water and sanitation infrastructure in the economy.

50. The fiftieth part of the document discusses the role of the housing infrastructure sector and the need to ensure its growth and stability. It mentions the importance of housing infrastructure in the economy.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

20484

תאריך : 28.06.89

יוצא

בלמס

חוזם: 20484:6
אל:

אתונה/322, בון/523, בריסל/400, האג/349, לונדון/488, פריס/801,
 רומא/443, מרסיי/157, מדריד/358, סינגפור/281, מילנו/258,
 ניקוסיה/307, ניירובי/311, אנקרה/276, איסטנבול/306,
 קינשאסה/316, גנבה/446, וינה/360, אוסלו/251, בוקרשט/260,
 ברן/461, הלסינקי/261, קופנהגן/306, שטוקהולם/327, ליסבון/314,
 פרטוריה/286, ורשה/258, מונטריאול/233, טורונטו/239, בוסטון/221,
 מיאמי/241, פרנציסקו/224, שיקגו/233, יוסטון/213, אטלנטה/190,
 פילדלפיה/184, אוטבה/302, לוסאנגלס/319, ביירס/573, בוגוטה/312,
 ברזיליה/356, גואטמלה/275, לימה/313, מונטבידאו/244, מכסיקו/430,
 סנחוזזה/303, קיטו/316, קרקס/428, ריו/290, האיטי/185,
 הונדורס/237, סלבדור/236, סנטודומינגו/222, סנפאולו/260,
 פנמה/189, קינגסטון/221, סנטיאגו/269, להפאז/211, לילונגוואה/221,
 מבונה/194, פיג'י/223, סידני/185, קנברה/260, וולינגטון/205,
 בומבי/215, טוקיו/462, בנגקוק/460, קטמנדו/200, הונגקונג/273,
 מנילה/247, ני/1029, וווש/1058, אסונסיון/108, בודפשט/151,
 אקרה/131, יאונדה/186, ציריך/126, אלכסנדריה/103, אבידגאן/108,
 מונרוביה/149, רנגון/87, טוגו/114, קולומבו/92
 מ-: המשרד, תא: 280689, זח: 1556, דח: מ, סג: בל
 תח: א גס: הסברה
 נד: א

בלמס/מידי

כל הנציגויות

א.ר. 367

להלן נוסח הודעת דובר משה'ח בתגובה להצהרת הקהיליה
 האירופית על המז'ת מיום 27.6.89

FROM A PRELIMINARY EXAMINATION OF THE EUROPEAN

משרד החוץ-מחלקת הקשר

DECLARATION IT APPEARS THAT IT DOES NOT CONTAIN AN UNQUALIFIED SUPPORT BY THE EUROPEAN COMMUNITY OF ALL THE COMPONENTS OF THE ISARELI PEACE INITIATIVE. THE EUROPEAN COMMUNITY COULD CONTRIBUTE SIGNIFICANTLY TO THE ADVANCEMENT OF THE PEACE PROCESS BY EXPRESSING ITS FULL AND UNQUALIFIED SUPPORT OF ISRAEL'S INITIATIVE.

IT APPEARS THAT EUROPE HAS NOT YET ABANDONED ITS PAST UNBALANCED FORMULAS WHICH UNTIL NOW HAVE FAILED TO CONTRIBUTE TO THE PROGRESS TOWARDS PEACE IN THE MIDDLE EAST.

ISRAEL WELCOMES HOWEVER THE EUROPEAN COMMUNITY'S CALL TO THE ARAB STATES TO ESTABLISH NORMAL RELATIONS OF PEACE WITH ISRAEL. THIS ISSUE WAS AND REMAINS THE CORE OF THE ISRAELI - ARAB CONFLICT.

עד כאן.

מע'ת

ל.כ.

אק

תפ: שהו, ששהח, רהמ, ממרהמ, מנכל, ממנכל, סמנכל, אוקיאניה, מצרים,
 מצפא, אסיה, מאפ, אמלט, מזת'ים, ארבל, הדרכה, מעת, הסברה, ממד, איר, איר,
 איר, איר, לעמ, דראפ, ארבל, פרנ

The following information was obtained from the records of the Department of Social Services, New York State, regarding the case of [Name Redacted], born [Date Redacted], [Address Redacted].

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

From a preliminary examination of the records of the Department of Social Services, New York State, it is noted that [Name Redacted] has been placed in the custody of [Name Redacted] on multiple occasions.

It is noted that [Name Redacted] has been placed in the custody of [Name Redacted] on multiple occasions. The Department of Social Services, New York State, has been advised of this information and is currently reviewing the matter.

It is noted that [Name Redacted] has been placed in the custody of [Name Redacted] on multiple occasions. The Department of Social Services, New York State, has been advised of this information and is currently reviewing the matter.

It is noted that [Name Redacted] has been placed in the custody of [Name Redacted] on multiple occasions. The Department of Social Services, New York State, has been advised of this information and is currently reviewing the matter.

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

On [Date Redacted], [Name Redacted] was placed in the custody of [Name Redacted], [Address Redacted], who was appointed guardian of the person of [Name Redacted].

ש ב ר י ר ו ת י ש ר א ל ל י ס כ ו ן

42

122

סופס מברק יוצא

סלולר
דחיסות
תאריך

א ל : א-י-ת-ה-ו-ש
 ד ע :
 נמצא :

הודעה 12 - קובץ הודעות

הכרזת

ההמשל
 מציאותן הן סמ

קול ו (א)

FAX N.º 244
 PAGE N.º 1
 4 PAGES

1 7 1 2 1 1 3 3
 2 1 1 1 1 1 1 1
 1 1 1 1 1 1 1 1

122

FAX N° 244
PAGE N° 2
OUT OF 4 PAGES

OBJET : CONSEIL EUROPEEN (MADRID, 26-27 JUIN 1989)
DECLARATION SUR LE MOYEN-ORIENT

LE DEPARTEMENT VOUS COMMUNIQUE LE TEXTE DE LA DECLARATION SUR LE MOYEN-ORIENT ADOPTE CE JOUR PAR LE CONSEIL EUROPEEN :

'LE CONSEIL EUROPEEN A EXAMINE LA SITUATION DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT, A LA LUMIERE DES EVENEMENTS RECENTS ET DES CONTACTS ENTRETENUS PENDANT CES DERNIERS MOIS PAR LA PRESIDENCE ET LA TROIKA AVEC LES PARTIES CONCERNEES, ET IL EN A TIRE LES CONCLUSIONS SUIVANTES :

1- LA POLITIQUE DES DOUZE CONCERNANT LE CONFLIT DU MOYEN-ORIENT EST DEFINIE DANS LA DECLARATION DE VENISE DU 13 JUIN 1980 ET LES AUTRES DECLARATIONS POSTERIEURES. ELLE CONSISTE A AFFIRMER LE DROIT DE TOUS LES ETATS DE LA REGION, Y COMPRIS ISRAEL, A LA SECURITE, C'EST-A-DIRE, A VIVRE DANS DES FRONTIERES SURES, RECONNUES ET GARANTIES, ET CELUI DE LA JUSTICE POUR TOUS LES PEUPLES DE LA REGION, CE QUI INCLUT LA RECONNAISSANCE DES DROITS LEGITIMES DU PEUPLE PALESTINIEN, Y COMPRIS SON DROIT A L'AUTO-DETERMINATION AVEC TOUT CE QUE CELA IMPLIQUE.

LES DOUZE CONSIDERENT QUE CES OBJECTIFS DOIVENT ETRE ATTEINTS DE MANIERE PACIFIQUE DANS LE CADRE D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DE PAIX, SOUS LES AUSPICES DES NATIONS UNIES, FORUM APPROPRIE POUR DES NEGOCIATIONS DIRECTES ENTRE LES PARTIES CONCERNEES EN VUE D'UN REGLEMENT GLOBAL, JUSTE ET DURABLE.

LE CONSEIL EUROPEEN CONSIDERE EGALEMENT QUE L'OLP DOIT PARTICIPER A CE PROCESSUS.

IL EXPRIME SON APPUI A TOUT EFFORT DES MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES EN VUE DE RAPPROCHER LES PARTIES, DE CREEER UN CLIMAT DE CONFIANCE ENTRE CELLES-CI ET FACILITER AINSI LA CONVOCATION DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE PAIX.

.../...

FAX N.° 244

PAGE N.° 3

007 GP 4 PAGES

PAGE TROIS

2- LA COMMUNAUTE ET SES ETATS-MEMBRES ONT DEMONTRÉ LEUR VOLONTE DE PARTICIPER ACTIVEMENT A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION NEGOCIEE DU CONFLIT ET DE COOPERER PLEINEMENT AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PEUPLES DE LA REGION.

LE CONSEIL EUROPEEN A EXPRIME SA SATISFACTION A L'EGARD DE LA POLITIQUE DE CONTACTS AVEC TOUTES LES PARTIES ENTREPRISE PAR LA PRESIDENCE ET PAR LA TROIKA, ET A DECIDE DE LA POURSUIVRE.

3- LE CONSEIL EUROPEEN SE FELICITE DU SOUTIEN APORTE PAR LE SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA LIGUE ARABE, TENU A CASABLANCA, AUX DECISIONS DU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN D'ALGER COMPORTANT L'ACCEPTATION DES RESOLUTIONS 242 ET 338 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, DONT RESULTE LA RECONNAISSANCE DU DROIT A L'EXISTENCE D'ISRAEL, ET LA RENONCIATION AU TERRORISME.

DE MEME, IL ACCUEILLE FAVORABLEMENT LES EFFORTS ENTREPRIS PAR LES ETATS-UNIS DANS LEURS CONTACTS AVEC LES PARTIES DIRECTEMENT CONCERNEES ET NOTAMMENT LE DIALOGUE OUVERT AVEC L'DLP.

IL CONVIENT DE TIRER PARTI DE CES CIRCONSTANCES FAVORABLES POUR FAIRE PREVALOIR L'ESPRIT DE TOLERANCE ET DE PAIX EN VUE DE S'ENGAGER RESOLUMENT SUR LA VOIE DE LA NEGOCIATION.

4- LE CONSEIL EUROPEEN DEPLORE LA PETERIORATION CONTINUE DE LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES ET L'AUGMENTATION CONSTANTE DU NOMBRE DES MORTS ET DES BLESSES AINSI QUE DES SOUFFRANCES DE LA POPULATION.

IL LANCE UN APPEL PRESSANT AUX AUTORITES ISRAELIENNES POUR QU'ELLES METTENT FIN AUX MESURES REPRESSIVES, QU'ELLES APPLIQUENT LES RESOLUTIONS 605, 607 ET 608 DU CONSEIL DE SECURITE ET QU'ELLES RESPECTENT LES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DE GENEVE RELATIVES A LA PROTECTION DES POPULATIONS CIVILES EN TEMPS DE GUERRE, EN PROCEDANT, NOTAMMENT, A LA REOUVERTURE DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT EN CISJORDANIE.

.../...

FAX N° 244

PAGE N° 4

4 PAGES

PAGE QUATRE

5- SUR LA BASE DES POSITIONS DE PRINCIPES DE BOUZE, LE CONSEIL EUROPEEN ACCUEILLE LA PROPOSITION DE TENIR DES ELECTIONS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES EN TANT QUE CONTRIBUTION AU PROCESSUS DE PAIX A LA CONDITION QUE :

- LES ELECTIONS S'INSCRIVENT DANS LE CADRE D'UN PROCESSUS DE REGLEMENT GLOBAL, JUSTE ET DURABLE DU CONFLIT.

- LES ELECTIONS AIENT LIEU DANS LES TERRITOIRES OCCUPES, Y COMPRIS JERUSALEM-EST, AVEC DES GARANTIES DE LIBERTE ADEQUATES.

- AUCUNE SOLUTION NE DOIT EXCLUE ET QUE LA NEGOCIATION FINALE AIT LIEU SUR LA BASE DES RESOLUTIONS 242 ET 338 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, FONDEES SUR LE PRINCIPES 'TERRITOIRES CONTRE PAIX'.

6- LE CONSEIL EUROPEEN LANCE UN APPEL SOLENNEL AUX PARTIES CONCERNEES POUR QU'ELLES SAISISSENT L'OCCASION DE PARVENIR A LA PAIX. LE RESPECT PAR CHACUNE DES PARTIES DES DROITS LEGITIMES DE L'AUTRE DOIT FACILITER LA NORMALISATION DES RELATIONS ENTRE TOUS LES PAYS DE LA REGION. LE CONSEIL EUROPEEN DEMANDE, D'UNE PART, AUX PAYS ARABES D'ETABLIR DES RAPPORTS NORMAUX DE PAIX ET DE COOPERATION AVEC ISRAEL ET, D'AUTRE PART, A CELUI-CI DE RECONNAITRE AU PEUPLE PALESTINZIEN LE DROIT A L'EXERCICE DE L'AUTODETERMINATION.

שגרירות ישראל לליסבון

122

נ

42

סופס מברק יוצא

סיווג	נ
דחיסות	קרה
תאריך	

אליאס ק-יאלו אלון

א ל :
ד ע :
נמח :
נכדון :

הודעה 12 - אוליו הילדה

נכדון :-

המלך אלון הילדה

מבטאון הילדה

קול וקול

FAX N.º	244
PAGE N.º	1
TOTAL OF PAGES	4

1	1	1	1	3	3
2	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1

122

FAX N° 244
 PAGE N° 2
 OUT OF 4 PAGES

OBJET : CONSEIL EUROPEEN (MADRID, 26-27 JUIN 1989)
 DECLARATION SUR LE MOYEN-ORIENT

LE DEPARTEMENT VOUS COMMUNIQUE LE TEXTE DE LA DECLARATION SUR LE MOYEN-ORIENT ADOPTE CE JOUR PAR LE CONSEIL EUROPEEN :

'LE CONSEIL EUROPEEN A EXAMINE LA SITUATION DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT, A LA LUMIERE DES EVENEMENTS RECENTS ET DES CONTACTS ENTRETENUS PENDANT CES DERNIERS MOIS PAR LA PRESIDENCE ET LA TROIKA AVEC LES PARTIES CONCERNEES, ET IL EN A TIRE LES CONCLUSIONS SUIVANTES :

1- LA POLITIQUE DES DOUZE CONCERNANT LE CONFLIT DU MOYEN-ORIENT EST DEFINIE DANS LA DECLARATION DE VENISE DU 13 JUIN 1980 ET LES AUTRES DECLARATIONS POSTERIEURES. ELLE CONSISTE A AFFIRMER LE DROIT DE TOUS LES ETATS DE LA REGION, Y COMPRIS ISRAEL, A LA SECURITE, C'EST-A-DIRE, A VIVRE DANS DES FRONTIERES SURES, RECONNUES ET GARANTIES, ET CELUI DE LA JUSTICE POUR TOUS LES PEUPLES DE LA REGION, CE QUI INCLUT LA RECONNAISSANCE DES DROITS LEGITIMES DU PEUPLE PALESTINIEN, Y COMPRIS SON DROIT A L'AUTO-DETERMINATION AVEC TOUT CE QUE CELA IMPLIQUE.

LES DOUZE CONSIDERENT QUE CES OBJECTIFS DOIVENT ETRE ATTEINTS DE MANIERE PACIFIQUE DANS LE CADRE D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DE PAIX, SOUS LES AUSPICES DES NATIONS UNIES, FORUM APPROPRIE POUR DES NEGOCIATIONS DIRECTES ENTRE LES PARTIES CONCERNEES EN VUE D'UN REGLEMENT GLOBAL, JUSTE ET DURABLE.

LE CONSEIL EUROPEEN CONSIDERE EGALEMENT QUE L'OLP DOIT PARTICIPER A CE PROCESSUS.

IL EXPRIME SON APPUI A TOUT EFFORT DES MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES EN VUE DE RAPPROCHER LES PARTIES, DE CREER UN CLIMAT DE CONFIANCE ENTRE CELLES-CI ET FACILITER AINSI LA CONVOCATION DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE PAIX.

.....

FAX N.° 244

PAGE N.° 2

OBJ. GP 4 PAGES

PAGE TROIS

2- LA COMMUNAUTE ET SES ETATS-MEMBRES ONT DEMONTRÉ LEUR VOLONTÉ DE PARTICIPER ACTIVEMENT A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION NEGOCIEE DU CONFLIT ET DE COOPERER PLEINEMENT AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PEUPLES DE LA REGION.

LE CONSEIL EUROPEEN A EXPRIME SA SATISFACTION A L'EGARD DE LA POLITIQUE DE CONTACTS AVEC TOUTES LES PARTIES ENTREPRISE PAR LA PRESIDENCE ET PAR LA TROIKA, ET A DECIDE DE LA POURSUIVRE.

3- LE CONSEIL EUROPEEN SE FELICITE DU SOUTIEN APPORTE PAR LE SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA LIGUE ARABE, TENU A CASABLANCA, AUX DECISIONS DU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN D'ALGER COMPORTANT L'ACCEPTATION DES RESOLUTIONS 242 ET 338 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, DONT RESULTE LA RECONNAISSANCE DU DROIT A L'EXISTENCE D'ISRAEL, ET LA RENONCIATION AU TERRORISME.

DE MEME, IL ACCUEILLE FAVORABLEMENT LES EFFORTS ENTREPRIS PAR LES ETATS-UNIS DANS LEURS CONTACTS AVEC LES PARTIES DIRECTEMENT CONCERNEES ET NOTAMMENT LE DIALOGUE OUVERT AVEC L'DLP.

IL CONVIENT DE TIRER PARTI DE CES CIRCONSTANCES FAVORABLES POUR FAIRE PREVALOIR L'ESPRIT DE TOLERANCE ET DE PAIX EN VUE DE S'ENGAGER RESOLUMENT SUR LA VOIE DE LA NEGOCIATION.

4- LE CONSEIL EUROPEEN DEPLORE LA PETERIORATION CONTINUE DE LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPEES ET L'AUGMENTATION CONSTANTE DU NOMBRE DES MORTS ET DES BLESSES AINSI QUE DES SOUFFRANCES DE LA POPULATION.

IL LANCE UN APPEL PRESSANT AUX AUTORITES ISRAELIENNES POUR QU'ELLES METTENT FIN AUX MESURES REPRESSIVES, QU'ELLES APPLIQUENT LES RESOLUTIONS 605, 607 ET 608 DU CONSEIL DE SECURITE ET QU'ELLES RESPECTENT LES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DE GENEVE RELATIVES A LA PROTECTION DES POPULATIONS CIVILES EN TEMPS DE GUERRE, EN PROCEDANT, NOTAMMENT, A LA REOUVERTURE DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT EN CISJORDANIE.

.../...

FAX N° 244

PAGE N° 4

P. 4 PAGES

PAGE QUATRE

5- SUR LA BASE DES POSITIONS DE PRINCIPES DE DOUTE, LE CONSEIL EUROPEEN ACCUEILLE LA PROPOSITION DE TENIR DES ELECTIONS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES EN TANT QUE CONTRIBUTION AU PROCESSUS DE PAIX A LA CONDITION QUE :

- LES ELECTIONS S'INSCRIVENT DANS LE CADRE D'UN PROCESSUS DE REGLEMENT GLOBAL, JUSTE ET DURABLE DU CONFLIT.

- LES ELECTIONS AIENT LIEU DANS LES TERRITOIRES OCCUPES, Y COMPRIS JERUSALEM-EST, AVEC DES GARANTIES DE LIBERTE ADEQUATES.

- AUCUNE SOLUTION NE DOIT EXCLUE ET QUE LA NEGOCIATION FINALE AIT LIEU SUR LA BASE DES RESOLUTIONS 242 ET 338 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, FONDEES SUR LE PRINCIPES 'TERRITOIRES CONTRE PAIX'.

6- LE CONSEIL EUROPEEN LANCE UN APPEL SOLENNEL AUX PARTIES CONCERNEES POUR QU'ELLES SAISISSENT L'OCCASION DE PARVENIR A LA PAIX. LE RESPECT PAR CHACUNE DES PARTIES DES DROITS LEGITIMES DE L'AUTRE DOIT FACILITER LA NORMALISATION DES RELATIONS ENTRE TOUS LES PAYS DE LA REGION. LE CONSEIL EUROPEEN DEMANDE, D'UNE PART, AUX PAYS ARABES D'ETABLIR DES RAPPORTS NORMAUX DE PAIX ET DE COOPERATION AVEC ISRAEL ET, D'AUTRE PART, A CELUI-CI DE RECONNAITRE AU PEUPLE PALESTINIEN LE DROIT A L'EXERCICE DE L'AUTODETERMINATION.



5519
סודי
ז.ס.

אל: בריסל, פאריס, לונדון, בון, רומא, האג, מדריד, קופנהאגן, ליסבון, אתונה, וושינגטון, ניו-יורק
דע: מנכ"ל, משנה למנכ"ל, סמנכ"ל מצפ"א, יועץ משפטי השגריר.

אירופה 92 והחרם הערבי.

1. לקראת הסרת הגבולות הפנימיים ב-1992 חייבת הקהילה האירופית לצייד את עצמה במסגרת של חוקים ותקנות שתקיף את כל חוזר את כל האספקטים של מדיניות סחר והתחרות חופשית - שני תחומים שמתחילה הם בסמכותה המלאה של הקהילה ולא של המדינות החברות (סעיפים 85, 86, 110 ו-113 של הסכם רומא). מספר מדינות מבין החברות בקהילה חוקקו חוקים/התקינו תקנות נגד החרם. (צרפת-הולנד ובמידת מה גם בלגיה ולוכסמבורג).

הסכם רומא (סעיף 100) מקנה לקהילה הזכות להביא להרמוניזציה של החוקים והתקנות הלאומיות - זאת במיוחד כאשר מדובר בהבטחת תנאי התחרות חופשיים והוגנים. למרות זאת לא ביצעה הקהילה עד כה הרמוניזציה של חוקים בתחום של חרם מסחרי ולא הוצע שום נוסח של דירקטיבה קהילתית, כמקובל ע"י הנציבות, בנושא החרם, שתחייב אם תתקבל ע"י מועצת השרים את כל חברות הקהילה.

הנטייה בין החברות בקהילה הוא לא לייחס חשיבות לנושא זה, ואם בכלל להציע דירקטיבה האוסרת באופן כללי כל אפלייה על בסיס גזע, לאום דת וכו', מבלי להתייחס באופן ספציפי לחרם הערבי.

מעניינינו להביא לכך שתהיה חקיקה מפורשת נגד החרם הערבי כשהטעון הוא שהחרם הערבי הראשוני מופנה אמנם נגד לישראל, אך החרם השני והשלישי מופנה נגד חברות בקהילה המקיימות קשרים כלכליים עם ישראל. מעבר לאפלייה נגד חברות בקהילה המדובר באפלייה כנגד אזרחיה, שהרי מספיק שיכהנו יהודים במועצת מנהלים של חברה אירופית זו או אחרת הסוחרת עם ישראל כדי להכניסה בשל לכך לרשימה השחורה של החרם.

2. הפעולה המוצעת:

מוצע במגענו עם נציגי הקהילה ובבירות לדרוש:

א. לפנות במסגרת הדיאלוג בין הקהילה למדינות ערב או במסגרת מו"מ בילטרלי, כמו למשל המו"מ שעתיד להיפתח בקרוב בין הקהילה לבין מדינות המפרץ, ולארצות ערב אחרות לבטל החרם השני והשלישי נגד חברות אירופיות.

יש לדרוש, בין היתר, שגם ביחסים בין הקהילה לבין מדינות המפרץ יחול סעיף א' - ההפליה, כפי שהוא כלול בהסכמים של הקהילה עם ארצות המגרב והמזרח (ועם ישראל).

ב. לחוקק במסגרת הרמוניזציה של חוקים, לקראת אירופה 1992 חקיקה עם שניים נגד החרם בדומה לחקיקה אמריקנית.



ג. לקיים מגעים עם הנציבות בנושא החרם הערבי, על סמך שיחת סמוכ"ל כלכלה עם פיריני מלשכת הנציב מאטוטס שהציע מפגש בין מומחים שלנו ומומחים מהקהיליה לרבות משפטנים, בנושא החרם הערבי.

3. נדרשת פעולה מיוחדת בפרלמנט האירופי ולצורך כך מוצע בין היתר:

א. להשתמש בנוסח חקיקה הקיימים בארה"ב ובמדינות אירופה שחוקקו חוקים והתקינו תקנות נגד החרם. פרטים ישלחו אליכם בנפרד.

ב. להוכיח שהחקיקה במדינות שחוקקו חוקים נגד החרם ובמיוחד בארה"ב לא פגעה בעסקים בין חברות במדינה שחוקקה חוקים נגד החרם לבין מדינות ערב. ראה נא בהקשר לכך סקירה על נסיון החקיקה האמריקנית של ADL.

ג. בין הטיעונים שמוצע להשתמש בהם שהחרם הערבי הוא מכשיר מוחשי ביותר ללוחמה כלכלית הערבים נגד ישראל. החרם ממוסד מאז 1.1.46 דהיינו מלפני הקמת מדינת ישראל, ואז כמו היום הוא מופנה נגד יהודים. האירופים טוענים הרי שהערבים מיתנו גישתם כלפי ישראל. הנה ההזדמנות להוכיח אם אמנם מדינות ערב מיתנו עמדתם ולתבוע מהם בטול אפליה, קודם כל נגד חברות כלכליות אירופיות. נדמה שתועלת חקיקה נגד החרם משרתת בראש ובראשונה האינטרס האירופי, אותו אינטרס לקיים קשרים עם שני הצדדים מבלי שצד אחד יציב תנאים ויערים קשיים לגבי קשרים של מדינות אירופה עם הצד השני.

4. סכום והמלצות.

הגיע הזמן לחזור ולטפל יסודית בשאלת החרם הערבי.

הפיכת אירופה לשוק אחיד 1992 תגרום למיזוגים ואיחודים בין מפעלים אירופיים אמריקניים יפניים וכיו"ב. אם לא נטפל יסודית בנושא החרם ונרשה למצב להימשך כמקודם, הדבר יתנקם בנו קשות כשחברות רבות באירופה, שיתרחבו ויתעצמו, יכנעו למנגנון החרם וימנעו מהשקעות בישראל ומלקיים קשרים כלכליים עם ישראל.

הנושא כל-כך חשוב ודחוף שמוצדק ליזום פעולה מיוחדת כלהלן:
א. בושינגטון בניסיון לרתום הממשל והקונגרס להשפיע על האירופים בנושא החרם. משלחות אמריקניות רבות נוסעות לאירופה בקשר לאירופה 1992, הם יכולים להעלות דרישות בתחום זה בפני האירופים. אותן המשלחות אם יעלו דרישות בנדון, יגנו על-ידי כך על אינטרס אמריקני, שהרי כניעה אירופית לחרם בעוד שחברות אמריקניות מנועות מלתמוך או להיכנע לחרם מכוח חקיקה אמריקנית, נועד בין היתר להעניק יתרון לא מוצדק לחברות אירופיות לעומת מתחריהם האמריקנים.

ב. בכריסל: בנציבות ובקרב נציגי המדינות החברות.

כשלב ראשון מוצע לקיים מפגש מומחים בנושא המוצע ע"י פיריני מלשכתו של הנציב מאטוטס.

ג. בבירות 12 מדינות הקהיליה. במטרה לשכנעם לתמוך בחקיקה תקיפה של הקהיליה נגד החרם לקראת 1992 על בסיס הטיעונים שפורטו לעיל.



ד. בפרלמנט האירופי במטרה שהפרלמנט ימריץ הנציבות לחוקק חוק נגד אפליה בצורותיה השונים כולל חרם הערבי. במקביל שהפרלמנט האירופי יקבל החלטה מפורשת בנדון.

5. יש לזכור שפעולה נגד החרם הערבי היא חלק מיוזמת השלום של ממשלת ישראל. הצורך בהרמוניזציה של חקיקה לקראת 1992 מעניקה לנו הזדמנות להעלות נושא זה ביתר תוקף ושאת בבריסל ובבירות ה-12 ולהסתייע במישל, בקונגרס ובאירגונים היהודיים האמריקנים והאירופים הרואים מאז במאבק נגד החרם, מאבק נגד אפליה הנוגעת להם ישירות.

6. מתוכנן כנוס של ועדת שטרן בהשתתפות ADL ובהשתתפותנו בלונדון בנובמבר. הכנס ידון באופן ובצורת הפעולה הנדרשת בבירות ה-12 ובושינגטון. כן מתוכנן מאמץ הסברתי בכל אחת מבירות ה-12 ובמיוחד בפרלמנט האירופי, והפעלת השדולה היהודית באירופה בנושא זה.

7. בנפרד מועברת אליכם בדיפ סקירה מפורטת של האגף וכן סקירה שהוכנה ע"י ה-ADL וסקירה על נסיון קודם להביא להרמוניזציה.

סמנכ"ל כלכלה

30 ביולי 1989

2. Middle East

The European Council reiterates its determination to continue contributing to the settlement of the Arab-Israeli conflict and has approved the attached declaration (annex I)

In this context, the European Council considers that a definitive solution to the Lebanese crisis should be urgently negotiated and implemented. It confirms the full support of the Twelve for the Committee of the Three set up by the Arab League Summit in Casablanca. The European Council calls on all parties involved to cooperate fully with the Committee of the Three with the aim of achieving a complete and lasting ceasefire and a just political solution to the Lebanese crisis based on the sovereignty, unity and territorial integrity of Lebanon. The European Council considers that a political solution should be based on the election of a President, political reforms and the withdrawal of all non-Lebanese troops. It renews its call for the immediate and unconditional release of all hostages in Lebanon and elsewhere. It reaffirms its full support for UNIFIL.

The European Council has expressed its hope that the Iranian leaders will prove, by concrete actions, their willingness to develop constructive relations with the Community and its Member States, on the basis of freedom, tolerance and respect for international law.

3. Maghreb

The European Council attaches importance to the strengthening and development of relations with the Maghreb, particularly following the establishment of the Arab Maghreb Union, which the European Community and its Member States have publicly welcomed. The consolidation of the process of integration initiated by the establishment of the Union will contribute to the economic development and stability of the region and should enhance the prospects for a settlement of the Western Sahara dispute. The European Council also considers that the establishment of the Union provides a basis for closer cooperation between the Community and the Maghreb.

3 31/11 2 87

ANNEX IDeclaration on the Middle East

The European Council has examined the situation in the Middle East conflict in the light of recent events and of contacts undertaken over several months by the Presidency and the Troika with the parties concerned, and it has drawn the following conclusions:

1. The policy of the Twelve on the Middle East conflict is defined in the Venice Declaration of 13 June 1980 and other subsequent declarations. It consists in upholding the right to security of all States in the region, including Israel, that is to say, to live within secure, recognised and guaranteed frontiers, and in upholding justice for all the peoples of the region, which includes recognition of the legitimate rights of the Palestinian people, including their right to self-determination with all that this implies.

The Twelve consider that these objectives should be achieved by peaceful means in the framework of an international peace conference under the auspices of the United Nations, as the appropriate forum for the direct negotiations between the parties concerned, with a view to a comprehensive, just, and lasting settlement.

The European Council is also of the view that the PLO should participate in this process.

It expresses its support for every effort by the permanent members of the Security Council of the United Nations to bring the parties closer together, create a climate of confidence between them, and facilitate in this way the convening of the international peace conference.

2. The Community and its Member States have demonstrated their readiness to participate actively in the search for a negotiated solution to the conflict, and to cooperate fully in the economic and social development of the peoples of the region.

The European Council expressed its satisfaction regarding the policy of contacts with all the parties undertaken by the Presidency and the Troika, and has decided to pursue it.

3. The European Council welcomes the support given by the Extraordinary Summit Meeting of the Arab League, held in Casablanca, to the decisions of the Palestinian National

It also welcomes the efforts undertaken by the United States in their contacts with the parties directly concerned and particularly the dialogue entered into with the PLO.

Advantage should be taken of these favourable circumstances to engender a spirit of tolerance and peace with a view to entering resolutely on the path of negotiations.

4. The European Council deplores the continuing deterioration of the situation in the Occupied Territories and the constant increase in the number of dead and wounded and the suffering of the population.

It appeals urgently to the Israeli authorities to put an end to repressive measures, to implement resolutions 605, 607 and 608 of the Security Council and to respect the provisions of the Geneva Convention on the Protection of Civilian Populations in Times of War. They appeal in particular for the reopening of educational facilities in the West Bank.

5. On the basis of the positions of principle of the Twelve, the European Council welcomes the proposal for elections in the Occupied Territories as a contribution to the peace process, provided that :

- the elections are set in the context of a process towards a comprehensive, just, and lasting settlement of the conflict.

- the elections take place in the Occupied Territories including East Jerusalem, under adequate guarantees of freedom.

- no solution is excluded and the final negotiation takes place on the basis of Resolutions 242 and 338 of the Security Council of the United Nations, based on the principle of "land for peace".

6. The European Council launches a solemn appeal to the parties concerned to seize the opportunity to achieve peace. Respect by each of the parties for the legitimate rights of the other should facilitate the normalising of relations between all the countries of the region. The European Council calls upon the Arab countries to establish normal relations of peace and cooperation with Israel and asks that country in turn to recognise the right of the Palestinian people to exercise self-determination.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

17360

תאריך : 23.02.89

נכנס

בלמס

חוזם: 2,17360

אל: המשרד

מ-: בריסל, נר: 204, תא: 230289, חז: 1300, דח: ר, סג: ג, בל

תח: א, גס: אירופה

נד: א

בלמס/רגיל

אל: אירופה 1, כלכלית ב

מאת: בריסל/אורון

קהיליה - מז'ת.

להלן מ'אירופ' 23.2 -:

A DELEGATION FROM THE PARLIAMENTARY ASSOCIATION FOR EURO-ARAB COOPERATION HELD MEETINGS WITH THE PRESIDENT OF THE COUNCIL MR. ORDONEZ AND WITH COMMISSIONER MATUTES WHICH MAINLY DEALT WITH DEVELOPMENTS IN THE MIDDLE EAST.

THE DELEGATION WAS MADE UP OF THE MEPS MESSRS. AMARAL (LIB. PORT.) AND PRICE (CON. UK) AS WELL AS MESSRS. DAILLET (UDF.FR) ESTRELLA (SOC. SP) LANIGAN (FIANNA FAIL, IREL) AND MRS. MAES (VOLKSUNIE, BEL.)

ACCORDING TO A COMMUNIQUE , THE MEPS IN PARTICULAR EVOKED WITH MR. ORDONEZ THE ROLE OF EUROPE WITH A VIEW TO THE HOLDING OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE AND THE POSSIBILITY THAT THE 'UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY EXTEND THE MANDATE OF THE VARIOUS UN AGENCIES IN THE OCCUPIED TERRITORIES IN ORDER TO ASSIST THE EMERGENCE OF A PALASTINIAN

משרד החוץ-מחלקת הקשר

STATE WHICH IS VIABLE AND ITS HARMONIOUS INTEGRATION IN THE REGION''.

ACCORDING TO THIS SAME COMMUNIQUE THE DELEGATION DISCUSSED, WITH MR. MATUTES, THE ECONOMIC ROLE OF EUROPE IN THE MIDDLE EAST, IN PARTICULAR WITH A VIEW TO HELPING THE PALESTINIAN POPULATION UNDER OCCUPATION AND, ''IN THE LONGER TERM, MAKE POSSIBLE THE EDIFICATION OF A REAL MIDDLE EAST COMMON MARKET MEMBERS OF WHICH WOULD INCLUDE ISRAEL AND THE STATE OF PALESTINE''.

עד כאן

אורון

מס

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן, איר, איר, כלכליתב, מזתים, מתאמשטחים, ארבל, מעת, הסברה, יורכנסת

11-1-50

MEMORANDUM
TO: SAC, NEW YORK
FROM: SAC, PHOENIX
SUBJECT: [Illegible]

Reference is made to your memorandum dated 11/1/50 and to the report of SA [Illegible] dated 10/28/50.

The above information was obtained from a confidential source who has provided reliable information in the past. This source has advised that [Illegible] is currently residing at [Illegible] address in Phoenix, Arizona. It is noted that [Illegible] was previously employed by [Illegible] in Phoenix.

It is suggested that you attempt to contact this source to determine if [Illegible] is still in Phoenix and if so, what his current activities are. This information should be reported to you.

Very truly yours,
[Illegible Signature]

Enclosure

15.1.89
3/89

א. אירופה-מזה"ת

1. השבוע האחרון התאפיין בפעילות אירופית ענפה בנושא המזה"ת, הן בילטרלית והן משותפת למספר מדינות אירופיות. על פגישות ערפאת עם הבריטים, ההולנדים ומועצת אירופה ראה בפרק ב'. קבוצת המגע של מועצת אירופה מסיירת באזור וביקרה במצרים (שם נפגשה עם ערפאת) וכן בירדן ובסוריה. שה"ח ספרד מבקר בישראל. רה"מ אוסטריה ביקר במצרים.

2. פעלתנות אירופית זו באה מתוך רצון:

(א) להשתתף באופן פעיל בעיצוב התהליך המדיני במזה"ת תוך ניצול ההפסקה בפעילותה של ארה"ב בשל חילופי הממשל בוושינגטון.

(ב) לנצל פתיחת הדיאלוג בין ארה"ב לאש"פ, אולם בעוד הדיאלוג בין ארה"ב לאש"פ מתקיים בדרג בינוני ובקצב איטי, מחהדים האירופים ומשוח חים עם ערפאת הן ע"י שיגור אישים נכבדים לתונים והזמנת ערפאת לבירותיהם.

(ג) להביא למומנטום לקראת ועודה בינלאומית בה יהיה לאירן פה חלק, זאת בתקווה שברה"מ התומכת רשמית בועידה בינ"ל תתמוך במאמצינו. הם מתעלמים מהעובדה שארה"ב וישראל אינן רואות בעין יפה את פעילותם.

3. מן הראוי להדגיש שהאירופים מדברים עם אש"פ על מהות התהליך ופתרונות אפשריים לעתיד בעוד שארה"ב מצטמצמת במגעים בנושא הטרור ובדיקה של עניני פרוצדורה בלבד.

ב. התפתחויות בזירת אש"פ-חונן

1. פעילות אש"פ התמקדה השבוע באירופה (ראה בפרק א') ערפאת ביקר באתונה (10.1) ונפגש עם רה"מ פפנדראו, אך נראה שלא זכה להישג ממש, שכן יוון לא הכירה במדינת פלסטין. כן נפגש בקהיר עם משליח פרלמנטרית אירופית ובתונים עם שה"ח של ממשלת הצללים בבריטניה, קאופמן (11.1) ועם תת שה"ח הבריטי וואלדגרייב (13.1). הגדרת ערפאת למפגש אחרון זה כ"מאורע הסטורי" משקפת התייחסות הארגון למפגש כאל פריצת דרך ביחסי אש"פ עם בריטניה.

2. לעומת זאת לא נפגש ערפאת עם משלחת הולנדית בראשות המנהל המדיני של משה"ח, למרות שתוכננה פגישה כזו. נציג של אש"פ טען כי המפגש בוטל כי ערפאת כראש מדינה מתקבל לאחרונה רק ע"י ראשי מדינות ושרים, ואילו דוברים הולנדים תירצו הביטול בלוי"ז סודי של טיסות ערפאת ובהגדתו מפגשים מדיניים בקהיר ובתימן. גם צוותי טלויזיה מהולנד, ספרד ומכסיקו שהמתינו בתונים, לא זכו לראיין את ערפאת. על הפרק עומדים עתה ביקורי ערפאת בניקוסיה, הלסינקי ומודייד. יצויין שלמרות שינוי השם לנציגות אש"פ בפריס, לא צפוי כנראה, שינוי מעשי במעמד משרדי אש"פ בבירות הקהיליה.

ידיעות לעתונות

ץץץץ

01#(לע"מ עש"ת) רה"מ נפגש עם יו"ר הפרלמנט האירופי

09.01.89

(נמסר ע"י יועץ רה"מ לענייני תקשורת)

ירושלים, ג' בשבט תשמ"ט, 9 בינואר 1989 (לע"מ עש"ת 4)

ראש הממשלה, מר יצחק שמיר, קיבל היום, יום ב', את יו"ר הפרלמנט האירופי, הלורד פלאמב. בשיחה העלה רה"מ את שאלת יחסי ישראל עם הקהילה האירופית, והדגיש כי חיוני להפריד בין הגורמים הכלכליים והפוליטיים ביחסים אלה. לצערנו, אמר רה"מ, היה נסיון בשנה שעברה לכרוך הסכמי שכר עם ישראל בנעשה ביהודה, שומרון וחבל עזה והוא שמח כי הנושא ירד מעל הפרק, אך הדבר צריך לשמש לקח לבל תעשה שוב טעות כזו.

האורח מסר, כי למוסדות הקהיליה האירופית ישנה נכונות לעזור בהשגת השלום במזרח התיכון. מר שמיר הגיב באומרו, שנעדר כה נקטו המוסדות הללו עמדה פרו-פלשתינית עקבית ועל כן קשה לראות כיצד יוכלו ליטול חלק פעיל בחיפוש אחר השלום באזורנו. עם זאת, הוסיף רה"מ, ישראל מעוניינת מאוד בשמירת היחסים הטובים עם כל המדינות האירופיות ללא קשר לחילוקי הדעות הקיימים במספר תחומים. יחסי ארה"ב-ישראל מצויינים למרות חילוקי דעות מסויימים, ואין סיבה שיחסי אירופה-ישראל לא יהיו כאלה, אמר רה"מ. הלורד פלאמב מסר, כי הוא נוסע לירדן ורה"מ ביקש, כי ימסור למלך חוסיין על כוונותיה הטובות של ישראל כלפי ירדן, אותה היא רוצה לראות פעילה בתהליך השלום.

תתת

0#

NNNN

Press bulletin

Jerusalem, 9 January 1989

#21 SHAMIR MEETS WITH EUROPEAN PARLIAMENT SPEAKER PLUMB

/89.01.09 (Communicated by the prime minister's media adviser)

Prime Minister Yitzhak Shamir today (Monday), 9.1.88, met with European Parliament Speaker Lord Henry Plumb. Lord Plumb stated during the meeting that EC institutions are prepared to help in the attainment of peace in the Middle East, and the prime minister replied that to date these institutions have maintained a consistently pro-Palestinian stand, and that it is therefore difficult to see how they will be able to play an active role in seeking peace in the region. The prime minister said, however, that Israel is very interested in preserving its good relations with all European countries, regardless of the differences of opinion which exist in various spheres. Lord Plumb informed Mr. Shamir that he is traveling to Jordan, and the prime minister asked that he tell King Hussein that Israel maintains good intentions vis-a-vis Jordan, and that it wants the latter to play an active role in the peace process.

YY/yy
#0

16:30 hours

..
NNNN



9/1/89

נאו לנדלוי
אניה

3540

ג' בטבת תשמ"ט
11 בדצמבר 1988
אמ"ע 107.41

אל: מר אריה מקל, יועץ לרוה"מ, משרד רוה"מ.
מאת: ס/מנהל אירופה 1.

הנדון: ביקור יו"ר הפרלמנט האירופי
פגישה עם רוה"מ.

בימים 9-10 בינואר 1989 יבקר הלורד הנרי פלומב, יו"ר הפרלמנט בארץ
כאורחו של יו"ר הכנסת.

במהלך ביקור זה, אנו ממליצים שהאורח יתקבל אצל רוה"מ ביום 9/1 - בשעה
11.00, אם אפשר, ולא נבדוק זמן אחר.

ב ב ר כ ה ,

ג. גולן

303740

העתק: לשכת המשנה למנכ"ל
הגב' מרים גולן, הכנסת.
מר אריה אגרון, מאו"ר.

PRIME MINISTER'S REMARKS TO THE DELEGATION OF THE EUROPEAN PARLIAMENT

JERUSALEM, JANUARY 10, 1988

Mr. President, Mr. Chairman, Members of the Delegation,
Ladies and Gentlemen,

I welcome you to Jerusalem and to our Knesset for this annual dialogue between parliamentarians of the European Community and the State of Israel. We value such an exchange of views and assessments because understanding is half the way to agreement.

We have recently established a government of national unity in Israel. It represents the national consensus on basic policy issues and demonstrates the unity of our people on the important questions of security and peace. We are united in our faith in the justice of our cause. We are unanimous in our devotion to the ideals and principles of democracy. And we are totally united in our quest for peace.

Since the establishment of our State, we have had to live with the reality of the existence of a conflict between us and the Arab countries around us. It is the combined power of the Arab world that attempted to overcome us militarily several times in our short history. And it is the totality of the Arab world - except for Egypt - that continues to wage political, economic and propaganda warfare against us and supports the terrorist organizations' attacks against us. Only recently has the conflict been portrayed as one between us and the Palestinian Arabs. But this is a misperception of the reality which is deliberately encouraged by our detractors.

In reality the heart of the conflict is a dispute on the ownership over this land. It is a dispute between the Jewish people and the Arabs. The Arab states and governments tried again and again to settle the issue by military means. Between the wars, they applied pressure on us by various means. They adopted, armed and trained Palestinian Arabs to mount terrorist attacks on our people. They failed every time and we had to pay a heavy price in human lives and in diverting a huge portion of our national resources to the defense of our State.

In their incessant warfare against us, the Arab states shifted tactics several times, to suit the needs of the hour. Their latest approach is to push the Palestinian line, to present the issue as between a minor Palestinian factor that is fighting for a minimal demand of self-determination, against a considerably stronger and aggressive Israel. We have no doubt whatsoever in our minds that although the tactics may change, the goals remain the same. The Arab world continues to reject the reality of Israel in their midst and the PLO is a spearhead of the continuing fight against our existence.

Now there are two ways of solving the conflict, either by force or by negotiation and accommodation. Since the beginning, we have opted for negotiations and offered them incessantly to our neighbours. Egypt was the first Arab state to respond to our call and the Camp David Accords were a great and worthy attempt at achieving a peace that would put an end to the conflict in all sectors and aspects. We demonstrated - again by paying a heavy price and undertaking considerable risk - that we are for peace and coexistence with our Arab neighbours.

Unfortunately, the Camp David Accords were not implemented fully and comprehensively. They were obstructed by a formidable combination of forces that continue to deny the acceptance of Israel. Regrettably, this negative approach was supported by factors outside our region, including European governments.

Today we are witnessing a determined effort by our adversaries to destroy the chances of achieving a solution along the lines of the Camp David Accords by pushing the PLO to the fore and by advancing the demand for a Palestinian state. Such a state in whatever territory west of the River Jordan can have only one purpose - to serve as a PLO base against us in accordance with the stage-by-stage strategy which was openly espoused by the PLO. We will not lend a hand to such a design and we will not prejudice our security by agreeing to indefensible borders.

The only normal and acceptable way to agreement and peace is through direct negotiations. Fortunately, we are all witnesses to-day to progress in solving several conflicts in various regions of the world by direct negotiations between the parties directly concerned. Such negotiations can be launched under the auspices of the great powers or the United Nations, providing they refrain from any involvement in the substance of the talks.

In this regard, we have had a positive experience with the U.S. The American government played a useful role at Camp David, which was founded on the trust and credibility that the U.S. enjoyed on the part of the two partners to the negotiations. The European Community has adopted positions on the substantive issues of the conflict in a manner which is lacking in balance, by supporting the PLO and accepting the concept of a Palestinian state.

The Soviet Union has expressed a desire to play a role in the peace process. We have told the Soviet government that it cannot play any useful role before it resumes diplomatic relations with Israel and conducts a normal dialogue with us. Clearly, a resumption of normal relations with Israel by those countries that broke them off will contribute to an atmosphere that is conducive to peace negotiations.

Let me conclude by welcoming you again to Jerusalem. I hope your stay will enrich your understanding of the issues and our concerns, and that your visit will contribute further to the friendship between Israel and the European Community.

10/1/89

נאו תיק ק"מ
אויג

בינפ פאאר 9



הכנסת ירושלים, כ"ט בכסלו התשמ"ט
8 בדצמבר 1988

לכבוד
מר אריה מקל
יועץ מדיני לראש הממשלה
ירושלים

שלום רב,

הנדון: הופעת רוה"מ, מר יצחק שמיר, בפני משלחת הפרלמנט האירופי
לדיאלוג השנתי עם הכנסת (דיאלוג מס' 14)

המועד: יום שלישי, 10.1.89, לפנה"צ

א. כזכור לך בוודאי, מתקיים דיאלוג שנתי בין משלחת ליחסים עם ישראל של הפרלמנט האירופי והכנסת. הדיאלוג לסירוגין בירושלים ובשטרסבורג. מעתה ייתקמו דיאלוגים אלה בחודש ינואר כל שנה (במקום בדצמבר). המשלחת מורכבת מ-12 נציגים ובראשה יו"ר חדש, הוא מר GEORGES SUTRA DE GERMA, המוכר לנו וידיד ישראל. רצ"ב רשימה שמית.

ב. בהבדל מדיאלוגים קודמים, ישתתף הפעם בפתיחת הדיאלוג נשיא הפרלמנט האירופי, LORD HENRY PLUMB מבריטניה.

ג. אנו מבקשים, איפוא, כי ראש הממשלה, מר יצחק שמיר, יישא את ההרצאה הראשונה אחרי דברי הפתיחה של יו"ר הכנסת, מר דב שילנסקי. כך הופיע, בדיאלוג הקודם בירושלים ב-15.12.86.

ד. אשר לנושא הרצאתו, השם הכולל הוא סקירה מדינית (POLITICAL OVERVIEW)

כאשר נתבקשנו להתייחסות לתת-הנושאים:

1. הסיכוי לפיתרון הסיכסוך בדרכי שלום (PERSPECTIVE);
2. ועידת מל"פ באלג'יר והשלכותיה;
3. יחסי ישראל-ארצה"ב;
4. יחסי ישראל-בריה"מ.

ה. בגלל ריבוי הנושאים חושבני כי כדאי להקציב 1 שעה להרצאה ועוד חצי-שעה לשאלות ותשובות.

אודה לך על הגדרת הנושא, על זעת רוה"מ, באנגלית.

ו. ההרצאה תינתן באנגלית, כאשר יש תרגום סימולטאני ל-3 שפות: אנגלית, צרפתית, איטלקית.

כמשמע מן המידע הנ"ל, מתבקשת נוכחותו של ראש הממשלה משעת פתיחת מושב הבוקר של הדיאלוג.

על השעה המדויקת נוכל להודיעך רק אחרי ה-15 בחודש זה.

עלי להביא לידיעתך כי נשיא הפא"ר יישא דברים במליאת הכנסת, באותו יום, אחרי דברי ברכה של יו"ר הכנסת (16.00).

מצפה לתשובתך.

ב ב ר כ ה

מרים גולן

הממונה על יחסים בינפרלמנטריים

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions.

2.

The second part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes the need for consistency and accuracy in all financial reporting.

The third part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It highlights the role of the accounting department in ensuring that all financial data is properly recorded and reported.

The fourth part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It notes that accurate records are essential for the company's financial health and success.

The fifth part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It stresses the need for transparency and accountability in all financial matters.

The sixth part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions.

11/10/2023

The seventh part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It concludes by stating that accurate records are the foundation of sound financial management.

The eighth part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It reiterates the need for precision and attention to detail in all financial reporting.

The ninth part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions.

The tenth part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes the long-term benefits of accurate financial reporting.

The eleventh part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It notes that accurate records are essential for the company's growth and expansion.

The twelfth part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It concludes by stating that accurate records are the key to the company's financial success.

The thirteenth part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions.



Haunting memories of 1980 Venice Declaration

New European initiative evokes concern in J'lem

By MENACHEM SHALEV
Post Diplomatic Correspondent

The European Community's decision to launch a Middle East diplomatic initiative has begun to evoke haunting memories in Jerusalem of the 1980 Venice Declaration and of that statement's ruinous effects on Israeli-European relations.

Understandably, this mood is entirely at variance with Europeans' views. They feel that recent developments in the territories and the start of the U.S.-PLO dialogue testify to the foresight and the practicality of the Venice Declaration. It called for PLO "association" in peace talks and for recognition of the Palestinian right to self-determination.

Just as in the months following the Venice statement, Israel now anticipates, with no degree of enthusiasm, visits by a series of EC emissaries and "fact-finding missions." French Foreign Minister Roland Dumas, slated to be EC chairman in six months' time is expected on January 21. His Spanish counterpart and current EC chairman, Francisco Fernandez Ordenez, will follow closely, and a full-fledged EC mission, including senior Greek, French and Spanish representatives, is due at the beginning of next month.

Analysts in Jerusalem believe that the EC is trying to jockey for position before the next U.S. administration gets its Middle East act together. Recent rumblings from Washington, Moscow and Jerusalem of "superpower auspices" for peace talks, an idea which would inevitably leave Europe out in the cold, have created some nervousness in European capitals, most notably in Paris.

The main focus of the new initiative, as stated by Ordenez in Paris on Monday, is thus a bid to convene a full-fledged international conference, sponsored by all five members of the UN Security Council.

Foreign Minister Moshe Arens yesterday fired the first public shot against the EC initiative. He told a

Jerusalem press conference that "it would be better if, prior to undertaking any kind of initiative, the members of the European Community were to consult with us. I think," he went on, "there is probably no reason why European countries should not listen with considerable attention to our opinions, to our feelings, to our evaluation of the situation."

The substance of Arens's reaction was the same as that to the EC initiatives eight years ago.

The tone, however, has changed. Then-premier Menachem Begin's fiery rhetoric and penchant for World War II analogies led the cabinet to describe the Venice Declaration as a "Munich-like surrender to tyrannical extortion." An EC mission which came to Israel in 1981 was greeted by a Foreign Ministry reminder of the "rivers of Jewish blood" which were "spilled in Europe."

The 1980 Declaration and Israeli responses to EC visitors and statements was a constant source of tension in relations with European countries, and contributed to the EC-imposed sanctions after the Lebanon War.

Extraneous developments, however, especially the Gulf War and the Soviet invasion of Afghanistan, soon diverted European attention. In 1986, U.S. diplomatic initiatives, the decline in the status of the PLO, and Shimon Peres's active courting of European leaders brought the EC to declare that there is no longer room for an independent European initiative. The tide seems to have turned once again. Especially unwelcome here is the current "Mediterranean coalition" comprising France, Spain and Greece who share a Middle East consensus.

Officials are especially concerned about the damage which might be caused by a diplomatic fallout to the Israeli desire to make economic preparations for the 1992 EC union, a target figuring significantly in the new economic plan unveiled this week.

The focus of an EC initiative, one official said yesterday, is likely to be "pro-Arab, pro-PLO, pro-self-determination, pro-international conference, pro-withdrawal from the territories." In this reading, the EC feels that now that the PLO "obstacle" has been removed, it can itself be expected to progress from the earlier 1980 vagueness of "PLO association" to full PLO participation, and from undefined "self-determination" to a fully-fledged Palestinian state.

In Paris next week, Arens will be able to hear directly from French leaders about their intentions. In his scheduled meeting with U.S. Secretary of State George Shultz, he is expected to protest against the U.S.-PLO dialogue and, at the same time, to implore the outgoing secretary to get Europe off its high horse.

There is not much confidence here that this will in fact happen. One high-ranking official commented yesterday that given the EC's fervour to get involved, "it's going to take several sub-zero blasts of water even to get them to consider cooling down."

David Horowitz adds from London:

British Foreign Secretary Sir Geoffrey Howe yesterday insisted that Israel "really must grasp the opportunities" for negotiation offered by the PLO's new "moderate" stance. Interviewed in Kuwait on the second day of a nine-day tour of six Gulf states, Howe said it was time for Israel to issue a "matching response" to progress on the Palestinian side. "Time is not on the side of those who want to stay away from the negotiating table," he said.

The foreign secretary, who later flew on to Saudi Arabia, said he was "doing everything I can to urge continued moderation and restraint on the Palestinian side." At the same time, he would be pressing, patiently and tenaciously, for Israel to moderate its stand.

Although PLO leader Yasser Arafat is also in Saudi Arabia, it is understood that Howe is unlikely to meet with him.

29.12.88

131

ארה"ב הטילה סנקציות על יבוא סחורות מהשוק המשותף

מלחמת הסחר פרצה בשל החלטת השוק לאסור יבוא מארה"ב של בשר בקר, שקיבל טיפול הורמונלי בתגובה החליטה ארה"ב להטיל סנקציות על יבוא סחורות מן השוק המשותף בהיקף של 100 מיליון דולר • עתה מכינה הנהלת השוק רשימה של סחורות אמריקניות, שיינקטו נגדן צעדי גמול

מאת כתב "רויטר" בכריסל -

נציגות השוק האירופי המשותף הודיעה אתמול, כי החלטת ארה"ב להטיל סנקציות מסחריות על מדינות השוק נוגדת את תקנות גאט"ט (אירגון הסחר הבינלאומי).

החלטתה של ארה"ב היא גמול על החלטתן של מדינות השוק לאסור יבוא מארה"ב של בשר בקר, שקיבל טיפול הורמונלי.

נציב השוק המשותף לסחר וליחסי חוץ, וילי דה קל-רק, פירסם הודעה, שבה הוא טען, כי "הצעדים האמריקניים אינם מוצדקים ונוגדים אמנות בינלאומיות - דהיינו את תקנות גאט"ט".

האמריקנים הטילו סנקציות על יבוא סחורות מן השוק המשותף בהיקף של 100 מיליון דולר, לאחר שהשוק המשותף הטיל איסור על יבוא של בשר אמריקני מבקר, שקיבל טיפול הורמונלי.

היקף הסחר בין ארה"ב לשוק האירופי המשותף היה בשנה שעברה בהיקף של 166 מיליארד דולר.

האיסור, שהוטל על יבוא בשר, המכיל הורמונים, נוגד, כע, לטענת ראשי השוק, מקחץ שהפעילו אירגוני צרכנים.

על כל מדינה, וזה כולל את מדינות השוק המשותף, מוטלת תחובה לנקוט צעדים שלפי דעתה באים להגן על בריאות צרכניה, טען נציב השוק, דה קלרק, בהודעתו.

הוא גם טען, כי כל יתר יצואני הבשר לשוק המשותף מוכנים לעמוד בדרישות השוק, ואין סיבה לעשות ויתור רים מיוחדים ליצרני הבשר האמריקניים.

הוא הוסיף, כי הנהלת השוק המשותף מכינה רשימה של סחורות אמריקניות, שיינקטו נגדן צעדי גמול. הפעלת צעדים כאלה תלויה בהחלטת מועצת השרים של השוק המשותף, הוא ציין.

לעומת זאת טוען המימשל האמריקני, כי אין שום סיכונים בריאותיים באכילת בשר אמריקני, שעבר טיפול הורמונלי, מאחר שהחוקים האמריקניים נותנים לבקר הורמונים כטוחים לחלוטין. המימשל טוען, כי האיסור שהטיל השוק המשותף כמורה כהקמת חומת מכס. מאמצים שנעשו לפתרון הבעיה נכשלו עד כה.

29.12.88 נכ"כ

מלחמה כלכלית עלולה לפרוץ בין ארה"ב לקהיליה האירופית

מלחמה כלכלית בין ארה"ב לקהילה האירופית המשותפת עלולה לפרוץ בימים הקרובים אם לא יימצא פיתרון לבעיית ייבוא בשר אמריקני לאירופה.

המדובר בבשר בהמות שגודלו בעזרת הורמון גידול. ארה"ב טוענת, כי ההורמונים מותרים על פי תקנות מומחי בריאות. האירופים מתעקשים: הם לא יתירו יבוא בשר כזה. ארה"ב הגיבה באיום, כי תטיל מיכסימגן על שורה של מוצרים אירופיים. האמריקנים הסבירו לאירופים, כי הם נוקטים בתגובה זו משום שהם רואים את איסור הייבוא של "השוק" תירוץ, המסווה כוונה לסגור את השוק שלהם בפני מוצרים מתחרים.

בינתיים מתחפרות בריסל ווואשינגטון בעמדותיהן. לכל ברור שהמחלוקת יכולה להוביל למלחמה כלכלית של ממש. הצדדים מודעים לתוצאות השלכותיה על היחסים ביניהם אחרי 1992. שאלו בן חיים אירופה

29.12.88 נכ"כ

"הפיקוד" על הקהילה האירופית עובר לספרד

ביום א' עובר שרביט הקהילה האירופית ושמיית למדידת. מליפה גונסאלס, ראש ממשלת ספרד, מקבל בפעם הראשונה את כתר הנשיא התוך של 12 מדינות השוק האירופי המשותף.

ספרד מתכננת כבר מזה חודשים ארוכים לקבל את הפיקוד. מטה מיוחד של משרד החוץ הספרדי, בעזרת פקידים בכירים מבויסל, למד את הנושאים והלכן תכניות לפעולה בנושאים הקרובים במיוחד לליבו של גונסאלס: המזרח התיכון ודרום אמריקה.

ספרד רוצה, כי אירופה תחייב את יוזמתה במזרח התיכון. תעמיק את קשריה עם אשף ותפעל למען כינוס ועידה בינלאומית. במסגרת זו מצפים במדידת כי יאסר ערפאת יגיע לשם לביקור רשמי כבר בעתיד הקרוב. את הביקור הזה הכין שר החוץ הספרדי פרנסיסקו אורדוניו בעת ביקורו האחרון בקהיר.

אשר לאמריקה הדרומית, מבקש ראש ממשלת ספרד לגבש זומיטה של אירופה לסייע למדינות דרום אמריקה ולהתגבר על חוב הלאומי הכבד המעיק עליהן.

אך גם מדידת מודעת לעובדה, כי הבחירות הקרובות לפרלמנט האירופי, שייערכו בחודש יוני '89, יאטו את קצב האירועים, שכן גם שר החוץ יהיו עסוקים במערכת הבחירות הזאת ולא ירצו לתמוך בתכניות מרחיקות לכת העוללות לפגוע בהן ובמפלגותיהן בבחירות הללו.

שאלו בן חיים אירופה

הורביץ: תהליך מיזוג חברות באירופה מסכן התעשייה בישראל

טוען שנקלע למשבר ב-1992 כאשר נאבד גומחות היצוא באירופה

חצי דולרים נוספים, זו לא תהיה התשובה לבעיות המשק הישראלי. לרובינו, אם רוצים לצמצם מעט במאזן התשלומים של 4-5 מיליארדי דולרים, עם 300 אלף עובדים, צריך להכפיל את התפוקה. הורביץ ציין, כי התפוקה של העובד הישראלי נמוכה מ-20 אלף דולר לשנה אילו בארצות הברית ובאירופה התפוקה נעה בין 35 ל-37 אלף דולר לעובד ובארצות המתקדמות עד 50 אלף דולר לעובד. בהשקעות הון לעובד אגודו נמצאים בנסיגה, אמר הורביץ ובשנים האחרונות השקענו פחות לעובד בעוד שמדינות אחרות מעלות את השקעות הון לעובד.



אלי הורביץ

מאת עדנה אריזון
סופרת "הארץ"
ב-1992 עשוי היצוא הישראלי להיות למצוא את עצמו בעמדה נחותה ממתחיי באירופה. כשנה זו צופים מיזוגים של חברות באירופה לא מיוזגים של חברות גדולות, אלא של חברות שהתעשייה הישראלית לא שמעה עליהם והם עלולים לחרסם בנומחות שהתעשייה הישראלית תציח לייצור לה בארצות אירופה, כל מסר אלי הורביץ נשיא התאחדות התעשיינים לשעבר ומנכ"ל קונצרן טבע, במהלך סיור עיתונאים במפעל הקונצרן בכפר סבא. לרעתו, המיזוגים הללו הם תוצאה של תחרות שהולכת וגוברת בין חברות מתחרות ממדינות מאירופה. התעשייה הישראלית תתקשה להטות למצב זה בשל שינוי מדיניות על הגבלים עסקיים, שיחסום מיזוגים עם חברות מתחרות. הורביץ הוסיף כי צמצום הגרעון

במאזן התשלום יסל להעשות רק על ידי התעשייה. החקלאות גמורה מומן את מיכסת השקיע המים ואם ענף התיירות יתרחס מיליארד או מיליארד

י"ר הפרלמנט האירופי לביקור בישראל בינואר

בריסל (עסט"א) - יו"ר הפרלמנט האירופי, הבריטי לורד הנרי פלאם, עומד לבוא ב-9 בינואר לביקור רשמי בישראל, על פי הזמנת הכנסת - כך מסרו מקורות דיפלומטיים בבריסל. פלאם, חבר המפלגה השמרנית, הוזמן לישראל בספטמבר אשתקד, לאחר שיו"ר אש"ף יאסר ערפאת ביקר בפרלמנט האירופי בשטרסבורג. יהיה זה ביקור ראשון של יו"ר פרלמנט אירופי בישראל. מצפים גם לבואה של משלחת של שרי חוץ ממועצת השוק האירופי המשותף, במחצית הראשונה של השנה. מלבד ביקורו של לורד פלאם, תבוא לישראל כאמצע ינואר גם משלחת של 12 חברי הפרלמנט האירופי, חברי המפלגות העיקריות בגוף זה, במסגרת המיפגשים השנתיים בין הפרלמנט האירופי לבין הכנסת. בינתיים מסר דובר ספרדי במאדריד, כי המורה התיכון יהיה בין שלושת הנושאים העיקריים, שבהם יטפל השוק האירופי המשותף, במהלך ששת החודשים שספרד תעמוד בראשו. נציג ספרד החל לכהן אתמול כיו"ר השוק האירופי. מקורות פלשתינים במאדריד אמרו כי ערפאת עשוי לערוך ביקור רשמי בבירת ספרד בסוף ינואר, אולם עדיין לא הוחלט דשמית על ביקור כזה.

י"ר הפרלמנט האירופי יבוא לביקור בישראל ב-9 בינואר

בריסל (עסט"א) יו"ר הפרלמנט האירופי הבריטי לורד הנרי פלאם, עומד לבוא ב-9 בינואר לביקור רשמי בישראל, על פי הזמנת הכנסת - כך מסרו מקורות דיפלומטיים בבריסל. פלאם, חבר המפלגה השמרנית, הוזמן בספטמבר אשתקד, כאשר יו"ר אש"ף יאסר ערפאת ביקר בפרלמנט האירופי בשטרסבורג, על פי הזמנת הסיעה הסוציאליסטית. יהיה זה ביקור ראשון של יו"ר פרלמנט אירופי בישראל. לא מוזמן הר"ע השוק האירופי המשותף, על ידי מה במסגרת מהלכי השלום במזרח התיכון, והחליט על מגעים בדרג של שרים עם ישראל. מצפים גם לבואה של משלחת של שרי חוץ ממועצת השוק האירופי המשותף, במחצית הראשונה של השנה.

2-1-89

השוק יפתח יוזמת שלום חדשה אורדונייז: בסוף תתקיים ועידה

3.1.89 73

במדריד. עוד אמר כי עראפת קרוב לוודאי יבקר במדריד לפני כינוס שרי החוץ. שר החוץ הבריטי סר ג'וזף האו פתח ביום שני בבריטניה בסיור של תשעה ימים במספרה בקראאה לישראל לנקוט את הצעד הבא בתהליך השלום במזרח התיכון. האו יפגש לשיחות גם עם ראשי סעודיה, אבו ראכי, דובאיי, עומאן וצפון תימן וירון בטיכיים לרו-שיח בין ישראל והערבים ובהפסקת האש במפרץ. כבאו לכוחות אמר כי הוא ימליץ על סכלנות ומתינות ביחסי ערב-ישראל, לאחר שעראפת הודיע כי הוא מכיר בישראל ונוטש את הסרור. האו ישמע נאום מרכזי ביום רביעי בסעודיה, שם הנך עראפת ביום ראשון את השגרירות של פלשתיין, ולאחר מכן יפגש עם המלך פאהד. דוברים אמרו כי אין הוא מתכוון להיפגש עם עראפת. האו ידבר גם על מכירות נשק בריטי למדינות האזור.

היפאריס, ועד ועצב). השוק האירופי המשותף יפתח תוך זמן קצר ביוזמת שלום במזרח התיכון. באמצעות ביקורים כשבע מדינות המעורבות בסכסוך, הודיע אתמול שרן החוץ הספרדי פרנסיסקו פרננדז אורדונייז, לאחר שניהל שיחות עם שר החוץ הבריטי ורלאן וימא בפאריס. בשיחות, הם לאחד שנוצלו ספרד נתמנה כנשיא תורן של השוק האירופי המשותף, שוחחו שני השרים איד ליישם את החלטת השוק האירופי על המזרח התיכון. השוק האירופי הודיע באמצע דצמבר על כוונתו לפתוח כמגעים עם הצדדים המעורבים בסכסוך, במטרה להביא לכינוס ועידה בין לאומית. הם הטילו משימה זו על שרי החוץ של יוון, ספרד וצרפת. שר החוץ הספרדי ביקר ביום ששי שעבר במצרים. הוא אמר כי הוא סבור שישראל תבטל את התנגדותה לוועידה בין לאומית, מכיון שכבר נוטו כל החלופות האחרות. הוא ציין כי דרוח התחלתי על תוצאות ביקורי המשלחת יוגש ב-14 בפברואר, בכינוס של שרי החוץ של השוק האירופי

EC to launch Middle East peace drive

Post 3.1.89

PARIS (Reuter) - The European Community will begin a Middle East peace initiative immediately, with visits to seven countries involved in the conflict, Spanish Foreign Minister Francisco Fernandez Ordenez said yesterday.

The central aim of the plan is to organize an international peace conference under the auspices of the United Nations, an idea Prime Minister Yitzhak Shamir, strongly opposes.

Spain, as president of the EC Council of Ministers for the first six months of 1989, is at the helm of the EC peace initiative announced two weeks ago following Washington's decision to end a ban on contacts with the PLO. The 12-nation Community has created a diplomatic "troika" comprising Spain, France and Greece to pursue plans for the international conference. They will represent the EC in talks with Israel, the PLO and the U.S., among others.



הכנסת

19.12.88
J. Post

HOME & FOR

EC-PLO contact group expected

By DAVID HOROVITZ

Jerusalem Post Correspondent

LONDON - Greece is today expected to win European Community approval for its proposal that a team of three EC foreign ministers be appointed to tour the Middle East, holding talks with leaders of the PLO, Israel and other interested parties, in an effort to hasten the convening of an international conference.

The Greeks first raised the proposal at the EC summit in Rhodes earlier this month, but it was rejected - by Britain among others - since it was felt that the PLO had not yet gone far enough to justify high-level contacts with the Community.

Whitehall officials this weekend, by contrast, said there were now no British objections to the establishment of such a "contact group" - expected to comprise the foreign ministers of Greece (the current Community president), Germany (the previous president) and Spain (the incoming president). The proposal is likely to be approved at the EC's council meeting in Brussels today.

Britain is still opposed, however, to a Greek proposal to invite PLO leader Yasser Arafat to address the Community - but this stems more from procedural than ideological objections. The Community, it was pointed out here, simply does not invite guest lecturers.

Foreign Secretary Sir Geoffrey Howe is said to be ready to meet face-to-face with Arafat next year. Meanwhile he is content to let his junior minister, William Waldegrave, handle contacts with the PLO. Waldegrave is due back from Egypt today, and is expected to return to the Middle East early next year, to visit Israel and Jordan.

Britain also remains firmly opposed to granting recognition to the PLO-proclaimed state of "Palestine," and has firmly resisted Greek efforts to shift the Community towards recognition.

הפרלמנט האירופי תומך בהכרה באש"ף כממשלה פלשתינית גולה

לחדש את היחסים הדיפלומטיים עם ישראל, לטובת ועדת שלום בינלאומית. המפלגה הליברלית הציגה מיסמך בצירוף חתימתה של סיטון וייל, לשעבר נשיאת הפרלמנט, המביע צער על שאש"ף לא הרחיק לכת בהחלטת אלג'יר ולא הכיר מפורשות בזכותה של מדינת ישראל להתקיים. כמו כן קורא המיסמך לישראל להסכים למו"מ על מנת לשים קץ להתקוממות בשטחים.

מהסוציאליסטים, השמרנים הספרדים והירוקים. נגד ההחלטה הצביעו השמרנים הבריטים והגוליסטים הצרפתים. הסוציאליסטים הצרפתים והנוצרים דמוקרטים נמנעו. נשיא הפרלמנט, שר החוץ היווני קארלוס פאפוליאס, בירך על גינוי הטירוך על ידי ערפאת. בהחלטתו, מגנה הפרלמנט האירופי את הריכוז של הפלשתינים בשטחים. כמו כן הוא קרא לבריה"מ ולסין

שטראסבורג (ע"צ) הפרלמנט האירופי פנה אתמול ל-12 המדינות החברות בו להכיר באלתר באש"ף כממשלה פלשתינית גולה. הפרלמנט האירופי לא הכיר רשמית בהכרזת המדינה הפלשתינית בור עידת אלג'יר, אולם הדגיש, כי "כל פתרון לבעייה הפלשתינית משמעותו יצירת טריטוריה מוגדרת למדינה פלשתינית". בעד ההצעה לתמוך בהכרה בממשלה הגולה של אש"ף הצביעו חברי המפלגות הקומוניסטיות, חלק

שרי השוק החליטו „לדבר עם אש״ף“

נציגיו יבואו לישראל לשכנע למען ועידה בינ"ל

ה„טריוקה“ עומדת לבקר בישראל בראשית החודש הבא, כדי ללחוץ על הממשלה להסכים לכינוסה של ועידה בינלאומית בהקדם האפשרי, כאמצעי ליישוב הסכסוך באזור. ה„טריוקה“ תהיה מורכבת (סוף בעמוד 11)

מאת אדווין איתן ואן אקשטיין, כתבינו בפאריז ובבריסל - הקהילה האירופית החליטה ללכת בעקבות ארה״ב ולפתוח במגעים בדישוח עם אש״ף. שרי החוץ של 12 מדינות הקהילה האירופית, שהתכנסו אתמול בבריסל, החליטו באופן יוצא מן הכלל לשלוח את ה„טריוקה“ - אש״ף, יאסר ערפאת.

KOKA Line by pol
זכרון חמית
ניסים-עור
סוצרים
זקנים
רוטשילד 27 נת-ים
03-583422-70



20.12.88

שרי השוק „ידברו עם אש״ף“

יועלה דרג המגעים עם אש״ף בארץ זו. ממקורות פלשתינים מודיעים כי בניגוד לכונה קודמת, יעשו מנהיגי אש״ף מאמץ לקיים פגישה נוספת עם האמריקנים עוד טרם כניסתו של המימסל החדש בוואשינגטון.

עם אש״ף והיא אף שינתה את התואר של מנהל משרד ההסברה הפלשתינאי באוסטרליה ל„נציג אש״ף באוסטרליה“. משרד החוץ ההולנדי הודיע שהוא שוקל שיגור משלחת לטוניס בינואר, לפגישה עם נציגי אש״ף, גם בדנמרק יש סימונים לפיהם

על ישראל, אם תסרב להסכים לזוועידת שלום כתבנו, גר ליאור, מוסר כי בירושלים צופים לסחף נוסף במדינות רבות בעולם לגבי אש״ף, אחרי שאוסטרליה הודיעה אתמול על ריה הודיעה הדרג של נציג אש״ף בווינה לדרגת שגריר, אוסטרליה החליטה אתמול גם היא על פתיחת מגעים

טילו על ישראל את האחריות - אם במישורן ואם בעיני קיפין - לבלתימת החתימה לשלום. לראשונה הצטרף שר החוץ ההולנדי לשרי החוץ של איטליה, יוון, ספרד, בריטניה וצרפת, בדישישה להפעלת לחץ אירופי על ישראל.

בת משר החוץ היווני קארלוס פופוליאס, שר החוץ הספרדי פרנצ'סקו פרננדז אורדונאז, ושר החוץ הצרפתי רולן דומה. תהיה זו הפגישה הראשונה שה„טריוקה“ תבקר בישראל בתור שכזו. היתה זו הפעם הראשונה שכל 12 שרי השוק האירופי היו תמימידיעים, בכך שהי

נאלד קוראים

שרי החוץ האירופיים

מובארה וערפאת קוראים לישראל לשוחח עם אש״ף

נשיא מצרים חוסני מובארה וראש אש״ף, יאסר ערפאת, קראו שלוש למנהיגי ישראל לגלות גמישות ולקיים שיחות עם אש״ף. „אני קורא למנהיגי ישראל לגלות גמישות, מאחר ששלום דרוש גמישות וקרבות מכל הצדדים“, אמר מובארה. „עמדת ישראל בימים אלה איננה ברורה. בעבר, רצתה ישראל לדבר עם כל גורם ערבי, ואילו עתה, כשאש״ף רוצה לפתוח בדיאלוג, ישראל אומרת לא“, אמר.

ערפאת הסביר כי הוא מקווה באמצעות שיחותיו בקהיר ובמדינות ערביות נוספות לגבש עמדה ערבית משותפת על מנת „לנצל את התמיכה הבינלאומית שיש עכשיו לנושא הפלסטיני“. פקידים בממשלת אוסטרליה אמרו כי הוא אמור להגיע לשם ביום שני הבא.

שרי החוץ של 12 מדינות הקהילה האירופית התכנסו אתמול בבריסל, כשעל סדר יומם הצעה בה תומכות יוון, איטליה, ספרד, צרפת, שעיקרה ביטוי לתמיכת מדינות השוק בזכות העם הפלסטיני להגדרה עצמית. בין המתנגדות להצעה - בריטניה ומערב גרמניה. לפי המסתמן, צפויה תמיכה בהחלטות אש״ף האחרונות, אך כנראה לא תושג הכרה במדינה הפלסטינית. רויטר (ניו-יורק) אליזה זהבי (קיסנחאן)

למעלה מאלף אנשי רוח יהודים התכנסו שלוש ותבעו מממשלת ישראל לפתוח „בשיחות עכשיו“ עם אש״ף. הכנס שאמרו להימשך שלושה ימים, בהשתתפותם של פלסטינים, נערך בחסות כתב העת „תיקון“, המשקף עמדות ליברליות.

עורך „תיקון“, מייקל לורנר, אמר: „היה רים ניאורשמרנים באמריקה הצליחו להתעלם מהמסורת היהודית של היערכות למאבק בצדק ולמען המדוכאים. הם אומרים כי האינטרס האנוכי הוא המטרה הראשית של הקיום היהודי.“

הסופרת ובעלת הטור, לטי קוטין פוגרי, בין מתחה ביקורת על ארגונים יהודיים מרכזיים שהסתייגו ממשלחת יהודית-אמריקנית שנפגשה עם יאסר ערפאת, כמה ימים לפני ששר החוץ ג'ורג' שולץ הורה על פתיחת שיחות ישירות בין ארה״ב לאש״ף. „יש לי תחושה משונה כאשר אני תומכת בשולץ, אך הגיעה השעה לנהוג כך“, אמרה בפנתה לקהל השמאלני שאינו נוהג לתמוך ברפובליקנים ובמיוחד לא בשולץ הנחשב כשמרן.

איבראיהם אברלוגו, חבר המועצה הלאומית הפלסטינית ופרופסור למרע המדרגה באוניברסיטה של שיקגו, אמר כי הוא מעודד עליידי הנימה הפייסנית של הכנס. חבר מרכז חרות לשעבר, משה עמירב

20.12.88

2031

9.1



הַכְּנֵסֶת
KNESSET

VISIT TO ISRAEL

LORD PLUMB OF COLESHILL
PRESIDENT OF THE EUROPEAN PARLIAMENT
AND LADY PLUMB

4 - 11 January, 1989

Lord and Lady Plumb are accompanied by :

Dr. Robert Ramsay, Director of Private
Office

Dr. Emyr Jones-Parry, Deputy Director
of Private Office

Ms. Ursula Hassenstein, Principal
Assistant

Wednesday, 4 January

22.10 Arrival at Ben-Gurion
International Airport by El Al
flight No. 316

To be welcomed by Mr. Dan Tichon
M.K. Deputy Speaker of the
Knesset and Mrs. Ludmilla
Tichon

Proceed to Tel-Aviv

Overnight at the Diplomat Hotel, Tel-Aviv

Thursday, 5 January

08.20 Leave for Sde'-Dov airfield

09.15 Depart for Eilat by Arkiya, flight
No. 831

10.15 Landing at Eilat Airport

To be welcomed by the Deputy Mayor
of Eilat Mr. Charley Moyal

Thursday through Saturday

Private Programme

Overnight at the King Solomon Hotel, Eilat

Sunday, 8 January

- 09.30 Leave for Yotvata Farm
10.00 Visit the Arava Agricultural Research Station
11.00 Proceed to Ein Bokek
13.00 Lunch at the Moriah Hotel
14.00 Leave for Visit of Masada
15.30 Proceed to Jerusalem
18.30 Brief courtesy visit by the Deputy Speaker of the Knesset, Mr. Shevach Weiss, M.K.
19.30 Dinner hosted by His Exc. the Ambassador of Spain, Mr. Pedro Lopez Agirrebengoa, at the King David Hotel

Overnight at the King-David Hotel, Jerusalem

Monday, 9 January

- 08.50 Leave for the Knesset
09.00 Inspection of the Guard of Honour Wreath-laying ceremony Meeting with the Speaker of the Knesset, Mr. Dov Shilansky
09.35 Proceed to "Yad Vashem" accompanied by Mr. Shevah Weiss, M.K., Deputy Speaker of the Knesset
09.45 Visit "Yad Vashem" Martyrs' and Heroes' Memorial of the Holocaust Wreath-laying ceremony at Remembrance Hall
11.05 Proceed to the Prime Minister's Office
11.15 Meeting with Prime Minister Yitzhak Shamir
Proceed to Ein Kerem
12.15 Tree planting ceremony at a J.N.F forest
Return to Hotel
13.30 Luncheon given by the Deputy Director General, Ministry of Foreign Affairs, Mr. Yeshayahu Anug at the King David Hotel
15.30 Leave for the Hebrew University of Jerusalem, Mount Scopus Campus

Monday, 9 January (cont.)

- 15.45 Lecture by Lord Plumb at the Leonard Davis Institute for International Relations
- 17.00 Return to Hotel
- 18.00 Private meeting
- 20.30 Leave for the Knesset
- 20.45 Dinner hosted by the Speaker of the Knesset and Mrs. Dov Shilansky

Overnight at the King-David Hotel, Jerusalem

Tuesday, 10 January

- 08.00 Breakfast at the hotel with the Vice Premier and Minister of Finance Mr. Shimon Peres
- 08.40 Leave for the Knesset
- 08.50 Arrival at the Speaker's Office
- 09.00 Opening of the 14th Annual Dialogue between the European Parliament Delegation for Relations with Israel and the Knesset Delegation
- Welcoming Address by the Speaker of the Knesset Mr. Dov Shilansky
- Greetings by the President of the European Parliament Lord Plumb
- 09.15 Political Overview by Prime Minister Yitzhak Shamir
- 10.30 Meeting with the Minister of Agriculture Mr. Avraham Katz-Oz
- 11.30 Meeting with the Chairman of the Citrus Marketing Board of Israel Mr. Reuven Eiland and Representatives of the Agricultural Sector
- Leave for the Presidential Residence
- 13.00 Lunch hosted by the President of the State of Israel, Mr. Chaim Herzog and Mrs. Aura Herzog

Tuesday, 10 January (cont.)

- Return to Hotel
- 15.40 Leave for the Knesset
- 15.50 Arrival at the Speaker's Office
- 16.00 Attend Plenary Session
- Greetings by the Speaker of the Knesset
- Address by Lord Plumb at the Plenary Session
- 16.40 Tour of the Knesset
- 17.00 Meet the Press
- Return to hotel
- 19.15 Leave for Herzliya Pituach
- 20.30 Reception given by His Exc. the Ambassador of Spain and Mrs. Pedro Lopez, Agirrebengoa, at their Residence
- Return to Jerusalem

Overnight at the King-David Hotel, Jerusalem

Wednesday, 11 January

09.00 Departure via the Allenby Bridge

For further information, please contact
Mr. A. Agron
Assistant Director
Division for Official Guests
Ministry of Foreign Affairs
Jerusalem - Tel. 303111

Programme for Lady Plumb

Monday, 9 January

- 11.50-12.00 Visit the Jerusalem and
University Botanical Garden
accompanied by Mrs. Ludmilla
Tichon
Proceed to Ein Kerem
- 12.15 Tree Planting ceremony at a
J.N.F. forest
- 13.30 Lunch with Mrs. Ludmilla
Tichon at Katy's restaurant

Tuesday, 10 January

- 10.30-12.00 Visit the Israel Museum and
the Shrine of the Book

חוזם: 12/17883

אל: המשרד

מ-: בריסל, נר: 266, תא: 231288, זח: 1500, דח: ר, טג: בל

תח: גט: אירופה

נד: 8

בלמס/רגיל

אל: אירופה 1

דע: מוריו (נר 76)

מאת: אורון, בריסל

בלמס

קהיליה-היו"רות הספרדית

להלן מסוכנות 'אירופ' 23/12.

THE SPANISH PRESIDENCY ANNOUNCED THAT, OVER THE COMING SIX MONTHS, IT INTENDS TO DEVELOP THE TWELVE'S "POLITICAL COOPERATION" THE LATTER WILL HAVE ONE PARTICULAR PRIORITY- TO STRENGTHEN EUROPEAN CONTRIBUTION TO ECONOMIC AND POLITICAL STABILISATION IN LATIN AMERICA AND WILL ALSO RETAIN THE TWO PRIORITIES DEFINED BY THE GREEK PRESIDENCY, NAMELY TO ENCOURAGE THE PEACE PROCESS IN THE MIDDLE EAST AND THE DEVELOPMENT OF RELATIONS WITH EASTERN EUROPEAN COUNTRIES.

CONCERNING THESE LAST TWO POINTS, THE RESULTS ACHIEVED BY THE GREEK PRESIDENCY ARE VERY POSITIVE. INDEED AS REGARDS THE MIDDLE EAST, THE TWELVE'S ACTION EVEN IF IT

משרד החוץ-מחלקת הקשר

FAILED TO BE AS BOLD AS SOME MEMBER STATES WOULD HAVE LIKED, CONTRIBUTED TO THE OPENING OF A DIALOGUE BETWEEN THE UNITED STATES AND THE PLO (THROUGH CONTACTS WITH BOTH PALESTINIAN REPRESENTATIVES AND THE AMERICAN ADMINISTRATION).

NOW THE EUROPEAN "TROIKA" MUST PREPARE AT DIPLOMATIC LEVEL ITS MISSION TO THE " PARTIES CONCERNED" A FIRST MINISTERIAL CONTACT WILL PROBABLY NOT TAKE PLACE BEFORE THE INSTALLATION OF THE NEW AMERICAN ADMINISTRATION WHICH, TOGETHER WITH ISRAEL AND THE PLO, WILL BE ONE THE TWELVE'S MAIN INTERLOCUTORS.

עד כאן

אורון

מ

תפ: שהח, רהמ, שהבט, אנכל, ממנכל, סאנכל, ממו, רט, אמנ, איר, איר, 2, מעת, הסורה, מצמא

SECRET

CONFIDENTIAL - SECURITY INFORMATION

SECRET

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

SECRET

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

The following information was obtained from a source who has provided reliable information in the past. It is being provided to you for your information only. It is not to be disseminated outside your organization.

The following information was obtained from a source who has provided reliable information in the past. It is being provided to you for your information only. It is not to be disseminated outside your organization.

The following information was obtained from a source who has provided reliable information in the past. It is being provided to you for your information only. It is not to be disseminated outside your organization.

SECRET

CONFIDENTIAL

SECRET

CONFIDENTIAL - SECURITY INFORMATION

SECRET

דחיפות: מילדי	דד: 1 מחיר: 3 טופס מברק קשר ניו-יורק
סיוג: גלוי	אל: המשרד - אירופה 2
תזוח: 221230	דע: ארכל 2
מס מדיקי: 0 0634	מאת: נאו"ם - יששכרוף

ה-12 על שיחות ארה"כ אש"ף
 רצ"ב הודעה מטעם ה-12 כנדור.

נאו"ם

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including the number 221230 and various illegible scribbles.

**UNITED
NATIONS****A S****General Assembly Security Council**Distr.
GENERAL

A/43/987

S/20343

20 December 1988

ENGLISH

ORIGINAL: ENGLISH/FRENCH

634 $\frac{2}{3}$ GENERAL ASSEMBLY
Forty-third session
Agenda items 37 and 40
QUESTION OF PALESTINE
THE SITUATION IN THE MIDDLE EASTSECURITY COUNCIL
Forty-third year

Letter dated 19 December 1988 from the Permanent Representative of
Greece to the United Nations addressed to the Secretary-General

I have the honour to transmit herewith the text of a statement made by the Twelve States members of the European Community on the situation in the Middle East, issued, in English and in French, at Athens on 16 December 1988.

I should be grateful if you could arrange to have the present letter and the attached statement circulated as a document of the General Assembly, under agenda items 37 and 40, and of the Security Council.

(Signed) Constantine D. ZEPOS
Ambassador

A/43/987
S/20343
English
Page 2

634 3/3

ANNEX

Statement on the situation in the Middle East made at Athens
on 16 December 1988 by the Twelve States members of the
European Community

In the spirit of their statement of 21 November 1988, the Twelve welcome the decision of the United States Government to initiate a substantive dialogue with the PLO, following the confirmation of the acceptance by the latter of United Nations Security Council resolutions 242 (1967) and 338 (1973) and of the right of Israel to exist, and its explicit renunciation of terrorism.

The Twelve believe that this dialogue opens positive perspectives for the peace process in the Middle East and that it should lead to the beginning of negotiations between the parties directly concerned in the framework of an International Peace Conference, under the auspices of the United Nations, which they have referred to in previous declarations.

They urge all the parties to respond to the new situation and take the necessary steps for such a Conference to be convened and direct negotiations initiated within its framework. In their endeavours towards the achievement of a comprehensive, just and lasting peace the Twelve will be guided by the principles of the Venice declaration and the subsequent declarations they have adopted with regard of the situation in the Middle East. The Twelve express their intention to work to that end, including through appropriate contacts with the parties concerned.

חוזם: 12/16076

אל: המשרד

מ-: האג, נר: 161, תא: 211288, זח: 1655, זח: מ, ט: ג, בל

תח: ג, גט: אירופה

נז: ג

בלמט/מיירי

אל: אירופה 1

מאת: מגידור, האג

קהיליה-מזה"ת

להלן הודעת ה-12 מה-19 דנא

1. SITUATION IN THE MIDDLE EAST

'IN THE SPIRIT OF THEIR STATEMENT OF 21ST NOVEMBER 1988, THE TWELVE WELCOME THE DECISION OF THE UNITED STATES GOVERNMENT TO INITIATE A SUBSTANTIVE DIALOGUE WITH THE PLO, FOLLOWING THE CONFIRMATION OF THE ACCEPTANCE BY THE LATTER OF THE UN SECURITY COOUNCIL RESOLUTIONS 242 AND 338 AND THE RIGHT OF ISRAEL TO EXIST, AND ITS EXPLICIT RENUNCIATION OF TERRORISM.

THE TWELVE BELIEVE THAT THIS DIALOGUE OPENS POSITIVE PERSPECTIVES FOR THE PEACE PROCESS IN THE MIDDLE EAST AND THAT IT SHOULD LEAD TO THE BEGINNING OF NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES DIRECTLY CONCERNED IN THE FRAMEWORK OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE AUSPICES OF THE UNITED NATIONS, WHICH THEY HAVE REFERRED TO IN PREVIOUS DECLARATIONS.

MEMORANDUM FOR THE DIRECTOR
SUBJECT: [Illegible]

1. [Illegible]

2. [Illegible]

3. [Illegible]

4. [Illegible]

5. [Illegible]

משרד החוץ-מחלקת הקשר

THEY URGE ALL THE PARTIES TO RESPOND TO THE NEW SITUATION AND TAKE THE NECESSARY STEPS FOR SUCH A CONFERENCE TO BE CONVENED AND DIRECT NEGOTIATIONS WITHIN ITS FRAMEWORK INITIATED. IN THEIR ENDEAVOURS FOR THE ACHIEVEMENT OF A COMPREHENSIVE, JUST AND LASTING PEACE THE TWELVE WILL BE GUIDED BY THE PRINCIPLES OF THE VENICE DECLARATION AND THE SUBSEQUENT DECLARATIONS THEY HAVE ADOPTED WITH REGARD TO THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST. THE TWELVE EXPRESS THEIR INTENTION TO WORK TO THAT END, INCLUDING THROUGH APPROPRIATE CONTACTS WITH THE PARTIES CONCERNED.

מגיד

מט

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ממנכל, ממז, רם, אמן, אירו, אירו, 2
מצמא, מעז, הסברה

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..

חוזם: 12/15168
אל: המשרד
מ-: בריטל, נר: 209, תא: 201288, זח: 1500, דח: מ, סג: בל
תח: גט: אירומה
נד: @

בלמס/מידוי

מורי-68

מידוי/מידוי 201500 דצם 88

אל: אירומה 1

דע: מורי

מאת: אורון/בריטל

בלמס

המצב במז'ת-הודעת ה-12

להלן נוסח הודעת ה-12 שגובש בישיבת המנכ"לים המדיניים
באתונה ושהומץ אתמול כאן:

"IN THE SPIRIT OF THEIR STATEMENT OF 21ST NOVEMBER
1988, THE TWELVE WELCOME THE DECISION OF THE UNITED
STATES GOVERNMENT TO INITIATE A SUBSTANTIVE DIALOGUE
WITH THE PLO, FOLLOWING THE CONFIRMATION OF THE
ACCEPTANCE BY THE LATTER OF THE UN SECURITY COUNCIL
RESOLUTIONS 242 AND 338 AND THE RIGHT OF ISRAEL
TO EXIST, AND ITS EXPLICIT RENUNCIATION OF TERRORISM.

THE TWELVE BELIEVE THAT THIS DIALOGUE OPENS POSITIVE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

PERSPECTIVES FOR THE PEACE PROCESS IN THE MIDDLE
EAST AND THAT IT SHOULD LEAD TO THE BEGINNING OF
NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES DIRECTLY CONCERNED
IN THE FRAMEWORK OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE
UNDER THE AUSPICES OF THE UNITED NATIONS, WHICH
THEY HAVE REFERRED TO IN PREVIOUS DECLARATIONS.

THEY URGE ALL THE PARTIES TO RESPOND TO THE NEW
SITUATION AND TAKE THE NECESSARY STEPS FOR SUCH
A CONFERENCE TO BE CONVENED AND DIRECT NEGOTIATIONS
WITHIN ITS FRAMEWORK INITIATED. IN THEIR ENDEAVOURS
FOR THE ACHIEVEMENT OF A COMPREHENSIVE, JUST AND
LASTING PEACE THE TWELVE WILL BE GUIDED BY THE
PRINCIPLES OF THE VENICE DECLARATION AND THE SUBSEQUENT
DECLARATIONS THEY HAVE ADOPTED WITH REGARD TO
THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST. THE TWELVE EXPRESS
THEIR INTENTION TO WORK TO THAT END, INCLUDING
THROUGH APPROPRIATE CONTACTS WITH THE PARTIES
CONCERNED".

עו כאן

אורון

מא

תפ: שהח, רהמ, שהוט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רט, אמן, איר, איר, 2, 2,
מצמא, מעת, הסברה

CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET

CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET

CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET

CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET

CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET

CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET

CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET

CONFIDENTIAL

SECRET

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL
SECRET
CONFIDENTIAL
SECRET

חוזם: 12,14664

אל: המשרד

מ-: אתונה, נר: 149, תא: 201288, זח: 1345, זח: מ, טג: ג, בל

תח: @ גט: אירונה

נד: @

בלמס/מירי

אל: אירונה 2

דע: ממ"ר מזתים בריטל

מאת: אתונה, נציגות

ממשה"ח הירוני פנגלוס על שליחות הקהיליה למזה"ת ויחסי ירוך- ישראל

1. מ"מ שה"ח הירוני THEODOROS PANGALOS שישב ראש בישיבת מועצת שרי החוץ שהתקיימה אתמול בבריטל מסר ההודעה הבאה על שליחות הקהיליה למזה"ת והתייחס ליחסי ירוך- ישראל וירון- אש"פ .
דבריו נודסמו ב- ANA הבוקר.

EC TO OPEN MIDDLE EAST TALKS WITH PLO, US, AND ISRAEL

THE EC COUNCIL OF FOREIGN MINISTERS FOR GENERAL AFFAIRS MET IN BRUSSELS YESTERDAY AND DECIDED TO BEGIN TALKS ON THE MIDDLE EAST ISSUE WITH THE PALESTINE LIBERATION ORGANISATION (PLO), ISRAEL AND THE UNITED STATES. WITHIN THE FRAMEWORK OF POLITICAL COOPERATION, THE 12 MINISTERS DECIDED THAT THE COMMUNITY "TROIKA" (GREECE, SPAIN AND FRANCE) WOULD BEGIN THESE CONTACTS WHICH WERE AIMED AT FINDING A JUST AND PEACEFUL SOLUTION TO THE MIDDLE EAST ISSUE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

AS WELL AS ORGANISE AN INTERNATIONAL CONFERENCE THAT WOULD DEAL WITH THE PROBLEM. ALTERNATE FOREIGN MINISTER THEODORE PANGALOS, WHO CHAIRED THE COUNCIL MEETING, THE LAST UNDER THE GREEK PRESIDENCY, SAID LATER CONTACTS WITH THE USSR HAD NOT BEEN RULED OUT. HE SAID THE PLACE AND DATE OF THE CONTACTS AS WELL AS THE LEVEL IN WHICH THEY WOULD BEGIN HAD NOT YET BEEN DECIDED. MR. PANGALOS SAID THE SPANISH PRESIDENCY WOULD CHOOSE THE PLACE AND DATE WHICH WOULD BE SOMETIME IN JANUARY OR THE BEGINNING OF FEBRUARY. IT WAS POSSIBLE, HE SAID, THAT THE INITIAL CONTACTS WOULD ON AN AMBASSADORIAL LEVEL. IN RESPONSE TO A QUESTION, MR. PANGALOS SAID THE GREEK PRESIDENCY WELCOMED THE CREATION OF A PALESTINIAN STATE, BUT HAD NOT YET DECIDED WHEN IT WOULD RECOGNIZE IT NOR WHEN GREEK-ISRAELI DE FACTO RELATIONS WOULD BE UPGRADED TO DE JURE.

עד כאן

נציגות

ח

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנבל, ממנבל, ממד, רט, אמך, איר, איר, 2, מזתים, מעת, הסברה

1988-08-12
17:00
1988-08-12 17:00
1988-08-12 17:00

1988-08-12

1988-08-12

1988-08-12 17:00

1988-08-12 17:00

1988-08-12 17:00

1988-08-12 17:00

1988-08-12 17:00

1988-08-12 17:00

1988-08-12 17:00

1988-08-12

1988-08-12

1988-08-12

1988-08-12 17:00

נכנס

בלמס

חוזם: 12,14957

אל: המשרד

מ-: בריטל, נר: 208, תא: 201288, חז: 1400, זח: מ, טג: בל

תח: @ גט: אירומה

נד: @

בלמס/מידוי

אל: אירומה 1

דע: מדריד

מאת: אורון/בריטל

בלמס 107.16.1

מועצת שרים-מז"ת / בהמשך לשלנו מאתמול

להלן מסוכנות 'אירומ' 20/12:

DURING THEIR WORKING LUNCH AT THE FRINGE OF THE GENERAL AFFAIRS COUNCIL OF 19 DECEMBER, THE TWELVE'S FOREIGN AFFAIRS MINISTERS (OR THEIR DEPUTIES) DREW THE PRACTICAL CONCLUSIONS OF THE DECLARATION THEY MADE ON 16 DECEMBER ON THE MIDDLE EAST AND THEY DECIDED THAT THE TROIKA WILL HAVE TALKS WITH THE PARTIES INVOLVED IN THE MIDDLE EAST CONFLICT, THE LEVEL AT WHICH THESE MEETINGS WILL TAKE PLACE, AS WELL AS THE DATES, HAVE YET TO BE DECIDED HOWEVER THE FIRST MISSION OF REPRESENTATIVES OF THE GREEK SPANISH AND FRENCH PRESIDENCIES WILL TAKE PLACE IN TUNIS WHERE THEY WILL MEET PLO REPRESENTATIVES.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

עד כאן

אורון

בא

תפ: שהח, דהמ, שהוט, זנכל, ממנכל, סזנכל, ממז, רם, אמן, איר1, איר2, מעת, הסברה

JAMES EARL RAY
 FBI BUREAU
 MEMPHIS, TENNESSEE
 JAN 19 1964

RE: MURKIN

RE: MURKIN

RE: MURKIN

RE: MURKIN

RE: MURKIN

RE: MURKIN

RE: MURKIN

THE FOLLOWING INFORMATION WAS RECEIVED FROM THE
 MEMPHIS OFFICE OF THE FBI ON JANUARY 19, 1964:
 A SOURCE OF INFORMATION AT THE MEMPHIS OFFICE
 ADVISED THAT AN INDIVIDUAL WHO IDENTIFIED HIMSELF
 AS A MEMBER OF THE BLACK PANTHER PARTY (BPP) AND
 STATED THAT HE WAS CURRENTLY IN THE MEMPHIS
 AREA AND WANTED TO MEET WITH AN INDIVIDUAL WHO
 HE BELIEVED WAS CURRENTLY IN THE MEMPHIS
 AREA. THE SOURCE STATED THAT HE HAD BEEN
 INFORMED THAT THIS INDIVIDUAL WAS CURRENTLY
 IN THE MEMPHIS AREA AND WANTED TO MEET
 WITH AN INDIVIDUAL WHO HE BELIEVED WAS
 CURRENTLY IN THE MEMPHIS AREA. THE SOURCE
 STATED THAT HE HAD BEEN INFORMED THAT THIS
 INDIVIDUAL WAS CURRENTLY IN THE MEMPHIS
 AREA AND WANTED TO MEET WITH AN INDIVIDUAL
 WHO HE BELIEVED WAS CURRENTLY IN THE
 MEMPHIS AREA. THE SOURCE STATED THAT HE
 HAD BEEN INFORMED THAT THIS INDIVIDUAL WAS
 CURRENTLY IN THE MEMPHIS AREA AND WANTED
 TO MEET WITH AN INDIVIDUAL WHO HE BELIEVED
 WAS CURRENTLY IN THE MEMPHIS AREA.

RE: MURKIN

RE: MURKIN

RE: MURKIN

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED
 DATE 05-21-2014 BY 60322 UCBAW/SJS

חוזם:12,13338

אל:המשרד

מ-:אתונה, נר:137, תא:181288, חז:1615, דח:ר, סג:בל

תח:פ גס:אירופה

נד:פ

בלמס/רגיל

אל:אירופה 2

דע: אירופה 1, ממ'ד

מאת:אתונה/נציגות

הצהרת השוק בעד ועידה בינ'ל במזה'ת
להלן מ- ANA (17.12)

EC URGES INTERNATIONAL CONFERENCE ON MIDDLE EAST.

THE 12 EC MEMBER STATES YESTERDAY CALLED ON ALL PARTIES CONCERNED IN THE MIDDLE EAST ISSUE TO CONVENE AN INTERNATIONAL CONFERENCE UNDER U.N. AUSPICES.

THE COMMUNITY ISSUED THE FOLLOWING JOINT STATEMENT ON THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST.

"IN THE SPIRIT OF THEIR STATEMENT OF 21ST NOVEMBER 1988, THE TWELVE WELCOME THE DECISION OF THE UNITED STATES GOVERNEMENT TO INITIATE A SUBSTANTIVE DIALOGUE WITH THE PLO, FOLLOWING THE CONFIRMATION OF ACCEPTANCE BY THE LATTER OF THE U.N. SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS 242 AND 338 AND THE RIGHT OF ISRAEL TO EXIST, AND ITS EXPLICIT RENUNCIATION OF TERRORISM.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

'THE TWELVE BELIEVE THAT THIS DIALOGUE OPENS POSITIVE PERSPECTIVES FOR THE PEACE PROCESS IN THE MIDDLE EAST AND THAT IT SHOULD LEAD TO THE BEGINNING OF NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES DIRECTLY CONCERNED IN THE FRAMEWORK OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE AUSPICES OF THE UNITED NATIONS, WHICH THEY HAVE REFERRED TO IN PREVIOUS DECLARATIONS.

'THEY URGE ALL THE PARTIES TO RESPOND TO THE NEW SITUATION AND TAKE THE NECESSARY STEPS FOR SUCH A CONFERENCE TO BE CONVENED AND DIRECT NEGOTIATIONS WITHIN ITS FRAMEWORK INITIATED.

IN THEIR ENDEAVOURS FOR THE ACHIEVEMENT OF A COMPREHENSIVE, JUST AND LASTING PEACE THE TWELVE WILL BE GUIDED BY THE PRINCIPLES OF THE VENICE DECLARATION AND THE SUBSEQUENT DECLARATIONS THEY HAVE ADOPTED WITH REAGRD OF THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST.

THE TWELVE EXPRESS THEIR INTENTION TO WORK TO THAT END, INCLUDING THROUGH APPROPRIATE CONTACTS WITH THE PARTIES CONCERNED.

עד כאן

נציגות.

מס

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן, איר, איר, מצפא, מעת, הסברה

12,13338:0110
TJW:GN
11:20:10:1615:01,181288:01,137:01,0110:01-2
0011:01 0:01
0:11

11/10/88

2 0111:01

11:20:10:1615:01

0111:01 0:01

0011:01 0:01
(11.12) 0111:01

EC URGES INTERNATIONAL CONFERENCE ON MIDDLE EAST.

THE 12 EC MEMBER STATES YESTERDAY CALLED ON ALL PARTIES CONCERNED IN THE MIDDLE EAST ISSUE TO CONVEENE AN INTERNATIONAL CONFERENCE UNDER U.N. AUSPICES.

THE COMMUNITY ISSUED THE FOLLOWING JOINT STATEMENT ON THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST.

IN THE SPIRIT OF THEIR STATEMENT OF 21ST NOVEMBER 1988, THE TWELVE WELCOME THE DECISION OF THE UNITED STATES GOVERNMENT TO INITIATE A SUBSTANTIVE DIALOGUE WITH THE PLO, FOLLOWING THE CONFIRMATION OF ACCEPTANCE BY THE LATTER OF THE U.N. SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS 242 AND 338 AND THE RIGHT OF ISRAEL TO EXIST, AND ITS EXPLICIT RENUNCIATION OF TERRORISM.

THE TWELVE BELIEVE THAT THIS DIALOGUE OPENS POSITIVE PERSPECTIVES FOR THE PEACE PROCESS IN THE MIDDLE EAST AND THAT IT SHOULD LEAD TO THE BEGINNING OF NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES DIRECTLY CONCERNED IN THE FRAMEWORK OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE AUSPICES OF THE UNITED NATIONS, WHICH THEY HAVE REFERRED TO IN PREVIOUS DECLARATIONS.

THEY URGE ALL THE PARTIES TO RESPOND TO THE NEW SITUATION AND TAKE THE NECESSARY STEPS FOR SUCH A CONFERENCE TO BE CONVENED AND DIRECT NEGOTIATIONS WITHIN ITS FRAMEWORK INITIATED.

IN THEIR ENDEAVOURS FOR THE ACHIEVEMENT OF A COMPREHENSIVE, JUST AND LASTING PEACE THE TWELVE WILL BE GUIDED BY THE PRINCIPLES OF THE VENICE DECLARATION AND THE SUBSEQUENT DECLARATIONS THEY HAVE ADOPTED WITH REGARD OF THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST.

THE TWELVE EXPRESS THEIR INTENTION TO WORK TO THAT END, INCLUDING THROUGH APPROPRIATE CONTACTS WITH THE PARTIES CONCERNED.

END

11/10/88

00

11:20:10:1615:01,181288:01,137:01,0110:01-2
0011:01 0:01

** נכנס

שמור

**
**
**

חוזם: 12/12952

אל: המשרד

מ-: בריסל, כר: 185, תא: 171288, זח: 1300, זח: מ, סג: שם

תח: & גס: אירומה

נד: &

שמור/מיון

אל: מנהל אירומה 1

מאת: אורון/בריסל

כא"ר - ממשלת גולה-שלן 286.

א. קריאה למדינות בקהיליה להכיר באשפ' כממשלת גולה כלולה בטעיף 11 של החלטת הפא"ר כפי שהורקנו אתמול.

לבקשתנו ניטו מספר יודים להכניס תיקון לסעיף זה בעת ההצבעה, אך לא הצליחו, בהצבעה נפרדת על טעיף זה התוצאה היתה 60 בעד, 52 נגד ו-10 נמנעים.

ב. כל ההחלטה שהיא תוצאה של פשרה בין שלוש הצעות מסיעות השמאל מחוסרת אחיזת רוב מספר מקרים גם עקביות בין טעיפים מטריומים, עד לרגע ההצבעה ניטו מספר סוציאליסטים להכניס מספר תיקונים בהחלטה כדי שהיא תאושר על ידי כל הטיעות, המאמצים לא הצליחו ונראה לי שאין מה להצטרף על כן כי התיקונים המוצעים לא היו משנים את מהות ההחלטה, ההחלטה כוללת אף טעויות עובדתיות (ראה בא טעיף 8 של המבוא בדיפ').

הערנו על כן לשושבני ההצעה רק לאחר מעשה, מאחר שטעויות אלו נוגעות באמינות ההחלטה.

אורון.

אק

נושד. החוץ-מחלקת הקשר

תפ: שהח, רהמ, מנכל, ממנכל, איר, איר, 2, ר/מרנז, ממז, יורכנסת

ПРЕДСТАВИТЕЛЬ
КОММУНИСТИЧЕСКОЙ
ПАРТИИ СОВЕТСКОГО СОЮЗА
В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ
РАЙОНЕ

ВЕРИТ
ИЗДАНИЕ 1977
КОМУНИСТИЧЕСКАЯ

ПРЕДСТАВИТЕЛЬ КОММУНИСТИЧЕСКОЙ

ПАРТИИ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ

КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ

ВЕРИТ КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ
КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ
КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ
КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ
КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ
КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ
КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ
КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ
КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ
КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ

КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ

КОМУНИСТИЧЕСКАЯ

КОМУНИСТИЧЕСКАЯ

КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ СОВЕТСКОГО СОЮЗА В СЕВЕРНО-КАВКАЗСКОМ РАЙОНЕ

חוזם: 12/12703

אל: המשרד

מ-: בריסל, נר: 176, תא: 161288, זח: 1700, זח: מ, ט: ג, בל

תח: @ גט: אירוטה

נד: @

בלמט/מיוז

אל: אירוטה 1

זע: נכנסת/מריט גולן

מאת: בריסל/אורון

107.15.7

מא"ר - מזת - בהמשך לשלנו מה-14 דנא.

א. אתמול הובאו להצבעה במסגרת "ההצעות הדחופות" שתי הצעות החלטה משותפות: הצעה משותפת לירוקים, סוציאליסטים וקומוניסטים והצעה יותר מתונה מטעם הדמונוצרים והשמרנים.

אחר הצבעה נפרדת על סעיפי ההחלטה נתקבלה הצעת השמאל: 64 בעד (בעיקר מטיערת השמאל) 24 נגד ו-23 נמנעים (בעיקר מטיערת הימין).

ב. להלן הסעיפים העיקריים בחלק האופרטיבי של ההחלטה:-

WELCOMES THE ALGIERS DECLARATION AND REGARDS IT AS AN ENCOURAGING STEP WHICH ESTABLISHES ALL THE NECESSARY CONDITIONS FOR THE CONVENING OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE AUSPICES OF THE UN IN WHICH ALL THE PARTIES INVOLVED, INCLUDING

נוסד החוק-מחלקת הקשר

THE PLO, MAY TAKE PART IN ORDER TO ACHIEVE A JUST AND LASTING PEACE IN THIS REGION.

2. CONSIDERS THAT THE PALESTINIAN NATIONAL COUNCIL HAS GIVEN A POSITIVE INITIAL RESPONSE TO THE CONCERNS EXPRESSED BY THE EUROPEAN PARLIAMENT AND THE COMMUNITY MEMBER STATES WHICH NOW HAVE AN OBLIGATION TO TAKE THE MOST APPROPRIATE STEPS TO ENCOURAGE THE WIDEST POSSIBLE POSITIVE RESPONSE TO THE REQUEST FOR RECOGNITION OF THE PALESTINIAN STATE.

3. CALLS ON ALL CONCERNED TO DEMONSTRATE THEIR GENUINE DESIRE TO ACHIEVE A LASTING PEACE AND HOPES THAT ISRAEL WILL NOT PERSIST IN ITS REFUSAL TO SEE THE OUTCOME OF ALGIERS AS CONSTRUCTIVE AND A VALID BASIS FOR NEGOTIATIONS.

URGES THE NEW US ADMINISTRATION TO RECONSIDER ITS RELATIONS WITH THE PALESTINIANS AND THEIR ORGANIZATIONS AND INITIATE TALKS ACCORDINGLY.

URGES THE GOVERNMENT OF THE USSR AND THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA TO ESTABLISH, IN THE INTERESTS OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE, NORMAL DIPLOMATIC RELATIONS WITH THE STATE OF ISRAEL.

CALLS ON THE TWELVE TO SUPPORT THE PROPOSAL MADE BY THE PALESTINE NATIONAL COUNCIL TO PLACE THE OCCUPIED TERRITORIES, INCLUDING JERUSALEM, UNDER UN CONTROL FOR A FIXED PERIOD TO GUARANTEE THE SECURITY OF THE POPULATION AND CREAT AN ATMOSPHERE CONDUCIVE TO THE SUCCESS OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE.

EMPHASIZES THAT ANY SOLUTION ENTAILS ESTABLISHING A CLEARLY DEFINED PALESTINIAN STATE TERRITORY, GUARANTEEING ISRAEL'S RIGHT TO EXISTENCE WITHIN SECURE AND INTERNATIONALLY RECOGNIZED BORDERS.

REGARDS THE DECLARATION BY THE TWELVE OF 21 NOVEMBER 1988 AS ENCOURAGING, BUT EXPECTS EUROPE TO TAKE AN ACTIVE PART IN STEPPING UP INTERNATIONAL EFFORTS

נוסד החוק-מחלקת הקשר

TO END THE OCCUPATION OF THE PALESTINIAN TERRITORIES AND ALLOW THE PALESTINIAN PEOPLE TO EXERCISE THEIR RIGHT TO SELF-DETERMINATION AND TO CREATE A STATE.

CALLS, THEREFORE, ON THE TWELVE TO RECOGNIZE THE PLO FORTHWITH AS A PALESTINIAN GOVERNMENT IN EXILE.

IS CONVINCED, IN THIS CONTEXT, OF THE USEFULNESS OF A MEETING BETWEEN THE TWELVE AND YASSER ARAFAT TO CONSIDER DIRECTLY THE NEW POSSIBILITIES FOR DIALOGUE AND PEACE, INCLUDING INITIATIVES THAT REINFORCE THE PLO'S ROLE IN PREPARING THE INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE AND AT EUROPEAN LEVEL.

CALLS ON ALL THE GROUPS REPRESENTED AT THE PALESTINE NATIONAL COUNCIL TO REFRAIN FROM ANY ACT OF TERRORISM IN COMPLIANCE WITH THE ALGIERS DECLARATION, WHICH EXPRESSLY CONDEMNS TERRORISM.

CALLS ON THE ISRAELI GOVERNMENT TO REFRAIN FROM ANY ACT OF VIOLENCE OR PROVOCATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

ALSO CALLS ON THE ISRAELI GOVERNMENT TO ADHERE STRICTLY TO THE TERMS OF THE GENEVA CONVENTION IN THE OCCUPIED TERRITORIES.

ENDORSES THE DECLARATION MADE ON 25 NOVEMBER 1988 AT THE HEADQUARTERS OF THE UNITED NATIONS BY THE UN SECRETARY GENERAL, JAVIER PEREZ DE CUELLAR.

ג. הנוסח המלא נרשם נוספים בדיב.

אורון

PK

תפ: שהח, רהמ, שהבט, גנבל, ממנבל, סגנבל, ממז, רמ, אמנ, אירו, אירו, מעת, הסברה, ארבל, מצמא, גולן/כנסת

** נכנס
**
**
**

שמור

חוזם: 12,5080
אל: המשרד
מ-: האג, נר: 35, תא: 071288, זח: 1209, דח: מ, סג: שמ
תח: גס: אירופה
נד: &

שמור/מדי

אל: מרכז מצב, אירופה 1

מאת: מגידו האג

דוח' ה-6 דנא, שלכם חוזם 3818.
קהיליה - פסגת רוודוס.

ה-12 אכן הסתמכו ברודוס על הצהרת שרי החוץ מה-21 בנובמבר,
אך גם על ההצהרה שפרסמו ב-30 נובמבר. להלן הודעת ה-30.11.

"THE TWELVE HAVE TAKEN NOTICE WITH GREAT CONCERN OF THE REFUSAL BY THE US GOVERNMENT TO GRANT AN ENTRY VISA TO MR. Y. ARAFAT, CHAIRMAN ON THE PLO IN ORDER TO VISIT THE UN HEADQUARTERS AND ADDRESS THE GENERAL ASSEMBLY ON THE QUESTION OF PALESTINE.

THE TWELVE BELIEVE THAT IN ACCORDANCE WITH THE HEADQUARTERS AGREEMENT AND THE OPINION OF THE LEGAL COUNSEL OF THE UNITED NATIONS, MR. ARAFAT SHOULD BE ALLOWED TO ADDRESS THE UN ASSEMBLY IN NEW YORK.

THE TWELVE ARE ALSO FIRMLY OF THE OPINION THAT THIS CRUCIAL STAGE OF THE SITUATION REGARDING THE MIDDLE EAST IT WOULD BE IMPORTANT NOT TO HINDER THE ROLE OF THE UN AS A FORUM BEFORE WHICH OF A PARTY TO THE DISPUTE WOULD EXPRESS HIS VIEWS ON THE MATTER.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

MOREOVER, THE TWELVE FEEL IT IS NECESSARY TO MAINTAIN AND ENCOURAGE THE MOMENTUM CREATED BY THE RECENT DECISIONS OF THE NATIONAL PALESTINIAN COUNCIL.

THE TWELVE CALL UPON THE US GOVERNMENT TO REVIEW THE LEGAL ARGUMENTS AND RECONSIDER ITS DECISIONS.

מגידו

מס

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמן, איר, איר, מצפא, ארבל, מעת, הסברה, חדרמצב

11:00:00
11:00:00
11:00:00
11:00:00
11:00:00

11:00:00

11:00:00

11:00:00

11:00:00

11:00:00

THE TWELVE HAVE TAKEN NOTICE WITH GREAT CONCERN OF THE REUSAL BY THE US GOVERNMENT TO GRANT AN ENTRY VISA TO MR. Y. ARARAT, CHAIRMAN OF THE PLO IN ORDER TO VISIT THE UN HEADQUARTERS AND ADDRESS THE GENERAL ASSEMBLY ON THE QUESTION OF PALESTINE.

THE TWELVE BELIEVE THAT IN ACCORDANCE WITH THE AGREEMENT AND THE OPINION OF THE LEGAL COUNCIL OF THE UNITED NATIONS, MR. ARARAT SHOULD BE ALLOWED TO ADDRESS THE UN ASSEMBLY IN NEW YORK.

THE TWELVE ARE ALSO FIRMLY OF THE OPINION THAT THIS SITUATION REGARDING THE ENTRY VISA WOULD BE IMPORTANT NOT TO HINDER THE ROLE OF THE PLO AS A PART TO THE RESOLVE AND EXPRESSES HIS VIEWS ON THE MATTER.

HOWEVER, THE TWELVE FEEL IT IS NECESSARY TO MAINTAIN AND ENCOURAGE THE MOMENTUM CREATED BY THE RECENT DECISION OF THE NATIONAL PALESTINIAN COUNCIL.

THE TWELVE CALL UPON THE US GOVERNMENT TO REVISIT THE REUSAL AND RECONSIDER ITS DECISIONS.

11:00

00

11:00:00

1. The purpose of this document is to describe the objectives and scope of the project.

2. The project is intended to provide a comprehensive overview of the current state of the market.

3. The project will be conducted in three phases: research, analysis, and reporting.

4. The project team consists of five members, each with specific responsibilities.

5. The project is expected to be completed within a period of six months.

6. The project is subject to budget constraints and will require careful financial management.

7. The project will be subject to regular communication and reporting throughout its duration.

8. The project is intended to provide a clear and concise summary of the findings.

9. The project is subject to change and will be updated as more information becomes available.

10. The project is intended to provide a clear and concise summary of the findings.

11. The project is subject to change and will be updated as more information becomes available.

12. The project is intended to provide a clear and concise summary of the findings.

13. The project is subject to change and will be updated as more information becomes available.

14. The project is intended to provide a clear and concise summary of the findings.

15. The project is subject to change and will be updated as more information becomes available.

חוזם:12,2833

אל:המשרד

מ:-אתונה, נר:28, תא:051288, זח:1515, דח:מ, סג:בל

תח:א גס:אירופה

נד:א

בלמס/מידי

אל: אירופה 2 , 1

דע: ממ'ד מזתים בריסל

מאת: נציגות אתונה

הנדון: הכרזת פסגת רודוס

להלן הכרזת פסגת רודוס כפי שפורסמה הבוקר ב- ANA

THE DECLARATION

THE DECLARATION READS AS FOLLOWS:

1. REAFFIRMING ITS COMMITMENT TO ACHIEVE CONCRETE PROGRESS TOWARDS EUROPEAN UNITY ON THE BASIS OF THE SINGLE EUROPEAN ACT, - DETERMINED TO STRENGTHEN AND EXPAND THE ROLE OF THE EUROPEAN COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES ON THE INTERNATIONAL POLITICAL AND ECONOMIC STAGE, IN COOPERATION WITH ALL OTHER STATES AND APPROPRIATE ORGANISATIONS, - AND AWARE THAT THE COMPLETION OF THE INTERNAL MARKET IN 1992 WHICH IS ALREADY INSPIRING A NEW DYNAMISM IN THE COMMUNITY'S ECONOMIC LIFE, WILL EQUALLY AFFECT THE COMMUNITY'S POLITICAL AND ECONOMIC ROLE IN THE WORLD,

6406
מ.נ.ו.
214987

THE EUROPEAN COUNCIL REAFFIRMS THAT THE SINGLE MARKET WILL BE OF BENEFIT TO COMMUNITY AND NON-COMMUNITY COUNTRIES ALIKE BY ENSURING CONTINUING ECONOMIC GROWTH. THE INTERNAL MARKET WILL NOT CLOSE IN ON ITSELF. 1992 EUROPE WILL BE A PARTNER AND NOT A "FORTRESS EUROPE". THE INTERNAL MARKET WILL BE A DECISIVE FACTOR CONTRIBUTING TO GREATER LIBERALISATION IN INTERNATIONAL TRADE ON THE BASIS OF THE GATT PRINCIPLES OF RECIPROCAL AND MUTUALLY ADVANTAGEOUS ARRANGEMENTS. THE COMMUNITY WILL CONTINUE TO PARTICIPATE ACTIVELY IN THE GATT URUGUAY ROUND, COMMITTED AS IT IS TO STRENGTHEN THE MULTILATERAL TRADING SYSTEM. IT WILL ALSO CONTINUE TO PURSUE WITH THE U.S., JAPAN AND THE OTHER OECD PARTNERS POLICIES DESIGNED TO PROMOTE SUSTAINABLE NON-INFLATIONARY GROWTH IN THE WORLD ECONOMY.

2. THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES WILL CONTINUE TO WORK CLOSELY AND COOPERATIVELY WITH THE UNITED STATES TO MAINTAIN AND DEEPEN THE SOLID AND COMPREHENSIVE TRANSATLANTIC RELATIONSHIP. CLOSER POLITICAL AND ECONOMIC RELATIONS WITH JAPAN AND THE OTHER INDUSTRIALISED COUNTRIES WILL ALSO BE DEVELOPED. IN PARTICULAR, THE COMMUNITY WISHES TO STRENGTHEN AND TO EXPAND RELATIONS WITH EFTA COUNTRIES AND ALL OTHER EUROPEAN NATIONS WHICH SHARE THE SAME IDEALS AND OBJECTIVES. OPEN AND CONSTRUCTIVE DIALOGUE AND COOPERATION WILL BE ACTIVELY PURSUED WITH OTHER COUNTRIES OR REGIONAL GROUPS OF THE MIDDLE EAST, AND THE MEDITERRANEAN, AFRICA THE CARIBBEAN, THE PACIFIC, ASIA AND LATIN AMERICA WITH SPECIAL EMPHASIS ON INTERREGIONAL COOPERATION.

3. THE EUROPEAN COUNCIL EMPHASISES THE NEED TO IMPROVE SOCIAL AND ECONOMIC CONDITIONS IN LESS DEVELOPED COUNTRIES AND TO PROMOTE STRUCTURAL ADJUSTMENT, BOTH THROUGH TRADE AND AID. IT ALSO RECOGNISES THE IMPORTANCE OF A CONTINUING POLICY TO TACKLE THE PROBLEMS OF THE HIGHLY INDEBTED COUNTRIES ON A CASE BY CASE BASIS. IT LOOKS FORWARD TO THE SUCCESSFUL CONCLUSION OF THE NEGOTIATIONS FOR THE RENEWAL OF THE CONVENTION BETWEEN THE EUROPEAN COMMUNITY AND ITS 66

6406 /108

339997 70 1172 0101 0101 0101

משרד החוץ-מחלקת הקשר

AFRICAN, CARIBBEAN AND PACIFIC PARTNERS DURING THE COMING YEAR.

4. THE EUROPEAN COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES ARE DETERMINED TO PLAY AN ACTIVE ROLE IN THE PRESERVATION OF INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY AND IN THE SOLUTION OF REGIONAL CONFLICTS, IN CONFORMITY WITH THE UNITED NATIONS CHARTER. EUROPE CANNOT BUT ACTIVELY DEMONSTRATE ITS SOLIDARITY TO THE GREAT AND SPREADING MOVEMENT FOR DEMOCRACY AND FULL SUPPORT FOR THE PRINCIPLES OF THE UNIVERSAL DECLARATION ON HUMAN RIGHTS. THE TWELVE WILL ENDEAVOUR TO STRENGTHEN THE EFFECTIVENESS OF THE UNITED NATIONS AND TO ACTIVELY CONTRIBUTE TO ITS PEACE-KEEPING ROLE.

5. AGAINST THE BACK GROUND OF IMPROVED EAST-WEST RELATIONS, THE EUROPEAN COUNCIL WELCOMES THE READINESS OF THE EUROPEAN MEMBERS OF THE CMEA TO DEVELOP RELATIONS WITH THE EUROPEAN COMMUNITY AND REAFFIRMS ITS WILLINGNESS TO FURTHER ECONOMIC RELATIONS AND COOPERATION WITH THEM, TAKING INTO ACCOUNT EACH COUNTRY'S SPECIFIC SITUATION, IN ORDER TO USE THE OPPORTUNITIES AVAILABLE IN A MUTUALLY BENEFICIAL WAY. THE EUROPEAN COUNCIL REAFFIRMS ITS DETERMINATION TO ACT WITH RENEWED HOPE TO OVERCOME THE DIVISION OF OUR CONTINENT AND TO PROMOTE THE WESTERN VALUES AND PRINCIPLES WHICH MEMBER STATES HAVE IN COMMON. TO THIS EFFECT, WE WILL STRIVE TO ACHIEVE:

- FULL RESPECT FOR THE PROVISIONS OF THE HELSINKI FINAL ACT AND FURTHER PROGRESS IN THE CSCE PROCESS INCLUDING AN EARLY AND SUCCESSFUL CONCLUSION OF THE VIENNA FOLLOW-UP MEETING.

- THE ESTABLISHMENT OF THE SECURE AND STABLE BALANCE OF CONVENTIONAL FORCES IN EUROPE AT A LOWER LEVEL THE STRENGTHENING OF MUTUAL CONFIDENCE AND MILITARY TRANSPARENCE AND THE CONCLUSION OF A GLOBAL AND VERIFIABLE BAN ON CHEMICAL WEAPONS.

- PROMOTION OF HUMAN RIGHTS AND FUNDAMENTAL FREEDOMS FREE CIRCULATION OF PEOPLE AND IDEAS AND THE ESTABLISH

MENT OF MORE OPEN SOCIETIES, PROMOTION OF HUMAN AND CULTURAL EXCHANGES BETWEEN EAST AND WEST,

- THE DEVELOPMENT OF POLITICAL DIALOGUE WITH OUR EASTERN NEIGHBOURS.

6. THE EUROPEAN COMMUNITY AND THE TWELVE ARE DETERMINED TO MAKE FULL USE OF THE PROVISIONS OF THE SINGLE EUROPEAN ACT IN ORDER TO STRENGTHEN SOLIDARITY AMONG THEM, COORDINATION ON THE POLITICAL AND ECONOMIC ASPECTS OF SECURITY, AND CONSISTENCY BETWEEN THE EXTERNAL POLICIES OF THE EUROPEAN COMMUNITY AND THE POLICIES AGREED IN THE FRAMEWORK OF THE EUROPEAN POLITICAL COOPERATION. THEY WILL STRIVE TO REACH SWIFT ADOPTION OF COMMON POSITIONS AND IMPLEMENTATION OF JOINT ACTION.

7. THE EUROPEAN COUNCIL INVITES ALL COUNTRIES TO EMBARK WITH THE EUROPEAN COMMUNITY AS WORLD PARTNER ON AN HISTORIC EFFORT TO LEAVE TO THE NEXT GENERATION A CONTINENT AND A WORLD MORE SECURE, MORE JUST AND MORE FREE.

SSCONCLUSIONS'' INCLUDE CYPRUS

THE EUROPEAN COUNCIL YESTERDAY EXPRESSED SATISFACTION OVER THE RESUMPTION OF AN INTERCOMMUNAL DIALOGUE IN CYPRUS AND SAID THAT THIS DIALOGUE SHOULD LEAD TO A SWIFT SOLUTION BASED ON UNITED NATIONS PRINCIPLES.

IN THE TEXT OF CONCLUSIONS ADOPTED BY THE 12 COMMUNITY LEADERS, A DECISION ON CYPRUS WAS INCLUDED WHICH SAID:

''THE EUROPEAN COUNCIL DISCUSSED THE CYPRUS PROBLEM IT ACKNOWLEDGED THE FACT THAT THE TRAGIC DIVISION OF THE ISLAND REMAINS UNCHANGED AND REAFFIRMED THE PREVIOUS DECLARATIONS OF THE TWELVE, WHICH SUPPORT WITHOUT ANY RESERVATION THE INDEPENDENCE SOVEREIGNTY, TERRITORIAL INTEGRITY AND THE UNITY OF CYPRUS.

''WHILE EXPRESSING ITS SATISFACTION OVER THE RESUMPTION

מושרד החוץ-מחלקת הקשר

OF THE INTERCOMMUNAL DIALOGUE, THE EUROPEAN COUNCIL EXPRESSED THE WISH THAT THIS DIALOGUE SHOULD PROGRESS AND LEAD RAPIDLY TO A SOLUTION OF THE PROBLEM ON THE BASIS OF THE ABOVE PRINCIPLES AND THE RELEVANT U.N. RESOLUTIONS."

WITHIN THE FRAMEWORK OF POLITICAL COOPERATION, THE TEXT OF CONCLUSIONS REFERS TO EAST-WEST RELATIONS AND THE MIDDLE EAST. IT REAFFIRMS THE POSITIONS EXPRESSED BY THE FOREIGN MINISTERS IN THEIR STATEMENTS ISSUED ON 21 AND 30 NOVEMBER.

IN THE ABOVE STATEMENTS THE FOREIGN MINISTERS HAD SAID THAT THE DECISION OF THE PALESTINE NATIONAL COUNCIL TO DECLARE AN INDEPENDENT PALESTINIAN STATE WAS A POSITIVE DEVELOPMENT, SINCE IT RECOGNISED THE UNITED NATIONS RESOLUTIONS AND ISRAEL'S RIGHT TO EXIST.

THE CONCLUSIONS ALSO INCLUDE A SPECIAL SECTION ON THE PROGRESS MADE SO FAR WITH REGARD TO THE IMPLEMENTATION OF THE EUROPEAN SINGLE ACT.

"THE EUROPEAN COUNCIL NOTES WITH SATISFACTION THAT AT THE HALF-WAY STAGE TOWARDS THE DEADLINE OF DECEMBER 1992, HALF OF THE LEGISLATIVE PROGRAMME NECESSARY FOR THE ESTABLISHMENT OF THE LARGE MARKET IS ALREADY NEARLY COMPLETE," THE TEXT SAID.

ANOTHER IMPORTANT SECTION REFERS TO THE ENVIRONMENT AND SAYS:

"THE EUROPEAN COUNCIL CONSIDERS THAT PROTECTION OF THE ENVIRONMENT IS A MATTER OF VITAL SIGNIFICANCE TO THE COMMUNITY AND TO THE REST OF THE WORLD AND URGES THE COMMUNITY AND MEMBER-STATES TO TAKE EVERY INITIATIVE AND ALL ESSENTIAL STEPS" TO PROTECT THE ENVIRONMENT.

THE EUROPEAN COUNCIL ADOPTED SPECIFIC PROPOSALS MADE BY FRANCE WITH REGARD TO THE AUDIO-VISUAL SECTOR:

"THE EUROPEAN COUNCIL POINTED OUT THAT IT IS EXTREMELY IMPORTANT TO STRENGTHEN EFFORTS, INCLUDING COOPERATION ,

נושרד הזוז-מחלקת הקשר

TO DEVELOP EUROPE'S AUDIOVISUAL CAPACITY, WHETHER WITH REGARD TO THE FREE MOVEMENT OF PROGRAMMES THE PROMOTION OF THE EUROPEAN HIGH-DEFINITION TELEVISION SYSTEM OR TO A POLICY OF ENCOURAGING CREATIVITY...''

''THE EUROPEAN COUNCIL REQUESTS THE COUNCIL TO SPEED UP WORK ON THE 'TELEVISION WITHOUT FRONTIERS' DIRECTIVE.'''

נצ'יגות

פא

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמנ, איר1, איר2, מZת'ים, מעת, הסברה

5406 / 88

336067 בע' 0712 יו"ת ישראלי 02 50144

חוזם: 12,2600

אל: המשרד

מ-: אתונה, נר: 26, תא: 051288, זח: 1300, דח: ב, סג: בל

תח: א גס: אירופה

נד: א

בלמס/בהול

אל: אירופה 2, 1

דע: לשכת המנכ"ל ממ"ד

מאת: נציגות אתונה

החלטות פסגת רודוס בנושא הפלסטינאי

1. הבוקר פורסם קטע ההודעה הבאה על המזה"ת במסגרת החלטות ועידת הפסגה המבורקת אליכם במלואה בנפרד.

WITHIN THE FRAMEWORK OF POLITICAL COOPERATION, THE TEXT OF CONCLUSIONS REFERS TO EAST-WEST RELATIONS AND THE MIDDLE EAST. IT REAFFIRMS THE POSITIONS EXPRESSED BY THE FOREIGN MINISTERS IN THEIR STATEMENTS ISSUED ON 21 AND 30 NOVEMBER.

IN THE ABOVE STATEMENTS THE FOREIGN MINISTERS HAD SAID THAT THE DECISION OF THE PALESTINE NATIONAL COUNCIL TO DECLARE AN INDEPENDENT PALESTINIAN STATE WAS A POSITIVE DEVELOPMENT, SINCE IT RECOGNISED THE UNITED NATIONS RESOLUTIONS AND ISRAEL'S RIGHT TO EXIST.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

2. כן נמסר ב- ANA ששהח פפוליאס ענה בתשובה לשאלה על הדיונים בנושא הפלסטינאי ומסקנותיהם:

IN THE QUESTION AND ANSWER PERIOD LATER, FOREIGN MINISTER KAROLOS PAPOULIAS SAID THAT THE 12 FOREIGN MINISTERS HAD UNANIMOUSLY DECIDED THAT HE SHOULD ATTEND THE EXTRAORDINARY U.N. GENERAL ASSEMBLY TAKING PLACE IN GENEVA ON 13 DECEMBER, AS CHAIRMAN OF THE COUNCIL OF MINISTERS OF THE EEC, TO PRESENT THE COMMUNITY'S POSITIONS WITH REGARD TO THE PALESTINIAN ISSUE.

MR. PAPOULIAS ADDED THAT IF PALESTINE LIBERATION ORGANISATION (PLO) LEADER YASSER ARAFAT WAS IN GENEVA DURING THIS PERIOD, HE COULD NOT RULE OUT THE POSSIBILITY, OF A MEETING WITH HIM.

נציגות

פא

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמן, איר. 17, איר. 27, מעת, הסברה

1955.12.28
12:00 PM
12:00 PM
12:00 PM

1955.12.28
12:00 PM
12:00 PM
12:00 PM

1955.12.28
12:00 PM
12:00 PM
12:00 PM

1955.12.28
12:00 PM
12:00 PM
12:00 PM

1955.12.28
12:00 PM
12:00 PM
12:00 PM

1955.12.28
12:00 PM
12:00 PM
12:00 PM

1955.12.28
12:00 PM
12:00 PM
12:00 PM

1955.12.28

1955.12.28

1955.12.28
12:00 PM
12:00 PM
12:00 PM

נכנס

בלמס ✓

חוזם:12,3457

אל:המשרד

מ-:בריטל, נר:34, תא:051288, חז:1630, דח:ר, סג:בל

תח:גסט:אירופה

נד:ג

בלמס/רגיל

אל:אירופה 1

מאת:אורון בריטל

בלמס 107.16.1

פסגת רודוס-מזת'

להלן מסוכנות,, אירופ' 4-/12:

ACCORDING TO WHAT MRS. THATCHER TOLD THE PRESS, THE BRUSSELS DECLARATION IS FULLY ADEQUATE, AND IT WAS THUS NOT DESIRABLE FOR THE HEADS OF GOVERNMENT TO TRY TO COME UP WITH SOMETHING NEW 'OVER DINNER'.

ON THE OTHER HAND, MR. MITTERRAND TOLD THE PRESS THAT THE BRUSSELS DECLARATION IS GOOD, BUT THAT ITS MAJOR SHORTCOMING IS THAT IT WAS ADOPTED BEFORE THE US DENIED ARAFAT AN ENTRY VISA. ASKED IF HE UNDERSTOOD THE AMERICAN DECISION, HE ANSWERED: 'I PREFER NOT TO UNDERSTAND: OTHERWISE, IT MIGHT LEAD ME TO PESSIMISTIC CONCLUSIONS FOR THE FUTURE'.

IN FACT, THE DEBATE FOCUSED MOSTLY (MOSTLY BETWEEN THE FOREIGN MINISTERS) ON THE MANNER IN WHICH THE TWELVE WILL BE REPRESENTED AT THE SPECIAL SESSION OF THE UN GENERAL ASSEMBLY IN GENEVA. SOME STATES (IN PARTICULAR ITALY, FRANCE AND GREECE) WOULD HAVE LIKE ALL FOREIGN MINISTERS TO BE PRESENT, BUT

משרד החוץ-מחלקת הקשר

A COMPROMISE WAS FOUND: MR. PAPOULIAS, AS PRESIDENT OF POLITICAL COOPERATION, WILL SPEAK ON BEHALF OF THE TWELVE, AND THE OTHER COUNTRIES WILL SEND THEIR PERMANENT REPRESENTATIVES IN NEW YORK. DURING THE FINAL PRESSCONFERENCE, MR. PAPOULIAS SAID THAT ARAFAT BEING IN GENEVA, 'IT WILL BE POSSIBLE TO CONTINUE THE DIALOGUE WITH HIM'. AT THE BEGINNING FRANCE PROPESED THAT A TALK WITH ARAFAT BE HELD IN GENEVA WITH THE MINISTERS OF THREE SUCCESSIVE PRESIDENCIES.

אורון

77

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמנ, איר, איר, 27, הסברה, מעת, ארבל



1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960

1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970

1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980

1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000

2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020

2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040

2041
2042
2043
2044
2045
2046
2047
2048
2049
2050

נכנס

בלמס

12,3459:חוזם

אל:המשרד

מ-:בריטל, נר:30, תא:051288, זח:1630, דח:ר, סג:בל

תח:ג א:אירופה

נד:ג

בלמס/רגיל

אל:אירופה 1

מאת:אורון, בריטל

בלמס 107.16.1

פסגת רודוס

להלן הקטע על המזת' מתוך הצהרת ה- EPC של ראשי מדינות
הקהיליה:

MIDDLE EAST

ARAB-ISRAELI CONFLICT

THE EUROPEAN COUNCIL HAD A THOROUGH DISCUSSION ON THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST. IT REAFFIRMED THE POSITION EXPRESSED BY THE MINISTERS OF FOREIGN AFFAIRS IN THEIR DECLARATION OF 21 NOVEMBER 1988 , AS WELL AS IN THE DECLARATION OF 30 NOVEMBER 1988.

LEBANON.

THE EUROPEAN COUNCIL REAFFIRMED THE IMPORTANCE IT ATTACHES TO THE ELECTION OF A PRESIDENT OF THE LEBANESE REPUBLIC.

משדד החוץ-מחלקת הקשר

IT SUPPORTS THE EFFORTS WHICH THE LEBANESE ARE CURRENTLY UNDERTAKING IN ORDER TO SEARCH FOR A CONSENSUS WHICH CONSTITUTES THE CONDITION FOR THE MAINTENANCE OF THE SOVEREIGNTY, INDEPENDENCE AND THE TERRITORIAL INTERGRITY OF LEBANON.

THE EUROPEAN COUNCIL CONSIDERS IT ESSENTIAL THAT THE INTERNATIONAL COMMUNITY CONTINUES TO DEMONSTRATE AN ACTIVE INTEREST IN LEBANON AND IN THE ELECTION OF THE PRESIDENT.

IT EXPRESSES THE VIEW THAT THE UNITED NATIONS COULD IN PARTICULAR, IF THAT WOULD BE USEFUL, CONTRIBUTE TO THE SATISFACTORY HOLDING OF THE PRESEDENTIAL ELECTION.

77

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמנ, איר, איר, 27,
הסברה, מעת, מזתים

Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or title.

Faint, illegible text in the upper middle section.

Faint, illegible text in the middle section.

Faint, illegible text in the lower middle section.

Faint, illegible text in the lower middle section.

Faint, illegible text in the lower middle section.

Faint, illegible text in the lower middle section.

Faint, illegible text in the lower middle section.

Faint, illegible text at the bottom of the page.

חוזם: 12,290

אל: המשרד

מ-: אתונה, נר: 6, תא: 011288, חז: 1300, דח: ב, סג: בל

תח: א גס: אירופה

נד: א

בלמס/בהול

אל: ממנכ"ל ענוג--בהול

דע: אירופה 2, ממ"ד, בריסל, ואשינגטון

מאת: הנציגות אתונה

הודעת הקהיליה בנושא הזמנת ערפאת לאו'מ.

להלן הודעה שפורסמה בבוקר בנושא ב- ANA ושהובאה בשם ה-12 על ידי הנשיאות היוונית של הקהיליה האירופאית:

EC URGES U.S. TO REVISE DECISION ON ARAFAT ENTRY VISA

THE EUROPEAN COMMUNITY EXPRESSED ITS "CONCERN" OVER WASHINGTON'S REFUSAL TO GRANT PALESTINE LIBERATION ORGANISATION (PLO) LEADER YASSER ARAFAT AN ENTRY VISA TO THE UNITED STATES. MR. ARAFAT WISHED TO ADDRESS THE UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY ON THE PALESTINIAN ISSUE AT THE INTERNATIONAL ORGANISATION'S HEADQUARTERS IN NEW YORK.

IN A STATEMENT RELEASED BY THE GREK COMMUNITY PRESIDENCY, THE TWELVE EC MEMBER-STATES EXPRESSED BELIEF THAT, BASED ON THE AGREEMENT THAT ESTABLISHED THE U.N. HEADQUARTERS IN NEW YORK AND IN VIEW OF THE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

U.N.'S LEGAL DEPARTMENT, MR. ARAFAT "MUST BE ALLOWED TO ADDRESS THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS IN NEW YORK".

THE 12 ALSO EXPRESSED THE "FIRM BELIEF" THAT, "AT THIS CRITICAL HOUR FOR THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST, IT IS OF GREAT IMPORTANCE THAT THE UNITED NATIONS BE ALLOWED TO PLAY THE ROLE OF A FORUM FROM WHICH THE LEADER OF ONE OF THE SIDES WILL EXPRESS HIS VIEWS ON THE ISSUE. "IN ADDITION THE 12 "FEEL THE NEED TO PRESERVE AND ENCOURAGE THE SITUATION WHICH WAS CREATED BY THE RECENT DECISIONS OF THE PALESTINE NATIONAL COUNCIL".

THE 12 EEC MEMBER-STATES CALLED ON THE U.S. GOVERNMENT TO "RE-EXAMINE ITS LEGAL ARGUMENTS AND REVISE ITS DECISION".,

עד כאן הנציגות,

פא

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן, איר, איר, 27, מצפא, ארבל

12:29:04 IN
TWO:07M
3:14:0, 3:07:1, 3:00:0, 0:12:88, 0:11:01, 0:10:01-0
0:10:01 3:00
0:11

VIA TELETYPE

1988-11-12 17:10

1988-11-12 17:10, 17:08, 17:06, 17:04, 17:02, 17:00

1988-11-12 17:10

1988-11-12 17:10, 17:08, 17:06, 17:04, 17:02, 17:00

1988-11-12 17:10, 17:08, 17:06, 17:04, 17:02, 17:00

EC URGES U.S. TO REVISE DECISION ON ARAFAT ENTRY
VISA

THE EUROPEAN COMMUNITY EXPRESSED ITS CONCERN
OVER WASHINGTON'S REFUSAL TO GRANT PALESTINE LIBERATION
ORGANISATION (PLO) LEADER YASSER ARAFAT AN ENTRY
VISA TO THE UNITED STATES. MR. ARAFAT WISHED TO
ADDRESS THE UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY ON THE
PALESTINIAN ISSUE AT THE INTERNATIONAL ORGANISATION'S
HEADQUARTERS IN NEW YORK.

IN A STATEMENT RELEASED BY THE GREEK COMMUNITY PRESIDENCY,
THE THREE EC MEMBER-STATES EXPRESSED BELIEF
THAT, BASED ON THE AGREEMENT THAT ESTABLISHED THE
U.N. HEADQUARTERS IN NEW YORK AND IN VIEW OF THE

U.N.'S LEGAL DEPARTMENT, MR. ARAFAT MUST BE ALLOWED
TO ADDRESS THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED
NATIONS IN NEW YORK.

THE 12 ALSO EXPRESSED THE FIRM BELIEF THAT
AT THIS CRITICAL HOUR FOR THE SITUATION IN THE
MIDDLE EAST, IT IS OF GREAT IMPORTANCE THAT THE
UNITED NATIONS BE ALLOWED TO PLAY THE ROLE OF A
FORUM FROM WHICH THE LEADER OF ONE OF THE SIDES
WILL EXPRESS HIS VIEWS ON THE ISSUE. IN ADDITION
THE 12 FEEL THE NEED TO PRESERVE AND ENCOURAGE
THE SITUATION WHICH WAS CREATED BY THE RECENT DECISIONS
OF THE PALESTINE NATIONAL COUNCIL.

THE 12 EC MEMBER-STATES CALLED ON THE U.S. GOVERNMENT
TO RE-EXAMINE ITS LEGAL ARGUMENTS AND REVISE
ITS DECISION.

1988-11-12 17:10

END

1988-11-12 17:10, 17:08, 17:06, 17:04, 17:02, 17:00

חוזם: 11/16040

ל:

אתונה/311, בון/364, בריטל/333, האג/302, לונדון/407, פריז/605,
 רומא/301, מדריד/334, גילנר/216, אוסלו/192, ליטבון/172,
 קופנהגן/231, וושה/728, ניו/822, אוטבה/224, בייירט/498, מנסיקו/285,
 ברזיליה/222, קנברה/221, אנקרה/216

מ-המשרד, תא: 221188, זח: 1618, זח: ב, טג: בל

תח: 6 גט: ממת

נד: 6

בלמס/בהול

נציגויות ה-12 (זאיה), רושינגטון, ניו-יורק, אוטבה,
 בואנוס-אירס, מנסיקו סיטי, ברזיליה, קנברה, אנקרה

להלן הודעת דובר נתגובה להצהרת חברות הקהילה האירופית:

'בהודעת ה-12 כיכר מאמץ להציג את החלטות המל"ג כחד
 משמעות ובראיות להערכה.

בכך אנו חלוקים מאד עם ידיוותיכו האירופיות. למרבה הצער
 גישתן אינה עומדת במבחן העובדות. הספקנות שלנו אף
 התחזקה למשמע התבטאויותיהם של אנשי אש"ג אחרי התכנסות
 המל"ג'.

להלן באנגלית:

THE STATEMENT OF THE EC REFLECTS AN EFFORT TO PORTRAY
 THE DECISIONS OF THE PNC AS UNEQUIVOCAL AND AS
 DESERVING APPRECIATION.

ON THIS WE ARE IN SHARP DISAGREEMENT WITH OUR EUROPEAN
 FRIENDS. REGRETTABLY THEIR APPROACH IS NOT
 CORROBORATED BY THE FACTS AND OUR OWN SKEPTICISM IS
 STRENGTHENED BY STATEMENTS MADE BY PLC MEMBERS AFTER
 THE PNC CONFERENCE.

SECRET (Classification)

Page 1

This document contains information that is classified as SECRET. It is intended for the use of authorized personnel only. The information contained herein is the property of the United States Government and is not to be distributed outside the Department of Defense without the express written permission of the appropriate authority.

SECRET (Classification)

This document contains information that is classified as SECRET. It is intended for the use of authorized personnel only. The information contained herein is the property of the United States Government and is not to be distributed outside the Department of Defense without the express written permission of the appropriate authority.

This document contains information that is classified as SECRET. It is intended for the use of authorized personnel only. The information contained herein is the property of the United States Government and is not to be distributed outside the Department of Defense without the express written permission of the appropriate authority.

This document contains information that is classified as SECRET. It is intended for the use of authorized personnel only. The information contained herein is the property of the United States Government and is not to be distributed outside the Department of Defense without the express written permission of the appropriate authority.

SECRET (Classification)

This document contains information that is classified as SECRET. It is intended for the use of authorized personnel only. The information contained herein is the property of the United States Government and is not to be distributed outside the Department of Defense without the express written permission of the appropriate authority.

מושרד החוץ-מחלקת הקשר

בנפרד יוברקו במסגרת תדרוך הסברה התבטאויות ראשי אש"פ
אחרי המל"פ.

מע"ת

פא

תפ: שהח, רהמ, מנכל, ממנכל, רביב, מעת, הסברה, איר1, איר2, שפי, אמלט,
בנצור, מצפא, ליאור, מזתים, הדס, אוקיאניה, ר/מרכז, שמד

REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS OF THE COMPANY FOR THE YEAR 1999

Page 1

1

THE BOARD OF DIRECTORS OF THE COMPANY HAS REVIEWED THE FINANCIAL STATEMENTS OF THE COMPANY FOR THE YEAR 1999 AND IS OF THE OPINION THAT THE FINANCIAL STATEMENTS GIVE A TRUE AND FAIR VIEW OF THE FINANCIAL POSITION OF THE COMPANY AS AT 31 DECEMBER 1999 AND OF THE RESULTS OF THE COMPANY'S OPERATIONS FOR THE YEAR.

XX

משרד החוץ-מחלקת הקשר

16213

תאריך : 23.11.88 ✓

נכנס

בלמס

חוזם: 11,16213

אל: המשרד

מ-: בריסל, נר: 194, תא: 221188, זח: 1700, דח: ר, סג: גבל

תח: @ גס: אירופה

נד: @

בלמס/רגיל

אל: אירופה 1

דע: תפוצת מאיה

מאת: אורון/בריסל

מועצת שרי החוץ -מלפ'.

להלן מ'אירופ' 22/11

THE FOREIGN MINISTERS OF THE TWELVE MEETING WITHIN THE POLITICAL COOPERATION FRAMEWORK ADOPTED REGARDING THE DECISIONS TAKEN BY THE PALESTINE NATIONAL COUNCIL OF ALGIERS A DECLARATION WHICH WITHOUT RAISING THE PROBLEM OF THE RECOGNITION OF A PALESTINIAN STATE STRESSES THE VERY POSITIVE NATURE OF THESE DECISIONS AND THE NEED TO NOT LET THIS CHANCE FOR PEACE TO BY. PRESIDENT PAPOULIAS RECOGNISED THAT IN ORDER TO DRAW UP A TEXT ACCEPTABLE TO EVERYONE BOTH MAXIMALISTS AND MINIMALISTS HAD TO BE SATISFIED. FOR HIM THE DECLARATION IS SATISFACTORY SINCE IT CONSTITUTES A POSITIVE REACTION BY THE TWELVE TO THE DECISIONS TAKEN IN ALGIERS WHICH HE SAID, ARE A HISTORICAL CONTRIBUTION TO THE SEARCH FOR A DURABLE AND JUST PEACEFUL SOLUTION IN THE MIDDLE EAST. MR. PAPOULIAS ASKED ABOUT AN EVENTUAL RECOGNITION OF THE PALESTINIAN

XX

0077

1010

11 16 13 07 P
T 06 05 P
0 10 07 07 09 11 19 11 08 11 02 11 00 01 10 00 01 09 07 08 11 00
00 07 06 01 00 01 01 11
0 1 1 1

01 06 07 07
00 00 00 00 0
00 00 00 00 00
00 00 00 00 00
00 00 00 00 00
00 00 00 00 00
00 00 00 00 00

THE FOREIGN MINISTERS OF THE TWELVEMETTING WITHIN
THE POLITICAL COOPERATION FRAMEWORK ADOPTED REGARDING
THE DECISIONS TAKEN BY THE PALESTINE NATIONAL
COUNCIL OF ALGERIA A DECLARATION WHICH WITHOUT
RAISING THE PROBLEM OF THE RECOGNITION OF A PALESTINIAN
STATE STRESSES THE VERY POSITIVE NATURE OF THESE
DECISIONS AND THE NEED TO NOT LET THIS CHANGE
FOR PEACE TO BY PRESIDENT PANOULIAS RECOGNISED THAT
IN ORDER TO DRAW UP A TEXT ACCEPTABLE TO EVERYONE
BOTH MAXIMALISTS AND MINIMALISTS HAD TO BE SATISFIED FOR
WHEN THE DECLARATION IS SATISFACTORY SINCE IT CONSTITUT
ES A POSITIVE REACTION BY THE TWELVE TO THE DECISIONS
TAKEN IN ALGERIA WHICH HE SAID, ARE A HISTORICAL
CONTRIBUTION TO THE SEARCH FOR A DURABLE AND JUST PEACEFUL
SOLUTION IN THE MIDDLE EAST. MR. PANOULIAS ASKED
ABOUT AN EVENTUAL RECOGNITION OF THE PALESTINIAN

STATE BY GREECE (WITH AT THE SAME TIME DE JURE RECOGNITION SINCE DE FACTO RECOGNITION ALREADY EXISTS ISRAEL) SIMPLY NOTED THAT THE NEW SITUATION WAS OBVIOUSLY EXAMINED IN GREECE. FORTY COUNTRIES HAVE ALREADY RECOGNISED THE STATE WHICH HAS BEEN PROCLAIMED HE SAID AND HE DID NOT THINK THAT IN EUROPE ANY GOVERNMENT (EVEN OUTSIDE THE TWELVE WAS NOT LOOKING AT THE QUESTION. AS FOR THE GREEK PROPOSAL TO INVITE MR ARAFAT TO SPEAK BEFORE THE TWELVE, MEETING WITHIN THE FRAMEWORK OF ' ' POLITICAL COOPERATION ' ' MR. PAPOULIAS RECALLED THAT SOME OF HIS COLLEAGUES DID NOT THINK SUCH AN INITIATIVE TO BE SATISFACTORY BUT THAT IN HIS OPINION IT WOULD BE MORE USEFUL THAN EVER TO BE ABLE TO HEAR THE PLO LEADER WITHOUT AN INTERMEDIARY SO AS TO AVOID ANY MISUNDERSTANDINGS. THE DISCUSSION ON THE TEXT ADOPTED BY THE TWELVE WAS LONGER THAN EXPECTED, THE INITIAL DRAFT BEING RATHER CONSIDERED AS WEAK ESPECIALLY BY THE ITALIANS AND THE FRENCH. THESE LATTER WERE ABLE TO HAVE INSERTED INTO IT A PASSAGE ON THE NEED TO TAKE UP THE OPPORTUNITY OFFERED BY THE RECENT DEVELOPMENTS AND ANOTHER ON THE SITUATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES FRANCE AND ITALY WANTED THAT ALSO IN THE DECLARATION THERE BE AN ALLUSION TO UN RESOLUTION 181 WHICH DATES FROM 1947 WHICH MR. ARAFAT HAD REFERRED TO BEFORE THE EP) AS MR ANDREOTTI TOLD THE PRESS HE FINALLY DROPPED THIS DEMAND SINCE THE ALLUSION TO RESOLUTION 181 COULD POSE LEGAL PROBLEMS COMPROMISING FUTURE NEGOTIATIONS ON THE BORDERS OF ANY NEW STATE. FOR ITS PART THE BRITISH DELEGATION FELT THAT THE PROCLAMATION OF THE STATE OF PALESTINE WAS PREMATURE AND THAT ITS RECOGNITION BY THE COMMUNITY COUNTRIES ALONE WOULD NOT BE TIMELY. HOWEVER THE UK 'S JUDGEMENT ON THE ALGIERS DECISIONS IS GLOBALLY POSITIVE AND THE BRITISH GOVERNMENT FEELS THAT THE TWELVE SHOULD CONVINCE THE UNITED STATES TO TAKE THIS IMPORTANT FORWARD STEP SERIOUSLY.

FORWARD STEP SERIOUSLY.
CONVINCE THE UNITED STATES TO TAKE THIS IMPORTANT
THE BRITISH GOVERNMENT FEELS THAT THE TWELVE SHOULD
ON THE MATTER DECISIONS IS GLOBALLY POSITIVE AND
WOULD NOT BE TIMELY. HOWEVER THE BRITISH JUDGEMENT
ITS RECOGNITION BY THE COMMUNITY COUNTRIES ALONE
OF THE STATE OF PALESTINE WAS PREREQUISITE AND THAT
BRITISH DELEGATION FELT THAT THE PROCLAMATION
ON THE BORDERS OF ANY NEW STATE FOR ITS PART THE
LEGAL PROBLEMS COMPRISING FUTURE NEGOTIATIONS
SINCE THE ALLUSION TO RESOLUTION 181 COULD POSE
TODAY THE PARS HE FINALLY DROPPED THIS DEMAND
MR ARARAT HAD REFERRED TO BEFORE THE ENI AS MR ANDREOTTI
IN RESOLUTION 181 WHICH DATES FROM 1947 WHICH
ALSO IN THE DECLARATION THERE BE AN ALLUSION TO
OCCUPIED TERRITORIES (RANGE AND ITALY WANTED THAT
DEVELOPMENTS AND ANOTHER ON THE SITUATION IN THE
NEED TO TAKE UP THE OPPORTUNITY OFFERED BY THE RECENT
ABLE TO HAVE INSERTED INTO IT A PASSAGE ON THE
BY THE ITALIANS AND THE FRENCH, THESE LATTER WERE
INITIAL DRAFT BEING RATHER CONSIDERED AS WEAK ESPECIALLY
AFFECTED BY THE TWELVE WAS LONGER THAN EXPECTED, THE
ANY MISUNDERSTANDING. THE DISCUSSION ON THE TEXT
FOR A LEADER WITHOUT AN INTERMEDIARY SO AS TO AVOID
BE MORE USEFUL THAN EVER TO BE ABLE TO HEAR THE
TO BE SATISFACTORY BUT THAT IN HIS OPINION IT WOULD
HIS COLLEAGUES DID NOT THINK SUCH AN INITIATIVE
COOPERATION. MR. RAPOULIAS RECALLED THAT SOME OF
TWELVE MEETING WITHIN THE FRAMEWORK OF A POLITICAL
PROPOSAL TO INVITE MR ARARAT TO SPEAK BEFORE THE
HAR NOT LOOKING AT THE QUESTION AS FOR THE GREEK
CONCERN ANY GOVERNMENT EVEN OUTSIDE THE TWELVE
MISGOTTAINED HE SAID AND HE DID NOT THINK THAT IN
HAVE ALREADY RECOGNISED THE STATE WHICH HAS BEEN
WAS PREVIOUSLY EXAMINED IN GREECE. FORTY COUNTRIES
EXISTING (ISRAEL) SIMPLY NOTED THAT THE NEW SITUATION
NEGOTIATION SINCE OF FACTO RECOGNITION ALREADY
STATE BY GREECE WITH AT THE SAME TIME OF JUNE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמן, איר, איר, 27,
הסברה, מעת

RE: WPA, FNB, WPCB, BICV, BBICV, OBICV, BBT, IU, WBT, WICE, WICS,
FOCCE, BUR

נכנס

בלמס

חוזם: 11,17036

אל: המשורד

מ-: בריסל, נר: 213, תא: 221188, זח: 1445, דח: מ, סג: בל

תח: א גס: אירופה

נד: א

בלמס/מיד

אל אירופה 1

מאת לידיה שוק רון בריסל

להלן הנוסח האנגלי של הצהרת ה-12 בעקבות המל'פ:

"THE TWELVE ATTACH PARTICULAR IMPORTANCE TO THE DECISIONS ADOPTED BY THE PALESTINIAN NATIONAL COUNCIL IN ALGIERS, WHICH REFLECT THE WILL OF THE PALESTINIAN PEOPLE TO ASSERT THEIR NATIONAL IDENTITY AND WHICH INCLUDE POSITIVE STEPS TOWARD THE PEACEFUL SETTLEMENT OF THE ARAB-ISRAELI CONFLICT.

THEY WELCOME IN THIS RESPECT THE ACCEPTANCE BY THE PNC OF SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS 242 AND 338 AS A BASIS FOR AN INTERNATIONAL CONFERENCE, WHICH IMPLIES ACCEPTANCE OF THE RIGHT OF EXISTENCE AND OF SECURITY FOR ALL STATES OF THE REGION, INCLUDING ISRAEL. RESPECT FOR THIS PRINCIPLE GOES TOGETHER WITH THAT OF JUSTICE FOR THE PEOPLES OF THE REGION IN PARTICULAR THE RIGHT OF SELF-DETERMINATION OF THE PALESTINIAN PEOPLE WITH ALL THAT THIS IMPLIES. FOR THE TWELVE IT CONSTITUTES A NECESSARY CONDITION FOR THE ESTABLISHMENT OF JUST, LASTING AND COMPREHENSIVE PEACE IN THE NEAR EAST, AS THEY HAVE REPEATEDLY ASSERTED SINCE THE DECLARATION OF VENICE. THE TWELVE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ALSO EXPRESS THEIR SATISFACTION THAT THE PNC HAS EXPLICITLY CONDEMNED TERRORISM.

THE TWELVE APPEAL TO ALL PARTIES CONCERNED, WHILE ABSTAINING FROM ANY ACT OF VIOLENCE AND ANY ACTION WHICH COULD FURTHER AGGRAVATE THE TENSE SITUATION IN THE NEAR EAST. TO TAKE THIS OPPORTUNITY AND CONTRIBUTE TO THE PEACE PROCESS IN A POSITIVE WAY WITH A VIEW TO A JUST, GLOBAL AND LASTING SOLUTION TO THE ARAB-ISRAELI CONFLICT. THIS SOLUTION CAN ONLY BE ACHIEVED THROUGH AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE AUSPICES OF THE UNITED NATIONS, WHICH REPRESENTS THE SUITABLE FRAMEWORK FOR THE NECESSARY NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES DIRECTLY CONCERNED.

'THE TWELVE ARE DEEPLY CONCERNED BY THE DETERIORATION OF THE SITUATION AMONG THE POPULATION OF THESE TERRITORIES WHICH MIGHT BECOME WORSE IF THERE IS NO PROSPECT OF A NEGOTIATED SOLUTION, THEY REITERATE THEIR COMMITMENT TO PARTICIPATE ACTIVELY IN ALL EFFORTS CONTRIBUTING TO A NEGOTIATED SOLUTION'.

עד כאן ===

אק

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמנ, איר, איר, 2,
מעט, הסברה

נכנס

בלמס

חוזם: 10,20896

אל: המשרד

מ-: אתונה, נר: 173, תא: 301088, זח: 1610, דח: מ, סג: בל

תח: @ גס: אירופה

נד: @

בלמס/מידי

אל: אירופה 2

דע: ממד, מעת, אורון/בריסל

מאת: השגריר/אתונה

דה מרש הקהיליה הארופית

1. בשבת 29/11 פורסמה ההודעה הבאה ב-ANA על הדה מרש של הקהיליה הארופית ביחס לשמוש בכדורי פלסטיק:

THE EUROPEAN COMMUNITY YESTERDAY LODGED A DEMARCHE TO THE ISRAELI GOVERNMENT PROTESTING THE USE OF PLASTIC BULLETS AGAINST PALESTINIAN DEMOSTRATORS IN THE OCCUPIED TERRITORY. THE PROTEST WAS ALSO AGAINST THE ISRAELI MINISTER'S STATEMENTS, ACCORDING TO WHICH THE USE OF PLASTIC BULLETS IS NECESSARY DUE TO THE INCREASE IN THE NUMBER OF PALESTINIAN VICTIMS. THE ''12'' HAVE ASKED THE ISRAELI GOVERNMENT TO DESIST FROM SUCH VIOLENT MEASURES THAT ESCALATE OPPRESSION IN THE OCCUPIED TERRITORY , ACCORDING TO A FOREIGN MINISTRY ANNOUNCEMENT .

2. הידיעה הועתקה ופורסמה גם בעתונים יווניים נוספים

משרד החוץ-מחלקת הקשר

נציגות

מס

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן, איר, איר, מעת, הסברה, מזתים, מתאסשטחים

0000

0000

00:00:00
00:00:00
00:00:00
00:00:00
00:00:00

00:00:00

00:00:00

00:00:00

00:00:00

00:00:00

00:00:00

THE FOREIGN COMMUNITY YESTERDAY LOGGED A DEMARCHÉ TO THE ISRAELI GOVERNMENT PROTESTING THE USE OF PLASTIC BULLETS AGAINST PALESTINIAN DEMONSTRATORS IN THE OCCUPIED TERRITORY. THE PROTEST WAS ALSO AGAINST THE ISRAELI MINISTER'S STATEMENTS, ACCORDING TO WHICH THE USE OF PLASTIC BULLETS IS NECESSARY DUE TO THE INCREASE IN THE NUMBER OF PALESTINIAN VICTIMS. THE PALESTINIANS HAVE ASKED THE ISRAELI GOVERNMENT TO DESIST FROM SUCH VIOLENT MEASURES THAT ESCALATE OPPRESSION IN THE OCCUPIED TERRITORY, ACCORDING TO A FOREIGN MINISTRY ANNOUNCEMENT.

00:00:00

00:00:00

00

00:00:00

ירצא

בלמס

חוזם: 10,17793

אל:

אתונה/316, בון/438, בריטל/340, האג/323, לונדון/436, מזריד/296,
 מילנו/218, פריס/638, רומא/328, אוסלו/186, ליסבון/165,
 קומנהגן/223

מ-: המשרד, תא: 261088, זח: 1505, דח: מ, טג: בל

תח: @ גס: אירופה

נד: @

בלמ'ס/מיידי

נציגי הטרויקה של הקהילה (יוון, גרמניה וספרד) ונציגי
 הקהילה ביקשו בגישה עם הממנכ"ל ומסרו את המאוש הבא:

THE TWELVE EXPRESS THEIR GRAVE CONCERN AND REPULSION
 FOR THE NEW VIOLENT METHODS (PLASTIC BULLETS) WHICH THE
 IDF IS USING AND WHICH HAVE ALREADY CAUSED DEATH; AND
 THEIR CONCERN AT THE STATEMENTS BY THE ISRAELI MINISTER
 OF DEFENCE EXPRESSING THE "INTENTION OF INCREASING THE
 NUMBER OF PERSONS INJURED AMONG THOSE WHO TAKE PART IN
 VIOLENT ACTIVITIES, WITHOUT CAUSING MORTAL VICTIMS".
 THEY URGE THE ISRAELI GOVERNMENT TO ABSTAIN FROM ANY
 VIOLENT METHODS WHICH CONSTITUTE A NEW ESCALATION OF
 REPRESSION IN THE OCCUPIED TERRITORIES.
 THE TWELVE INTEND TO MAKE THIS DEMARCHE PUBLIC.

היתה שיחה קצרה.

קינר

מא

רש

נושרד החוץ-נוחלקת הקשר

תפ: שהח, רהמ, מנכל, ממנכל, שהבט, אירו, 1, איר, 2, ליאור, מזתים,
 מתאסשטחים, ר/מרנז, ממז, רביב, מעת, הסברה

חוזם: 11,15218

אל: המשורד

מ-: בריסל, נר: 183, תא: 211188, זח: 1700, דח: 1, סג: 1

תח: 9 גס: אירופה

נד: 9

בלמס/בהול

אל: אירופה 1

דע: תפוצת מאיה

מאת: אורון בריסל

107.16.1

הצהרת ה-12 על המל'פ.

להלן הנוסח המלא של ההצהרה :-

DECLARATION DES DOUZE
CONCERNANT LES DECISIONS DU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

(BRUXELLES, LE 21 NOVEMBRE 1988).

LES DOUZE ATTACHENT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE
AUX DECISIONS ADOPTÉES PAR LE CONSEIL NATIONAL
PALESTINIEN A ALGER QUI REFLETENT LA VOLONTE DU
PEUPLE PALESTINIEN D'AFFIRMER SON IDENTITE NATIONALE
ET QUI COMPORTENT DES PAS POSITIFS VERS LE REGLEMENT
PACIFIQUE DU CONFLIT ISRAELO-ARABE.

ILS SALUENT A CET EGARD L'ACCEPTATION PAR LE CNP
DES RESOLUTIONS 242 ET 338 DU CONSEIL DE SECURITE

משורד החוץ-מחלקת הקשר

COMME BASE D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE, CE QUI
IMPLIQUE L'ACCEPTATION DU DROIT A L'EXISTENCE
ET A LA SECURITE DE TOUS LES ETATS DE LA REGION
Y COMPRIS ISRAEL, LE RESPECT DE CE PRINCIPE, QUI VA
DE PAIR AVEC CELUI DE LA JUSTICE POUR LES PEUPLES
DE LA REGION, ET PARTANT DU DROIT A L'AUTODETERMINATION
DU PEUPLE PALESTINIEN AVEC TOUT CE QUE CELA IMPLIQUE,
CONSTITUE POUR LES DOUZE UNE CONDITION NECESSAIRE
POUR L'ETABLISSEMENT D'UNE PAIX JUSTE, DURABLE
ET GLOBALE AU PROCHE-ORIENT, AINSI QU'ILS L'ONT AFFIRME
A MAINTES REPRISES DEPUIS LA DECLARATION DE VENISE.

LES DOUZE EXPRIMENT EN OUTRE LEUR SATISFACTION POUR
LA CONDAMNATION EXPLICITE DU TERRORISME PAR LE
CNP.

LES DOUZE LANCENT UN APPEL A TOUTES LES PARTIES
CONCERNÉES POUR QUE TOUT EN S'ABSTENANT DE TOUT ACTE DE
VIOLENCE ET DE TOUTE ACTION QUI POURRAIT ENCORE
AGGRAVER LA SITUATION TENDUE AU PROCHE-ORIENT, ELLES
SAISISSENT CETTE OCCASION ET CONTRIBUENT DE MANIERE
POSITIVE AU PROCESSUS DE PAIX EN VUE D'UNE SOLUTION
JUSTE, GLOBALE ET DURABLE DU CONFLIT ISRAELO-ARABE.
CETTE SOLUTION NE PUE ETRE ACQUISE QUE PAR LA BIAIS
D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DE PAIX, SOUS LES
AUSPICES DES NATIONS-UNIES, QUI CONSTITUE LA CADRE
APPROPRIE POUR LES NECESSAIRES NEGOCIATIONS ENTRE
LES PARTIES DIRECTEMENT INTERESSEES.

LES DOUZE SONT VIVEMENT PREOCCUPES PAR LA DETERIORATION
DE LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES ET
LA MONTEE D'UN SENTIMENT DE DECEPTION ET DE DESEPOIR
DANS LA POPULATION DE CES TERRITOIRES QUI
S'AGGRAVERAIENT A DEFAUT DE PERSPECTIVES D'UNE SOLUTION
NEGOCIEE.

ILS REITERENT LEUR ENGAGEMENT A PARTICIPER ACTIVEMENT
A TOUT EFFORT DANS LE BUT D'UNE SOLUTION NEGOCIEE

עד כאן

אורון

משורד החוץ-מחלקת הקשר

מס

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמן, איר, 1, איר, 2,
מזתים, מעת, הסברה

11.12.18:07:10
11:12:18:07:10
11:12:18:07:10
11:12:18:07:10
11:12:18:07:10
11:12:18:07:10
11:12:18:07:10
11:12:18:07:10
11:12:18:07:10
11:12:18:07:10

11.12.18:07:10

11.12.18:07:10

11.12.18:07:10

11.12.18:07:10

11.12.18:07:10

11.12.18:07:10

11.12.18:07:10

DECLARATION DES DOUZE
CONCERNANT LES DECISIONS DU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

BRUXELLES, LE 21 NOVEMBRE 1988.

LES DOUZE ATTACHENT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE
AUX DECISIONS ADOPTES PAR LE CONSEIL NATIONAL
PALESTINIEN A ALGER QUI REFLETENT LA VOLONTE DU
PEUPLE PALESTINIEN D'AFFIRMER SON IDENTITE NATIONALE
ET QUI COMPORTENT DES PAS POSITIFS VERS LE REGLEMENT
PACIFIQUE DU CONFLIT ISRAELO-ARABE.

LES DOUZE SALUENT A CET EGARD L'ACCEPTATION PAR LE CNR
DES RESOLUTIONS 242 ET 338 DU CONSEIL DE SECURITE

COMME BASE D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE, CE QUI
IMPLIQUE L'ACCEPTATION DU DROIT A L'EXISTENCE
ET A LA SECURITE DE TOUTS LES ETATS DE LA REGION
Y COMPRIS ISRAEL, LE RESPECT DE CE PRINCIPE, QUI VA
DE PAIR AVEC CELUI DE LA JUSTICE POUR LES PEUPLES
DE LA REGION, ET PARTANT DU DROIT A L'AUTODETERMINATION
DU PEUPLE PALESTINIEN AVEC TOUT CE QUE CELA IMPLIQUE,
CONSTITUE POUR LES DOUZE UNE CONDITION NECESSAIRE
POUR L'ETABLISSEMENT D'UNE PAIX JUSTE, DURABLE
ET GLOBALE AU PROCHE-ORIENT. AINSI QU'ILS L'ONT AFFIRME
A maintes reprises depuis la declaration de Venise.

LES DOUZE EXPRIMENT EN OUTRE LEUR SATISFACTION POUR
LA CONDEMNATION EXPLICITE DU TERRORISME PAR LE
CNR.

LES DOUZE LANCENT UN APPEL A TOUTES LES PARTIES
INTERESSEES POUR QUE TOUT EN S'ABSTENANT DE TOUT ACTE DE
VIOLENCE ET DE TOUTE ACTION QUI POURRAIT ENCORE
AGGRAVER LA SITUATION TENDUE AU PROCHE-ORIENT, ELLES
SAISIRENT CETTE OCCASION ET CONTRIBUENT DE MANIERE
POSITIVE AU PROCESSUS DE PAIX EN VUE D'UNE SOLUTION
JUSTE, GLOBALE ET DURABLE DU CONFLIT ISRAELO-ARABE.
CETTE SOLUTION NE PEUT ETRE ACQUISE QUE PAR LA PAIX
D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DE PAIX, SOUS LES
AURILES DES NATIONS-UNIES, QUI CONSTITUE LA CAREN
APPROPRIE POUR LES NECESSAIRES NEGOCIATIONS ENTRE
LES PARTIES DIRECTEMENT INTERESSEES.

LES DOUZE SONT VIVEMENT PREOCCUPES PAR LA DETERIORATION
DE LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES ET
LA MONTEE D'UN SENTIMENT DE DECEPTION ET DE DESESPOIR
DANS LA POPULATION DE CES TERRITOIRES QUI
S'AGGRAVERAIENT A DEFAUT DE PERSPECTIVES D'UNE SOLUTION
NEGOCIEE.
LES DOUZE ENTIENDENT LEUR ENGAGEMENT A PARTICIPER ACTIVEMENT
A TOUT EFFORT DANS LE BUT D'UNE SOLUTION NEGOCIEE

END TN

11718

00

01.11.88 2 11:10

** יוצא

טורי

**

**

**

חוזם: 10500/10

אל:

אתונה/203, בון/265, בריטל/190, האג/184, לונדון/235, מדריד/168,
 פריס/375, רומא/169, מילנו/124, אנקרה/100, איסטנבול/108,
 נירובי/102, ניקוסיה/139, סינגפור/143, קהיר/179, קינשאסה/104,
 נרטוריה/105, וינה/170, אוסלו/105, בוקרשט/128, ברן/163,
 הלסינקי/62, גנבה/149, ליסבון/90, קופנהגן/122, שטוקהולם/129,
 יארנדה/120, וושי/466, אוטבה/132, לוטאנגלס/103, בנגקוק/261,
 טוקיו/248, קנברה/136, ביירט/306, בוגוטה/100, ברזיליה/116,
 גואטמלה/74, לימה/155, מדנטבידאו/69, מנסיקו/158, טנחוזזה/69,
 קיטו/137, קרקס/170, וירו/100, סנטיאגו/145, ניו/581

מ-: המשרד, תא: 171088, זח: 1512, דח: ר, סג: סו

תח: @ גט: מנבל

נד: @

טורי/רגיל

ראשי הנציגויות

כתא: מרכז המצב

ז'ח שבועי 9-14.10.88

הנושאים המרכזיים בהם טיפל משרד החוץ השבוע הם:

1. אשור הנרוטוקולים החדשים במלמנט האירופי

לקראת הצבעה על הפרוטוקולים החדשים, ניהלה ישראל מערכה
 מדינית קשה ואינטנסיבית בכל בירות הקהילה האירופית, כדי
 לגייס תמיכת חברי המא"ר ולזכות לאשור הפרוטוקולים.
 ב-12.10.88 אישר המא"ר את שלושת הפרוטוקולים ברוב גדול
 לאחר ענוב של קרוב לשנה, שנגרס בעיקר בשל בעיות היצוא
 החקלאי מהשטחים וארועי האינתיפדה. יודגש שהמא"ר זחה
 פעמיים ע"י הצבעה את אשור הפרוטוקולים, והמתנגדים לנו ראו
 בכך כמעין הפעלת סנקציות כלכליות, המונעלות על ישראל

משרד החוץ-נוחלקת הקשר

מסיבות מזוינות, ומכאן החשיבות של אשור הפרוטוקולים לאו דווקא מבחינה כלכלית, אלא גם מזונית.
אשור הפרוטוקולים התאפשר הודות לאזרן שנתנה הטיעה הסוציאליסטית, שהינה הטיעה הגדולה במא"ר, לבקור ערפאת והחלטתם פה אחד להצביע בעד אשור הפרוטוקולים.
הפעילות המלטיניאית הנמרצת בסמון להצבעה, שמאחוריה עמד צרלס שמאט מדמאללה, נוטרלה ע"י פרסום העובדות של מתן רשיון יצוא למגדלים העזתיים, יום לכני ההצבעה, וכך חתימת ההסדר בנדון ע"י ראשי הקואורטיבים הערביים מהגדה והמגדלים העזתיים.
יש לראות באשור הפרוטוקולים הסרת מכשול עיקרי ביוחסינו עם הקהילה וזהו צעד חשוב לקידום קשרינו המסחריים עם המדינות החברות. אנו מצפים להשלמת ההליכים הפורמליים בקרוב וכניסת הפרוטוקולים לתוקף כבר ב-1.11.88.

להלן מספר הוגשים ביחס ליישום הפרוטוקולים שאושרו:

א. הפרוטוקול המוסף - זהו הסכם המעניק לישראל הטבות ניכרות בתחום החקלאות שעיקרן הן:

1. הוספת מוצרים חזשים להסכמנו מ-1975.

2. הורדות הזרגתיות של המכסים על לביטולם הכללי בתום תקופה של 7 שנים ומקסימום 10 שנים, והיינו, עד סוף 1995.

3. הרחבת עונות היצוא לגבי מספר מוצרים חקלאיים.

4. קביעת מכסות ותקרות לייצוא לקהילה.

5. הקמת מנגנון בהשתתפות ישראל שיעקוב אחר התפתחויות הסדר בשוק מוצרים חקלאיים.

6. יתנהל מדימ ביינונו לבין הנציבות לפני תום תקופת המעבר, על מנת לאפשר לנו לדון בנושאים בעייתיים וקשיו סחר שיתעוררו לטווח הארוך.

אחד ההישגים הכלכליים והמשמעותיים ביותר הוא בייצוא פרחים, שלגביו הל מכס גבוה מאד של 18 אחוז, שיבוטל כליל ב-1/1/93. כניסת הפרוטוקול לתוקף תאפשר ליצואני הפרחים (בנוסף למגדלים של מוצרים חקלאיים אחרים) להנות מהנחות במכס כבר בעונת היצוא שתתחיל בראשית נובמבר. על ני אומדן חגול הכנסתם הפנויה של יצואני הפרחים כבר השנה בכ-10 מליון דולר. ניתן אולי לאמוד הרווח לחקלאים ולתעשיינים

מושרד החוץ-מחלקת הקשר

הישראלים מבטול כל המכסים על יצואנו החקלאי הטרי והמטובו
בטביבות 50 מליון דולר לשנה.
אין ספק שההטבות הנ"ל ימריצו המגדלים להרחיב היצוא
ולהכנין השקעותיהם בצורה יעילה יותר ובטוחה יותר בעתיד.

ב. הפרוטוקול להתאמה טכנית - זהו הסכם המסדיר את תנאי
הסחר בינינו לבין ספרד ופורטוגל בחקומת המטבר שנקבעה ל-7
שנים. הפרוטוקול קובע לוח זמנים וקצב הורדות כרמות
המכסים בין ישראל לבין כל אחת משתי המדינות הנזכרות.
ב-1.1.93 יוסרו כל המכסים בין ישראל לבין ספרד ופורטוגל
ואז יתנהל סחרנו באורח שווה עם כל המדינות החברות
בקהיליה. אנו מצפים שישום הפרוטוקול, במרט עם ספרד,
יביא לגדול משמעותי מאוד בהיקף חלופי הסחר לאור העובדה
שמדינה זו נחשבת לשוק פוטנציאלי גדול עבור יצואנו
התעשייתי.

יודגש שיצואנו לספרד הוכפל בכל אחת מהשנים 1986 ו-1987
וצפוי שיעור גידול של 50 אחוז בשנת 1988. זהוינו יצואנו
לספרד יסתכם השנה בכ-150 מליון דולר בנגז יבוא בהיקף
זהה. יש לספרדיט ענין רב בהרחבת יצוא מכוניות לישראל
ואין ספק שניתן לצפות להגברת חלופי הסחר עם ספרד בשנים
הבאות באופן ניכר.

ג. הפרוטוקול המינכסי - הפרוטוקול המינכסי מתחוש מזי 5
שנים וזהו הפרוטוקול הרביעי במספר שמעמיד לרשות ישראל
מלווה בסך 63 מליון יחידות הישוב ECU S המיועדות
למימון פרויקטים של תעשיות קטנות וגיננויות.

סכום

אנו טבורים שליישומם של הפרוטוקולים החוזים תהיה השמעה
חיובית מיוחדת בכל הקשור לקשרינו הכלכליים עם הקהיליה
ובמרט בתחומים הנאים:

א. יחול גידול ניכר בהיקף יצואנו החקלאי ותובטח הנכסה
מנויה גדולה יותר, דבר שיאפשר לנו להמרן טוב יותר מול
המתחרים הקהילתיים.

ב. תחול הגברה משמעותית בחלופי הסחר בתחום התעשייתי עם
ספרד (בעיקר) ופורטוגל. הורדות במכסים עז לבטולם יאפשרו
ליצואנים שלנו לחזור לשוקים הנזכרים בצורה מועזמת.

ג. יתאפשר לנו להתמקד יותר בתחום שי"פ התעשייתי -

משרד החוץ-מחלקת הקשר

טכנולוגי ואולי אף הגברת ההשקעות לטורח הבינוני.

ד. ניתן יהיה להשתלב טוב יותר בהיערכות האירופית לשנת 1992 ולהסתגל להתפתחויות החזקות מהר יותר ובאורח יעיל יותר.

2. ההתפתחות בקשרים הדו-צדדיים שבין ישראל לסין.

(המידע להלן לידיעתכם בלבד, לא להתייחסות ולא להעלאה בשיחות).

במסגרת מגעים מזיניים בדרג בכיר ביותר, שהחלו להתפתח באו"ם, נמשך שרי החוץ של שתי המדינות (ספטמבר 1987, ספטמבר 1988) וכן המנכ"ל טמיר עם שגריר סין באו"ם. אף כי הסינים הודיעו שלשירות אין כל משמעות בילטרלית, שכן קוימו בחסות האו"ם ועסקו בנושא המזהים בלבד, היתה למגעים חשיבות רבה בשל היותם צנור של הדברות גלויה ובאותן לבירוקרטיה הסינית על כשרות הקשרים עם ישראל. יצויין שמספר שגרירים ישראלים, בעיקר באירופה, מזווחים לנו על שיחות יזיוותיות עם עמיתים סינים, וידוע לנו על הנחיה שנתנה בנושא ממשתי'ח במקיין.

בתחום המדע התרבו בקורים הדדיים של אנשי מדע ואקדמיה, בעיקר בחסות נכסים בינלאומיים. בהמשך למגעים שהיו במסגרת אקדמיות ולנכונותם של הסינים להוסיף ולפתח קשרים על בסיס PEOPLE TO PEOPLE ללא מעורבות ממשלתית, עלתה מחשבה לנסות ולמסד את הקשר בין האקדמיות הלאומיות למדעים ונבחני הדרכים לכן, בכלל זה מנדי נציג אקדמי במקיין, אן טרם גובש הנושא.

בתחום הכלכלי, חלו התפתחויות צנועות, בעיקר דרך צד שלישי כשברקע קשרים אובייקטיביים הכרוכים בסחר עם סין. מגעים של חברות ממשלתיות שונות נמצאים בתהליך של בדיקה אן המרי'מ ממושך מטבעו בגלל מערכת האילוצים. כדי לעודד ולהנחות קשרי הכלכלה הוחלט על הקמתה של חברה (המונחית ע"י מספר משרדי ממשלה) לריכוז הנושא, הרשומה בהונג קונג. קוימו מספר מגעים להסדר המערכת לשחוף מעולה ולחנוש משותף של זרבי מעולה. במסגרת זו יצא הסמנכ"ל מינרבי לסין. מפנה חיובי חשוב חל בתחום קשרי התיירות והחל מהקיץ מאפשרים שלטונות סין כניסתן של קבוצות מאורגנות של תיירים ישראלים (כניסת ישראלים בודדים עדיין לא מתאפשרת גדרן כלל). המנה זה יש לראות גם על רקע הצורך החזוף של

משרד החוץ-מחלקת הקשר

הסינים במטי'ח.

מאז הוקמה הקונסוליה בהונג קונג היא מרכזת פעילות חשובה, מהווה עמות נציגית וקשור טובה ומקיימת מגעים חשובים.

מרכז מצב

טד

מס

הפ: שהח, רהמ, מככל, ממנכ, למעת

משרד החוץ-מחלקת הקשר

12069

תאריך: 19.10.88

נכנס

בלמס

הוזם: 10,12069
אל: המשרד
מ-: בריסל, נר: 160, תא: 181088, זח: 1800, דח: ר, סג: בל
תח: גס: אירופה
נד: ג

בלמס/רגיל

אל: אירופה 1

דע: אחונה

מאת: אורון, בריסל

בלמס 107.16.1

מפגש שרי החוץ של ה-12 ביואנינה:

א. להלן מסוכנות 'אירופ'

THE TWELVE ALSO DISCUSSED DEVELOPMENTS IN THE MIDDLE EAST AND FELT THAT EUROPE COULD TAKE UP THE INITIATIVE TO ENCOURAGE A PEACE SETTLEMENT AFTER THE MEETING OF THE PALESTINIAN NATIONAL COUNCIL AND THE ELECTIONS IN ISRAEL. AT THIS STAGE, THE MINISTERS ARE NOT ABLE TO ACCEPT THE GREEK SUGGESTION OF INVITING THE PLO LEADER YASSER ARAFAT TO MEET THEM, DURING A MEETING OF EUROPEAN POLITICAL COOPERATION (IT SHOULD BE RECALLED THAT ON 8 FEBRUARY, THE TWELVE HAD A MEETING OF THIS TYPE IN BONN WITH KING HUSSEIN). MR. PAPOULIAS SAID THAT MR. ARAFAT HAD PROVED DURING HIS RECENT MEETINGS IN STRASBOURG (WITH HIMSELF AS WELL AS WITH THE SOCIALIST GROUP AND OTHER POLITICAL GROUPS OF THE EUROPEAN PARLIAMENT)

משרד החוץ-מחלקת הקשר

THAT HE WAS A "VIABLE INTERLOCUTER. ACCORDING TO THE GREEK FOREIGN MINISTER, " THE DEVELOPMENTS IN PALESTINE, THE ELECTIONS IN ISRAEL AND IN THE UNITED STATES AND THE MEETING OF THE PALESTINIAN NATIONAL COUNCIL WILL OPEN THE WAY FOR MINISTERS OF THE TWELVE TO MEET MR. ARAFAT". SEVERAL MINISTERS FELT LIKEWISE, BUT OTHERS DEMANDED THAT FIRST OF ALL THE PLO SHOULD FORMALLY RECOGNISE ISRAEL. GIULIO ANDREOTTI FELT THAT THE TWELVE COULD TAKE THE INITIATIVE REGARDING THE MIDDLE EAST, EITHER WITHIN THE FRAMEWORK OF THE UN SECURITY COUNCIL OR " ALONG THE LINES OF THE VENICE DECLARATION " OF 1980. AS TO RECOGNITION BY THE TWELVE OF AN EVENTUAL PALESTINIAN GOVERNMENT IN EXILE, THE MINISTERS HERE TOO ADOPTED A CAUTIONS AND EXPECTANTSTANCE.

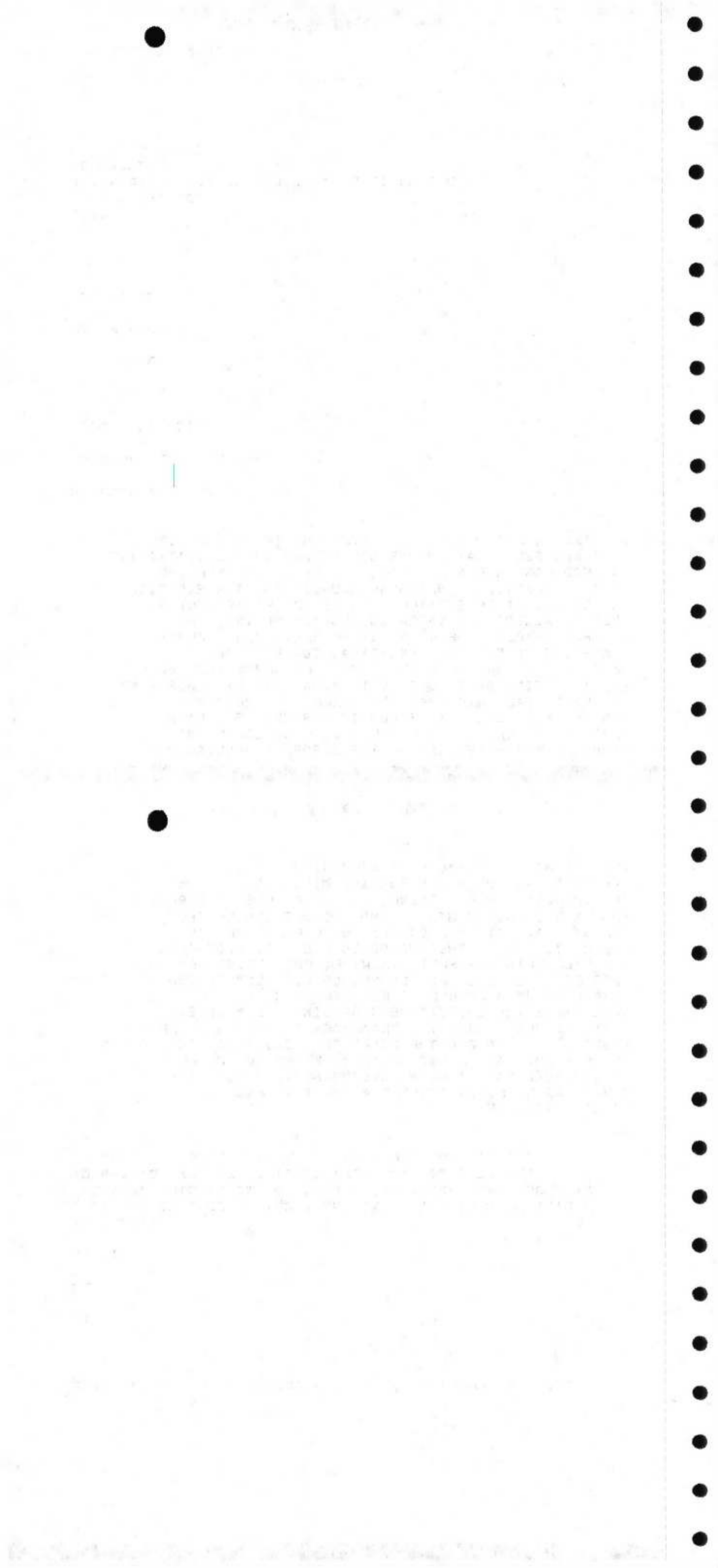
ב. לפי דיווחים מלונדון רה"מ פפנדריאן שוחח טלפוניית עם פנגלוס במשך המפגש והציע ששרי החוץ של ה-12 יכינו הצהרה על עמדתה החדשה של ה-12 בעולם, בעקבות ההתפתחויות האחרונות באירופה ובעולם, לאימוץ על ידי פסגת הקהילה ב-2 דצמבר.

אורון.

אח

10

תפ: שהה, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן, איר, איר, 27



חוזם: 10,16033

אל: בריטל/299

מ-: המשרד, תא: 241088, חז: 1555, דח: ב, ט: ג: בל

תח: @ גט: משפט

נד: @

בהול/בלמס

.אורן.

אישור הפרוטוקולים.

בישיבת הממשלה היום אושרו הפרוטוקולים החוזים וכזה
 הסתיימו ההליכים הפנימיים אצלנו. הודיע נא על כך רשמית
 למזכירות מועצת השרים על מנת להגטיח אישור הפרוטוקולים
 בישיבתה מחר.

המסמכים הרשמיים בחתימת שה"ח יועברו אליך בדיפ' הקרוב.

סגנית היועץ המשפטי - מנהל כלכלית ב'

מג

לש

תפ: רהמ, שהח, מנכ"ל, ממנכ"ל, אירו, אירו, מינרבי, כלכלית ב', אוצר, תמס,
 מבס, זיוף/חקלאות, סויבל, משפט

1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

חוזם: 10,7943

אל:

אתונה/143, בון/196, בריטל/138, האג/129, לונדון/173, פריס/285,
רומא/121, מדריד/126, קופנהגן/75, ליסבון/58, מילנו/83, אוסלו/72
מ-: המשרד, תא: 131088, זח: 1157, דח: ר, טג: בל

חח: גס: כלכלית

נד:

בלמס/רגיל

תפוצת מאיה

אישור הפרוטוקולים במא'ר

סוף סוף זכינו אתמול באישור הפרוטוקולים ע"י המא'ר ואנו מצפים שישום הפרוטוקולים יביא להעמקת קשרינו הכלכליים עם מדינות הקהילה ובפרט הגברת חלופי הסחר עם ספרד ופורטוגל. בהזדמנות זו אנו שולחים ברכותינו לכל מי שנתן יד בנושא ותרם לאשור הפרוטוקולים.

מנהל כלכלית ב'

טד

אק

תפ: שהח, רהמ, מנבל, ממנכל, איר1, איר2, מינרבי, כלכלית ב', אוצר, תמס,
מכס, זיין/חקלאות, יורכנסת

1950-1951
The following information was obtained from the records of the
Department of the Interior, Bureau of Land Management, for the
years 1950 and 1951.

Area
The area of the land is approximately 100,000 acres.
The land is located in the State of California, in the
County of Santa Clara, and is situated in the
Township of San Jose, and the Range of Santa Clara.

The land is owned by the State of California, and is
being offered for sale to the public.

נכנס

בלמס

חוזם: 10,7604

אל: המשרד

מ-: בריסל, נר: 115, תא: 121088, זח: 1900, דח: ב, סג: בל

תח: @ גס: כלכלית

נד: @

בלמס/בהול

-120 17 מידוי 121900 אוק 88=

אל כלכלית ב' אירופה 1

מאת בריסל

הצבעה על הפרוטוקולים .

להלן מאורון אשר בשטרסבורג :

'' שלושת הפרוטוקולים אושרו: 314 הצביעו בעד ,

25 נגד, 19 נמנעים .

פרטים בהמשך '' .

עד כאן .

ברק

אק

תפ: שהח, רהמ, מנכל, ממנכל, סמנכל, איר1, איר2, מינרבי, כלכליתב',
 אוצר, תמס, מכס, זייף/חקלאות, (בנפרד), יורכנסת

11.10.88
1000
1010

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

נכנס **
**
**
**

חוזם: 10,9352
אל: המשרד
מ-: בריסל, נר: 127, תא: 141088, חז: 1500, דח: מ, סג: שמ
תח: @ גס: כלכלית
נד: @

שמור/מיד

אל: כלכלית ב' - אירופה 1

דע: תפוצת מאיה

מאת: אורון - בריסל

שמור 107.15.7

פא'ר - פרוטוקלים

א. בהתחשב בכל הפרשה שנתלוותה לאישור הפרוטוקולים תוצאות הצבעה היו מעל לצפוי. רוב ברור של 87 אחוזים מתוך 358 חברי פא'ר שהשתתפו בהצבעה, תמך באישור הפרוטוקולים. למעט הרוב בקבוצה הסוציאליסטית הבריטית הצביעו נגד רק ספרדי מסיעה בודדת ו-4 הירוקים המשתייכים לזרם השמאלני יותר של הסיעה. בין הנמנעים היו רק הקומוניסטים הלא-איטלקיים, שלושה סוציאליסטים (ביניהם MORAN LOPEZ מספרד) ואנשי סיעת לה פן (לה פן עצמו נכח באולם אך לא הצביע).

ב. אישור הפרוטוקולים התאפשר הודות לשינוי העמדה של הסיעה הסוציאליסטית, שהינה הסיעה הגדולה בפא'ר. ההחלטה לתמוך באישור הפרוטוקולים נבעה בעיקר משיקולי 'איזון' לביקור ערפאת ומסמיכות ההצבעה לבחירות בארץ. ההחלטה נתקבלה פה אחד בשבוע שעבר בבריסל, כולל על דעת הבריטים המעטים (ממקורבי קינוק) שהשתתפו בישיבה (רוב הבריטים נעדרו ממנה לרגל ועידת בלייבור). כבר

משרד החוץ-מחלקת הקשר

בפתיחת המושב בשטרסבורג התברר שאין ARNDT מסוגל להפעיל סמכות הסיעה על חברי הלייבור וזאת על אף מכתב שנשלח על ידי קינוק לקבוצה הבריטית, בו ביקש ממנה לתמוך באישור הפרוטוקולים. הקבוצה הבריטית בפא'ר, נשלטת על ידי האופוזיציה בלייבור (אנשי BARRY SEAL).

והצבעתה נבעה ככל הנראה לא רק מעמדתה העויינת כלפינו אלא גם מחשבונות פנים מפלגתיים.

ג. על אף שבימים האחרונים לפני ההצבעה הסתמן כבר רוב בעד הפרוטוקולים ניסו הערביים וידידיהם מאמצי לובינג אחרונים, שהתרכזו בעיקר על שתי הסיעות שעמדותיהן לא היו ברורות: השמרנים והקומוניסטים. היו פניות של נציגי אש'פ במספר מדינות וצ'רלס שמאס מרמאלה קיים מגעים חברי פא'ר רבים. ללובינג הערבי הצטרפו ה- QUAKERS באמצעות הסניף הלונדוני של ה- QUAKER COUNCIL FOR EUROPEAN AFFAIRS (פרטים בדיפ').

ד. מלבד ההתקדמות בנושא היצוא מהשטחים, מכתב של שייסון לסיעה בנושא זה והשינוי בעמדת השמרנים הספרדיים נראה שהשינוי בעמדת חלק מהשמרנים הבריטיים חל גם הודות לעיתוי ההצבעה (ועידת המפלגה השמרנית הבריטית בבריטנו). כשהתברר שההצבעה תקייה במועד המתוכנן ושהפרוטוקולים יזכו לרוב, גם המתנגדים החריפים מביניהם כגון PETER PRICE החליטו להצביע בעד תוך הפיכת אישור הפרוטוקולים לניצחון של הפא'ר ושל אש'פ.

ה. קיימנו מגעים אינטנסיביים עם הקומוניסטים והאיטלקים שהתלבטו עד לרגע ההצבעה. ראויות לציון התמיכה שקבלנו מ- BONACCINI בדיוני הסיעה והפעילות של ROSSETI ו- SEGRE בשכנוע עמיתיהם האיטלקיים להצביע בעד ואחרים שלא הצביעו נגד.

ו. יו'ר הפא'ר הלורד פלמב (שניהל אישית את הישיבה) תאם יחד עם שייסון בקפדנות את תסריט ההצבעה. הוחלט להעמיד ראשון להצבעה את הפרוטוקול הפיננסי (רק עליו בקשו הדמונוצרים הצבעה אישית - RECORDED VOTE) וזאת כדי להשאיר מרחב תמרון לפרוטוקולים האחרים במידה שהיה מתברר בהצבעה הראשונה שאין הרוב הנחוץ לאישור. כן הודיעה הלורד פלמב בפתיחת הישיבה

משרד החוץ-מחלקת הקשר

שההבהרות של שייסון על יצוא מהשטחים שנמסרו בכתב לסיעה השמרנית הופצו לכל הסיעות האחרות ובכך מנע דיון בנושא לפני ההצבעה.

ז. לא זכינו לשבחים בהסברי ההצבעה אך זאת היתה תמורה יחסית סבירה לשינוי ההצבעה של שלוש סיעות גדולות. נוסח ההתבטאויות ופרטי ההצבעה השמית בדיפ'.

אורון.

רש

תפ: רהמ, שהח, מנכל, ממנכל, אירר, איר2, מינרבי, כלכליתב', אוצר, תמס, מכס, זייף/חקלאות, יורכנסת, מזתים, מתאסשטחים, ר/מרכז, ממד

TO: DIRECTOR, ...
FROM: ...
SUBJECT: ...

RE: ...
DATE: ...
TIME: ...

The following information is being provided for your information...

It is noted that the above information is being provided...

Barry Seal is a member of the Council...

European Council for the Advancement of Peace (EUNAP)...

Barry Seal is a member of the Council...

Barry Seal is a member of the Council...

Barry Seal is a member of the Council...

Barry Seal is a member of the Council...

Barry Seal is a member of the Council...

Barry Seal

Barry Seal is a member of the Council...

חוזם: 8,16332
 אל: המשרד
 מ-: בריסל, נר: 199, תא: 240888, חז: 1200, דח: מ, סג: בל
 תח: א גס: אירופה
 נד: א

בלמס/מיד

אל: אירופה 1

דע: אתונה

מאת: בריסל/אורון

107.16.1

שטחים -- דמרש של ה-12.

להלן נוסח ההודעה שפורסמה אתמול על ידי היו"רות הייונית

'' THE TWELVE PROCEEDED ON AUGUST 18 TO A NEW DEMARCHE TO THE ISRAELI GOVERNMENT REGARDING THE RECENT DEPORTATIONS OF PALESTINIANS FROM THE OCCUPIED TERRITORIES AND THE CONTINUED ISRAELI PRACTICE OF ADMINISTRATIVE DETENTION.

THE TWELVE CALLED UPON THE ISRAELI AUTHORITIES TO ASSURE THE PROTECTION OF THE INHABITANTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES IN COMPLIANCE WITH INTERNATIONAL LAW AND HUMAN RIGHTS STANDARDS''.

אורון

אק

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמנ, איר, איר, 2, משפט, מזת ים, מעת, הסברה, מתאסשטחים

0101:0101
0101:0101
0101:0101
0101:0101
0101:0101
0101:0101

0101:0101
0101:0101
0101:0101
0101:0101
0101:0101
0101:0101

0101:0101
0101:0101

THE TWELVE PROCEEDED ON AUGUST 18 TO A NEW DEMARCHE
TO THE ISRAELI GOVERNMENT REGARDING THE RECENT
DEPORTATIONS OF PALESTINIANS FROM THE OCCUPIED
TERRITORIES AND THE CONTINUED ISRAELI PRACTICE
OF ADMINISTRATIVE DETENTION.

THE TWELVE CALLED UPON THE ISRAELI AUTHORITIES TO
ASSURE THE PROTECTION OF THE INHABITANTS IN THE
OCCUPIED TERRITORIES IN COMPLIANCE WITH INTERNATIONAL
LAW AND HUMAN RIGHTS STANDARDS.

0101

0101:0101
0101:0101



מוכירות הממשלה

ירושלים, כ' באלול התשמ"ח
15 באוגוסט 1988

אל: חברי הממשלה

מאת: מזכיר הממשלה

שלום רב,

הנדון: היערכות לקראת האיחוד הכלכלי של הקהילה האירופית ב-1992.

בהמשך לסקירה בממשלה בנושא הנדון ביום 7.8.88, מצורף בזה חומר שהוכן על-ידי הרשות לתכנון לאומי וכלכלי במשרד הכלכלה והתכנון.

בברכה

אליקים רובינשטיין

מדינת ישראל
משרד הכלכלה והתכנון
הרשות לתכנון לאומי וכלכלי

ירושלים מאי 1988

הסרת הגבולות הכלכליים בתוך השוק המשותף ב-1992:

ההשלכות עבור ישראל

תוכן

- I. משמעות הסרת הגבולות הכלכליים בשוק המשותף: סיכום
- II. היבטים מעשיים של בניית "גשר" בין ארה"ב לשוק המשותף, דרך ישראל
- III. השלמת השוק הפנימי: נייר לבן של ה-E.C.C. ל-EUROPEAN COMMISSION
- IV. השלמת השוק המשותף, 1992 (מתוך THE ECONOMIST)
- V. נתונים בסיסיים על סחר ישראל עם ארצות השוק המשותף

I. משמעות הסרת הגבולות הכלכליים בשוק המשותף: סיכום

1. ב-1992, יסלימו 12 ארצות השוק המשותף את האחוד הכלכלי של השוק. עד אז, ייעשו צעדים להסרת המגבלות הפיזיות, הטכניות והפיסקליות לתנועה חופשית של מוצרים, שרותים, כוח אדם והון בתוך השוק. ייווצר שוק המונה כ-323 מליון אנשים ותל"ג בסך כ-4,000 מליארד דולר. גודל שוק זה, כגודל השוק האמריקני.

2. ישראל הינה המדינה היחידה בעלת הסכמי סחר חופשי הן עם ארה"ב והן עם השוק המשותף. משמעות הסכמים אלו: הפיכת ישראל למדינה הפתוחה ביותר במערב לסחר חוץ.

3. יש בכך סכנות והזדמנויות.

א) סכנות: חשיפת היבוא עלולה להגביר את היבוא ואת קצב גידולו, ולסכן מפעלים מקומיים המיצרים בתחום היבוא המתחרה. צפוי גידול משמעותי בפריור הניצור באירופה, עקב השלמת השוק המשותף; גידול זה מחייב מאמץ מקביל בישראל להגדלת הפריור, כדי להתחרות במפעלים אירופיים.

ב) הזדמנויות: ישראל יכולה להפוך ל"גשר" בין ארה"ב לבין השוק המשותף; לפי כללי ההסכמים, יכולה ישראל להוסיף ערך מוסף למוצר מארה"ב ולייצאו ללא מכס לאירופה, ולהיפך. כן יכולה ישראל להשתלב בכלכלה האירופית, אם תשכיל לעקוב ולהתאים את עצמה לתהליך האחוד הכלכלי שיתנהל עד 1992 באירופה (דוגמת השתלבות במאגר מידע ממוחשב על מכרזים "TED").

4. אין להבחין עדיין בהשפעה ניכרת של הסכמי הסחר של ישראל, עם ארה"ב והשוק המשותף, על נתוני יבוא וייצוא. הקלות מכס על יבוא מוצרים ישראליים לארה"ב הועברו מהסכם ה-GSP (GENERAL SYSTEM OF PREFERENCES) להסכם הסחר החופשי, כך שההסכם לא הביא לשינוי מהותי, עדיין, בשיעורי המכס. מאידך, ההסכם בין אירופה לישראל החל להתבצע בפועל למעשה רק לאחרונה. ישנם סימנים להססת ייצוא מארה"ב לאירופה -- למשל, ב-1987 חל גידול רב בייצוא

כימיקלים ומוצרי מזון לאירופה. לעומת זאת הגידול הרב ביבוא מוצרי תעשייה מאירופה לישראל נובע, בחלקו, מהסכם הסחר והורדת המכסים הקשורה לו.

5. למרות שישראל איננה חברה מלאה של השוק המשותף, יש ביכולתה להשתלב בכלכלה האירופית ולנצל את יתרונה היחסי במו"פ, ביוטכנולוגיה ומוצרים עתירי מדע. מיצוי פוטנציאל זה ידרוש מעקב אחרי צעדי האינטגרציה המתבצעים כעת באירופה והתאמת מוצרים ושרותים בארץ לתקנים, סטנדרטים ודרישות שייקבעו במסגרת הסכם כלל-אירופה לקראת 1992.

6. לקראת השלמת השוק המשותף, ניכרת כבר תכונה רבה בתעשייה האירופית, בתחום מיזוג חברות גדולות בתוך אירופה והשקעות מחו"ל (דוגמת ההשקעות בהיקף נרחב מאד של יפן בספרד). ישראל יכולה לנצל את קשריה עם השוק המשותף כמנוף לעודד השקעות מחו"ל, תוך התבססות על רעיון "הגשר" -- ליצור בישראל לצורך ייצוא לאירופה.

II. היבטים מעשיים של בניית "גשר" בין ארה"ב לבין אירופה, דרך ישראל

א) לפי הסכמי הסחר עם ארה"ב והשוק המשותף, חברה יכולה לייצר מוצר בשני שלבים: שלב שראשון בחו"ל, והשלב השני בישראל, ולייצא כמוצר "ישראלי" הפטור ממכס, או הנתון למכס מופחת. בשלב השני, חייב להיות "שינוי מהותי" במוצר (בלעז SUBSTANTIAL TRANSFORMATION), כדי שיוכר כמוצר ישראלי.

ב) יש לקחת בחשבון שלושה גורמים, בבדיקת כדאיות של בניית "גשר": החסכון במכס, הוצאות הובלה נוספות, ועלות הייצור בארץ לעומת בחו"ל. אפילו אם עלות הייצור יקרה יותר בישראל, והוצאות ההובלה מוסיפות לעלות זו, יתכן שכדאי לחברה בחו"ל להפעיל "גשר" עבור המוצר, אם החסכון במכס הינו משמעותי. לפי חישוב של פרופ' ז. הירש, יגאל אייל ושלמה קליש, העברת השלב האחרון של ייצור מוצר (כ-35 אחוזים מערך המוסף) הינה כדאית, אפילו אם עלות הייצור בארץ גבוהה ב-30 אחוז והוצאות ההובלה גדלות ב-10 אחוזים, אם החסכון במכס הוא כ-20 אחוז מערך המוצר.

ג) יתכן שיהיה צורך בהשקעות בחו"ל, כחלק מבניית "גשרים": בבניית תשתית שוק, תובלה, פרסום, שרותים. יש להקל על השקעות מסוג זה בחו"ל, כתנאי שיעמדו בקריטריון הכדאיות הלאומית:

III. "השלמת השוק הפנימי"

נייר לבן של ה-E.C.C ל-EUROPEAN COUNCIL, מיום 14.6.85

תמצית

הרקע:

תהליך היווצרות השוק המשותף התחיל ב-1960, בחתימת "ברית רומה", ע"י שש החברות המקוריות (הולנד, בלגיה, לוקסמבורג, איטליה, צרפת, מערב גרמניה). מטרת הברית היתה ביטול הגבולות הכלכליים בין חברי השוק המשותף. פירוש הדבר: הסרת כל המכשולים לזרם חופשי של מוצרים, שירותים, הון ואנשים. הקהילה האירופית החלה בביצוע השלב האחרון של מחיקת הגבולות הכלכליים. נייר לבן זה מפרט את הצעדים שהוצעו, לקראת השלמת "השוק הפנימי" ב-1992, ע"י ה-EUROPEAN COMMISSION.

1. מטרת השלמת השוק הפנימי:

איחוד 12 שווקים נפרדים לשוק אחד של 320 מיליון אנשים, ליצירת שוק הגדל וצומח, ולהבטחת קיום של שוק גמיש כך שעובדים, הון וחומרי גלם יזרמו לתחומים הכדאיים ביותר מבחינה כלכלית.

2. המלצות הנייר הלבן מחולקות לשלושה תחומים:

(א) הסרת מגבלות פיזיות בתוך אזור השוק המשותף;

(ב) הסרת מגבלות טכניות;

(ג) הסרת מגבלות פיסקליות.

3. מגבלות פיזיות:

יש שתי סיבות להסרת המחסומים הפיזיים בגבולות, המשמשים לביקורת מכס והגירה: העלות הכלכלית בגלל עיכובים וכו', והסמליות הפוליטית בהסרת להוצרות קהילה אחת מאוחדת. למרות ביטול המכסים בין חברי השוק, תחנות

ביקורת המשיכו להתקיים, כדי לאכוף חוקי מסים עקיפים, לסייע במלחמה בסמים, למנוע יבוא אסור, כניסת מחבלים וכד'.

יש לשאוף לביטול מוחלט של מחסומי גבול פנים-קהילתיים עד 1992. מחסומים אלה עוסקים היום בעיקר בגביית מס ערך מוסף. ביטול המגבלות הפיסקליות יפתור חלק ניכר מבעייה זו. כן משמשים מחסומי גבול לאכיפת מכסות יבוא. מוצע שמכסות יבוא יבוטלו כליל עד 1992. לגבי מעבר של אזרחי הקהילה, יבוטלו בדיקות מס ומטרה בגבולות פנים-קהילתיים. האזרחים יצויידו ב-GREEN DISC המזהה אותם מידיית כבעלי זכות מעבר. נוהלים לגבי לא-אזרחים יוצעו עד 1990. יוצעו דרכי ביצוע דגימות, כדי ליצור מערכת סטטיסטית אחת לכל הקהילה, ולכל אחת ממדינות הקהילה.

4. מגבלות טכניות:

קיימות מגבלות לזרם חופשי של מוצרים, הון ואנשים, עקב השוני במדינות השונות של הקהילה, בתחום נהלים, תקנים, בטיחות, פיקוח, כריאות וסטנדרטים. מגבלות אלו מעוותות את הקצאת המשאבים בשוק המשותף ומייקרות את עלות הייצור. אין אפשרות ליהנות מיתרונות לגודל אמיתיים, ללא הסרת מגבלות אלו.

יש צורך באסטרטגיה חדשה בתחום זה. גופים כלל-אירופיים יקבעו תקנים עבור מוצרים ספצימים, וזה יאומץ ע"י כלל חברי הקהילה (למשל, בתחום האלקטרוניקה, בנייה, טלקומוניקציה, מזון, חומרים רדיואקטיביים וכד').
באשר לחקיקת תקנים וסטנדרטים חדשים ע"י חברי הקהילה, תהיה חובה להודיע ל-ECC על כך ולבקש אישורו. יונהג העקרון: מוצר המיוצר כחוק במדינה אחת, חייב לקבל זכות כניסה חופשית למדינה אחרת (בשוק המשותף). בסופו של דבר, בפני היצורן תתקיים מערכת אחת של סטנדרטים, במקום 12 מערכות כאלה.

רכישת מוצרים ע"י ממשלות:

יהיה נסיון לפרסם מכרזים לכלל השוק המשותף. יפותח ה-TED (TENDERS ELECTRONIC DAILY), מאגר מידע ממוחשב על מכרזים.

מעבר חופשי של עובדים-אזרחי הקהילה:

חיוני להסיר מגבלות לתנועה חופשית של עצמאיים ושכירים עד 1992. עבור שכירים, תנועה כמעט חופשית לגמרי קיימת כבר. אולם, עבור עצמאיים, ההתקדמות הינה איטית. בתחום זה, יש צורך בהכרה הדדית של תארים אקדמיים ותעודות לימוד אחרות.

שרותים:

אין זה מוגזם לומר, ששוק משותף בשרותים הוא תנאי הכרחי לחזרה לשגשוג כלכלי. סחר בשרותים הוא לא פחות חשוב מסחר במוצרים. ב-1982, שרותים פרטיים וציבוריים היוו 57 אחוז מס"ה הערך המוסף בשוק המשותף (תרומת התעשייה הייתה 26 אחוז בלבד).

יהיו הקלות במכירת שרותים פיננסיים. חובת הפיקוח תוטל על המדינה בה השרות מיוצר. יהיה תאום בכללים לפיהם מוסדות פיננסיים יפעלו, כללי החשבונאות, ובתנאים לקבלת גישה לשוק ההון. בתחום התובלה היבשתית, הימית והאווירית, (כ-7 אחוז מהתמ"ג של השוק המשותף), יוסרו המגבלות על "מובילים" ממדינה אחת בשוק בתוך מדינה אחרת בשוק.

בתחום תעשיית המידע, ענף זה יגיע לפוטנציאל המלא רק אם הוא ישרת שוק אחד גדול ומאוחד. העקרון יהיה: כל מי שמעוניין לספק ולמסור שרותי תשדיר (מידע, שיווק וכו') או לקבלם, יוכל לעשות כך על פני השוק המשותף כולו. חופש זה הולך יד ביד עם חופש המידע ללא קשר לגבולות. יש שוק משותף בשידורים, שבעיקר בכבלים ובלווינים. יש לשאוף להתאמה בציוד הווידיוטקס (כבר קיים הסכם) וכרטיסי בנקאות אלקטרונית.

יהיו הקלות על תנועות הון. יש לשאוף ליצירת שוק משותף אחיד לשרותים פיננסיים. יינקטו צעדים להסיר מגבלות על מכירת נכסים פיננסיים בארצות השוק. יוטלו מגבלות על אמצעי פיקוח על מטבע חוץ, עד להסרתם הסופית. שיתוף פעולה תעשייתי: אין זה מספיק להוריד מכשולים. יש לנקוט בצעדים

לעידוד שיתוף פעולה תעשייתי בתוך השוק. יש להעמיק שיתוף זה בתחום המחקר ופיתוח וגם בשלב ייצור אכי-טיפוס (קיימת "קרן איזורית" לצורך זה).
נבנו היסודות להקמת גוף חדש, EUROPEAN ECONOMIC INTEREST GROUPING, שיפעל על בסיס מסגרת משפטית אחידה עבור פרויקטים משותפים. ובכלל יש שאיפה לבנות מסגרת משפטית אחידה עבור כל פעילות כלכלית "חוצה גבולות פנים-קהילתיים", לכלל השוק. מיזוגים בין חברות במדינות שונות בשוק יתאפשרו ביתר קלות.

רכוש אינטלקטואלי:

הבדלים בתחום זה פוגעים ביכולת השוק לתפקד כשוק אחד. יש צורך, ראשית, לקבוע כלל אחיד על TRADEMARK (סמל מסחרי) לכל המדינות בשוק. קיימת הצעה LUXEMBURG CONVENTION ON THE COMMUNITY PATENT המאחדת את חוקי הפטנט, ויש להפעילה מיידית (במיוחד לגבי ביוטכנולוגיה ו-MICROCIRCUITS).
תהיה מדיניות תקיפה לעידוד תחרותיות ולמניעת מונופולים. ה-ECC ידאג לכך שמשאבים ציבוריים לא יישמשו להעדפת פירמות נכשלות.

5. מגבלות פיסקליות:

ב-1968, לאחר ביצוע האחד בשיעורי המכס, היה ברור שהסרת מכסים לבד לא תיצור שוק משותף אמיתי. הבדלים במיסוי העקיף יוצרים עוותים חמורים ומהווים מכשול חמור להשלמת השוק המשותף. לכן, הוחלט להנהיג מט ערך מוסף אחיד בכל חברות השוק, במקום המיסוי העקיף (בהדרגה).
איחוד מערכות מע"מ יפעל לפי העקרון: המוכר גובה מס, הקונה מנכה את מע"מ מהמס אותו הוא חייב, ללא קשר למדינה בה שולט המס. תוקם "מסלקת מס" כדי לפצות מדינות מייבאות. הבדלים בשיעורי המסים העקיפים בין מדינות גורמים ל-"קניות באזורי גבול" במדינה בה המס הינו נמוך. כדי לפתור בעייה זו, קיימים כעת "מכסות נוסעים" - סכומי קנייה המותרים ליבוא ממדינה למדינה ע"י נוסע. רק איחוד שיעורי המסים העקיפים יבטל את הצורך במכסות אלו.
מוצע לקבוע "שיעור יעו" למס ערך מוסף, ושוליים של כ-2.5 אחוז מעליו ומתחתיו, כגבולות המותר. למשל: 16.5 אחוז שיעור מע"מ בסיסי, ותחום של כ-

14 עו' 19 אחרז במזינות השוק. חיוס, בשש מוון' תשע וחורות ושוק בון חונוג מע"מ הוא נגבה בשיעור בתחום זה.

ברוב חברות השוק, יש יחס "תקבולים ממסים עקיפים-תמ"ג" דומה. הבעיה היא בהרכב המסים העקיפים, בין מע"מ לבין מסי בלו, למשל. יש לשאוף לאחד מע"מ, ב-: א) בסיס המס, ב) שיעורי המס, ג) מספר שיעורי המס.

מסי קנייה ובלו יאוחדו בשלבים. יש הצעה למכנה הבלו על משקאות חריפים. בשלבים הבאים, יוצעו הצעות למסים על תזקיקים וסיגריות. הצעות אלו יתיחסו למע"מ ולמסי קנייה כמקשה אחת.

סיכום ומסקנות:

אירופה עומדת על פרשת דרכים: או שנתקדם, או שנרד לכינוניות, או שנחליט להשלים את האינטגרציה של משקי אירופה, או שבגלל חוסר רצון פוליטי להתמודד עם הקשיים העצומים, ניתן לאירופה להיות לא יותר מאשר איזור סחר חופשי.

ההבדל הוא חיוני. לאזור סחר חופשי יתרונות רבים. אולם הוא ייכשל ולא יצליח לשחרר את האנרגיה הגלומה בעמי אירופה. הוא לא יצליח לנצל את משאביה העצומים של אירופה, כדי לספק את שאיפותיהם של עמי אירופה. תנועה חופשית של מוצרים היא חשובה וחיונית להשגת אינטגרציה כלכלית. אולם אין זו המטרה הסופית; זוהי תנאי מוקדם בלבד. זוהי הפילוסופיה של "ברית רומה". אחוד המכס היה מטרתה הראשונה של "ברית רומה". אולם היא לא היתה המטרה האחרונה. "ברית רומה" מתחילה במלים:

"נחושים בדעתנו לבנות את היסודות של אחוד הדוק יותר של עמי אירופה, נחושים להבטיח הקידום הכלכלי והחברתי של מדינותיהם באמצעות פעולה משותפת להסרת המחסומים בין עמי אירופה."

IV. השלמת השוק המשותף: 1992

1992: יתרוונותיו של שוק אחד, מאת פ. קצ'יני, EEC, לוקסמבורג מרס 1988.
(לפי דווח בכתב-העת ECONOMIST, 14-20 מאי 1988).

לפי אומדן המחבר, אחד שווקי ארצות השוק המשותף יגדיל את ס"ה העושר ב-250 מליארד דולר, ויצור 5 מליון מקומות תעסוקה. המחקר ערך משאל בקרב אנשי עסקים ומנהלים, בו נשאלו מהם המכשולים הגרועים ביותר, לדעתם, לסחר חופשי, 20 שנה לאחר ביטול מכסים. התשובה: טפסים וניירות למכס, הבדלים בתקנים וסטנדרטים בין מדינות, עיכובים בגבול הנגרמים לאמצעי תובלה.

במחקר אחר שנערך ע"י ה-EC (EUROPEAN COMMISSION), אמרו את ערך ביטול הגבולות הכלכליים בתוספת של 4.5 אחוז לתל"ג (חד פעמי), והורדת מחירים בששה אחוזים. כמו כן, ע"י מדיניות מאקרו-כלכלית, ניתן להגדיל את התל"ג האירופי בעוד 2.5 אחוזים נוספים. ה"מחיר" הפוליטי של יצירת שוק אחד גדול יהיה: וויתור על ריבונות ועצמאות בתחום מדיניות כלכלית וחברתית. יהיה צורך באימוץ מדיניות אחידה לסחר, להגירה, למסים עקיפים ולתקנים וסטנדרטים. השגת הסכמה על נושאים אלו לא תהיה קלה.

V. נחונים בסיסיים על סחר ישראל עם ארצות השוק המשותף

ישראל והשוק המשוחף -- גרעון מסחרי (ליכוא פחות יצוא)

\$ מליון

חודש

שנה	1	2	3	4	5	6
1978	102.	108.	137.	77.	59.	91.
1979	125.	77.	60.	63.	95.	127.
1980	13.	-41.	7.	36.	37.	23.
1981	57.	6.	63.	98.	72.	93.
1982	97.	95.	101.	115.	92.	100.
1983	133.	104.	134.	122.	186.	145.
1984	150.	105.	103.	126.	134.	143.
1985	129.	85.	101.	114.	183.	143.
1986	155.	159.	160.	216.	233.	251.
1987	273.	284.	320.	242.	309.	293.
1988	309.					

שנה	7	8	9	10	11	12
1978	96.	106.	102.	87.	96.	42.
1979	131.	141.	119.	76.	76.	10.
1980	76.	79.	93.	51.	113.	74.
1981	100.	79.	96.	58.	109.	50.
1982	119.	99.	117.	127.	134.	55.
1983	173.	159.	150.	166.	181.	66.
1984	190.	112.	150.	129.	122.	117.
1985	176.	129.	151.	218.	172.	158.
1986	275.	197.	302.	252.	307.	256.
1987	362.	245.	336.	370.	296.	303.
1988						

IMPORTS - EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY - TOTAL

יבוא מהשוק משותף - סך הכל

\$ MLN. : יחידות מיליון

חודש

שנה	1	2	3	4	5	6
1978	217.	223.	269.	188.	183.	178.
1979	244.	215.	222.	199.	235.	245.
1980	205.	206.	210.	205.	206.	204.
1981	222.	188.	276.	259.	233.	224.
1982	240.	255.	283.	255.	266.	243.
1983	282.	244.	330.	269.	346.	281.
1984	304.	279.	314.	275.	302.	286.
1985	285.	241.	294.	275.	366.	295.
1986	333.	341.	398.	398.	419.	424.
1987	456.	491.	576.	499.	539.	532.
1988	558.					

שנה	7	8	9	10	11	12
1978	183.	187.	205.	192.	218.	205.
1979	251.	243.	233.	243.	247.	222.
1980	227.	208.	229.	235.	273.	276.
1981	233.	194.	223.	200.	278.	288.
1982	237.	210.	237.	263.	270.	261.
1983	296.	273.	254.	316.	324.	260.
1984	333.	247.	272.	274.	289.	298.
1985	319.	249.	292.	390.	351.	381.
1986	435.	349.	474.	428.	491.	462.
1987	586.	432.	522.	562.	575.	574.
1988						

EXPORT - EEC

יצוא - לשוק המשותף

\$ MLN. : יחידות מיליון

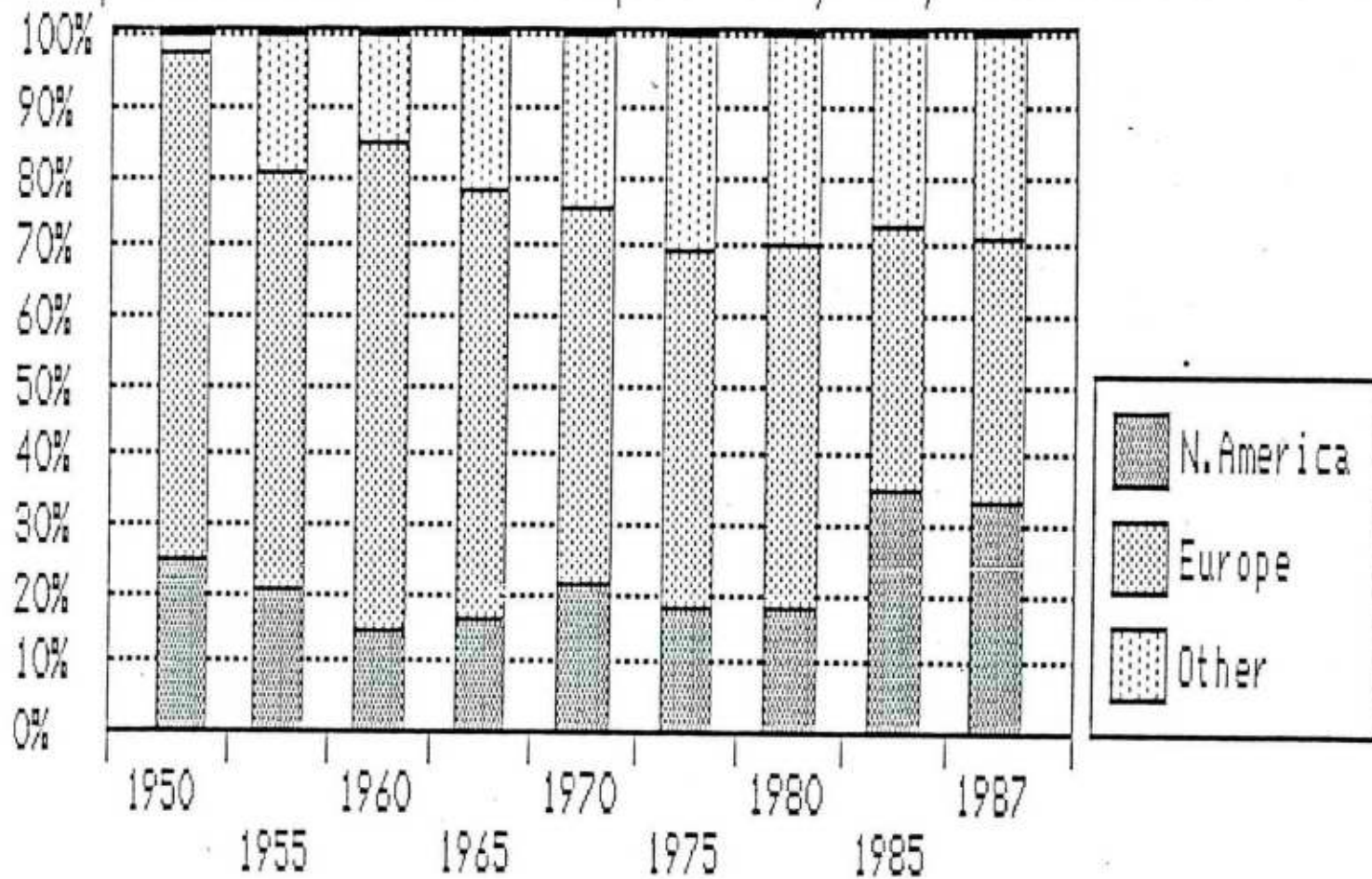
חודש

שנה	1	2	3	4	5	6
1978	115.	116.	132.	111.	124.	87.
1979	119.	138.	162.	136.	140.	119.
1980	192.	247.	203.	169.	169.	182.
1981	165.	182.	213.	162.	161.	131.
1982	142.	161.	181.	139.	173.	143.
1983	149.	140.	196.	147.	160.	136.
1984	154.	174.	211.	149.	168.	142.
1985	157.	156.	193.	161.	183.	152.
1986	177.	182.	238.	183.	186.	172.
1987	183.	207.	256.	257.	230.	239.
1988	249.					

שנה	7	8	9	10	11	12
1978	87.	81.	103.	105.	122.	163.
1979	119.	102.	114.	167.	171.	211.
1980	150.	128.	136.	184.	160.	202.
1981	133.	115.	127.	142.	169.	238.
1982	117.	111.	120.	137.	135.	207.
1983	123.	115.	104.	150.	143.	194.
1984	142.	136.	122.	144.	167.	181.
1985	144.	120.	141.	172.	178.	223.
1986	160.	151.	172.	176.	184.	206.
1987	224.	187.	186.	193.	280.	270.
1988						

הרכב הייצוא לפי יעד

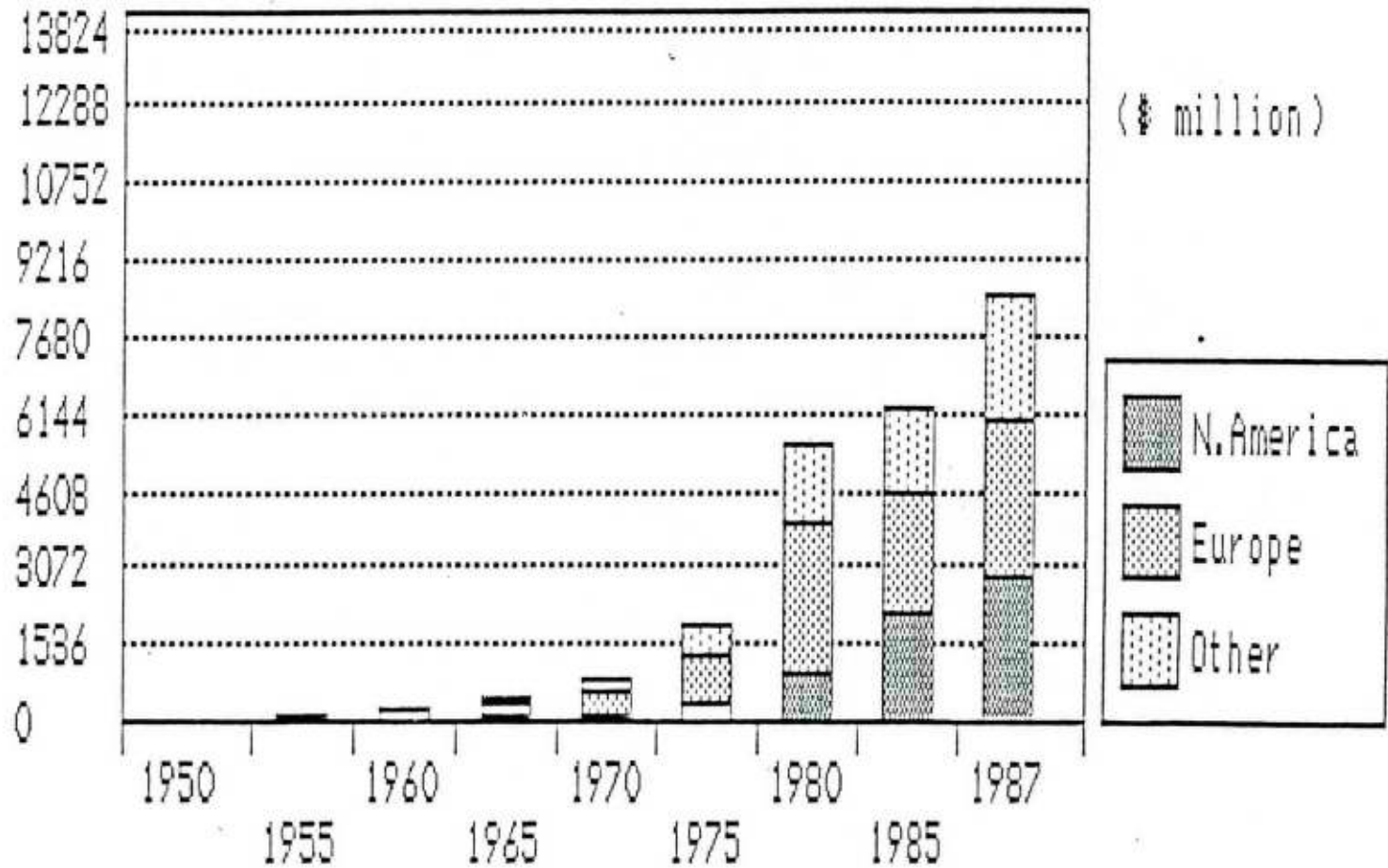
Composition of exports, by destination



15-

סך הכל ייצוא לפי ארץ יעד

goods exports, by destination





מזכירות הממשלה

מזכירות הממשלה

ירושלים, כ"ז באב התשמ"ח
10 באוגוסט 1988

אל: חברי הממשלה

מאת: מזכיר הממשלה

א. א. א.

הנדון: היערכות לקראת האיחוד הכלכלי המלא של הקהילה

האירופאית ב-1992

בהמשך לסקירה במושלה בנושא הנדון ביום כ"ד באב התשמ"ח (7.8.88),
לוט חומר שהעביר אלינו שר התעשייה והמסחר.

חומר של משרדים נוספים, ככל שיועבר אלינו, יופץ לחברי הממשלה.

נ ב ר כ ה

אליקים רובינשטיין

1892

משרד התעשייה והמסחר
מינהל סחר-חוץ

השלמת השוק הפנימי ב-1992

א. רקע

סוף שנת 1992 נקבעה ע"י מוסדות הקהילה האירופית כתאריך יעד להשלמת ההליכים לכינונו של אזור כלכלי אחד - ללא גבולות, בכל הנוגע לתנועה חופשית של סחורות, שירותים, הון ואנשים.

הרעיון איננו חדש ומוזכר כאחת ממטרות הקהילה כבר בהסכם היסוד שלה - הסכם רומא מ-1957. החידוש הוא בקביעת תאריך היעד ובקווי הפעולה כפי שנוסחו ב-SINGLE EUROPEAN ACT - מסמך שאושר סופית ב-1987 ואשר יחד עם הסכם רומא מהווים את חוקי היסוד של הקהילה.

חלק מרכזי של תהליך האיחוד כבר בוצע במהלך שנות ה-60 עם ביטול המכסים והמכסות בסחר בין המדינות החברות. עם זאת, "השוק המשותף" לא הוגשם במלואו, ובסחר בין החברות יש עדיין מגבלות רבות הקיימות משיקולים לאומיים ומהרצון להגן על הייצור המקומי.

תכנית 1992 מיועדת להשלים את מה שנתכוונו לו במקור ולהביא לביטול כל המגבלות האחרות בתקנים, רכישות ממשלתיות, מעברי גבולות ועוד (ראה פירוט בהמשך), באופן שהשווקים של המדינות החברות יפתחו לחלוטין זו ליצוא של זו.

ב. משמעות "1992" לקהילה

ההנחה היא כי הצעדים המתוכננים, אם יבוצעו, יביאו לליברליזציה בסחר הפנימי ולהזלה משמעותית בעלויות הייצור והשיווק. הם יביאו להגברת התחרות ולהתייעלות, לגידול בתפוקה, להרחבת השוק וליצירת מקומות עבודה נוספים. כל אלה יביאו בסופו של דבר לגידול ברווחתם של תושבי הקהילה וזוהי אחת ממטרות היסוד שלה.

כלפי חוץ יביא שוק כזה לחיזוק מעמדה של הקהילה ויאפשר לה להתחרות בשווקי העולם מול שתי מעצמות הסחר והטכנולוגיה ארה"ב ויפן: ההכרה כי רק בדרך זו ניתן יהיה להתחרות בסחר העולמי היתה אחד המניעים העיקריים להחלטה להתייש את תהליך האיחוד. תכנית 1992 חשובה ומיועדת איפוא, קודם כל לקהילה ולאזרחיה.

הגשמת כל המהלכים בתחום הכלכלי תביא לתוצאת לוואי פוליטית בלתי נמנעת שניצניה נראים כבר כיום והיא ויתור הדרגתי של המדינות על עצמאותן בקביעת מדיניות כלכלית וחיזוק האיחוד הפוליטי ביניהן.

עם זאת, לא ברור עדיין עד כמה ירחיקו המדינות לכת בביצוע התכנית ומה תהיינה השלכותיה הממשיות. סביב התאריך של 1992 נוצרה מערכת של ציפיות (וחששות) המהווה מניע חשוב בתהליך עצמו והחורגת הרבה מעבר למצב הדברים כפי שצפוי שיהיו ב-1992, שכן ברור כי עד לתאריך זה לא יושלמו כל ההליכים וגבולות אירופה לא יעלמו.

כבר עתה ברור שאירופה נכנסה למצב פסיכולוגי מתאים לביטול הגבולות ומגבלות שונות מתחילות אט אט להיעלם.

ג. דרכי הפעולה

חכנית הפעולה ולוח זמנים מפורטים ב-WHITE PAPER - מסמך מ-1985 הכולל כ-300 חוקים וכללים אותם מוצע ליישם - זאת בנוסף על ה-300 שכבר נתקבלו במשך השנים.

העקרונות המנחים במרבית תחומי הפעולה - למעט מיסוי ומטבע - הם אלה :

1. מניעת היווצרותם של מכשולים חדשים בסחר באמצעות דיווח מוקדם של המדינות החברות לנציבות על צעדים שבדעתן לנקוט, ועל ידי הרחבת סמכויות ההתערבות והאכיפה של הנציבות.

2. יצירת הרמוניזציה של החוקים, הכללים והחקנים השונים הנהוגים כיום במדינות החברות.

3. על מנת שלא לעכב את התהליך ועד אשר יתקבל חוק או תקן חדש - ינהגו המדינות על פי הוגישה של "הכרה הדדית" הגורסת כי מה שנחשב בטוח ובריא במדינה מסויימת או מה שמותר בה למכירה יהיה מותר בשוק וסחר בכל תחומי הקהילה.

להלן פירוט הנושאים העיקריים אליהם מתייחסת התכנית :

1. מעבר סחורות בגבולות :

הכוונה היא לשפוט את הליכי המעבר והבדיקה של סחורות ומוצרי חקלאות (ואנשים) בתחנות הגבול כך שיחסכו זמן וכסף, ולמעשה לא יהיה צורך בתחנות הגבול - למטרות אלה.

מדובר בהנהגת טופס אחיד ביבוא ויצוא סחורות (S.A.D.) המחליף החל מ-1.1.88 את כל הטפסים האחרים, ובמעבר חופשי של בעלי חיים וצמחים ע"י כך שכל מדינה תכיר בבדיקות הבריאות שעורכות המדינות האחרות.

לשני נושאים אלה שותפות גם מדינות אפס"א באופן שהסדרי המעבר יהיו משותפים בתוך זמן קצר בכל מערב אירופה.

2. מיסים עקיפים :

נושא זה קשור ישירות במעבר הפתוחות בתחנות הגבול המשמשות בין היתר לגביית תשלומי מע"מ ולרישום סטטיסטי של תנועת הסחורות. על מנת לבטל את הגבולות כפי שמתכוונים מתכנני 1992, יש צורך בהתאמה (בטווחים מסויימים) של שיעורי המע"מ השונים הנוהגים במדינות ומציאת דרך חליפית לגבייה ולרישום.

בנושא זה אין עדיין הסכמה בין המדינות הואיל ומדובר במדיניות פיסיקאלית ובהפסד הכנסות לכמה מהן.

ללא מציאת פתרון בנושא זה ישאר ביטול הגבולות בגדר סיסמא בלבד.

3. שירותים פיננסיים :

זהו תחום פעילות כלכלי חשוב ביותר בכמה מן המדינות החברות (כ-12% מהתל"ג של בריטניה). מדובר על ליברליזציה בתחומים הבאים :

חופש תנועה של הון, הזכות להקמתם של סניפי בנקים, חברות ביטוח והשקעות בכל תחומי הקהילה - נושא אשר בחלקו כבר מוסדר ומתן אפשרות למכירת או "יצוא" שירותים אלה למדינות החברות גם ללא קיום סניף מקומי של המוסד הפיננסי באותה מדינה.

בנושאים אלה חלה כבר התקדמות רבה. לגבי הראשון כבר הוסכם על הסרת כל המגבלות שמקיימות המדינות על העברות מטבע.

לגבי שני הנושאים האחרים קיימת הסכמה על הנהגת רשיון אחיד לפתיחת בנקים שיהיה יפה לכל המדינות. כאשר עיקר הפעולה צריכה להיעשות בתחום השלישי - "יצוא" שירותים פיננסיים. כאן גם תהיה עיקר הבעיה של "מכירת" השירות מול חברות מקומיות - לאומיות. צפוי כי הליברליזציה בתחום תביא להוזלה משמעותית במחיר השירותים אם כי צופים בעיות רבות ביישום עקב הבדלים בשערי החליפין ובריביות. צעד המשך של ההליכים האמורים צריך לדעת רבים להיות שימוש במטבע אחיד והקמת בנק אירופי מרכזי .

4. תחבורה :

התחום העיקרי כאן ואשר כבר סוכם, היא תובלה יבשתית. מדובר על ביטול המגבלות הקיימות כיום כאשר המובילים נזקקים לרשיונות מן המדינות השונות המגבילים את מספר הנסיעות המותרות.

מדובר בנושא חיוני לחעשיה אשר צפוי כי יוזל מאוד יחסית לעלויות הייצור .

5. רכישות ממשליות :

בתחום זה מדובר על שני הליכים עיקריים : שיפור חוקי הקהילה הקיימים אשר כיום אינם מספיקים כדי למנוע העדפת ספקים מקומיים, בעיקר ע"י חיוב במתן מידע מוקדם ופישוט הליכים, וכן פתיחת תחומים חדשים אשר עד עתה לא נכללו בהתחייבויות למכרזים : מים, תחבורה, אנרגיה וטלקומוניקציה.

על מנת לאכוף את הכללים החדשים (שטרם נתקבלו) דורשת הנציבות לקבל סמכויות נרחבות להתערבות במכרזים.

6. חקינה וסימון :

דרישות תקן סימון מהווים אחד המכשולים העיקריים שנוקטות המדינות בסחר ביניהן. דרישות תקן לאומיות ובדיקות שונות מונעות יצוא או מייקרות מאוד את עלויות הייצור.

זהו אחד התחומים המרכזיים בהם מטפלת תכנית 1992 על פי שלושת העקרונות שהוזכרו לעיל כאשר נוסף להם עקרון רביעי האומר כי הכללים שיקבעו לגבי תקנים לא יתייחסו לפרטים טכניים של כל תקן אלא יקבעו את הכללים לגבי הדרישות השונות של בטיחות ואיכות בתחום מוצרים מסויימים למשל צעצועים, ויהיו קווים מנחים לתקנים שיקבעו אח"כ ע"י ארגוני התקנים האירופים CEN ו-CENELEC.

מוצר שיעמוד בדרישות החוק הכללי יקבל את סימון ה-EC ויוכל לנוע בכל תחומי הקהילה. גם בלא קיומו של חוק כללי יוכל מוצר כלשהו בעל תקן של אחת המדינות החברות להיות משווק בכל המדינות האחרות על בסיס העקרון של הכרה הדדית.

יש לציין כאן, והדבר נכון גם לגבי תחומים אחרים, כי מבחינה חוקית אין החוק הכללי המקבל כ-DIRECTIVE מחייב את כל חברות הקהילה לאמץ אותו כלשונו. חברות הקהילה נדרשות ליגשם את עקרונותיו במערכת החוקים שלהן כאשר בצידו יכולה המדינה להציג דרישות נוספות כל זמן שאינן סותרת את החוק הכללי.

בנושא תקנים - תקן מחייב הוא רק זה הנקבע ב-CEN ו-CENELEC. בנוסף, חשוב לזכור כי גם מוצר העומד בתקן לא תמיד ניתן לשווק במדינה מסויימת עקב כללי השימוש הנהוגים בה או אופי המוצרים. טלפון, גרמני למשל, אינו יכול להימכר בצרפת- גם אם יעמוד בתקן הואיל ואינו מתאים לרכזיות הצרפתיות.

7. תחומי פעולה אחרים :

בנוסף לנושאים שפורטו מטפלת הנציבות במספר תחומים נוספים אשר אינם הכרחיים להנהגת השוק הפתוח של 1992, להלן עיקריהם בקצרה :

א. טלקומוניקציה - ליברליזציה של התחום ע"י פתיחתו למכרזים, הקמת ארגון מיוחד לקביעת תקנים בנושא, הפרדה בין הסמכות המחוקקת לגוף המבצע ברשויות הטלפונים, ופתיחת השוק (להוציא טלפונים רגילים) לתחרות חופשית.

ב. מחקר ופיתוח - עם קבלת ה-S.E.A הפך הנושא להיות חלק ממדיניות משותפת של הקהילה, נקבע לו תקציב לחמש שנים של כ-7 מיליארד \$ והוחל בתכניות מחקר משותפות לחברות הקהילה עם דגש על טלקומוניקציה, טכנולוגיה של מידע וחומרים ותהליכים חדשים לתעשייה.

ג. צרכנות - מושם דגש רב יותר על הגנת הצרכן וחינוכו. בין היתר עומד בשלבי אישור סופיים חוק חבות המוצר אשר יחייב באחריות לגבי כל נזק את היצרן או במקרה של יבוא - את היבואן.

ד. קניין רוחני - תיקון חוקי הקהילה בנושא פטנטים וזכויות יוצרים.

ה. חוקי חברות - תוספות לחוקים הקיימים בין היתר בנושאים של איחוד ושותפויות בין חברות.

ו. תחרות וסובסידיות - חיזוק סמכויותיה של הנציבות באכיפת חוקי התחרות בקהילה. בדיקה קפדנית יותר של הסיוע הניתן לאזורים או לתעשיות נחשלות בקהילה. זאת בצד הגדלת הסיוע הזה שנועד בין היתר לאפשר לחברות המפגרות יותר בקהילה להתכונן לשוק הפתוח של 1992.

ז. איכות הסביבה ואנרגיה - קביעת מדיניות משותפת ותכניות מחקר בנושאים אלה.

מסקנות לגבי התעשייה הישראלית

מדובר בתהליך של זעזועים ושינויים בשוק העיקרי של ישראל. השוק המשותף הוא היעד החשוב ביותר ליצוא הישראלי והמקור העיקרי ליבוא. ישראל מוכרת למדינות השוק כ-32% מסה"כ היצוא שלה כאשר רובו מורכב מחקלאות, מזון, טקסטיל וכימיקלים. היבוא מגיע לכ-53% מסה"כ היבוא הישראלי ומורכב ברובו ממכונות. ציוד אלקטרוני וכלי רכב (עפ"י נתוני 1987).

מדובר בשוק גדול של למעלה מ-320 מיליון נפש - כמעט כמו ארה"ב ויפן ביחד - שהפוטנציאל בו גדול ואיננו מנוצל גם כיום. צמצום המגבלות הבלתי מכסיות בשוק גדול זה מהווה בהכרח התפתחות חיובית מבחינת ישראל. תהליך זה כבר בעיצומו. מאידך ההתייעלות והגברת התחרות של השוק מעמיד את ישראל כספק קטן ורחוק הפועל בתוך נישות (גומחות) שוקיות, בפני בעיית כושר תחרות בשוק יעיל המתבסס ביתר שאת על יתרונות לגודל.

השלכות העיקריות על התעשייה הישראלית צפויות בתחומים הבאים:

1. תחרות קשה יותר כתוצאה מכניסתם של מתחרים חדשים מתוך הקהילה ומחוצה לה כאשר ישראל תיהנה פחות מהפחתת העלויות בתחומים השונים יחסית למתחריה האירופיים.
2. מעברי הגבולות : צפויה החמרה של הבדיקות והנוהלים בגבולות החיצוניים של הקהילה במקביל להקלות בגבולות הפנימיים.
3. תקינה : תיאורטית אמור לחול שיפור עם הנהגת תקנים אחידים אך השיטה והמדיניות בכללה והתקנים לא נקבעו באופן סופי במיוחד בכל האמור ביבוא.

הנהגת חקן אירופי אחיד תקל על התעשייה אך השיטה והנוהל של נושא ההכרה בתקנים לגבי ספקים מארצות שלישיות שיקבעו - ישפיעו על היקף היתרון הזה לגבינו.

4. תחום הרכישות הממשלתיות היה נושא עיקרי בו נהגו המדינות החברות בפרוטוקולניזם כלפי שאר החברות וכלפי המדינות השלישיות.

עם הנהגת שקיפות בשיטת הרכישות ופתיחתה ליבוא תוכל ישראל (לפחות ברכישות הכפופות לקוד הרכישות) להתחרות במכרזים שעד כה היו סגורים בפניה.

מסקנות לגבי ישראל - מצב ביניים :

המדיניות כלפי הארצות השלישיות (כולל אלו עמן יש לשוק הסכמי אס"ח) לא נקבעה עדיין. היות והשוק מעריך שיש יתרונות לארצות אלו בפישוט ובהרמוניזציה של נוהלי הסחר והיות ולפי החוקים הבין-לאומיים חייב השוק להעניק למדינות השלישיות אותם תנאים (NATIONAL TREATMENT) עומד השוק בפני בעיה.

אופן פחרונה אינו ברור עדיין והוא יקבע את מידת היתרונות עבורנו.

המלצות :

1. משרד התמ"ס הקים ועדה לבדיקת דרכי ההערכות. זאת בהמשך למעקב ואיסוף חומר הנעשה במינהל לסחר חוץ מזה זמן.

2. איסוף המידע על ההתפתחות והשינויים בתקנות בכל התחומים אשר כבר הוחל בו, כאמור והעברתו לגורמים הכלכליים המתאימים חייב להיות בסיס לפעולות ההערכות שלנו. כמות המידע המצטבר בכל התחומים היא עצומה ודרושת מערכת איסוף מיוחדת.

3. הידוק הקשר עם שלטונות השוק המשותף על מנת למנוע שינויים הפוגעים במעמדה של ישראל במיוחד במסגרת ההסכמים. לצורך זה יש לחזק המערכת הפעילה בבריטל ובארץ.

4. המטרה הכללית של התייעלות המשק מקבלת משנה חשיבות עם הגברת התחרותיות בשווקים האירופיים. יש להפנות יותר תשומת לב לפעולות ההתייעלות של המשך והתעשייה, פעילות קידום השיווק בחו"ל ומתן רווחיות מספיקה לתעשייה על מנת שתוכל להתמודד.

5. השתלבות בתהליכים המנהליים המתפתחים בשוק המשותף כגון ה-SAD - המסמך המאוחד המונהג עתה בשוק.

6. ביקורת מערכת התקינה בארץ והתאמתה לתקינות הבין-לאומיות על מנת להגביר את כושר התחרות בשווקי ואירופה תוך הבאה בחשבון של :

א. תקנים בשווקים אחרים.

ב. הצורך בהגנה מפני יבוא תחרותי ע"י יצירת תקינה מיוחדת לנו.

7. הגברת המאמץ לכל צורות שיתוף הפעולה התעשייתי עם חברות אירופיות על מנת להקל על ההתמודדות הקשה הצפויה בשווקי אירופה.

נכנס

בלמס

חוזם: 7,574

אל: המשרד

מ-: אתונה, נר: 2, תא: 010788, זח: 1600, דח: מ, סג: בל

תח: א גס: אירופה

נד: א

בלמס/מיד

אל: אירופה 2

דע: אירופה 1, מרים גולן-הכנסת

מאת: אתונה, הנציגות

החלטת מושב הקיץ של האסיפה הפרלמנטרית של מועצת אירופה
בנושא המזה'תי - שלנו 166 מה-28.6.

-1 להלן מ- ANA (1.7).

COUNCIL OF EUROPE

CALL FOR INTERNATIONAL MIDDLE EAST CONFERENCE

THE STANDING COMMITTEE OF THE COUNCIL OF EUROPE
PARLIAMETARY ASSEMBLY YESTERDAY ADOPTED A DRAFT
RESOLUTION CALLING ON EUROPEAN NATIONS TO HELP
CREATE A CLIMATE OF CONFIDENCE NECESSARY FOR CONVENING
AN INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE MIDDLE EAST.

THE ASSEMBLY ALSO DECIDED ON THE PRINCIPLE OF A
FACT-FINDING VISIT TO ISRAEL, EGYPT, JORDAN AND
SYRIA TO HOLD MEETING WITH POLITICAL LEADERS,
INCLUDING PALESTINIANS 'WITH A VIEW TO PREPARING

משרד החוץ-מחלקת הקשר

A PARLIAMETARY CONFERENCE IN STRASBOURG FOR EARLY
1989 WITH THE COUNTRIES PARTICIPATING IN A POSSIBLE
MIDDLE EAST PEACE CONFERENCE''

THE DRAFT RESOLUTION WAS PRESENTED BY THE POLITICAL
AFFAIRS COMMITTEE TO THE PARLIAMETARY ASSEMBLY
WHICH ENDED ITS FOUR-DAY SUMMER SESSION IN ATHENS
YESTERDAY.

IN HIS REPORT TO THE ASSEMBLY ON PROSPECTS FOR AN
INTERNATIONAL MIDDLE EAST PEACE CONFERENCE, FRENCH
SOCIALIST PARLIAMETARIAN JEAN PIERRE FOURRE SAID
THAT ALTHOUGH THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY
HAD TRADE AGREEMENTS WITH ISRAEL, THE EUROPEAN
PARLIAMET HAD MADE 'ITS POSITION CLEAR' BY REFUSING
IN MARCH OF THIS YEAR TO AUTHORISE THE CONCLUSION
OF THREE FINANCIAL PROTOCOLS WITH TEL AVIV.

MR. FOURRE SAID THE ISRAELI LEADERSHIP WAS DIVIDED
OVER THE ISSUE OF THE OCCUPIED TERRITORIES. IN
THE FACE OF THE PALESTINIAN UPRISING THAT BROKE
OUT LAST DECEMBER.

ALTHOUGH ISRAELI PARLIAMETARY ELECTIONS IN PREPARATION
WOULD INFLUENCE THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST
REGION, HE SAID, 'IT WOULD BE UNACCEPTABLE TO
POSTPONE ANY NEW INTERNATIONAL INITIATIVE UNDER
THE PRETEXT OF FORTHCOMING ELECTIONS WHILE MILITARY
REPRESSION IS STEADILY ADDING TO THE NUMBER OF VICTIMS.'

עד כאן

2- חה'כ ז'אק אמיר מסר לנו כי בעקבות פעילותו ומגעי
משלחתנו התקבל התיקון שמבטל הנוסח שמאזכר סרוב הפרלמנט
האירופי לאשר הפרוטוקולים הדיווח ב- ANA מתעלם
משום מה מהתיקון זה.

נציגות.

סח

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רס, אמן, איר, איר, 27,
מעח, הסברה, גולן/כנסת

חוזם: 6,21206

אל: המשרד

מ-: בריסל, נר: 312, תא: 290688, זח: 1400, דח: מ, סג: בל

תח: @ גט: אירופה

נד: @

בלמס/מיד

אל אירופה 1

דע תפוצת מאיה

מאת אורון בריסל

107.16.1

קהיליה - מזח

א. להלן הקטע המזתי ב- CONCLUSIONS של פסגת הנובר

3. MIDDLE EAST

THE EUROPEAN COUNCIL EXPRESSED ITS CONCERN AT THE INCREASE IN TENSION IN THE MIDDLE EAST. THE STATUS QUO IN THE OCCUPIED TERRITORIES CANNOT BE SUSTAINED. ON THE BASIS OF THEIR ESTABLISHED POSITIONS, THE TWELVE WILL CONTINUE TO WORK TOWARDS THE EARLY CONVENING, UNDER UN AUSSPICES, OF AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE, WHICH IS THE SUITABLE FRAMEWORK FOR THE NECESSARY NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES DIRECTLY CONCERNED, AND IS ESSENTIAL TO BRING ABOUT A COMPREHEHNSIVE, JUST AND LASTING PEACE IN THIS REGION. THE TWELVE WILL SUPPORT ALL INITIATIVES TO THIS END.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

THE CONTINUATION OF THE WAR BETWEEN IRAQ AND IRAN ENDANGERS THE SECURITY AND STABILITY OF THE WHOLE REGION. THE TWELVE DEPLORE THAT, ALMOST ONE YEAR AFTER ITS UNANIMOUS ADOPTION BY THE UN SECURITY COUNCIL, RESOLUTION 598 HAS NOT YET BEEN IMPLEMENTED. THEY WILL CONTINUE TO SUPPORT THE EFFORTS OF THE UN SECRETARY GENERAL TO SECURE ITS EARLY AND FULL IMPLEMENTATION. THE TWELVE CONDEMN THE USE OF CHEMICAL WEAPONS AND RENEW THEIR COMMITMENT TO UPHOLD THE FREE MOVEMENT OF FREEDOM OF NAVIGATION IN THE GULF. THE TWELVE REMAIN DEEPLY PREOCCUPIED BY THE SITUATION IN LEBANON. THEY CONFIRMED THE IMPORTANCE THEY ATTACH TO THE ORDERLY AND LEGAL CONDUCT OF THE FORTHCOMING PRESIDENTIAL ELECTION. THEY ALSO RECALLED THEIR SUPPORT FOR UNIFIL AND REITERATED THEIR STRONG APPEAL FOR THE IMMEDIATE RELEASE OF ALL HOSTAGES STILL BEING HELD IN THE LEBANON. THE EUROPEAN COUNCIL WELCOMED THE RECENT SIGNATURE OF THE COOPERATION AGREEMENT WITH THE GULF COOPERATION COUNCIL AND THE INTENSIFIATION OF RELATIONS WITH ITS MEMBERS. IT ALSO WELCOMED THE RECENT TROIKA-MEETING IN THE EURO-ARAB DIALOGUE AND HOPED THIS WOULD LEAD TO INCREASED PRODUCTIVE COOPERATION.

ב. נושאים אחרים המופיעים בהודעה: מזרח- מערב
אפגניסטן, דרא'פ, אנגולה ואמלט .

נוסח מלא בדיף .

עם

רז

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן, איר, איר, 2, מזתים, מתאסשטחים, כלכליתב', ארבל2

TO THE SECRETARY
GENERAL
UNITED NATIONS
NEW YORK
10 MAY 1988

Dear Sir,

I refer to your letter of 28 April 1988.

The attached document contains the text of the speech which I delivered at the 40th session of the General Assembly on 28 April 1988.

I am, Sir, very respectfully,
Yours faithfully,
S. P. Singh

Secretary-General

United Nations

New York

THE HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES IS CONVINCED THAT THE
SITUATION IN THE MIDDLE EAST, THE STATUS
AND IN THE OCCUPIED TERRITORIES CANNOT BE MAINTAINED
ON THE BASIS OF THEIR ESTABLISHED POSITIONS. THE
SITUATION WILL CONTINUE TO MOVE TOWARDS THE EARLY
RESOLUTION OF THE ARAB-Israeli CONFLICT. AN INTERNATIONAL
CONFERENCING, WHICH IS A NECESSARY STEP TOWARDS
THE EARLY RESOLUTION OF THE ARAB-Israeli CONFLICT,
WAS HELD IN BEIRUT, LEBANON, ON 12 APRIL 1988.
THE CONFERENCE WAS ATTENDED BY REPRESENTATIVES OF
THE ARAB LEAGUE AND THE UNITED NATIONS. THE
CONFERENCE WAS HELD AT THE BEIRUT CONFERENCE CENTRE
ON 12 APRIL 1988. THE CONFERENCE WAS HELD AT THE
BEIRUT CONFERENCE CENTRE ON 12 APRIL 1988. THE
CONFERENCE WAS HELD AT THE BEIRUT CONFERENCE CENTRE
ON 12 APRIL 1988. THE CONFERENCE WAS HELD AT THE
BEIRUT CONFERENCE CENTRE ON 12 APRIL 1988.

THE CONTINUATION OF THE WAR BETWEEN IRAQ AND ISRAEL
THREATENS THE SECURITY AND STABILITY OF THE WHOLE
MIDDLE EAST. THE YEARLY PERIOD THAT ALMOST ONE YEAR
AFTER ITS UNANIMOUS ADOPTION BY THE UN SECURITY
COUNCIL, RESOLUTION 688 HAS NOT YET BEEN IMPLEMENTED.
THEY WILL CONTINUE TO SUPPORT THE EFFORTS OF THE
SECRETARY GENERAL TO SECURE ITS EARLY AND FULL
IMPLEMENTATION. THE TWELVE CONDEMNED THE USE OF CHEMICAL
WEAPONS AND REITERATED THEIR COMMITMENT TO UPHOLD THE
PRINCIPLE OF FREEDOM OF NAVIGATION IN THE GULF.
THEY WILL REMAIN DEEPLY CONCERNED BY THE SITUATION
IN LEBANON. THEY CONFIRMED THE IMPORTANCE THEY
ATTACH TO THE ORDERLY AND LEGAL CONDUCT OF THE
UPCOMING PRESIDENTIAL ELECTION. THEY ALSO REITERATED
THEIR SUPPORT FOR UNIFIL AND REITERATED THEIR
STRONG APPEAL FOR THE IMMEDIATE RELEASE OF
ALL HOSTAGES STILL BEING HELD IN THE LEBANON. THE
LEBANANESE COUNCIL WELCOMED THE RECENT SIGNATURE
OF THE COOPERATION AGREEMENT
WITH THE GULF COOPERATION COUNCIL
AND THE INTENSIFICATION OF RELATIONS WITH ITS
MEMBERS. IT ALSO WELCOMED THE RECENT PROTHAMMEETING
AT THE EURO-ARAB DIALOGUE AND HOPED THIS WOULD
LEAD TO INCREASED PRODUCTIVE COOPERATION.

I am, Sir, very respectfully,
Yours faithfully,
S. P. Singh

Secretary-General

United Nations

New York

SECRETARY GENERAL
UNITED NATIONS
NEW YORK

32

רשימת רגילים	מחלקת הקשר לנו-יורק	רמ"ד
שם נסחובין	יוסף מצרף	מחור
גלוי		
תז"ח		אלו המשרד
281500		
0 0745		רצו
		מאת זכאו"ם

אל : ארכל 2
 דע : מז"חים, אירופה
 מאת : יטשכרוף

ה-12 - לבנון
 רצ"כ הודעה ה-12 על לבנון.

נאו"ם

1 2 1 3 1 3 2
 אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים
 אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים
 אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים
 אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים אלהים

א. יוסף
 יוסף

אישור:

אישור: יוסף יוסף

28.6.88

אישור:

UNITED
NATIONS

A. S



General Assembly

Security Council

Distr.
GENERAL

A/43/421

S/19957

23 June 1988

ENGLISH

ORIGINAL: ENGLISH/FRENCH

0 0745

2/3

GENERAL ASSEMBLY
Forty-third session
Item 40 of the preliminary list*

SECURITY COUNCIL
Forty-third year

THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST

Letter dated 16 June 1988 from the Permanent Representative
of the Federal Republic of Germany to the United Nations
addressed to the Secretary-General

I have the honour to transmit to you herewith the English and French texts of the declaration on Lebanon made by the Foreign Ministers of the Twelve States members of the European Community on 13 June 1988 (see annex).

I should be grateful if you would arrange to have this letter and its annex circulated as a document of the General Assembly, under item 40 of the preliminary list, and of the Security Council.

(Signed) Alexander COUNT YORK
Ambassador

* A/43/50.

A/43/421
S/19957
English
Page 2

0 0745
3/3

ANNEX

Declaration made on 13 June 1988 by the Foreign Ministers of the
Twelve States members of the European Community on Lebanon

The Twelve follow with concern the critical situation in Lebanon, which urgently requires a political solution after 13 years of war and suffering. The proper functioning and strengthening of Lebanon's constitutional bodies is a pre-condition for such a solution.

The Twelve therefore believe that the orderly and constitutional conduct of the forthcoming presidential election will be of decisive importance for the future of the Lebanese Republic. They call upon all parties involved to support the preparation and good conduct of the election.

The Twelve are convinced that lasting peace can only be achieved by national conciliation and a just solution of the internal problems, taking into account the legitimate interests of all the different communities of the country. This implies that all should be prepared to make mutual concessions. To this end the Twelve appeal to all parties to work together constructively for an early political solution to the Lebanese crisis and its regional implications.

The Twelve furthermore stress the need to intensify efforts aimed at restoration of the sovereignty, unity, independence and territorial integrity of Lebanon. The full independence and sovereignty of Lebanon must be respected, and it must solve its problems without foreign involvement or interference.

The Twelve underline their support for the United Nations Interim Force in Lebanon and call upon all parties to ensure that these forces are allowed to fulfil their mandate without hindrance.

The Twelve once more condemn the fact that hostages are still being held in the Lebanon, and call for their immediate release.

0 0745

נכנס

בלמס

חוזם: 11197, 6

מל: המשרד

מ-: קופנהגן, נר: 82, תא: 150688, זח: 1600, דח: ר, סג: בול

תח: א: גט: אירופה

נד: א:

בלמס/רגיל

מל: אירופה 1, אירופה 2

דע: ממנכ"ל

מאת: קופנהגן

בהמשך למברק השגריר 81 מהיום, להלן הצהרות השרים על:

RE: MINISTERIAL COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITY
LUXEMBURG 13-14/6

- 1) EAST-WEST RELATIONS
- 2) LEBANON

SAVIR
DECLARATION OF THE TWELVE ON EAST-WEST RELATIONS

1. THE MINISTERS WELCOME THE ENCOURAGING DEVELOPMENTS IN EAST-WEST RELATIONS. THE TWELVE HAVE LONG ADVOCATED AND ACTIVELY CONTRIBUTED TO THIS PROCESS. IT MUST MAINTAIN ITS DYNAMISM.

2. THE MEETING IN MOSCOW BETWEEN PRESIDENT REAGAN AND GENERAL SECRETARY GORBACHEV WAS A FURTHER STEP ON THE ROAD TO CONSOLIDATING AND INTENSIFYING EAST WEST RELATIONS. THE TWELVE EXPRESS THEIR SATISFACTION AT THE PROGRESS MADE IN THE COURSE OF RECENT SUMMIT MEETINGS BETWEEN THE US AND USSR NOTABLY ON ARMS

משרד החוץ-מחלקת הקשר

CONTROL AND DISARMAMENT. THE RATIFICATION OF THE INF-TREATY CLEARS THE WAY FOR THE ELIMINATION OF A WHOLE CLASS OF US AND SOVIET WEAPONS. THE TWELVE NOTING IN PARTICULAR ITS STRINGENT VERIFICATION PROVISIONS AND ITS ACCEPTANCE OF THE PRINCIPLE OF ASYMMETRICAL REDUCTIONS, CONFIRM THEIR VIEW THAT IT SETS A VALUABLE PRECEDENT FOR FUTURE ARMS CONTROL PROGRESS. THE TWELVE FULLY SUPPORT EFFORTS TO AGREE ON A FIFTY PERCENT REDUCTION IN THE STRATEGIC NUCLEAR WEAPONS ARSENALS OF THE UNITED STATES AND THE SOVIET UNION.

THEY STRONGLY ADVOCATE THE EARLY ESTABLISHMENT OF A GLOBAL AND EFFECTIVELY VERIFIABLE BAN ON CHEMICAL WEAPONS.

THEY CONTINUE TO WORK RESOLUTELY FOR THE ESTABLISHMENT OF A SECURE AND STABLE BALANCE OF CONVENTIONAL FORCES IN EUROPE AT A LOWER LEVEL.

3. THE TWELVE WELCOME THE FACT THAT THE WITHDRAWAL OF SOVIET TROOPS FROM AFGHANISTAN HAS STARTED. THEY EXPRESS THE HOPE THAT IT WILL LEAD TOWARDS A JUST AND PEACEFUL SETTLEMENT, IN FULL RESPECT OF THE AFGHAN PEOPLE'S RIGHT TO SELF-DETERMINATION. SUCH A SETTLEMENT SHOULD BE FOLLOWED BY RAPID PROGRESS TOWARDS THE SOLUTION OF OTHER REGIONAL CONFLICTS.

4. THE TWELVE ARE PAYING CLOSE ATTENTION TO THE DEVELOPMENTS CURRENTLY TAKING PLACE IN THE SOVIET UNION AND EASTERN EUROPE. THEY WELCOME THEM, AND HOPE THAT THESE CHANGES WILL CONTRIBUTE TO OPENINGS IN THE POLITICAL SYSTEMS OF THESE COUNTRIES, BOTH TOWARDS THE CITIZENS OF THESE STATES AND TOWARDS THE OUTSIDE WORLD. THEY ARE HOPEFUL THAT SUCH POLICIES WILL CONTRIBUTE TO A LASTING IMPROVEMENT IN EAST-WEST RELATIONS. FOR THEIR PART THEY ARE WILLING TO USE SUCH OPPORTUNITIES CONSTRUCTIVELY.

5. THESE INCLUDE OPPORTUNITIES FOR STRENGTHENING MUTUAL ECONOMIC RELATIONS. THE TWELVE HOPE THAT THE CURRENT NEGOTIATIONS BETWEEN THE COMMUNITY

משרד החוץ-מחלקת הקשר

AND SOME OF THE EASTERN EUROPEAN COUNTRIES WILL SOON COME TO A CONCLUSION. THEY NOTE WITH SATISFACTION THAT RELATIONS ARE ABOUT TO BE ESTABLISHED BETWEEN THE COMMUNITY, THE CMEA AND ITS MEMBER STATES. THEY HOPE THAT THIS WOULD CONTRIBUTE TO THE OVERALL IMPROVEMENT OF RELATIONS AND TO ENHANCING STABILITY IN EUROPE.

6. THE TWELVE REITERATE THEIR DETERMINATION TO END THE VIENNA CSCE FOLLOW-UP MEETING BY SUBSTANTIAL AND BALANCED RESULTS INVOLVING A BETTER IMPLEMENTATION OF THE COMMITMENTS UNDERTAKEN SINCE 1975 AND AGREEMENT ON SIGNIFICANT PROGRESS IN ALL BASKETS, IN PARTICULAR IN THE HUMAN DIMENSION OF CSCE. THIS WOULD ALLOW AN IMPORTANT STEP TO BE MADE IN EAST-WEST RELATIONS AND AN EARLY START TO THE NEGOTIATIONS ON CONVENTIONAL SECURITY, AIMING AT THE ESTABLISHMENT OF A STABLE AND SECURE BALANCE OF CONVENTIONAL FORCES IN EUROPE AT A LOWER LEVEL, AND ON CONFIDENCE AND SECURITY BUILDING.

ON THIS OCCASION THEY WISH TO PAY TRIBUTE TO THE EFFORTS OF NNA COUNTRIES, CONTAINED IN THEIR DRAFT FINAL DOCUMENT, WHICH THEY CONSIDER A HELPFUL CONTRIBUTION TOWARDS A BALANCED OUTCOME IN VIENNA.

FOR THEIR PART, THE TWELVE ARE DETERMINED TO CONTINUE WORKING IN THIS DIRECTION. THEY THEREFORE CALL UPON THOSE COUNTRIES WHO HAVE NOT YET DONE SO TO SHOW SERIOUS WILLINGNESS TO NEGOTIATE A SUBSTANTIAL AND SATISFACTORY CONCLUSION OF THE VIENNA FOLLOW UP MEETING IN CONFORMITY WITH THEIR RECENT PUBLIC DECLARATIONS.

DECLARATION BY THE TWELVE ON LEBANON

THE TWELVE FOLLOW WITH CONCERN THE CRITICAL SITUATION IN LEBANON, WHICH URGENTLY REQUIRES A POLITICAL SOLUTION AFTER THIRTEEN YEARS OF WAR AND SUFFERING. THE PROPER FUNCTIONING AND STRENGTHENING OF LEBANON'S CONSTITUTIONAL BODIES IS A PRECONDITION FOR SUCH

משרד החוץ-מחלקת הקשר

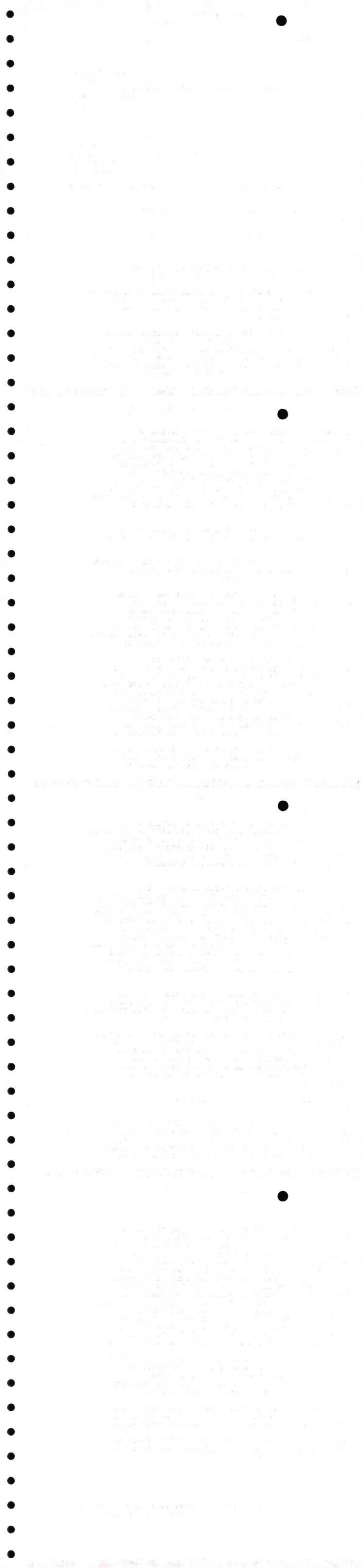
A SOLUTION.

THE TWELVE THEREFORE BELIEVE THAT THE ORDERLY AND CONSTITUTIONAL CONDUCT OF THE FORTHCOMING PRESIDENTIAL ELECTION WILL BE OF DECISIVE IMPORTANCE FOR THE FUTURE OF THE LEBANESE REPUBLIC. THEY CALL UPON ALL PARTIES INVOLVED TO SUPPORT THE PREPARATION AND GOOD CONDUCT OF THE ELECTION. THE TWELVE ARE CONVINCED THAT LASTING PEACE CAN ONLY BE ACHIEVED BY NATIONAL CONCILIATION AND A JUST SOLUTION OF THE INTERNAL PROBLEMS, TAKING INTO ACCOUNT THE LEGITIMATE INTERESTS OF ALL THE DIFFERENT COMMUNITIES OF THE COUNTRY. THIS IMPLIES THAT ALL SHOULD BE PREPARED TO MAKE MUTUAL CONCESSIONS. TO THIS END THE TWELVE APPEAL TO ALL PARTIES TO WORK TOGETHER CONSTRUCTIVELY FOR AN EARLY POLITICAL SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS AND ITS REGIONAL IMPLICATIONS.

THE TWELVE FURTHERMORE STRESS THE NEED TO INTENSIFY EFFORTS AIMED AT RESTORATION OF THE SOVEREIGNTY, UNITY, INDEPENDENCE AND TERRITORIAL INTEGRITY OF LEBANON. THE FULL INDEPENDENCE SOLVE ITS PROBLEMS WITHOUT FOREIGN INVOLVEMENT OR INTERFERENCE.

THE TWELVE UNDERLINE THEIR SUPPORT FOR UNIFIL AND CALL UPON ALL PARTIES TO ENSURE THAT THESE FORCES ARE ALLOWED TO FULFIL THEIR MANDATE WITHOUT HINDRANCE.

THE TWELVE ONCE MORE CONDEMN THE FACT THAT HOSTAGES ARE STILL BEING HELD IN THE LEBANON, AND CALL FOR THEIR IMMEDIATE RELEASE.



פרוט: 4,9932

אל: המשרד

מ-: בריטל, נר: 136, תא: 190488, זח: 1200, זח: 1, ב: ט: ג: 7
נד: 8

בלמט/בהורל

אל: אירופה 1

דע: תנועת נאיה

מאת: בריטל/אורון

107.16.1

להלן הצהרת ה-12 במסגרת ש"ים המדיני :-

THE TWELVE NOTED WITH CONCERN RECENT ACTIONS BY THE ISRAELI AUTHORITIES IN THE OCCUPIED TERRITORIES WHICH ARE LIKELY TO HAVE THE EFFECT OF DEEPENDING MISTRUST BETWEEN ISRAELIS AND PALESTINIANS, AND MAKING A PEACEFUL SETTLEMENT IN THE REGION HARDER TO FIND. THEY REGRET THE CONTINUING LOSS OF LIFE DURING THE CURRENT VIOLENCE. THE TWELVE DEPLORE THE DEPORTATION OF EIGHT PALESTINIANS FROM THE OCCUPIED TERRITORIES ON 11 APRIL 1988, AND THE ISRAELI THREAT TO DEPORT TWELVE MORE. AS THE TWELVE EXPRESSED IN THEIR DEMARCHE TO THE ISRAELI AUTHORITIES ON 12 JANUARY 1988. SUCH ACTION IS A CLEAR BREACH OF ARTICLE 49 OF THE GENEVA CONVENTION RELATIVE TO THE PROTECTION OF CIVILIAN PERSONS IN TIME OF WAR OF 12 AUGUST 1949, AND IS IN DEFIANCE OF UN SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS 607 AND 608 OF JANUARY 1988. THE TWELVE DEEPLY DEPLORE THE CONTINUING

משרד החוץ-מחלקת הקשר

REPRESSIVE MEASURES TAKEN BY ISRAEL, INCLUDING THE DESTRUCTION OF HOUSES WHICH IS IN CLEAR CONTRADICTION TO INTERNATIONAL LAW. THE TWELVE FURTHERMORE REGRET THE CLOSURE ON 30 MARCH 1988 BY THE ISRAELI AUTHORITIES OF THE PALESTINIAN PRESS SERVICE, WHICH HAS BEEN AN IMPORTANT SOURCE OF INFORMATION FOR THOSE CONCERNED WITH DEVELOPMENTS IN THE OCCUPIED TERRITORIES. THE TWELVE BELIEVE THAT SUPPRESSION OF FACTS AND RESTRICTIONS ON THE FREEDOM OF THE MEDIA WILL ENDANGER THE SEARCH FOR A NEGOTIATED SOLUTION IN THE EFFECTS SUCH ACTION WILL HAVE UPON THE WORSENING SITUATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES AND UPON THE SEARCH FOR A LASTING NEGOTIATED PEACE.

עד כאן

אורון

==ק==

תפ: שהח, רהמ, מנכל, ממנכל, שהבט, אירא, אירב, ליאור, מזתיס, ר/מרנז, ממז, מתאסטטחיט

SECRET

TO: DIRECTOR, FBI
FROM: SAC, NEW YORK
SUBJECT: [Illegible]

[Illegible text block]

[Illegible text block]

BT
#

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED EXCEPT WHERE SHOWN OTHERWISE

חוזם: 9038,3

אל: המשרד

מ-: בריטל, נר: 109, תא: 100388, זח: 1400, זח: מ, טג: 101
נד: 6

בלמט/מידוי

אל אירופה 1

זע תפוצת מאיה

מאת אורון שטרסבורג

מאר- המצב בעסתינ

ברב גזול מליאת הנאר אינצה החלטה ורינה במיוחד .

להלן החלק האופרטיבי של ההחלטה :

1. CONDEMS THE INSTANCES OF TORTURE, ARBITRARY ARREST, REPRISALS, EXPULSIONS AND ALL ACTS OF VIOLENCE COMMITTED BY THE ISRAELI ARMY AGAINST THE PALESTINIAN POPULATIONS OF THE WEST BANK AND THE GAZA STRIP.
2. EXPRESSES ITS SOLIDARITY WITH THE FAMILIES OF THE VICTIMS, AND MORE GENERALLY, WITH ALL PALESTINIANS THROUGHOUT THE REGION LIVING IN WHAT ARE NOW INTOLERABLE CONDITIONS.
3. SUPPORTS THE INTENTIONS OF ALL THOSE WHO, INSIDE OR OUTSIDE ISRAEL, ARE ENDEAVOURING TO FIND A PEACEFUL POLITICAL SOLUTION TO THE CONFLICT.
4. REITERATES ITS CONVICATION THAT AN INTERNATIONAL

משרד החוץ-מחלקת הקשר

CONFERENCE UNDER THE AEGIS OF THE UNITED NATIONS AND INVOLVING ALL THE PARTIES CONCERNED, INCLUDING THE P.L.O., COULD LEAD TO A LASTING, FAIR AND PEACEFUL SOLUTION IN THE REGION.

5. ONCE AGAIN CALLS ON THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN EUROPEAN POLITICAL COOPERATION TO TAKE ACTIVE POLITICAL AND DIPLOMATIC MEASURES TO END THE HOSTILITIES AND HELP TO BRING ABOUT A NEGOTIATED SETTLEMENT.

מרטין בהמשך

עד כאן . ===

תמ: שהח, ורהם, שהבט, מנבל, מהנבל, טמנבל, ממז, דם, אמן, אירא, אירב,
יורכנסט, מזתינ, נתאמשטיינ, טעת, הסברד



Faint, illegible text at the top of the page.

Second block of faint, illegible text.



Third block of faint, illegible text.

Fourth block of faint, illegible text.



משרד החוץ - מחלקת הקשר

CO915070.C11

בלמס

<-- <-- יוצא --> -->

עמוד 1 מתוך 2

אל:אתונה, נר:34, מ:-המשרד,
דח:מ, סג:ב, תא:090288, ח:1847

בלמס/מיידי

2004/ח

אל כל הנציגויות.

להלן נוסח עברי ואנגלי של הודעת דובר משה'ח בתגובה להצהרת
ה-12, כפי שנמסרה היום (9.2.)
אנו רואים בהצהרת הקהיליה מ-8.2 הצהרה של מדינות
ידידותיות הדואגות והמעוניינות בשלום במזרח התיכון.אנו
מקדמים בברכה את תמיכתן במו'ם בין הצדדים למציאת פתרון בר
קיימא של שלום לסכסוך הערבי-ישראלי.
לדאבונו הודעה מסתפקת בכל הנוגע לשטחים בביקורת על
נסיונות ישראל להפסיק את הפרות הסדר, ולהחזיר את הבטחון על
כנו, דבר שהוא מחובתה של ישראל.
גישה חד-צדדית זו של הקהיליה אינה תורמת להרגעת הרוחות
ועל כן יש להצטער.אזכורה החוזר של הכרזת ונציה גם הוא לא
מקדם את המאמצים המדיניים הנוכחיים, ישראל תמשיך להבטיח את
בטחון אזרחיה ובטחון תושבי השטחים ורווחתם במקביל למאמץ
מוגבר להגיע להסדר של שלום צודק ובר קיימא באזור זה.

ANNOUNCEMENT OF THE FOREIGN MINISTRY SPOKESMAN
CONCERNING THE EUROPEAN COMMUNITY DECLARATION
WE REGARD THE STATEMENT OF THE EUROPEAN ECONOMIC
COMMUNITY MINISTRES OF FEB 8 AS A DECLARATION OF
FRIENDLY COUNTRIES WHO ARE CONCERNED AND INTERESTED IN
PEACE IN THE MIDDLE EAST.WE WELCOME THE SUPPORT OF
NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES AIMED AT
FINDING A LASTING SOLUTION
FOR PEACE IN THE ARAB-ISRAELI CONFLICT.TO OUR REGRET,IN
DEALING WITH THE TERRITORIES,THE STATEMENT SUFFICES
ONLY IN CRITICISM OF THE ISRAELI EFFORTS TO HALT THE
UNREST AND TO RESTORE SECURITY,AS IS ITS OBLIGATION.
THIS ONE SIDED ATTITUDE OF THE EEC DOES NOT CONTRIBUTE
TO CALMING THE SITUATION,WHICH THAT IS
REGRETTABLE,NEITHER DOES THE REITERATION OF THE VENICE
DECLARATION ADVANCE THE PRESENT DIPLOMATIC
EFFORTS.ISRAEL WILL CONTINUE TO ENSURE THE SECURITY AND
WELL BEING OF ITS CITIZENS AND OF THE POPULATION OF THE
TERRITORIES,WHILE CONTINUING INTENSIFIED EFFORTS TO
REACH A JUST AND DURABLE PEACE IN THIS REGION.

משרד החוץ - מחלקת הקשר

C091507C.C11

בלמס
<-- <-- יוצא --> -->

עמוד 2 מתוך 2

מנהל מעת

תפ:
שהח, רהמ, שהובט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן,
אוקיאניה, מצרים, מצפא, אירא, אירב, אסיה, מאפ, אמלט, מזתים, ארבל, אירג, מעת, הסברה,

בהודעה החריפה ביותר שפורסמה עד היום

השוק האירופי מביע "צער על מעשי הדיכוי בשטחים"

קורא "לכל הצדדים להפגין התאפקות מירבית כדי לצמצם את רמת האלימות המסוכנת בשטחים • מצטער עמוקות גם על מדיניות ההתנחלות הישראלית"

ע"י ישראל, ויש לשים קץ לצעדים אלה."

בהודעה משותפת על המזרח התיכון, שפורסמה בכון, הכריזו מדינות השוק האירופי כי צעדי דיכוי אלה "מהווים הפרה של החוק הבין לאומי ושל זכויות האדם".

שרייהחוף "קוראים לכל הצדדים להפגין התאפקות מירבית, כדי לצימצם את רמת האלימות המסוכנת בשטחים הכבושים", נאמר עוד בהודעה בת שני העמודים, שהופצה בשפה האנגלית.

ההודעה פורסמה לאחר שיחות עם חוסיין מלך ירדן על הסיכויים לוועידת שלום בין לאומית למזרח התיכון. זו ההודעה התקיפה ביותר שפורסמה עד היום מטעם השוק על האלימות בשטחים.

השוק האירופי כבר הגיש שתי מחאות לישראל, באמצעות שגריריו, על השיטות הישראליות שהובילו למותם של כ-50 איש בגדה המערבית וברצועת עזה בחודשיים האחרונים.

בהודעה נאמר, כי "שרייהחוף שבים ומדגישים את השקפתם, כי הפתרון היחיד הוא הסדר מדיני גלובאלי, צודק ובריקימא, של הסכסוך הישראלי-הערבי, כפי שהוצע על ידי 12 המדינות בהצרתן שפורסמה ב-1980 בווניציה, ובהצהרות שלאחריה".

12 שרייהחוף גם "מצטערים על מדיניות ההתנחלויות הישראלית בשטחים הכבושים, ועל הערכת משאבים לטובת התנחלויות בלתי ליגאליות אלה".

השרים "קוראים לישראל לפעול במלוא המידה בהתאם להחלטות 605 (1987), 607 (1988) ו-608 (1988) של מועצת הביטחון, ובהתאם לאמנת ז'נווה מה-12 באוגוסט 1949 בנוגע להגנה על אזרחים בימי מלחמה.

בון (ע"צ וע"ר). שרייהחוף של 12 מדינות השוק האירופי המשותף ה" עמוקות על צעדי הדיכוי שננקטו

מצטערים

משרד החוץ-מחלקת הקשר

2333

תאריך: 10.02.88

דף 1 מתוך 3

עותק 5 מתוך 40

נכנס

סודי ביותר

Handwritten notes and signatures: "V. A. (1)", "2333 (2)", and a signature.

חוזם: 2,2333

אל: המשרד

מ-: האג, נר: 67, תא: 090288, חז: 1900, דח: מ, טג: ט

נד: 8

סודי ביותר

אל: אירופה 1

דע: ממ"ד

מאת: מגידו-האג משיחה עם מנהל מזה"ת. א. הצהרת הקהיליה-תגובות ערביות לעמדת הולנד. בפתח השיחה סיפר כי מנסים לנסח תגובות מתאימות לכמה פניות ממדינות ערב, ציין במיוחד טורדיה, הבאות בטענות כלפי הולנד על עמדתה לגבי הצהרת הקהיליה. טען כי הם עוקבים בעמדתם והמונים יקבלו תשובות בהתאם, אך נוצרה הרגשה מסוימת לפיה ההולנדים היו מבודדים בעמדתם ולהרגשה זו סייעו הגרמנים שהזליפו ל"רזיון" בסוף השבוע כאילו הולנד מתנגדת לכן שהקהיליה תצא בהצהרה. לבדידות זו נקלטו ההולנדים עוז במפגש המנכ"ל ליס ומפגש מומחי המזה"ת שהתקיימו בעשרת הימים האחרונים (מברקי 41 ו-47).

ב. הצהרת הקהיליה - עמות הולנד. במפגש שרי החוץ (8.2) השתתפה במקצת עמות הנשיאות לאחר שגנשר נכון היה, בניגוד לפקיוו, לקבל עמדת הולנד אם כי תוך שינויים מספר. וון און ברוק טען שאין על הקהיליה לכת מעבר להחלטות מועבי"ט והתנגד לקבל הטיוטא הקיצונית שהוכנה לקראת מפגש השרים. שה"ח הולנד טען בעימותו עם עמיתיו שעל הקהיליה להיות קונסטרוקטיבית ולהביע תמיכה במאמצים וביוזמות שהתפתחו בחודש האחרון. ביוזמת הולנד הוכנסו דברי העידוד והתמיכה במאמצים בתהליך המדיני. נמנע ציטוט נרחב מתוך הודעת ונציה כן שה-12 הסתמקו באזכור ההודעה ותו לא. ההולנדים התנגדו וטענו שעמדה זו של ה-12 ידועה ואין לאזכר ונציה כלל, אך לבסוף "נכנעו" והצהרת 1980 מאוזכרת. ה-11 דורו לציין ועידה בינ"ל כמוצא יחיד, התייחסות זו לוועידה

משרד החוץ-מחלקת הקשר

דף 2 מתוך 3

עותק 5 מתוך 40

הבינ"ל תוקנה ביוזמת הולנד ושונתה ל-CONFERENCE AN INTERNATIONAL PEACE נוסח זה תמך האו בנחישות. ההולנדים ביקשו לציין 242 ו-338 אך נתקלו בהתנגדות עקשת מצד אנדריאוטי (טען כי 242 מעוותת התמונה בנושא הפלשתיני-פליטים וכו'), ריימון והיוונים. טרי הדגיש כי לא רק שאינם מבינים עמדת המתנגדות להסתמך על 242 ו-338 אלא שחוסר ציון בנאומי ותשובותיו ציין שמונה פעמים את החלטות מועבי"ט. הוסיף כי המשפט האחרון בודעה APPEAL TO ALL PARTIES TO EXERCISE MAXIMUM RESTRAINT וגו' היה בטיוטת הולנד משפט פתיחה וקשור ל-

CONCERN שהביעה הקהיליה ביחס למצב אך בהשפעת מתנגדיהם חושם המשפט המתייחס לכל הגורמים בסוף ההודעה. כאמור גנשר בניגוד לעוזריו (טרי ציין במיוחד עמדתם השלילית של שלאגנורייט ופילדור ואת חוסר השפעתו של מנהל מזה"ת הרפ"י גי רייכטר) קיבל עמדת עמיתו ההולנדי ובמהלך מפגש שרי החוץ כונסה וועדת ניסוח חושה שניסתה לגשר בין טיוטת הנשיאות לטיוטת וון דן ברוק. בסוף דבריו בהקשר זה ציין טרי טרי כי, אינם רואים פעילותם כפעילות פרו-ישראלית דווקא אלא כדרך הנכונה שעל הקהיליה להתייחס למצב בשטחים ולמאמצים המחודשים והיוזמות בתהליך השלום. הוסיף כי למרות היותם משוכנעים בעמדתם לא יוכלו בעם נוספת לנהל מאבק כה עיקש נגד עמיתיהם מה גם שאם המצב בשטחים יקצין ולא תהיה הענות מצדנו ליוזמות החוזרות אותן הם מעודדים, גם הם יראו הדברים בצורה שונה. ג. הופעת חוסיין. להלן נקודות מדברי חוסיין בדברי הפתיחה ובתשובותיו. - ביקורת על המתרחש בשטחים-ביקורת על האמצעים בהם נוקטת ישראל - תגובת תושבי השטחים כתוצאה מיאוש וחוסר תקווה, -ישראל אינה נענית ליוזמות השלום, - שלום צריך להיות מבוטס על 242 ו-338, ונציה(עמדת מדינות ערב ואירופה זהה"י) מאס וועידה פסגת עמאן, במר"ם בוועידה הבינ"ל צריך ליישם האמור בשתי החלטות מועבי"ט, להגיע לשלום כולל ולפתור הבעיה הפלשתינית על כל הבטייה. - הסטטוס קוו אינו יכול להמשך: אין להחמיץ הפעם הזדמנות נוספת, מתקרבים לשעה ה-12 בעבר ההחמצו הזדמניות להגיע להסדר. - העולט הערבי מוכן למתרון של שלום. - המשך האירועים בשטחים UNDERMINE כל אפשרות לשלום. - דקות בדרכו "I STICK TO MY CHOISE" להגיע לשלום עם ישראל. - טרי ציין כי משפט המפתח בנאום חוסיין היתה התייחסותו למכתב רייגן שנמסר ע"י הביב ובו

משרד החוץ-מחלקת הקשר

דף 3 מתוך 3

עותק 5 מתוך 40

מחויבות רייגן COMMITMENT לפעול להשגת הסדר. המלך הוסיף שהוא מקורה שנושא ארה"ב WILL BE ABLE TO LIVE UP TO THE LETTER חיובית ומקשש שגם יודו באירופה יתמכו ביוזמת ארה"ב. - דברי שבח ליוזמת מובארק, - אש"פ נציג יחיד של הפלשתינים. - נציגות אש"פ בתהליך השלום NOT MAIN ISSUE והנושא יפתר ע"י דיונים פנימיים בעולם הערבי. - חזר על עקרונות ועידת עמאן. - בן שיחי עוד ציין שאלה קנטרניות של אנדריאוטי, שהתבססה על שלום חלקי תוך שציון שההסכם בין ישראל ללבנון לא עמו במבחן, וכי קמף דיוויד לא היתה הדרך הנכונה. המלך השיב כי אינו מעוניין בהסדרים חלקיים אלא שלום כולל. נושאים נוספים בדיף. אמא אל תפיצו המברק ל"תנוצת מאיה".

מגידו. ==

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרנז, רם, אמן, אירא, אירב, ממז

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is mirrored and difficult to decipher but appears to contain several lines of information, possibly a list or a series of notes.

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. This section contains a more substantial block of text, possibly a paragraph or a detailed list, with some lines appearing to be numbered or organized in a specific manner.

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. This section contains a few lines of text, possibly serving as a conclusion or a final note to the document.



1

כט' בטבת התשמ"ח
19 בינואר 1988

אל : מנ אכית אוקי, יול דה"ה

מאת : מנהל כלכלית ב'

הנדון : השתלשלות חתימת הפרוטוקולים החדשים עם הקהילה האירופית

- א. לפי דווח מהבקר הוחלט אתמול בערב בישיבת הועדה של יחסי חוץ של הפרלמנט האירופי כצפוי לא לדון במושב הנוכחי בפרוטוקולים החדשים שלגור. מכאן הם יסירו הנושא מעל סדר היום של הפא"ר מתוך נמוק טכני שהיות והמסמכים נשלחו באחרו מבריסל ולא היה מספיק זמן לעיין בהם.
- ב. לאור הנ"ל רואה לנכון לסכם השתלשלות זו ומצ"ב סקירה על השתלשלות חתימת הפרוטוקולים החדשים עם הקהילה האירופית כולל הערכת מצב והצעות לפעולה.

ב"ר אגודת א"י
והנ"ל אגודת א"י
ב ב ר כ ה

ד"ר י. עזורי



השתלשלות חתימת הפרוטוקולים החדשים עם הקהילה האירופית

א. רקע

1. לאחר תקופה ארוכה בת מספר שנים ומו"מ אינטנסיבי ומייגע עם הקהילה האירופית חתמנו ב- 8.12.86 בראשי תיבות על הפרוטוקול המשלים, דהיינו, על הסכם המעניק לנו הטבות בתחום החקלאות כתוצאה מהסכמנו מ- 1975 ומהרחבת הקהילה האירופית מ- 10 ל- 12 מדינות.

אחד ההישגים הכלכליים והמשמעותיים בהסכם זה הוא ביצוא פרחים שלגביו תחול הורדה הדרגתית במכס עד לביטולו ב- 1.1.93. לדידנו היתה חשיבות רבה שפרוטוקול זה יכנס לתוקף מוקדם ככל האפשר על מנת לאפשר למגדלי הפרחים שלנו להנות מהנחות במכס על ייצוא פרחים לקהילה כבר בעונה הנוכחית שהחלה בחודש נובמבר 1987. (יודגש שגובה ההנחה במכס עומד עתה על 7.28% ולפי החשוב ערך החסכון במכס לעונת הייצוא הנוכחית יסתכם בקרוב ל- 8 מיליון דולר).
2. כתוצאה מהצטרפות ספרד ופורטוגל לקהילה האירופית נהלנו מו"מ עם הקהילה על חתימת פרוטוקול להתאמה טכנית שיסדיר את תנאי הסחר בינינו לביין שתי המדינות המצטרפות בתקופת המעבר שנקבעה ל- 7 שנים.

למרות שאין כל קשר בין הפרוטוקול להתאמה טכנית לביין הפרוטוקול המשלים דלעיל, כרכה הקהילה שני ההסכמים יחד, דהיינו, יישומו של הפרוטוקול המשלים מותנה בחתימת הפרוטוקול להתאמה טכנית עם ספרד ופורטוגל.

ב- 31.7.87 חתמנו בראשי תיבות על הפרוטוקול להתאמה טכנית עם ספרד ופורטוגל.
3. ביולי 1988 חתמנו בראשי תיבות על הפרוטוקול פיננסי חדש המעמיד לרשות ממשלת ישראל מלווה בסך 63 מיליון יחידות חישוב בתנאים מיוחדים (פרוטוקול זה מתחדש מדי 5 שנים, כאשר מחליטים על שיעור גידול הסכום).



4. לאחר החתימות בראשי תיבות על כל הפרוטוקולים החדשים משימתנו היתה לדאוג לזיכויז התהליך הפרוצדורלי. לכניסת הפרוטוקולים לתוקף. במקביל ביקשנו מהנציבות הפעלת צעדים אוטונומיים לגבי ייצוא פרחים לקראת עונת הייצוא.
- כידוע עכבה מועצת שרי החוץ של הקהילה את אשור הפרוטוקולים החדשים בשל עמדת הבריטים אשר כרכו ענין החתימה המלאה על הפרוטוקולים בנושא הייצוא מהשטחים ובעיית תמ"א.
- בעקבות ביקור שייסון בחודש אוקטובר 1987 בארץ ולאחר מו"מ בינינו לביין משלחת מהנציבות שהגיעה לישראל וכך המגעים שהתקיימו ביין משלחתנו בבריטל וביין הנציבות נחתם ב- 8.12.87 מסמך שלפיו הושגה הבנה והגענו להסדר עם הקהילה בענין הייצוא מהשטחים. (מצ"ב נייר בנושא).
5. לאחר אשור הפרוטוקולים על מועצת השרים חתמנו ב- 15.12.87 בחתימה מלאה על כל הפרוטוקולים הנ"ל עם 12 מדינות חברות הקהילה האירופית.
6. הקהילה בהשראת הספרדים יצרה Linkage חדש ביין כניסה לתוקף של הפרוטוקול המשלים לביין הסכמתנו להפעלת צעדים אוטונומיים על פרוטוקול ההתאמה. מכאן שהפעלת ההנחות על פרחים, כפי שהבטיחה הנציבות, היתה מותנה ביישום פרוטוקול ההתאמה בו בזמן.
- לאחר מגעים אינטנסיביים עם הנהלת המכס והאוצר, הודענו על הסכמתנו להפעלת הפרוטוקול להתאמה טכנית החל מ- 1.2.88 ובו ביום תפעיל הקהילה הפרוטוקול המשלים והנציבות אף התחייבה להקדים ולהפעיל ההנחות על ייצוא פרחים מישראל.
7. הנציבות נסוגה מעמדתה הנ"ל בכך שהתנתה הפעלת הפרוטוקול המשלים באשור הפא"ר. הפרוטוקולים החדשים נשלחו לאשור הפא"ר וזאת לפני פרסומם בעתון הרשמי של הקהילה ולפני כניסתם לתוקף. על פי ה- Single Act אשור הפרוטוקולים יתאפשר ע"י השגת רב של כל חברי הפרלמנט. אשור הפרוטוקולים היה צפוי להתקבל ב- 20.1 (במושב הפא"ר המתקיים ב- 22 - 18 בינואר).



ב. הערכת מצב (נכון להיום)

למרות שרתמנו את כל הבירות של הקהילה למאמצי שכנוע בקרב הפרלמנטרים התגבשה הערכה חזקה שאין אפשרות להשיג את 260 הקולות הדרושים לאשור הפרוטוקולים שלנו. לאור הנ"ל החליטה הסיעה הסוציאליסטית (שהיא הגדולה ביותר) להסיר ענין אשור הפרוטוקולים מסדר היזם של הפא"ר על מנת למנוע הצבעה נגד.

אי אשור הפרוטוקולים בפא"ר מעכב כניסתם לתוקף ומכאן לא ניתן ליישם ההטבות במכסים על יצואנו החקלאי ובעקר האמור לגבי פרחים.

כאשר הפרוטוקולים לא יאושרו במושב הנוכחי של הפא"ר, צפויה במקרה הטוב דחיה של מספר חודשים עד להחזרתם של הפרוטוקולים לאשור מחדש. בנסיבות אלו סביר להניח שאין כל סיכוי שהנציבות והמועצה ינקטו ביוזמה כלשהי להפעלת צעדים אוטונומיים לגבי הפרוטוקול המשלים.

ג. הצעות

1. כזכור הסכמנו להצעת הנציבות להפעלת הפרוטוקול להתאמה טכנית עם ספרד ופורטוגל ב- 1.2.88 ובתנאי שמצדס יפעילו הפרוטוקול המשלים בו ביום. עשינו מאמצים רבים ללכת לקראתם ולקבל הצעת הנציבות להפעלת כל הפרוטוקולים ביחד.

עמדת ישראל צריכה להיות שאין להפריד בין הפעלת הפרוטוקול להתאמה טכנית עם ספרד ופורטוגל לבין הפרוטוקול המשלים.

2. המוצא היחיד שנותר בתנאים של היום הוא להבטיח יישום ההטבות במכסים החלים על יצוא פרחים וזאת על מנת לאפשר ליצואנו להנות מהטבות אלו. לכן עלינו לרכז עתה כל מאמצינו להשגת מטרה זו. אם מטרה זו לא תושג תוך זמן קצר תפחת התועלת הכלכלית שתצמח ממנה בגלל עונת היצוא שאומנם היא נמשכת עד ספטמבר אך עקר היצוא בפרחים מתבצע בחודשי נובמבר - אפריל. (נותר עתה לבצע כ- 60% מסך הייצוא עד סוף העונה).



- 4 -

3. לכך הצעתנו, עד לאשור כל הפרוטוקולים הנ"ל בפא"ר, היא הפעלת צעדים אוטונומיים על פרחים (כפי שהובטח לנו כבר חגיגית במספר הזדמנויות) כנגד הפעלה אוטונומית מצדנו על יבוא מכוניות מספרד וכך נצטרך לאתר גם מוצר חשוב לפורטוגלים.
4. לדעתי צפוי שהקהיליה תקשור בשלב מאוחר יותר יישום ההטבות על פרחים בהפעלת הפרוטוקול להתאמה טכנית מצדנו עם ספרד ופורטוגל. על כך נצטרך לתת את דעתנו בעוד מועד.

ד"ר י. עזורי

ירושלים, 18 בינואר 1988



כ"ט בכסלו התשמ"ח
20 בדצמבר 1987

ליצוא חקלאי ישיר מיש"ע - השתלשלות העניינים

באוקטובר 1986 החליטה הקהילה להעניק לתוצרת המשווקת מיש"ע אותה שיטת העדפה במכסים (PREFERENTIAL SYSTEM) המיושמת לגבי מדינות ערב ובמיוחד ירדן וכך ישראל.

בעקבות החלטה זו שיגרה הנציבות משלחת לשטחים כדי לבדוק דרכי ביצוע והגיעה למסקנה שהדרך היעילה ביותר הינה דרך נמלי ישראל ולכן פנתה הנציבות לישראל לאפשר ייצוא ישיר מאיזורים אלו לשוקי הקהילה האירופית ללא מעורבות אירגוני השיווק הישראליים.

בעקבות ביקורו של קלוד שייסון בארץ (10-13.10.87) הושגה הבנה לפיה:

א. התוצרת מיש"ע תישא תווית עם שם המקום ממנו הופקה התוצרת כגון: חברון, יריחו וכו'.

ב. הנפקת תעודות מקור ע"י לשכת מסחר ערבית מקומית.

ג. ביצוע הייצוא יסוכם בין אירגוני השיווק הישראליים והמגדלים הערביים.

ד. שיגור משלחת מטעם הנציבות כדי לסכם ביצוע פרטי ההבנה שהושגה לעיל.

הקהילה עמדה על כך כי לחקלאים הערביים ינתן חופש בחירה באשר לביצוע הייצוא אם ע"י צינורות השיווק של ישראל ואם בדרך אחרת, כמו כן הבהירה הקהילה כי ישנה זיקה (LINKAGE) בין אישור הפרוטוקולים החדשים בינינו לקהילה ובין הסדרת עניין הייצוא מיש"ע.

ב- 17.11 הגיעה ארצה משלחת מומחי הנציבות כדי לעמוד מקרוב על הבעיות שתתעוררנה מביצוע יצוא חקלאי מיש"ע. הוצע למשלחת של הנציבות נוסח הסדר שיכלול בנוסף לנקודות לעיל גם אפשרות של התקשרות ישירה בין החקלאי הערבי ובין הקניעם באירופה כשהדבר יקבע ע"י ועדה בינמשרדית שתוקם כדי לדון בבקשות של חקלאים ערביים בנדון.

ברור שנוסח זה לא היה מקובל ע"י הנציבות וכל אותה עת נמשכו המגעים באמצעות שגרירותנו בבריסל על מנת להגיע להבנה שתהיה מקובלת על שני הצדדים ולאפשר בכך חתימת הפרוטוקולים.

ב- 8.12.87 נחתם מסמך בין שגרירנו בבריסל ומנהל אגפו של שייסון בנציבות, דרייה. מסמך זה אושר ע"י שגרירי מדינות ה-12 ולפיו:

א. ייצוא ישיר מיש"ע יתאפשר תוך הסדרת העניינים הקשורים בכך: תעודות מקור, שמות המותגים, בדיקות פיטוסנטיטיות, בקרת איכות ונוהלי מכס.

ב. צוות בינמשרדי ישראלי מיוחד יאפשר לחקלאים הערביים חופש בחירה באשר להתקשרות ישירה עם קניינים באירופה.

ג. הצדד הישראלי ינהל מגעים עם המגדלים הערביים ע"מ להגיע להסכם בנוגע לביצוע הייצוא.

חשוב להדגיש כי לאורך כל המגעים בינינו לקהילה שמרנו העקרון לפיו ביצוע הייצוא יהיה באמצעות צינורות השיווק הישראליים, דהיינו, אגרסקו ומועצת ההדרים.



כ"ט בכסלו התשמ"ח
20 בדצמבר 1987

ייצוא חקלאי ישיר מיש"ע - השתלשלות העניינים

באוקטובר 1986 החליטה הקהילה להעניק לתוצרת המשווקת מיש"ע אותה ייטח העדפה במכסים (PREFERENTIAL SYSTEM) המיושמת לגבי מדינות ערב ובמיוחד ירדן וכן ישראל.

בעקבות החלטה זו שיגרה הנציבות משלחת לשטחים כדי לבדוק דרכי ביצוע והגיעה למסקנה שהדרך היעילה ביותר הינה דרך נמלי ישראל ולכן פנתה הנציבות לישראל לאפשר ייצוא ישיר מאיזורים אלו לשוקי הקהילה האירופית ללא מעורבות אירגוני השיווק הישראליים.

בעקבות ביקורו של קלוד שייסון בארץ (10-13.10.87) הושגה הבנה לפיה:

א. התוצרת מיש"ע תישא תווית עם שם המקום ממנו הופקה התוצרת כגון: חברון, יריחו וכו'.

ב. הנפקת תעודות מקור ע"י לשכת מסחר ערבית מקומית.

ג. ביצוע הייצוא יסוכם בין אירגוני השיווק הישראליים והמגדלים הערביים.

ד. שיגור משלחת מטעם הנציבות כדי לסכם ביצוע פרטי ההבנה שהושגה לעיל.

הקהילה עמדה על כך כי לחקלאים הערביים ינתן חופש בחירה באשר לביצוע הייצוא אם ע"י צינורות השיווק של ישראל ואם בדרך אחרת, כמו כן הבהירה הקהילה כי ישנה זיקה (LINKAGE) בין אישור הפרוטוקולים החדשים בינינו לקהילה ובין הסדרת עניין הייצוא מיש"ע.

ב- 17.11 הגיעה ארצה משלחת מומחי הנציבות כדי לעמוד מקרוב על הבעיות שתתעוררנה מביצוע יצוא חקלאי מיש"ע. הוצע למשלחת של הנציבות נוסח הסדר שיכלול בנוסף לנקודות לעיל גם אפשרות של התקשרות ישירה בין החקלאי הערבי ובין הקניעם באירופה כשהדבר יקבע ע"י ועדה בינמשרדית שתוקם כדי לדון בקשות של חקלאים ערביים בנדון.

ברור שנוסח זה לא היה מקובל ע"י הנציבות וכל אותה עת נמשכו המגעים באמצעות שגרירותנו בבריסל על מנת להגיע להבנה שתהיה מקובלת על שני הצדדים ולאפשר בכך חתימת הפרוטוקולים.

ב- 8.12.87 נחתם מסמך בין שגרירנו בבריסל ומנהל אגפו של שייסון בנציבות, דרייה. מסמך זה אושר ע"י שגרירי מדינות ה-12 ולפיו:

א. ייצוא ישיר מיש"ע יתאפשר תוך הסדרת העניינים הקשורים בכך: תעודות מקור, שמות המותגים, בדיקות פיטוסניטריות, בקרת איכות ונוהלי מכס.

ב. צוות בינמשרדי ישראלי מיוחד יאפשר לחקלאים הערביים חופש בחירה באשר להתקשרות ישירה עם קניינים באירופה.

ג. הצוות הישראלי ינהל מגעים עם המגדלים הערביים ע"מ להגיע להסכם בנוגע לביצוע הייצוא.

חשוב להדגיש כי לאורך כל המגעים בינינו לקהילה שמרנו העקרון לפיו ביצוע הייצוא יהיה באמצעות צינורות השיווק הישראליים, דהיינו, אגרסקו ומועצת ההדרים.

הודעת: 12,4127

אל: המשדד

מ-: קופנהגן, נר: 22, תא: 061287, זח: 0930, זח: 1, טג: 1
נד: 8

בלמט/בהול

אל: אירונה 2 - 1

דע: תמוצת מאיה , רושינגטון

טעגת הקהילה

א. להלן בשלמותה ההצהרה המזדוית שפורסמה בתום הטעגה.

THE EUROPEAN COUNCIL - DECLARATION ON THE MIDDLE EAST

COPENHAGEN - 4 - 5 DECEMBER 1987.

1. THE EUROPEAN COUNCIL DEPLORES THE CONTINUING ABSENCE OF RESOLUTION OF THE CRISES IN THE MIDDLE EAST.

2. THE TWELVE REAFFIRM THEIR WILLINGNESS TO DEVELOP THEIR POLITICAL DIALOGUE WITH ALL STATES IN THE MIDDLE EAST. THEY ALSO WISH ECONOMIC COOPERATION TO PROGRESS AND IN PARTICULAR THE CURRENT NEGOTIATIONS ON AN AGREEMENT BETWEEN THE EUROPEAN COMMUNITY AND THE COUNTRIES OF THE GULF COOPERATION COUNCIL TO BE COMPLETED RAPIDLY.

3. THE EUROPEAN COUNCIL EXPRESSES ITS PROFUND CONCERN ABOUT THE CONTINUATION OF THE WAR BETWEEN IRAQ

משדד החוק-מחלקת הקשר

AND IRAN AND REITERATES ITS FIRM AND WHOLE-HEARTED SUPPORT FOR SECURITY COUNCIL RESOLUTION 598 AS THE MEANS TO BRING AN END TO THIS ARMED CONFLICT. THE TWELVE CONTINUE TO GIVE THEIR UNRESERVED AND STRONG SUPPORT TO THE EFFORTS OF THE UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL AND THE SECRETARY GENERAL TO OBTAIN THE IMMEDIATE AND FULL IMPLEMENTATION OF THIS RESOLUTION. CONTINUED NON-COMPLIANCE WITH THIS MANDATORY RESOLUTION IS NOT ACCEPTABLE TO THE WORLD COMMUNITY AND THE APPROPRIATE ACTION SHOULD NOW BE TAKEN TO ENFORCE ITS IMPLEMENTATION BY MEANS OF A FOLLOW-UP RESOLUTION.

4. THE TWELVE CONFIRM THEIR DESIRE FOR A NEGOTIATED SOLUTION TO THE ARAB-ISRAELI CONFLICT WHICH WOULD BRING TO THE REGION A JUST, COMPREHENSIVE AND LASTING PEACE IN ACCORDANCE WITH THE PRINCIPLES SET OUT IN THE VENICE DECLARATION, AND REITERATE THEIR SUPPORT FOR AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE AUSPICES OF THE UNITED NATIONS. THEY WELCOME THE ENDORSEMENT GIVEN TO SUCH CONFERENCE BY THE ARAB LEAGUE SUMMIT IN AMMAN UNDER THE CHAIRMANSHIP OF KING HUSSEIN OF JORDAN. THEY CALL FOR RENEWED EFFORTS BY ALL CONCERNED TO REACH AGREEMENT ON ARRANGEMENTS FOR THE CONFERENCE TO BE HELD AS SOON AS POSSIBLE.

THE TWELVE REITERATE THEIR PREOCCUPATION ABOUT HUMAN RIGHTS AND LIVING CONDITIONS IN THE OCCUPIED TERRITORIES WITHOUT PREJUDGING FUTURE POLITICAL SOLUTIONS. THEY WILL CONTINUE TO CONTRIBUTE TO THE ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT OF THOSE TERRITORIES.

5. THE EUROPEAN COUNCIL REMAINS DEEPLY CONCERNED ABOUT THE SITUATION IN LEBANON. IT CALLS FOR A PEACEFUL SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS, WHICH SHOULD BE BASED ON THE INDEPENDENCE, UNITY, SOVEREIGNTY, TERRITORIAL INTEGRITY AND NATIONAL RECONCILIATION OF THAT COUNTRY. THE TWELVE REAFFIRM THEIR SUPPORT FOR UNIFIL AND CALL ON ALL CONCERNED TO SUPPORT THE FORCE ANX TO ALLOW IT TO FULFILL ITS MANDATE UNOBSTRUCTED. THEY REITERATE THEIR CONDEMNATION OF THE CONTINUING DETENTION OF HOSTAGES AND VICTIMS OF KIDNAPPING IN LEBANON, AND CALL FOR THEIR IMMEDIATE RELEASE.

משדד החוק-מחלקת הקשר

ב. להלן קטעים מההצהרה ביחסי מזרח-מערב:

- טעיף 1: מקבליים בורנה הטינויים לשיפור ביחסי מזרח מערב. הטעגה בושינגטון צעד השוב קדימה.
- טעיף 2: ההסכם אמריקני-סובייטי לחיסול טילים גרעיניים לטווח בינוני מהווה אבן דרך והקוריים שההסכם יכנס לתוקף בהקדם.
- טעיף 3: על דבשיא.
- טעיף 4: ה- 12 ישתפר פעולה עם ארצות אחרות השותפות לאותם אידאליים.

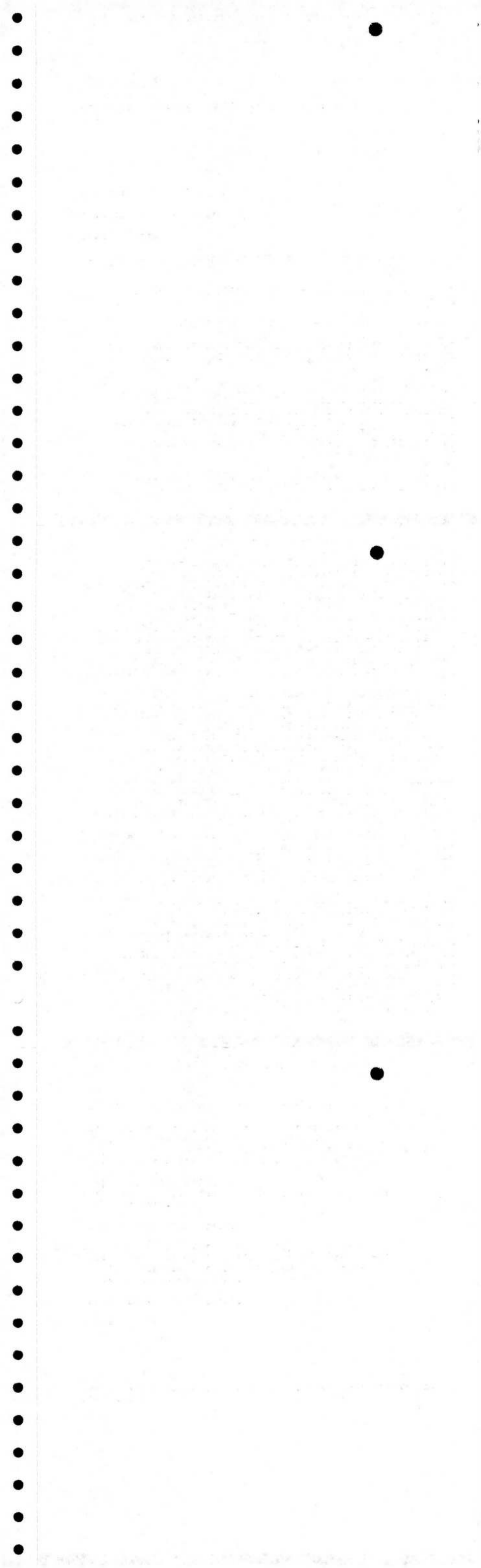
הנוסח המלא, אליכס בדימי.

ג. ההצהרה על אמגניסטאן - בנספך לדברי עיווד לעם האמגאני ולמאמצי מזב'ל האר'ים בעודדיו, קוראת ה-12 לבורה'ים להוצאת נוחותיה ב-1988 בהתאם ללוח זמנים קבוע, והקמת ממשלת מעבר.

הנוסח המלא, אליכס בדימי.

גנור==

תפ: שהח, דרה, שהוט, מנכל, מנכל, מנכל, מנכל, רם, אמך, אירא, אירוב, מזתים, מנכא



חוזם: 12,4127

אל: המשרד

מ: קופנהגן, נו: 22, תא: 061287, זח: 0930, זח: 1, ט: 1

נ: 8

בלמש/בהול

אל: אירונה 2 - 1

זע: תכונת מאיה, רושנינגטון

טטת הקהילה

א. להלן בשלמותה ההצהרה המזת'ית שנדרשה בתום הטטת.

THE EUROPEAN COUNCIL - DECLARATION ON THE MIDDLE EAST

COPENHAGEN - 4 - 5 DECEMBER 1987.

1. THE EUROPEAN COUNCIL DEPLORES THE CONTINUING ABSENCE OF RESOLUTION OF THE CRISES IN THE MIDDLE EAST.

2. THE TWELVE REAFFIRM THEIR WILLINGNESS TO DEVELOP THEIR POLITICAL DIALOGUE WITH ALL STATES IN THE MIDDLE EAST. THEY ALSO WISH ECONOMIC COOPERATION TO PROGRESS AND IN PARTICULAR THE CURRENT NEGOTIATIONS ON AN AGREEMENT BETWEEN THE EUROPEAN COMMUNITY AND THE COUNTRIES OF THE GULF COOPERATION COUNCIL TO BE COMPLETED RAPIDLY.

3. THE EUROPEAN COUNCIL EXPRESSES ITS PROFUND CONCERN ABOUT THE CONTINUATION OF THE WAR BETWEEN IRAQ

משרד החוץ-מחלקת הקשר

AND IRAN AND REITERATES ITS FIRM AND WHOLE-HEARTED SUPPORT FOR SECURITY COUNCIL RESOLUTION 598 AS THE MEANS TO BRING AN END TO THIS ARMED CONFLICT. THE TWELVE CONTINUE TO GIVE THEIR UNRESERVED AND STRONG SUPPORT TO THE EFFORTS OF THE UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL AND THE SECRETARY GENERAL TO OBTAIN THE IMMEDIATE AND FULL IMPLEMENTATION OF THIS RESOLUTION. CONTINUED NON-COMPLIANCE WITH THIS MANDATORY RESOLUTION IS NOT ACCEPTABLE TO THE WORLD COMMUNITY AND THE APPROPRIATE ACTION SHOULD NOW BE TAKEN TO ENFORCE ITS IMPLEMENTATION BY MEANS OF A FOLLOW-UP RESOLUTION.

4. THE TWELVE CONFIRM THEIR DESIRE FOR A NEGOTIATED SOLUTION TO THE ARAB-ISRAELI CONFLICT WHICH WOULD BRING TO THE REGION A JUST, COMPREHENSIVE AND LASTING PEACE IN ACCORDANCE WITH THE PRINCIPLES SET OUT IN THE VENICE DECLARATION, AND REITERATE THEIR SUPPORT FOR AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE UNDER THE AUSPICES OF THE UNITED NATIONS. THEY WELCOME THE ENDORSEMENT GIVEN TO SUCH CONFERENCE BY THE ARAB LEAGUE SUMMIT IN AMMAN UNDER THE CHAIRMANSHIP OF KING HUSSEIN OF JORDAN. THEY CALL FOR RENEWED EFFORTS BY ALL CONCERNED TO REACH AGREEMENT ON ARRANGEMENTS FOR THE CONFERENCE TO BE HELD AS SOON AS POSSIBLE.

THE TWELVE REITERATE THEIR PREOCCUPATION ABOUT HUMAN RIGHTS AND LIVING CONDITIONS IN THE OCCUPIED TERRITORIES WITHOUT PREJUDGING FUTURE POLITICAL SOLUTIONS. THEY WILL CONTINUE TO CONTRIBUTE TO THE ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT OF THOSE TERRITORIES.

5. THE EUROPEAN COUNCIL REMAINS DEEPLY CONCERNED ABOUT THE SITUATION IN LEBANON. IT CALLS FOR A PEACEFUL SOLUTION TO THE LEBANESE CRISIS WHICH SHOULD BE BASED ON THE INDEPENDENCE, UNITY, SOVEREIGNTY, TERRITORIAL INTEGRITY AND NATIONAL RECONCILIATION OF THAT COUNTRY. THE TWELVE REAFFIRM THEIR SUPPORT FOR UNIFIL AND CALL ON ALL CONCERNED TO SUPPORT THE FORCE ANX TO ALLOW IT TO FULFILL ITS MANDATE UNOBSTRUCTED. THEY REITERATE THEIR CONDEMNATION OF THE CONTINUING DETENTION OF HOSTAGES AND VICTIMS OF KIDNAPPING IN LEBANON, AND CALL FOR THEIR IMMEDIATE RELEASE.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ג. להלן קטעים מההצהרה ביחסי מזרח-מערב:

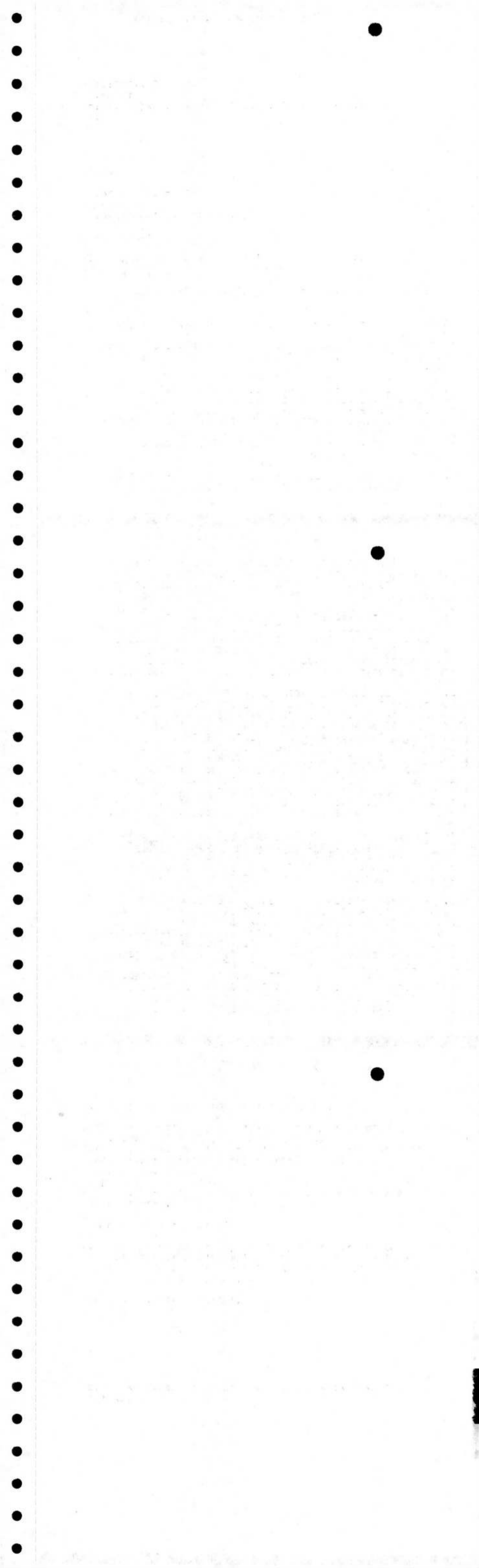
טעיף 1: מקבליים בברכה הסינויים לשינוי ביחסי מזרח מערב. הטטת רושנינגטון צעד השוב קדימה.
טעיף 2: ההטטת אמריקני-טובייטי להיטרול טילים גרעיניים לטווח בינוני מהווה אבן דרך ומקווים שההטטת יבנס לתוקן בהקדם.
טעיף 3: על רושי"א.
טעיף 4: ה-12 ישתנו בעולה עם ארצות אחרות השותפות לאותם איזוליים.

הנוטה המלא, אליכנס בדינ'י.

ג. ההצהרה על אמגניסטאן- בנסן לדברי עיזרו לעם האנגאני ולנאצי מזנ'ל האנ'ים ועודדים, קודאת ה-12 לבריה'ם להוצאת בחרותיה ב-1988 בהתאם ללוח זמנים קבוע, והקמת המשלת משבור.

הנוטה המלא, אליכנס בדינ'י.

גנור =



דח"פוח: רגיל	מחלקת הקשר ניו-יורק סופס מברק	דף: 1
סרוג בטחוני: גלוי		מתור: 3
תז"ח: 091630		אל : המשרד
כר : 0308		דע :
		מאת : נאו"ם

אל : ארכל 2
דע : אגף אירופה
מאת : יששכרוף

ה-12 - מז"ת

רצ"כ הודעת ה-12 מה- 7/12/87 בעניין המז"ת שהופצה חבוקר.

נאו"ם

2 1 1+1 3 3 2
 סיה רהג גאל א/אנא אימאל ביתא איהם 2
 ה/דמב 2 4 4 1
 14 3 4

אישור:	שם השולח:	תאריך: 9.12.87
	ג' יששכרוף	

**UNITED
NATIONS****A S****General Assembly Security Council**Distr.
GENERAL

0308 2/3

A/42/858
S/19322
7 December 1987

ORIGINAL: ENGLISH

GENERAL ASSEMBLY
Forty-second session
Agenda items 39 and 47
THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST
CONSEQUENCES OF THE PROLONGATION OF THE
ARMED CONFLICT BETWEEN IRAN AND IRAQ

SECURITY COUNCIL
Forty-second year

Letter dated 7 December 1987 from the Permanent Representative of
Denmark to the United Nations addressed to the Secretary-General

I have the honour to transmit to you herewith the text of a declaration on the Middle East by the Heads of States and Governments of the twelve States members of the European Community, of which Denmark is currently the President, which was issued after the meeting of the European Council at Copenhagen on 4 and 5 December 1987 (see annex).

I would appreciate the circulation of the text of this letter and its annex as a document of the General Assembly, under agenda items 39 and 47, and of the Security Council.

(Signed) Ole BIERRING
Ambassador
Permanent Representative of Denmark
to the United Nations

A/42/858
S/19322
English
Page 2

0308

3/3

ANNEX

Declaration on the Middle East issued by the Heads of States
and Governments of the twelve States members of the European
Community meeting in the European Council at Copenhagen on
4 and 5 December 1987

1. The European Council deplores the continuing absence of resolution of the crises in the Middle East.
 2. The Twelve reaffirm their willingness to develop their political dialogue with all States in the Middle East. They also wish economic co-operation to progress and in particular the current negotiations on an agreement between the European Community and the countries of the Gulf Co-operation Council to be completed rapidly.
 3. The European Council expresses its profound concern about the continuation of the war between Iraq and Iran and reiterates its firm and whole-hearted support for Security Council resolution 598 (1987) as the means to bring an end to this armed conflict. The Twelve continue to give their unreserved and strong support to the efforts of the United Nations Security Council and the Secretary-General to obtain the immediate and full implementation of this resolution. Continued non-compliance with this mandatory resolution is not acceptable to the world community and the appropriate action should now be taken to enforce its implementation by means of a follow-up resolution.
 4. The Twelve confirm their desire for a negotiated solution to the Arab-Israeli conflict, which would bring to the region a just, comprehensive and lasting peace in accordance with the principles set out in the Venice declaration, and reiterate their support for an international peace conference under the auspices of the United Nations. They welcome the endorsement given to such a conference by the Arab League summit in Amman under the chairmanship of King Hussein of Jordan. They call for renewed efforts by all concerned to reach agreement on arrangements for the conference to be held as soon as possible.
- The Twelve reiterate their preoccupation about human rights and living conditions in the occupied territories. Without prejudging future political solutions they will continue to contribute to the economic and social development of these territories.
5. The European Council remains deeply concerned about the situation in Lebanon. It calls for a peaceful solution to the Lebanese crisis, which should be based on the independence, unity, sovereignty, territorial integrity and national reconciliation of that country. The Twelve reaffirm their support for UNIPIL and call on all concerned to support the Force and to allow it to fulfil its mandate unobstructed. They reiterate their condemnation of the continuing detention of hostages and victims of kidnapping in Lebanon, and call for their immediate release.

חוזם: 11,17818

אל: המשרד

מ-: קופנהגן, נר: 117, תא: 241187, זח: 2030, דח: 1, טג: 1
נד: 2

בלמט/בהול לבוקר

אל: משנה למנכ"ל אירופה 2
דע: בריטל האג
מאת: קופנהגן

קהיליה-מז"ח

בתום מנגש מועצת השרים אמש בבריטל קיים אלמן-ינסן
תדרון לעתונאים (השרים החליטו שלא לפרסם הודעה).
להלן הקטע המז"ח נמי שהופץ היום (24/11) ע"י משה"ח
הדני בשם הנשיאות.

FOREIGN MINISTERS DISCUSSED THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST AND IN THE GULF, ALSO IN THE LIGHT OF THE RECENT SUMMIT OF THE ARAB LEAGUE IN AMMAN. THEY HAVE NOTED THE IMPORTANT EFFORTS WHICH WERE MADE DURING THIS SUMMIT MEETING, UNDER THE ABLE CHAIRMANSHIP OF HIS MAJESTY KING HUSSEIN OF JORDAN TO ADOPT COMMON POSITIONS AND TO FOSTER THE UNITY OF THE ARAB WORLD.

IN THIS RESPECT THE TWELVE NOTED WITH SATISFACTION THAT, FOLLOWING THE SUMMIT MEETING, VARIOUS MEMBER STATES OF THE ARAB LEAGUE HAVE BY NOW RE-ESTABLISHED DIPLOMATIC RELATIONS WITH EGYPT.

ON THE ARAB-ISRAELI CONFLICT, FOREIGN MINISTERS REAFFIRMED THEIR DECLARATION OF BRUSSELS OF 23 FEBRUARY 1987, IN WHICH THEY FAVOURED AN INTERNATIONAL PEACE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

CONFERENCE TO BE HELD UNDER THE AUSPICES OF THE UNITED NATIONS WITH THE PARTICIPATION OF THE PARTIES CONCERNED AND OF ANY PARTY ABLE TO MAKE A DIRECT AND POSITIVE CONTRIBUTION TO THE RESTORATION AND MAINTENANCE OF PEACE AND SECURITY AND TO THE REGION'S ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT. AS THEY STATED ON 13TH JULY SUCH A CONFERENCE WOULD PROVIDE A SUITABLE FRAMEWORK FOR THE NECESSARY NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES CONCERNED AND SEEMS THE ONLY FORMULA WHICH WOULD ALLOW THE PEACE PROCESS IN THE REGION TO MOVE FORWARD. THEY WELCOMED THE FACT THAT THE IDEA OF SUCH A CONFERENCE HAS BEEN STRONGLY SUPPORTED BY THE ARAB LEAGUE SUMMIT.

THE TWELVE REMAIN DEEPLY CONCERNED BY THE CONTINUATION OF THE IRAQ-IRAN CONFLICT AND THE RESULTING INCREASE IN TENSIONS IN THE GULF. THEY HAVE ALWAYS SUPPORTED A RAPID END TO SENSELESS, BLOODY AND DANGEROUS GULF CONFLICT. THEY ARE CONVINCED THAT A PEACEFUL AND COMPREHENSIVE SOLUTION CAN BE FOUND WITHIN THE FRAMEWORK OF THE UNITED NATIONS. THEY REAFFIRM THEIR WHOLEHEARTED SUPPORT FOR RESOLUTION 598 OF THE SECURITY COUNCIL AND AGAIN STRONGLY CALL FOR ITS EARLY IMPLEMENTATION IN FULL. IN THE CURRENT CRITICAL PHASE, THEY REITERATE THEIR URGENT CALL FOR A SPEEDY ACCEPTANCE OF THE RESOLUTION AND FOR THE IMMEDIATE OBSERVANCE OF A CEASE-FIRE ON LAND, SEA AND IN THE AIR, AND REAFFIRM THEIR DETERMINATION STRONGLY TO SUPPORT THE UNITED NATIONS SECRETARY-GENERAL'S EFFORTS TOWARDS A PEACEFUL SOLUTION AND THE IMPLEMENTATION OF RESOLUTION 598 IN ITS ENTIRETY.

THE TWELVE, WHO HAVE MAINTAINED CLOSE CONTACTS WITH THE BELLIGERENTS HAVE CLEARLY MADE KNOWN TO THEM THEIR VIEWS ON ALL ASPECTS OF THE CONFLICT, AND WILL CONTINUE ACTIVELY TO SUPPORT EFFORTS TO BRING A NEGOTIATED SOLUTION TO THE CONFLICT.

עד כאן.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

גנור==

תפ: שהח, דהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ממד, רם, אמך, אירא, אירב, מעת, הטבר

1957
1957
1957

1957
1957
1957

1957
1957
1957

1957
1957
1957

1957
1957
1957

1957
1957
1957

1957
1957
1957

1957
1957
1957

1957
1957
1957

1957

1957

1957
1957

חוזט: 11,17818
אל: המשרד
מ-: קופנהגן, נר: 117, תא: 241187, זח: 2030, דח: 1/טג: 1
נד: 8

בלמס/בהרול לבוקר

אל: משנה למנכ"ל אירופה 2
דע: בריטל האג
מאח: קופנהגן

קהיליה-מז"ת
בתום מפגש מועצה השרים אמש בבריטל קיים אלמך-ינטן
תזרון לעתונאים (השרים החליטו שלא לפרסם הודעה).
להלן הקטע המז"ת י כפי שהוצג היום (24/11) ע"י משה"ח
הדני בשם הנשיאות.

FOREIGN MINISTERS DISCUSSED THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST AND IN THE GULF, ALSO IN THE LIGHT OF THE RECENT SUMMIT OF THE ARAB LEAGUE IN AMMAN. THEY HAVE NOTED THE IMPORTANT EFFORTS WHICH WERE MADE DURING THIS SUMMIT MEETING, UNDER THE ABLE CHAIRMANSHIP OF HIS MAJESTY KING HUSSEIN OF JORDAN TO ADOPT COMMON POSITIONS AND TO FOSTER THE UNITY OF THE ARAB WORLD.

IN THIS RESPECT THE TWELVE NOTED WITH SATISFACTION THAT, FOLLOWING THE SUMMIT MEETING, VARIOUS MEMBER STATES OF THE ARAB LEAGUE HAVE BY NOW RE-ESTABLISHED DIPLOMATIC RELATIONS WITH EGYPT.

ON THE ARAB-ISRAELI CONFLICT, FOREIGN MINISTERS REAFFIRMED THEIR DECLARATION OF BRUSSELS OF 23 FEBRUARY 1987, IN WHICH THEY FAVOURED AN INTERNATIONAL PEACE

משרד החוץ-מחלקת הקשר

CONFERENCE TO BE HELD UNDER THE AUSPICES OF THE UNITED NATIONS WITH THE PARTICIPATION OF THE PARTIES CONCERNED AND OF ANY PARTY ABLE TO MAKE A DIRECT AND POSITIVE CONTRIBUTION TO THE RESTORATION AND MAINTENANCE OF PEACE AND SECURITY AND TO THE REGION'S ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT. AS THEY STATED ON 13TH JULY SUCH A CONFERENCE WOULD PROVIDE A SUITABLE FRAMEWORK FOR THE NECESSARY NEGOTIATIONS BETWEEN THE PARTIES CONCERNED AND SEEMS THE ONLY FORMULA WHICH WOULD ALLOW THE PEACE PROCESS IN THE REGION TO MOVE FORWARD. THEY WELCOMED THE FACT THAT THE IDEA OF SUCH A CONFERENCE HAS BEEN STRONGLY SUPPORTED BY THE ARAB LEAGUE SUMMIT.

THE TWELVE REMAIN DEEPLY CONCERNED BY THE CONTINUATION OF THE IRAQ-IRAN CONFLICT AND THE RESULTING INCREASE IN TENSIONS IN THE GULF. THEY HAVE ALWAYS SUPPORTED A RAPID END TO SENSELESS, BLOODY AND DANGEROUS GULF CONFLICT. THEY ARE CONVINCED THAT A PEACEFUL AND COMPREHENSIVE SOLUTION CAN BE FOUND WITHIN THE FRAMEWORK OF THE UNITED NATIONS. THEY REAFFIRM THEIR WHOLEHEARTED SUPPORT FOR RESOLUTION 598 OF THE SECURITY COUNCIL AND AGAIN STRONGLY CALL FOR ITS EARLY IMPLEMENTATION IN FULL. IN THE CURRENT CRITICAL PHASE, THEY REITERATE THEIR URGENT CALL FOR A SPEEDY ACCEPTANCE OF THE RESOLUTION AND FOR THE IMMEDIATE OBSERVANCE OF A CEASE-FIRE ON LAND, SEA AND IN THE AIR, AND REAFFIRM THEIR DETERMINATION STRONGLY TO SUPPORT THE UNITED NATIONS SECRETARY-GENERAL'S EFFORTS TOWARDS A PEACEFUL SOLUTION AND THE IMPLEMENTATION OF RESOLUTION 598 IN ITS ENTIRETY.

THE TWELVE, WHO HAVE MAINTAINED CLOSE CONTACTS WITH THE BELLIGERENTS HAVE CLEARLY MADE KNOWN TO THEM THEIR VIEWS ON ALL ASPECTS OF THE CONFLICT, AND WILL CONTINUE ACTIVELY TO SUPPORT EFFORTS TO BRING NEGOTIATED SOLUTION TO THE CONFLICT.

עד כאן.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

גנר==

תפ: שהח, דהמ, שהבט, מנכ"ל, ממנכ"ל, סמנכ"ל, ממד, רם, אמך, אירא, אירב, מעת, הסברה

1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960

1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970

1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980

1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990

1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000

2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010

2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030

2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040
2041
2042
2043
2044
2045
2046
2047
2048
2049
2050

2051
2052
2053
2054
2055
2056
2057
2058
2059
2060

2061

2062

2063
2064
2065
2066
2067
2068
2069
2070



הכנסת

21/0170/A/024

ירושלים, י"ב בכסלו התשמ"ח

3 בדצמבר 1987

5

לכבוד
מר שלמה הלל
יו"ר הכנסת
ירושלים

מכובדי אדוני היו"ר,

הנני מתכבד להעביר לעיונך דין וחשבון על השתתפותי בשתי ישיבות של מועצת אירופה: הראשונה בפריס ביום ב' 23.11.87 של "הוועדה המדינית" והישיבה השנייה בעיר בריסל ביום ה' 16.11.87 של ה"וועדה לתרבות ולחינוך".

על סדר היום של הוועדה המדינית בהשתתפותו של מזכ"ל המועצה מר אורכה, הנושאים החשובים שעמדו לדיון היו:

- בחירת סגן יו"ר המועצה בהמשך להתפטרותו של מר ון דן-ברג. לתפקיד זה נבחר מר אנג'ל מרטינז מספרד - פה אחד
- סעיף נוסף בעל ערך לא מבוטל היה "יחסי מזרח-מערב"

בדיון בוטאו הדעות והחששות של קידום ההתקרבות בין ארצות המערב וארצות המזרח באירופה. נאמר כי יש לראות את המצב כולו בראיה כוללת ולהמשיך במגעים תוך זהירות מידבית, כי המטרה העיקרית היא לקדם את עקרונות הדמוקרטיה בארצות אלה, תוך הדגשה על זכויות האדם וכל המשתמע ממושג זה. כמו-כן המשתתפים הדגישו שיש להצמד להסכמי הלטינקי ולעשות ליישומם של העקרונות המנוחים הסכמים אלה.

יו"ר הישיבה הדגיש כי יש דברים חשובים המתרחשים במספר ארצות מזרח אירופה ועלינו לקדם מגעינו עמם בתאום מוחלט ומלא עם ממשלות במערב אירופה. לדעתו של היו"ר אין צורך להחפז ויש לקדם את ההתקרבות באמצעות שניים-שלושה נושאים מעשיים שלא יהיו בהם קשיים מיוחדים ומיותרים.

מר ליד מנורבגיה העיר בנוגע להחלטת מועצת אירופה בדבר בעית וכפילות הדיונים בשתי וועדות מקבילות של מועצת אירופה - דבר שנותן דימוי של דיבור בשתי לשונות ולכן דרש לקבוע תחומים ברורים בהם כל וועדה רשאית לדון.

מר ליד הביע התנגדותו למעורבות ארצות אירופה במדיניות החדשה של גורבשוב. לדעתו יש לתת לענינים להתפתח באפיקים הטבעיים. בענין הצטרפותה של פינלנד היה מר ליד בדעה שאין ללחוץ עליה להצטרף למועצת אירופה עד אשר היא עצמה בהתאם לאינטרסים שלה תחליט על כך בזמן מן הזמנים. הציע לקיים ביקור בארץ זו דבר שיועיל לצדדים השונים.

דובר גם על הסכם התרבות שנחתם בין מערב ומזרח גרמניה והמשמעויות להתקרבות בין שני חלקי גרמניה.

בישיבה נדונו הנושאים עליהם ידובר עם נציגי פולניה בוורשה, בהמשך למדיניות ההתקרבות האיטית והמחושבת של מועצת אירופה כתוצאה מדו"ח קולמבו.

צוין והודגש כי על התקרבות זו מונח צל כבד של שתי מעצמות העל שלא תמיד רואות בעין אוהדת התקרבות זו.

בטיוס דיון זה וביודעין כי כל ממשלה באירופה מנהלת מדיניות עצמאית לא תמיד מתואמת עם יתר הממשלות ביבשה זו, יש להשאיר את מרחב התמרון בידי הממשלות השונות תוך הבעת רצון מועצת אירופה לחזק את השינויים המתרחשים בבריה"מ ליתר דמוקרטיה בערבון מאוד מוגבל. הוועדה המדינית בדעה שאין להחליש את הדרישה העקרונית לדרוש לכבד זכויות האדם וזכות האזרח בבריה"מ ליציאה חופשית מבריה"מ.

יש לקדם הנושאים המענינים את אירופה צעד אחרי צעד בזהירות ובחשיבה מעמיקה. נמסר גם שבעוד מספר חודשים תערך בורשה פגישה חשובה של כל יושבי-ראש הפרלמנטים החברים במועצת אירופה ולתכנן היטב את המפגש הזה שיהיה כמעט הסטורי.

אני מבקש לבדוק השתתפותו של יו"ר הכנסת, גם בפגישה זו בוורשה, שוחחתי על כך עם מר יוסף עמיהוד בשגרירותנו בפריס וביקשתיו לבדוק נושא זה עם הנוגעים בדבר במועצת אירופה.

מר מרטינז סיפר לנוכחים על פגישת הוועדה המצומצמת של תת הוועדה המדינית עם השגרירים הערביים שהיתה מורכבת מהאדונים מרטינז-הרד ודופון.

כמו כן הוחלט שוב כהצעתו של מר מרטינז שאין לתת למזכיר הליגה הערבית להופיע בפני מליאת מועצת אירופה.

הצעת הוועדה למזכיר הליגה הערבית להופיע בפני הוועדה המדינית עדיין עומדת בעינה.

הודיתי למר מרטינז על עמדתו זו והוא שמח על כך.

21.11.87

בעיר בריסל התקיימה ישיבה של הוועדה לתרבות ולחינוך של מועצת אירופה מהשעה 09.00 עד 11.00 ואחרי כן ישיבה שניה משותפת לשתי ועדות תרבות וחינוך של מועצת אירופה ושל הפרלמנט האירופי.

בישיבה זו, יו"ר הוועדה מר גונטר מולר מגרמניה נתן לי את רשות הדיבור להעלות ההצעה על שיתוף פעולה בין הוועדה לבין המרכז הבין-לאומי ללמוד השפה העברית, התרבות היהודית באוניברסיטאות, בהמשך להחלטה מס' 5778 סעיף 7 על תרומת היהדות לתרבות אירופה בעקבות הסימפוזיון שהתקיים בעיר טולדו בספרד.

לאחר נאומי ביקשני היו"ר, להעלות הנושא שנית בפני הוועדה המשותפת עם נציגי הפרלמנט האירופי. אכן בישיבה זו העלתי ההצעה, מטרותיה ויעילותה למגמה המשותפת לקיום דיונים בנושאים הנוגעים לשני הארגונים האירופים.

בפני המסובים, הסברתי את חשיבות למוד ההנ"ך, השפה העברית, הטטורית העם היהודי, ספרות יהודית, מחשבה יהודית ועוד... הצעתי לאמץ במשותף ההצעה ולקבל החלטה אופרטיבית בכוון זה.

היו"ר מר מולר הודיעני כי הנושא כולו יועלה כסעיף מיוחד בפגישה הקרובה של הוועדה לתרבות ולחינוך של מועצת אירופה.

אני תקווה שנזרעו הגרעינים הראשונים לקראת יבול פורה ויעיל בעתיד.

בדיון על המשך ארגון הסימפוזיונים על תרומת היהדות לתרבות אירופה נקבע כי הכנס השני יערך בחודש מרס 88 בעיר מינכן.

נציג צרפת, בדבריו בקשר לנ"ל, העמיד בסימן שאלה אם אכן העיר מינכן היא המקום המתאים ביותר לעריכת כנס מסוג זה. היו"ר שהינו כידוע אזרח גרמני, היה נבוך והודיע כי זאת לא היתה בקשה ולא יוזמה גרמניו לערוך הכנס בגרמניה. בראותי נסיון לערער על המשך קיום כנסים אלה, ביקשתי רשות הדיבור ואמרתי בין היתר את הדברים הבאים:

זה סמלי שכנס מסוג זה ייתקם בגרמניה ודוקא בעיר מינכן ליד מחנה ההשמדה דאכאו כהוכחה ניצחת שאנו היהודים קר בנותיו של הטרופ הנאצי שסחף עמו כמעט עם שלם והשמיד שלישי מבני עמנו. כאן במינכן נוכל להעלות את זכרונם של חפים מפשע שכל אשמתם היתה שנולדו יהודים ונשארו נאמנים לעמם ולמורשתם.

פה במנכן חזרתי ואמרתי, נלמד את הדור הצעיר בגרמניה ובעולם כולו כי אשר קרה לעמנו במלחמת העולם השניה לא ישוב לעולם, וקיומה של מדינת ישראל ישחרר את עמנו מסיוט מלחמות השמד. לזכר הקורבנות יקוים דיון על תרומת יהדות אשכנז לא רק לתרבות עמי אירופה אלא גם לתחומים אחרים כמו חיזוק כלכלתן והתפתחותן המדינית והתרבותית.

לאחר דברי אלה, הופסק הדיון בציון כי אכן יתקיים הכנס השני במינכן בחודש מרס 1988 ואף אולי שלישי ורביעי במזרח אירופה ובמרוקו.

בתום הישיבה, רבים מחברי הועדה לחצו את ידי על כי הוצאתי אותם ממבוכה אפשרית שעלולה היתה לסכל המשך קיומם של הסימפוזיונים על תרומת היהדות לתרבות אירופה.

בהזדמנות זו הנני מודה, על שתוף הפעולה, למר יוסי עמיהוד בפריס שעזר לי רבות במלוי משימה חשובה זו בבריטל ולמר מאיר שמיר על עזרתו בהכנת החומר.

בכבוד רב,


חה"כ ז'אק אמיר

העחק:

ראש הממשלה, מר יצחק שמיר ✓
שר החוץ, מר שמעון פרס
המשקיפים למועצת אירופה
סגירי ישראל בצרפת, מר עובדיה סופר
מר יוסי עמיהוד
מנהל אירופה 2, מר איתן מרגלית

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie pour la possibilité qui m'est offerte pour vous adresser la parole à cette réunion conjointe.

Dans la résolution sur "la Contribution Juive à la Culture Européenne" (Doc. 5778, para. 7) on a exprimé l'espoir qu'une étude supplémentaire pourra être envisagée pour institutionaliser les décisions prises.

Les quatre colloques organisés par le Conseil de l'Europe en collaboration avec la Fondation Européenne de Science, dont le premier a eu lieu à Tolède cette année, vont dans le même ordre d'idée.

Ma proposition est de formuler la mise en oeuvre de la résolution sur une base permanente. On pourrait envisager, dans un premier temps, un réseau européen pour promouvoir l'enseignement de la Civilisation juive dans les établissements scolaires et en premier lieu dans ceux des études supérieures.

En effet, un bon nombre d'universités à travers l'Europe ont sur leurs programmes d'étude la langue et la civilisation hébraïque et plusieurs ont des rapports avec le Centre International d'Etude de la Civilisation Juive à Jérusalem. Ce Centre s'occupe d'une variété de sujets liés à cette civilisation; ses buts sont détaillés dans le document qui vous est soumis.

Il me semble que la coopération entre le réseau européen et le Centre de Jérusalem ira dans le sens des résolutions prises par le Conseil de l'Europe.

Malgré la quantité de livres, articles et recherches sur les origines et les causes de la persécution des Juifs en Europe, il nous arrive d'être choqués par l'incompréhension, dûe à l'ignorance. Notre devoir est sans nul doute de chercher les moyens pour la vaincre.

Notre tâche est de faire ressortir l'apport des civilisations en Europe, leurs corrélations et interactions positives.

26 Novembre 1987

M. Jacques Amir, M.K.

JERUSALEM

Le Centre International d'Etude de la Civilisation
Juive dans les Universités

Le but du Centre de Jérusalem consiste à lancer, à stimuler et à coordonner des programmes d'études dans les universités et autres établissements d'enseignement supérieur.

Environ 1.000 établissements à travers le monde enseignent des sujets variés, comme la Bible, la langue hébraïque, l'histoire du peuple juif, la littérature hébraïque, la civilisation juive contemporaine, la pensée juive, etc.

Le Centre édite un répertoire mondial des universités et collèges comportant des départements d'Etudes Juives ou des cours accrédités inclus dans des programmes généraux.

Des sommaires de cours et du matériel d'instruction sont rédigés, ainsi qu'une anthologie des articles et monographies originellement publiés en hébreu.

Des ateliers annuels ont lieu à Jérusalem où se rencontrent des enseignants, chercheurs et étudiants concernés par les différentes disciplines. A ces occasions on analyse les méthodes et les matériaux d'enseignement et on envisage les diverses possibilités pour la coordination et le développement inter-universitaires.

Le Centre souhaite élargir et approfondir ses contacts dans les pays membres du Conseil de l'Europe.

26 Novembre 1987

M. Jacques Amir, M.K.
JERUSALEM

חוק/כרטיס (אקוואר הנאיה ק סוף, קלוג 12)

קלוד שויסון - חבר הנציבות של הקהילה האירופית

- נולד ב-13 באפריל 1920 בפאריס.

- בנם של פייר שויסון, מפקח באוצר, ושל סופי פונק ברנטאנו.

- נסוי בפעם השלושית לדניאל סוורץ ב-18 באוקטובר 1969.

- אב לשלושה ילדים מנסואים אלה: טומאס, אמלי וקרול, ולשלושה ילדים נוספים מנסואים קודמים: בטינה, ג'אן קריסטיאן וקריסטוף.

- לבד בגמנסיה סטניסלס בפאריס ובביה"ס הלאומי למנהל.

- תלמיד לשעבר של ביה"ס הפוליטכני.

- מזכיר לעניני חוץ (1948), מנהל מחלקת הקשר עם השלטונות הפדרליים בבון

(1949), יועץ של ראש ממשלת ויאטנם (1952), סגן ומנהל לשכתו של רוה"מ דאז,

פייר מנדס פרנס (1954-1955), יועץ טכני בלשכתו של סגן השר לעניני מרוקו

וטוניסיה אלן סאברי (1956), מזכיר כללי של הוועדה לשתוף פעולה טכני באפריקה

(1957-1962), מנהל כללי של מנגנון - הסהרה (1962-1965), ציר מיופה כח (1965),

מנהל כללי של המחלקה לשתוף פעולה העשית (1966), שגריר באנדונזיה (1966-1969)

יו"ר הדירקטוריון של מפעל המכרות והכייסה ומנכ"ל מפעלי האשלג בקונגו

(1970-1973), שותף בהנהלה של החברה המוציאה לאור את העתון "לה מונד" (מאז 1968

חבר בנציבות הקהילה האירופית בבריסל (1973-1981), אחראי לקשרים עם המדינות

המתפתחות בשוק המשותף (1978-1981), שה"ח הצרפתי (1981-1984), חבר נציבות

הקהילה האירופית, אחראי לקשרים עם המדינות היס-תיכוניות השלישיות, המדינות

המתפתחות ולדיאלוג צפון-דרום (מנובמבר 1984).

- עיטורים: אביר לגיון הכבוד, צלב מלחמה, ציונים לשבח בקמרון, חוף השנהב,

וולטה העלית, לבנון, ניג'ר, סנגל, צ'אד, טוקו וטוניסיה וכן עיטורים של

מסדרים לאומיים ברפובליקה המרכז אפריקנית, גאבון, אינדונזיה ומאלי.

- קבל תואר ד"ר כבוד של אוניברסיטת לובאן, וכן פרס ג'וזף באך 1978.

** ירצא
**
**
**

שטר

חוזם: 9,11951

אל: פרנס/464

מ-: המשרד, תא: 170987, זח: 1759, יזו: ב, טג: ש

נד: 6

שטר/מיוזי טפל

השגריר

ביקור שיראק

להלן סיכום בקורות שהועלו בישיבה של כל הגורמים אצל
מנכ"ל משרד רוה"מ.

א. קבלת מכיט מטעם טוד קולק. טעביריט אותה למקום אחר
ומנטיט לערכה בלונצט השיריה. בגלל ממדי המקום ייתכן
ובמליץ על חיאטרון ירושלים או מקום מתאים אחר.

ב. התפילה חתקייט במבורק באוני-גוש.

ג. ירט ג'י. להלן התכנית שמרצנו שנה ושנרועת מהרועת ראש
המחשלה ולפכתו שברצונם לשמור בכל זית על הביקור
במחיצות מפוט היונו החלק הטמני היחיד בתכנית והמקום
היחיד בו ניתן יהיה לשתף את המפלחת הצרפתית-יהודית
הגדולה.

07.45 - יביאה מהלרון.

08.00 - המראה גלויקורטריט לנניבות.

08.45 - תחילה נניבות.

09.45 - המראה למנחת קרוב לרוולית.

10.30 - הגעה לרוגלית דנקט.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

- 11.00 - המראה לירושלים (או בוכב).
- 12.00 - מסיבת פיתוחאים.
- 13.00 - האירוע הפרטי.
- 14.40 - טקס בגן האוטונים.
- 15.00 - יציאה לרחובות.
- 15.45 - טקס בוויצמן.
- 16.45 - טיוט הטקס ויציאה ללון.
- 17.30 - המראה מנתבי'ג.

זה אמנם צפוף אך עונה על כל זממאות. לאור זאת נבקש לחזור לשיראק ולאנשור ולקבל הנכמת לביקור בנציבות גט תוך שימוש בנימוק שזה יתן סימוק לקהילה היהודית בצרפת.

ד. מתקשים להמשיך בסידוריו ללא אינוקציה על מדי הממליה המתלווית והרכבה.

מנהל אירופה 1

ג

תש: שהח, דהמ, מנככל, ממנכל, אירא, זביטל, ראור, טקס

נושרד החוץ-נוחלקת הקשר
שמר

11639

ירצא **

**

**

**

חוזם: 9,11639

אל: פריס/451

מ-: המשד, תא: 170987, זח: 1215, דח: ר, סג: ש

נד: 6

לשגריר.

ביקור שיראק ב'ייד ושם'. בשלב זה אין מועמדים לנטיעת טען.
GAU נטע בשברו ששבר ותיוקו של ROEGNER טרט הסתייט. הדבר גם
פחדת חארב טעוט שכל כורנתנו במציאת חטידו אומות עולם
צדמתים נבעה מהצורן לתת לטקס ב'ייד ושם' אטפקט צדמתו בהעדר
טקס ברוגלית. עתה משהוחזר הטקס ברוגלית חשיבות נטיעה
בר זמנית ביד ושם נומלת.

מאידן ברזק בעת ביקורה עמדה על כן ששיראק יבקר ביד ושם
ובמיוחד באתר החדש של ההנצחה לילויט. היא גם תמסור לו על
כן ראנו מצדנו כולליט זאת בתכנית.

מנהל אירופה 1

/אא

תפ: שח, דחה, מבכל, אמנכל, אירא, אביטל, מאור, טקס

משרד החוץ-מחלקת הקשר

8626

תאריך : 12.09.89

** יוצא
**
**
**

שמו

חוזם: 9,8626
אל: רומא/154
מ-: המשרד, תא: 120989, זח: 1530, דח: ר, סג: שמ
תח: גס: אירופה
נד: @

רגיל/שמו

השגריר.

ציונות-גזענות. שלך 43 מ-6/9.

א. בימים אלה אנו בוחנים את האפשרויות השונות העומדות פתוחות לפנינו להמשך המאבק בנושא - בכלל אלה מבצע מחודש לקבלת החלטות בפרלמנטים הלאומיים המגנות את החלטת האו"ם הנ"ל.

ב. מבחינה טקטית חולקו האפשרויות הנצפות לשלוש רמות - כנגזר מיכולת המימוש ומידת התכיפות של המהלך. התבטאות שרי החוץ דורגה על ידינו כמהלך להשגה בטווח המידי ואילו מבצע החלטות פרלמנטים - מהלך מיועד לטווח ביניים.

ג. להלן, נוסח החלטת הפא"ר בנושא שנתקבלה בספטמבר '87 :

'THE MEMBER STATES OF THE EUROPEAN COMMUNITY HAVE CONSISTENTLY REFUTED THIS CONTENTION, WHICH THEY CONSIDER TO BE UNACCEPTABLE. IN BOTH JOINT AND INDIVIDUAL STATEMENTS.

1. IS CONVINCED THAT THE CONCEPT OF ZIONISM CANNOT BE EQUATED WITH RACISM.

2. CONSIDERS RESOLUTION 3379-30 OF THE U.N. GENERAL

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ASSEMBLY TO BE UNACCEPTABLE.

3. CALLS ON THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN EUROPEAN POLITICAL COOPERATION TO REAFFIRM AT THE NEXT GENERAL ASSEMBLY OF THE U.N THEIR AVERSION TO THE VERY PRINCIPLE OF RESOLUTION NO INCREASE THE 3379-30, ONLY TENSION BETWEEN THE PEOPLES OF THE MIDDLE EAST WHO SHOULD ALL BE ABLE TO LIVE AS EQUALS AND ENJOY A RELATIONSHIP OF MUTUAL RESPECT AND GOOD NEIGHBORLINESS.

4. CALLS FURTHER ON THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN EUROPEAN POLITICAL COOPERATION TO REITERATE THESE FUNDAMENTAL PRINCIPLES IN ALL FORMS OF RACIAL DISCRIMINATION AND, SIMULTANEOUSLY TO DEFEND THE INALIENABLE RIGHT OF ALL PEOPLES TO SELF DETERMINATION AND THEIR LEGITIMATE ASPIRATIONS TO LIVE WITHIN SECURE AND INTERNATIONALLY RECOGNIZED FRONTIERS.

5. INSTRUCTS ITS PRESIDENT TO FORWARD THIS RESOLUTION TO THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN EUROPEAN POLITICAL COOPERATION. THE COMMISSION AND SECRETARY-GENERAL OF THE U.N'.

ד. לידעתך : התייחסותי במקום ברנע נובעת מכך שמשימת ריכוז הטיפול במבצע כולו הוטלה על כתפי.

דוד ששון

פא

תפ: שהח, סשהח, רהמ, ממרהמ, מנכל, ממנכל, איר1, איר2, ברנע, ארבל2, רביב, סייבל, משפט, פדודששון

נכנס **
**
**
**

שמור

ח דט: 2/5494

אל: המשרד

מ-: דומא, נר: 89, תא: 060288, זח: 1350, דח: ב, טג: ש
נד: 8

שמור/בהול-לא להזעיק

אל: אירופה א'

ד: ממנכל מדיני תמצת מאיה

מאת: השגריר/רומא

כנס שרי החוץ של הקהילה

מברק המנכ"ל המדיני 76 מ-4.2

בפגשתי לשיחה עם המנכ"ל המדיני האיטלקי PERLE (מרלו) והעברתי לו המסר ברוח המברק הנ"ל. מרלו ספר כי אין לדעתו שום סיכוי שיוותרו בכלל על הודעה מטעם ה-12 אולם הוא מניחה שההודעה תהיה מתונה, תחזור על עיקרי העמדות של הקהילה, קרי עקרונות הצהרה וכציה וניסוחים נוספים שפורסמו כבר בהודעות קודמות, כולל קריאה במרצת לכנס הועידה הבין לאומית ותמיכה בה.

לדבריו אין להכיר כבר הידט את ההצעה שגובשה לעומת טקסט המקורי אתו התחילו שכלל גיבויים לישראל וביטויים חריגים על אירועי השטחים.

טקסט זה מותן מאוד. אולם השרים במובן מסוגלים להכניס שינויים רבים בכיוון של החרפה או מיתון. סיכר שקבלו הודעה ממשרד החוץ הגרמני על פניה דומה שנעשתה על ידי שגרירותנו בבון והוא מניח שבון דוחה על כן לכל הבירות. הוא אישית יעביר מיד תוכן פניתי לשה"ח אנוריאוטי המכיר לדבריו את הבעיות יותר טוב מכל בקיודי משרד החוץ ובסופו של דבר יהיה

משרד החוץ-מחלקת הקשר

הוא המחליט.

הערין שתחילת הפעילות האמריקאית תהווה גורם חשוב בהשפעה על זיוני שרי החוץ לגבי ניסוח סופי של ההצהרה אולם רמז בברור שמברק וחוסטין בביקורם ברומא (ראה דוח בנספח) אמרו שהם מצפים לפעילות לוחצת של הקהילה על ישראל.

אגב ציין מרלו שאם כי הכנס יעסוק במז'ת כנושא מרכזי יצטרפו להקדיש זמן גם לשני הנושאים האחרים שעל סדר היום- אמרמ'ז ואמריקה (דרום היבשת).

דרור==

ת פ: שהח, דהמ, שהבט, ממנכל, ממנכל, ממד, רם, אמן, אירא, אירב,
מ צמא

6406 888
משרד החוץ ומחלקת הקשר
6406 888

Faint, illegible text, possibly bleed-through from the reverse side of the page.

Faint, illegible text, possibly bleed-through from the reverse side of the page.

חוזם: 2,5482

אל:המשרד

מ-:בוון,נר:47,תא:060288,זח:1200,דח:מ,טג:ב

נד:ג

בלמס/מידוי

אל:אירופה 1

דע: תפוצת מאיה

מאת:הציר בוון

מבגש שרי החוץ של הקהיליה ב-8/2.

בעתונות הבוקר ידיעות ממקורות דיפלומטיים בוון שנוסח
ההצהרה

שהוכן לפרסום בתום המבגש נגנז בשל דעת מספר ממשלות
שהוא אנטי ישראלי מדי.

גדון.

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,ממד,רט,אמן,אירא,אירב,
מצמא



Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or title.

Second block of faint, illegible text in the upper middle section.

Third block of faint, illegible text in the middle section.

Fourth block of faint, illegible text in the lower middle section.

Fifth block of faint, illegible text near the bottom of the page.



נכנס **
**
**
**

טרוי

חוזם: 2,5363

אל: המשרד

מ-: בון, כר: 42, תא: 050288, זח: 1500, זח: מ, סג: ט
נד: &

טרוי/מידו

אל: אירופה 1

דע: לשכת המנבל

מאת: השגריר, בון

לקראת כינוס המועצה האירופאית. שלכם 70, שלי 25.

1. מזכיר המועצה זוהוף הציע להפגש כדי לשתף אותנו בתוכנית ביקור המלך חוסיין וכוונת האירופאים לקראת המועצה ולשמרע דעתי על ההתפתחויות האחרונות.

2. חזר על הידוע לנו משיחות עם דרגים אחרים במשרדו. חוסיין מגיע כנראה נשיא ועידת עמאן כאשר מגמת המועצה היא:

א. לחזק מעמדו בתוך ירון ובעולם הערבי.

ב. לקדם את הדו-שיח המדיני האירופאי-ערבי על ידי ניצול הנשיאות המתונה של ירון.

ג. לנת מסר לעולם הערבי בהקשר לסכסוך עיראקי-איראני במיוחד, אך גם כדי לקדם את תהליך המדיני לקראת פתרון הסכסוך הישראלי-ערבי.

3. הדגיש שהגיעו לאירופה אינם בדורים ביחס לתגובת חוסיין ליוזמה האחרונה האמריקאית, מעריכים שבמנהגו השאיר הדלת פתוחה ולא התחייב. כוונת גנשר לנסות

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ולהשמיע על חוסיין לשתף פעולה ביוזמה האחרונה. זאת יעשה בארוחת ערב מצומצמת שישרון למלך.

4. גנשר ממשיך להשמיע על קהל להקדיש את הפסגה לענייני אירופה ולא למזח"ת.

מחבר שמובארק הפיץ בי קהל הבטיח לו כי הפסגה תעסוק גם במזחה. קהל טוען שהבטיח כי ישוחח עם עמיתיו ליד שולחן אוכל ולא בדיון רשמי.

5. ההצעה הראשונה להודעת המועצה (תמורה) הוגשה על ידי הבריטים לבון והופצה על ידי בון במקובל לכל הדיעות. על דעת גנשר מחק זוהוף אישית ותיקן ביטויים חריפים (כגון: מביעים צער, גינורי, פתיחה באש ומכות אנזליות, פגיעה בזכויות האדם ועוד). היחידים התומכים בשלב זה בעמדה הגרמנית הם ההולנדים.

6. שקרתי את ההסתברות האחרונות וטענתי ברוב הנחיות המנבל המדיני (שלכם 70) והשארתי לו נייר המפרט שמתכנן הבטיחני להציג ההסבר לשר החוץ בדיון בימי של המועצה

בן-ארי

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנבל, ממנבל, ממנבל, ממנבל, אמן, אירא, אירב

משרד החוץ - מחלקת הקשר
מס' תיק: 1500
מס' חוץ: 42
מס' תא: 050288
מס' זח: 1500
מס' זח: מ, סג: ט
מס' נד: &

1. The first part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

2. The second part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of chairman.

3. The third part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of secretary.

4. The fourth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of treasurer.

5. The fifth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of clerk.

6. The sixth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

7. The seventh part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

8. The eighth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

9. The ninth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

10. The tenth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

11. The eleventh part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

12. The twelfth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

13. The thirteenth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

14. The fourteenth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

15. The fifteenth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

16. The sixteenth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

17. The seventeenth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

18. The eighteenth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

19. The nineteenth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

20. The twentieth part is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large.

נכנס

טודי

חוזם: 2,4620

אל:המשרד

מ-:אתונה,נר:47,תא:050288,זח:0945,זח:ב,טג:ט

נד:ט

**
**
**
**

טודי/בהול

אל: המנכ"ל המדיני

דע: מנהל אירופה 2

מאת: השגריר/אתונה

לקראת כינוס המועצה האירופית - למברקן 48

1. מייד עם קבלת מברקן אתמול אה"צ המאוחרות ולאחר שהתקשר אלי מרגלית בנושא התקשרתי למנכ"ל גורגיו לקביעת פגישה.
2. הוא הודיע לי שנשיא מצרים מגיע מחר לאתונה ומאחר והוא אחראי לסדורים ומשתתף בפגישה - לא יוכל לצטרף לפגשני. ביקש שאפגוש את גורגיו ראש אגף המזה"ת במשה"ח האחראי בידוע לנושאנו.
3. הבוקר הודיעוני שהפגישה עם גורגיו נקבעה להיום ב-1200 ואם יש לכם הנחיות נוטפות-הבריקו.

גלבוע

פל

1000

1000
1000
1000
1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1. 1000

2. 1000

3. 1000

1000

1000

1000

** יצא **
**
**
**

סודי ✓

חוזם: 2,3565

אל: אתונה/48, בון/70, בריסל/55, האג/47, לונדון/62, מדריד/49,
פריס/115, רומא/76, אוסלו/29, ליסבון/41, מילנו/37, קופנהגן/42
מ-: המשרד, תא: 040288, ח: 1357, ד: ב, ס: ג
נד: א

סודי/בהול

אל: תפוצת מאיה

השגריר

לקראת כינוס המועצה האירופית.

לקראת כינוס המועצה האירופית, ולנוכח כוונת משתתפיה לפרסם הודעה מז'יתית, אבקשך לפנות בהקדם האפשרי לדרג הגבוה ביותר מתחת לשה'ח ולמסור לו הדברים כדלהלן:

1. בעקבות האירועים האחרונים בשטחים החליט הממשל האמריקאי על מעורבות מדינית מחודשת, על מנת להגיע להסדר במזה'ת.
2. מעורבות זו תיפתח בביקור ריצ'ארד מרפי באזור בשבוע הבא.
3. העיקרון העומד בבסיס מעורבות זו הוא, קיום מגעים עם הצדדים הנוגעים בדבר, במטרה להגיע למכנה משותף מוקדם, הן באשר לאופי הסדר הביניים, והן באשר למהות הסדר הקבע, וזאת עוד לפני פתיחה בינ'ל של המומ' הישיר.
4. המדובר בהחלטה אמריקאית לנצל את שנתו האחרונה של הממשל, כדי לקבוע קוים מנחים להסדר הסכסוך הישראלי-ערבי ולפתרון הבעיה הפלשתינאית.
5. עד כה קיבלה ארה'ב את הסכמתם העקרונית של מצרים, ירדן וישראל לעצם מעורבותה, וכמו כן קיבלה הסכמה לקיום שיחות באמצעותה עם הצדדים הנוגעים בדבר.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

6. יהא זה חשוב מבחינתנו, אם הקהיליה תתמוך עקרונית גם היא בהחלטה האמריקאית, ותעניק לה גיבוי.

7. חשוב להבהיר לבן שיחך, כי המדובר בסיכוי לחידוש התנופה המדינית, שנפסקה באביב 87, וכי בישראל יש הסכמה בין מרכיבי הממשלה העיקריים לקחת חלק במהלך החדש.

8. דווקא משום שמדובר בניסיון מעשי, גם אם כל פרטיו עדיין לא עובדו, תהא זאת טעות מצד ה-12 לצדד כיום בחלופה אחרת, ולחזור על מטבעות לשון ישנות, וכמו-כן לעסוק בגינויים על רקע המתרחש בשטחים.

9. החלטה כזו, שיכולה היתה להיות בעלת ערך דקלרטיבי בלבד, אילו ניתנה שלא על רקע המהלך המדיני החדש, עלולה היום לחזק את אלה השוללים את המהלך.

מנכ'ל מדיני

מ/ס

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, אמן, ממד, אירא, אירב, בירן, מצפא, יורכנסת, מתאמשטחים

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions.

2. It is essential to ensure that all data is entered correctly and that the system is regularly updated.

3. The second part of the document outlines the various methods used to collect and analyze data.

4. These methods include surveys, interviews, and focus groups, each with its own strengths and weaknesses.

5. The third part of the document describes the process of data analysis, from cleaning the data to identifying trends.

6. Finally, the document concludes by discussing the importance of interpreting the results and communicating them effectively.

7. This document is intended to provide a comprehensive overview of the data collection and analysis process.

8. It is hoped that this information will be helpful to anyone interested in data analysis.

9. The document is organized into several sections, each covering a different aspect of the process.

10. The first section discusses the importance of data and the various ways it can be collected.

11. The second section describes the different methods used to analyze data and the challenges involved.

12. The third section discusses the importance of interpreting the results and communicating them effectively.

13. The fourth section discusses the importance of maintaining accurate records and the various methods used to do so.

14. The fifth section discusses the importance of regularly updating the system and the various methods used to do so.

15. The sixth section discusses the importance of ensuring that all data is entered correctly and the various methods used to do so.

נבנס **
**
**
**

שמור ✓

מחומת התחום

חוזם: 2,3293

אל: המשרד

מ: בני: 111, תא: 030288, זח: 1630, דח: מ, סג: ש

נד: 8

שמור/מידוי

אל: אירוסה 2

דע: סביר-קופנהגן חוזם 1320 (יט העבירו כא לקופנהגן)

מאת: ישכבודף

הקהילה ה-12-מז"ת

1. בשיחה עם היועץ ההולנדי, סימר שמתגבש נוסח להצהרת ה-12 מאוזן חריף, הכולל "גיכנוי" של ישראל על דרך הטיפול במהומות. לדבריו, ארצו ניסתה לרכך את נוסח ההצהרה אך לא הצליחה, לנוכח התעקשות שאר ה-12.

2. לדבריו, ההצהרה צפויה לקראת סוף החודש.

נאו"ם

ת מ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממזרם, אמך, אירא, אירב

855 886  משרד החוץ והקשר בינלאומי 3447

UNIT 1
CHAPTER 1
SECTION 1.1

UNIT 1

UNIT 1
CHAPTER 1
SECTION 1.1

UNIT 1
CHAPTER 1
SECTION 1.1

UNIT 1
CHAPTER 1
SECTION 1.1

UNIT 1

UNIT 1
CHAPTER 1
SECTION 1.1

** כנס

שמור

**

**

**

חוזם: 2,4974

אל: המשרד

מ-: קופנהגן, כר: 20, תא: 020288, זח: 1700, זח: מ, סג: ש

נד: 0

שמור/מידוי

אל: אירופה 2

דע: מאיה, נאוס, רושינגטון

הקהיליה - מפגש מומחי מז"ת (1.2)

א. המומחיי הקדישו מרבית הזמן לניסוח הצהרה מזתית נרחבת של שרי ה 12 לטיכוס מפגש ב 8 דנא. ההצהרה תסקור ההתפתחויות בתהליך המדיני, ההשתלשלות עם המאורעות האחרונים, תאזכר הצהרת רונציה והצהרות קהילתיות שלאחריה ותחזור ותקרא לצדדים להתכנס לוועידת שלום בחסות האוס בהקדם האפשרי כדרך המעשית היחידה למתרון. גם הפעם אין מדובר על מעורבות פעילה של הקהיליה בתהליך מרט לעדוד הצדדים לוועידה.

ב. בין שאר הנושאים שנדונו - הפגישה המתוכננת עם חוסיין ב 8 שלא תוזכר בהצהרה, אך לאחריה יתן גנשר תדרוך לעתונות, עיראק-אירן שלמרות שארה"ב יור מעביט החודש - בריה"מ עדיין בולמת יוזמה להתלטה חדשה. הדיון בנורמליזציה של היחסים עם סוריה נדחה ל 14/3 ידוע שבריטניה עדיין מתנגדת לכך.

בטיוט, דווח על 2 זמרשים על זכויות האדם בסוף הידורות הדנית בדרוס תימן שם לא עזר הזמנש למניעת הנצאה להורג, ובאיראן שם הביא הזמנש לשחרור 5 מנהיגים בהאיים.

טביר==

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רט, אמנ, אירא, אירב, ארבל 2

1. The first part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee. The names are listed in alphabetical order and include the following: [illegible names]

2. The second part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of chairman and vice-chairman. The names are listed in alphabetical order and include the following: [illegible names]

3. The third part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of secretary and treasurer. The names are listed in alphabetical order and include the following: [illegible names]

4. The fourth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large. The names are listed in alphabetical order and include the following: [illegible names]

5. The fifth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large. The names are listed in alphabetical order and include the following: [illegible names]

6. The sixth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large. The names are listed in alphabetical order and include the following: [illegible names]

7. The seventh part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of member-at-large. The names are listed in alphabetical order and include the following: [illegible names]

נכנס **
**
**
**

טורי

חוזם: 1,19465

אל: המשדד

מ-: האג, נר: 197, תא: 290188, חז: 1409, זח: מ, טג: ט

ג: ד: ג

טורי/מיידו

אל: אירומה 1

דע: ממ"ד

מאת: מגידו - האג

שיחה עם מנהל מזה"ת.

א. פעילות קהילתית.

מפגש המנכל'ים 27-28 דנא (ומפגש מומחי מזה"ת 1.2) התקד במתרחש בשטחים ניטוחים, רעיונות ונסיון למציאת מכה משותף להודעה מטעם הקהילה לאחר המפגש ב-8 פברואר. בהתדיינות הבינקהילתית כיכרים (ברגיל) שתי גישות - מחו יון וטפרו, ומאידן המוליכות ה"צפוניות": בריטניה רפ"ג והולנד. אלה הראשונות מעלות ניטוחים קיצוניים המתייחסים לאירועים בשטחים וחוזרים למורמולות הידועות. הקבוצה השניה מנסה להעלות רעיונות קונסטרוקטיביים.

מחשבות (בן שיחי הדגיש כי לא מדובר ביוזמה) שלהערכת יתרו דרך מסוימת לחידוש התהליך המדיני. הודעת הקהילה תפורטט בנראה ב-8.2, כולן להוציא יוון תומכות בכך ואילו זו דורשת הודעה בתוס כנס ראשי המדינות ב-11-12 פברואר (היתר טוענות כי מפגש זה אינו מיועד לנושאי מדיניות חוץ). קיימת האפשרות שהיוונים יעצרו (BLOCK) הודעה ב-8.2 שתפורטט ע"י ראשי המדינות וקיימת אפשרות (לה התנגדות ה-11 היא מחלטת) שתפורטטנה שתי הודעות. בן שיחי מקווה ומצפה שיוכלו לשכנע היוונים להסתפק בהודעה מתאימה לאחר "המפגש החשוב" ב-8 בהשתתפות חוטיין. הנושא הסורי

משדד החוץ-מחלקת הקשר

- ביטול הסנקציות כדון גם במפגש המנכל'ים ועומד על סדה"י ב-1.2 טורי ציון כי בריטניה והולנד לא שינו לעת עתה עמדתן בנושא. ב. הרעיונות המתגבשים. ון דן ברוק העלה במפגש 25-26 דנא הרעיון של מר"מ בשני שלבים, רעיון שזכה לתמיכה בריטית והתייחסות חיובית גרמנית. הצעת הולנד מבוטסת על יוזמת מרבארק תוך פיתוחה באמצעות רטיוו ארה"ב, בשלב ראשון ינוהל "מומ" ישיר" באמצעות ארה"ב בין ישראל לירדן, ישראל מצרים, ישראל המלשתינים (לא דיבר על אש"פ) לפתרון "בעיות בוטרות". מר"מ זה יהי מבוטס על "החיות אלמנטים" שבקמף דיוריד (הזכיר תקופת מעבר) מבלי להזכיר את קמף-דיוריד וכך היטרדות ביוזמת מרבארק. (מחייבים יוזמה זו, אם כי היא מעורבלת, מדגישים קריאתו לתושבי השטחים להפסקת האלימות, ועצם העלאת הרעיונות מעידה על מעמדו המתחדש בעולם הערבי). שלב שני והאלמנט החשוב ברעיון הכללי הוא ה-LINK לועידה בינ"ל.

מאחר שאין בשלב זה סיכוי ממשי לועידה מעין זו (בגלל התנגדות ישראל, הצורה בה הצד הערבי רוצה בה ועמדת ארה"ב בשלב הנוכחי), עם זאת היא בלתי נמנעת בתהליך. טרי הדגיש מספר פעמים ה-LINK בין שני השלבים שעליו מבוטסת הרעיון כולו. הוסיף גם שהרעיון הנ"ל שאמנם תחילתו באגף מזה"ת התקבל ע"י ון דן ברוק שהחל בפעילותו בין עמיתיו בכיוון זה בראשית השבוע כבריטל. רעיון זה הועבר לאמריקאים בורשינגטון וכאן. יודגש שבן שיחי שרטט בפני קווים אלה בהיטוס מה וברור שהציג מסגרת ולא נכנס לכל הפרטים. ציון גם כי אין ודאות אם מחשבה זו תתקבל ע"י ה-12, מה תהיה תגובת "הקיצוניות" ואם יואצרו להתפטר על מכה משותף שלא יראה להם כמסייע לתהליך השלום.

ג. ירדן-פלשתינים. ציון כי על רקע האירועים בשטחים חלה ירידה במעמדו של חוטיין וכיכרת בירדן מבוכה וחוסר גיבוש קו ותגובה למתרחש בשטחים. ברור להם כי מפגש ב-8.2 יחזור ויציג המלך עקרונות ועידת עמאן. עוד ציון כי הופתעו במקצת לנוכח דברי שגריר ירדן במועבי"ט (שאמנם דיבר בשם שגרירי ערב) על מדינה פלשתינית עצמאית. (הדברים משתלבים גם בזווח שקיבלנו על העמדה הקיצונית שנקט שג.ירדן בדיון בוועדת החוץ כאן - שלנו 184) מדווח שגרירם בדמשק ז-28 דנא על ביקורו בעמאן. בהתייחסו למפגש בעמאן (27 דנא) ציון הבדלי ההשקפות בין רפאטי ואל מסרי שנפגשו עם אנשי אש"פ כאשר הראשון נהג ע"פ עמדתו המסורתית של זהירות רבה ביותר בשיחות עם נציגי

משדד החוץ-מחלקת הקשר

הארגון. הוסיף כי ע"פ ההערבות בעמאן מתגבשת בשטחים הנהגה חדשה הכוללת סטודנטים אנשי אוניברסיטהארט ואנשי דת. לירדנים אין תמונה ברורה ביותר לגבי המתרחש בתחום זה. שתי הפגנות של תומכי ה-PFLP מוזרו ואנשים נעצרו עם זאת ניתן רשיון לשתי הפגנות של אוניברסטית ירדן בעמאן ואוניברסטית ירמון כאשר התנאי היה התרכזות במחאה לכיבוש ולמצב בשטחים. להפגנות אלה ניתן היתר על רקע מעמדם החזק של "האחים המוסלמים" באוניברסיטאות אלה. ד. לקראת דיון ועדת החוץ ב-10.2 עם ון דן ברוק (לדווחינו בנושא) ציון כי מנסים להיות קונסטרוקטיביים (בזווח שיוגש לוועדה) וברצונם למנוע דיון במליאה בנרשא האירועים בשטחים.

מגידו

תפ: שהח, רהמ, שהבט, ממנכל, ממנכל, ממד, רט, אמך, אירב, אירא

1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

שומר

נכנס

**
**
**
**

חוזם: 1,18384

אל: המשרד

מ-: האג, נר: 187, תא: 280188, זח: 1214, דח: ר, טג: ש

נד: 2

שומר/רגיל

אל: ממ'ד/ביוני'ל 2

דע: אירופה 1

מאת: מגידו-האג

קהיליה-ממשל מומחי אמריקה (21 דנא)

מהשיחה עם בור ט/מנהל אמריקה דרומית

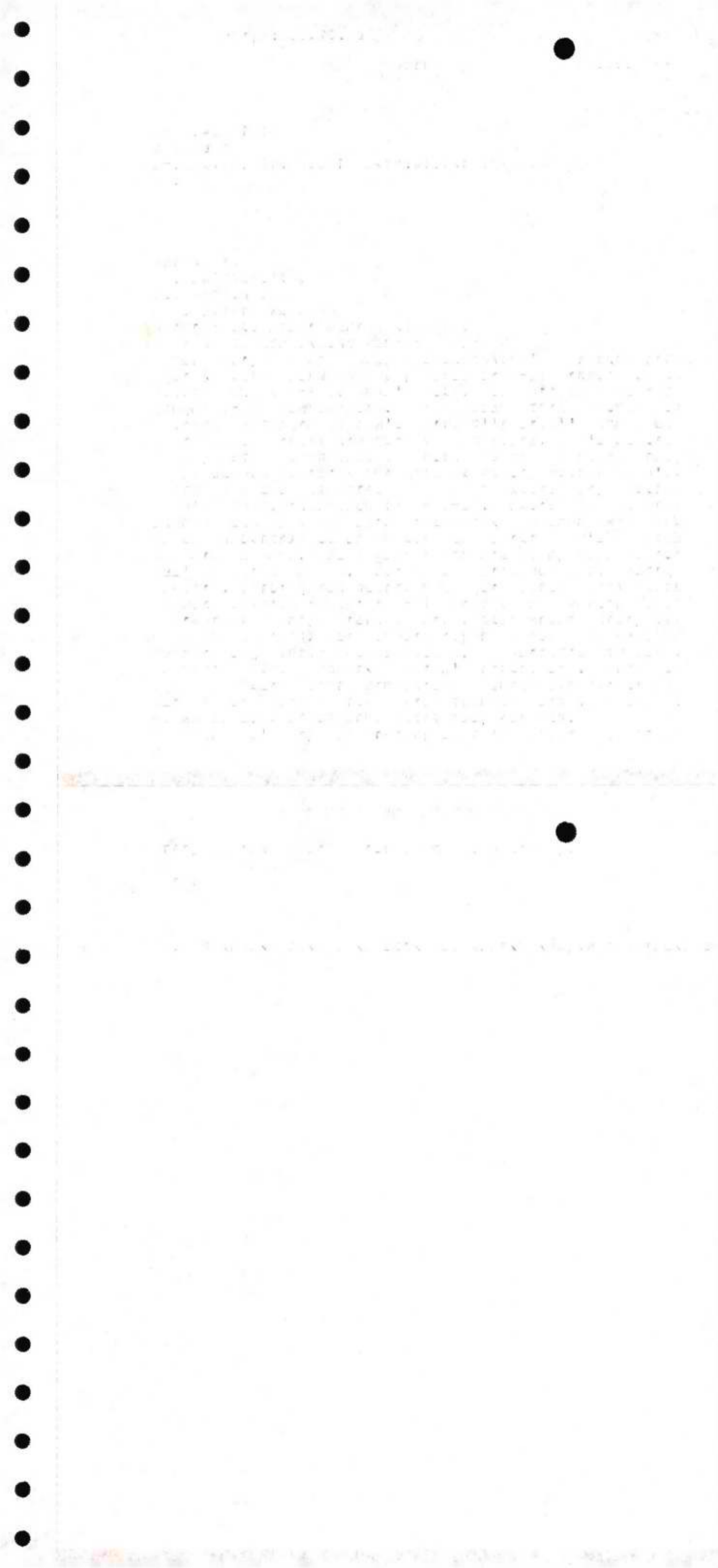
נדונו בין השאר המצב באנגולה/זרא'ם וההתרחשויות בקניה/אוגנדה בנושא הראשון טוכס כי ה-12 יתמכו בבקשת אנגולה להתקבל ל-IMF. ארהב' תתנגד. הנושא יועלה גם בשיחות קורקר ב-28 דנא בליאנדה. היתה הסכמה כללית להערכה כי הפעילות המלחמתית של זרא'ם בסיוע ל'יוניטה' מטרתה שלא להגיע להסכם שיובייל תיאורטית לצאת הקובנים. זרא'ם מעונינת להמשיך ולהתעלם לאנגולה לרצות בהשארות הקובנים ובכך למנוע עצמאות מנמיביה. קרוי קרוב הגבול בין אנגולה לזרא'ם. המידע (המתבסס על ידיעה בודדה) על מגעים בין אנגולה לזרא'ם לא המחית מהערכה זו של ה-12. מגעים אלה התקיימו בהארכה בעת טקס השבעת נשיא זימבאבועה, לא ברור באיזה דרג (מהצד האנגולי) נערכו המגעים עם נציגי זרא'ם במשלחת המטחרית בהארה. מנהל אמריקה הדרומית הצטרף לשר לעניני משב' לוויעות ארושה. משיחה עם פיינבאס מנהל אמריקה המרכזית. דיוני קבוצת העבודה האפריקנית בנושא קניה/אוגנדה הסתמכו על דיווחי שגרירי ה-12 שהיוו סקירת הארועים בלבד מבלי שיכלו להעריך הסיבות לתקריות. לגבי אוגנדה הוסיף (לא ממקורות הקהיליה) כי בראשית ינואר הגיעו לזאר-א-סלאם משלוחי נשק (הדגיש CONSIGNMENTS) המיועדים לאוגנדה. המשלוחים הגיעו מהודו, בריהמ' ויוגוסלביה. הודה על סקירתכם לגבי פעילות איראן, יבקש הערות שגרירויותי הם (ביחוד ניירובי) למידע, הגיב שלהערכתו קניה תפקח עין (CLOSE WATCH) על כל גורם העלול לסכן יציבותה. להערכתו שפ' בין קניה ואיראן בתחומים הנזכרים כסקירתכו

משרד החוץ-מחלקת הקשר

עדיין בבחינת תוכניות אינו סבור שקניה תיישמן.

מגידו

תפ: שהח, רהמ, שהבט, ממנכל, ממנכל, ממנכל, ממנכל, אמנ, אירא, אירב, מאפ



חידוש: 1,17574

אל: המשרד

מ-: בריטל, נר: 267, תא: 270188, חז: 1200, זח: מ, טג: ב

נד: 8

בלמט/מידוי

אל: אירומה 1

דע: תמוצת מאיה

מאת: אורון בריטל

קהיליה - מז"ית

להלן מ"אירומה" 27/1

THE TWELVE SUPPORT THE IDEA OF CONVENING AN
INTERNATIONAL MIDDLE EAST PEACE CONFERENCE,
AND THEY WILL
DISCUSS THE MATTER ON THE OCCASION OF FOLLWING
HIS TALKS WITH EGYPTIAN PRESIDENT MUBARAK, WHO
HAD PRESENTED HIS PLAN TO HIM.

עד כאן

אורון

תפ: שהח, רהט, שהבט, מנבל, ממנבל, סמנבל, ממד, רט, אמן, אירא, אירב,
הטברה, מזתים

10

10

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5700 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

RECEIVED
BY: [Name]
DATE: [Date]

1947

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5700 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

1947

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5700 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

ח דזם: 1/17575

אל: המשדד

מ: - בריטל, נר: 288, תא: 270188, זח: 1200, זח: ר, סג: 1
נד: 8

בלמש/רגיל

אל: אירומה 1 כלכלית ב'

דע: תפוצת מאיה

מאת: אורון בריטל

אגודה פרלמנטרית לש"מ אירד-ערבי

להלן מסרונות 'אירומה' מה-27/1

THE EXECUTIVE COMMITTEE OF THE PARLIAMENTARY ASSOCIATION FOR EURO-ARAB COOPERATION, ON THE OCCASION OF ITS MEETING OF 23 JANUARY, HEARD COMMISSIONER CHEYSSON EXPLAIN BOTH THE PERSPECTIVES FOR AN EEC/GULF COUNTRIES AGREEMENT AND ALSO HIS INSISTENCE ON THE NEED TO CALL AN INTERNATIONAL CONFERENCE FOR PEACE IN THE MIDDLE EAST (IN WHICH, HE SAID, THE PLO AND SYRIA SHOULD DIRECTLY IMPLICATED). THE COMMITTEE CONFIRMED AS ITS CO-CHAIRMAN OF THE ASSOCIATION THE LEADER OF THE IRISH SENATE MICHAEL LANIGAN AND ELECTED AS NEW CO-CHAIRMAN THE CHAIRMAN OF THE FOREIGN AFFAIRS COMMISSION OF THE ITALIAN SENATE MICHELE ACHILLI (SOCIALIST) AND CONFIRMED AS CO VICE-CHAIRMAN THE BRITISH LABOUR MEMBER ANDREW FAULDS AND ELECTED AS NEW CO-VICE-CHAIRMAN THE DUTCH CHRISTIAN DEMOCRAT JOOST VAN IERSEL. HANS PETER KOTTHAUS, FORMER CHIEF OF THE ASSOCIATION'S BUREAU IN BRUSSELS, HAS BECOME SECRETARY-GENERAL.

משדד החוץ-מוחלקת הקשר

ALSO, THE ASSOCIATION HAS TRANSFERRED ITS HEADQUARTERS TO BRUSSELS, THOUGH STILL RETAINING AN OFFICE IN PARIS. FINALLY, THE EXECUTIVE COMMITTEE ADOPTED A DECLARATION ON THE SITUATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES, AFFIRMING THAT "NO REPRESSION, HOWEVER TOUGH, CAN INDEFINITELY MAINTAIN THE ISRAELI OCCUPATION OF PALESTINIAN LAND AND OTHER ARAB TERRITORY". IN THIS SITUATION, THE ASSOCIATION FEELS, THE CONVOCAION OF INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE IS "MORE URGENT THAN EVER".

עד כאן

אורון

ת.פ. עהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן, אירא, אירב,
כלכלית ב', הסברה, יורכנסת

SECRET
CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL
SECRET

CONFIDENTIAL
SECRET

CONFIDENTIAL
SECRET

SECRET

CONFIDENTIAL
SECRET

מושרד החוץ-מחלקת הקשר

16790

תאריך: 26.01.3

נכנס **
**
**
**

שמור

חוזם: 1,16790

אל: המשרד

מ-: בריטל, נר: 265, תא: 260188, זח: 1430, זח: מ, ט: ג, ש

נד: @

שמור/מידוי

אל: אירופה 1-כלכלית ב'

דע: תמוצת מאיה

מאת: אנדרון-בריטל

שמור 107.15.7

מארי' - ועדה מדינית - בהמשך לשלנו 253

א. בהצבעה שנתקיימה הבורק (15 בעד 11 נגד) החליטה הועדה המדינית שלא להכין חוות דעת בנושא הפרוטוקולים שלנו. בכך נשארה ההחלטה אם להגיש את הפרוטוקולים לאישור המליאה בידי הועדה ליחסי חוץ כלכליים.

ב. שגרירי ערב ונציג אשם' בקשו להתקבל עי' יורי' הועדה (הדמונוצרי האיטלקי ERCINI) לפני הדיון אולם המגישה נקבעה רק למחר.

ג. מועלים בנסיון למנוע שהועדה המדינית או היורי' יקבל באופן רשמי את מארוק קדומי במושב המארי' במרוואר.

אנדרון.

==זש==

תפ: שהח, רהמ, שהבט, ממנכל, ממנכל, ר/מרז, דרט, אמן, גמד, מינרבי, כלכליתב', אירא, אירב, אוצר, תמט, זיין/חקלאות, מבט, יורכנס

משרד החוץ - מחלקת הקשר
16790

TOP SECRET
SECRET
TOP SECRET

TOP SECRET
TOP SECRET
TOP SECRET
TOP SECRET
TOP SECRET

TOP SECRET
TOP SECRET
TOP SECRET
TOP SECRET
TOP SECRET

TOP SECRET
TOP SECRET
TOP SECRET
TOP SECRET

TOP SECRET
TOP SECRET
TOP SECRET

TOP SECRET
TOP SECRET

נכנס

בלמט

v

קדום: 1,16491

ל: המשרד

י-בריטל, נר: 266, תא: 260188, זח: 1200, זח: ר, טג: ב
כד: ט

בלמט/רגיל

אל: מזתים-כלכלית ב'

דע: אירופה 1

מאת: אורון-בריטל.

.514.2.30

קהיליה-סיוע מיוחד לפלסטינים.

להלן מסוכנות י'אירופ י' מה-26 דנא:

THE EUROPEAN COMMISSION, IN RESPONSE TO A RENEWED APPEAL FROM THE UNITED NATIONS RELIEF WORKS AGENCY (UNRWA) HAS DECIDED ON 185,000 ECUS IN EMERGENCY AID FOR PALESTINIAN POPULATIONS LIVING IN THE OCCUPIED TERRITORIES. THE FUNDS WILL BE DEVOTED TO THE PURCHASE TRANSPORT AND THE DISTRIBUTION OF FOODSTUFFS, PARTICULARLY FOR CHILDREN. THE COMMISSION ALSO DECIDED ON EMERGENCY FOOD AID OF 500 TONNES OF CEREALS AND 55 TONNES OF MILK POWDER, ALSO FOR PALESTINIAN POPULATIONS. THE VALUE OF THE LATTER AID PACKAGE IS 250,000 ECUS. THIS BRINGS TO 635,000 ECUS EMERGENCY AID FURNISHED BY THE COMMISSION FOR PALESTINIAN POPULATIONS IN LESS THAN TWO MONTHS. ON DECEMBER 29, 1987, THE COMMISSION ANSWERED AN APPEAL FROM UNRWA FOR THE GRANTING OF 200,000 ECUS IN AID.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

עד כאן

יט

תפ: שהח, רהמ, שהוט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, דרט, אמן, ממד, אירא, אירב, ליארד, מזתים, מתאשטחים, כהנא, מינרבי, כלכלית, ברנע, ארבל 2

1. The purpose of this document is to provide a comprehensive overview of the current state of the project and to identify the key areas for improvement.

2. The following sections will be covered:

3. Introduction

4. Objectives

5. Methodology

6. Results and Discussion

7. Conclusion and Recommendations

The project has been initiated to address the need for a more efficient and secure communication system. The initial phase of the project involved a thorough analysis of the existing infrastructure and the identification of key areas for improvement. The results of this analysis have shown that the current system is outdated and lacks the necessary security features to protect sensitive information. The proposed solution is a new system that will provide a more secure and efficient means of communication. The implementation of this system will require a significant investment of resources, but the benefits of a more secure and efficient communication system are well worth the cost. The project is currently in the planning phase and is expected to be completed within the next six months.

8. Appendix

9. The following information is provided for your reference:

משרד החוץ-מחלקת הקשר

16492

תאריך: 26.01.88

נכנס

בלמע

חודש: 1,16492

אל: המשרד

מ-: בריטל, נר: 267, תא: 260188, זח: 1200, דח: מ, טג: ב
נד: ב

בלמע/מידוי

אל: אירונת 1 כלכלית ב'

דע: תמוצת מאיה

מאת: אורון-בריטל

107.16.1

מבעצ שרי חרץ-מזה

להלן מ'אירונת י'

DURING THE WORKING LUNCHEON ON THE OCCASION OF THE GENERAL AFFAIRS COUNCIL ON 25 JANUARY THE PRESIDENT MR GENSCHER INFORMED HIS COLLEAGUES OF HIS RECENT TRIPS TO POLAND, THE UNITED STATES AND ISRAEL, WHICH LED TO A BRIEF DISCUSSION ON EAST-WEST RELATIONS AND THE MIDDLE-EAST.

THIS LATTER SUBJECT WILL BE GONE INTO DEPTH DURING THE MINISTERIAL MEETING DEVOTED TO POLITICAL COOPERATION TO BE HELD ON 8 FEBRUARY IN BONN, WHICH WILL BE ATTENDED FOR SOME OF THE TIME BY KING HUSSEIN OF JORDAN, IN HIS CAPACITY AS PRESIDENT OF THE SUMMIT OF THE ARAB LEAGUE HELD IN NOVEMBER 1987 IN AMMAN.

FOLLOWING THE MEETING IN BONN, THE TWELVE COULD

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ADOPT A NEW DECLARATION ON THE MIDDLE-EAST ALSO CONCERNING THE SITUATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES AND THE OUTLOOK FOR A PEACE SETTLEMENT. IT IS ALSO AT THIS TIME THAT THE TWELVE ARE DUE TO DISCUSS THE PROBLEM OF RELATIONS WITH SYRIA:

MR GENSCHER HAS BEEN TO DAMASCUS RECENTLY AND HE COULD ASK HIS PARTNERS TO LIFT THE RECENT SANCTIONS IN FORCE, VIS-A-VIS SYRIA.

IN HIS MEETINGS WITH THE ISRAELI GOVERNMENT MR GENSCHER ALSO RAISED THE QUESTION OF THE CONSEQUENCES OF THE DELAY IN THE APPROVAL OF THE EEC/ISRAEL AGREEMENT PROTOCOLS AND BEFORE HIS EUROPEAN COLLEAGUES STRESSED THE IMPORTANCE FOR ISRAEL OF COOPERATION WITH THE COUNTRIES OF THE COMMUNITY.

יט

תמ: שחח, רהמ, שחוט, מנכל, ממנכל, ר/מרנז, דמ, אמנ, ממד, אירא, אירב,
מינרבי, כלכליתבי

משרד החוץ - מחלקת הקשר
מס' תיק: 16492
תאריך: 26.01.88
מאת: אורון-בריטל
מבעצ: שרי חרץ-מזה

נכנס **

שמרר

**
**
**

הודעת: 1/14924

אל: המשרד

מ-: בריטל/נו: 255, תא: 230138, זח: 1400, זח: מ/ט: ט

נד: ט

שמרר/מידו

נד:ט-294

אל: אירומה 1 כלכלית ב'

זע: שגמריס

תא: אורון-בריטל

107.15.7

פא'ר-ביקור קדומי.

א.המקורות במזכירות נודע לנו שמארוק קדומי עומד לבקר במושב הפא'ר הקרוב. לפי התוכנית הוא ישהה בשטרטבורג ב-9 ו-10 פברואר ומתארגנים ארועים אליהם הוזמנים הברו פא'ר מטיעות שונות. הביקור מתואם עם האגודה הפרלמנטרית האיר-ערבית וככל הנראה גם עם קבוצת סוציאליסטים ספרדים.

ב.בינתוים שיבמו יושבי ראש הועדות ליחסי הוץ כלכליים המדינית והבידוח שיהיה האדם בין ועדותיהם בכל הקשר לאישור הפרוטוקולים עם ישראל. נפגש עם שני האחרונים כדי למנוע שהנושא יובלל בסדר היום של הועדות, בעיקר של הועדה המדינית, דבר העלול לגרום לסחבת נוספת בהגשת הפרוטוקולים לאישור מליאת הפא'ר.

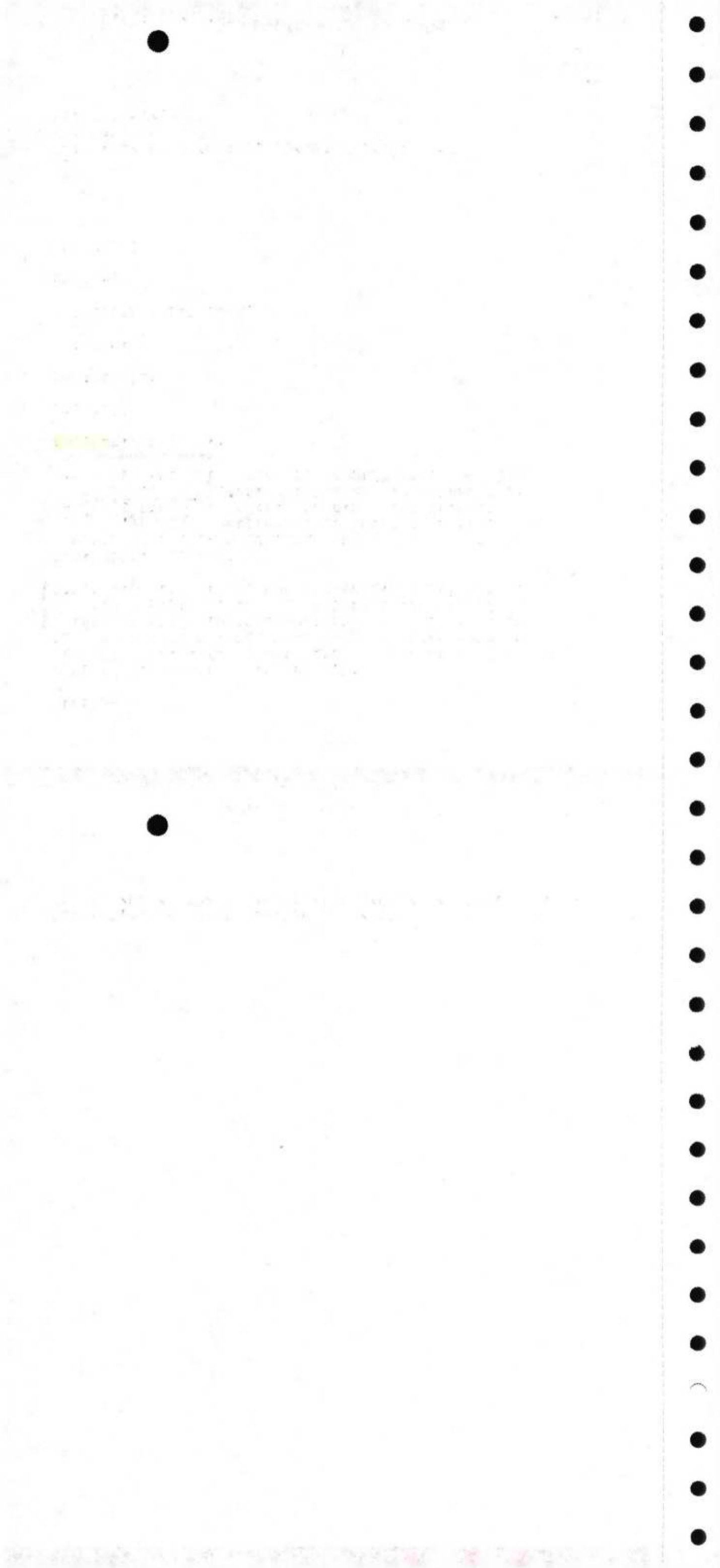
אורון===

משרד החוץ-מחלקת הקשר

דה===

ת: שהח/דהח, שהבט/מנכל, מהמנכל, ממד/וט, אמנ/אירא, אירב/ כלכליתב', יורכנסת, תמט/זיין/חקלאות, אוצו

משרד החוץ - מחלקת הקשר
תאריך: 24.01.38
מס' תעודת: 14924
מס' קבלה: 294-נד



CONFIDENTIAL
[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

שמור

נכנס **

**

**

**

קודם: 1,14769

אל: המשד

מ-: בריטל, נד: 236, תא: 220188, זח: 1400, זח: מ, טג: ש

נד: @

שמור/מידוי

אל: אירופה 1 מזמים

זע: כלכלית ב

מאת: אורון בריטל

הנדון: **פאר** - סיוע מיוחד של הקהילה לשטחים

ועדת הפיתוח של הנאר התכנס ב-27 ו-28 דנא ותדון בין היתר על סיוע מיוחד לשטחים ובעיקר למחנות הפליטים. יו"ר הועדה, הסוציאליסט הבריטי MICHAEL MCGOWAN בקש לשמוע דעתו בנדון על הסברים שהסיוע יגיע לתעודתו. הגבתי שבנדאי לא ייתקלו בבעיות אם המדובר בסיוע קונסטרוקטיבי או הומניטרי אך לא כן הדבר אם המדובר בסיוע בעל אופי פוליטי שתכליתו לספק תחליף למצויים הקיימים שאינם מסופקים לאוכלוסייה המאת שביתות או מהונות. הבטחתי לו שנבר מה העמדה בארץ בנדון ולא לה תהומים רצוי להכנות הסיוע.

הבריקונא בחוזר נדי שנובל לתדון את הנל לקראת ישיבת הועדה

אורון.

תפ: שהה, רהמ, שהבט, הנכל, המנכל, ר/מרכז, רמ, אמן, אירא, אירב, ליאור, מזת יט, ממו, יורכנסט, מינרבי, כלכלית ב, ברנע, ארבלו, מתאסטחים



Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or title.

Main body of faint, illegible text, appearing to be several lines of a letter or document.

A line of faint, illegible text, possibly a signature or a closing line.

Faint, illegible text at the bottom of the page, possibly a footer or a reference line.

פרוטוקול: 1,13283

אל: המשדד

מ: בריטל, נר: 221, תא: 210188, זח: 1340, זח: 1, טג: 1

נד: 8

בלמט/בהול

אל : אירופה 1 - בהול

דע : ננסת - בהול, תנוצת מאיה - הידי

מאת : אורון - שטרטבורג

להלן מאורון משטרטבורג:

הנרון : מאיר - מצב בשטחים.

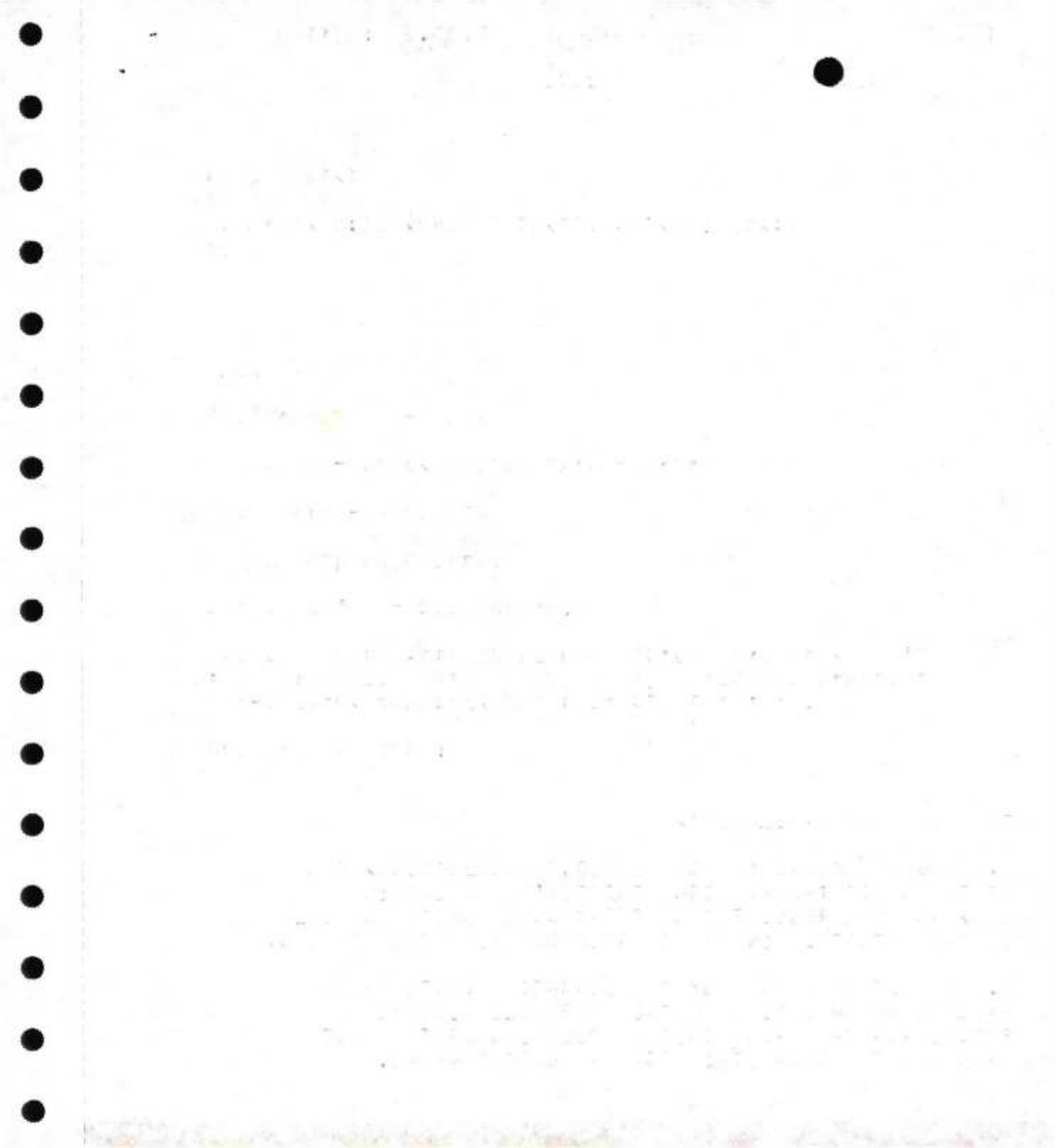
ברוב גדול ובהתנגדות והתנעות של הטיעה הליברלית, הנאיר
אימץ הבורק הצעת החלטה שהוטממה בין הטיעות הסוציאליסטיות
הזמו-נוצרית, השמרנית, הקומוניסטית והירוקים.

להלן נוסח ההחלטה :

THE EUROPEAN PARLIAMENT,

A. HAVING REGARD TO ITS NUMEROUS RESOLUTIONS, THE
STATEMENT OF THE FOREIGN MINISTER'S MEETING IN
EPC, AND THE RESOLUTIONS OF THE UN SECURITY COUNCIL
ON THE SITUATION IN THE ISRAELI OCCUPIED TERRITORIES.

B. DEEPLY CONCERNED BY THE DRAMATIC EVENTS WHICH
HAVE MARRED RELATIONS BETWEEN ISRAELI OCCUPYING
FORCES AND THE PALESTINIAN POPULATION OF THE WEST
BANK AND THE GAZA STRIP FOR THE LAST 7 WEEKS.



משרד החוץ-מחלקת הקשר

C. SHOCKED AT REPRESSIVE MEASURES EMPLOYED BY THE ISRAELI ARMY TO DEAL WITH DEMONSTRATION BY PALESTINIANS, WHICH HAVE CAUSED THOUSANDS OF DEATHS AND INJURIES SINCE 7 DECEMBER 87.

D. HAVING REGARD TO THE DEPORTATIONS CARRIED OUT BY THE ISRAELI GOVERNMENT, WHICH HAVE ALREADY BEEN INTERNATIONALLY CONDEMNED .

E. NOTING THAT MAINTENANCE OF MILITARY RULE AGAINST THE WILL OF THE VAST MAJORITY OF THE INNHABITANTS OF THE OCCUPIED TERRITORIES, CREATE, DE FACTO, A SPIRAL OF REVOLT AND REPRESSION THE IMPERILS DEMOCRACY, AND INDIGNANT AT THE ARREST OF JOURNALISTS AND OTHER PROMINENT PALESTINIANS.

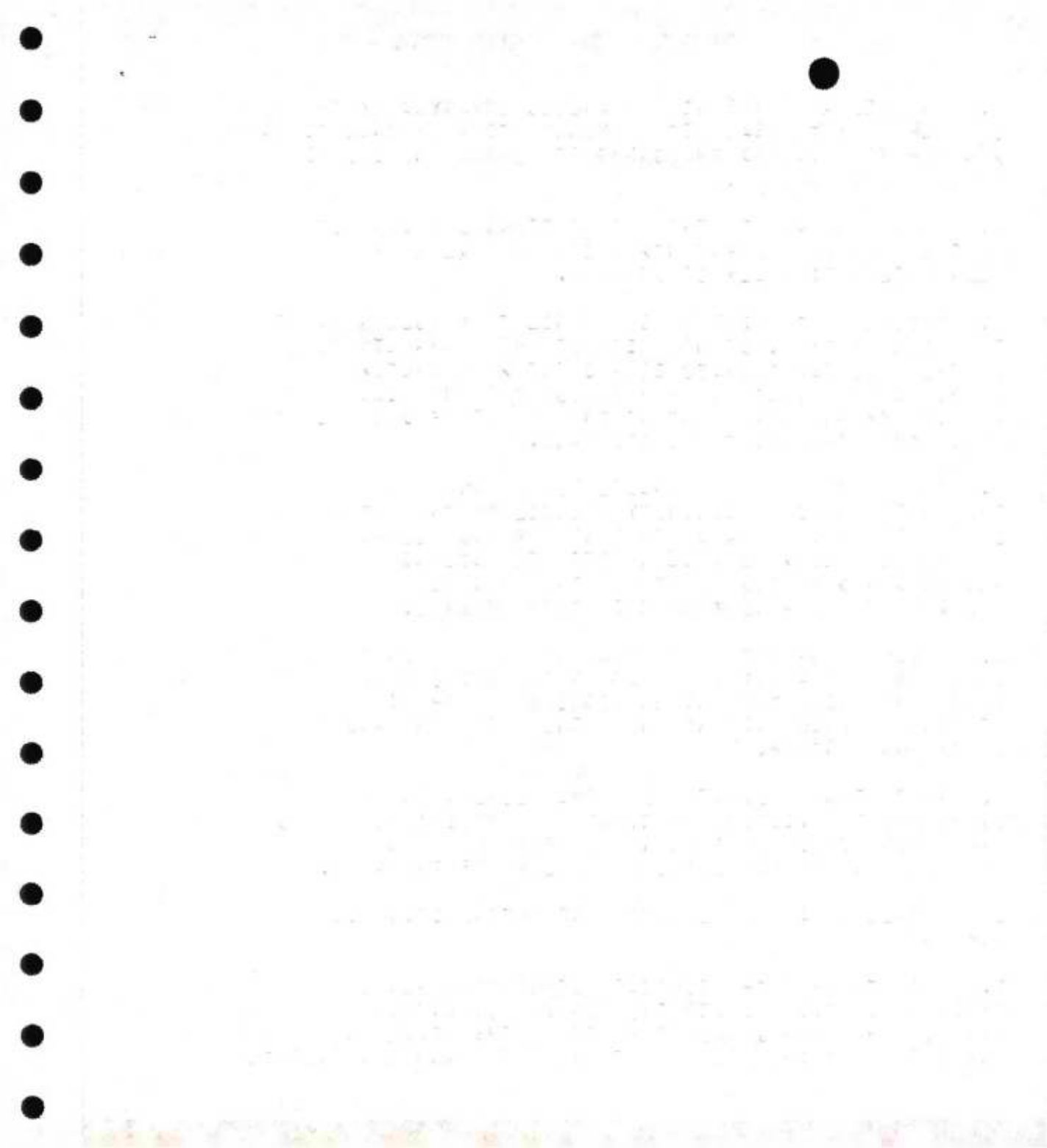
F. HAVING REGARD TO RESOLUTIONS 685 AND 687 OF THE UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL ON THE SITUATION IN THE PALESTINIAN AND OTHER ARAB AREAS OCCUPIED BY THE ISRAELIS, AS WELL AS ITS RESOLUTIONS 242 AND 338, AND HAVING REGARD TO THE SUBSEQUENT MISSION OF THE ASSISTANT SECRETARY GENERAL.

G. HAVING REGARD TO THE DECLARATION MADE IN THE EUROPEAN PARLIAMENT COOPERATION ON 18 DECEMBER 1987 EXPRESSING THE PROFUND CONCERN OF THE 12 AT THE WORSENING SITUATION ON THE WEST BANK AND IN THE GAZA STRIP.

H. AWARE THAT MAJORITY OF PEOPLE LIVING IN THE CAMPS ARE THE VICTIMS OF EVENTS AND POLITICAL FORCES FAR BEYOND THEIR CONTROL AND SUFFER AS A RESULT OF THE BROADER GEOPOLITICAL PROBLEMS OF THE AREA.

I. RECALLING ITS CODEMNATION OF ANTISEMITISM IN ANY FORM

1. INSISTS THAT THE ISRAELI AUTHORITIES HONOUR THEIR OBLIGATIONS UNDER THE GENEVA CONVENTION TO RESPECT THE RIGHTS AND PROPERTY OF THE CIVILIAN POPULATION OF THE OCCUPIED TERRITORIES AND CONSEQUENTLY



משרד החוץ-מחלקת הקשר

CONDEMNS ANY VIOLATION OF THE CONVENTION BY ISRAEL.

2. CALLS IN PARTICULAR ON THE ISRAELI V

GOVERNMENT NOT
TO DEPORT PALESTINIAN CIVILIANS FROM THE OCCUPIED
TERRITORIES AND TO CEASE ON REPRISALS AGAINST
THE PALESTINIAN POPULATION.

3. CALLS ON THE FOREIGN MINISTER'S MEETING IN EUROPEAN
POLITICAL COOPERATION TO MAKE URGENT REPRESENTATIONS
TO THIS EFFECT TO THE ISRAELI GOVERNMENT.

4. REITERATES ITS VIEW THAT ONLY AN INTERNATIONAL
CONFERENCE UNDER THE AEGIS OF THE UNITED NATIONS
AND WITH THE PARTICIPATION OF ALL THE PARTIES INVOLVED
CAN LEAD TO A PEACEFUL, FAIR AND LONGLASTING SOLUTION
TO THE CONFLICT IN THE MIDDLE EAST WHICH WILL
GUARANTEE BOTH THE SECURITY OF THE STATE OF ISRAEL
AND SELF DETERMINATION FOR THE PALESTINIAN PEOPLE.

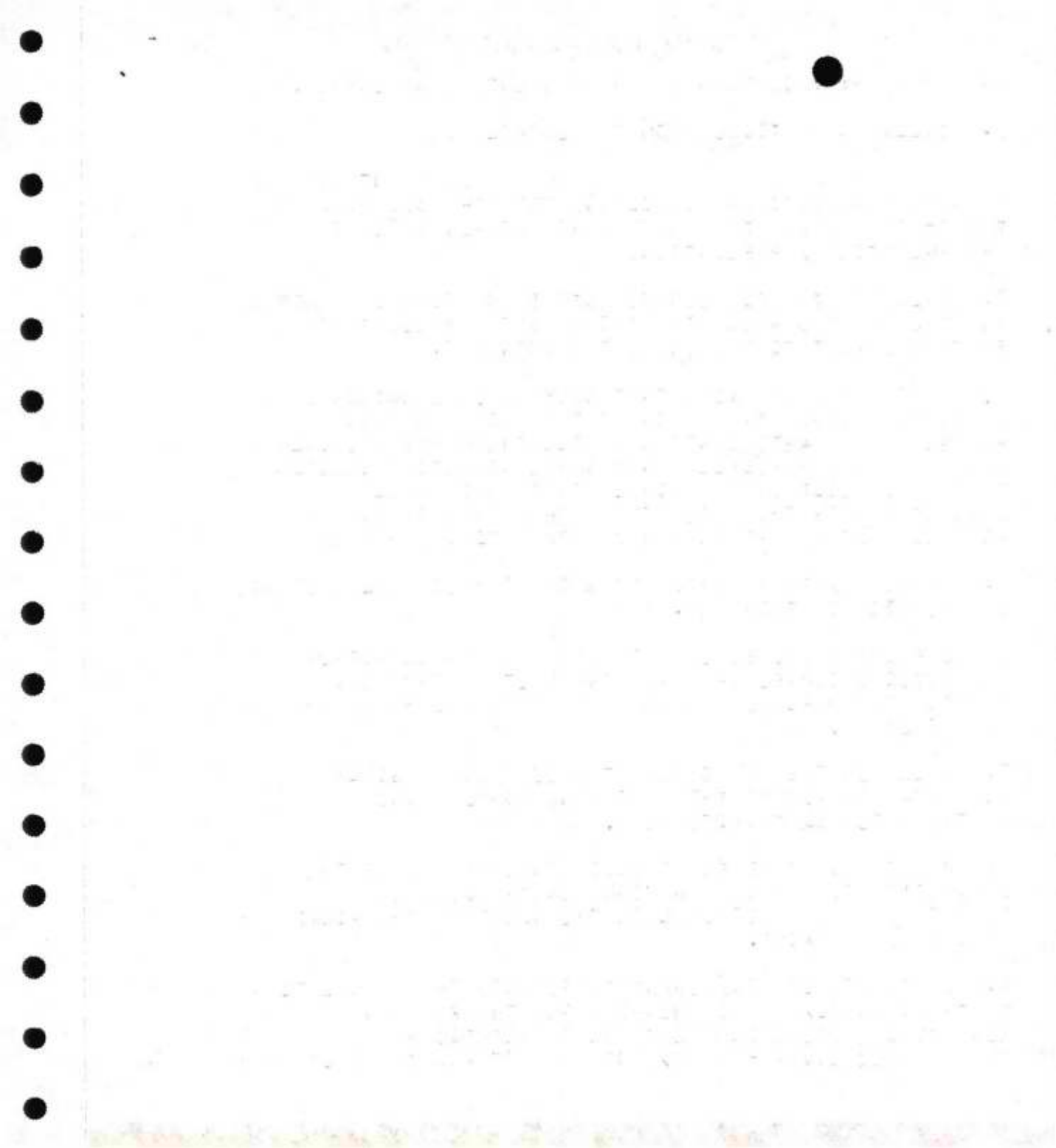
5. SUPPORTS, THEREFORE, ANY SERIOUS POLITICAL INITIATIV
E WHICH SERVED THIS END.

6. EXPRESSES ITS SOLIDARITY WITH ALL THOSE WITHIN
AND OUTSIDE ISRAEL WHO HAVE TAKEN IT ON THEMSELVES
TO OPEN THE DEALOGUE AND HAVE OPPOSED ALL FORMS
OF EXTREMISM.

7. CALLS ON THE COMMISSION TO GIVE ALL POSSIBLE
HUMANITARIAN AID TO THE SUFFERING POPULATIONS
IN THE OCCUPIED TERRITORIES .

8. POINTS OUT THAT THE PUBLIC CONDEMNATION OF THE
ISRAELI'S GOVERNMENT BEHAVIOUR IN THE OCCUPIED
TERRITORIES DOES NOT CALL IN THE QUESTION THE RIGHT
OF ISRAEL TO EXIST.

9. INSTRUCTS ITS PRESIDENT TO FORWARD THIS RESOLUTION
TO THE COUNCIL, THE COMMISSION AND THE FOREIGN
MINISTERS MEETING IN POLITICAL COOPERATION, AND
THE ISRAELI GOVERN- MENT, THE KNESSET AND THE SECRETARY



משרד החוץ-מחלקת הקשר

GENERAL OF THE UNITED NATIONS.

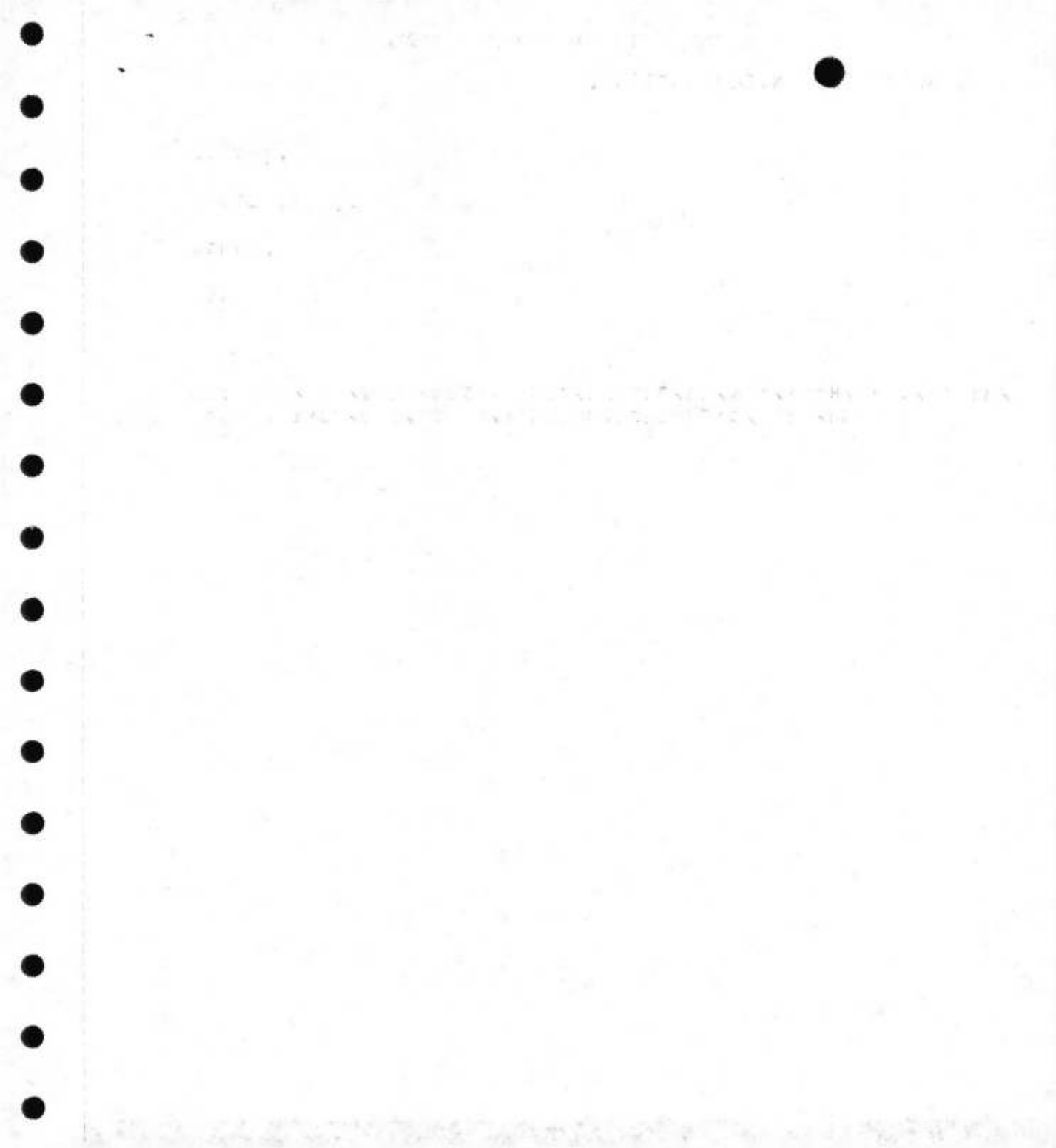
עד כאן.

ברטיס גהמשן.

אדרון.

שוש

תפ: שהח, דהה, שהבט, מנ כל, ממנכל, / מרנד, דט, אמן, אירא, אירב, ליאור,
מזתיס, אביטל, מעת, הסברה, יורכנסה, מתאסשטחים, נהנ, אממד



נכנס **
**
**
**

הודעת: 1,9001

אל: המשרד

מ- בריטל, נר: 151, תא: 140188, זח: 2000, זח: ב, טג: ש
נד: &

שמור/בהול לבוקר

אל: אירומה 1 כלכלית ב'
זע: מרים גולן - הכנסת
מאת: אורן בריטל

הנדון: מושב הפא"ר

א-- בישיבתה היום החליטה הטיעה הסוציאליסטית:

1. לקיים דיון על המצב בשטחים במסגרת ההצעות החומרות.
הטיעה תגיש הצעת החלטה בנושא שבחלק ממנה תגנה מדיניות
ישראל בשטחים במובנים תקיפים אך שבחלקה האופרטיבי
תקרא גם להגברת המאמצים לתחילת תהליך השלום.

2. הטיעה החליטה שבנסיבות שנוצרו אין להביא את הפרוטוקולים
לאישור במושב זה בהתחשב בחוסר הוודאות שהם יזכו
ל-260 קולות החירוביים. לזכרי אחד מעיילי הטיעה
הוחלט שמוטב לשחק בשלב זה PRUDENCE ולהביא
הפרוטוקולים לדיון באווירה פוליטית יותר נוחה.
זוהי הועדה לייחסי חוץ כלכליים בנושא הפרוטוקולים
(שגם הוא הסוציאליסטי) טען שבלאר הם הועדה טרם קיבלה
כל המסמכים הדרושים ושלא תספיק מסיבות טכניות להעביר
הפרוטוקולים לאישור המליאה

ב-- ללא טמק מספר חברי הטיעה מעלן מתוך כוונה טובה
שלא להסתכן בהכשלת הפרוטוקולים בהצבעה או הרוב בחר
בדרך הקלה שלא להתמודד עם הבעיה. על ידי כך ימנעו
מצד אחד אישור הפרוטוקולים במושב זה ומאידך יוכלו
לטעון כלפי חוץ שמעלו כביכול מתוך דאגה כנה לאינטרס

משרד החוץ-מחלקת הקשר

של ישראל. אלטרנטיבית יוכלו להשתמש בנימוק הטכני

ג-- הטיעה הדמונוצריה החליטה בישיבתה של היום להצביע
בעד הפרוטוקולים על אף התנגדות של מספר לא מבוטל
מבין חבריה, אף על פי כן חוששים בטיעה לחוץ על הצבעה
במושב זה בהתחשב בהחלטה של הטיעה הסוציאליסטית.
הטיעה תחליט סופית רק לאחר ישיבת הועדה לייחסי חוץ
כלכליים המתקיימת ביום ב' ה-18 דנא למנות שרבו. כפי
שהברקונס בנפרד גם הדמונוצריה מגישים הצעת החלטה
משלהם בנושא המצב בשטחים.

ד-- כל הטיעות התמזרו הערב כן שלא צפויות התפתחויות
נוספות כאן לפני פתיחת מושב הפא"ר בשטרסבורג ב-18.

תפ: שהח, רהמ, שהבט, הנכל, ממנכל, ממז, רס, אמן, אירא, אירב,
גולן/כנסת, כלכלית, מזתים, תמס, אוצר, זייף/חק לאות

מסמך 8808 888
מסמך 8808 888
מסמך 8808 888
מסמך 8808 888

1950
1951
1952

1953
1954
1955

1956

1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040
2041
2042
2043
2044
2045
2046
2047
2048
2049
2050

2051
2052
2053
2054
2055
2056
2057
2058
2059
2060
2061
2062
2063
2064
2065
2066
2067
2068
2069
2070
2071
2072
2073
2074
2075
2076
2077
2078
2079
2080
2081
2082
2083
2084
2085
2086
2087
2088
2089
2090
2091
2092
2093
2094
2095
2096
2097
2098
2099
2100

2101
2102
2103
2104
2105
2106
2107
2108
2109
2110
2111
2112
2113
2114
2115
2116
2117
2118
2119
2120
2121
2122
2123
2124
2125
2126
2127
2128
2129
2130
2131
2132
2133
2134
2135
2136
2137
2138
2139
2140
2141
2142
2143
2144
2145
2146
2147
2148
2149
2150

2151
2152
2153
2154
2155
2156
2157
2158
2159
2160
2161
2162
2163
2164
2165
2166
2167
2168
2169
2170
2171
2172
2173
2174
2175
2176
2177
2178
2179
2180
2181
2182
2183
2184
2185
2186
2187
2188
2189
2190
2191
2192
2193
2194
2195
2196
2197
2198
2199
2200

2201
2202
2203
2204
2205
2206
2207
2208
2209
2210
2211
2212
2213
2214
2215
2216
2217
2218
2219
2220
2221
2222
2223
2224
2225
2226
2227
2228
2229
2230
2231
2232
2233
2234
2235
2236
2237
2238
2239
2240
2241
2242
2243
2244
2245
2246
2247
2248
2249
2250

משרד החוץ-מחלקת הקשר

15.11.88 : תאריך

9091

נכנס

שמר

**
**
**
**

פרזום: 1,9091

אל: המשרד

מ-: בריטל, נר: 136, תא: 140138, חז: 1300, זח: מ, סג: ע

נד: @

שמור/מידוי

אל: איורוסה 1

זע: מדיס גולן - נכנסת

סאח: אורון בריטל

הנורן: סרעב המאר - בהמשך לשלנו 131 סטיון ג' מאתמרל

ידידים בטיטה הזמנו צורים מנכוס לגבש הצעה מתוכה על המצב בשטחים. בטיטה השמרנית DEREK PRAG שהיה יוזם הצעה ההחלטה נאלץ לסרב לחתום על ההצעה לאור ההקצנה שחלה בה בעיקר עקב לחץ של עמיתו לסטיון PETER PRICE (שמרן בריטי) הצעת החלטה השמרנית אין זנתה לשובינות על מספר חברי סיעות השמאל לרבות קומוניסטים אורון

גא

חפ: שהח, וזהס, מנכל, ממנכל, שהבט, אירא, אירב, ליאוו, מזחיס, ר/מרנד, ממו, יורוכנסה, מתאטשטחים, כהנא

1941
1942
1943
1944
1945

1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960

1961
1962
1963
1964
1965

נכנס

בלמס

חוזם: 1,8560

אל: המשרד

מ-: רומא, נר: 131, תא: 140188, זח: 1320, דח: ב, סג: ב

נד: 8

אל: מנהל כלכלית ב', אירופה א'

דע: בריסל (נר 408 בנפרד----רגיל)

מאת: רומא/הציר

לש-108

בלמס/בהול

יוזמות סוציאליסטית וקומוניסטית בפא'ר

1. מרגריטה ויבר הממונה על יחסי החוץ במפלגה הסוציאליסטית הודיעה ב-13 בחום ישיבת עבודה של נציג אשף באטליה עם מזכירות המפלגה, כי בכוונתה להציע בשבוע הבא בפא'ר לשגר משלחת לשטחים.

2. הקומוניסטית האטלקים בפא'ר עומדים להגיש מחר (15) הצעת החלטה הקוראת בין היתר לשגר משלחת דומה ודורשת משרי החוץ להתערב אצל השלטונות הישראליים.

לוטה נוסח ההצעה:

PROPOSITION DE RESOLUTION D'URGENCE PRESENTEE PAR

OBJET: CONTINUATION DES EMEUTES POPULAIRES EN CISJORDANIE ET A GAZA

A. PROFONDEMENT PREOCUPE PAR LES EVENEMENTS DRAMATIQUES

משרד החוץ-מחלקת הקשר

QUI SE DEROULENT, DEPUIS SEPT SEMAINES, EN CISJORDANIE ET DANS LA BANDE DE GAZA ENTRE LES FORCES D'OCCUPATION ISRAELIENNES ET LA POPULATION PALESTINIENNE.

B. CHOPUE PAR LA REPRESSION DES FORCES ARMEES ISRAELIENNES FACE AUX MANIFESTATIONS DE LA POPULATION PALESTINIENNE QUI A CAUSE DEPUIS LE 7 DECEMBRE 1987, DES DIZAINES DE MORTS ET DE BLESSES,

C. VU L'INTENTION DECLAREE DU GOUVERNEMENT ISRAELIEN QUI A DEJA FAIT L'OBJET D'UNE CONDAMNATION GENERALE DE DEPORTER DES CIVILS PALESTINIENS DES TERRITOIRES OCCUPES

D. REJETANT LA CONTINUATION DE LA POLITIQUE DES INTERNEMENTS ADMINISTRATIFS, LES ARRESTATIONS PREVENTIVES MASSIVES ET LES BRUTALITES A L'EGARD DES PRISONNIERS Y COMPRIS DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS.

E. RAPPELLANT LES RESOLUTIONS 605 ET 607 DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU SUR LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS ET ARABES OCCUPES AINSI QUE SA RESOLUTION 242.

F. RAPPELLANT LA DECLARATION DE LA COOPERATION POLITIQUE EUROPEENNE DU 18.12.1987 EXPRIMANT LA PROFONDE PREOCCUPATION DES DOUSE DEVANT L'AGGRAVATION DE LA SITUATION EN CISJORDANIE ET DANS LA BANDE DE GAZA.

G. RAPPELANT SA RESOLUTION DU 17 DECEMBRE 1987.

1. CONDAMNE TOUTES CES VIOLATIONS DE LA 4EME CONVENTION DE GENEVE PAR ISRAEL ET RAPPELE QUE LA RESOLUTION 607 DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU, VOTTEE LE 5.1.88 A L'UNANIMITE, REAFFIRME QUE: " LA CONVENTION DE GENEVE RELATIVE A LA PROTECTION DES PERSONNES CIVILES EST APPLICABLE AUX TERRITOIRES PALESTINIENS ET AUTRES TERRITOIRES ARABES OCCUPES DEPUIS 1967. Y COMPRIS JERUSALEM".

2. EXIGE, UNE FOIS DE PLUS, DU GOUVERNEMENT ISRAELIEN

משרד החוץ-מחלקת הקשר

QU'IL SE CONFORME COMME PUISSANCE OCCUPANTE A LA CONVENTION DE GENEVE SUR LES DROITS ET DEVOIRS DES AUTORITES D'OCCUPATION,

3. EXIGE EN PARTICULIER QUE LA GOUVERNEMENT ISRAELIEN S'ABSTIENNE DE DEPORTER DES CIVILS PALESTINIENS DES TERRITOIRES OCCUPES ET QU'IL ABOANDONNE TUTE PRATIQUE D'INTERNEMENT ADMINISTRATIFS.

4. DEMANDE AUX MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES REUNIS DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLITIQUE D'INTERVENIR D'URGENCE EN CE SENS AUPRES DES AUTORITES ISRAELIENNES.

5. REITERE SA POSITION QUE SEULE UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUOS L'EGIDE DES NATIONS UNIES ET AVIC LA PARTICIPATION DE TOUTES LES PARTIES CONCERNEES, PUISSE ABOUTIR A UNE SOLUTION PACIFIQUE, JUSTE ET DURABLE DU MOYEN ORIENT.

6. DECIDE D'ENVOYER, DANS LE PLUS BREF DELAIS UNE DELEGATION PARLEMENTAIRE AD HOC A GAZA ET EN CISJORDANIE.

7. CHARGE SON PRESIDENT DE TRANSMETTRE LA PRESENTE RESOLUTION AU CONSEIL, A LA COMMISSION, AUX MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES REUNIS DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLITIQUE EUROPEENNE, AU GOUVERNEMENT ISRAELIEN, A LA KNESSET, AINSI QU'AU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU.

=====

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן, אירא, אירב,
כלכלית ב', מזתים, מתאשטטים

1,8560:0:10
11:00:00
11:00:00
11:00:00
11:00:00

108-80
11:00:00
11:00:00

PROPOSITION DE RESOLUTION D'URGENCE PRESENTEE PAR
OBJET: CONTINUATION DES EMUTES POPULAIRES EN
CISJORDANIE ET A GAZA
A. PROFONDEMENT PREOCCUPE PAR LES EVENEMENTS DRAMATIQUES
QUI SE DEROULENT, DEPUIS SEPT SEMAINES, EN CISJORDANIE
ET DANS LA BANDE DE GAZA ENTRE LES FORCES D'OCCUPATION
ISRAELIENNES ET LA POPULATION PALESTINIENNE.
B. CHOCUE PAR LA REPRESSION DES FORCES ARMEEES ISRAELIENNES
ES FACE AUX MANIFESTATIONS DE LA POPULATION PALESTINIENNE
ME QUI A CAUSE DEPUIS LE 7 DECEMBRE 1987, DES
DIZAINES DE MORTS ET DE BLESSES,
C. VU L'ATTENTION DECLAREE DU GOUVERNEMENT ISRAELIEN
QUI A DELA FAIT L'OBJET D'UNE CONdamnATION GENERALE
DE DEPORTER DES CIVILS PALESTINIENS DES TERRITOIRES
OCCUPES
D. RELATANT LA CONTINUATION DE LA POLITIQUE DES INTERNE
MENTS ADMINISTRATIFS, LES ARRESTATIONS PREVENTIVES
MASSIVES ET LES BRUTALITES A L'EGARD DES PRISONNIERS
Y COMPRIS DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS,
E. RAPPELANT LES RESOLUTIONS AOS ET 507 DU CONSEIL
DE SECURITE DE L'ONU SUR LA SITUATION DANS LES
TERRITOIRES PALESTINIENNES ET GAZA OCCUPES AINSI
QUE SA RESOLUTION 242,
F. RAPPELANT LA DECLARATION DE LA COOPERATION
POLITIQUE EUROPEENNE DU 18.12.1987 EXPRIMANT
LA SERVEUSE PREOCCUPATION DES DOUSE DEVAUT L'AGGRAVATI
ON DE LA SITUATION EN CISJORDANIE ET DANS LA BANDE
DE GAZA
G. RAPPELANT SA RESOLUTION DU 17 DECEMBRE 1987,
I. CONDAMNANT TOUTES LES VIOLATIONS DE LA 4EME CONVENTION
DE GENEVE PAR ISRAEL ET RAPPELLE QUE LA RESOLUTION
507 DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU, VOTEE LE
21.11.85 A L'UNANIMITE, REAFFIRME QUE: LA CONVENTION
DE GENEVE RELATIVE A LA PROTECTION DES PERSONNES
CIVILES EST APPLICABLE AUX TERRITOIRES PALESTINIENNES
ET AUTRES TERRITOIRES ARABES OCCUPES DEPUIS 1967.
Y COMPRIS JERUSALEM.
H. EXISTANT UN Fois DE PLUS, DU GOUVERNEMENT ISRAELIEN
QU'IL SE CONFORME COMME PUISSANCE OCCUPANTE A
LA CONVENTION DE GENEVE SUR LES DROITS ET DEVOIRS
DES AUTORITES D'OCCUPATION,
I. EXIGE EN PARTICULIER QUE LA GOUVERNEMENT ISRAELIEN
S'ABSTIENNE DE DEPORTER DES CIVILS PALESTINIENS
DES TERRITOIRES OCCUPES ET QU'IL ABANDONNE TUTE
PRACTIQUE D'INTERNEMENT ADMINISTRATIFS.
J. DEMANDE AUX MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES
REUNIS DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLITIQUE
D'INTERVENIR D'URGENCE EN CE SENS AUPRES DES AUTORITES
ISRAELIENNES.
K. REITORE SA POSITION QUE SEULE UNE CONFERENCE
INTERNATIONALE SOUS L'EGIDE DES NATIONS UNIES ET
AVEC LA PARTICIPATION DE TOUTES LES PARTIES CONCERNES,
PUISSE ABOUTIR A UNE SOLUTION PACIFIQUE, JUSTE
ET DURABLE DU NOEUD ORIENT.
L. DECIDE D'ENVOYER, DANS LE PLUS BREF DELAIS UNE
DELEGATION PARLEMENTAIRE AD HOC A GAZA ET EN
CISJORDANIE.
M. CHARGE SON PRESIDENT DE TRANSMETTRE LA PRESENTE
RESOLUTION AU CONSEIL A LA COMMISSION
AUX MINISTRES DES
AFFAIRES ETRANGERES REUNIS DANS LE CADRE DE LA
COOPERATION POLITIQUE EUROPEENNE, AU GOUVERNEMENT
ISRAELIEN, A LA KNESSET, AINSI QU'AU SECRETARE
GENERAL DE L'ONU.

חוזם: 1,7996

אל: המשרד

מ-: מריס, נר: 246, תא: 130188, דח: 1800, דר: טג: ב

נד: 8

בלמס/רגיל.

אל: אירומה 1

דע: ממד

מאת: מאריס

קהיליה - אשפי.

להלן דבר שייטון, שר החוץ לשעבר והממונה על מזינות
יס תיכונית ויחסי צפון-דרום בנציבות הקהיליה, ב-12.1
כאורח מועדון הכתבים הדיפלומטים במאריס ('לה מונד'
:14.1)

1. כשנשאל על המצב בשטחים הכבושים עי ישראל ענה בתקיפות:
'מה שקורה עכשיו מוכיח שהשליטה בשטחים כבושים עי
שימוש בכח אינה בתרון מתקבל על הדעת'.

2. בעוררו את זכרון אושרוץ הוסיף: 'בעובדה שיהודים
משתמשים בשיטות אלימות לזכא עב-הרוי זה דרמטי. אנו
בליבה של טרגדיה ירונית. צריך מישהו שידבר בשם המלסטוניים
, אם אשפי לא היה קיים, היה צורך להמציאו'.

3. בנושא המגורשים האיראנים מצרפת: 'הרגשתי מושפל, איזו
בושה, אז לקחו שתי בנות... אז לקחו טורקי שעבר שנ
במקרה... זה מביש שממשלה חוקית תתנהג ככ'.

שא

תפ: שהח, רהמ, שהבט, ממנכל, ממנכל, ממנכל, ממד, רט, אמן, אירא, אירב

מסמך 5108 10.10.58



10/10/10

משרד החוץ-מחלקת הקשר

7780

13.01.88 תאריך

** נכנס
**
**
**

שמור

חוזם: 1,7780

אל: המשרד

מ-: קופנהגן, נר: 57, תא: 130188, חז: 1515, דח: מ, סג: ש

נד: @

שמור/מידי

אל: אירופה 2

דע: מאיה

הקהיליה - מז'ת : דמרש

לשלנו 46

מ PETER IVERTSEN (13/1).

א. היוזמה לדמרש שהוגש אתמול היא של היורות הרפגית
ושל הבריטים. להערכת איברטסן גנשר היה מעוניין בכך
לקראת ביקורו בדמשק ב 14-15 דנא (כזכור נמנע אלמן
ינסן מלבקר בדמשק בתקופת היורות הדנית על אף החלטת
מועצת השרים מ- 13 ביולי). הדרישה הבריטית באה בעקבות
סיור מלור ודיווחו על רשמיו.

ב. לדבריו, יתכן שהיתה
גם פנייה מחברות אחרות. רפ'ג ניסחה את הקוים המנחים
לדמרש והנוסח תואם בטלקס עם יתר החברות.

סביר==

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, אירא, אירב, ליאור, מזת'ים, כהנא,
אביטל, הסברה, מתאסשטחים

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

13.10.88

משרד החוץ-מחלקת הקשר
שמור

*** יוצא ***

חוזם: 1,6984

אל:

אתונה/130, ברן/156, בריסל/175, האג/133, לונדון/212, פריז/283,
רומא/188, מילנו/78, מזריד/121, אוסלו/69, קופנהגן/101,
ליסבון/83, מנמת/96
מ-: המשרד, תא: 120188, זח: 1813, זח: מ, ט: ג ש
נד: 8

שמור/מידי

דמארש הקהיליה - גרוש פלסטינאים

שגרירי הטרויקה ושל הנציבות נתקבלו לפי בקשתם היום אחד הצהריות אצל המנכ"ל המדיני. מצינו השתתף החתום מטה. שגריר רפ"ג איזכר את הדמארש האחרון שמטרו במגישתם עם השר ויוצמן שבאמצעותו כבר הויעו ה-12 דאגתם מההתרחשויות בשטחים. הפעם הזאת ביקשו את הפגישה לפי הנחיה מיו"רות הקהיליה בבון למטירת מסר בזרג הגבוה האפשרי במשרד החוץ בנושא הגרוש של פלסטינאים. המטר: ה-12 מביעות דאגתן מהחלטת ממשלת ישראל לנקוט במדיניות של גרושים בשטחים הכבושים. ה-12 תומכות ללא סייג בהחלטת מועביט 607 ובהסתמך עליה מסיבים תשומת לב ממשלת ישראל לשימורתה של אמנת ג'נבה הרביעית בשטחים הכבושים. ה-12 משרכנעות שהאמנה אוסרת על גרוש פלסטינאים מהשטחים. ה-12 קוראות לישראל להמנע מביצוע צווי הגרוש שנכר הוצאו. עד כאן.

המנכ"ל המדיני הבטיח להעביר את המטר לידיעת שר החוץ. אמר שהוא מבין את הבעת הדאגה מצד ה-12 ומשוכנע שהיא באה מצד יו"רים. גם בישראל קיימת דאגה כנה מהמתרחש בשטחים וצטר על אבדן היו אדם. ישראל מעונינת למנוע התרחשויות כאלו רמת המתיחות אמנם בירייה אך המצב עדיין רווי מתח. ישראל מצווה למצוא פתרון קודם כל במקומות ההתרחשויות ואחר כן ברמה המדינית.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

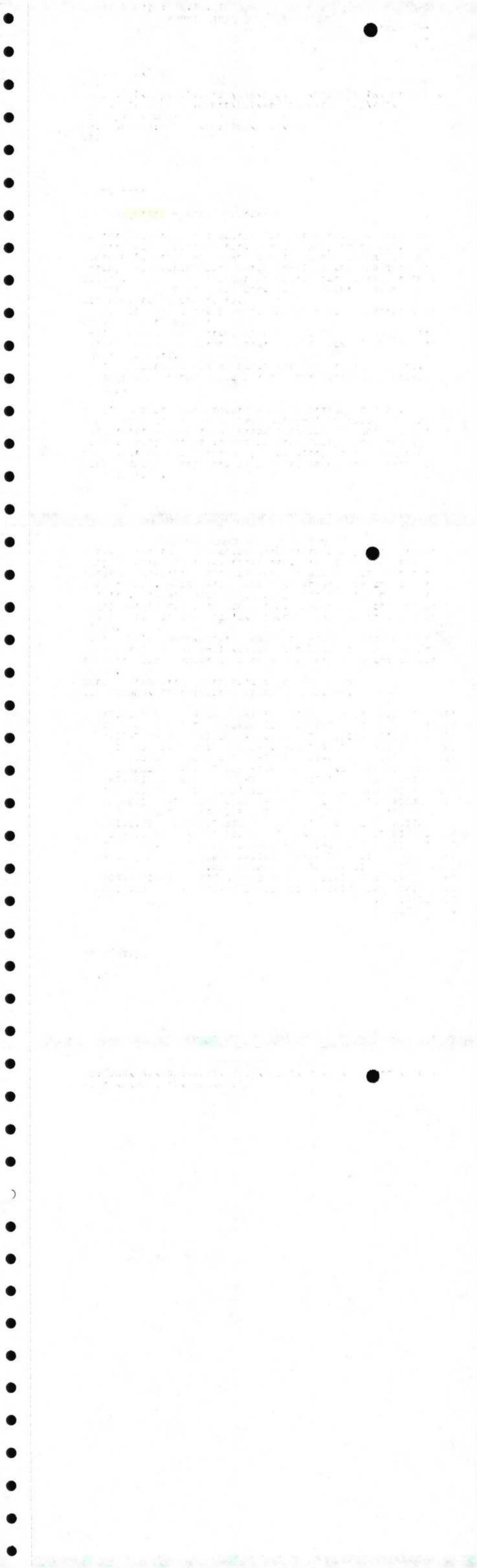
בנוגע לשימורת אמנת ג'נבה קיים ויכוח מתמשך בין ישראל לבין גורמים אחרים, גם ירידותיים. ישראל אינה מקבלת את ישימותה היורידית של האמנה אולם מיישמת את כל הוראותיה ההומניטריות. האמנה אינה אוסרת על גרושים אלא על גרושים מסיביים. ישראל אינה נוקטת בעונש כבו זה אלא רק לעתים ומתוך שיקול דעת כשיש הכרח בזור. מאשרת גם פניה של מי שנגדו הוצא צו גרוש לבגי'צ, זרן ערעור שאף לא נדרשת באמנת ג'נבה. שגריר רפ"ג העיר, בהדגישו שהערה זו אינה כלולה בהנחיות מטעם היו"רות של ה-12, שגנשו טבור שבועם לא רק מטעמים יורידיים מסול האמצעי של גרוש אלא גם אין בו תועלת כאמצעי הרעה. בתום השיחה ציין שגריר רפ"ג שבבון תתכרסם הודעה קצרה על עצם הדמארש, צורתו ותכנון להלן הנדסה באנגלית.

'THE TWELVE MEMBER STATES OF THE EUROPEAN COMMUNITY TODAY EXPRESSED TO THE ISRAELI GOVERNMENT THEIR CONCERN AT ISRAEL'S DECISION TO PURSUE A POLICY OF DEPORTATION IN THE OCCUPIED TERRITORIES. THE DEMARCHE WAS CARRIED OUT BY THE AMBASSADOR OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY IN ISRAEL, TOGETHER WITH HIS TROIKA COLLEAGUES AND THE REPRESENTATIVE OF THE EC COMMISSION. THE AMBASSADOR UNDERLINED THE TWELVE'S UNRESERVED SUPPORT FOR UNSCR 607 OF 5 JANUARY 1988 AND DREW THE ISRAELI GOVERNMENT'S ATTENTION TO THE FACT THAT THE GENEVA CONVENTION RELATIVE TO THE PROTECTION OF CIVILIAN PERSONS IN TIMES OF WAR, OF 12 AUGUST 1949, IS APPLICABLE TO TERRITORIES OCCUPIED BY ISRAEL SINCE 1967 AND THAT THE DEPORTATION OF ANY PALESTINIAN WOULD BE A CLEAR BREACH OF ARTICLE 49 OF THE CONVENTION. THE AMBASSADOR CALLED UPON ISRAEL TO REFRAIN FROM DEPORTING PALESTINIAN CIVILIANS FROM THE OCCUPIED TERRITORIES'.
DB ERBETEN
RICHTER

יואל אלרן
צ.ש.י

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תפ: שהח, ורהמ, שהבט, מנכ"ל, ממנכ"ל, ממנכ"ל, ממד, רט, אמנ, ירא, אירב,
מזתים, מתאסשטחים, משפט, ארבל



נכנס **
**
**
**

סודי

חוזם: 1,5752

אל: המשרד

מ-: בריסל, נר: 95, תא: 110188, חז: 1105, דח: ב, ס:ג, ס
נד: @

סודי/בהול

32-120 בהול 111105 ינו 88
109-107 בהול 111105 ינו 88

מנמת עבור אמן ענף 40

המוסד פחע

אל : מנהל כלכלית ב, תמ'ס - ליבנת, פרי, חקלאות/זייף

דע : גבאי - פריס

מאת: גובר - בריסל

הנדון: הרעלת מיץ תפוזים.

בהמשך לשלי נר-82, ירושלים. 25-תא, 78-פריס מה-8.1
ולמברקו של מנהל כלכלית ב' נר - 125 מה-10.1.

שוחחתי הבוקר שנית עם GAERNER, מסר שעוד
ביום שישי העביר הידיעה שבנדון טלפונית, תוך כדי
הדגשה שיש בנציבות אמצעים דיסקרטיים להעביר למדינות
החברות ידיעה מסוג זה.

לדבריו, הבריטים כבר עשו בדיקה דיסקרטית חוזר דיסקרטית
בשווקים ולא מצאו דבר, ובכך מבחינת הבריטים הנושא
סגור.

גרנר הבטיח לעדכן אותי מבחינת התפתחויות במדינות אחרות

משרד החוץ-מחלקת הקשר

במידה ויהיו וכמובן אבריק בהתאם.

שוש

תפ: שהח, מנכל, ממנכל, מינרבי, כלכליתב', אירא, אירב, אוצר, תמס, מכס,
זייף/חקלאות, (בנפרד), ניר/ממרה, אמן 40, (בנפרד)

מסמך 5752/תק"מ ותיק 2000/2000 סל 310007 6406

מסמך 5752/תק"מ ותיק 2000/2000 סל 310007 6406



[Faint, illegible text, possibly bleed-through from the reverse side of the page. Some faint lines and markings are visible.]

נכנס **
**
**
**

שמו

v

קודם: 1/6398

אל: המשרד

פ-בריטל, נר: 98, תא: 110188, דח: 1700, דח: ט, טג: ש

נד: 8

שמו/מידוי

אל: כלכלית ב' אירוסה 1

זע: מריס גולן /הכנסת תמוצת מאיה

מאת: ארון בריטל

כא"ר - מרוטקולים - בהמשך לשלב 92

קבוצת שבועה בעניני חוץ של הטיעה הטוציאליסטית תתכנס ביום ד' בבריטל ותדון במרוטקולים שלב. הטיעה תתכנס כאן ביום ה' ותחליט על עמדתה בנושא

ארון

תפ: עהח,רהמ,שהבט,ממכל,ממכל,ממז,רט,אמן,אירא,אירב,
כלכליתב',מזתים,גולן/כנסת

משרד החוץ, תל אביב, 1988



[The page contains extremely faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side. A small yellow highlight is visible on the left side.]

** יוצא **

סודי

**
**
**

חוזם: 1,5292
 אל: בוויטל/125, מריט/197, המוסד/48
 מ-: המשד, תא: 100188, זח: 1503, דח: ב, טג: ט
 נד: 8

סודי/בהול.

.א.ד.
.779

גובר

דע: אורון.
מריט.

תמיט, חקלאות, המוסד - מח'ע, ניר - משרד רוה'מ.

הרעלה מיצוי תמוזים - שלן 82.

בהמשך לשיחה הטלפונית של עזורי עם אורון מה - 8 דנא בערב.

מבקשים לדעת האם **הנציגות** כבר המיצה הידועה בין המדינות
 החברות. במידה ולא יש לעשות כל מאמץ לעצור הסצת המידע בין
 החברות במט של הודעה זו מתייחסים בסמכות רבה.

בכל מקרה מדובר בניסיון לעזור בהלה בקרב ציבור הקונים
 ולכן צריך לפעול כדי שלא ינתן מומביות להודעה זו.

בלבלית ב'.

מ.א.י

תפ: שהח, מנכל, ממנכל, מינרבי, כלכלות, אירא, אירב, אוצר, תמט, מכס,
 זייף/חקלאות, בטמח, ניר/ממרה, אבירות 470, 40אמן



יוצא **

סודי

**

**

**

פרוט: 1,5309

אל: אתונה/93, בון/109, בריסל/124, האג/95, לונדון/160, פריז/196,
 רומא/136, מילנו/53, מזריד/87, המוסד/47, אוסלו/47, קופנהגן/77,
 ליסבון/59

מ-: המשרד, תא: 100188, זח: 1508, דח: ב, טג: ט
 נד: 8

סודי/בהול

א.ד.
 777

תמוצת מאיה, המוסד/מחט

נציג הנציבות של הקהילה האירופית מסר ב - 8 דנא לגובר
 ממשלתנו בבריסל :

א. כי אלמוני הודיע בפריז שבקבוקי מיצי התפוזים המיוצאים
 מישראל ישנו חומר הנקרא FEROCIANURE DE POTASSIUM (לטענת
 האלמוני החומר הרעיל מצוי בקבוק אחד ממאה).

ב. זהר ניסיון ברור להביא לבהלה בקרב קהל הקונים בדחבי
 הקהילה ולסגור בייצוא מיץ תפוזים מהארץ.

ג. מטרתנו למנוע עד כמה שניתן סרטום היוזעה ולהביא לכך
 שגם הגורמים היוזעים עליה לא יפוצו אותה.

לכן מידע זה הינו לידיעתכם בלבד.
 עוד נעזבנכם בנושא ואם יש צורך למעול בהקשר זה.

כלכלית ב'.

מ.א.י

תפ: שהח, מנכ"ל, אמנכ"ל, הינרבי, כלכלית ב', אירא, אירב, אוצר, תמס, מכס,
 זייף/חקלאות, נייר/ממרחם, אבירות470, פאמן40



נכנס

סודי

**
**
**
**

חוזם: 1,5070

אל: המשרד

מ-: בריסל, נר: 92, תא: 080188, חז: 1700, דח: מ, סג: ס

נד: 8

סודי/מיד

אל: כלכלית ב' אירופה 1

דע: תפוצת מאיה, מרים גולן-כנסת

מאת: אורון-בריסל.

.514.2.1

אישור הפרוטוקולים עי הפא'ר.

א. להלן ממקורות במזכירות הפא'ר שלא לציטוט או לאיזכור:

1. שגריר הליגה הערבית פנה לנשיא הפא'ר בשם כל שגרירי ערב ליד הקהילה בדרישה שלא לאשר הפרוטוקולים עם ישראל' כל עוד יימשר הדיכוי בשטחים'.

הליגה ושגרירים שונים פונים במקביל בימים אלה לחברי הפא'ר עימם הם עומדים בקשר.

2. לפי אותם המקורות מתחילים להגיע למזכירות הדים על מגמת חברי פא'ר, בעיקר מהסיעה הסוציאליסטית להסיר הפרוטוקולים מסדר היום של מושב ינואר.

המקורות מזכירים במיוחד סוציאל-דמוקרטים גרמניים.

ב. לידיעתכם מבחינה פרוצדורלית, עומדות בפני מתנגדי אישור הפרוטוקולים שלנו שתי אפשרויות:

1. הצבעת הרוב למען הסרת הפרוטוקולים מסדר היום של

משרד החוץ-מחלקת הקשר

המושב והחזרתם לוועדה ליחסי חוץ כלכליים תוך קביעת מועד לדיון חוזר(המקרה של תורכיה במושב הקודמ)או ללא קביעת מועד.

2. לאפשר הבאת הפרוטוקולים להצבעה אם יעריכו שהם לא יזכו ל-260 הקולות החיוביים, במקרה זה, לפי פירוש הפא'ר, אין להביא אותם הפרוטוקולים להצבעה חוזרת אלא למעשה יש להתחיל כל המומ' מחדש.

3. לראוי לציין שקיימת אפשרות בשני המקרים שהועדה המדינית של הפא'ר תבקש, בהתאם לכללי הנוהל, להיות חלק בתהליך בדיקת הפרוטוקולים דבר שיעניק לכל הדיון בעתיד אופי בעיקר מדיני.

ג. עוד נשלים בשבוע הבא. ===

.ס.

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, סמנכל, ממד, רם, אמן, אירא, אירב, כלכליתב', מזתים, גולן/כנסת

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5780 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

RECEIVED
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
UNIVERSITY OF CHICAGO
5780 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

TO: DR. [Name] [Address] [City] [State] [Zip]

FROM: DR. [Name] [Address] [City] [State] [Zip]

RE: [Subject]

Dear Dr. [Name]:

I am writing to you regarding [Subject].

[Detailed text block]

Sincerely,
[Signature]

CC: [List of recipients]